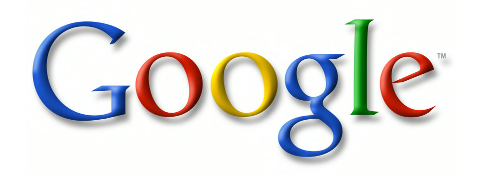
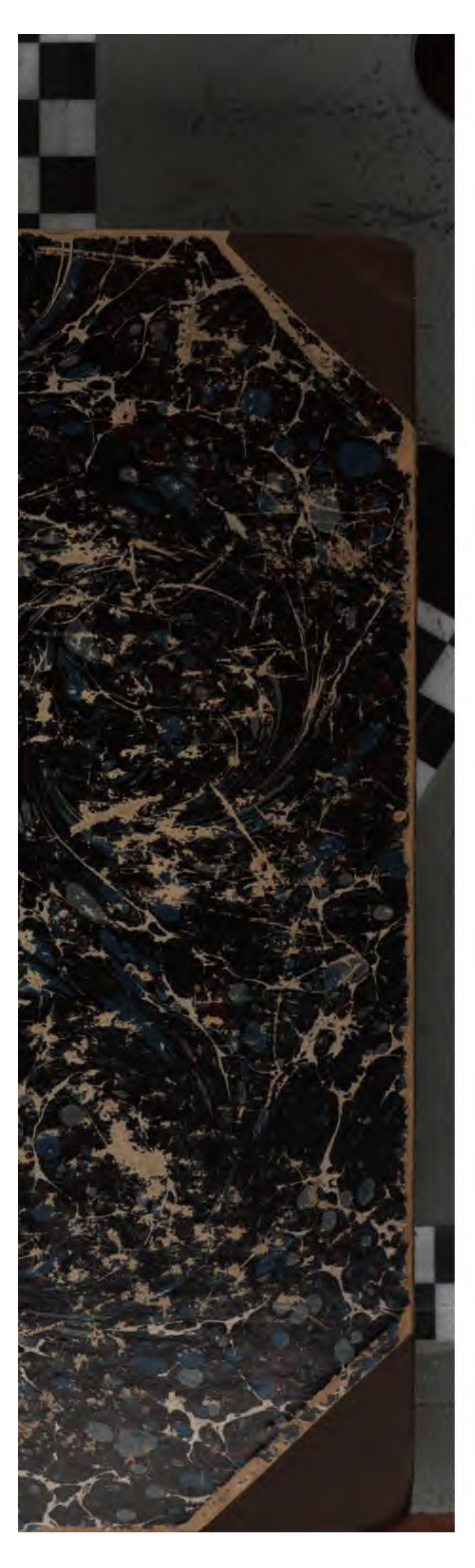
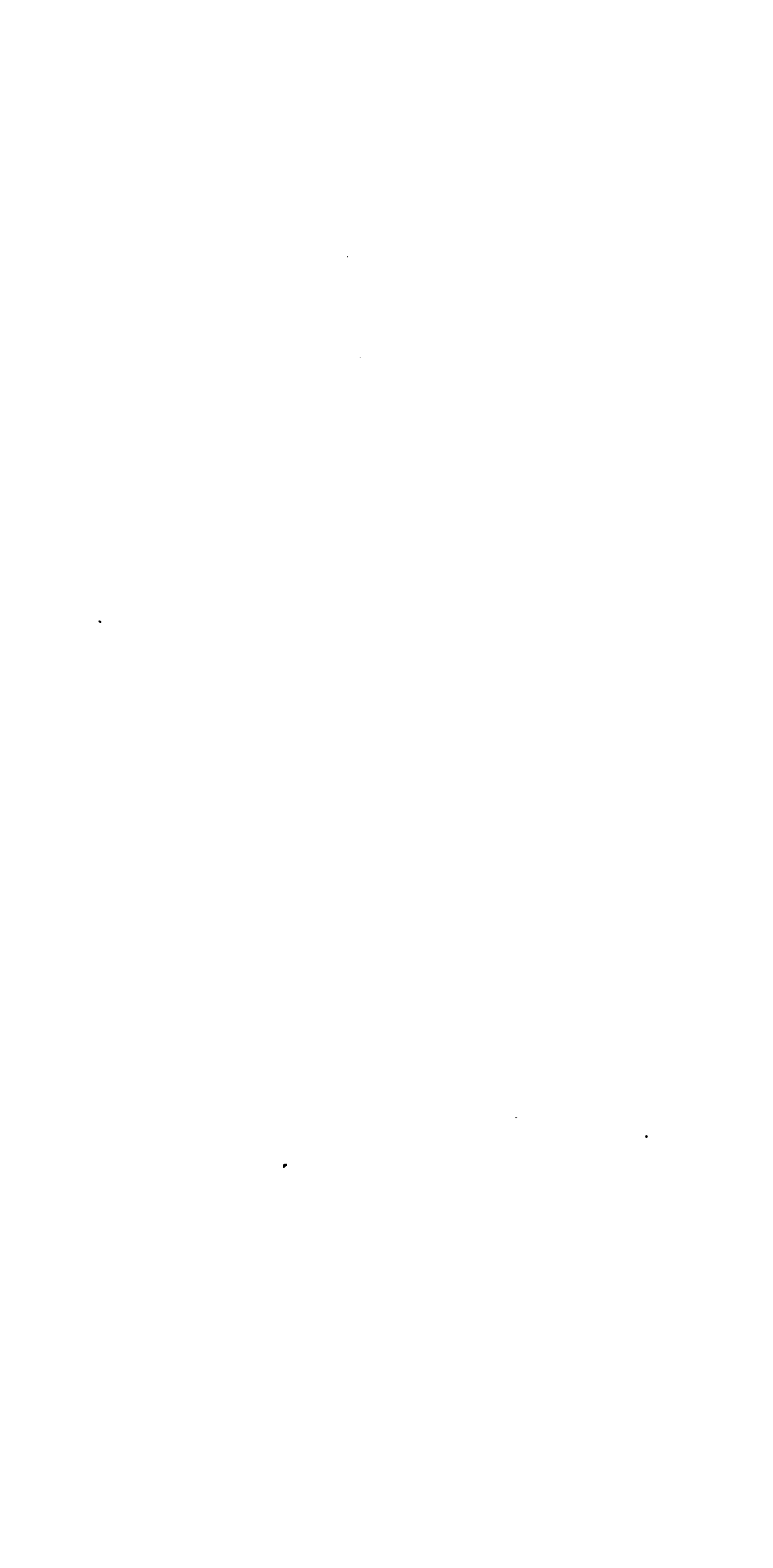





STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES









Ausgewählte Urkunden

zur

deutschen Verfassungsgeschichte seit 1806.

Zum Handgebrauch für Historiker und Juristen

herausgegeben von

Dr. Wilh. Altmann,
Bibliothekar und Privatdozent in Greifswald.

In zwei Teilen.

I. Teil: 1806—1866.

Berlin 1898.
R. Gaertners Verlagsbuchhandlung
Hermann Heyfelder.
SW. Schönebergerstrasse 26.



Wilhelm Englmann

in Wien

zugeeignet.

Vorwort.

Indem ich die „Ausgewählten Urkunden zur deutschen Verfassungsgeschichte seit 1806“ der von mir gemeinsam mit Ernst Bernheim herausgegebenen Sammlung: „Ausgewählte Urkunden zur Verfassungsgeschichte Deutschlands im Mittelalter“ (1891, 2. Aufl. 1895) meinen „Ausgewählten Urkunden zur brandenburgisch-preussischen Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte“ (1897) und meinen „Ausgewählten Urkunden zur ausserdeutschen Verfassungsgeschichte seit 1776“ (1897) folgen lasse, darf ich meinen Plan, für das Studium der Verfassungsgeschichte bequeme Hilfsmittel zu liefern, wohl als im wesentlichen verwirklicht ansehen.

Auch diese neue Sammlung, welche in die zwei selbständigen Teile „1806—1866“ und „1867 bis zur Gegenwart“ zerfällt, will nichts anderes sein als eine handliche, praktische, nicht mit Erläuterungen beschwerte Zusammenstellung der m. E. für die Entwickelung der deutschen Verfassungsgeschichte seit 1806 wichtigsten Urkunden; es handelt sich auch hier lediglich um eine Auswahl, hoffentlich nicht allzu subjektiven Charakters. Dabei ist Preussen nicht berücksichtigt, weil ja für diesen Staat meine oben genannte Sammlung vorliegt.

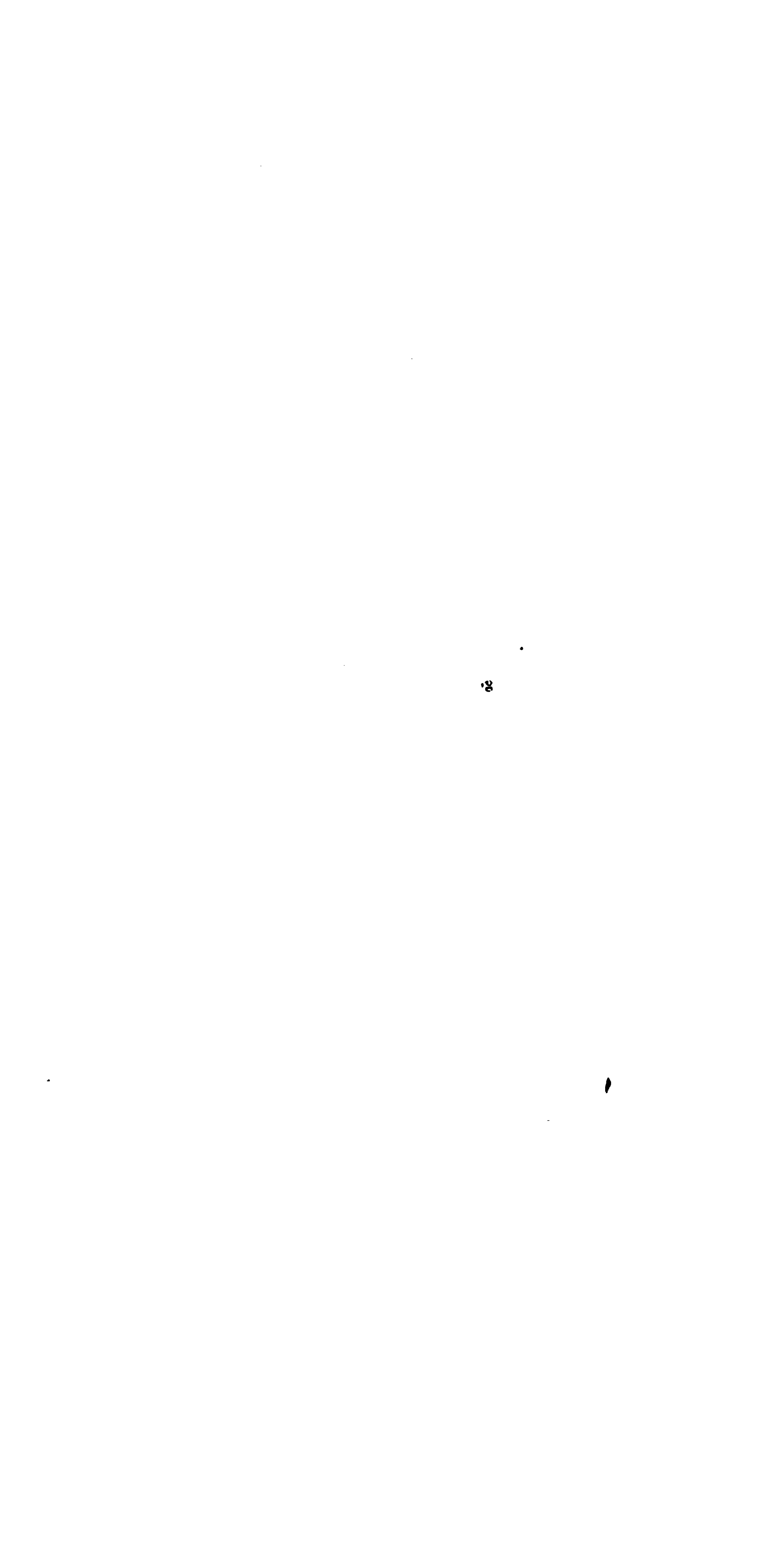
Auch diese Sammlung, deren Anlage den vorhergehenden analog ist, ist wesentlich zum Nachlesen und Nachschlagen, vor allem für verfassungsgeschichtliche Übungen in Seminarien und zur Vorbereitung für den Geschichtslehrer an höheren Schulen bestimmt. Während im I. Teile die Urkunden ohne Rücksicht auf ihre späteren Abänderungen abgedruckt sind, habe ich im II. Teil den heutigen Stand der Gesetzgebung stets berücksichtigt und hoffe somit dem Bedürfnisse der Juristen und Publizisten, wie auch eifriger Zeitungsleser zu genügen. Die Litteraturangaben im I. Teile machen übrigens auf Vollständigkeit keinen Anspruch.

Greifswald, 4. April 1898.

Wilh. Altmann.



Inhalt.



1. Die Konföderations-Akte der rheinischen Bundesstaaten. 1806 Juli 12.

Nach dem Or. im Bair. Geh. Staatsarch. zu München: Deutsche Staatsgrundgesetze hrsg. v. Karl Binding. III. (1893), 3 ff. Weniger korrekte Ausgaben: Die Rheinische Konföderations-Akte . . . hrsg. v. P. A. Winkopp (1808); Die Constitutionen der europäischen Staaten Bd. II (1817), S. 78 ff. [deutsch]; 2. Aufl. u. d. T. Die europäisch. Verfass. seit 1789 von K. H. L. Pölitz 1. Bd. 1. Abt. (1832), 3 ff.; Corpus iuris confoederationis Germanicae . . . hrsg. v. Guido v. Meyer (1822) Bd. I, S. 93 ff.; 2. Aufl. (u. d. T.: Staats-Acten f. Gesch. u. öffentl. Recht des Deutschen Bundes) Bd. I (1833) S. 109 ff.; Die Verfassungen des teutschen Staatenbundes seit 1789 v. K. H. L. Pölitz, fortgesetzt v. F. Bülau 1. Abt. (1847), S. 3 ff. [deutsch].

Sa majesté l'empereur des Français, roi d'Italie, d'une part et d'autre part leurs majestés les rois de Bavière et de Würtemberg, leurs altesses sérénissimes les électeurs archi-chancelier et de Bade, le duc de Berg et Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et Nassau-Weilbourg, les princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen et les princes de Salm-Salm et Salm-Kyrbourg, le prince d'Isenbourg-Birstein, le duc d'Aremberg et le prince de Lichtenstein et le comte de la Leyen, voulant par des stipulations convenables assurer la paix intérieure et extérieure du midi de l'Allemagne, pour laquelle l'expérience a prouvé depuis longtemps et tout récemment encore, que la constitution germanique ne pouvait plus offrir aucune sorte de garantie, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: . . . [*die Namen weggelassen*].

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les états de leurs majestés les rois de Bavière et de Würtemberg, de leurs altesses sérénissimes les électeurs archi-chancelier et de Bade, le duc de Berg et Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et Nassau-Weilbourg, les princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen, les princes de Salm-Salm et Salm-Kyrbourg, le prince d'Isenbourg-Birstein, le duc d'Aremberg et le prince de Lichtenstein, et du comte de la Leyen seront séparés à perpétuité du territoire de l'empire germanique et unis entr'eux par une confédération particulière *sous le nom* d'états confédérés du Rhin.

Art. 2. Toute loi de l'empire germanique, qui a pu jusqu'à présent concerner et obliger leurs majestés et leurs altesses sérénissimes les rois et princes et le comte dénommés en l'article précédent, leurs sujets et leurs états ou partie d'iceux, sera à l'avenir relativement à leurs dites majestés et altesses et au dit comte à leurs états et sujets respectifs nulle et de nul effet, sauf néanmoins les droits acquis à des créanciers et pensionnaires par le recès de mil huit cent trois et les dispositions du paragraphe trente neuf du dit recès relatives à l'octroi de navigation du Rhin, lesquelles continueront d'être exécutées suivant leur forme et teneur.

Art. 3. Chacun des rois et princes confédérés renoncera à ceux de ses titres, qui expriment des rapports quelconques avec l'empire germanique; et le premier août prochain il fera notifier à la diète sa séparation d'avec l'empire.

Art. 4. Son altesse sérénissime l'électeur archi-chancelier prendra les titres de prince primat et d'altesse éminentissime.

Le titre de prince primat n'emporte avec lui aucune prérogative contraire à la plénitude de la souveraineté, dont chacun des confédérés doit jouir.

Art. 5. Leurs altesses sérénissimes l'électeur de Bade, le duc de Berg et Clèves et le landgrave de Hesse-Darmstadt prendront le titre de grand-duc. Ils jouiront des droits, honneurs et prérogatives attachés à la digneté [!] royale.

Le rang et la prééminence entr'eux sont et demeureront fixés conformément à l'ordre, dans lequel ils sont nommés au présent article.

Le chef de la maison de Nassau prendra le titre de duc, et le comte de la Leyen le titre de prince.

Art. 6. Les intérêts communs des états confédérés seront traités dans une diète, dont le siège sera à Francfort et qui sera divisée en deux collèges, sçavoir le collège des rois et le collège des princes.

Art. 7. Les princes devront nécessairement être indépendans de toute puissance étrangère à la confédération et ne pourront conséquemment prendre du service d'aucun genre que dans les états confédérés ou alliés à la confédération. Ceux qui, étant déjà au service d'autres puissances, voudront y rester, seront tenus de faire passer leurs principautés sur la tête d'un de leurs enfans.

Art. 8. S'il arrivait, qu'un des dits princes voulut aliéner en tout ou en partie sa souveraineté, il ne le pourra faire qu'en faveur de l'un des états confédérés.

Art. 9. Toutes les contestations, qui s'éleveront entre les états confédérés, seront décidées par la diète de Francfort.

Art. 10. La diète sera présidée par son altesse éminentissime le prince primat, et lorsqu'un des deux collèges seulement aura à délibérer sur quelque affaire, son altesse éminentissime présidera le collège des rois, et le duc de Nassau le collège des princes.

Art. 11. Les époques, où soit la diète, soit un des collèges

séparément devra s'assembler, le mode de leur convocation, les objets, qui devront être soumis à leurs déliberations, la manière de former les résolutions et de les faire exécuter, seront déterminés par un statut fondamental, que son altesse éminentissime le prince primat proposera dans un délai d'un mois après la notification faite à Ratisbonne et qui devra être approuvé par les états confédérés. Le même statut fixera définitivement le rang entre les membres du collège des princes.

Art. 12. Sa majesté l'empereur des Français sera proclamé protecteur de la confédération et en cette qualité au décès de chaque prince primat il en nommera le successeur.

Art. 13. Sa majesté le roi de Bavière cède à sa majesté le roi de Würtemberg la seigneurie de Wiésensteig et renonce aux droits, que à raison de la préfecture de Burgau il pourroit avoir ou prétendre sur l'abbaye de Wiblingen.

Art. 14. Sa majesté le roi de Würtemberg cède à son altesse sérénissime le grand-duc de Bade le comté de Bondorf, les villes de Bruhnlingen et de Willingen avec la partie du territoire de cette dernière, située à la droite de la Brigach, et la ville de Tuttlingen avec les dépendances du baillage de ce nom situées à la droite du Danube.

Art. 15. Son altesse sérénissime le grand-duc de Bade cède à sa majesté le roi de Würtemberg la ville et le territoire de Biberach avec ses dépendances.

Art. 16. Son altesse sérénissime le duc de Nassau cède à son altesse impériale le grand-duc de Berg la ville de Deutz ou Daytz avec son territoire, la ville et le baillage de Koenigswinter et le baillage de Willich.

Art. 17. Sa majesté le roi de Bavière réunira à ses états et possédera en toute propriété et souveraineté la ville et le territoire de Nuremberg et les commanderies de Rohr et de Waldstetten de l'ordre teutonique.

Art. 18. Sa majesté le roi de Würtemberg réunira à ses états et possédera en toute souveraineté et propriété la seigneurie de Wiésensteig et les ville, territoire et dépendances de Biberach en conséquence des cessions à lui faites par sa majesté le roi de Bavière et son altesse sérénissime le grand-duc de Bade, la ville de Waldsée, le comté de Schelklingen, la commanderie de Kapfenbourg ou Lauchheim, la commanderie d'Alschhausen distraction faite des seigneuries d'Achberg et Hohenfels, et l'abbaye de Wiblingen.

Art. 19. Son altesse sérénissime le grand-duc de Bade réunira à ses états et possédera en toute souveraineté et propriété le comté de Bondorf, les villes de Bruhnlingen, Willingen et Tuttlingen, les parties de leurs territoires et leurs dépendances specifiées en l'article quatorze et tels, qu'ils lui ont été cédés par sa majesté le roi de Würtemberg;

Il possédera en toute propriété la principauté de Heitersheim

et toutes celles de ses dépendances situées dans les possessions de son altesse sérénissime telles, qu'elles seront en conséquence du présent traité.

Il possédera également en toute propriété les commanderies teutoniques de Beuggen et de Fribourg.

Art. 20. Son altesse impériale le grand-duc de Berg possédera en toute souveraineté et propriété la ville de Deutz ou Duytz avec son territoire, la ville et le baillage de Koenigswinter et le baillage de Willich en conséquence de la cession à lui faite par son altesse sérénissime le duc de Nassau.

Art. 21. Son altesse sérénissime le grand-duc de Hesse-Darmstadt réunira à ses états le burgraviat de Friedberg, pour le posséder en souveraineté seulement pendant la vie du bourgrave actuel et en toute propriété après le décès du dit bourgrave.

Art. 22. Son altesse éminentissime le prince primat réunira à ses états et possédera en toute propriété et souveraineté la ville et le territoire de Francfort.

Art. 23. Son altesse sérénissime le prince de Hohenzollern-Sigmaringen possédera en toute propriété et souveraineté les seigneuries d'Achberg et de Hohenfels dépendantes de la commanderie d'Alschhausen et les couvens de Closterwald et de Habsthal.

Son altesse sérénissime possédera en souveraineté les terres équestres situées entre ses possessions actuelles et les territoires au nord du Danube, sur lesquels sa souveraineté doit s'étendre en conséquence du présent traité, nommément les seigneuries de Gamertingen et de Hettingen.

Art. 24. Leurs majestés les rois de Bavière et de Würtemberg, leurs altesses sérénissimes les grands ducs de Bade, de Berg et de Hesse-Darmstadt, son altesse éminentissime le prince-primat, leurs altesses sérénissimes les duc et prince de Nassau, les princes de Hohenzollern-Sigmaringen, de Salm-Kyrbourg, d'Isenbourg-Birstein et le duc d'Aremberg exerceront tous les droits de sou veraineté, sçavoir:

Sa majesté le roi de Bavière sur la principauté de Schwarzenberg, le comté de Castell, les seigneuries de Speckfeld et Wiésentheid, les dépendances de la principauté de Hohenlohe enclavées dans le marquisat d'Ansbach et dans le territoire de Rothenbourg nommément les grands baillages de Schillingsfürst et de Kirchberg, le comté de Sternstein, les principautés d'Oettingen, les possessions du prince de la Tour et Taxis au Nord de la principauté de Neubourg, le comté d'Edelstetten, les possessions des prince et comtes de Fugger, le burgraviat de Winterrieden, enfin les seigneuries de Buxheim et de Tannhausen et sur la totalité de la grande route allant de Memmingen à Lindau.

Sa majesté le roi de Würtemberg sur les possessions des prince et comtes *de* Truchsess-Waldbourg, les comtés de Baindt, d'Egloff, de Guttenzell, de Heggbach, d'Isny, de Koenigsegg-Aulendorf, d'Ochsenhausen, de Roth et de Schussenried et Weissenau,

les seigneuries de Mietingen et Sulmingen, Neuravensbourg, Tannheim, Warthausen et Weingarten, distraction faite de la seigneurie de Hagnau, les possessions du prince de la Tour et Taxis à l'exception de celles, qui sont situées au nord de la principauté de Neubourg et de la seigneurie de Strasberg et du baillage d'Ostrach, les seigneuries de Gundelfingen et de Neufra, les parties du comté de Limbourg-Geildorf non-possédées par sa dite majesté, toutes les possessions des princes de Hohenlohe, sauf l'exception faite au paragraphe précédent, et enfin la partie du baillage cidevant Mayençais de Krautheim située à la gauche de la Yaxt.

Son altesse sérénissime le grand-duc de Bade sur la principauté de Fürstenberg (étant exceptées les seigneuries de Gundelfingen, de Neufra, de Trochtelfingen, de Jungnau et la partie du bailliage de Moëskirch située à la gauche du Danube), la seigneurie de Hagnau, le comté de Thengen, le landgraviat de Klettgau, les baillages de Neidenau et Billigheim, la principauté de Linange, les possessions des princes et comtes de Loewenstein-Wertheim situées à la rive gauche du Mein (étant exceptés le comté de Loewenstein, la partie du Limbourg-Gaildorf appartenant aux comtes de Loewenstein et les seigneuries de Heubach, de Breüberg et d'Habitzheim) et enfin les possessions du prince de Salm-Reifferscheid-Krautheim au nord de la Yaxt.

Son altesse impériale le grand-duc de Berg sur les seigneuries de Limbourg-Styrum, de Bruck, de Hardenberg, de Gimborn et Neustadt, de Wildenberg, les comtés de Hombourg, de Bentheim, de Steinfürt, de Horstmar, les possessions du duc de Looz, les comtés de Siégen, de Dillenbourg (les baillages de Wehrheim et Burbach exceptés) et de Hadamar, les seigneuries de Westerbourg, de Schadeck et de Beilstein et la partie de la seigneurie de Runckel proprement dite située à la droite de la Lahn; et pour les communications entre le duché de Clèves et les possessions susdites au nord de ce duché son altesse impériale aura l'usage d'une route à travers les états des princes de Salm.

Son altesse sérénissime le grand-duc de Hesse-Darmstadt sur les seigneuries de Breüberg et de Heubach et sur la seigneurie ou bailliage de Habizheim; le comté d'Erbach, la seigneurie d'Ilbenstadt, la partie du comté de Koenigstein possédée par le prince de Stollberg-Gedern, les possessions des barons de Riedesel enclavées dans les états de sa dite altesse ou qui leurs sont contigües, nommément les jurisdictions de Lauterbach, de Stockhausen, Mooss et de Freienstern, les possessions des princes et comtes de Solms en Wetteravie (à l'exception des baillages de Hohensolms, Braunfels et Greiffenstein), et enfin sur les comtés de Wittgenstein et Berlebourg et le baillage de Hesse-Hombourg possédé par la branche de ce nom appanagée de Hesse-Darmstadt.

Son altesse éminentissime le prince primat sur les possessions des princes et comtes de Loewenstein-Wertheim situées à la droite du Mein et sur le comté de Rieneck.

Leurs altesses sérénissimes les duc de Nassaw-Usingen et prince de Nassau-Weilbourg sur les baillages de Dierdorf, Altenwied, Neuerbourg et la partie du comté du Bas-Isenbourg appartenant au prince de Wied-Runckel, les comtés de Wied-Neuwied et de Holzapfel, la seigneurie Schaumbourg, le comté de Dietz et ses dépendances, la partie du village de Münzfelden appartenant au prince de Nassau-Fulde, les baillages de Wehrheim et de Burbach, la partie de la seigneurie de Runckel située à la gauche de la Lahn, la terre équestre de Gransberg et enfin les baillages de Hohensolms, Braunfels et Greifenstein.

Son altesse sérénissime le prince de Hohenzollern-Sigmaringen sur les seigneuries de Trochtelfingen, de Jungnau, de Strasberg, sur le baillage d'Ostrach et la partie de la seigneurie de Moëskirch située à la gauche du Danube.

Son altesse sérénissime le prince de Salm-Kyrbourg sur la seigneurie de Géhmen.

Son altesse sérénissime le prince d'Isenbourg-Birstein sur les possessions des comtes d'Isenbourg-Budingen, Waechtersbach et Meerholz, sans que les comtes appanagés de sa branche puissent se prévaloir de cette stipulation, pour former aucune prétention à sa charge.

Et son altesse sérénissime le duc d'Aremberg sur le comté de Dulmen.

Art. 25. Chacun des rois et princes confédérés possédera en toute souveraineté les terres équestres enclavées dans ses possessions. Quant aux terres équestres interposées entre deux des états confédérés, elles seront partagées quant à la souveraineté entre les deux états aussi également que faire se pourra, mais de manière à ce, qu'il n'en resulte ni morcelement ni melange de territoires.

Art. 26. Les droits de souveraineté sont ceux de législation, de jurisdiction suprême, de haute police, de conscription militaire ou de recrutement et d'impôt.

Art. 27. Les princes ou comtes actuellement regnans conserveront chacun comme propriété patrimoniale et privée tous les domaines sans exception, qu'ils possèdent maintenant, ainsi que tous les droits seigneuriaux et féodaux non-essentiellement inhérens à la souveraineté, et notamment les droits de basse et moyenne jurisdiction en matière civile et criminelle, de jurisdiction et de police forestière, de chasse, de pêche, de mines, d'usines, de dixmes et prestations féodales, de patronage et autres semblables et les revenus provenans des dits domaines et droits.

Leurs domaines et biens seront assimilés quant à l'impôt aux domaines et biens des princes de la maison sous la souveraineté, de laquelle ils doivent passer en vertu du présent traité; ou, si aucun des princes de la dite maison ne possédait d'immeubles, aux domaines et biens de la classe la plus privilégiée. Ne pourront les dits domaines et droits être vendus à un souverain étran-

ger à la confédération, ni autrement aliénés sans avoir été préalablement offerts au prince sous la souveraineté, du quel ils sont placés.

Art. 28. En matière criminelle les princes et comtes actuellement régnans et leurs héritiers jouiront du droit d'austrègue, c'est à dire, d'être jugés par leurs pairs, et dans aucun cas la confiscation de leurs biens ne pourra être prononcée ni avoir lieu; mais les revenus pourront être sequestrés pendant la vie du condamné.

Art. 29. Les états confédérés contribueront au payement des dettes actuelles des cercles non seulement pour leurs possessions anciennes, mais aussi pour les territoires, qui doivent être respectivement soumis à leur souveraineté.

La dette du cercle de Souabe sera à la charge de leurs majestés les rois de Bavière et de Würtemberg, de leurs altesses sérénissimes le grand-duc de Bade, les princes de Hohenzollern-Hechingen et Sigmaringen, de Lichtenstein et de la Leyen, et divisée entr'eux dans la proportion de ce, que chacun des dits rois et princes possédera dans la Souabe.

Art. 30. Les dettes propres de chaque principauté, comté ou seigneurie passant sous la souveraineté de l'un des états confédérés seront divisées entre le dit état et les princes ou comtes actuellement régnans dans la proportion des revenus, que le dit état doit acquérir et de ceux, que les princes ou comtes doivent conserver d'après les stipulations ci-dessus.

Art. 31. Il sera libre aux princes ou comtes actuellement régnans et à leurs héritiers de fixer leur résidence partout, où ils le voudront, pourvu que ce soit dans l'un des états membres ou alliés de la confédération du Rhin, ou dans les possessions, qu'ils conserveront en souveraineté hors du territoire de la dite confédération, et de retirer leurs revenus ou leurs capitaux, sans pouvoir être assujettis pour cette cause à aucun droit ou impôt quelconque.

Art. 32. Les individus employés dans l'administration publique des principautés comtés ou seigneuries, qui doivent en vertu du présent traité passer sous la souveraineté de l'un des états confédérés, et que le souverain ne jugerait pas à propos de conserver dans leurs emplois, jouiront d'une pension de retraite égale à celle, que les loix ou réglemens de l'état accordent aux officiers de même grade.

Art. 33. Les membres des ordres militaires ou religieux, qui pourront être en conséquence du présent traité dépossédés ou sécularisés, recevront une pension annuelle et viagère proportionnée aux revenus, dont ils jouissaient, à leur dignité et à leur âge et hypothéquée sur les biens, dont ils étaient usufruitiers.

Art. 34. Les rois, grand ducs, duc et prince confédérés renoncent chacun d'eux pour soi ses héritiers et successeurs à tout droit actuel, qu'il pourrait avoir ou prétendre sur les possessions

des autres membres de la confédération telles, qu'elles sont et telles qu'elles doivent être en conséquence du présent traité; les droits éventuels de succession demeurant seuls réservés et pour le cas seulement, où viendrait à s'éteindre la maison ou la branche, qui possède maintenant ou doit en vertu du présent traité posséder en souveraineté les territoires, domaines et biens, sur lesquels les susdits droits peuvent s'étendre.

Art. 35. Il y aura entre l'empire français et les états confédérés du Rhin collectivement et séparément une alliance en vertu de laquelle toute guerre continentale, que l'une des parties contractantes aurait à soutenir deviendra immédiatement commune à toutes les autres.

Art. 36. Dans le cas, où une puissance étrangère à l'alliance et voisine armerait, les hautes parties contractantes, pour ne pas être prises au dépourvu, armeront pareillement d'après la demande, qui en sera faite par le ministre de l'une d'elles à Francfort.

Le contingent, que chacun des alliés devra fournir, étant divisé en quatre quarts, la diète déterminera combien de quarts devront être rendus mobiles, mais l'armement ne sera effectué qu'en conséquence d'une invitation adressée par sa majesté l'empereur et roi à chacune des puissances alliées.

Art. 37. Sa majesté le roi de Bavière s'engage à fortifier les villes d'Augsbourg et de Lindau, à former et entretenir en tout temps dans la première de ces deux places des établissements d'artillerie, et à tenir dans la seconde une quantité de fusils et de munitions suffisante pour une réserve, de même qu'à avoir à Augsbourg des boulangeries, pour qu'on puisse confectionner une quantité de biscuits, telle qu'en cas de guerre la marche des armées n'éprouve pas de retard.

Art. 38. Le contingent à fournir par chacun des alliés pour le cas de guerre est fixé, comme il suit:

La France fournira deux cent mille hommes de toutes armes,
Le royaume de Bavière trente mille hommes de toutes armes,
Le royaume de Würtemberg douze mille,
Le grand-duc de Bade huit mille,
Le grand-duc de Berg cinq mille,
Le grand-duc de Darmstadt quatre mille.

Leurs altesses sérénissimes les duc et prince de Nassau fourniront avec les autres princes confédérés un contingent de quatre mille hommes.

Art. 39. Les hautes parties contractantes se réservent d'admettre par la suite dans la nouvelle confédération d'autres princes et états d'Allemagne, qu'il sera trouvé de l'intérêt commun d'y admettre.

Art. 40. Les ratifications du présent traité seront échangées à Munich le vingt cinq juillet de la présente année.

Fait à Paris le douze juillet mil huit cent six.

[Die Unterschriften der Bevollmächtigten sind weggelassen.]

2. Deutsche Bundes-Akte. 1815 Juni 8.

Nach dem Or. in der Frankfurter Stadtbibliothek: Deutsche Staatsgrundgesetze hrsg. v. Karl Binding III (1893), 17 ff. Andere Ausgaben: Die Constitutionen der europäisch. Staaten Bd. II (1817), S. 93 ff. 2. Aufl. u. d. T.: Die europäischen Verfass. seit 1789 v. K. H. L. Pölitz 1. Bd. 1. Abt. (1832) S. 10 ff.; Quellen-Sammlung zu dem öffentl. Recht des Teutschen Bundes hrsg. v. J. L. Klüber. 3. Aufl. (1830) S. 142 ff.; Corpus iuris confoederationis Germanicae hrsg. v. Guido v. Meyer. Bd. II (1822), S. 3 ff.; 2. Aufl. (u. d. T.: Staats-Akten für Gesch. u. öffentl. Recht des Deutschen Bundes) Bd. III (1833), S. 3 ff.; Die Verfassungen des teutschen Staatenbundes seit 1789 von K. H. L. Pölitz, fortgesetzt von Bülau 1. Abt. (1847), S. 10 ff.; Quellen u. Aktenstücke zur deutsch. Verfassungsgeschichte v. Karl Weil (1850), S. 2 ff.; Die deutschen Verfassungs-Gesetze der Gegenwart . . . hrsg. v. H. A. Zachariae (1855), 3 ff.

Im Namen der allerheiligsten und unteilbaren Dreieinigkeit. Die souveränen Fürsten und freien Städte Deutschlands, den gemeinsamen Wunsch hegend, den sechsten Artikel des Pariser Friedens vom 30. Mai 1814 in Erfüllung zu setzen, und von den Vorteilen überzeugt, welche aus ihrer festen und dauerhaften Verbindung für die Sicherheit und Unabhängigkeit Deutschlands und die Ruhe und das Gleichgewicht Europas hervorgehen würden, sind übereingekommen, sich zu einem beständigen Bunde zu vereinigen und haben zu diesem Behuf ihre Gesandten und Abgeordneten am Kongresse in Wien mit Vollmachten versehen, nämlich: . . . . [*die Namen weggelassen*].

In Gemässheit dieses Beschlusses haben die vorstehenden Bevollmächtigten nach geschehener Auswechslung ihrer richtig befundenen Vollmachten folgende Artikel verabredet.

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Die souveränen Fürsten und freien Städte Deutschlands mit Einschluss Ihrer Majestäten des Kaisers von Österreich und der Könige von Preussen, von Dänemark und der Niederlande und zwar der Kaiser von Österreich [und] der König von Preussen, beide für ihre gesamten vormals zum deutschen Reiche gehörigen Besitzungen, der König von Dänemark für Holstein, der König der Niederlande für das Grossherzogtum Luxemburg, vereinigen sich zu einem beständigen Bunde, welcher der deutsche Bund heissen soll.

Art. 2. Der Zweck desselben ist: Erhaltung der äussern und inneren Sicherheit Deutschlands und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen deutschen Staaten.

Art. 3. Alle Bundesglieder haben als solche gleiche Rechte; sie verpflichten sich alle gleichmässig, die Bundesakte unverbrüchlich zu halten.

Art. 4. Die Angelegenheiten des Bundes werden durch eine Bundesversammlung besorgt, in welcher alle Glieder desselben durch ihre Bevollmächtigten teils einzelne, teils Gesamtstimmen folgendermassen, *jedoch unbeschadet* ihres Ranges führen: 1) Öster-

reich 1 Stimme, 2) Preussen 1, 3) Bayern 1, 4) Sachsen 1, 5) Hannover 1, 6) Württemberg 1, 7) Baden 1, 8) Kurhessen 1, 9) Grossherzogtum Hessen 1, 10) Dänemark wegen Holstein 1, 11) Niederlande wegen des Grossh. Luxemburg 1, 12) die grossherzoglich- und herzoglich-sächsischen Häuser 1, 13) Braunschweig und Nassau 1, 14) Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz 1, 15) Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarzburg 1, 16) Hohenzollern, Lichtenstein, Reuss, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck 1, 17) die freien Städte Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg 1 Stimme, zusammen 17 Stimmen.

Art. 5. Österreich hat bei der Bundesversammlung den Vorsitz. Jedes Bundesglied ist befugt, Vorschläge zu machen und in Vortrag zu bringen, und der Vorsitzende ist verpflichtet, solche in einer zu bestimmenden Zeitfrist der Beratung zu übergeben.

Art. 6. Wo es auf Abfassung und Abänderung von Grundgesetzen des Bundes, auf Beschlüsse, welche die Bundesakte selbst betreffen, auf organische Bundeseinrichtungen und auf gemeinnützige Anordnungen sonstiger Art ankommt, bildet sich die Versammlung zu einem Plenum, wobei jedoch mit Rücksicht auf die Verschiedenheit der Grösse der einzelnen Bundesstaaten folgende Berechnung und Verteilung der Stimmen verabredet ist:

1) Österreich erhält 4 Stimmen, 2) Preussen 4, 3) Sachsen 4, 4) Baiern 4, 5) Hannover 4, 6) Württemberg 4, 7) Baden 3, 8) Kurhessen 3, 9) Grossherzogtum Hessen 3, 10) Holstein 3, 11) Luxemburg 3, 12) Braunschweig 2, 13) Mecklenburg-Schwerin 2, 14) Nassau 2, 15) Sachsen-Weimar 1, 16) Sachsen-Gotha 1, 17) Sachsen-Coburg 1, 18) Sachsen-Meiningen 1, 19) Sachsen-Hildburghausen 1, 20) Mecklenburg-Strelitz 1, 21) Holstein-Oldenburg 1, 22) Anhalt-Dessau 1, 23) Anhalt-Bernburg 1, 24) Anhalt-Köthen 1, 25) Schwarzburg-Sondershausen 1, 26) Schwarzburg-Rudolstadt 1, 27) Hohenzollern-Hechingen 1, 28) Lichtenstein 1, 29) Hohenzollern-Sigmaringen 1, 30) Waldeck 1, 31) Reuss ältere Linie 1, 32) Reuss jüngere Linie 1, 33) Schaumburg-Lippe 1, 34) Lippe 1, 35) die freie Stadt Lübeck 1, 36) die freie Stadt Frankfurt 1, 37) die freie Stadt Bremen 1, 38) die freie Stadt Hamburg 1 Stimme, totale 69 Stimmen.

Ob den mediatisierten vormaligen Reichsständen auch einige Kuriatstimmen in Pleno zugestanden werden sollen, wird die Bundesversammlung bei der Beratung der organischen Bundesgesetze in Erwägung nehmen.

Art. 7. In wiefern ein Gegenstand nach obiger Bestimmung für das Plenum geeignet sei, wird in der engern Versammlung durch Stimmenmehrheit entschieden.

Die der Entscheidung des Pleni zu unterziehenden Beschluss-Entwürfe werden in der engern Versammlung vorbereitet und bis zur Annahme oder Verwerfung zur Reife gebracht. Sowohl in der engern Versammlung als in Pleno werden die Beschlüsse nach der Mehrheit der Stimmen gefasst, jedoch in der Art, dass in der

erstern die absolute, in letzterer [*sic! statt* letzterem] aber nur eine auf $\frac{2}{3}$ der Abstimmung beruhende Mehrheit entscheidet.

Bei Stimmengleichheit in der engeren Versammlung stehet dem Vorsitzenden die Entscheidung zu.

Wo es aber auf Annahme oder Abänderung der Grundgesetze, auf organische Bundeseinrichtungen, auf jura singulorum oder Religionsangelegenheiten ankommt, kann weder in der engeren Versammlung noch in Pleno ein Beschluss durch Stimmenmehrheit gefasst werden.

Die Bundesversammlung ist beständig, hat aber die Befugnis, wenn die ihrer Beratung unterzogenen Gegenstände erledigt sind, auf eine bestimmte Zeit, jedoch nicht auf länger als vier Monate sich zu vertagen. Alle nähern, die Vertagung und die Besorgung der etwa während derselben vorkommenden dringenden Geschäfte betreffenden Bestimmungen werden der Bundesversammlung bei Abfassung der organischen Gesetze vorbehalten.

Art. 8. Die Abstimmungsordnung der Bundesglieder betreffend wird festgesetzt, dass, so lange die Bundesversammlung mit Abfassung der organischen Gesetze beschäftiget ist, hierüber keinerlei Bestimmung gelte, und die zufällig sich fügende Ordnung keinem der Mitglieder zum Nachteil gereichen noch eine Regel begründen soll. Nach Abfassung der organischen Gesetze wird die Bundesversammlung die künftige, als beständige Folge einzuführende Stimmenordnung in Beratung nehmen und sich darin so wenig als möglich von der ehemals auf dem Reichstage und namentlich in Gemässheit des Reichsdeputationshauptschlusses von 1803 beobachteten entfernen. Auch diese Ordnung kann aber auf den Rang der Bundesglieder überhaupt und ihren Vortritt ausser den Verhältnissen der Bundesversammlung keinen Einfluss ausüben.

Art. 9. Die Bundesversammlung hat ihren Sitz zu Frankfurt am Main. Die Eröffnung derselben ist auf den 1. September 1815 festgesetzt.

Art. 10. Das erste Geschäft der Bundesversammlung nach ihrer Eröffnung wird die Abfassung der Grundgesetze des Bundes und dessen organische Einrichtung in Rücksicht auf seine auswärtigen, militärischen und inneren Verhältnisse sein.

Art. 11. Alle Mitglieder des Bundes versprechen sowohl ganz Deutschland als jeden einzelnen Bnndesstaat gegen jeden Angriff in Schutz zu nehmen und garantieren sich gegenseitig ihre sämtlichen unter dem Bunde begriffenen Besitzungen.

Bei einmal erklärtem Bundeskriege darf kein Mitglied einseitige Unterhandlungen mit dem Feinde eingehen noch einseitig Waffenstillstand oder Frieden schliessen.

Die Bundesglieder behalten zwar das Recht der Bündnisse aller Art, verpflichten sich jedoch in keine [!] Verbindungen einzugehen, welche gegen die Sicherheit des Bundes oder einzelner Bundesstaaten gerichtet wären.

Die Bundesglieder machen sich ebenfalls verbindlich, ein-

ander unter keinerlei Vorwand zu bekriegen noch ihre Streitigkeiten mit Gewalt zu verfolgen, sondern sie bei der Bundesversammlung anzubringen. Dieser liegt alsdann ob, die Vermittlung durch einen Ausschuss zu versuchen; falls dieser Versuch fehlschlagen sollte und demnach eine richterliche Entscheidung notwendig würde, solche durch eine wohlgeordnete Austrägal-Instanz zu bewirken, deren Ausspruch die streitenden Teile sich sofort zu unterwerfen haben.

II. Besondere Bestimmungen.

Ausser den in den vorhergehenden Artikeln bestimmten auf die Feststellung des Bundes gerichteten Punkten sind die verbündeten Mitglieder übereingekommen, hiemit über folgende Gegenstände die in den nachstehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen zu treffen, welche mit jenen Artikeln gleiche Kraft haben sollen.

Art. 12. Diejenigen Bundesglieder, deren Besitzungen nicht eine Volkszahl von 300 000 Seelen erreichen, werden sich mit den ihnen verwandten Häusern oder andern Bundesgliedern, mit welchen sie wenigstens eine solche Volkszahl ausmachen, zu Bildung eines gemeinschaftlichen obersten Gerichts vereinigen.

In den Staaten von solcher Volksmenge, wo schon jetzt dergleichen Gerichte dritter Instanz vorhanden sind, werden jedoch diese in ihrer bisherigen Eigenschaft erhalten, wofern nur die Volkszahl, über welche sie sich erstrecken, nicht unter 150 000 Seelen ist.

Den vier freien Städten steht das Recht zu, sich unter einander über die Errichtung eines gemeinsamen obersten Gerichts zu vereinigen.

Bei den solchergestalt errichteten gemeinschaftlichen obersten Gerichten soll jeder der Parteien gestattet sein, auf die Verschickung der Akten auf eine deutsche Fakultät oder an einen Schöppenstuhl zur Abfassung des Endurteils anzutragen.

Art. 13. In allen Bundesstaaten wird eine landständische Verfassung stattfinden.

Art. 14. Um den im Jahr 1806 und seitdem mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsständen und Reichsangehörigen in Gemässheit der gegenwärtigen Verhältnisse in allen Bundesstaaten einen gleichförmig bleibenden Rechtszustand zu verschaffen, so vereinigen die Bundesstaaten sich dahin:

a) dass diese fürstlichen und gräflichen Häuser fortan nichts desto weniger zu dem hohen Adel in Deutschland gerechnet werden, und ihnen das Recht der Ebenbürtigkeit in dem bisher damit verbundenen Begriff verbleibt;
b) sind die Häupter dieser Häuser die ersten Standesherrn in dem Staate, zu dem sie gehören; sie und ihre Familien bilden die privilegierteste Klasse in demselben, insbesondere in Ansehung der Besteurung;
c) es sollen ihnen überhaupt in Rücksicht ihrer Personen, Fa-

milien und Besitzungen alle diejenigen Rechte und Vorzüge zugesichert werden oder bleiben, welche aus ihrem Eigentum und dessen ungestörtem Genusse herrühren und nicht zu der Staatsgewalt und den höhern Regierungsrechten gehören. Unter vorerwähnten Rechten sind insbesondere und namentlich begriffen:

1) die unbeschränkte Freiheit, ihren Aufenthalt in jedem zu dem Bunde gehörenden oder mit demselben in Frieden lebenden Staat zu nehmen;

2) werden nach den Grundsätzen der früheren deutschen Verfassung die noch bestehenden Familienverträge aufrecht erhalten und ihnen die Befugnis zugesichert, über ihre Güter und Familienverhältnisse verbindliche Verfügungen zu treffen, welche jedoch dem Souverän vorgelegt und bei den höchsten Landesstellen zur allgemeinen Kenntnis und Nachachtung gebracht werden müssen. Alle bisher dagegen erlassenen Verordnungen sollen für künftige Fälle nicht weiter anwendbar sein;

3) privilegierter Gerichtsstand und Befreiung von aller Militärpflichtigkeit für sich und ihre Familien;

4) die Ausübung der bürgerlichen und peinlichen Gerechtigkeitspflege in erster und, wo die Besitzung gross genug ist, in zweiter Instanz, die Forstgerichtsbarkeit, Ortspolizei und Aufsicht in Kirchen- und Schulsachen, auch über milde Stiftungen, jedoch nach Vorschrift der Landesgesetze, welchen sie so wie der Militärverfassung und der Oberaufsicht der Regierungen über jene Zuständigkeiten unterworfen bleiben.

Bei der näheren Bestimmung der angeführten Befugnisse sowohl wie überhaupt und in allen übrigen Punkten wird zur weitern Begründung und Feststellung eines in allen deutschen Bundesstaaten übereinstimmenden Rechtszustandes der mittelbar gewordenen Fürsten, Grafen und Herren die in dem Betreff erlassene königlich bairische Verordnung vom Jahre 1807 als Basis und Norm unterlegt werden.

Dem ehemaligen Reichsadel werden die sub Nr. 1 und 2 angeführten Rechte, Anteil der Begüterten an Landstandschaft, Patrimonial- und Forstgerichtsbarkeit, Ortspolizei, Kirchenpatronat und der privilegierte Gerichtsstand zugesichert. Diese Rechte werden jedoch nur nach Vorschrift der Landesgesetze ausgeübt.

In den durch den Frieden von Luneville vom 9. Februar 1801 von Deutschland abgetretenen und jetzt wieder damit vereinigten Provinzen werden bei Anwendung der obigen Grundsätze auf den ehemaligen unmittelbaren Reichsadel diejenigen Beschränkungen stattfinden, welche die dort bestehenden besondern Verhältnisse notwendig machen.

Art. 15. Die Fortdauer der auf die Rheinschiffahrtsoktroi angewiesenen direkten und subsidiarischen Renten, die durch den Reichsdeputationsschluss vom 25. Februar 1803 getroffenen Verfügungen in betreff des Schuldenwesens und festgesetzten Pen-

sionen an geistliche und weltliche Individuen werden von dem Bunde garantiert.

Die Mitglieder der ehemaligen Dom- und freien Reichsstifter haben die Befugnis, ihre durch den erwähnten Reichsdeputationsschluss festgesetzten Pensionen ohne Abzug in jedem mit dem deutschen Bunde im Frieden stehenden Staate verzehren zu dürfen.

Die Mitglieder des deutschen Ordens werden ebenfalls nach den in dem Reichsdeputationshauptschluss von 1803 für die Domstifter festgesetzten Grundsätzen Pensionen erhalten, insofern sie ihnen noch nicht hinreichend bewilligt worden, und diejenigen Fürsten, welche eingezogene Besitzungen des deutschen Ordens erhalten haben, werden diese Pensionen nach Verhältnis ihres Anteils an den ehemaligen [Ordens]besitzungen bezahlen.

Die Beratung über die Regulierung der Sustentationskasse und der Pensionen auf die überrheinischen Bischöfe und Geistlichen, welche Pensionen auf die Besitzer des linken Rheinufers übertragen werden, ist der Bundesversammlung vorbehalten. Diese Regulierung ist binnen Jahresfrist zu beendigen, bis dahin wird die Bezahlung der erwähnten Pensionen auf die bisherige Art fortgesetzt.

Art. 16. Die Verschiedenheit der christlichen Religionsparteien kann in den Ländern und Gebieten des deutschen Bundes keinen Unterschied in dem Genusse der bürgerlichen und politischen Rechte begründen.

Die Bundesversammlung wird in Beratung ziehen, wie auf eine möglichst übereinstimmende Weise die bürgerliche Verbesserung der Bekenner des jüdischen Glaubens in Deutschland zu bewirken sei, und wie insonderheit denselben der Genuss der bürgerlichen Rechte gegen die Übernahme aller Bürgerpflichten in den Bundesstaaten verschafft und gesichert werden könne. Jedoch werden den Bekennern dieses Glaubens bis dahin die denselben von den einzelnen Bundesstaaten bereits eingeräumten Rechte erhalten.

Art. 17. Das fürstliche Haus Thurn und Taxis bleibt in dem durch den Reichsdeputationsschluss vom 25. Februar 1803 oder [durch] spätere Verträge bestätigten Besitz und Genuss der Posten in den verschiedenen Bundesstaaten, so lange als nicht etwa durch freie Übereinkunft anderweitige Verträge abgeschlossen werden sollten.

In jedem Falle werden demselben infolge des Art. 13 des erwähnten Reichsdeputationshauptschlusses seine auf Belassung der Posten oder auf eine angemessene Entschädigung gegründeten Rechte und Ansprüche versichert. Dieses soll auch da stattfinden, wo die Aufhebung der Posten seit 1803 gegen den Inhalt des Reichsdeputationshauptschlusses bereits geschehen wäre, in sofern diese Entschädigung durch Verträge nicht schon definitiv festgesetzt ist.

Art. 18. Die verbündeten Fürsten und freien Städte kommen

überein, den Unterthanen der deutschen Bundesstaaten folgende Rechte zuzusichern:

a) Grundeigentum ausserhalb des Staates, den sie bewohnen, zu erwerben und zu besitzen, ohne deshalb in dem fremden Staate mehreren Abgaben und Lasten unterworfen zu sein als dessen eigene Unterthanen.

b) Die Befugnis
   1) des freien Wegziehens aus einem deutschen Bundesstaate in den andern, der erweislich sie zu Unterthanen annehmen will, auch
   2) in Civil- und Militärdienste desselben zu treten.
   Beides jedoch nur, in sofern keine Verbindlichkeit zu Militärdiensten gegen das bisherige Vaterland im Wege stehe. Und damit wegen der dermalen vorwaltenden Verschiedenheit der gesetzlichen Vorschriften über Militärpflichtigkeit hierunter nicht ein ungleichartiges, für einzelne Bundesstaaten nachteiliges Verhältnis entstehen möge, so wird bei der Bundesversammlung die Einführung möglichst gleichförmiger Grundsätze über diesen Gegenstand in Beratung genommen werden.

c) Die Freiheit von aller Nachsteuer (jus detractus, gabella emigrationis), in sofern das Vermögen in einen andern deutschen Bundesstaat übergeht und mit diesem nicht besondere Verhältnisse durch Freizügigkeitsverträge bestehen.

d) Die Bundesversammlung wird sich bei ihrer ersten Zusammenkunft mit Abfassung gleichförmiger Verfügungen über die Pressfreiheit und die Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck beschäftigen.

Art. 19. Die Bundesglieder behalten sich vor, bei der ersten Zusammenkunft der Bundesversammlung in Frankfurt wegen des Handels und Verkehrs zwischen den verschiedenen Bundesstaaten sowie wegen der Schiffahrt nach Anleitung der auf dem Kongresse zu Wien angenommenen Grundsätze in Beratung zu treten.

Art. 20. Der gegenwärtige Vertrag wird von allen kontrahierenden Teilen ratifiziert werden, und die Ratifikationen sollen binnen der Zeit von sechs Wochen oder wo möglich noch früher nach Wien an die kaiserlich österreichische Hof- und Staatskanzlei eingesandt und bei Eröffnung des Bundes in das Archiv desselben niedergelegt werden.

Zur Urkunde dessen haben sämtliche Bevollmächtigte den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt. So geschehen Wien den achten Juni im Jahre eintausend achthundert und fünfzehn.

[*Folgen die Unterschriften.*]

3. Verfassungs-Urkunde des Königreichs Baiern. 1818 Mai 26.

Gesetzblatt für das Königreich Baiern Jg. 1818 (Stück 7) Sp. 101 ff; Die Constitutionen der europäischen Staaten III (1820), S. 112 ff.; 2. Aufl. u. d. T.: Die europäischen Verfassungen seit 1789 von K. H. L. Pölitz, 1. Bd. 1. Abt. (1832) S. 132 ff. = Die Verfassungen des teutschen Staatenbundes seit 1789 von K. H. L. Pölitz, fortges. v. Bülau 1. Abt. (1847) S. 132 ff.; Die deutschen Verfassungsgesetze der Gegenwart hrsg. von H. A. Zachariä (1855), S. 105 ff.; F. Stoerk, Handbuch der dtsch. Verfassungen (1884), S. 66 ff.; mit den Abänderungen bis 1895: Deutsche Staatsgrundgesetze hrsg. v. K. Binding V. Heft (1896).

Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern. Von den hohen Regentenpflichten durchdrungen und geleitet — haben Wir Unsere bisherige Regierung mit solchen Einrichtungen bezeichnet, welche Unser fortgesetztes Bestreben, das Gesamtwohl Unserer Unterthanen zu befördern, beurkunden. — Zur festern Begründung desselben gaben Wir schon im Jahre 1808 Unserem Reiche eine seinen damaligen äussern und innern Verhältnissen angemessene Verfassung, in welche wir schon die Einführung einer ständischen Versammlung als eines wesentlichen Bestandteiles aufgenommen haben. — Kaum hatten die grossen seit jener Zeit eingetretenen Weltbegebenheiten, von welchen kein deutscher Staat unberührt geblieben ist, und während welcher das Volk von Baiern gleich gross im erlittenen Drucke wie im bestandenen Kampfe sich gezeigt hat, in der Akte des Wiener Kongresses ihr Ziel gefunden, als Wir sogleich das nur durch die Ereignisse der Zeit unterbrochene Werk mit unverrücktem Blicke auf die allgemeinen und besondern Forderungen des Staatszweckes zu vollenden suchten; — die im Jahre 1814 dafür angeordneten Vorarbeiten und das Dekret vom 2. Februar 1817 bestätigen Unsern hierüber schon früher gefassten festen Entschluss. — Die gegenwärtige Akte ist nach vorgegangener reifer und vielseitiger Beratung und nach Vernehmung Unseres Staatsrates das Werk Unseres ebenso freien als festen Willens. — Unser Volk wird in dem Inhalte desselben die kräftigste Gewährleistung Unserer landesväterlichen Gesinnungen finden.

Freiheit der Gewissen und gewissenhafte Scheidung dessen, was des Staates und der Kirche ist;

Freiheit der Meinungen mit gesetzlichen Beschränkungen gegen den Missbrauch;

Gleiches Recht der Eingebornen zu allen Graden des Staatsdienstes und zu allen Bezeichnungen des Verdienstes;

Gleiche Berufung zur Pflicht und zur Ehre der Waffen;

Gleichheit der Gesetze und vor dem Gesetze;

Unparteilichkeit und Unaufhaltbarkeit der Rechtspflege;

Gleichheit der Belegung und der Pflichtigkeit ihrer Leistung;

Ordnung durch alle Teile des Staatshaushaltes, rechtlicher Schutz des Staatskredits und gesicherte Verwendung der dafür bestimmten Mittel;

Wiederbelebung der Gemeindekörper durch die Wiedergabe der Verwaltung der ihr Wohl zunächst berührenden Angelegenheiten;

Eine Standschaft — hervorgehend aus allen Klassen der im Staate ansässigen Staatsbürger — mit den Rechten des Beirates, der Zustimmung, der Willigung, der Wünsche und der Beschwerdeführung wegen verletzter verfassungsmässiger Rechte, — berufen um in öffentlichen Versammlungen die Weisheit der Beratung zu verstärken, ohne die Kraft der Regierung zu schwächen;

Endlich eine Gewähr der Verfassung, sichernd gegen willkürlichen Wechsel, aber nicht hindernd das Fortschreiten zum Bessern nach geprüften Erfahrungen.

Baiern! — Dies sind die Grundzüge der aus Unserm freien Entschlusse Euch gegebenen Verfassung, sehet darin die Grundsätze eines Königs, welcher das Glück seines Herzens und den Ruhm seines Thrones nur von dem Glücke des Vaterlandes und von der Liebe seines Volkes empfangen will! —

Wir erklären hiernach folgende Bestimmungen als Verfassung des Königreiches Baiern:

Titel I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Das Königreich Baiern in der Gesamt-Vereinigung aller ältern und neuern Gebietsteile ist ein souveräner monarchischer Staat nach den Bestimmungen der gegenwärtigen Verfassungsurkunde.

§ 2. Für das ganze Königreich besteht eine allgemeine in zwei Kammern abgeteilte Ständeversammlung.

Titel II. Von dem Könige und der Thronfolge, dann der Reichsverwesung.

§ 1. Der König ist das Oberhaupt des Staats, vereiniget in sich alle Rechte der Staatsgewalt und übt sie unter den von ihm gegebenen in der gegenwärtigen Verfassungsurkunde festgesetzten Bestimmungen aus.

Seine Person ist heilig und unverletzlich.

§ 2. Die Krone ist erblich in dem Mannsstamme des königlichen Hauses nach dem Rechte der Erstgeburt und der agnatisch-linealischen Erbfolge.

§ 3. Zur Successions-Fähigkeit wird eine rechtmässige Geburt aus einer ebenbürtigen — mit Bewilligung des Königs geschlossenen Ehe erfordert.

§ 4. Der Mannsstamm hat vor den weiblichen Nachkommen den Vorzug, und die Prinzessinnen sind von der Regierungsfolge insolange ausgeschlossen, als in dem königlichen Hause noch ein successionsfähiger männlicher Sprosse oder ein durch Erbverbrüderung zur Thronfolge berechtigter Prinz vorhanden ist.

§ 5. Nach gänzlicher Erlöschung des Mannsstammes und in Ermanglung einer mit einem andern fürstlichen Hause aus dem

deutschen Bunde für diesen Fall geschlossenen Erbverbrüderung geht die Thronfolge auf die weibliche Nachkommenschaft nach eben der Erbfolgeordnung, die für den Mannsstamm festgesetzt ist, über, so, dass die zur Zeit des Ablebens des letztregierenden Königs lebenden baierischen Prinzessinnen oder Abkömmlinge von denselben ohne Unterschied des Geschlechtes ebenso, als wären sie Prinzen des ursprünglichen Mannsstammes des baierischen Hauses, nach dem Erstgeburtsrechte und der Lineal-Erbfolgeordnung zur Thronfolge berufen werden.

Wenn in dem regierenden neuen königlichen Hause wieder Abkömmlinge des ersten Grades von beiderlei Geschlecht geboren werden, tritt alsdann der Vorzug des männlichen Geschlechts vor dem weiblichen wieder ein.

§ 6. Sollte die baierische Krone nach Erlöschung des Mannsstammes an den Regenten einer grössern Monarchie gelangen, welcher seine Residenz im Königreiche Baiern nicht nehmen könnte oder würde, so soll dieselbe an den zweitgebornen Prinzen dieses Hauses übergehen und in dessen Linie sodann dieselbe Erbfolge eintreten, wie sie oben vorgezeichnet ist.

Kommt aber die Krone an die Gemahlin eines auswärtigen grössern Monarchen, so wird sie zwar Königin, sie muss jedoch einen Vicekönig, der seine Residenz in der Hauptstadt des Königreichs zu nehmen hat, ernennen, und die Krone geht nach ihrem Ableben an ihren zweitgebornen Prinzen über.

§ 7. Die Volljährigkeit der Prinzen und Prinzessinnen des königlichen Hauses tritt mit dem zurückgelegten achtzehnten Jahre ein.

§ 8. Die übrigen Verhältnisse der Mitglieder des königlichen Hauses richten sich nach den Bestimmungen des pragmatischen Familiengesetzes. [*v. 18. Juni 1816, bzw. 5. Aug. 1819.*]

§ 9. Die Reichsverwesung tritt ein:

a) während der Minderjährigkeit des Monarchen,
b) wenn derselbe an der Ausübung der Regierung auf längere Zeit verhindert ist und für die Verwaltung des Reichs nicht selbst Vorsorge getroffen hat oder treffen kann.

§ 10. Dem Monarchen steht es frei, unter den volljährigen Prinzen des Hauses den Reichsverweser für die Zeit der Minderjährigkeit seines Nachfolgers zu wählen.

In Ermanglung einer solchen Bestimmung gebührt die Reichsverwesung demjenigen volljährigen Agnaten, welcher nach der festgesetzten Erbfolgeordnung der nächste ist.

Wäre der Prinz, welchem dieselbe nach obiger Bestimmung gebührt, selbst noch minderjährig oder durch ein sonstiges Hindernis abgehalten, die Regentschaft zu übernehmen, so fällt sie auf denjenigen Agnaten, welcher nach ihm der nächste ist.

§ 11. Sollte der Monarch durch irgend eine Ursache, die in ihrer Wirkung länger als ein Jahr dauert, an der Ausübung der Regierung gehindert werden und für diesen Fall nicht selbst

Vorsehung getroffen haben oder treffen können, so findet mit Zustimmung der Stände, welchen die Verhinderungsursachen anzuzeigen sind, gleichfalls die für den Fall der Minderjährigkeit bestimmte gesetzliche Regentschaft statt.

§ 12. Wenn der König nach § 10 den Reichsverweser für den Fall der Minderjährigkeit ernennt, so wird die darüber ausgefertigte Urkunde durch denjenigen Minister, welchem die Verrichtungen eines Ministers des königlichen Hauses übertragen sind, im Hausarchiv bis zum Ableben des Monarchen aufbewahrt und dann dem Gesamt-Staatsministerium zur Einsicht und öffentlichen Bekanntmachung vorgelegt. Dem Reichsverweser wird die über seine Ernennung ausgefertigte Urkunde zugleich mitgeteilt.

§ 13. Wenn kein zur Reichsverwesung geeigneter Agnat vorhanden ist, der Monarch jedoch eine verwittibte Königin hinterlässt, so gebührt dieser die Reichsverwesung.

In Ermanglung derselben aber übernimmt sie jener Kronbeamte, welchen der letzte Monarch hiezu ernennt; und wenn von demselben keine solche Bestimmung getroffen ist, so geht sie an den ersten Kronbeamten über, welchem kein gesetzliches Hindernis entgegensteht.

§ 14. In jedem Falle gebührt einer verwittibten Königin unter der Aufsicht des Reichsverwesers die Erziehung ihrer Kinder nach den in dem Familiengesetze hierüber enthaltenen nähern Bestimmungen.

§ 15. In den im § 9 a und b bezeichneten Fällen wird die Regierung im Namen des minderjährigen oder in der Ausübung der Regierung gehinderten Monarchen geführt.

Alle Ausfertigungen werden in seinem Namen und unter dem gewöhnlichen königlichen Siegel erlassen; alle Münzen mit seinem Brustbilde, Wappen und Titel geprägt.

Der Regent unterzeichnet als: „des Königreichs Baiern Verweser."

§ 16. Der Prinz des Hauses, die verwittibte Königin oder derjenige Kronbeamte, welchem die Reichsverwesung übertragen wird, muss gleich nach dem Antritte der Regentschaft die Stände versammeln und in ihrer Mitte und in Gegenwart der Staatsminister, sowie der Mitglieder des Staatsrates nachstehenden Eid ablegen:

> „Ich schwöre, den Staat in Gemässheit der Verfassung und „der Gesetze des Reichs zu verwalten, die Integrität des „Königreiches und die Rechte der Krone zu erhalten und dem „Könige die Gewalt, deren Ausübung mir anvertraut ist, getreu „zu übergeben, so wahr mir Gott helfe und sein heiliges „Evangelium;"

worüber eine besondere Urkunde aufgenommen wird.

§ 17. Der Regent übt während seiner Reichsverwesung alle Regierungsrechte aus, welche durch die Verfassung nicht besonders ausgenommen sind.

§ 18. Alle erledigten Ämter mit Ausnahme der Justizstellen

können während der Reichsverwesung nur provisorisch besetzt werden. Der Reichsverweser kann weder Krongüter veräussern oder heimgefallene Lehen verleihen noch neue Ämter einführen.

§ 19. Das Gesamt-Staatsministerium bildet den Regentschaftsrat, und der Reichsverweser ist verbunden, in allen wichtigen Angelegenheiten das Gutachten desselben zu erholen.

§ 20. Der Reichsverweser hat während der Dauer der Regentschaft seine Wohnung in der königlichen Residenz und wird auf Kosten des Staates unterhalten; auch werden ihm nebstdem zu seiner eigenen Verfügung jährlich zweimal hunderttausend Gulden in monatlichen Raten auf die Staatskasse angewiesen.

§ 21. Die Regentschaft dauert in den im § 9 bemerkten zwei Fällen im ersten bis zur Grossjährigkeit des Königs und im zweiten, bis das eingetretene Hindernis aufhört.

§ 22. Nachdem die Regentschaft beendiget ist, und der in die Regierung eintretende neue König den feierlichen Eid (Tit. X. § 1) abgelegt hat, werden alle Verhandlungen der Regentschaft geschlossen, und der Regierungsantritt des Königs wird in der Residenz und in dem ganzen Königreiche feierlich kund gemacht.

Titel III. Von dem Staatsgute.

§ 1. Der ganze Umfang des Königreichs Baiern bildet eine einzige unteilbare unveräusserliche Gesamtmasse aus sämtlichen Bestandteilen an Landen, Leuten, Herrschaften, Gütern, Regalien und Renten mit allem Zugehör.

Auch alle neuen Erwerbungen aus Privattiteln an unbeweglichen Gütern, sie mögen in der Haupt- oder Nebenlinie geschehen, wenn der erste Erwerber während seines Lebens nicht darüber verfügt hat, kommen in den Erbgang des Mannsstammes und werden als der Gesamtmasse einverleibt angesehen.

§ 2. Zu dem unveräusserlichen Staatsgute, welches im Falle einer Sonderung des Staatsvermögens von der Privatverlassenschaft in das Inventar der letztern nicht gebracht werden darf, gehören:

1) Alle Archive und Registraturen;
2) Alle öffentlichen Anstalten und Gebäude mit ihrem Zugehör;
3) Alles Geschütz, Munition, alle Militärmagazine und was zur Landeswehr nötig ist;
4) Alle Einrichtungen der Hofkapellen und Hofämter mit allen Mobilien, welche der Aufsicht der Hofstäbe und Hofintendanzen anvertraut und zum Bedarf oder zum Glanze des Hofes bestimmt sind;
5) Alles, was zur Einrichtung oder zur Zierde der Residenzen und Lustschlösser dienet;
6) Der Hausschatz und was von dem Erblasser mit demselben bereits vereiniget worden ist;
7) Alle Sammlungen für Künste und Wissenschaften, als: Bibliotheken, physikalische, Naturalien- und Münzkabinette, Antiquitäten, Statuen, Sternwarten mit ihren Instrumenten, Ge-

mälde- und Kupferstichsammlungen und sonstige Gegenstände, die zum öffentlichen Gebrauche oder zur Beförderung der Künste und Wissenschaften bestimmt sind;

8) Alle vorhandenen Vorräte an barem Gelde oder Kapitalien in den Staatskassen oder an Naturalien bei den Ämtern samt allen Ausständen an Staatsgefällen;
9) Alles, was aus Mitteln des Staats erworben wurde.

§ 3. Sämtliche Bestandteile des Staatsguts sind, wie bereits in der Pragmatik vom 20. Oktober 1804 bestimmt war, aus welcher die nach den veränderten Verhältnissen hierüber noch geltenden Bestimmungen in gegenwärtige Verfassungsurkunde übertragen sind, auf ewig unveräusserlich, vorbehaltlich der unten folgenden Modifikationen.

Vorzüglich sollen ohne Ausnahme alle Rechte der Souveränetät bei der Primogenitur ungeteilt und unveräussert erhalten werden.

§ 4. Als Veräusserung des Staatsguts ist anzusehen nicht nur jeder wirkliche Verkauf, sondern auch eine Schenkung unter den Lebenden oder eine Vergebung durch eine letzte Willensverordnung, Verleihung neuer Lehen oder Beschwerung mit einer ewigen Last oder Verpfändung oder Hingabe durch einen Vergleich gegen Annahme einer Summe Geldes.

Auch kann keinem Staatsbürger eine Befreiung von den öffentlichen Lasten bewilliget werden.

§ 5. Die bisher zur Belohnung vorzüglicher dem Staate geleisteter Dienste verliehenen Lehen, Staatsdomänen und Renten sind von obigem Verbote ausgenommen.

Auch steht dem Könige die Wiederverleihung heimfallender Lehen jederzeit frei.

Zu Belohnung grosser und bestimmter dem Staate geleisteter Dienste können auch andere Staatsdomänen oder Renten, jedoch mit Zustimmung der Stände, in der Eigenschaft als Mannlehen der Krone verliehen werden.

Anwartschaften auf künftige der Krone heimfallende Güter, Renten oder Rechte können eben so wenig als auf Ämter oder Würden erteilt werden.

§ 6. Unter dem Veräusserungsverbote sind ferner nicht begriffen:

1) alle Staatshandlungen des Monarchen, welche innerhalb der Grenzen des ihm zustehenden Regierungsrechts nach dem Zwecke und zur Wohlfahrt des Staats mit Auswärtigen oder mit Unterthanen im Lande über Stamm- und Staatsgüter vorgenommen werden; insbesondere was
2) an einzelnen Gütern und Gefällen zur Beendigung eines anhängigen Rechtsstreits gegen Erhaltung oder Erlangung anderer Güter, Renten oder Rechte oder zur Grenzberichtigung mit benachbarten Staaten gegen andern angemessenen Ersatz abgetreten wird;

3) was gegen andere Realitäten und Rechte von gleichem Werte vertauscht wird;
4) alle einzelnen Veräusserungen oder Veränderungen, welche bei den Staatsgütern dem Staatszwecke gemäss und infolge der bereits erlassenen Vorschriften nach richtigen Grundsätzen der fortschreitenden Staatswirtschaft zur Beförderung der Landeskultur oder sonst zur Wohlfahrt des Landes oder zum Besten des Staatsärars und zur Aufhebung einer nachteiligen Selbstverwaltung für gut gefunden werden.

§ 7. In allen diesen Fällen (§ 6) dürfen jedoch die Staatseinkünfte nicht geschmälert, sondern es soll als Ersatz entweder eine Dominicialrente — wo möglich in Getreide, dafür bedungen oder der Kaufschilling zu neuen Erwerbungen oder zur zeitlichen Aushülfe des Schuldentilgungsfonds oder zu andern das Wohl des Landes bezielenden Absichten verwendet werden.

Mit dem unter dem Staatsgute begriffenen beweglichen Vermögen (§ 2) kann der Monarch nach Zeit und Umständen zweckmässige Veränderungen und Verbesserungen vornehmen.

Titel IV. Von allgemeinen Rechten und Pflichten.

§ 1. Zum vollen Genusse aller bürgerlichen, öffentlichen und Privatrechte in Baiern wird das Indigenat erfordert, welches entweder durch die Geburt oder durch die Naturalisierung nach den nähern Bestimmungen des Ediktes über das Indigenat [*v. 26. Mai 1818: Gesetzbl. f. d. Kgr. Baiern 1818. Stück 8*] erworben wird.

§ 2. Das baierische Staatsbürgerrecht wird durch das Indigenat bedingt und geht mit demselben verloren.

§ 3. Nebst diesem wird zu dessen Ausübung noch erfordert:
a) die gesetzliche Volljährigkeit;
b) die Ansässigkeit im Königreiche, entweder durch den Besitz besteuerter Gründe, Renten oder Rechte, oder durch die Ausübung besteuerter Gewerbe oder durch den Eintritt in ein öffentliches Amt.

§ 4. Kronämter, oberste Hofämter, Civil-Staatsdienste und oberste Militärstellen, wie auch Kirchenämter oder Pfründen können nur Eingebornen oder verfassungsmässig Naturalisierten erteilt werden.

§ 5. Jeder Baier ohne Unterschied kann zu allen Civil-, Militär- und Kirchenämtern oder Pfründen gelangen.

§ 6. In dem Umfange des Reichs kann keine Leibeigenschaft bestehen nach den nähern Bestimmungen des Ediktes vom 3. August 1808.

§ 7. Alle ungemessenen Frohnen sollen in gemessene umgeändert werden und auch diese ablösbar sein.

§ 8. Der Staat gewährt jedem Einwohner Sicherheit seiner Person, seines Eigentums und seiner Rechte.

Niemand darf seinem ordentlichen Richter entzogen werden.

Niemand darf verfolgt oder verhaftet werden als in den durch die Gesetze bestimmten Fällen und in der gesetzlichen Form.

Niemand darf gezwungen werden, sein Privateigentum selbst für öffentliche Zwecke abzutreten, als nach einer förmlichen Entscheidung des versammelten Staatsrats und nach vorgängiger Entschädigung, wie solches in der Verordnung vom 14. August 1815 bestimmt ist.

§ 9. Jedem Einwohner des Reichs wird vollkommene Gewissensfreiheit gesichert; die einfache Hausandacht darf daher niemandem, zu welcher Religion er sich bekennen mag, untersagt werden.

Die in dem Königreiche bestehenden drei christlichen Kirchen-Gesellschaften geniessen gleiche bürgerliche und politische Rechte.

Die nicht-christlichen Glaubensgenossen haben zwar vollkommene Gewissensfreiheit, sie erhalten aber an den staatsbürgerlichen Rechten nur in dem Masse einen Anteil, wie ihnen derselbe in den organischen Edikten über ihre Aufnahme in die Staatsgesellschaft zugesichert ist.

Allen Religionsteilen ohne Ausnahme ist das Eigentum der Stiftungen und der Genuss ihrer Renten nach den ursprünglichen Stiftungsurkunden und dem rechtmässigen Besitze, sie seien für den Kultus, den Unterricht oder die Wohlthätigkeit bestimmt, vollständig gesichert.

Die geistliche Gewalt darf in ihrem eigentlichen Wirkungskreise nie gehemmt werden, und die weltliche Regierung darf in rein geistlichen Gegenständen der Religionslehre und des Gewissens sich nicht einmischen, als insoweit das obersthoheitliche Schutz- und Aufsichtsrecht eintritt, wonach keine Verordnungen und Gesetze der Kirchengewalt ohne vorgängige Einsicht und das Placet des Königs verkündet und vollzogen werden dürfen.

Die Kirchen und Geistlichen sind in ihren bürgerlichen Handlungen und Beziehungen — wie auch in Ansehung des ihnen zustehenden Vermögens den Gesetzen des Staats und den weltlichen Gerichten untergeben; auch können sie von öffentlichen Staatslasten keine Befreiung ansprechen.

Die übrigen nähern Bestimmungen über die äussern Rechtsverhältnisse der Bewohner des Königreichs in Beziehung auf Religion und kirchliche Gesellschaften sind in dem der gegenwärtigen Verfassungsurkunde beigefügten besondern Edikte enthalten. [*v. 26. Mai 1818: Gesetzblatt f. d. Kgr. Baiern 1818. Stück 9; hier weggelassen*].

§ 10. Das gesamte Stiftungsvermögen nach den drei Zwecken des Kultus, des Unterrichts und der Wohlthätigkeit wird gleichfalls unter den besondern Schutz des Staates gestellt; es darf unter keinem Vorwande zu dem Finanzvermögen eingezogen und in der Substanz für andere als die drei genannten Zwecke ohne Zustimmung der Beteiligten und bei allgemeinen Stiftungen ohne

Zustimmung der Stände des Reiches veräussert oder verwendet werden.

§ 11. Die Freiheit der Presse und des Buchhandels ist nach den Bestimmungen des hierüber erlassenen besondern Ediktes gesichert. [*v. 26. Mai 1818: Gesetzbl. . . . Stück 10; hier weggelassen*].

§ 12. Alle Baiern haben gleiche Pflichtigkeit zu dem Kriegsdienste und zur Landwehr nach den diesfalls bestehenden Gesetzen.

§ 13. Die Teilnahme an den Staatslasten ist für alle Einwohner des Reichs allgemein ohne Ausnahme irgend eines Standes und ohne Rücksicht auf vormals bestandene besondere Befreiungen.

§ 14. Es ist den Baiern gestattet, in einen andern Bundesstaat, welcher erweislich sie zu Unterthanen annehmen will, auszuwandern, auch in Civil- und Militärdienste desselben zu treten, wenn sie den gesetzlichen Verbindlichkeiten gegen ihr bisheriges Vaterland Genüge geleistet haben.

Sie dürfen, solange sie im Unterthansverbande bleiben, ohne ausdrückliche Erlaubnis des Monarchen von einer auswärtigen Macht weder Gehalte noch Ehrenzeichen annehmen.

Titel V. Von besondern Rechten und Vorzügen.

§ 1. Die Kronämter werden als oberste Würden des Reichs entweder auf die Lebenszeit der Würdeträger oder auf deren männliche Erben nach dem Rechte der Erstgeburt und der agnatisch-linealischen Erbfolge als Thronlehen verliehen.

Die Kronbeamten sind durch ihre Reichswürden Mitglieder der ersten Kammer in der Ständeversammlung.

§ 2. Den vormals reichsständischen Fürsten und Grafen werden alle jene Vorzüge und Rechte zugesichert, welche in dem ihre Verhältnisse bestimmenden besondern Edikte ausgesprochen sind. [*Edikt v. 26. Mai 1818: Gesetzbl. . . . . Stück 11; hier weggelassen*].

§ 3. Die der baierischen Hoheit untergebenen ehemaligen unmittelbaren Reichsadeligen geniessen diejenigen Rechte, welche in Gemässheit der königlichen Deklaration durch die konstitutionellen Edikte ihnen zugesichert werden.

§ 4. Der gesamte übrige Adel des Reichs behält wie jeder Gutseigentümer seine gutsherrlichen Rechte nach den gesetzlichen Bestimmungen. [*Edikt v. 26. Mai 1818: Gesetzbl. . . . . Stück 12; hier weggelassen*].

Übrigens hat derselbe folgende Vorzüge zu geniessen:

1) ausschliessend das Recht, eine gutsherrliche Gerichtsbarkeit ausüben zu können; [*Edikt v. 26. Mai 1818: Gesetzbl. . . . . Stück 13; hier weggelassen*].
2) Familien-Fideikommisse auf Grundvermögen zu errichten; [*Edikt v. 26. Mai 1818: Gesetzbl. . . . . Stück 14; hier weggelassen*].
3) einen von dem landgerichtlichen befreiten Gerichtsstand in bürgerlichen und strafrechtlichen Fällen;
4) die Rechte der Siegelmässigkeit unter den Beschränkungen

der Gesetze über das Hypothekenwesen [*Edikt v. 26. Mai 1818: Gesetzbl. . . . . Stück 15; hier weggelassen*]; endlich

5) bei der Militär-Konskription die Auszeichnung, dass die Söhne der Adeligen als Kadetten eintreten.

§ 5. Einige dieser Vorzüge teilen für ihre Personen die geistlichen und die wirklichen Kollegialräte und die mit diesen in gleicher Kategorie stehenden höhern Beamten.

Die Geistlichen geniessen denselben befreiten Gerichtsstand in bürgerlichen und strafrechtlichen Fällen; — die Kollegialräte und höhern Beamten ausser diesem auch die Rechte der Siegelmässigkeit und die obige Auszeichnung bei der Militär-Konskription.

§ 6. Die Dienstesverhältnisse und Pensionsansprüche der Staatsdiener richten sich nach den Bestimmungen der Dienstes-Pragmatik. [*Edikt v. 26. Mai 1818: Gesetzbl. f. d. Kgr. Baiern 1818; Stück 16; hier weggelassen*].

Titel VI. Von der Ständeversammlung.

§ 1. Die zwei Kammern der allgemeinen Versammlung der Stände des Reichs sind: a) die Reichsräte, b) die Abgeordneten.

§ 2. Die Kammer der Reichsräte ist zusammengesetzt aus

1) den volljährigen Prinzen des königlichen Hauses;
2) den Kronbeamten des Reichs;
3) den beiden Erzbischöfen;
4) den Häuptern der ehemals reichsständischen — fürstlichen und gräflichen Familien als erblichen Reichsräten, solange sie im Besitze ihrer vormaligen reichsständischen im Königreiche gelegenen Herrschaften bleiben;
5) einem vom Könige ernannten Bischofe und dem jedesmaligen Präsidenten des protestantischen General-Konsistoriums;
6) aus denjenigen Personen, welche der König entweder wegen ausgezeichneter dem Staate geleisteter Dienste oder wegen ihrer Geburt oder ihres Vermögens zu Mitgliedern dieser Kammer entweder erblich oder lebenslänglich besonders ernennt.

§ 3. Das Recht der Vererbung wird der König nur adeligen Gutsbesitzern verleihen, welche im Königreiche das volle Staatsbürgerrecht und ein mit dem Lehen- oder fideikommissarischen Verbande belegtes Grundvermögen besitzen, von welchem sie an Grund- und Dominikalsteuern in simplo dreihundert Gulden entrichten, und wobei eine agnatisch-linealische Erbfolge nach dem Rechte der Erstgeburt eingeführt ist.

Die Würde eines erblichen Reichsrats geht jedesmal mit den Gütern, worauf das Fideikommiss gegründet ist, nur auf den nach dieser Erbfolge eintretenden Besitzer über.

§ 4. Die Zahl der lebenslänglichen Reichsräte kann den dritten Teil der erblichen nicht übersteigen.

§ 5. Die Reichsräte haben Zutritt in die erste Kammer nach erreichter Volljährigkeit; eine entscheidende Stimme aber kommt

den Prinzen des königlichen Hauses erst mit dem einundzwanzigsten, den übrigen Reichsräten mit dem fünfundzwanzigsten Lebensjahre zu.

§ 6. Die Kammer der Reichsräte kann nur dann eröffnet werden, wenn wenigstens die Hälfte der sämtlichen Mitglieder anwesend ist.

§ 7. Die zweite Kammer der Ständeversammlung bildet sich

a) aus den Grundbesitzern, welche eine gutsherrliche Gerichtsbarkeit ausüben und nicht Sitz und Stimme in der ersten Kammer haben;
b) aus Abgeordneten der Universitäten;
c) aus Geistlichen der katholischen und protestantischen Kirche;
d) aus Abgeordneten der Städte nnd Märkte;
e) aus den nicht zu a) gehörigen Landeigentümern.

§ 8. Die Zahl der Mitglieder richtet sich im ganzen nach der Zahl der Familien im Königreiche in dem Verhältnisse, dass auf 7000 Familien ein Abgeordneter gerechnet wird.

§ 9. Von der auf solche Art bestimmten Zahl stellt:

a) die Klasse der adeligen Gutsbesitzer ein Achtteil;
b) die Klasse der Geistlichen der katholischen und protestantischen Kirche ein Achtteil;
c) die Klasse der Städte und Märkte ein Vierteil; — und
d) die Klasse der übrigen Landeigentümer, welche keine gutsherrliche Gerichtsbarkeit ausüben, zwei Vierteile der Abgeordneten;
e) jede der drei Universitäten ein Mitglied.

§ 10. Die jede einzelne Klasse treffende Zahl von Abgeordneten wird nach den Bestimmungen des über die Ständeversammlung hier beigefügten besondern Ediktes [*hier weggelassen*] auf die einzelnen Regierungsbezirke verteilt.

§ 11. Jede Klasse wählt in jedem Regierungsbezirke die sie daselbst treffende Zahl von Abgeordneten nach der in dem angeführten Edikte vorgeschriebenen Wahlordnung für die sechsjährige Dauer der Versammlung. Die während derselben erledigten Stellen werden aus denjenigen ersetzt, welche den Gewählten in der Stimmenzahl zunächst kommen.

§ 12. Jedes Mitglied der Kammer der Abgeordneten muss ohne Rücksicht auf Standes- oder Dienstverhältnisse ein selbständiger Staatsbürger sein, welcher das dreissigste Lebensjahr zurückgelegt hat und den freien Genuss eines solchen im betreffenden Bezirke oder Orte belegenen Vermögens besitzt, welches seinen unabhängigen Unterhalt sichert und durch die im Edikte [*vgl. oben § 10*] festgesetzte Grösse der jährlichen Versteuerung bestimmt wird. Er muss sich zu einer der drei christlichen Religionen bekennen und darf niemals einer Spezialuntersuchung wegen Verbrechen oder Vergehen unterlegen haben, wovon er nicht gänzlich freigesprochen worden ist.

§ 13. Alle sechs Jahre wird eine neue Wahl der Abge-

ordneten vorgenommen und sonst nur in dem Falle, wenn die Kammer von dem Könige aufgelöset wird.

Die austretenden Mitglieder sind wieder wählbar.

§ 14. Der Austritt eines bereits ernannten Mitgliedes erfolgt während der Dauer der Versammlung:

1) wenn dasselbe die Realität, das Gericht, Gewerbe oder die geistliche Pfründe, welche seine Wahl für den betreffenden Regierungsbezirk oder die Klasse besonders begründeten, aus was immer für Veranlassungen zu besitzen aufhört, ohne einen gleichen Ersatz in demselben Bezirke, Orte oder in derselben Klasse zu erwerben;
2) wenn das Mitglied unter der Zeit eine der oben (§ 12) zur passiven Wahlfähigkeit wesentlich erforderlichen Eigenschaften verliert.

In diesen Fällen hat die Kammer der Abgeordneten auf die geschehene Anzeige und nach Vernehmung des Beteiligten zu entscheiden.

§ 15. Zur gültigen Konstituierung der Kammer der Abgeordneten wird die Anwesenheit von wenigstens zwei Dritteilen der gewählten Mitglieder erfordert.

§ 16. Die Kammer der Reichsräte wird gleichzeitig mit jener der Abgeordneten zusammenberufen, eröffnet und geschlossen.

§ 17. Kein Mitglied der ersten oder zweiten Kammer darf sich in der Sitzung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

§ 18. Die Anträge über die Staatsauflagen geschehen zuerst in der Kammer der Abgeordneten und werden dann durch diese an die Kammer der Reichsräte gebracht.

Alle übrige Gegenstände können nach der Bestimmung des Königs der einen oder der andern Kammer zuerst vorgelegt werden.

§ 19. Kein Gegenstand des den Ständen des Reichs angewiesenen gemeinschaftlichen Wirkungskreises kann von einer Kammer allein in Beratung gezogen werden und die Wirkung einer gültigen Einwilligung der Stände erlangen.

Titel VII. Von dem Wirkungskreise der Ständeversammlung.

§ 1. Die beiden Kammern können nur über jene Gegenstände in Beratung treten, die in ihren Wirkungskreis gehören, welcher in den §§ 2 bis 19 näher bezeichnet ist.

§ 2. Ohne den Beirat und die Zustimmung der Stände des Königreichs kann kein allgemeines neues Gesetz, welches die Freiheit der Personen oder das Eigentum der Staatsangehörigen betrifft, erlassen noch ein schon bestehendes abgeändert, authentisch erläutert oder aufgehoben werden.

§ 3. Der König erholt die Zustimmung der Stände zur Erhebung aller direkten Steuern, sowie zur Erhebung neuer indirekten Auflagen oder zu der Erhöhung oder Veränderung der bestehenden.

§ 4. Den Ständen wird daher nach ihrer Eröffnung die genaue Übersicht des Staatsbedürfnisses sowie der gesamten Staatseinnahmen (Budget) vorgelegt werden, welche dieselbe durch einen Ausschuss prüfen und sodann über die zu erhebenden Steuern in Beratung treten.

§ 5. Die zur Deckung der ordentlichen beständigen und bestimmt vorherzusehenden Staatsausgaben mit Einschluss des notwendigen Reservefonds erforderlichen direkten Steuern werden jedesmal auf sechs Jahre bewilligt.

Um jedoch jede Stockung in der Staatshaushaltung zu vermeiden, werden in dem Etatsjahre, in welchem die erste Ständeversammlung einberufen wird, die in dem vorigen Etatsjahre erhobenen Staatsauflagen fort entrichtet.

§ 6. Ein Jahr vor dem Ablaufe des Termins, für welchen die fixen Ausgaben festgesetzt sind, somit nach Verlauf von sechs Jahren, lässt der König für die sechs Jahre, welche diesem Termine folgen, ein neues Budget vorlegen.

§ 7. In dem Falle, wo der König durch ausserordentliche äussere Verhältnisse verhindert ist, in diesem letzten Jahre der ordentlichen Steuerbewilligung die Stände zu versammeln, kommt ihm die Befugnis einer Forterhebung der letztbewilligten Steuer auf ein halbes Jahr zu.

§ 8. In Fällen eines ausserordentlichen und unvorhergesehenen Bedürfnisses und der Unzulänglichkeit der bestehenden Staatseinkünfte zu dessen Deckung wird dieses den Ständen zur Bewilligung der erforderlichen ausserordentlichen Auflagen vorgelegt werden.

§ 9. Die Stände können die Bewilligung der Steuern mit keiner Bedingung verbinden.

§ 10. Den Ständen des Reichs wird bei einer jeden Versammlung eine genaue Nachweisung über die Verwendung der Staatseinnahmen vorgelegt werden.

§ 11. Die gesamte Staatsschuld wird unter die Gewährleistung der Stände gestellt.

Zu jeder neuen Staatsschuld, wodurch die zur Zeit bestehende Schuldenmasse im Kapitalsbetrage oder der jährlichen Verzinsung vergrössert wird, ist die Zustimmung der Stände des Reichs erforderlich.

§ 12. Eine solche Vermehrung der Staatsschulden hat nur für jene dringenden und ausserordentlichen Staatsbedürfnisse statt, welche weder durch die ordentlichen noch durch ausserordentliche Beiträge der Unterthanen ohne deren zu grosse Belastung bestritten werden können und die zum wahren Nutzen des Landes gereichen.

§ 13. Den Ständen wird der Schuldentilgungsplan vorgelegt, und ohne ihre Zustimmung kann an dem von ihnen angenommenen Plane keine Abänderung getroffen noch ein zur Schuldentilgung bestimmtes Gefäll zu irgend einem andern Zwecke verwendet werden.

§ 14. Jede der beiden Kammern hat aus ihrer Mitte einen Kommissär zu ernennen, welche gemeinschaftlich bei der Schuldentilgungs-Kommission von allen ihren Verhandlungen genaue Kenntnis zu nehmen und auf die Einhaltung der festgesetzten Normen zu wachen haben.

§ 15. In ausserordentlichen Fällen, wo drohende äussere Gefahren die Aufnahme von Kapitalien dringend erfordern und die Einberufung der Stände durch äussere Verhältnisse unmöglich gemacht wird, soll diesen Kommissaren die Befugnis zustehen, zu diesen Anleihen im Namen der Stände vorläufig ihre Zustimmung zu erteilen.

Sobald die Einberufung der Stände möglich wird, ist ihnen die ganze Verhandlung über diese Kapitalsaufnahme vorzulegen, um in das Staatsschulden-Verzeichnis eingetragen zu werden.

§ 16. Den Ständen wird bei jeder Versammlung die genaue Nachweisung des Standes der Staatsschulden-Tilgungskasse vorgelegt werden.

§ 17. Die Stände haben das Recht der Zustimmung zur Veräusserung oder Verwendung allgemeiner Stiftungen in ihrer Substanz für andere als ihre ursprünglichen Zwecke.

§ 18. Ebenso ist ihre Zustimmung zur Verleihung von Staatsdomänen oder Staatsrenten zu Belohnung grosser und bestimmter dem Staate geleisteter Dienste erforderlich.

§ 19. Die Stände haben das Recht, in Beziehung auf alle zu ihrem Wirkungskreise gehörigen Gegenstände dem Könige ihre gemeinsamen Wünsche und Anträge in der geeigneten Form vorzubringen.

§ 20. Jeder einzelne Abgeordnete hat das Recht, in dieser Beziehung seine Wünsche und Anträge in seiner Kammer vorzubringen, welche darüber, ob dieselben in nähere Überlegung gezogen werden sollen, durch Mehrheit der Stimmen erkennt und sie im bejahenden Falle an den betreffenden Ausschuss zur Prüfung und Würdigung bringt.

Die von einer Kammer über solche Anträge gefassten Beschlüsse müssen der andern Kammer mitgeteilt und können erst nach deren erfolgten Beistimmung dem Könige vorgelegt werden.

§ 21. Jeder einzelne Staatsbürger, sowie jede Gemeinde kann Beschwerden über Verletzung der konstitutionellen Rechte an die Ständeversammlung, und zwar an jede der beiden Kammern bringen, welche sie durch den hierüber bestehenden Ausschuss prüft und, findet dieser sie dazu geeignet, in Beratung nimmt.

Erkennt die Kammer durch Stimmenmehrheit die Beschwerde für begründet, so teilt sie ihren diesfalls an den König zu erstattenden Antrag der andern Kammer mit, welcher, wenn diese demselben beistimmt, in einer gemeinsamen Vorstellung dem Könige übergeben wird.

§ 22. Der König wird wenigstens alle drei Jahre die Stände zusammenberufen.

Der König eröffnet und schliesst die Versammlung entweder in eigener Person oder durch einen besonders hiezu Bevollmächtigten.

Die Sitzungen einer solchen Versammlung dürfen in der Regel nicht länger als zwei Monate dauern, und die Stände sind verbunden, in ihren Sitzungen die von dem Könige an sie gebrachten Gegenstände vor allen übrigen in Beratung zu nehmen.

§ 23. Dem Könige steht jederzeit das Recht zu, die Sitzungen der Stände zu verlängern, sie zu vertagen oder die ganze Versammlung aufzulösen.

In dem letzten Falle muss wenigstens binnen drei Monaten eine neue Wahl der Kammer der Abgeordneten vorgenommen werden.

§ 24. Die Staatsminister können den Sitzungen der beiden Kammern beiwohnen, wenn sie auch nicht Mitglieder derselben sind.

§ 25. Jedes Mitglied der Ständeversammlung hat folgenden Eid zu leisten:

„Ich schwöre Treue dem Könige, Gehorsam dem Gesetze, „Beobachtung und Aufrechthaltung der Staatsverfassung und „in der Ständeversammlung nur des ganzen Landes allgemeines „Wohl und Beste ohne Rücksicht auf besondere Stände oder „Klassen nach meiner innern Überzeugung zu beraten; — „So wahr mir Gott helfe und sein heiliges Evangelium."

§ 26. Kein Mitglied der Ständeversammlung kann während der Dauer der Sitzungen ohne Einwilligung der betreffenden Kammer zu Verhaft gebracht werden, den Fall der Ergreifung auf frischer That bei begangenem Verbrechen ausgenommen.

§ 27. Kein Mitglied der Ständeversammlung kann für die Stimme, welche es in seiner Kammer geführt hat, anders als infolge der Geschäftsordnung durch die Versammlung selbst zur Rede gestellt werden.

§ 28. Ein Gegenstand, über welchen die beiden Kammern sich nicht vereinigen, kann in derselben Sitzung nicht wieder zur Beratung gebracht werden.

§ 29. Die königliche Entschliessung auf die Anträge der Reichsstände erfolgt nicht einzeln, sondern auf alle verhandelten Gegenstände zugleich bei dem Schlusse der Versammlung.

§ 30. Der König allein sanktioniert die Gesetze und erlässt dieselben mit seiner Unterschrift und Anführung der Vernehmung des Staatsrats und des erfolgten Beirats und der Zustimmung der Lieben und Getreuen, der Stände des Reichs.

§ 31. Wenn die Versammlung der Reichsstände vertagt, förmlich geschlossen oder aufgelöst worden ist, können die Kammern nicht mehr gültig beratschlagen, und jede fernere Verhandlung ist ungesetzlich.

Titel VIII. Von der Rechtspflege.

§ 1. Die Gerichtsbarkeit geht vom Könige aus. — Sie wird unter seiner Oberaufsicht durch eine geeignete Zahl von Ämtern

und Obergerichten in einer gesetzlich bestimmten Instanzen-Ordnung verwaltet.

§ 2. Alle Gerichtsstellen sind verbunden, ihren Urteilen Entscheidungsgründe beizufügen.

§ 3. Die Gerichte sind innerhalb der Grenzen ihrer amtlichen Befugnis unabhängig, und die Richter können nur durch einen Rechtsspruch von ihren Stellen mit Verlust des damit verbundenen Gehaltes entlassen — oder derselben entsetzt werden.

§ 4. Der König kann in strafrechtlichen Sachen Gnade erteilen, die Strafe mildern oder erlassen, — aber in keinem Falle irgend eine anhängige Streitsache oder angefangene Untersuchung hemmen.

§ 5. Der königliche Fiskus wird in allen streitigen Privatrechtsverhältnissen bei den königlichen Gerichtshöfen Recht nehmen.

§ 6. Die Vermögens-Konfiskation hat in keinem Falle, den der Desertion ausgenommen, statt.

§ 7. Es soll für das ganze Königreich ein und dasselbe bürgerliche und Strafgesetzbuch bestehen.

Titel IX. Von der Militär-Verfassung.

§ 1. Jeder Baier ist verpflichtet, zur Verteidigung seines Vaterlandes nach den hierüber bestehenden Gesetzen mitzuwirken.

Von der Pflicht, die Waffen zu tragen, ist der geistliche Stand ausgenommen.

§ 2. Der Staat hat zu seiner Verteidigung eine stehende Armee, welche durch die allgemeine Militär-Konskription ergänzt und auch im Frieden gehörig unterhalten wird.

§ 3. Neben dieser Armee bestehen noch Reserve-Bataillons und die Landwehr.

§ 4. Die Reserve-Bataillons sind zur Verstärkung des stehenden Heeres bestimmt und teilen im Falle des Aufgebots alle Verpflichtungen, Ehren und Vorzüge mit demselben.

Im Frieden bleibt sämtliche in den Reserve-Bataillons eingereihte Mannschaft, die zu den Waffenübungen erforderliche Zeit ausgenommen, in ihrer Heimat, frei von allem militärischen Zwange, bloss der bürgerlichen Gerichtsbarkeit und den bürgerlichen Gesetzen unterworfen, ohne an der Veränderung des Wohnsitzes, der Ansässigmachung oder Verehelichung gehindert zu sein.

§ 5. Die Landwehr kann in Kriegszeiten zur Unterstützung der schon durch die Reserve-Bataillons verstärkten Armee auf besondern königlichen Aufruf, jedoch nur innerhalb der Grenzen des Reichs, in militärische Thätigkeit treten.

Zur zweckmässigen Benützung dieser Masse wird dieselbe in zwei Abteilungen ausgeschieden, deren zweite die zur Mobilisierung weniger geeigneten Individuen begreift und in keinem Falle ausser ihrem Bezirke verwendet werden soll.

In Friedenszeiten wirkt die Landwehr zur Erhaltung der

innern Sicherheit mit, insoferne es erforderlich ist und die dazu bestimmten Truppen nicht hinreichen.

§ 6. Die Armee handelt gegen den äussern Feind und im Innern nur dann, wenn die Militärmacht von der kompetenten Civilbehörde förmlich dazu aufgefordert wird.

§ 7. Die Militärpersonen stehen in Dienstsachen, dann wegen Verbrechen oder Vergehen unter der Militärgerichtsbarkeit, in Real- und gemischten Rechtssachen aber unter den bürgerlichen Gerichten.

Titel X. Von der Gewähr der Verfassung.

§ 1. Bei dem Regierungsantritte schwört der König in einer feierlichen Versammlung der Staatsminister, der Mitglieder des Staatsrats und einer Deputation der Stände, wenn sie zu der Zeit versammelt sind, folgenden Eid: „Ich schwöre nach der Verfassung und den Gesetzen des Reichs zu regieren, so wahr mir Gott helfe und sein heiliges Evangelium."

Über diesen Akt wird eine Urkunde verfasst, in das Reichsarchiv hinterlegt und beglaubigte Abschrift davon der Ständeversammlung mitgeteilt.

§ 2. Der Reichsverweser leistet in Beziehung auf die Erhaltung der Verfassung den Titel II § 16 vorgeschriebenen Eid.

Sämtliche Prinzen des königlichen Hauses leisten nach erlangter Volljährigkeit ebenfalls einen Eid auf die genaue Beobachtung der Verfassung.

§ 3. Alle Staatsbürger sind bei der Ansässigmachung und bei der allgemeinen Landeshuldigung, sowie alle Staatsdiener bei ihrer Anstellung verbunden, folgenden Eid abzulegen: „Ich schwöre Treue dem Könige, Gehorsam dem Gesetze und Beobachtung der Staatsverfassung, so wahr mir Gott helfe und sein heiliges Evangelium!"

§ 4. Die königlichen Staatsminister und sämtliche Staatsdiener sind für die genaue Befolgung der Verfassung verantwortlich.

§ 5. Die Stände haben das Recht, Beschwerden über die durch die königlichen Staatsministerien oder andere Behörden geschehene Verletzung der Verfassung in einem gemeinsamen Antrage an den König zu bringen, welcher denselben auf der Stelle abhelfen oder, wenn ein Zweifel dabei obwalten sollte, sie näher nach der Natur des Gegenstandes durch den Staatsrat oder die oberste Justizstelle untersuchen und darüber entscheiden lassen wird.

§ 6. Finden die Stände sich durch ihre Pflichten aufgefordert, gegen einen höhern Staatsbeamten wegen vorsätzlicher Verletzung der Staatsverfassung eine förmliche Anklage zu stellen, so sind die Anklagspunkte bestimmt zu bezeichnen und in jeder Kammer durch einen besondern Ausschuss zu prüfen.

Vereinigen sich beide Kammern hierauf in ihren Beschlüssen über die Anklage, so bringen sie dieselbe mit ihren Belegen in vorgeschriebener Form an den König.

Dieser wird sie sodann der obersten Justizstelle — in welcher

im Falle der notwendigen oder freiwilligen Berufung auch die zweite Instanz durch Anordnung eines andern Senats gebildet wird — zur Entscheidung übergeben und die Stände von dem gefällten Urteile in Kenntnis setzen.

§ 7. Abänderungen in den Bestimmungen der Verfassungsurkunde oder Zusätze zu derselben können ohne Zustimmung der Stände nicht geschehen.

Die Vorschläge hiezu gehen allein vom Könige aus, und nur, wenn derselbe sie an die Stände gebracht hat, dürfen diese darüber beratschlagen.

Zu einem gültigen Beschlusse in dieser höchst wichtigen Angelegenheit wird wenigstens die Gegenwart von drei Vierteilen der bei der Versammlung anwesenden Mitglieder in jeder Kammer und eine Mehrheit von zwei Dritteilen der Stimmen erfordert. —

Indem Wir dieses Staats-Grundgesetz zur allgemeinen Befolgung und genauen Beobachtung in seinem ganzen Inhalte einschlüssig der dasselbe ergänzenden und in der Haupturkunde als Beilagen bezeichneten Edikte [*hier weggelassen*] hierdurch kundmachen, so verordnen wir zugleich, dass die darin angeordnete Versammlung der Stände zur Ausübung der zu ihrem Wirkungskreise gehörigen Rechte am 1. Januar 1819 einberufen und inzwischen die hiezu erforderliche Einleitung veranstaltet werde.

Gegeben in Unserer Haupt- und Residenzstadt München am sechsundzwanzigsten Tage des Monats Mai im eintausendachthundertundachtzehnten Jahre, Unseres Reiches im dreizehnten.

Maximilian Joseph.
Graf v. Reigersberg. Fürst v. Wrede. Graf v. Triva.
Graf v. Rechberg. Graf v. Thürheim. Freiherr v. Lerchenfeld.
Graf v. Törring.
Nach dem Befehle Seiner Majestät des Königs:
Egid von Kobell,
Königl. Staatsrat und General-Sekretär.

4. Verfassung für das Grossherzogtum Baden. 1818 Aug. 22.

Grossherzoglich Badisches Staats- u. Regierungs-Blatt, Jg. 1818, S. 101 ff.; Die Constitutionen der europäischen Staaten Bd. 3 (1820), S. 351 ff.; 2. Aufl. u. d. T.: Die europäisch. Verfassungen seit 1789 v. K. H. L. Pölitz 1. Bd. 1. Abt. (1832), S. 461 ff. = Die Verfassungen des teutschen Staatenbundes seit 1789 von K. H. L. Pölitz, fortges. v. F. Bülau 1. Abt. (1847), S. 461 ff.; Die deutschen Verfassungsgesetze der Gegenwart, hrsg. von H. A. Zachariä (1855) S. 331 ff.; F. Stoerk, Handbuch der dtsch. Verfass. (1884) S. 212 ff.

Karl, von Gottes Gnaden Grossherzog zu Baden, Herzog zu Zähringen, Landgraf zu Nellenburg, Graf zu Hanau etc. Als Wir bereits im Jahre 1816 Unsern Unterthanen wiederholt bekannt

machten, dem Grossherzogtum eine landständische Verfassung geben zu wollen, so hegten Wir den Wunsch und die Hoffnung, dass sämtliche Bundesglieder über eine unabänderliche wesentliche Grundlage dieser allen deutschen Völkern zugesicherten Einrichtung übereinkommen und nur in Entwicklung der aufgestellten Grundsätze ein jeder einzelner Staat seinen besondern Bedürfnissen mit Rücksicht auf bestehende Verhältnisse folgen möchte.

Da sich jedoch nach den letzten über diesen Gegenstand bei dem Bundestage abgelegten Abstimmungen der Zeitpunkt noch nicht bestimmt voraussehen lässt, in welchem die Gestaltung der ständischen Verfassung einen Gegenstand gemeinschaftlicher Beratungen bilden dürfte, so sehen Wir Uns nunmehr veranlasst, die Unsern Unterthanen gegebene Zusicherung auf die Art und Weise in Erfüllung zu setzen, wie sie Unsrer innern freien und festen Überzeugung entspricht.

Von dem aufrichtigsten Wunsche durchdrungen, die Bande des Vertrauens zwischen Uns und Unserm Volke immer fester zu knüpfen und auf dem Wege, den Wir hierdurch bahnen, alle Unsre Staatseinrichtungen zu einer höhern Vollkommenheit zu bringen, haben Wir nachstehende Verfassungsurkunde gegeben und versprechen feierlich für Uns und Unsre Nachfolger, sie treulich und gewissenhaft zu halten und halten zu lassen:

I. Von dem Grossherzogtum und der Regierung im allgemeinen.

§ 1. Das Grossherzogtum bildet einen Bestandteil des deutschen Bundes.

§ 2. Alle organischen Beschlüsse der Bundesversammlung, welche die verfassungsmässigen Verhältnisse Deutschlands oder die Verhältnisse deutscher Staatsbürger im allgemeinen betreffen, machen einen Teil des badischen Staatsrechts aus und werden für alle Klassen von Landesangehörigen verbindlich, nachdem sie von dem Staatsoberhaupt verkündet worden sind.

§ 3. Das Grossherzogtum ist unteilbar und unveräusserlich in allen seinen Teilen.

§ 4. Die Regierung des Landes ist erblich in der grossherzoglichen Familie nach den Bestimmungen der Deklaration vom 4. Oktober 1817, die als Grundlage des Hausgesetzes einen wesentlichen Bestandteil der Verfassung bilden und als wörtlich in gegenwärtiger Urkunde [*hier weggelassen*] aufgenommen betrachtet werden soll.

§ 5. Der Grossherzog vereinigt in sich alle Rechte der Staatsgewalt und übt sie unter den in dieser Verfassungsurkunde festgesetzten Bestimmungen aus.

Seine Person ist heilig und unverletzlich.

§ 6. Das Grossherzogtum hat eine ständische Verfassung.

II. Staatsbürgerliche und politische Rechte der Badener und besondere Zusicherungen.

§ 7. Die staatsbürgerlichen Rechte der Badener sind gleich in jeder Hinsicht, wo die Verfassung nicht namentlich und ausdrücklich eine Ausnahme begründet.

Die grossherzoglichen Staatsminister und sämtliche Staatsdiener sind für die genaue Befolgung der Verfassung verantwortlich.

§ 8. Alle Badener tragen ohne Unterschied zu allen öffentlichen Lasten bei. Alle Befreiungen von direkten oder indirekten Abgaben bleiben aufgehoben.

§ 9. Alle Staatsbürger von den drei christlichen Konfessionen haben zu allen Civil- und Militärstellen und Kirchenämtern gleiche Ansprüche.

Alle Ausländer, welchen wir ein Staatsamt konferieren, erhalten durch diese Verleihung unmittelbar das Indigenat.

§ 10. Unterschied in der Geburt und der Religion begründet mit der für die standesherrlichen Familien durch die Bundesakte gemachten Ausnahme keine Ausnahme der Militär-Dienstpflicht.

§ 11. Für die bereits für ablöslich erklärten Grundlasten und Dienstpflichten und alle aus der aufgehobenen Leibeigenschaft herrührenden Abgaben soll durch ein Gesetz ein angemessener Abkaufsfuss reguliert werden.

§ 12. Das Gesetz vom 14. August 1817 über die Wegzugsfreiheit wird als ein Bestandteil der Verfassung angesehen [*hier weggelassen*].

§ 13. Eigentum und persönliche Freiheit der Badener stehen für alle auf gleiche Weise unter dem Schutze der Verfassung.

§ 14. Die Gerichte sind unabhängig innerhalb der Grenzen ihrer Kompetenz.

Alle Erkenntnisse in bürgerlichen Rechtssachen müssen von den ordentlichen Gerichten ausgehen.

Der Grossherzogliche Fiskus nimmt in allen aus privatrechtlichen Verhältnissen entspringenden Streitigkeiten Recht vor den Landesgerichten.

Niemand kann gezwungen werden sein Eigentum zu öffentlichen Zwecken abzugeben als nach Beratung und Entscheidung des Staatsministeriums und nach vorgängiger Entschädigung.

§ 15. Niemand darf in Kriminalsachen seinem ordentlichen Richter entzogen werden.

Niemand kann anders als in gesetzlicher Form verhaftet und länger als zweimal· 24 Stunden im Gefängnis festgehalten werden, ohne über den Grund seiner Verhaftung vernommen zu sein.

Der Grossherzog kann erkannte Strafen mildern oder ganz nachlassen, aber nicht schärfen.

§ 16. Alle Vermögenskonfiskationen sollen abgeschafft werden.

§ 17. Die Pressfreiheit wird nach den künftigen Bestimmungen der Bundesversammlung gehandhabt werden.

§ 18. Jeder Landeseinwohner geniesst der ungestörten Ge-

wissensfreiheit und in Ansehung der Art seiner Gottesverehrung des gleichen Schutzes.

§ 19. Die politischen Rechte der drei christlichen Religionsteile sind gleich.

§ 20. Das Kirchengut und die eigentümlichen Güter und Einkünfte der Stiftungen, Unterrichts- und Wohlthätigkeitsanstalten dürfen ihrem Zwecke nicht entzogen werden.

§ 21. Die Dotationen der beiden Landesuniversitäten und anderer höherer Lehranstalten, sie mögen in eigentümlichen Gütern und Gefällen oder in Zuschüssen aus der allgemeinen Staatskasse bestehen, sollen ungeschmälert bleiben.

§ 22. Jede von Seite des Staats gegen seine Gläubiger übernommene Verbindlichkeit ist unverletzlich.

Das Institut der Amortisationskasse wird in seiner Verfassung aufrecht erhalten.

§ 23. Die Berechtigungen, die durch das Edikt vom 23. April 1818 den dem Grossherzogtum angehörigen ehemaligen Reichsständen und Mitgliedern der vormaligen unmittelbaren Reichsritterschaft verliehen worden sind, bilden einen Bestandteil der Staatsverfassung [*hier weggelassen*].

§ 24. Die Rechtsverhältnisse der Staatsdiener sind in der Art, wie sie das Gesetz vom heutigen festgestellt hat, durch die Verfassung garantiert.

§ 25. Die Institute der weltlichen und geistlichen Wittwenkasse und der Brandversicherung sollen in ihrer bisherigen Verfassung fortbestehen und unter den Schutz der Verfassung gestellt sein.

III. Ständeversammlung. Rechte und Pflichten der Ständeglieder.

§ 26. Die Landstände sind in zwei Kammern abgeteilt.

§ 27. Die erste Kammer besteht:

1) aus den Prinzen des grossherzoglichen Hauses,
2) aus den Häuptern der standesherrlichen Familien,
3) aus dem Landesbischof und einem vom Grossherzog lebenslänglich ernannten protestantischen Geistlichen mit dem Range eines Prälaten,
4) aus acht Abgeordneten des grundherrlichen Adels,
5) aus zwei Abgeordneten der Landesuniversitäten,
6) aus den vom Grossherzog ohne Rücksicht auf Stand und Geburt zu Mitgliedern dieser Kammer ernannten Personen.

§ 28. Die Prinzen des Hauses und die Standesherren treten nach erlangter Volljährigkeit in die Ständeversammlung ein. Von denjenigen standesherrlichen Familien, die in mehrere Zweige sich teilen, ist das Haupt eines jeden Familienzweigs, der im Besitz einer Standesherrschaft sich befindet, Mitglied der ersten Kammer.

Während der Minderjährigkeit des Besitzers einer Standesherrschaft ruhet dessen Stimme.

Die Häupter der adeligen Familien, welchen der Grossherzog eine Würde des hohen Adels verleihet, treten gleich den Standesherrn als erbliche Landstände in die erste Kammer. Sie müssen aber ein nach dem Rechte der Erstgeburt und der Linealerbfolge erbliches Stamm- oder Lehngut besitzen, das in der Grund- und Gefällsteuer nach Abzug des Lastenkapitals wenigstens zu 300 000 Gulden angeschlagen ist.

§ 29. Bei der Wahl der grundherrlichen Abgeordneten sind sämtliche adelige Besitzer von Grundherrschaften, die das 21ste Lebensjahr zurückgelegt und im Lande ihren Wohnsitz haben, stimmfähig. Wählbar sind alle stimmfähigen Grundherren, die das 25ste Lebensjahr zurückgelegt haben. Jede Wahl gilt für acht Jahre. Alle vier Jahre tritt die Hälfte der grundherrlichen Deputierten aus.

Adeligen Güterbesitzern kann der Grossherzog die Stimmfähigkeit und Wählbarkeit bei der Grundherrenwahl beilegen, wenn sie ein Stamm- oder Lehngut besitzen, das in der Grund- und Gefällsteuer nach Abzug des Lastenkapitals wenigstens auf 60 000 Gulden angeschlagen ist und nach dem Rechte der Erstgeburt nach der Linealerbfolge vererbt wird.

§ 30. In Ermangelung des Landesbischofs tritt der Bistumsverweser in die Ständeversammlung.

§ 31. Jede der beiden Landesuniversitäten wählt ihren Abgeordneten auf vier Jahre aus der Mitte der Professoren oder aus der Zahl der Gelehrten oder Staatsdiener des Landes nach Willkür. Nur die ordentlichen Professoren sind stimmfähig.

§ 32. Die Zahl der vom Grossherzog ernannten Mitglieder der ersten Kammer darf niemals acht Personen übersteigen.

§ 33. Die zweite Kammer besteht aus 63 Abgeordneten der Städte und Ämter nach der dieser Verfassungsurkunde angehängten Verteilungsliste.

§ 34. Diese Abgeordneten werden von erwählten Wahlmännern erwählt.

§ 35. Wer wirkliches Mitglied der ersten Kammer oder bei der Wahl der Grundherren stimmfähig oder wählbar ist, kann weder bei Ernennung der Wahlmänner ein Stimmrecht ausüben noch als Wahlmann oder Abgeordneter der Städte und Ämter gewählt werden.

§ 36. Alle übrigen Staatsbürger, die das 25ste Lebensjahr zurückgelegt haben, im Wahldistrikt als Bürger angesessen sind oder ein öffentliches Amt bekleiden, sind bei der Wahl der Wahlmänner stimmfähig und wählbar.

§ 37. Zum Abgeordneten kann ernannt werden ohne Rücksicht auf Wohnort jeder durch den § 35 nicht ausgeschlossene Staatsbürger, der

1) einer der drei christlichen Konfessionen angehört,
2) das 30ste Lebensjahr zurückgelegt hat und
3) in dem Grund-, Häuser- und Gewerbssteuer-Kataster wenigstens mit einem Kapital von 10000 Gulden eingetragen ist oder

eine jährliche lebenslängliche Rente von wenigstens 1500 Gulden von einem Stamm- oder Lehngutsbesitze oder eine fixe ständige Besoldung oder Kirchenpfründe von gleichem Betrag als Staats- oder Kirchendiener bezieht, auch in diesen beiden letztern Fällen wenigstens irgend eine direkte Steuer aus Eigentum zahlt.

Landes-, Standes- und grundherrliche Bezirksbeamte, Pfarrer, Physici und andere geistliche oder weltliche Lokaldiener können als Abgeordnete nicht von den Wahlbezirken gewählt werden, wozu ihr Amtsbezirk gehört.

§ 38. Die Abgeordneten der Städte und Ämter werden auf acht Jahre ernannt und so, dass die Kammer alle zwei Jahre zu einem Viertel erneuert wird.

§ 39. Jede neue Wahl eines Abgeordneten, die wegen Auflösung der Versammlung oder wegen des regelmässigen Austritts eines Mitglieds nötig wird, zieht eine neue Wahl der Wahlmänner nach sich.

§ 40. Jeder Austretende ist wieder wählbar.

§ 41. Jede Kammer erkennt über die streitigen Wahlen der ihr angehörigen Mitglieder.

§ 42. Der Grossherzog ruft die Stände zusammen, vertagt sie und kann sie auflösen.

§ 43. Die Auflösung der Stände bewirkt, dass alle durch Wahl ernannte Mitglieder der ersten und zweiten Kammer, die Abgeordneten der Grundherren, der Universitäten und der Städte und Ämter ihre Eigenschaft verlieren.

§ 44. Erfolgt die Auflösung, ehe der Gegenstand der Beratung erschöpft ist, so muss längstens innerhalb drei Monaten zu einer neuen Wahl geschritten werden.

§ 45. Der Grossherzog ernennt für jeden Landtag den Präsidenten der ersten Kammer; die zweite Kammer wählt für die Präsidentenstelle drei Kandidaten, wovon der Grossherzog für die Dauer der Versammlung einen bestätigt.

§ 46. Alle zwei Jahre muss eine Ständeversammlung stattfinden.

§ 47. Die Mitglieder beider Kammern können ihr Stimmrecht nicht anders als in Person ausüben.

§ 48. Die Ständeglieder sind berufen, über die Gegenstände ihrer Beratungen nach eigener Überzeugung abzustimmen. Sie dürfen von ihren Kommittenten keine Instruktionen annehmen.

§ 49. Kein Ständeglied kann während der Dauer der Versammlung ohne ausdrückliche Erlaubnis der Kammer, wozu es gehört, verhaftet werden, den Fall der Ergreifung auf frischer That bei begangenen peinlichen Verbrechen ausgenommen.

§ 50. Die Stände können sich nur mit den nach gegenwärtigem Grundgesetz zu ihrer Beratung geeigneten oder vom Grossherzog besonders an sie gebrachten Gegenständen beschäftigen.

§ 51. Es besteht ein ständischer Ausschuss aus dem Prä-

sidenten der letzten Sitzung und drei andern Mitgliedern der ersten und sechs Mitgliedern der zweiten Kammer, dessen Wirksamkeit auf den namentlich in dieser Urkunde ausgedrückten Fall oder auf die von dem letzten Landtag mit Genehmigung des Grossherzogs an ihn gewiesenen Gegenstände beschränkt ist.

Dieser Ausschuss wird vor dem Schlusse des Landtags, auch bei jeder Vertagung desselben, in beiden Kammern durch relative Stimmenmehrheit gewählt. Jede Auflösung des Landtags zieht auch die Auflösung des wenngleich schon gewählten Ausschusses nach sich.

§ 52. Die Kammern können sich weder eigenmächtig versammeln noch nach erfolgter Auflösung oder Vertagung beisammen bleiben und beratschlagen.

IV. Wirksamkeit der Stände.

§ 53. Ohne Zustimmung der Stände kann keine Auflage ausgeschrieben und erhoben werden.

§ 54. Das Auflagengesetz wird in der Regel für zwei Jahre gegeben. Solche Auflagen jedoch, mit denen auf längere Zeit abgeschlossene Verträge in unmittelbarer Verbindung stehen, können vor Ablauf des betreffenden Kontraktes nicht abgeändert werden.

§ 55. Mit dem Entwurf des Auflagengesetzes wird das Staatsbudget und eine detaillierte Übersicht über die Verwendung der verwilligten Gelder von den frühern Etatsjahren übergeben. Es darf darin kein Posten für geheime Ausgaben vorkommen, wofür nicht eine schriftliche, von einem Mitglied des Staatsministeriums kontrasignierte Versicherung des Grossherzogs beigebracht wird, dass die Summe zum wahren Besten des Landes verwendet worden sei oder verwendet werden solle.

§ 56. Die Stände können die Bewilligung der Steuern nicht an Bedingungen knüpfen.

§ 57. Ohne Zustimmung der Stände kann kein Anlehn gültig gemacht werden. Ausgenommen sind die Anlehen, wodurch etatsmässige Einnahmen zu etatsmässigen Ausgaben nur anticipiert werden, sowie die Geldaufnahmen der Amortisationskasse, zu denen sie vermöge ihres Fundationsgesetzes ermächtigt ist.

Für Fälle eines ausserordentlichen unvorhergesehenen dringenden Staatsbedürfnisses, dessen Betrag mit den Kosten einer ausserordentlichen Versammlung der Stände nicht im Verhältnis steht und wozu das Kreditvotum der Stände nicht reicht, ist die Zustimmung der Mehrheit des Ausschusses hinreichend, eine Geldaufnahme gültig zu machen. Dem nächsten Landtag werden die gepflogenen Verhandlungen vorgelegt.

§ 58. Es darf keine Domäne ohne Zustimmung der Stände veräussert werden. Ausgenommen sind die zu Schuldentilgungen bereits beschlossenen Veräusserungen, Ablösungen von Lehen, Erbbeständen, Gülten, Zinsen, Frohndiensten, Verkäufe von entbehrlichen Gebäuden, von Gütern und Gefällen, die in benachbarten

Staaten gelegen sind, und alle Veräusserungen, die aus staatswirtschaftlichen Rücksichten zur Beförderung der Landeskultur oder zur Aufhebung einer nachteiligen eigenen Verwaltung geschehen. Der Erlös muss aber zu neuen Erwerbungen verwendet oder der Schuldentilgungskasse zur Verzinsung übergeben werden.

Ausgenommen sind auch Täusche und Veräusserungen zum Zweck der Beendigung eines über Eigentums- oder Dienstbarkeitsverhältnisse anhängigen Rechtsstreits, ferner die Wiedervergebung heimgefallener Thron-, Ritter- und Kammerlehen während der Zeit der Regierung des Regenten, dem sie selbst heimgefallen sind.

Da durch diesen und den § 57 der Zweck der pragmatischen Sanktion über Staatsschulden und Staatsveräusserungen vom 1. Oktober 1806 und vom 18. November 1808 vollständig erreicht ist, so hört die Verbindlichkeit derselben mit dem Tage auf, wo die landständische Verfassung in Wirksamkeit getreten sein wird.

§ 59. Ohngeachtet die Domänen nach allgemein anerkannten Grundsätzen des Staats- und Fürstenrechts unstreitiges Patrimonialeigentum des Regenten und seiner Familie sind, und Wir sie auch in dieser Eigenschaft vermöge obhabender Pflichten als Haupt der Familie hiermit ausdrücklich bestätigen, so wollen Wir dennoch den Ertrag derselben ausser der darauf radizierten Zivilliste und ausser andern darauf haftenden Lasten, solang als Wir Uns nicht durch Herstellung der Finanzen in dem Stand befinden werden, Unsere Unterthanen nach Unserm innigsten Wunsche zu erleichtern, der Bestreitung der Staatslasten ferner belassen.

Die Zivilliste kann ohne Zustimmung der Stände nicht erhöhet und ohne Bewilligung des Grossherzogs niemals gemindert werden.

§ 60. Jeder die Finanzen betreffende Gesetzesentwurf geht zuerst an die zweite Kammer und kann nur dann, wenn er von dieser angenommen worden, vor die erste Kammer zur Abstimmung über Annahme oder Nichtannahme im ganzen ohne alle Abänderung gebracht werden.

§ 61. Tritt die Mehrheit der ersten Kammer dem Beschluss der zweiten nicht bei, so werden die bejahenden und verneinenden Stimmen beider Kammern zusammengezählt, und nach der absoluten Mehrheit sämtlicher Stimmen der Ständebeschluss gezogen.

§ 62. Die alten, auch nicht ständigen Abgaben dürfen nach Ablauf der Verwilligungszeit noch sechs Monate forterhoben werden, wenn die Ständeversammlung aufgelöset wird, ehe ein neues Budget zustande kommt, oder wenn sich die ständischen Beratungen verzögern.

§ 63. Bei Rüstungen zu einem Kriege und während der Dauer eines Kriegs kann der Grossherzog zur schleunigen und wirksamen Erfüllung seiner Bundespflichten auch vor eingeholter Zustimmung der Stände gültige Staatsanlehen machen oder Kriegssteuern ausschreiben. Für diesen Fall wird den Ständen eine

nähere Einsicht und Mitwirkung in der Verwaltung in der Art eingeräumt,

1) dass der alsdann zusammen zu berufende Ausschuss zwei Mitglieder an die Ministerien der Finanzen und des Kriegs und einen Kommissär zur Kriegskasse abordnen darf, um darauf zu wachen, dass die zu Kriegszwecken erhobenen Gelder auch wirklich und ausschliesslich zu diesem Zwecke verwendet werden, und dass derselbe
2) zu der jeweils wegen Kriegsprästationen aller Art aufzustellenden Kriegskommission ebensoviele Mitglieder abzugeben hat als der Grossherzog, ohne den Vorstand zu rechnen, zur Leitung des Marsch-, Verpflegungs- und Lieferungswesens ernennt. Auch soll der Ausschuss das Recht haben, zu gleichem Zweck einer jeden Provinzialbehörde aus der Zahl der in dem Provinzialbezirk wohnenden Ständeglieder zwei Abgeordnete beizugeben.

§ 64. Kein Gesetz, das die Verfassungsurkunde ergänzt, erläutert oder abändert, darf ohne Zustimmung einer Mehrheit von zwei Drittel der anwesenden Ständeglieder einer jeden der beiden Kammern gegeben werden.

§ 65. Zu allen andern die Freiheit der Personen oder das Eigentum der Staatsangehörigen betreffenden allgemeinen neuen Landesgesetzen oder zur Abänderung oder authentischen Erklärung der bestehenden ist die Zustimmung der absoluten Mehrheit einer jeden der beiden Kammern erforderlich.

§ 66. Der Grossherzog bestätigt und promulgiert die Gesetze, erlässt die zu deren Vollzug und Handhabung erforderlichen — die aus dem Aufsichts- und Verwaltungsrecht abfliessenden — und alle für die Sicherheit des Staats nötigen Verfügungen, Reglements und allgemeinen Verordnungen. Er erlässt auch solche, ihrer Natur nach zwar zur ständischen Beratung geeignete, aber durch das Staatswohl dringend gebotene Verordnungen, deren vorübergehender Zweck durch jede Verzögerung vereitelt würde.

§ 67. Die Kammern haben das Recht der Vorstellung und Beschwerde; Verordnungen, worinnen Bestimmungen eingeflossen, wodurch sie ihr Zustimmungsrecht für gekränkt erachten, sollen auf ihre erhobene gegründete Beschwerde sogleich ausser Wirksamkeit gesetzt werden. Sie können den Grossherzog unter Angabe der Gründe um den Vorschlag eines Gesetzes bitten. Sie haben das Recht, Missbräuche in der Verwaltung, die zu ihrer Kenntnis gelangen, der Regierung anzuzeigen. Sie haben das Recht, Minister und die Mitglieder der obersten Staatsbehörden wegen Verletzung der Verfassung oder anerkannt verfassungsmässiger Rechte förmlich anzuklagen. Ein besonderes Gesetz soll die Fälle der Anklage, die Grade der Ahndung, die urteilende Behörde und die Prozedur bestimmen.

Beschwerden einzelner Staatsbürger über Kränkung in ihren verfassungsmässigen Gerechtsamen können von den Kammern nicht

anders als schriftlich und nur dann angenommen werden, wenn der Beschwerdeführer nachweist, dass er sich vergebens an die geeigneten Landesstellen und zuletzt an das Staatsministerium um Abhülfe gewendet hat.

Keine Vorstellung, Beschwerde oder Anklage kann an den Grossherzog gebracht werden ohne Zustimmung der Mehrheit einer jeden der beiden Kammern.

V. Eröffnung der ständischen Sitzungen, Formen der Beratungen.

§ 68. Jeder Landtag wird in den für diesen Fall vereinigten Kammern vom Grossherzog in Person oder von einem von ihm ernannten Kommissar eröffnet und geschlossen.

§ 69. Sämtliche neu eintretende Mitglieder schwören bei Eröffnung des Landtags folgenden Eid:

„Ich schwöre Treue dem Grossherzog, Gehorsam dem Gesetze, Beobachtung und Aufrechterhaltung der Staatsverfassung, und in der Ständeversammlung nur des ganzen Landes allgemeines Wohl und Bestes ohne Rücksicht auf besondere Stände oder Klassen nach meiner innern Überzeugung zu beraten, so wahr mir Gott helfe und sein heiliges Evangelium."

§ 70. Kein landesherrlicher Antrag kann zur Diskussion und Abstimmung gebracht werden, bevor er nicht in besondern Kommissionen erörtert und darüber Vortrag erstattet worden ist.

§ 71. Die landesherrlichen Kommissarien treten zur vorläufigen Erörterung der Entwürfe mit ständischen Kommissarien zusammen, so oft es von der einen oder andern Seite für notwendig erachtet wird. Keine wesentliche Abänderung in einem Gesetzentwurf kann getroffen werden, die nicht mit den landesherrlichen Kommissarien in einem solchen gemeinschaftlichen Zusammentritt erörtert worden ist.

§ 72. Die Kammern können einen zum Vortrag gebrachten Entwurf nochmals an die Kommissionen zurückweisen.

§ 73. Ein von der einen Kammer an die andere gebrachter Gesetzesentwurf oder Vorschlag irgend einer Art kann, wenn er nicht Finanzgegenstände betrifft, mit Verbesserungsvorschlägen, die in einer Kommission nach § 71 erörtert worden, an die andere Kammer zurückgegeben werden.

§ 74. Jeder gültige Beschluss einer Kammer erfordert, wo nicht ausdrücklich eine Ausnahme festgesetzt worden ist, absolute Stimmenmehrheit bei vollzähliger Versammlung. Bei gleicher Stimmenzahl giebt die Stimme des Präsidenten die Entscheidung. Tritt der Fall ein, dass in Finanzsachen die Stimmen beider Kammern zusammengezählt werden müssen, so entscheidet bei Stimmengleichheit die Stimme des Präsidenten der zweiten Kammer.

Man stimmt ab mit lauter Stimme und den Worten:

Einverstanden! oder: Nichteinverstanden! Nur bei der Wahl der Kandidaten für die Präsidentenstelle der zweiten Kammer, der

Ausschussglieder und der Glieder der Kommissionen entscheidet relative Stimmenmehrheit bei geheimer Stimmgebung.

Die erste Kammer wird durch die Anwesenheit von 10, die zweite durch die Anwesenheit von 35 Mitgliedern einschliesslich der Präsidenten vollzählig. Zur gültigen Beratschlagung über die Abänderung der Verfassung wird in beiden Kammern die Anwesenheit von drei Viertel der Mitglieder erfordert.

§ 75. Die beiden Kammern können weder im ganzen noch durch Kommissionen zusammentreten; sie beschränken sich in ihrem Verhältnis zu einander auf die gegenseitige Mitteilung ihrer Beschlüsse.

Sie stehen nur mit dem Grossherzoglichen Staatsministerium in unmittelbarer Geschäftsberührung; sie können keine Verfügungen treffen oder Bekanntmachungen irgend einer Art erlassen.

Deputationen dürfen sie nur, jede besonders, nach eingeholter Erlaubnis an den Grossherzog abordnen.

§ 76. Die Minister und Mitglieder des Staatsministeriums und Grossherzoglichen Kommissarien haben jederzeit bei öffentlicher und geheimer Sitzung Zutritt in jeder Kammer und müssen bei allen Diskussionen gehört werden, wenn sie es verlangen. Nur bei der Abstimmung treten sie ab, wenn sie nicht Mitglieder der Kammer sind. Nach ihrem Abtritt dürfen die Diskussionen nicht wieder aufgenommen werden.

§ 77. Nur den landesherrlichen Kommissarien und den Mitgliedern der ständischen Kommissionen wird gestattet, geschriebene Reden abzulesen; allen übrigen Mitgliedern sind blos mündliche Vorträge gestattet.

§ 78. Die Sitzungen beider Kammern sind öffentlich. Sie werden geheim auf das Begehren der Regierungs-Kommissarien, bei Eröffnungen, für welche sie die Geheimhaltung nötig erachten, und auf das Begehren von drei Mitgliedern, denen nach dem Abtritt der Zuhörer aber wenigstens ein Viertel der Mitglieder über die Notwendigkeit der geheimen Beratung beitreten muss.

§ 79. Die Reihenfolge, wornach [!] die Abgeordneten der Grundherren und der Städte und Ämter aus der Versammlung austreten, wird auf dem ersten Landtage für die einzelnen Wahlbezirke ein für allemal durch das Los bestimmt. Die Hälfte der grundherrlichen Abgeordneten tritt im Jahre 1823 aus, und dann alle vier Jahre wieder die Hälfte. Im Jahr 1821 tritt ein Viertel der Abgeordneten der Städte und Ämter und dann alle zwei Jahre wieder ein Viertel aus.

§ 80. Bei der ersten Wahlhandlung erkennt über alle wegen Gültigkeit der Wahlen entstehenden Streitigkeiten die landesherrliche Central-Kommission, die mit der ersten Vollziehung des Konstitutions-Gesetzes beauftragt werden wird.

§ 81. Die Zeit der Eröffnung des ersten Landtags wird auf den ersten Februar 1819 festgesetzt.

§ 82. Der zur Zeit der Eröffnung des ersten Landtags, wo

die Konstitution in Wirksamkeit tritt, bestehende Zustand in allen Zweigen der Verwaltung und Gesetzgebung dauert fort, bis die erste Verabschiedung mit dem Landtage in den Gegenständen, die sich dazu eignen, getroffen sein wird.

Insbesondere wird das erste Budget bis zur Vereinbarung mit den Ständen provisorisch in Vollzug gesetzt.

§ 83. Gegenwärtige Verfassung wird unter die Garantie des deutschen Bundes gestellt.

Gegeben unter Unserer eigenhändigen Unterschrift und dem beigedruckten grössern Staatssiegel. Griesbach, d. 22. August 1818.

Karl.

vdt. F. A. Wielandt.

Auf Befehl Seiner königlichen Hoheit.
Weiss.

5. Verfassungs-Urkunde für das Königreich Württemberg. 1819 Sept. 25.

Kgl. Württemberg. Staats- u. Regierungsblatt 1819 Nr. 65. S. 633 ff.; Die europäischen Verfassungen seit 1789 v. K. H. L. Pölitz. 1. Bd. 1. Abt. (1832) S. 434 ff. = Die Verfassungen des teutschen Staatenbundes seit 1789 v. K. H. L. Pölitz, fortgesetzt v. F. Bülau 1. Abt. (1847), S. 434 ff.; Die deutschen Verfassungsgesetze der Gegenwart hrsg. v. H. A. Zachariä (1855), S. 295 ff.; F. Stoerk, Hdb. d. dtsch. Verfass. (1884) S. 171 ff.; mit den Abänderungen bis 1893: Deutsche Staatsgrundgesetze hrsg. v. Karl Binding Heft VII (1894).

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Württemberg. Thun kund und zu wissen für Uns und Unsere Nachfolger in der Regierung:

Unseres in Gott ruhenden Herrn Vaters Majestät und Gnaden haben schon im Jahre 1815 auf die Errichtung einer Staats-Grund-Verfassung für das gesamte Königreich Württemberg ernstlichen Bedacht genommen und zu diesem Ende mit den zu einer Ständeversammlung einberufenen Fürsten, Grafen, Edelleuten, Geistlichen beider Haupt-Konfessionen und den von einigen Städten, auch sämtlichen Oberamtsbezirken gewählten Abgeordneten Unterhandlungen eröffnen lassen, welche unter Unserer Regierung bis in das Jahr 1817 fortgesetzt wurden.

Wiewohl damals der gewünschte Zweck nicht zu erreichen gewesen, so haben wir denselben dennoch unverrückt im Auge behalten, und um einesteils der Uns als einem Gliede des deutschen Bundes obliegenden Verbindlichkeit zu Erfüllung des XIII. Artikels der Bundesakte, andernteils den Wünschen und Bitten Unserer getreuen Unterthanen um endliche Begründung des öffentlichen Rechtszustandes, übereinstimmend mit Unserer eigenen Überzeugung zu entsprechen, eine neue Ständeversammlung auf den 13. Juli gegenwärtigen Jahres in Unsere Residenzstadt Ludwigsburg berufen.

Nachdem nun über den Entwurf einer den früheren vertrags- und gesetzmässigen Rechten und Freiheiten Unseres alten Stammlandes, so wie der damit vereinigten neuen Landesteile, zugleich aber auch den gegenwärtigen Verhältnissen möglichst angemessenen Grundverfassung die von der Ständeversammlung hiezu besonders gewählten Mitglieder sich mit den von Uns ernannten Kommissarien vorläufig beredet haben und die hierüber erstatteten Berichte einerseits von uns in unserem Geheimen Rate, andererseits von der vollen Ständeversammlung vollständig und sorgfältig geprüft und erwogen, sodann die gesamten Wünsche Unserer getreuen Stände Uns vorgelegt worden sind: so ist endlich durch höchste Entschliessung und alleruntertkänigste Gegenerklärung eine vollkommene beiderseitige Vereinigung über folgende Punkte zustande gekommen.

I. Kapitel. Von dem Königreiche.

§ 1. Sämtliche Bestandteile des Königreichs sind und bleiben zu einem unzertrennlichen Ganzen und zur Teilnahme an einer und derselben Verfassung vereinigt.

§ 2. Würde in der Folgezeit das Königreich einen neuen Landeszuwachs durch Kauf, Tausch oder auf andere Weise erhalten, so wird derselbe in die Gemeinschaft der Verfassung des Staates aufgenommen.

Als Landeszuwachs ist alles anzusehen, was der König nicht bloss für seine Person, sondern durch Anwendung der Staatskräfte oder mit der ausdrücklichen Bestimmung, dass es einen Bestandteil des Königreichs ausmachen soll, erwirbt.

Sollte ein unabwendbarer Notfall die Abtretung eines Landesteiles unvermeidlich machen, so ist wenigstens dafür zu sorgen, dass den Eingesessenen des getrennten Landesteiles eine hinlängliche Zeitfrist gestattet wird, um sich anderwärts im Königreiche mit ihrem Eigentume niederlassen zu können, ohne in Veräusserung ihrer Liegenschaften übereilt oder durch eine auf das mitzunehmende Vermögen gelegte Abgabe oder sonst auf andere Weise belästigt zu werden.

§ 3. Das Königreich Württemberg ist ein Teil des deutschen Bundes; daher haben alle organischen Beschlüsse der Bundesversammlung, welche die verfassungsmässigen Verhältnisse Deutschlands oder die allgemeinen Verhältnisse deutscher Staatsbürger betreffen, nachdem sie von dem Könige verkündet sind, auch für Württemberg verbindende Kraft. Jedoch tritt in Ansehung der Mittel zu Erfüllung der hiedurch begründeten Verbindlichkeiten die verfassungsmässige Mitwirkung der Stände ein.

II. Kapitel Von dem Könige, der Thronfolge und der Reichsverwesung.

§ 4. Der König ist das Haupt des Staates, vereinigt in sich alle Rechte der Staatsgewalt und übt sie unter den durch die Verfassung festgesetzten Bestimmungen aus.

Seine Person ist heilig und unverletzlich.

§ 5. Der König bekennt sich zu einer der christlichen Kirchen.

§ 6. Der Sitz der Regierung kann in keinem Falle ausserhalb des Königreichs verlegt werden.

§ 7. Das Recht der Thronfolge gebührt dem Mannsstamme des königlichen Hauses; die Ordnung derselben wird durch die Lineal-Erbfolge nach dem Erstgeburtsrechte bestimmt. Erlischt der Mannsstamm, so geht die Thronfolge auf die weibliche Linie ohne Unterschied des Geschlechtes über, und zwar so, dass die Nähe der Verwandtschaft mit dem zuletzt regierenden Könige, und bei gleichem Verwandtschaftsgrade das natürliche Alter den Vorzug giebt. Jedoch tritt bei der Descendenz des sodann regierenden königlichen Hauses das Vorrecht des Mannstammes wieder ein.

§ 8. Die Fähigkeit zur Thronfolge setzt rechtmässige Geburt aus einer ebenbürtigen, mit Bewilligung des Königs geschlossenen Ehe voraus.

§ 9. Die Volljährigkeit des Königs tritt mit zurückgelegtem achtzehnten Jahre ein.

§ 10. Der Huldigungseid wird dem Thronfolger erst dann abgelegt, wenn er in einer den Ständen des Königreichs auszustellenden feierlichen Urkunde die unverbrüchliche Festhaltung der Landesverfassung bei seinem königlichen Worte zugesichert hat.

§ 11. Ist der König minderjährig oder aus einer andern Ursache an der eigenen Ausübung der Regierung verhindert, so tritt eine Reichsverwesung ein.

§ 12. In beiden Fällen wird die Reichsverwesung von dem der Erbfolge nach nächsten Agnaten geführt. Sollte kein dazu fähiger Agnat vorhanden sein, so fällt die Regentschaft an die Mutter und nach dieser an die Grossmutter des Königes von väterlicher Seite.

§ 13. Sollte sich bei einem zunächst nach dem regierenden Könige zur Erbfolge bestimmten Familiengliede eine solche Geistes- oder körperliche Beschaffenheit zeigen, welche demselben die eigene Verwaltung des Reichs unmöglich machen würde, so ist noch unter der Regierung des Königes durch ein förmliches Staatsgesetz über den künftigen Eintritt der gesetzmässigen Reichsverwesung zu entscheiden.

Würde der König während seiner Regierung oder bei dem Anfall der Thronfolge durch ein solches Hindernis von der eigenen Verwaltung des Reiches abgehalten sein, ohne dass schon früher die oben bestimmte Vorsehung getroffen wäre, so soll längstens binnen Jahresfrist in einer von dem Geheimen Rate zu veranlassenden Versammlung sämtlicher im Königreich anwesenden volljährigen, nicht mehr unter väterlicher Gewalt stehenden Prinzen des königlichen Hauses mit Ausschluss des zunächst zur Regentschaft berufenen Agnaten auf vorgängiges Gutachten des Geheimen Rates durch einen nach absoluter Stimmenmehrheit zu fassenden Beschluss

mit Zustimmung der Stände über den Eintritt der gesetzmässigen Regentschaft entschieden werden.

§ 14. Der Reichsverweser hat ebenso wie der König den Ständen die Beobachtung der Landesverfassung feierlich zuzusichern.

§ 15. Der Reichsverweser übt die Staatsgewalt in dem Umfange, wie sie dem Könige zusteht, im Namen des Königes verfassungsmässig aus; daher steht auch der Geheime Rat zum Reichsverweser in demselben Verhältnisse wie zu dem regierenden Könge.

Es kann aber der Reichsverweser keine Standeserhöhungen vornehmen, keine neuen Ritterorden und Hofämter errichten und kein Mitglied des Geheimen Rates anders als infolge eines gerichtlichen Erkenntnisses entlassen. Jede während einer Reichsverwesung verabschiedete Abänderung eines Verfassungspunktes gilt nur auf die Dauer der Regentschaft. Auch können die dem Reiche heimgefallenen Lehen während der Regentschaft nicht wieder verliehen werden.

§ 16. In Ermangelung einer von dem Könige getroffenen und dem Geheimen Rate bekannt gemachten Anordnung gebührt die Erziehung des minderjährigen Königes der Mutter und, wenn diese nicht mehr lebt, der Grossmutter von väterlicher Seite; jedoch kann die Ernennung der Erzieher und Lehrer und die Festsetzung des Erziehungsplanes nur unter Rücksprache mit dem Vormundschaftsrate geschehen, welcher sich aus den Mitgliedern des Geheimen Rates unter dem Vorsitze des Reichsverwesers bildet, so dass letzterer bei den deshalb zu fassenden Beschlüssen eine mitzuzählende und im Falle einer Stimmengleichheit eine entscheidende Stimme hat. Bei einer Verschiedenheit der Ansichten hat der Vormundschaftsrat die Entscheidung; auch liegt diesem nach dem Ableben der Mutter und der Grossmutter die Sorge für die Erziehung des minderjährigen Königes allein ob.

§ 17. Die Reichsverwesung hört auf, sobald der König das Alter der Volljährigkeit erreicht hat oder sonst das bisherige Hindernis seiner Selbstregierung gehoben ist.

§ 18. Die Verhältnisse der Mitglieder des königlichen Hauses zum Könige als Oberhaupt der Familie und unter sich werden in einem eigenen Hausgesetze bestimmt.

III. Kapitel. Von den allgemeinen Rechtsverhältnissen der Staatsbürger.

§ 19. Das Staatsbürgerrecht wird teils durch Geburt, wenn bei ehelich Geborenen der Vater oder bei Unehelichen die Mutter das Staatsbürgerrecht hat, teils durch Aufnahme erworben. Letztere setzt voraus, dass der Aufzunehmende von einer bestimmten Gemeinde die vorläufige Zusicherung des Bürger- oder Beisitzrechtes erhalten habe. Ausserdem erfolgt durch die Anstellung in dem Staatsdienste die Aufnahme in das Staatsbürgerrecht, jedoch nur auf die Dauer der Dienstzeit.

§ 20. Der Huldigungseid ist von jedem gebornen Württem-

berger nach zurückgelegtem 16. Jahre und von jedem neu Aufgenommenen bei der Aufnahme abzulegen.

§ 21. Alle Württemberger haben gleiche staatsbürgerliche Rechte, und ebenso sind sie zu gleichen staatsbürgerlichen Pflichten und gleicher Teilnahme an den Staatslasten verbunden, soweit nicht die Verfassung eine ausdrückliche Ausnahme enthält; auch haben sie gleichen verfassungsmässigen Gehorsam zu leisten.

§ 22. Kein Staatsbürger kann wegen seiner Geburt von irgend einem Staatsamte ausgeschlossen werden.

§ 23. Die Verpflichtung zur Verteidigung des Vaterlandes und die Verbindlichkeit zum Waffendienste ist allgemein; es finden in letzterer Hinsicht keine andere [!] als die durch die Bundesakte und die bestehenden Gesetze begründeten Ausnahmen statt.

Über das Recht, Waffen zu tragen, wird ein Gesetz die nähere Bestimmung geben.

§ 24. Der Staat sichert jedem Bürger Freiheit der Person, Gewissens- und Denkfreiheit, Freiheit des Eigentums und Auswanderungsfreiheit.

§ 25. Die Leibeigenschaft bleibt für immer aufgehoben.

§ 26. Niemand darf seinem ordentlichen Richter entzogen und anders als in den durch das Gesetz bestimmten Fällen und in den gesetzlichen Formen verhaftet und bestraft, noch länger als einmal 24 Stunden über die Ursache seiner Verhaftung in Ungewissheit gelassen werden.

§ 27. Jeder ohne Unterschied der Religion geniesst im Königreiche ungestörte Gewissensfreiheit.

Den vollen Genuss der staatsbürgerlichen Rechte gewähren die drei christlichen Glaubensbekenntnisse. Andere christliche und nicht-christliche Glaubensbekenntnisse können zur Teilnahme an den bürgerlichen Rechten nur in dem Verhältnisse zugelassen werden, als sie durch die Grundsätze ihrer Religion an der Erfüllung der bürgerlichen Pflichten nicht gehindert werden.

§ 28. Die Freiheit der Presse und des Buchhandels findet in ihrem vollen Umfange statt, jedoch unter Beobachtung der gegen den Missbrauch bestehenden oder künftig zu erlassenden Gesetze.

§ 29. Jeder hat das Recht, seinen Stand und sein Gewerbe nach eigener Neigung zu wählen und sich dazu im In- und Auslande auszubilden, mithin auch auswärtige Bildungsanstalten in Gemässheit der gesetzlichen Vorschriften zu besuchen.

§ 30. Niemand kann gezwungen werden, sein Eigentum und andere Rechte für allgemeine Staats- oder Korporationszwecke abzutreten, als nachdem der Geheime Rat über die Notwendigkeit entschieden hat, und gegen vorgängige volle Entschädigung. Entsteht aber ein Streit über die Summe der Entschädigung, und der Eigentümer will sich bei der Entscheidung der Verwaltungsbehörde nicht beruhigen, so ist die Sache im ordentlichen Rechts-

wege zu erledigen, einstweilen aber die von jener Stelle festgesetzte Summe ohne Verzug auszubezahlen.

§ 31. Ausschliessliche Handels- und Gewerbsprivilegien können nur zufolge eines Gesetzes oder mit besonderer für den einzelnen Fall gültiger Beistimmung der Stände erteilt werden.

Dem Ermessen der Regierung bleibt überlassen, nützliche Erfindungen durch Patente zu deren ausschliesslichen Benützung bis auf die Dauer von zehn Jahren zu belohnen.

§ 32. Jedem Staatsbürger steht frei, aus dem Königreiche ohne Bezahlung einer Nachsteuer auszuwandern, sobald er dem ihm vorgesetzten Beamten von seinem Vorsatze die Anzeige gemacht, seine Schulden und andere Obliegenheiten berichtigt und hinreichende Versicherung ausgestellt hat, dass er innerhalb Jahresfrist gegen König und Vaterland nicht dienen und ebenso lange in Hinsicht auf die vor seinem Wegzuge erwachsenen Ansprüche vor den Gerichten des Königreichs Recht geben wolle.

§ 33. Durch den Wegzug verliert der Auswandernde sein Staatsbürgerrecht für sich und seine mit ihm wegziehenden Kinder.

Das Vermögen derjenigen Kinder, welche nicht mit den Eltern auswandern, wird im Lande zurückbehalten.

§ 34. Wer ohne einen ihm zugestandenen Vorbehalt des Staatsbürgerrechtes in auswärtige Staatsdienste tritt, wird desselben verlustig.

§ 35. Wer in einem fremden Staate seine bleibende Wohnung nimmt, kann sein württembergisches Staatsbürgerrecht nur mit königlicher Bewilligung und unter der Bedingung beibehalten, dass er den ihm obliegenden staatsbürgerlichen Pflichten in jeder Hinsicht Genüge leiste.

§ 36. Jeder hat das Recht, über gesetz- und ordnungswidriges Verfahren einer Staatsbehörde oder Verzögerung der Entscheidung bei der unmittelbar vorgesetzten Stelle schriftliche Beschwerde zu erheben und nötigenfalls stufenweise bis zur höchsten Behörde zu verfolgen.

§ 37. Wird die angebrachte Beschwerde von der vorgesetzten Behörde ungegründet gefunden, so ist letztere verpflichtet, den Beschwerdeführer über die Gründe ihres Urteils zu belehren.

§ 38. Glaubt der Beschwerdeführer sich auch bei der Entscheidung der obersten Staatsbehörde nicht beruhigen zu können, so darf er die Beschwerde den Ständen mit der schriftlichen Bitte um Verwendung vortragen. Haben sich diese überzeugt, dass jene Stufenfolge beobachtet worden und die Beschwerde eine Berücksichtigung verdiene, so ist ihnen auf ihr Verlangen von dem königlichen Geheimen Rate die nötige Auskunft über den Gegenstand zu erteilen.

§ 39. Der ritterschaftliche Adel des Königreichs bildet zum Behuf der Wahl seiner Abgeordneten in die Ständeversammlung und der Erhaltung seiner Familien in jedem der vier Kreise eine Körperschaft.

§ 40. Die Aufnahme in eine dieser Körperschaften hängt von ihrer Zustimmung und der Genehmigung des Königes ab. In Beziehung auf die Aufnahme adeliger Besitzer immatrikulierter Rittergüter soll jedoch durch die Statute dieser Körperschaften das Nähere festgesetzt werden.

§ 41. Gedachte Statute erhalten auf eben die Art, wie andere Landesgesetze, verbindliche Kraft.

§ 42. Den Mitgliedern der Ritterschaft stehen alle allgemeinen staatsbürgerlichen Rechte zu.

Die näheren Bestimmungen über die Ausübung der im XIV. Artikel der Bundesakte der Ritterschaft zugesicherten Rechte werden den Ständen mitgeteilt.

IV. Kapitel. Von den Staatsbehörden.

A. Allgemeine Bestimmungen.

§ 43. Die Staatsdiener werden, so ferne nicht Verfassung oder besondere Rechte eine Ausnahme begründen, durch den König ernannt, und zwar — die Kollegialvorstände ausgenommen — auf Vorschläge der vorgesetzten Kollegien, wobei jedesmal alle Bewerber aufzuzählen sind.

§ 44. Niemand kann ein Staatsamt erhalten, ohne zuvor gesetzmässig geprüft und für tüchtig erkannt zu sein. Landeseingeborne sind bei gleicher Tüchtigkeit vorzugsweise vor Fremden zu berücksichtigen.

§ 45. In den Diensteid, welchen sämtliche Staatsdiener dem Könige abzulegen haben, ist die Verpflichtung aufzunehmen, die Verfassung gewissenhaft zu wahren.

§ 46. Kein Staatsdiener, der ein Richteramt bekleidet, kann aus irgend einer Ursache ohne richterliches Erkenntnis seiner Stelle entsetzt, entlassen oder auf eine geringere versetzt werden.

§ 47. Ein Gleiches hat bei den übrigen Staatsdienern statt, wenn die Entfernung aus der bisherigen Stelle wegen Verbrechen oder gemeiner Vergehen geschehen soll. Es kann aber gegen dieselben wegen Unbrauchbarkeit und Dienstverfehlungen auch auf Kollegialanträge der ihnen vorgesetzten Behörden und des Geheimen Rats die Entlassung oder Versetzung auf ein geringeres Amt durch den König verfügt werden; jedoch hat in einem solchen Falle der Geheime Rat zuvor die oberste Justizstelle gutachtlich zu vernehmen, ob in rechtlicher Hinsicht bei dem Antrage der Kollegialstelle nichts zu erinnern sei.

Nach diesem Grundsatze sind auch die Vorsteher und übrigen Beamten der Gemeinden und anderer Körperschaften zu behandeln.

§ 48. Die nämlichen Bestimmungen, wie bei Entlassungen oder Versetzungen auf eine geringere Stelle treten bei Suspensionen ein, welche mit Verlust des Amtsgehaltes verbunden sind.

§ 49. Versetzungen der Staatsdiener ohne Verlust an Gehalt und Rang können nur aus erheblichen Gründen und nach vorgängigem Gutachten des Departementschefs verfügt werden.

Staatsdiener, welche ohne ihr Ansuchen versetzt werden, erhalten für die Umzugskosten die gesetzliche Entschädigung.

§ 50. Für die Staatsdiener, welche durch Krankheit oder Alter zu Führung ihres Amtes unfähig geworden sind, sowie für die Hinterbliebenen der Staatsdiener ist durch ein Gesetz gesorgt.

§ 51. Alle von dem Könige ausgehenden Verfügungen, welche die Staatsverwaltung betreffen, müssen von dem Departementsminister oder Chef kontrasigniert sein, welcher dadurch für ihren Inhalt verantwortlich wird.

§ 52. Ausserdem ist jeder Departementsminister oder Chef für dasjenige verantwortlich, was er für sich verfügt oder was ihm vermöge des ihm zugewiesenen Geschäftskreises zu thun oder zu verfügen obliegt.

§ 53. Auf gleiche Weise (§ 52) sind auch die übrigen Staatsdiener und Behörden in ihrem Geschäftskreise verantwortlich; sie haben bei eigener Verantwortlichkeit nur die ihnen von den geeigneten Stellen in der ordnungsmässigen Form zukommenden Anweisungen zu beobachten.

Sind sie im Zweifel, ob die Stelle, welche ihnen einen Auftrag erteilte, dazu kompetent sei, so haben sie darüber bei ihrer vorgesetzten Behörde anzufragen, so wie ihnen auch obliegt, wenn sie bei dem Inhalt einer höhern Verfügung Anstände finden, solche auf geziemende Weise und unter Vermeidung jeder nachteiligen Verzögerung der verfügenden Stelle vorzutragen, im Fall eines beharrenden Bescheides aber die Verfügung zu befolgen.

B. Von dem Geheimen Rat insbesondere.

§ 54. Der Geheime Rat bildet die oberste, unmittelbar unter dem Könige stehende und seiner Hauptbestimmung nach bloss beratende Staatsbehörde.

§ 55. Mitglieder des Geheimen Rats sind die Minister oder die Chefs der verschiedenen Departements und diejenigen Räte, welche der König dazu ernennen wird.

§ 56. Die Verwaltungsdepartements, an deren Spitze die verschiedenen Minister stehen, sind folgende:

das Ministerium der Justiz,
das Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten,
das Ministerium des Innern, das des Kirchen- und Schulwesens,
das Ministerium des Kriegswesens und
das Ministerium der Finanzen.

§ 57. Der König ernennt und entlässt die Mitglieder des Geheimen Rates nach eigener freier Entschliessung.

Wird ein Mitglied des Geheimen Rates entlassen, ohne dass Dienstentfernung gegen dasselbe gerichtlich erkannt wäre, so behält ein Minister viertausend Gulden als Pension, und ein anderes Mitglied des Geheimen Rates die Hälfte seiner Besoldung, soferne dem einen oder dem andern nicht durch Vertrag eine andere

Summe, welche jedoch zwei Drittel des Gehalts nicht übersteigen wird, zugesichert worden ist.

§ 58. Alle dem Könige vorzulegenden Vorschläge der Minister in wichtigen Angelegenheiten, namentlich in solchen, welche auf die Staatsverfassung, die Organisation der Behörden und die Abänderung der Territorialeinteilung oder auf die Staatsverwaltung im allgemeinen und die Normen derselben sich beziehen, wie auch in Gegenständen der Gesetzgebung und allgemeiner Verordnungen, soweit es sich von deren Erlassung, Abänderung, Aufhebung oder authentischen Erklärung handelt, müssen, soferne nicht bei Gegenständen des Departements der auswärtigen Angelegenheiten oder des Kriegswesens die Natur der Sache eine Ausnahme begründet, in dem Geheimen Rate zur Beratung vorgetragen und mit dessen Gutachten begleitet an den König gebracht werden.

§ 59. Übrigens gehören zu dem Geschäftskreise des Geheimen Rates als beratender Behörde

1) alle ständischen Angelegenheiten;
2) Anträge auf Entlassung oder Zurücksetzung eines Staatsdieners nach § 47;
3) Kompetenzstreitigkeiten zwischen den Justiz- und Verwaltungsbehörden;
4) die Verhältnisse der Kirche zum Staate oder auch Streitigkeiten einzelner Kirchen unter einander, wenn die Zentralstellen dieser Kirchen sich nicht vereinigen können;
5) alles, was dem Geheimen Rate von dem Könige zur Beratung besonders aufgetragen wird.

§ 60. Als entscheidende und verfügende Behörde wirkt der Geheime Rat

1) bei Rekursen von Verfügungen der Departementsminister, wobei jedesmal die Vorstände des Obertribunals zuzuziehen sind;
2) bei Rekursen von Straferkenntnissen der Administrativstellen, wobei Rechtsgelehrte zugegen sein müssen, deren Zahl erforderlichen Falls durch Mitglieder des Obertribunals vom Präsidenten abwärts zu ergänzen ist;
3) im Falle des § 30.

§ 61. Kein Mitglied des Geheimen Rates kann ausser dem Falle, wenn der Gegenstand dasselbe persönlich angeht, von der Teilnahme an den kollegialischen Beratschlagungen ausgeschlossen werden.

V. Kapitel. Von den Gemeinden und Amtskörperschaften.

§ 62. Die Gemeinden sind die Grundlage des Staatsvereins. Jeder Staatsbürger muss daher, soferne nicht gesetzlich eine Ausnahme besteht, einer Gemeinde als Bürger oder Beisitzer angehören.

§ 63. Die Aufnahme der Gemeindebürger und Beisitzer hängt von der Gemeinde ab unter Vorbehalt der gesetzmässigen Entscheidung der Staatsbehörden in streitigen Fällen. Indessen setzt

die Erteilung des Bürger- und Beisitzrechtes die vorgängige Erwerbung des Staatsbürgerrechts voraus.

§ 64. Sämtliche zu einem Oberamte gehörige Gemeinden bilden die Amtskörperschaft. Veränderung der Oberamtsbezirke ist Gegenstand der Gesetzgebung.

§ 65. Die Rechte der Gemeinden werden durch die Gemeinderäte unter gesetzmässiger Mitwirkung der Bürgerausschüsse, die Rechte der Amtskörperschaften durch die Amtsversammlungen verwaltet nach Vorschrift der Gesetze und unter der Aufsicht der Staatsbehörden.

§ 66. Keine Staatsbehörde ist befugt, über das Eigentum der Gemeinden und Amtskörperschaften mit Umgehung oder Hintansetzung der Vorsteher zu verfügen.

§ 67. Weder die Amtskörperschaften noch einzelne Gemeinden sollen mit Leistungen und Ausgaben beschwert werden, wozu sie nicht vermöge der allgemeinen Gesetze oder kraft der Lagerbücher oder anderer besondern Rechtstitel verbunden sind.

§ 68. Was nicht auf örtliche Bedürfnisse der Gemeinden oder Amtskörperschaften, sondern zu Erfüllung allgemeiner Landesverbindlichkeiten zu verwenden ist, kann nur auf das gesamte Land verteilt werden.

§ 69. Sämtliche Vorsteher der Gemeinden und Amtskörperschaften sind ebenso wie die Staatsdiener auf Festhaltung der Verfassung und insbesondere auch auf Wahrung der dadurch begründeten Rechte der Gemeinden und Körperschaften zu verpflichten.

VI. Kapitel. Von dem Verhältnisse der Kirchen zum Staate.

§ 70. Jeder der drei im Königreiche bestehenden christlichen Konfessionen wird freie öffentliche Religionsübung und der volle Genuss ihrer Kirchen-, Schul- und Armenfonds zugesichert.

§ 71. Die Anordnungen inbetreff der innern kirchlichen Angelegenheiten bleiben der verfassungsmässigen Autonomie einer jeden Kirche überlassen.

§ 72. Dem Könige gebührt das obersthoheitliche Schutz- und Aufsichtsrecht über die Kirchen. Vermöge desselben können die Verordnungen der Kirchengewalt ohne vorgängige Einsicht und Genehmigung des Staatsoberhauptes weder verkündet noch vollzogen werden.

§ 73. Die Kirchendiener sind in Ansehung ihrer bürgerlichen Handlungen und Verhältnisse der weltlichen Obrigkeit unterworfen.

§ 74. Kirchen- und Schuldiener, welche durch Altersschwäche oder eine ohne Hoffnung der Wiedergenesung andauernde Kränklichkeit zu Versehung ihres Amtes unfähig werden, haben Anspruch auf einen angemessenen lebenslänglichen Ruhegehalt.

§ 75. Das Kirchenregiment der evangelisch-lutherischen Kirche wird durch das königliche Konsistorium und den Synodus

nach den bestehenden oder künftig zu erlassenden verfassungsmässigen Gesetzen verwaltet.

§ 76. Sollte in künftigen Zeiten sich der Fall ereignen, dass der König einer andern als der evangelischen Konfession zugethan wäre, so treten alsdann in Hinsicht auf dessen Episkopalrechte die dahin gehörigen Bestimmungen der früheren Religionsreversalien ein.

§ 77. Die abgesonderte Verwaltung des evangelischen Kirchenguts des vormaligen Herzogtums Württemberg wird wieder hergestellt. Zu dem Ende wird ungesäumt eine gemeinschaftliche Kommission niedergesetzt, welche zuförderst mit der Ausscheidung des Eigentums dieser Kirche in dem alten Land und mit Bestimmung der Teilnahme der Kirche gleicher Konfession in den neuen Landesteilen sich zu beschäftigen und sodann über die künftige Verwaltungsart desselben Vorschläge zu machen hat.

§ 78. Die Leitung der innern Angelegenheiten der katholischen Kirche steht dem Landesbischofe nebst dem Domkapitel zu. Derselbe wird in dieser Hinsicht mit dem Kapitel alle diejenigen Rechte ausüben, welche nach den Grundsätzen des katholischen Kirchenrechts mit jener Würde wesentlich verbunden sind.

§ 79. Die in der Staatsgewalt begriffenen Rechte über die katholische Kirche werden von dem Könige durch eine aus katholischen Mitgliedern bestehende Behörde ausgeübt, welche auch bei Besetzung geistlicher Ämter, die von dem Könige abhängen, jedesmal um ihre Vorschläge vernommen wird.

§ 80. Die katholischen Kirchendiener geniessen eben dieselben persönlichen Vorrechte, welche den Dienern der protestantischen Kirche eingeräumt sind.

§ 81. Auch wird darauf Rücksicht genommen werden, dass katholische Geistlische, welche sich durch irgend ein Vergehen die Entsetzung vom Amte zugezogen haben, ohne zugleich ihrer geistlichen Würde verlustig geworden zu sein, ihren hinreichenden Unterhalt finden.

§ 82. Die katholische Kirche erhält zu Bestreitung derjenigen kirchlichen Bedürfnisse, wozu keine örtlichen Fonds vorhanden sind oder die vorhandenen nicht zureichen, und besonders für die Kosten der höheren Lehranstalten einen eigenen, diesen Zwecken ausschliesslich gewidmeten Kirchenfond. Zum Behufe der Ausscheidung desselben zum Staatsgut und der näheren Bestimmung der künftigen Verwaltungweise wird auf gleiche Art, wie oben (§ 77) bei dem altwürttembergischen Kirchengute festgesetzt ist, eine Kommission niedergesetzt werden.

§ 83. Was die in dem Königreiche befindlichen reformierten Gemeinden betrifft, so wird sowohl auf Verbesserung ihrer kirchlichen Einrichtung und besonders ihrer Unterrichtsanstalten, als auch auf Ausmittlung hinreichender Einkünfte zum Unterhalt ihrer Kirchen- und Schuldiener und zu Bestreitung der übrigen kirchlichen Bedürfnisse gesorgt werden.

§ 84. Für Erhaltung und Vervollkommnung der höheren und niederen Unterrichtsanstalten jeder Art und namentlich der Landesuniversität wird auch künftig auf das Zweckmässigste gesorgt.

VII. Kapitel. Von der Ausübung der Staatsgewalt.

§ 85. Der König vertritt den Staat in allen seinen Verhältnissen gegen auswärtige Staaten. Es kann jedoch ohne Einwilligung der Stände durch Verträge mit Auswärtigen kein Teil des Staatsgebietes und Staatseigentums veräussert, keine neue Last auf das Königreich und dessen Angehörige übernommen und kein Landesgesetz abgeändert oder aufgehoben, keine Verpflichtung, welche den Rechten der Staatsbürger Eintrag thun würde, eingegangen, namentlich auch kein Handelsvertrag, welcher eine neue gesetzliche Einrichtung zur Folge hätte, und kein Subsidienvertrag zu Verwendung der königlichen Truppen in einem Deutschland nicht betreffenden Kriege geschlossen werden.

§ 86. Der König wird von den Traktaten und Bündnissen, welche von ihm mit auswärtigen Mächten angeknüpft werden, die Stände in Kenntnis setzen, sobald es die Umstände erlauben.

§ 87. Alle Subsidien- und Kriegskontributionen, sowie andere ähnliche Entschädigungsgelder und sonstige Erwerbungen, welche dem Könige zufolge eines Staatsvertrags, Bündnisses oder Krieges zu Teil werden, sind Staatseigentum.

§ 88. Ohne Beistimmung der Stände kann kein Gesetz gegeben, aufgehoben, abgeändert oder authentisch erläutert werden.

§ 89. Der König hat aber das Recht, ohne die Mitwirkung der Stände die zu Vollstreckung und Handhabung der Gesetze erforderlichen Verordnungen und Anstalten zu treffen und in dringenden Fällen zur Sicherheit des Staates das Nötige vorzukehren.

§ 90. Eben diese Bestimmungen (§§ 88, 89) finden auch bei den Gesetzen, Verordnungen und Anstalten im Landespolizeiwesen statt.

§ 91. Alle Gesetze und Verordnungen, welche mit einer ausdrücklichen Bestimmung der gegenwärtigen Verfassungsurkunde im Widerspruche stehen, sind hiedurch aufgehoben. Die übrigen sind der verfassungsmässigen Revision unterworfen.

§ 92. Die Gerichtsbarkeit wird im Namen des Königs und unter dessen Oberaufsicht durch kollegialisch gebildete Gerichte in gesetzlicher Instanzenordnung verwaltet.

§ 93. Die Gerichte, sowohl die bürgerlichen als die peinlichen, sind innerhalb der Grenzen ihres Berufes unabhängig.

§ 94. Der königliche Fiskus wird in allen Privatrechtsstreitigkeiten bei den ordentlichen Gerichten Recht geben und nehmen.

§ 95. Keinem Bürger, der sich durch einen Akt der Staatsgewalt in seinem auf einem besondern Titel beruhenden Privatrechte verletzt glaubt, kann der Weg zum Richter verschlossen werden.

§ 96. Die Erkenntnisse der Kriminalgerichte bedürfen, um in Rechtskraft überzugehen, keiner Bestätigung des Regenten.

§ 97. Dagegen steht dem Könige zu, Straferkenntnisse vermöge des Begnadigungsrechtes auf erforderten und erstatteten Bericht des erkennenden Gerichts aufzuheben oder zu mildern. Es sind daher die Kriminalgerichte nicht nur verbunden, in schweren Fällen die Akten samt ihrem Erkenntnisse vor der Eröffnung desselben durch das königliche Justizministerium dem Könige zum Behuf einer etwaigen Begnadigung vorzulegen, sondern es kann auch nach Eröffnung des Erkenntnisses der Verurteilte sich an die Gnade des Königs wenden.

Auf gleiche Weise kann auch, wenn nach dem Gutachten des königlichen Justizministeriums hinlängliche Gründe dazu vorhanden sind, vermöge des dem Könige zustehenden Abolitionsrechts, noch ehe das Verbrechen oder Vergehen untersucht oder über die Bestrafung erkannt worden ist, alles Verfahren gegen den Beschuldigten eingestellt und niedergeschlagen werden.

Der König wird jedoch bei Ausübung sowohl des einen als des andern Rechtes darauf Rücksicht nehmen, dass dem Ansehen und der Wirksamkeit der Strafgesetze dadurch nicht zunahe getreten werde.

§ 98. Die Strafe der Vermögenskonfiskation ist allgemein aufgehoben.

§ 99. Was die Militärverfassung betrifft, so wird die Zahl der zu Ergänzung des königlichen Militärs jährlich erforderlichen Mannschaft mit den Ständen verabschiedet.

§ 100. Die Auswahlordnung, die nähere Bezeichnung der übrigen Landesverteidigungsanstalten und der Verbindlichkeit der Staatsbürger, sich ausserhalb des regulären Militärs zu dem Waffendienste tüchtig zu machen, die bürgerlichen Verhältnisse der unter dem Militär befindlichen Staatsangehörigen, die militärischen Strafgesetze, wie auch die Bestimmung der Fälle, in welchen das königliche Militär ausnahmsweise bei den Bürgern einquartiert werden kann, sind Gegenstände der Gesetzgebung und Gesetzrevision.

§ 101. Für die Unterstützung der Militärpersonen, welche im Dienste des Vaterlandes ihre Kräfte aufgeopfert haben, sowie ihrer Hinterbliebenen ist durch ein Gesetz gesorgt.

VIII. Kapitel. Von dem Finanzwesen.

§ 102. Sämtliche zu dem vormaligen herzoglich-württembergischen Familienfideikommisse gehörigen, sowie die von dem Könige neu erworbenen Grundstücke, Gefälle und nutzbaren Rechte bilden mit Ausschluss des sogenannten Hofdomänenkammerguts das königliche Kammergut.

§ 103. Auf demselben haftet die Verbindlichkeit, neben den persönlichen Bedürfnissen des Königes als Staatsoberhauptes und der Mitglieder des königlichen Hauses auch den mit der Staatsverwaltung verbundenen Aufwand, soweit es möglich ist, zu be-

streiten; es kommt ihm daher die Eigenschaft eines von dem Königreich unzertrennlichen Staatsgutes zu.

§ 104. Für den Aufwand, welchen die Bedürfnisse des Königes und der Hofstaat erfordern, wird auf die Regierungszeit eines jeden Königes eine teils in Geld, teils in Naturalien bestehende Zivilliste verabschiedet, deren Betrag in bestimmten Raten an die von dem Könige zu benennende Verwaltungsstelle abgegeben wird.

§ 105. Die Apanagen. Wittume, Heiratgüter und andere dergleichen Leistungen, welche die Mitglieder des königlichen Hauses in Anspruch zu nehmen haben, werden an diese von der Staatskasse unmittelbar entrichtet.

§ 106. Die Kosten der Hofhaltung des Reichsverwesers werden aus den Mitteln der Zivilliste bestritten; die Apanage desselben wird bis zum Betrag der einem Kronprinzen gebührenden erhöht.

§ 107. Das Kammergut ist in seinem wesentlichen Bestande zu erhalten und kann daher ohne Einwilligung der Stände weder durch Veräusserung vermindert, noch mit Schulden oder sonst mit einer bleibenden Last beschwert werden.

Als eine Verminderung des Kammerguts ist es jedoch nicht anzusehen, wenn zu einer entschieden vorteilhaften Erwerbung ein Geldanlehen aufgenommen, oder zum Vorteil des ganzen eine Veräusserung oder Austauschung einzelner minder bedeutender Bestandteile desselben vorgenommen wird. Es muss aber den Ständen in jedem Jahre eine genaue Berechnung über den Erlös aus solchen Veräusserungen und über dessen Wiederverwendung zum Grundstocke vorgelegt werden.

Auch ist unter Veräusserung der Fall nicht begriffen, wenn vom Könige ein heimfallendes Lehen zur Belohnung ausgezeichneter Verdienste um den Staat wieder verliehen wird.

§ 108. Das oben (§ 102) erwähnte Hofdomänenkammergut ist ein Privateigentum der königlichen Familie, dessen Verwaltung und Benutzung dem Könige zusteht. Der Grundstock darf nicht vermindert werden; es gelten jedoch, was die Aufnahme von Geldanlehen zu einer vorteilhaften Erwerbung und die Veräusserung oder Austauschung einzelner minder bedeutenden Bestandteile zum Vorteil des Ganzen betrifft, die in dem vorigen § bei dem Kammergut angegebenen Verwaltungsgrundsätze. Zu den allgemeinen Landeslasten liefert das Hofdomänenkammergut seinen Beitrag und zwar, soweit es bisher steuerfrei war, gleich andern früher steuerfreien Gütern.

§ 109. Soweit der Ertrag des Kammerguts nicht zureicht, wird der Staatsbedarf durch Steuern bestritten. Ohne Verwilligung der Stände kann weder in Kriegs- noch in Friedenszeiten eine direkte oder indirekte Steuer ausgeschrieben oder erhoben werden.

§ 110. Dem Ansinnen einer Steuerverwilligung muss jedesmal eine genaue Nachweisung über die Notwendigkeit oder Nützlichkeit der zu machenden Ausgaben, über die Verwendung der

früheren Staatseinnahmen und über die Unzulänglichkeit der Kammereinkünfte vorangehen.

§ 111. Zu dem Ende hat der Finanzminister den Hauptetat den Ständen zur Prüfung vorzulegen. Die einzelnen Minister haben die Ausgaben für ihre Ministerien zu erläutern.

§ 112. Der von den Ständen anerkannte und angenommene Hauptetat ist in der Regel auf drei Jahre gültig.

§ 113. Die Verwilligung der Steuern darf nicht an Bedingungen geknüpft werden, welche die Verwendung dieser Steuern nicht unmittelbar betreffen.

§ 114. Die auf einen gewissen Zeitraum verwilligten Jahressteuern werden nach Ablauf dieses Zeitraumes in gleichem Masse, auch im ersten Drittel des folgenden Jahres auf Rechnung der neuen Verwilligung eingezogen.

§ 115. Die verwilligten Steuern werden auf die Amtskörperschaften ausgeschrieben und von diesen sowohl auf die einzelnen Gemeinden, als auch auf die in keinem Gemeindeverbande stehenden Güterbesitzer verteilt. Letztere liefern ihre Steueranteile unmittelbar an die Amtspflegen.

§ 116. Von den Amtspflegern sowie von den Obereinbringern der indirekten Steuern werden die Steuergelder teils an die Staatskasse teils an die Schuldenzahlungskasse nach der deshalb bei der Verwilligung zu treffenden Verabschiedung eingeliefert. Die erwähnten Steuereinnehmer sind dafür verantwortlich, dass sie die eingehenden Steuergelder unter keinem Vorwand an eine andere, als an die durch die Verabschiedung bestimmte Kasse oder auf eine von derselben im gesetzlichen Wege ausgestellte Anweisung verabfolgen.

§ 117. Die höhere Leitung des Einzugs der direkten und indirekten Steuern ist einer Zentralbehörde übertragen. Diese hat die Akkorde über indirekte Steuern zu schliessen, die Repartition der direkten zu entwerfen, für deren Beitreibung zu sorgen, über Steuernachlässe nach verabschiedeten Grundsätzen Anträge zu machen und diese, sowie die Steuerrepartition dem Finanzministerium vorzulegen.

§ 118. Das Finanzministerium hat den Ständen die ihm vorgelegte Steuerrepartition, sowie monatlich den Kassenbericht über die eingegangenen Steuern und etwaigen Ausstände mitzuteilen.

§ 119. Die Staatsschuld, worunter auch diejenige begriffen ist, welche derzeit noch auf den neuen Landesteilen haftet, ist unter die Gewährleistung der Stände gestellt.

§ 120. Die Schuldenzahlungskasse wird nach den Normen eines zu verabschiedenden Statuts von ständischen, durch die Regierung bestätigten Beamten unter Leitung und Verantwortlichkeit der Stände verwaltet.

§ 121. Es werden dem ständischen Ausschusse monatliche Kassenberichte gedoppelt ausgefertigt übergeben, und jener hat jedesmal ein Exemplar dem Finanzministerium mitzuteilen.

§ 122. Der Regierung steht vermöge des Oberaufsichtsrechtes frei, von dem Zustande dieser Kasse zu jeder Zeit Einsicht nehmen zu lassen.

§ 123. Die Jahresrechnung über dieselbe wird von einer königlichen und ständischen Kommission abgehört, das Resultat aber öffentlich durch den Druck bekannt gemacht.

IX. Kapitel Von den Landständen.

§ 124. Die Stände sind berufen, die Rechte des Landes in dem durch die Verfassung bestimmten Verhältnisse zum Regenten geltend zu machen. Vermöge dieses Berufes haben sie bei Ausübung der Gesetzgebungsgewalt durch ihre Einwilligung mitzuwirken, in Beziehung auf Mängel oder Missbräuche, die sich bei der Staatsverwaltung ergeben, ihre Wünsche, Vorstellungen und Beschwerden dem Könige vorzutragen, auch wegen verfassungswidriger Handlungen Klage anzustellen, die nach gewissenhafter Prüfung für notwendig erkannten Steuern zu verwilligen und überhaupt das unzertrennliche Wohl des Königes und des Vaterlandes mit treuer Anhänglichkeit an die Grundsätze der Verfassung zu befördern.

§ 125. Angelegenheiten, welche der (§ 124) angegebenen Bestimmung zufolge vor die gesamten Stände gehören, werden in keinem Falle weder von dem Könige und der Regierung noch von den Landständen und dem ständischen Ausschusse an einzelne Stände gebracht, oder die Erklärungen einzelner ständischer Mitglieder, Städte oder Oberamtsbezirke darüber eingefordert werden.

§ 126. Der Geheime Rat ist die Behörde, durch welche sowohl der König seine Eröffnungen an die Stände erlassen wird, als auch letztere ihre Erklärungen, Bitten und Wünsche an den König zu bringen haben.

Der Geheime Rat hat dieselben jedesmal dem Könige vorzulegen, wenn er nicht Anstände dabei findet, welche ihn veranlassen, vor der Vorlegung an den König mit den Landständen Rücksprache zu nehmen.

Die Anträge der Stände sind von ihm mit seinen auf die Verfassung gegründeten Berichten und Gutachten zu begleiten.

§ 127. Der König wird alle drei Jahre die Versammlung der Stände (Landtag) einberufen; und ausserordentlicherweise, so oft es zur Erledigung wichtiger oder dringender Landesangelegenheiten erforderlich ist.

Auch werden bei jeder Regierungsveränderung die Stände innerhalb der ersten vier Wochen versammelt werden.

§ 128. Die Stände teilen sich in zwei Kammern.

§ 129. Die erste Kammer (Kammer der Standesherrn) besteht

1) aus den Prinzen des königlichen Hauses;
2) aus den Häuptern der fürstlichen und gräflichen Familien und den Vertretern der standesherrlichen Gemeinschaften, auf deren

Besitzungen vormals eine Reichs- oder Kreistagsstimme geruht hat;
3) aus den von dem Könige erblich oder auf Lebenszeit ernannten Mitgliedern.

§ 130. Zu erblichen Mitgliedern wird der König nur solche Gutsbesitzer aus dem standesherrlichen oder ritterschaftlichen Adel ernennen, welche von einem mit Fideikommiss belegten, nach dem Rechte der Erstgeburt sich vererbenden Grundvermögen im Königreiche nach Abzug der Zinsen aus den darauf haftenden Schulden eine jährliche Rente von sechstausend Gulden beziehen.

§ 131. Die lebenslänglichen Mitglieder werden vom Könige ohne Rücksicht auf Geburt und Vermögen aus den würdigsten Staatsbürgern ernannt.

§ 132. Die Zahl sämtlicher, von dem Könige erblich oder auf lebenslang ernannten Mitglieder kann den dritten Teil der übrigen Mitglieder der ersten Kammer nicht übersteigen.

§ 133. Die zweite Kammer (Kammer der Abgeordneten) ist zusammengesetzt:
1) aus dreizehn Mitgliedern des ritterschaftlichen Adels, welche von diesem aus seiner Mitte gewählt werden;
2) aus den sechs protestantischen General-Superintendenten;
3) aus dem Landesbischof, einem von dem Domkapitel aus dessen Mitte gewählten Mitgliede und dem der Amtszeit nach ältesten Dekan katholischer Konfession;
4) aus dem Kanzler der Landesuniversität;
5) aus einem gewählten Abgeordneten von jeder der Städte Stuttgart, Tübingen, Ludwigsburg, Ellwangen, Ulm, Heilbronn und Reutlingen;
6) aus einem gewählten Abgeordneten von jedem Oberamtsbezirke.

§ 134. Der Eintritt in die erste Kammer geschieht bei den Prinzen des königlichen Hauses und den übrigen erblichen Mitgliedern nach zurückgelegtem Alter der Minderjährigkeit, deren Dauer bei den ersteren von der hausgesetzlichen, bei den letzteren von der gemeinrechtlichen Bestimmung abhängt.

In die zweite Kammer kann keiner gewählt werden, welcher noch nicht das dreissigste Lebensjahr zurückgelegt hat.

§ 135. Die allgemeinen Erfordernisse eines Mitglieds der Ständeversammlung sind folgende:
1) dasselbe muss einem der drei christlichen Glaubensbekenntnisse angehören und das württembergische Staatsbürgerrecht haben;
2) dasselbe darf weder in eine Kriminaluntersuchung verflochten noch durch gerichtliches Erkenntnis zur Dienstentsetzung, zur Festungsstrafe mit Zwang zu öffentlichen Arbeiten oder angemessener Beschäftigung oder zum Zuchthaus verurteilt worden oder wegen eines angeschuldigten Verbrechens bloss von der Instanz entbunden sein;
3) es darf kein Konkurs gegen dasselbe gerichtlich eröffnet sein, und selbst nach geendigtem Konkursverfahren dauert seine

Unfähigkeit fort, wenn es wegen Vermögenszerrüttung gestraft worden ist. Jedoch werden die erblichen Mitglieder der ersten Kammer durch die Erkennung einer Debitkommission von der Stimmführung nicht ausgeschlossen, wenn ihnen eine Kompetenz von wenigstens zweitausend Gulden ausgesetzt ist. Endlich

4) darf ein Mitglied der Ständeversammlung weder unter väterlicher Gewalt noch unter Vormundschaft noch unter Privatdienstherrschaft stehen.

§ 136. Die 13 ritterschaftlichen Mitglieder der zweiten Kammer werden von den immatrikulierten Besitzern oder Teilhabern der Rittergüter nach den vier Kreisen des Königreichs in den Kreisstädten unter der Leitung des betreffenden Regierungspräsidenten mit Zuziehung zweier Mitglieder der Ritterschaft aus sämtlichen Mitgliedern ritterschaftlicher Familien gewählt.

§ 137. Die Abgeordneten von den Städten, die eigenes Landstandschaftsrecht haben, und von den Oberamtsbezirken werden durch die besteuerten Bürger jeder einzelnen Gemeinde gewählt.

§ 138. Die Zahl der Wählenden verhält sich zur Zahl der sämtlichen Bürger einer Gemeinde wie 1 zu 7, sodass z. B. auf 140 Bürger (ungefähr 700 Einwohner) 20 Wahlmänner kommen.

§ 139. Zwei Dritteile der Wahlmänner bestehen aus denjenigen Bürgern, welche im nächstvorhergegangenen Finanzjahre die höchste ordentliche direkte Steuer, sei es aus eigenem oder aus nutzniesslichem Vermögen, an den Staat zu entrichten hatten. Diese werden jedesmal vor Anstellung einer Wahl von dem Ortsvorsteher nebst dem Steuereinbringer dem Obmann des Bürgerausschusses und dem Ratsschreiber oder, wenn dessen Amt mit der Stelle eines Ortsvorstehers vereinigt ist, dem ersten Gemeinderat aus dem Steuerregister als Wahlmänner ausgezeichnet.

§ 140. Das letzte Dritteil der Wahlmänner wird von den übrigen Steuerkontribuenten unter der Leitung des Ortsvorstehers mit Zuziehung der (§ 139) erwähnten Personen gewählt. Die Stimmen müssen einzeln (im Durchgang) abgegeben werden.

§ 141. Die Liste der Wahlmänner, sowohl derjenigen, welche wegen der Grösse ihres Steueranteils von selbst zur Wahl berechtigt sind, als der gewählten wird der Gemeinde bekannt gemacht.

§ 142. Zur Ausübung des Wahlrechtes jeder Art werden eben die persönlichen Eigenschaften erfordert, welche nach § 135 der Abzuordnende selbst haben muss, nur mit der Ausnahme, dass das Alter der Volljährigkeit hinreicht.

§ 143. Eine gültige Wahl kommt nur durch die Abstimmung von wenigstens zwei Dritteilen der Wahlberechtigten zustande.

Die Ausübung des Wahlrechts kann nicht durch einen Bevollmächtigten geschehen, den Fall ausgenommen, wenn der Wahlberechtigte durch Dienstverhältnisse verhindert ist, sich am Wahlorte einzufinden.

§ 144. Die Wahlen geschehen nach relativer Stimmenmehrheit, jedoch darf diese niemals weniger als den dritten Teil der abgegebenen Stimmen betragen. Nur in dem Falle des § 140 findet die letztere Beschränkung nicht statt.

Im Falle der Stimmengleichheit zwischen zwei Gewählten geht der Ältere dem Jüngeren vor.

Niemand kann sich selbst die Stimme geben.

§ 145. Wer in mehreren Kreisen als Rittergutsbesitzer oder in mehreren Orten als Gemeindebürger besteuert wird, kann in mehreren Kreisen oder Gemeinden das Wahlrecht ausüben.

§ 146. Wählbar ist jeder, welchem die oben (§ 134 und 135) vorgeschriebenen Eigenschaften nicht fehlen. Jedoch können Staatsdiener nicht innerhalb des Bezirks ihrer Amtsverwaltung, und Kirchendiener nicht innerhalb des Oberamtsbezirkes, in welchem sie wohnen, gewählt werden und eine anderwärts auf sie gefallene Wahl nur mit Genehmigung der ihnen vorgesetzten höchsten Behörde annehmen.

Auch können weder die Häupter der standesherrlichen Familien noch die Rittergutsbesitzer gewählt werden.

§ 147. Die Wahlmänner eines Kreises, eines Oberamts oder einer Stadt sind in Ansehung der Person des Abgeordneten nicht auf ihren Wahlbezirk beschränkt; sie können auch einem anderswo im Königreiche wohnenden Staatsbürger ihre Stimme geben. Wer aber an mehreren Orten gewählt worden ist, kann nur eine der auf ihn gefallenen Wahlen annehmen.

§ 148. Tritt der Fall ein, dass Vater und Sohn zugleich Mitglieder der Ständeversammlung werden, so wird, wenn der Vater nicht aus eigener Entschliessung zurücktritt, der Sohn durch denselben ausgeschlossen.

§ 149. Was das Wahlverfahren betrifft, so müssen von den Städten und Oberamtsbezirken längstens binnen acht Tagen von der Zeit an, da das Einberufungsreskript zu ihrer amtlichen Kenntnis gekommen ist, die Listen sämtlicher Wahlmänner an das Oberamt eingeschickt werden, worauf sodann von letzterer Behörde längstens binnen zehn Tagen, von dem Empfange jenes Reskripts an gerechnet, ein Wahltermin zu bestimmen ist, dessen Bekanntmachung acht Tage vor dem Eintritte geschehen muss.

§ 150. Die Wahl geschieht in der Amtsstadt durch die persönlich anwesenden Wahlmänner vermittelst der Übergabe eines von ihnen geschriebenen oder wenigstens unterschriebenen oder, wenn der Wahlmann nicht schreiben kann, mit dessen beglaubigtem Handzeichen statt der Unterschrift versehenen Stimmzettels.

§ 151. Die Leitung der Wahl steht dem Oberamtmann zu, bei den zu eigener Landstandschaft berechtigten Städten unter Zuziehung eines aus wenigstens vier Personen bestehenden Ausschusses von dem Stadtrate und dem Bürgerausschusse; bei den Oberamtsbezirken besteht dieser Ausschuss aus vier Mitgliedern der Amtsversammlung nebst einem Mitgliede des Bürgerausschusses

von der Stadt und einem von dem Lande; das Protokoll hat der betreffende Aktuar zu führen.

Die Mitglieder dieses Ausschusses sind nicht wählbar in ihrem Bezirke, und ebensowenig bei den Wahlen der Ritterschaft die zur Leitung der Wahlhandlung zuzuziehenden ritterschaftlichen Mitglieder (§ 136).

§ 152. Die Wahlhandlung darf nicht über drei Tage dauern, welche sich in ununterbrochener Reihe folgen müssen.

§ 153. Kann oder will der Gewählte die Wahl nicht annehmen, so kann der nächste in der Stimmenzahl für ihn eintreten, vorausgesetzt, dass dieser nicht weniger als den dritten Teil der abgelegten Stimmen erhalten hat; ausserdem muss eine neue Wahl vorgenommen werden.

Das Letztere muss auch dann geschehen, wenn nach bereits angenommener Wahl die Stelle des Abgeordneten wieder erledigt wird.

§ 154. Nach dem Schlusse der Wahlhandlung muss für den Gewählten zu dessen Legitimation eine Wahlurkunde mit der Unterschrift sämtlicher zur Leitung und Beurkundung der Wahl zugegen gewesenen Personen ausgefertigt werden.

§ 155. Der Gewählte ist als Abgeordneter nicht des einzelnen Wahlbezirkes, sondern des ganzen Landes anzusehen.

Es kann ihm daher auch keine Instruktion, an welche er bei seinen künftigen Abstimmungen in der Ständeversammlung gebunden wäre, erteilt werden.

§ 156. Die Mitglieder beider Kammern haben ihr Stimmrecht in Person auszuüben; nur den erblichen Mitgliedern der ersten Kammer ist gestattet, ihre Stimme einem andern in der Versammlung anwesenden Mitgliede dieser Kammer oder einem Sohne oder dem sonstigen präsumtiven Nachfolger in der Standesherrschaft zu übertragen.

Dieses besondere Recht der Stimmübertragung kann auf gleiche Weise auch für einen wegen Minderjährigkeit oder anderer persönlichen Unfähigkeit unter Vormundschaft stehenden Standesherrn von dessen Vormund ausgeübt werden.

In jedem Fall aber kann ein Mitglied der ersten Kammer oder ein Stellvertreter desselben niemals mehr als eine übertragene Stimme führen.

§ 157. Alle sechs Jahre muss eine neue Wahl der Abgeordneten, welche nicht amtshalber Sitz und Stimme in der zweiten Kammer haben, vorgenommen werden; die bisherigen sind wieder wählbar.

§ 158. Während dieses sechsjährigen Zeitraumes erfolgt der Austritt eines Mitgliedes der Kammer ausser dem Falle des freiwilligen Entschlusses oder der gerichtlich erkannten Ausschliessung (§ 199) nur dann, wenn

1) ein Mitglied das Grundvermögen, den Stand oder das Amt, worauf dessen Befähigung beruht, zu besitzen aufhört;

2) wenn ein Mitglied in der Zwischenzeit eine der oben (§ 136) festgesetzten Eigenschaften verliert.

In solchen Fällen wird, wenn das austretende Mitglied ein gewählter Abgeordneter war, eine neue Wahl von einem neuen Wahlkollegium vorgenommen.

§ 159. Die Mitglieder beider Kammern haben sich vor Eröffnung des Landtages zu legitimieren und zu dem Ende einige Tage vor dem in dem Einberufungs-Reskripte vorgeschriebenen Termin an dem bestimmten Orte der Versammlung sich einzufinden. Die Legitimation geschieht für den ersten künftigen Landtag auf die bisher übliche Weise, in der Folge aber bei dem ständischen Ausschusse (§ 187) durch Vorlegung des Einberufungsschreibens, welches in dem (§ 156) erwähnten Falle der Stimmübertragung mit der hierauf gerichteten Vollmacht begleitet sein muss, und vermittelst der Wahlurkunde.

Die zur Versammlung aufs neue gewählten Mitglieder des Ausschusses selbst werden zur Prüfung ihrer eigenen Legitimation durch die zuerst legitimierten Abgeordneten ersetzt.

Es hängt von dem Könige ab, zu dem Legitimationsgeschäfte Kommissarien abzuordnen.

§ 160. Die erste Kammer wird durch die Anwesenheit der Hälfte, die zweite Kammer durch das Erscheinen von zwei Dritteilen ihrer Glieder als vollständig besetzt angesehen.

Der ständische Ausschuss hat am Tage vor dem in dem Einberufungsschreiben bestimmten Termin dem Geheimen Rate von dem Erfolge des Legitimationsgeschäfts Anzeige zu machen.

Der König wird hierauf, wenn jene Zahl durch solche Abgeordnete erfüllt ist, bei deren Legitimation sich kein Anstand gefunden hat, den Landtag in den für diesen Fall vereinigten Kammern eröffnen, wobei der vom König ernannte Präsident der ersten Kammer oder, wenn noch keiner ernannt ist, derjenige, welcher es bei der vorigen Versammlung war, die Stelle des Vorstandes vertritt.

Die Legitimation der etwa später eintreffenden Mitglieder, sowie die Erledigung der noch übrigen Legitimationsanstände geschieht bei der betreffenden Kammer. Das Resultat muss dem Geheimen Rate vorgelegt werden; auch ist der andern Kammer davon Nachricht zu erteilen.

§ 161. Sollte bei Einberufung eines Landtages eine der beiden Kammern nicht in der nach § 160 erforderlichen Anzahl zusammenkommen, so wird sie als einwilligend in die Beschlüsse der andern angesehen. Jedoch steht es in diesem Falle den erschienenen Mitgliedern der unvollzähligen Kammer frei, den Sitzungen der andern mit Stimmrecht beizuwohnen.

§ 162. In der ersten Kammer nehmen die Prinzen des königlichen Hauses den ersten Platz ein; auf sie folgen die Standesherren, beide unter sich nach ihrem sonst bestehenden Range;

sodann die übrigen erblichen und die auf Lebenszeit vom König ernannten Mitglieder nach der Zeit ihrer Ernennung.

In der zweiten Kammer sitzen die verschiedenen Klassen, woraus sie zusammengesetzt ist, in der § 187 angegebenen Ordnung; unter den Gliedern jeder einzelnen Klasse entscheidet je nach Beschaffenheit derselben das Amts- oder das Lebensalter, und unter den Geistlichen katholischer Konfession der Vorzug der Amtswürde.

Die Abstimmungen geschehen nach der Sitzordnung, jedoch so, dass in der zweiten Kammer bei dem Stimmenaufrufe immer zwischen den vier ersten und den zwei übrigen Klassen gewechselt wird, bis jene erschöpft sind.

§ 163. Jedes Mitglied der ersten und der zweiten Kammer hat bei seinem erstmaligen Eintritte in dieselbe den Ständeeid abzulegen. Dieser lautet so:

> „Ich schwöre, die Verfassung heilig zu halten und in der Ständeversammlung das unzertrennliche Wohl des Königs und des Vaterlandes ohne alle Nebenrücksicht nach meiner eigenen Überzeugung treu und gewissenhaft zu beraten. So wahr mir Gott helfe!"

Der Ständeeid wird von einem bei Eröffnung eines Landtags neu eintretenden Mitglied in die Hände des Königs selbst oder des zur Eröffnung bevollmächtigten Ministers, ausserdem in die Hände des Präsidenten einer jeden Kammer abgelegt.

§ 164. Der Vorstand der Ständeversammlung besteht aus einem Präsidenten und einem Vizepräsidenten in jeder der beiden Kammern. Das Amt desselben dauert bis zum Ablaufe des sechsjährigen Zeitraums. (§ 157.)

Den Präsidenten der ersten Kammer ernennt der König ohne Vorschlag; für die Stelle des Vizepräsidenten werden von der ersten Kammer drei standesherrliche Mitglieder durch absolute Stimmenmehrheit gewählt, aus welchen der König eines ernennt.

Ebenso wählt die zweite Kammer aus ihrer Mitte ohne Unterschied der Klassen drei Mitglieder zur Stelle ihres Präsidenten und, wenn hierauf die königliche Ernennung erfolgt ist, auf gleiche Art zu dem Amte des Vizepräsidenten, welchen der König ebenfalls aus den hiezu vorgeschlagenen drei Mitgliedern ernennt.

Kommt nach Ablauf des sechsjährigen Zeitraumes die zweite Kammer zum ersten Mal zusammen, oder sollte sonst der Fall eintreten, dass bei derselben beide Präsidialstellen zugleich erledigt wären, so vertritt bis zur Ernennung des Präsidenten das älteste rechtsgelehrte Mitglied die Stelle des Vorstandes.

Jede der Kammern wählt auf die Dauer eines Landtages einen oder mehrere Sekretäre aus ihrer Mitte.

§ 165. Der Präsident einer jeden Kammer sorgt für die Aufrechthaltung der Ordnung, bestimmt die Sitzungstage, eröffnet

und schliesst die Sitzungen, ordnet den Gang der Verhandlungen und leitet die Beratungen und Abstimmungen.

§ 166. Die Mitglieder der Kammern sind verbunden jeder Sitzung anzuwohnen; im Fall eines gegründeten Hindernisses haben sie solches dem Präsidenten anzuzeigen.

Während der Dauer der Versammlung dürfen sie sich nicht ohne Erlaubnis des Präsidenten entfernen, und bei einer über acht Tage dauernden Abwesenheit nicht ohne Bewilligung der Kammer; jedoch kann der Präsident in besonders dringenden Fällen auch einen solchen längern Urlaub erteilen, hat aber davon der Kammer in der folgenden Sitzung Kenntnis zu geben.

§ 167. Die Sitzungen der zweiten Kammer sind öffentlich; auch hat sie ihre Verhandlungen durch den Druck bekannt zu machen. Von der ersten Kammer muss wenigstens das Letztere geschehen.

Die Zuhörer, die ein Zeichen des Beifalls oder der Missbilligung geben, werden unverzüglich entfernt.

§ 168. Die Sitzungen werden geheim, teils auf das Begehren der Minister und königlichen Kommissarien bei Vorträgen, die sie ihrer Erklärung nach im Namen des Königes zu machen haben, und welche nur im Fall einer solchen Erklärung für amtliche Äusserungen zu halten sind, teils auf den Antrag von wenigstens drei Mitgliedern, wenn diesen nach vorläufigem Abtritt der Zuhörer die Mehrheit der Kammer beistimmt.

§ 169. Die Minister sind befugt, den Verhandlungen der beiden Kammern anzuwohnen und an den Beratschlagungen teilzunehmen. Sie können sich auch von andern Staatsdienern begleiten lassen, welche etwa den vorliegenden Gegenstand besonders bearbeitet haben oder sonst vorzügliche Kenntnis davon besitzen. An den Sitzungen der ständischen Kommissionen steht ihnen im Fall einer ausdrücklichen Einladung gleichfalls Teilnahme zu.

§ 170. Deputationen kann die Ständeversammlung weder annehmen noch ohne Erlaubnis des Königes abordnen.

§ 171. Nur den Ministern oder königlichen Kommissarien, den Berichterstattern der ständischen Kommissionen und den Mitgliedern, welche einen Gegenstand zur Beratung in Antrag zu bringen (eine Motion zu machen) haben, steht die Befugnis zu, schriftliche Reden in der Versammlung abzulesen. Ausserdem finden bloss mündliche Vorträge statt.

§ 172. Gesetzentwürfe können nur von dem Könige an die Stände, nicht von den Ständen an den König gebracht werden. Den Ständen ist aber unbenommen, im Wege der Petition auf neue Gesetze sowohl als auf Abänderung oder Aufhebung der bestehenden anzutragen.

Der König allein sanktioniert und verkündet die Gesetze, unter Anführung der Vernehmung des Geheimen Rats und der erfolgten Zustimmung der Stände.

§ 173. In der Regel soll kein Gegenstand der Beratung in

derselben Sitzung, worin der Antrag dazu gemacht wird, zur Verhandlung und Abstimmung gebracht werden. Wenn jedoch drei Vierteile der Mitglieder einstimmen, kann ein Gegenstand für so dringend oder so unwichtig erklärt werden, dass von jener Regel abgegangen werden darf.

Königliche Anträge sind, ehe sie zur Beratung in der Versammlung kommen können, an Kommissionen zu verweisen, welche über deren Inhalt Vortrag zu erstatten haben.

§ 174. Bei der Abstimmung ist der Antrag mit den während der Beratschlagung in Vorwurf gekommenen Modifikationen in einzelne, einfache Fragen so aufzulösen, dass jedes Mitglied durch blosse Bejahung oder Verneinung seine Stimme abgeben kann.

§ 175. Zu Fassung eines gültigen Beschlusses wird in jeder Kammer die zur vollständigen Besetzung derselben (§ 160) notwendige Anzahl von Mitgliedern erfordert.

§ 176. Die Beschlüsse werden nach der Stimmenmehrheit, welche nach Beschaffenheit des Gegenstandes eine absolute oder relative sein kann, abgefasst, so dass im Falle der Stimmengleichheit der Präsident den Ausschlag giebt. Wenn jedoch von Abänderung irgend eines Punktes der Verfassung die Rede ist, so ist die Beistimmung von zwei Dritteilen der anwesenden Mitglieder in beiden Kammern notwendig.

§ 177. Die zum Wirkungskreise der Stände gehörigen Angelegenheiten werden in jeder Kammer besonders verhandelt. Doch können, um eine Ausgleichung verschiedener Ansichten zu versuchen, beide Kammern sich mit einander zu vertraulichen Besprechungen ohne Protokollführung und Beschlussnahme vereinigen.

§ 178. Es hängt von dem Könige ab, die Gesetzesentwürfe oder andere Vorschläge an die erste oder an die zweite Kammer zu bringen, ausgenommen, wenn sie Verwilligung von Abgaben betreffen, in welchem Falle solche immer zuerst an die zweite Kammer gelangen.

§ 179. Die von der einen Kammer gefassten Beschlüsse werden von der andern zu gleichmässiger Beratung mitgeteilt. Nur zu Ausübung des Rechts der Petitionen und Beschwerden, sowie zu einer Anklage wegen verletzter Verfassung (§ 199) ist jede Kammer auch einzeln berechtigt.

§ 180. Die Kammer, an welche die Mitteilung geschieht, kann den Antrag der mitteilenden verwerfen oder annehmen, und zwar entweder unbedingt oder mit beigefügten Modifikationen. Die Verwerfung muss aber jederzeit mit Anführung der Gründe geschehen.

§ 181. Von der vorstehenden Regel (§ 180) macht die Abgabenverwilligung eine Ausnahme in folgenden Punkten:

1) Eine Abgabenverwilligung wird in der zweiten Kammer nach der von ihr in Gemässheit des § 110 vorgenommenen Untersuchung in Beratung gezogen und nach vorgängiger vertraulicher Besprechung mit der ersten Kammer (§ 177) Beschluss darüber in der zweiten gefasst;

2) dieser Beschluss wird sodann der ersten Kammer mitgeteilt, welche denselben nur im ganzen ohne Änderung annehmen oder verwerfen kann;
3) erfolgt das Letztere, so werden die bejahenden und die verneinenden Stimmen beider Kammern zusammengezählt, und nach der Mehrheit sämtlicher Stimmen wird alsdann der Ständebeschluss abgefasst. Würde in diesem Falle Stimmengleichheit eintreten, so hat der Präsident der zweiten Kammer die Entscheidung.

§ 182. In allen andern Fällen gilt der Grundsatz, dass nur solche Beschlüsse, worüber beide Kammern nach gegenseitiger Mitteilung einverstanden sind, an den König gebracht und von dem Könige bestätigt werden können.

§ 183. Der von der einen Kammer verworfene Antrag der andern kann auf demselben Landtage nicht wiederholt werden. Wird aber ein solcher Antrag bei der nächsten Ständeversammlung erneuert und abermals verworfen, so treten die zwei Kammern zu einer vertraulichen Besprechung über den Gegenstand zusammen. Sollte auch hierdurch die Verschiedenheit der Ansichten nicht ausgeglichen werden, so haben die Kammern, wenn die Frage einen ihnen von dem Könige zugekommenen Gegenstand betrifft, ihre Nichtübereinstimmung dem Könige bloss anzuzeigen, woferne sie nicht miteinander übereingekommen, die Entscheidung dem Könige zu überlassen.

§ 184. Kein Mitglied der beiden Kammern kann während der Dauer der Ständeversammlung ohne Einwilligung der betreffenden Kammer zu Verhaft gebracht werden, den Fall der Ergreifung auf frischer That wegen eines Verbrechens ausgenommen. In letzterem Fall ist aber die Kammer von der geschehenen Verhaftung mit Angabe des Grundes unverzüglich in Kenntnis zu setzen.

§ 185. Niemand kann wegen seiner in der Ständeversammlung gehaltenen Vorträge und gegebenen Abstimmungen zur Verantwortung gezogen werden. Jedoch sind Beleidigungen oder Verläumdungen der Regierung, der Ständeversammlung oder einzelner Personen der Bestrafung nach den bestehenden Gesetzen in dem ordentlichen Wege des Rechts unterworfen.

Verfehlungen gegen die Gesetze des Anstandes oder der innern Polizei oder gegen die Geschäftsvorschriften hat der Präsident zu bemerken und, wenn sie bedeutend sind, solche zur Kenntnis der Kammer zu bringen, welche nach Beschaffenheit der Umstände ihre Missbilligung ausdrücken, Verweis erteilen oder auch Widerruf verlangen kann.

§ 186. Der König eröffnet und entlässt die Ständeversammlung entweder in eigener Person oder durch einen dazu bevollmächtigten Minister.

Dem Könige steht auch das Recht zu, die Versammlung zu vertagen oder ganz aufzulösen.

Im Falle der Auflösung wird spätestens binnen sechs Monaten

eine neue Versammlung einberufen werden; es ist hiezu eine neue Wahl der Abgeordneten nötig, bei welcher jedoch die vorigen Mitglieder wieder gewählt werden können.

§ 187. So lange die Stände nicht versammelt sind, besteht als Stellvertreter derselben ein Ausschuss für diejenigen Geschäfte, deren Besorgung von einem Landtage zum andern zur ununterbrochenen Wirksamkeit der Repräsentation des Landes notwendig ist.

§ 188. In dieser Hinsicht liegt dem Ausschuss ob, die ihm nach der Verfassung zur Erhaltung derselben zustehenden Mittel in Anwendung zu bringen und hievon bei wichtigen Angelegenheiten die in dem Königreich wohnenden Ständemitglieder in Kenntnis zu setzen, in den geeigneten Fällen bei der höchsten Staatsbehörde Vorstellungen, Verwahrungen und Beschwerden einzureichen und nach Erfordernis der Umstände, besonders wenn es sich von der Anklage der Minister handelt, um Einberufung einer ausserordentlichen Ständeversammlung zu bitten, welche in letzterem Falle nie verweigert werden wird, wenn der Grund der Anklage und die Dringlichkeit derselben gehörig nachgewiesen ist.

Ausserdem hat der Ausschuss am Ende der in die Zwischenzeit fallenden Finanzjahre nach Massgabe dessen, was § 110 festgesetzt ist, die richtige der Verabschiedung angemessene Verwendung der verwilligten Steuern in dem verflossenen Jahre zu prüfen und den Etat des künftigen Jahrs mit dem Finanzministerium zu beraten. Auch steht dem Ausschusse die Aufsicht über die Verwaltung der Staatsschuldenzahlungskasse zu.

Insbesondere gehört es zu seinem Wirkungskreise, die für eine Ständeversammlung sich eignenden Geschäftsgegenstände, namentlich die Erörterungen vorgelegter Gesetzesentwürfe zur künftigen Beratung vorzubereiten und für die Vollziehung der landständischen Beschlüsse Sorge zu tragen.

§ 189. Dagegen kann sich der Ausschuss auf solche Gegenstände, welche verfassungsmässig eine Verabschiedung mit den Ständen erfordern, namentlich auf Gesetzgebungsanträge, Steuerverwilligungen, Schuldenübernahmen und Militäraushebungen nicht anders als auf eine vorbereitende Weise einlassen.

§ 190. Der ständische Ausschuss besteht aus zwölf Personen, nämlich den Präsidenten der beiden Kammern, zwei Mitgliedern der ersten und acht aus der zweiten Kammer. Die Wahl derselben geschieht von den zu diesem Zwecke vereinigten Kammern nach relativer Stimmenmehrheit auf die Zeit von einem ordentlichen Landtage zum andern (auf 3 Jahre) und ist jedesmal dem Könige anzuzeigen.

Ein in der Zwischenzeit abgehendes Ausschussmitglied wird von der nächsten Versammlung der Stände wieder definitiv ersetzt; bis dahin rückt an dessen Stelle dasjenige Ständemitglied ein, welches bei der letzten Ausschusswahl die meisten Stimmen nach den Gewählten erhalten hatte.

In Verhinderung der Präsidenten treten die Vizepräsidenten

für sie ein; sind letztere schon Mitglieder des Ausschusses, so werden deren Stellen auf die soeben festgesetzte Weise ersetzt.

Sechs Mitglieder des Ausschusses, die Präsidenten der beiden Kammern mit eingeschlossen, müssen in Stuttgart anwesend sein. Die übrigen sechs Mitglieder können ausserhalb Stuttgart ihre Wohnungen haben und werden, so oft es die Umstände erfordern, von den Anwesenden einberufen.

§ 191. Bei jeder Ständeversammlung hat der Ausschuss über dasjenige, was von ihm in der Zwischenzeit verhandelt worden ist, in einem Zusammentritte beider Kammern Rechenschaft abzulegen.

§ 192. Die Verrichtungen des Ausschusses hören mit der Eröffnung eines neuen Landtages auf und werden nach einer blossen Vertagung desselben oder nach Beendigung einer ausserordentlichen Ständeversammlung wieder fortgesetzt.

Bei der Auflösung eines jeden Landtages und bei der Entlassung eines ordentlichen muss ein neuer Ausschuss gewählt werden, wobei die vorigen Mitglieder wieder wählbar sind. Zu dieser Wahl wird den Ständen jedesmal, auch bei einer Auflösung der Versammlung, die erforderliche Sitzung noch gestattet.

Sollten ausserordentliche Umstände es ihnen unmöglich machen, diese Sitzung noch zu halten, so haben die bisherigen Mitglieder oder deren Stellvertreter (§ 190), soferne sie zugleich Ständemitglieder sind, die Verrichtungen des Ausschusskollegiums wieder zu übernehmen.

§ 193. Das ständische Amtspersonal besteht ausser den Beamten der Schuldenzahlungskasse für beide Kammern aus einem Archivar, für jede Kammer aus einem Registrator und den erforderlichen Kanzelisten; die Registratoren haben zugleich bei dem Ausschuss das Sekretariat zu versehen.

Jede Kammer wählt ihren Registrator und Kanzelisten; die Beamten der Schuldenzahlungskasse sowie der Archivar werden von den hiezu vereinigten Kammern gewählt.

Dem König ist die Bestellung der Kassenbeamten, des Archivars und der Registratoren zur Bestätigung vorzulegen und von der Wahl der Kanzelisten Anzeige zu machen.

Die Dienstentlassung dieser Beamten geschieht auf gleiche Art wie deren Anstellung durch die einzelnen oder durch die vereinigten Kammern und richtet sich im übrigen nach den deshalb bei den königlichen Beamten geltenden Gesetzen.

Die Annahme und Entlassung der ständischen Kanzleidiener hängt von den Präsidenten ab.

Das gesamte Amts- und Dienstpersonal steht bei nicht versammeltem Landtag unter der Aufsicht und den Befehlen des Ausschusses, welcher auch in der Zwischenzeit die erforderlichen Amtsverweser zu bestellen und ungetreue oder sonst sich vergehende Diener in den gesetzlichen Fällen den Gerichten zu übergeben hat.

§ 194. Eine eigene ständische Kasse, welche die für sie jedesmal zugleich mit dem Finanzetat zu verabschiedende Summe aus der Staatskasse in bestimmten Raten erhält, bestreitet den ständischen Aufwand.

Hieher gehören die Taggelder und Reisekosten der Mitglieder der Ständeversammlung, die Besoldungen der ständischen Ausschussmitglieder, Beamten und Diener, die Belohnungen derjenigen, welche durch besondere Aufträge der Stände oder des ständischen Ausschusses bemüht gewesen sind, die Unterhaltung einer angemessenen Büchersammlung, die Kanzleikosten überhaupt und andere mit der Geschäftsführung verbundene Ausgaben.

Die jährliche Kassenrechnung, welche mit Angabe aller einzelnen Einnahmen und Ausgaben zu führen ist, wird von einer besondern ständischen Kommission probiert, in der Ständeversammlung zum Vortrag gebracht und von dieser justifiziert. Jedes Mitglied der Versammlung kann die eigene Einsicht dieser Rechnung verlangen.

Die Besoldungen der Mitglieder und der Beamten des Ausschusses, sowie die Taggelder und Reisekosten der Ständemitglieder werden durch Verabschiedung bestimmt werden.

Die nicht in Stuttgart anwesenden Mitglieder des Ausschusses erhalten, wenn sie einberufen werden, gleiche Diäten und Reisegelder wie die Ständemitglieder und beziehen solche aus der ständischen Kasse.

X. Kapitel. Von dem Staatsgerichtshofe.

§ 195. Zum gerichtlichen Schutze der Verfassung wird ein Staatsgerichtshof errichtet. Diese Behörde erkennt über Unternehmungen, welche auf den Umsturz der Verfassung gerichtet sind, und über Verletzung einzelner Punkte der Verfassung.

§ 196. Der Staatsgerichtshof besteht aus einem Präsidenten, welcher von dem Könige aus den ersten Vorständen der höheren Gerichte ernannt wird, und aus zwölf Richtern, wovon der König die eine Hälfte aus den Mitgliedern jener Gerichte ernennt, die Ständeversammlung aber die andere Hälfte nebst drei Stellvertretern im Zusammentritte beider Kammern ausserhalb ihrer Mitte wählt.

Unter den ständischen Mitgliedern müssen wenigstens zwei Rechtsgelehrte sein, welche auch mit Vorbehalt der Einwilligung des Königes aus königlichen Staatsdienern gewählt werden können. Ausserdem müssen die Mitglieder alle zur Stelle eines Ständemitgliedes erforderlichen Eigenschaften haben.

Das Kanzleipersonal wird aus dem Obertribunal genommen.

§ 197. Sämtliche Richter werden für diesen ihren Beruf besonders verpflichtet und können gleich den übrigen Justizbeamten nur durch Urteilsspruch ihrer Stelle als Mitglieder dieses Gerichtshofes entsetzt werden. Nimmt jedoch ein ständischer Richter ein Staatsamt an, so hört er dadurch auf, Mitglied dieser

Stelle zu sein, kann aber von der Ständeversammlung wieder gewählt werden. Ebenso tritt ein vom Könige ernanntes Mitglied aus dem Gerichte, wenn es aufhört, sein richterliches Hauptamt zu bekleiden.

§ 198. Das Gericht versammelt sich auf Einberufung durch den Präsidenten, welche von diesem sogleich geschehen muss, wenn er dazu einen von dem Justizminister kontrasignierten Befehl des Königes oder eine Aufforderung mit Angabe des Gegenstandes von einer der beiden Kammern durch deren Präsidenten erhält.

Das Gericht löst sich auf, wenn der Prozess geendigt ist. Der Präsident hat für die Vollziehung der Beschlüsse zu sorgen und in Anstandsfällen das Gericht wieder zu versammeln.

§ 199. Eine Anklage vor dem Staatsgerichtshofe wegen der oben (§ 195) erwähnten Handlung kann geschehen von der Regierung gegen einzelne Mitglieder der Stände und des Ausschusses und von den Ständen sowohl gegen Minister und Departements-Chefs als gegen einzelne Mitglieder und höhere Beamten der Ständeversammlung. Andere Staatsdiener als Minister und Departements-Chefs können vor diesem Gerichte nicht angeklagt werden ausser wegen Übertretung der § 53 enthaltenen Vorschrift.

Anklage und Verteidigung geschieht öffentlich. Die Protokolle werden mit den Abstimmungen und Beschlüssen durch den Druck bekannt gemacht.

§ 200. Wenn es erforderlich ist, Inquirenten zu bestellen, so wählt der Gerichtshof dieselben aus den Räten der Kriminalgerichte. Der Untersuchung hat jedesmal ein königliches und ein ständisches Mitglied des Gerichtshofs beizuwohnen.

§ 201. Es werden jedesmal zwei Referenten bestellt. Ist der erste Referent ein königlicher Richter, so muss der Korreferent ein ständischer sein, und umgekehrt.

§ 202. Bei jedem Beschlusse muss eine gleiche Anzahl von königlichen und ständischen Richtern anwesend sein. Sollte durch Zufall eine Ungleichheit der Zahl eintreten, welche nicht sogleich durch anderweitige Ernennung oder Eintritt eines Stellvertreters gehoben werden könnte, so tritt der Jüngste im Dienste von der überzählenden Seite aus; doch darf die Zahl der Richter nie unter zehn sein.

Im Verhinderungsfalle vertritt die Stelle des Präsidenten der erste königliche Richter.

Dem Präsidenten steht keine Stimme zu; im Falle der Stimmengleichheit enscheidet die für den Angeklagten günstigere Meinung.

§ 203. Die Strafbefugnis des Gerichtshofes erstreckt sich nur auf Verweise und Geldstrafen, auf Suspension und Entfernung vom Amte, auf zeitliche oder immerwährende Ausschliessung von der Landstandschaft.

Wenn dieses Gericht die höchste in seiner Kompetenz lie-

gende Strafe erkannt hat, ohne eine weitere ausdrücklich auszuschliessen, so bleibt den ordentlichen Gerichten vorbehalten, gegen den Verurteilten ein weiteres Verfahren von amtswegen eintreten zu lassen.

§ 204. Gegen den Ausspruch des Staatsgerichtshofes findet keine Appellation statt, sondern nur das Rechtsmittel der Revision und der Wiedereinsetzung in den vorigen Stand.

§ 205. Der König wird nicht nur die Untersuchung niemals hemmen, sondern auch das ihm zustehende Begnadigungsrecht nie dahin ausdehnen, dass ein von diesem Gerichte in die Entfernung vom Amte verurteilter Staatsdiener in seiner bisherigen Stelle gelassen oder dass derselbe in einem andern Justiz- oder Staatsverwaltungsamte angestellt würde, es wäre denn, dass in Rücksicht auf Wiederanstellung das gerichtliche Erkenntnis einen ausdrücklichen Vorbehalt zugunsten des Verurteilten enthielte.

Wie nun die vorstehenden Bestimmungen von nun an die Staats-Grund-Verfassung Unseres Königreichs enthalten, so geloben Wir hiemit bei Unserer königlichen Würde für Uns und Unsere Nachfolger in der Regierung, den gegenwärtigen Vertrag fest und unverbrüchlich nicht nur für Uns selbst zu halten und zu erfüllen, sondern auch gegen alle Eingriffe und Verletzungen zu schützen und bei Kräften zu erhalten.

Zu dessen Urkunde haben Wir denselben eigenhändig unterzeichnet und mit Unserem grossen königlichen Insiegel versehen lassen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt Stuttgart an dem 25. Tage des Monats September im eintausendachthundertundneunzehnten Jahre, Unserer königlichen Regierung im dritten.

(Unterzeichnet) Wilhelm.

Auf Befehl des Königs:

Der Staats-Sekretär (unterzeichnet) Vellnagel.

6. Wiener Schluss-Akte. 1820 Mai 15.

(Schluss-Akte der über Ausbildung und Befestigung des deutschen Bundes zu Wien gehaltenen Ministerialkonferenzen).

Nach dem Or. in der Frankfurter Stadtbibliothek: Deutsche Staatsgrundgesetze hrsg. v. Karl Binding, Heft III (1893), S. 37 ff. — Andere Ausgaben: Quellen-Sammlung zu dem öffentl. Recht des Teutschen Bundes hrsg. v. J. L. Klüber. 3. Aufl. (1830), S. 188 ff.; Corpus iuris confoederationis Germanicae hrsg. von Guido v. Meyer, Bd. II (1822), S. 176 ff.; 2. Aufl. (u. d. T.: Staats-Akten für Gesch. u. öffentl. Recht des Deutschen Bundes) Bd. II, S. 148 ff.; Die europäischen Verfassungen seit 1789 von K. H. L. Pölitz (2. Aufl.) 1. Bd. 1. Abt. (1832). S. 23 ff. = Die Verfassungen des teutschen Staatenbundes seit 1789 von K. H. L. Pölitz, fortges. v. Bülau 1. Abt. (1847), S. 23 ff.; Quellen u. Aktenstücke zur dtsch. Verfassungsgeschichte v. Karl Weil (1850), S. 13 ff.; Protokolle der deutsch. Ministerial-Conferenzen, gehalten zu Wien in den J. 1819 und 1820, hrsg. v. L. Fr. Ilse (1860), S. 201 ff. u. 347 ff.

Die souveränen Fürsten und freien Städte Deutschlands,

eingedenk ihrer bei Stiftung des deutschen Bundes übernommenen Verpflichtung, den Bestimmungen der Bundesakte durch ergänzende und erläuternde Grundgesetze eine zweckgemässe Entwickelung und hiemit dem Bundes-Verein selbst die erforderliche Vollendung zu sichern, überzeugt, dass sie, um das Band, welches das gesamte Deutschland in Friede und Eintracht verbindet, unauflöslich zu befestigen, nicht länger anstehen durften, jener Verpflichtung und einem allgemein gefühlten Bedürfnisse durch gemeinschaftliche Beratungen Genüge zu leisten, haben zu diesem Ende nachstehende Bevollmächtigte ernannt, nämlich . . . [*die Namen weggelassen*], welche zu Wien nach geschehner Auswechslung ihrer richtig befundenen Vollmachten in Kabinetskonferenzen zusammengetreten und nach sorgfältiger Erwägung und Ausgleichung der wechselseitigen Ansichten, Wünsche und Vorschläge ihrer Regierungen zu einer definitiven Vereinbarung über folgende Artikel gelangt sind:

Art. 1. Der deutsche Bund ist ein völkerrechtlicher Verein der deutschen souveränen Fürsten und freien Städte zur Bewahrung der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit ihrer im Bunde begriffenen Staaten und zur Erhaltung der innern und äussern Sicherheit Deutschlands.

Art. 2. Dieser Verein besteht in seinem Innern als eine Gemeinschaft selbständiger, unter sich unabhängiger Staaten mit wechselseitigen gleichen Vertragsrechten und Vertragsobliegenheiten, in seinen äussern Verhältnissen aber als eine in politischer Einheit verbundene Gesamtmacht.

Art. 3. Der Umfang und die Schranken, welche der Bund seiner Wirksamkeit vorgezeichnet hat, sind in der Bundesakte bestimmt, die der Grundvertrag und das erste Grundgesetz dieses Vereins ist. Indem dieselbe die Zwecke des Bundes ausspricht, bedingt und begrenzt sie zugleich dessen Befugnisse und Verpflichtungen.

Art. 4. Der Gesamtheit der Bundesglieder steht die Befugnis der Entwickelung und Ausbildung der Bundesakte zu, insofern die Erfüllung der darin aufgestellten Zwecke solche notwendig macht. Die deshalb zu fassenden Beschlüsse dürfen aber mit dem Geiste der Bundesakte nicht in Widerspruch stehen noch von dem Grundcharakter des Bundes abweichen.

Art. 5. Der Bund ist als ein unauflöslicher Verein gegründet und es kann daher der Austritt aus diesem Verein keinem Mitgliede desselben freistehen.

Art. 6. Der Bund ist nach seiner ursprünglichen Bestimmung auf die gegenwärtig daran teilnehmenden Staaten beschränkt. Die Aufnahme eines neuen Mitgliedes kann nur statthaben, wenn die Gesamtheit der Bundesglieder solche mit den bestehenden Verhältnissen vereinbar und dem Vorteil des Ganzen angemessen findet. Veränderungen in dem gegenwärtigen Besitzstande der Bundesglieder können keine Veränderungen in den Rechten und

Verpflichtungen derselben inbezug auf den Bund ohne ausdrückliche Zustimmung der Gesamtheit bewirken. Eine freiwillige Abtretung auf einem Bundesgebiete haftender Souveränitätsrechte kann ohne solche Zustimmung nur zu gunsten eines Mitverbündeten geschehen.

Art. 7. Die Bundesversammlung, aus den Bevollmächtigten sämtlicher Bundesglieder gebildet, stellt den Bund in seiner Gesamtheit vor und ist das beständige verfassungsmässige Organ seines Willens und Handelns.

Art. 8. Die einzelnen Bevollmächtigten am Bundestage sind von ihren Kommittenten unbedingt abhängig und diesen allein wegen getreuer Befolgung der ihnen erteilten Instruktionen, sowie wegen ihrer Geschäftsführung überhaupt verantwortlich.

Art. 9. Die Bundesversammlung übt ihre Rechte und Obliegenheiten nur innerhalb der ihr vorgezeichneten Schranken aus. Ihre Wirksamkeit ist zunächst durch die Vorschriften der Bundesakte und durch die in Gemässheit derselben beschlossenen oder ferner zu beschliessenden Grundgesetze, wo aber diese nicht zureichen, durch die im Grundvertrage bezeichneten Bundeszwecke bestimmt.

Art. 10. Der Gesamtwille des Bundes wird durch verfassungsmässige Beschlüsse der Bundesversammlung ausgesprochen; verfassungsmässig aber sind diejenigen Beschlüsse, die innerhalb der Grenzen der Kompetenz der Bundesversammlung nach vorgängiger Beratung durch freie Abstimmung entweder im engern Rate oder im Plenum gefasst werden, je nachdem das eine oder das andere durch die grundgesetzlichen Bestimmungen vorgeschrieben ist.

Art. 11. In der Regel fasst die Bundesversammlung die zur Besorgung der gemeinsamen Angelegenheiten des Bundes erforderlichen Beschlüsse im engern Rate nach absoluter Stimmenmehrheit. Diese Form der Schlussfassung findet in allen Fällen statt, wo bereits feststehende allgemeine Grundsätze in Anwendung oder beschlossene Gesetze und Einrichtungen zur Ausführung zu bringen sind, überhaupt aber bei allen Beratungsgegenständen, welche die Bundesakte oder spätere Beschlüsse nicht bestimmt davon ausgenommen haben.

Art. 12. Nur in den in der Bundesakte ausdrücklich bezeichneten Fällen und, wo es auf eine Kriegserklärung oder Friedensschlussbestätigung von Seiten des Bundes ankommt, wie auch, wenn über die Aufnahme eines neuen Mitgliedes in den Bund entschieden werden soll, bildet sich die Versammlung zu einem Plenum. Ist in einzelnen Fällen die Frage, ob ein Gegenstand vor das Plenum gehört, zweifelhaft, so steht die Entscheidung derselben dem engern Rate zu. Im Plenum findet keine Erörterung oder Beratung statt, sondern es wird nur darüber abgestimmt, ob ein im engern Rate vorbereiteter Beschluss angenommen oder

verworfen werden soll. Ein gültiger Beschluss im Plenum setzt eine Mehrheit von zwei Dritteilen der Stimmen voraus.

Art. 13. Über folgende Gegenstände:

1) Annahme neuer Grundgesetze oder Abänderung der bestehenden,
2) organische Einrichtungen, d. h. bleibende Anstalten als Mittel zur Erfüllung der ausgesprochenen Bundeszwecke,
3) Aufnahme neuer Mitglieder in den Bund,
4) Religionsangelegenheiten

findet kein Beschluss durch Stimmenmehrheit statt; jedoch kann eine definitive Abstimmung über Gegenstände dieser Art nur nach genauer Prüfung und Erörterung der den Widerspruch einzelner Bundesglieder bestimmenden Gründe, deren Darlegung in keinem Falle verweigert werden darf, erfolgen.

Art. 14. Was insbesondere die organischen Einrichtungen betrifft, so muss nicht nur über die Vorfrage, ob solche unter den obwaltenden Umständen notwendig sind, sondern auch über Entwurf und Anlage derselben in ihren allgemeinen Umrissen und wesentlichen Bestimmungen im Plenum und durch Stimmeneinhelligkeit entschieden werden. Wenn die Entscheidung zu gunsten der vorgeschlagenen Einrichtung ausgefallen ist, so bleiben die sämtlichen weiteren Verhandlungen über die Ausführung im einzelnen der engern Versammlung überlassen, welche alle dabei noch vorkommenden Fragen durch Stimmenmehrheit entscheidet, auch nach Befinden der Umstände eine Kommission aus ihrer Mitte anordnet, um die verschiednen Meinungen und Anträge mit möglichster Schonung und Berücksichtigung der Verhältnisse und Wünsche der Einzelnen auszugleichen.

Art. 15. In Fällen, wo die Bundesglieder nicht in ihrer vertragsmässigen Einheit, sondern als einzelne, selbständige und unabhängige Staaten erscheinen, folglich jura singulorum obwalten, oder wo einzelnen Bundesgliedern eine besondere, nicht in den gemeinsamen Verpflichtungen aller begriffene Leistung oder Verwilligung für den Bund zugemutet werden sollte, kann ohne freie Zustimmung sämtlicher Beteiligten kein dieselben verbindender Beschluss gefasst werden.

Art. 16. Wenn die Besitzungen eines souveränen deutschen Hauses durch Erbfolge auf ein anderes übergehen, so hängt es von der Gesamtheit des Bundes ab, ob und in wie fern die auf jenen Besitzungen haftenden Stimmen im Plenum, da im engern Rate kein Bundesglied mehr als eine Stimme führen kann, dem neuen Besitzer beigelegt werden sollen.

Art. 17. Die Bundesversammlung ist berufen zur Aufrechthaltung des wahren Sinnes der Bundesakte, die darin enthaltenen Bestimmungen, wenn über deren Auslegung Zweifel entstehen sollten, dem Bundeszweck gemäss zu erklären und in allen vorkommenden Fällen den Vorschriften dieser Urkunde ihre richtige Anwendung zu sichern.

Art. 18. Da Eintracht und Friede unter den Bundesgliedern ungestört aufrecht erhalten werden soll, so hat die Bundesversammlung, wenn die innere Ruhe und Sicherheit des Bundes auf irgend eine Weise bedroht oder gestört ist, über Erhaltung oder Wiederherstellung derselben Rat zu pflegen und die dazu geeigneten Beschlüsse nach Anleitung der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen zu fassen.

Art. 19. Wenn zwischen Bundesgliedern Thätlichkeiten zu besorgen oder wirklich ausgeübt worden sind, so ist die Bundesversammlung berufen, vorläufige Massregeln zu ergreifen, wodurch jeder Selbsthülfe vorgebeugt und der bereits unternommenen Einhalt gethan werde. Zu dem Ende hat sie vor allem für Aufrechthaltung des Besitzstandes Sorge zu tragen.

Art. 20. Wenn die Bundesversammlung von einem Bundesgliede zum Schutze des Besitzstandes angerufen wird, und der jüngste Besitzstand streitig ist, so soll sie für diesen besondern Fall befugt sein, ein bei der Sache nicht beteiligtes Bundesglied in der Nähe des zu schützenden Gebietes aufzufordern, die Thatsache des jüngsten Besitzes und die angezeigte Störung desselben ohne Zeitverlust durch seinen obersten Gerichtshof summarisch untersuchen und darüber einen rechtlichen Bescheid abfassen zu lassen, dessen Vollziehung die Bundesversammlung, wenn der Bundesstaat, gegen welchen er gerichtet ist, sich nicht auf vorgängige Aufforderung freiwillig dazu versteht, durch die ihr zu diesem Ende angewiesenen Mittel zu bewirken hat.

Art. 21. Die Bundesversammlung hat in allen nach Vorschrift der Bundesakte bei ihr anzubringenden Streitigkeiten der Bundesglieder die Vermittlung durch einen Ausschuss zu versuchen. Können die entstandnen Streitigkeiten auf diesem Wege nicht beigelegt werden, so hat sie die Entscheidung derselben durch eine Austrägal-Instanz zu veranlassen und dabei, so lange nicht wegen der Austrägal-Gerichte überhaupt eine anderweitige Übereinkunft zwischen den Bundesgliedern stattgefunden hat, die in dem Bundestagsbeschlusse vom sechzehnten Juni achtzehnhundertundsiebenzehn enthaltenen Vorschriften, sowie den infolge gleichzeitig an die Bundestagsgesandten ergehender Instruktionen zu fassenden besondern Beschluss zu beobachten.

Art. 22. Wenn nach Anleitung des obgedachten Bundestagsbeschlusses der oberste Gerichtshof eines Bundesstaats zur Austrägal-Instanz gewählt ist, so steht demselben die Leitung des Prozesses und die Entscheidung des Streits in allen seinen Haupt- und Nebenpunkten uneingeschränkt und ohne alle weitere Einwirkung der Bundesversammlung oder der Landesregierung zu. Letztere wird jedoch auf Antrag der Bundesversammlung oder der streitenden Teile im Fall einer Zögerung von seiten des Gerichts die zur Beförderung der Entscheidung nötigen Verfügungen erlassen.

Art. 23. Wo keine besondre Entscheidungsnormen vor-

handen sind, hat das Austrägal-Gericht nach den in Rechtsstreitigkeiten derselben Art vormals von den Reichsgerichten subsidiarisch befolgten Rechtsquellen, in sofern solche auf die jetzigen Verhältnisse der Bundesglieder noch anwendbar sind, zu erkennen.

Art. 24. Es steht übrigens den Bundesgliedern frei, sowohl bei einzelnen vorkommenden Streitigkeiten als für alle künftige Fälle wegen besonderer Austräge oder Kompromisse übereinzukommen, wie denn auch frühere Familien- oder Vertragsausträge durch Errichtung der Bundes-Austrägal-Instanz nicht aufgehoben noch abgeändert werden.

Art. 25. Die Aufrechthaltung der innern Ruhe und Ordnung in den Bundesstaaten steht den Regierungen allein zu. Als Ausnahme kann jedoch in Rücksicht auf die innere Sicherheit des gesamten Bundes und infolge der Verpflichtung der Bundesglieder zu gegenseitiger Hülfsleistung die Mitwirkung der Gesamtheit zur Erhaltung oder Wiederherstellung der Ruhe, im Fall einer Widersetzlichkeit der Unterthanen gegen die Regierung, eines offenen Aufruhrs oder gefährlicher Bewegungen in mehreren Bundesstaaten stattfinden.

Art. 26. Wenn in einem Bundesstaate durch Widersetzlichkeit der Unterthanen gegen die Obrigkeit die innere Ruhe unmittelbar gefährdet, und eine Verbreitung aufrührerischer Bewegungen zu fürchten, oder ein wirklicher Aufruhr zum Ausbruch gekommen ist, und die Regierung selbst nach Erschöpfung der verfassungsmässigen und gesetzlichen Mittel den Beistand des Bundes anruft, so liegt der Bundesversammlung ob, die schleunigste Hülfe zur Wiederherstellung der Ordnung zu veranlassen. Sollte im letztgedachten Falle der Regierung notorisch ausser stande sein, den Aufruhr durch eigene Kräfte zu unterdrücken, zugleich aber durch die Umstände gehindert werden, die Hülfe des Bundes zu begehren, so ist die Bundesversammlung nichts desto weniger verpflichtet, auch unaufgerufen zur Wiederherstelluug der Ordnung und Sicherheit einzuschreiten. In jedem Falle aber dürfen die verfügten Massregeln von keiner längern Dauer sein, als die Regierung, welcher die bundesmässige Hülfe geleistet wird, es notwendig erachtet.

Art. 27. Die Regierung, welcher eine solche Hülfe zuteil geworden, ist gehalten, die Bundesversammlung von der Veranlassung der eingetretenen Unruhen in Kenntnis zu setzen und von den zur Befestigung der wiederhergestellten gesetzlichen Ordnung getroffenen Massregeln eine beruhigende Anzeige an dieselbe gelangen zu lassen.

Art. 28. Wenn die öffentliche Ruhe und gesetzliche Ordnung in mehreren Bundesstaaten durch gefährliche Verbindungen und Anschläge bedroht sind, und dagegen nur durch Zusammenwirken der Gesamtheit zureichende Massregeln ergriffen werden können, so ist die Bundesversammlung befugt und berufen, nach

vorgängiger Rücksprache mit den zunächst bedrohten Regierungen solche Massregeln zu beraten und zu beschliessen.

Art. 29. Wenn in einem Bundesstaate der Fall einer Justizverweigerung eintritt und auf gesetzlichen Wegen ausreichende Hülfe nicht erlangt werden kann, so liegt der Bundesversammlung ob, erwiesne, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes zu beurteilende Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege anzunehmen und darauf die gerichtliche Hülfe bei der Bundesregierung, die zu der Beschwerde Anlass gegeben hat, zu bewirken.

Art. 30. Wenn Forderungen von Privatpersonen deshalb nicht befriedigt werden können, weil die Verpflichtung, denselben Genüge zu leisten, zwischen mehreren Bundesgliedern zweifelhaft oder bestritten ist, so hat die Bundesversammlung auf Anrufen der Beteiligten zuförderst eine Ausgleichung auf gütlichem Wege zu versuchen, im Fall aber, dass dieser Versuch ohne Erfolg bliebe und die in Anspruch genommenen Bundesglieder sich nicht in einer zu bestimmenden Frist über ein Kompromiss vereinigten, die rechtliche Entscheidung der streitigen Vorfrage durch eine Austrägal-Instanz zu veranlassen.

Art. 31. Die Bundesversammlung hat das Recht und die Verbindlichkeit, für die Vollziehung der Bundesakte und übrigen Grundgesetze des Bundes, der in Gemässheit ihrer Kompetenz von ihr gefassten Beschlüsse, der durch Austräge gefällten schiedsrichterlichen Erkenntnisse, der unter die Gewährleistung des Bundes gestellten kompromissarischen Entscheidungen und der am Bundestage vermittelten Vergleiche, so wie für die Aufrechthaltung der von dem Bunde übernommenen besonderen Garantieen zu sorgen, auch zu diesem Ende nach Erschöpfung aller andern bundesverfassungsmässigen Mittel die erforderlichen Exekutionsmassregeln mit genauer Beobachtung der in einer besonderen Exekutionsordnung dieserhalb festgesetzten Bestimmungen und Normen in Anwendung zu bringen.

Art. 32. Da jede Bundesregierung die Obliegenheit hat, auf Vollziehung der Bundesbeschlüsse zu halten, der Bundesversammlung aber eine unmittelbare Einwirkung auf die innere Verwaltung der Bundesstaaten nicht zusteht, so kann in der Regel nur gegen die Regierung selbst ein Exekutionsverfahren stattfinden. Ausnahmen von dieser Regel treten jedoch ein, wenn eine Bundesregierung in Ermangelung eigener zureichenden Mittel selbst die Hülfe des Bundes in Anspruch nimmt, oder wenn die Bundesversammlung unter den im sechsundzwanzigsten Artikel bezeichneten Umständen zur Wiederherstellung der allgemeinen Ordnung und Sicherheit unaufgerufen einzuschreiten verpflichtet ist. Im ersten Fall muss jedoch immer in Übereinstimmung mit den Anträgen der Regierung, welcher die bundesmässige Hülfe geleistet wird, verfahren und im zweiten Fall ein Gleiches, sobald die Regierung wieder in Thätigkeit gesetzt ist, beobachtet werden.

Art. 33. Die Exekutionsmassregeln werden im Namen der Gesamtheit des Bundes beschlossen und ausgeführt. Die Bundesversammlung erteilt zu dem Ende mit Berücksichtigung aller Lokalumstände und sonstigen Verhältnisse einer oder mehreren bei der Sache nicht beteiligten Regierungen den Auftrag zur Vollziehung der beschlossenen Massregeln und bestimmt zugleich sowohl die Stärke der dabei zu verwendenden Mannschaft als die nach dem jedesmaligen Zweck des Exekutionsverfahrens zu bemessende Dauer desselben.

Art. 34. Die Regierung, an welche der Auftrag gerichtet ist und welche solchen als eine Bundespflicht zu übernehmen hat, ernennt zu diesem Behuf einen Zivilkommissär, der in Gemässheit einer nach den Bestimmungen der Bundesversammlung von der beauftragten Regierung zu erteilenden besondern Instruktion das Exekutionsverfahren unmittelbar leitet. Wenn der Auftrag an mehrere Regierungen ergangen ist, so bestimmt die Bundesversammlung, welche derselben den Zivilkommissär zu ernennen hat. Die beauftragte Regierung wird während der Dauer des Exekutionsverfahrens die Bundesversammlung von dem Erfolge desselben in Kenntnis erhalten und sie, sobald der Zweck vollständig erfüllt ist, von der Beendigung des Geschäfts unterrichten.

Art. 35. Der Bund hat als Gesamtmacht das Recht, Krieg, Frieden, Bündnisse und andere Verträge zu beschliessen. Nach dem im zweiten Artikel der Bundesakte ausgesprochnen Zwecke des Bundes übt derselbe aber diese Rechte nur zu seiner Selbstverteidigung, zur Erhaltung der Selbständigkeit und äussern Sicherheit Deutschlands und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen Bundesstaaten aus.

Art. 36. Da in dem eilften Artikel der Bundesakte alle Mitglieder des Bundes sich verbindlich gemacht haben, sowohl ganz Deutschland als jeden einzelnen Bundesstaat gegen jeden Angriff in Schutz zu nehmen und sich gegenseitig ihre sämtlichen unter dem Bunde begriffenen Besitzungen zu garantieren, so kann kein einzelner Bundesstaat von Auswärtigen verletzt werden, ohne dass die Verletzung zugleich und in demselben Masse die Gesamtheit des Bundes treffe.

Dagegen sind die einzelnen Bundesstaaten verpflichtet, von ihrer Seite weder Anlass zu dergleichen Verletzungen zu geben noch auswärtigen Staaten solche zuzufügen. Sollte von Seiten eines fremden Staates über eine von einem Mitgliede des Bundes ihm widerfahrne Verletzung bei der Bundesversammlung Beschwerde geführt und diese gegründet befunden werden, so liegt der Bundesversammlung ob, das Bundesglied, welches die Beschwerde veranlasst hat, zur schleunigen und genügenden Abhülfe aufzufordern und mit dieser Aufforderung nach Befinden der Umstände Massregeln, wodurch weitern friedestörenden Folgen zur rechten Zeit vorgebeugt werde, zu verbinden.

Art. 37. Wenn ein Bundesstaat bei einer zwischen ihm und

einer auswärtigen Macht entstandenen Irrung die Dazwischenkunft des Bundes anruft, so hat die Bundesversammlung den Ursprung solcher Irrung und das wahre Sachverhältnis sorgfältig zu prüfen. Ergiebt sich aus dieser Prüfung, dass dem Bundesstaate das Recht nicht zur Seite steht, so hat die Bundesversammlung denselben von Fortsetzung des Streites ernstlich abzumahnen und die begehrte Dazwischenkunft zu verweigern, auch erforderlichenfalls zur Erhaltung des Friedensstandes geeignete Mittel anzuwenden. Ergiebt sich das Gegenteil, so ist die Bundesversammlung verpflichtet, dem verletzten Bundesstaate ihre wirksamste Verwendung und Vertretung angedeihen zu lassen und solche soweit auszudehnen, als nötig ist, damit demselben volle Sicherheit und angemessene Genugthuung zuteil werde.

Art. 38. Wenn aus der Anzeige eines Bundesstaats oder aus andern zuverlässigen Angaben Grund zu der Besorgnis geschöpft wird, dass ein einzelner Bundesstaat oder die Gesamtheit des Bundes von einem feindlichen Angriffe bedroht sei, so muss die Bundesversammlung sofort die Frage, ob die Gefahr eines solchen Angriffes wirklich vorhanden ist, in Beratung nehmen und darüber in der kürzestmöglichen Zeit einen Ausspruch thun. Wird die Gefahr anerkannt, so muss gleichzeitig mit diesem Ausspruche wegen der in solchem Falle unverzüglich in Wirksamkeit zu setzenden Verteidigungsmassregeln ein Beschluss gefasst werden. Beides, jener Ausspruch und dieser Beschluss, ergeht von der engern Versammlung, die dabei nach der in ihr geltenden absoluten Stimmenmehrheit verfährt.

Art. 39. Wenn das Bundesgebiet von einer auswärtigen Macht feindlich überfallen wird, tritt sofort der Stand des Krieges ein, und es muss in diesem Falle, was auch ferner von der Bundesversammlung beschlossen werden mag, ohne weitern Verzug zu den erforderlichen Verteidigungsmassregeln geschritten werden.

Art. 40. Sieht sich der Bund zu einer förmlichen Kriegserklärung genötigt, so kann solche nur in der vollen Versammlung nach der für dieselbe vorgeschriebenen Stimmenmehrheit von zwei Dritteilen beschlossen werden.

Art. 41. Der in der engern Versammlung gefasste Beschluss über die Wirklichkeit der Gefahr eines feindlichen Angriffes verbindet sämtliche Bundesstaaten zur Teilnahme an den vom Bundestage notwendig erachteten Verteidigungsmassregeln. Gleicherweise verbindet die in der vollen Versammlung ausgesprochene Kriegserklärung sämtliche Bundesstaaten zur unmittelbaren Teilnahme an dem gemeinschaftlichen Kriege.

Art. 42. Wenn die Vorfrage, ob Gefahr vorhanden ist, durch die Stimmenmehrheit verneinend entschieden wird, so bleibt nichtsdestoweniger denjenigen Bundesstaaten, welche von der Wirklichkeit der Gefahr überzeugt sind, unbenommen, gemeinschaftliche Verteidigungsmassregeln unter einander zu verabreden.

Art. 43. Wenn in einem Falle, wo es die Gefahr und Be-

schützung einzelner Bundesstaaten gilt, einer der streitenden Teile auf die förmliche Vermittlung des Bundes anträgt, so wird derselbe, insofern er es der Lage der Sachen und seiner Stellung angemessen findet, unter vorausgesetzter Einwilligung des andern Teils diese Vermittelung übernehmen; jedoch darf dadurch der Beschluss wegen der zur Sicherheit des Bundesgebiets zu ergreifenden Verteidigungsmassregeln nicht aufgehalten werden, noch in der Ausführung der bereits beschlossnen ein Stillstand oder eine Verzögerung eintreten.

Art. 44. Bei ausgebrochnem Kriege steht jedem Bundesstaate frei, zur gemeinsamen Verteidigung eine grössere Macht zu stellen, als sein Bundeskontingent beträgt; es kann jedoch in dieser Hinsicht keine Forderung an den Bund stattfinden.

Art. 45. Wenn in einem Kriege zwischen auswärtigen Mächten oder in andern Fällen Verhältnisse eintreten, welche die Besorgnis einer Verletzung der Neutralität des Bundesgebiets veranlassen, so hat die Bundesversammlung ohne Verzug im engern Rate die zur Behauptung dieser Neutralität erforderlichen Massregeln zu beschliessen.

Art. 46. Beginnt ein Bundesstaat, der zugleich ausserhalb des Bundesgebiets Besitzungen hat, in seiner Eigenschaft als europäische Macht einen Krieg, so bleibt ein solcher, die Verhältnisse und Verpflichtungen des Bundes nicht berührender Krieg dem Bunde ganz fremd.

Art. 47. In den Fällen, wo ein solcher Bundesstaat in seinen ausser dem Bunde belegenen Besitzungen bedroht oder angegriffen wird, tritt für den Bund die Verpflichtung zu gemeinschaftlichen Verteidigungsmassregeln oder zur Teilnahme und Hülfsleistung nur insofern ein, als derselbe nach vorgängiger Beratung durch Stimmenmehrheit in der engern Versammlung Gefahr für das Bundesgebiet erkennt. Im letztern Falle finden die Vorschriften der vorhergehenden Artikel ihre gleichmässige Anwendung.

Art. 48. Die Bestimmung der Bundesakte, vermöge welcher nach einmal erklärtem Bundeskriege kein Mitglied des Bundes einseitige Unterhandlungen mit dem Feinde eingehen noch einseitig Waffenstillstand oder Frieden schliessen darf, ist für sämtliche Bundesstaaten, sie mögen ausserhalb des Bundes Besitzungen haben oder nicht, gleich verbindlich.

Art. 49. Wenn von Seiten des Bundes Unterhandlungen über Abschluss des Friedens oder eines Waffenstillstandes stattfinden, so hat die Bundesversammlung zu spezieller Leitung derselben einen Ausschuss zu bestellen, zu dem Unterhandlungsgeschäft selbst aber eigne Bevollmächtigte zu ernennen und mit gehörigen Instruktionen zu versehen. Die Annahme und Bestätigung eines Friedensvertrags kann nur in der vollen Versammlung geschehen.

Art. 50. Inbezug auf die auswärtigen Verhältnisse überhaupt liegt der Bundesversammlung ob:

1) als Organ der Gesamtheit des Bundes für die Aufrechthaltung friedlicher und freundschaftlicher Verhältnisse mit den auswärtigen Staaten Sorge zu tragen;
2) die von fremden Mächten bei dem Bunde beglaubigten Gesandten anzunehmen und, wenn es nötig befunden werden sollte, im Namen des Bundes Gesandte an fremde Mächte abzuordnen;
3) in eintretenden Fällen Unterhandlungen für die Gesamtheit des Bundes zu führen und Verträge für denselben abzuschliessen;
4) auf Verlangen einzelner Bundesregierungen für dieselben die Verwendung des Bundes bei fremden Regierungen und in gleicher Art auf Verlangen fremder Staaten die Dazwischenkunft des Bundes bei einzelnen Bundesgliedern eintreten zu lassen.

Art. 51. Die Bundesversammlung ist ferner verpflichtet, die auf das Militärwesen des Bundes Bezug habenden organischen Einrichtungen und die zur Sicherstellung seines Gebiets erforderlichen Verteidigungsanstalten zu beschliessen.

Art. 52. Da zur Erreichung der Zwecke und Besorgung der Angelegenheiten des Bundes von der Gesamtheit der Mitglieder Geldbeiträge zu leisten sind, so hat die Bundesversammlung:

1) den Betrag der gewöhnlichen verfassungsmässigen Ausgaben, soweit solches im allgemeinen geschehen kann, festzusetzen;
2) in vorkommenden Fällen die zur Ausführung besondrer in Hinsicht auf anerkannte Bundeszwecke gefassten Beschlüsse erforderlichen ausserordentlichen Ausgaben und die zur Bestreitung derselben zu leistenden Beiträge zu bestimmen;
3) das matrikelmässige Verhältnis, nach welchem von den Mitgliedern des Bundes beizutragen ist, festzusetzen;
4) die Erhebung, Verwendung und Verrechnung der Beiträge anzuordnen und darüber die Aufsicht zu führen.

Art. 53. Die durch die Bundesakte den einzelnen Bundesstaaten garantierte Unabhängigkeit schliesst zwar im allgemeinen jede Einwirkung des Bundes in die innere Staatseinrichtung und Staatsverwaltung aus. Da aber die Bundesglieder sich in dem zweiten Abschnitt der Bundesakte über einige besondre Bestimmungen vereinigt haben, welche sich teils auf Gewährleistung zugesicherter Rechte, teils auf bestimmte Verhältnisse der Unterthanen beziehen, so liegt der Bundesversammlung ob, die Erfüllung der durch diese Bestimmungen übernommenen Verbindlichkeiten, wenn sich aus hinreichend begründeten Anzeigen der Beteiligten ergiebt, dass solche nicht stattgefunden habe, zu bewirken. Die Anwendung der in Gemässheit dieser Verbindlichkeiten getroffenen allgemeinen Anordnungen auf die einzelnen Fälle bleibt jedoch den Regierungen allein überlassen.

Art. 54. Da nach dem Sinn des dreizehnten Artikels der Bundesakte und den darüber erfolgten spätern Erklärungen in

allen Bundesstaaten landständische Verfassungen stattfinden sollen, so hat die Bundesversammlung darüber zu wachen, dass diese Bestimmung in keinem Bundesstaate unerfüllt bleibe.

Art. 55. Den souveränen Fürsten der Bundesstaaten bleibt überlassen, diese innere Landesangelegenheit mit Berücksichtigung sowohl der früherhin gesetzlich bestandnen ständischen Rechte als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse zu ordnen.

Art. 56. Die in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassungen können nur auf verfassungsmässigem Wege wieder abgeändert werden.

Art. 57. Da der deutsche Bund mit Ausnahme der freien Städte aus souveränen Fürsten besteht, so muss dem hierdurch gegebenen Grundbegriffe zufolge die gesamte Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staats vereinigt bleiben, und der Souverän kann durch eine landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden.

Art. 58. Die im Bunde vereinten souveränen Fürsten dürfen durch keine landständische Verfassung in der Erfüllung ihrer bundesmässigen Verpflichtungen gehindert oder beschränkt werden.

Art. 59. Wo die Öffentlichkeit landständischer Verhandlungen durch die Verfassung gestattet ist, muss durch die Geschäftsordnung dafür gesorgt werden, dass die gesetzlichen Grenzen der freien Äusserung weder bei den Verhandlungen selbst noch bei deren Bekanntmachung durch den Druck auf eine die Ruhe des einzelnen Bundesstaats oder des gesamten Deutschlands gefährdende Weise überschritten werden.

Art. 60. Wenn von einem Bundesgliede die Garantie des Bundes für die in seinem Lande eingeführte landständische Verfassung nachgesucht wird, so ist die Bundesversammlung berechtigt, solche zu übernehmen. Sie erhält dadurch die Befugnis, auf Anrufen der Beteiligten, die Verfassung aufrecht zu erhalten und die über Auslegung oder Anwendung derselben entstandenen Irrungen, sofern dafür nicht anderweitig Mittel und Wege gesetzlich vorgeschrieben sind, durch gütliche Vermittelung oder kompromissarische Entscheidung beizulegen.

Art. 61. Ausser dem Fall der übernommnen besondern Garantie einer landständischen Verfassung und der Aufrechthaltung der über den dreizehnten Artikel der Bundesakte hier festgesetzten Bestimmungen ist die Bundesversammlung nicht berechtigt, in landständische Angelegenheiten oder in Streitigkeiten zwischen den Landesherren und ihren Ständen einzuwirken, so lange solche nicht den im sechsundzwanzigsten Artikel bezeichneten Charakter annehmen, in welchem Falle die Bestimmungen dieses, sowie des siebenundzwanzigsten Artikels auch hiebei ihre Anwendung finden. Der sechsundvierzigste Artikel der Wiener Kongressakte vom Jahre achtzehnhundertundfünfzehn in betreff der freien Stadt Frankfurt erhält jedoch hierdurch keine Abänderung.

Art. 62. Die vorstehenden Bestimmungen in Bezug auf den

dreizehnten Artikel der Bundesakte sind auf die freien Städte in soweit anwendbar, als die besondern Verfassungen und Verhältnisse derselben es zulassen.

Art. 63. Es liegt der Bundesversammlung ob, auf die genaue und vollständige Erfüllung derjenigen Bestimmungen zu achten, welche der vierzehnte Artikel der Bundesakte in betreff der mittelbar gewordnen ehemaligen Reichsstände und des ehemaligen unmittelbaren Reichsadels enthält. Diejenigen Bundesglieder, deren Ländern die Besitzungen derselben einverleibt worden. bleiben gegen den Bund zur unverrückten Aufrechthaltung der durch jene Bestimmungen begründeten staatsrechtlichen Verhältnisse verpflichtet. Und wenn gleich die über die Anwendung der in Gemässheit des vierzehnten Artikels der Bundesakte erlassnen Verordnungen oder abgeschlossnen Verträge entstehenden Streitigkeiten in einzelnen Fällen an die kompetenten Behörden des Bundesstaats, in welchem die Besitzungen der mittelbar gewordenen Fürsten, Grafen und Herren gelegen sind, zur Entscheidung gebracht werden müssen, so bleibt denselben doch im Fall der verweigerten gesetzlichen und verfassungsmässigen Rechtshülfe oder einer einseitigen zu ihrem Nachteil erfolgten legislativen Erklärung der durch die Bundesakte ihnen zugesicherten Rechte der Rekurs an die Bundesversammlung vorbehalten; und diese ist in einem solchen Falle verpflichtet, wenn sie die Beschwerde gegründet findet, eine genügende Abhülfe zu bewirken.

Art. 64. Wenn Vorschläge zu gemeinnützigen Anordnungen, deren Zweck nur durch die zusammenwirkende Teilnahme aller Bundesstaaten vollständig erreicht werden kann, von einzelnen Bundesgliedern an die Bundesversammlung gebracht werden und diese sich von der Zweckmässigkeit und Ausführbarkeit solcher Vorschläge im allgemeinen überzeugt; so liegt ihr ob, die Mittel zur Vollführung derselben in sorgfältige Erwägung zu ziehen und ihr anhaltendes Bestreben dahin zu richten, die zu dem Ende erforderliche freiwillige Vereinbarung unter den sämtlichen Bundesgliedern zu bewirken.

Art. 65. Die in den besondern Bestimmungen der Bundesakte Artikel 16, 18, 19 zur Beratung der Bundesversammlung gestellten Gegenstände bleiben derselben, um durch gemeinschaftliche Übereinkunft zu möglichst gleichförmigen Verfügungen darüber zu gelangen, zur fernern Bearbeitung vorbehalten.

Die vorstehende Akte wird als das Resultat einer unabänderlichen Vereinbarung zwischen den Bundesgliedern mittelst Präsidialvortrags an den Bundestag gebracht und dort infolge gleichlautender Erklärungen der Bundesregierungen durch förmlichen Bundesbeschluss zu einem Grundgesetz erhoben werden, welches die nämliche Kraft und Gültigkeit, wie die Bundesakte selbst, haben und der Bundesversammlung zur unabweichlichen Richtschnur dienen soll.

Zur Urkunde dessen haben sämtliche hier versammelte Bevollmächtigte die gegenwärtige Akte unterzeichnet [*die Unterschriften der Bevollmächtigten hier weggelassen*] und mit ihren Wappen untersiegelt.

So geschehen zu Wien, den fünfzehnten des Monats Mai im Jahr eintausendachthundertundzwanzig.

7. Verfassung für das Kurfürstentum Hessen. 1831 Januar 5.

Sammlung von Gesetzen, Verordnungen . . . für Kurhessen. 6. Bd. Jahr 1831, S. 1 ff.; Die europäischen Verfassungen seit 1789 v. K. H. L. Pölitz (2. Aufl.) 1. Bd. 1. Abt. (1832), S. 613 ff. = Die Verfassungen des teutschen Staatenbundes seit 1789 v. K. H. L. Pölitz, fortgesetzt von F. Bülau 1. Abt. (1847), S. 613 ff.; Kurhessens Verfassungs-Urkunde vom 5. Jan. 1831 . . . gegenübergestellt der Verfass.-Urk. v. 13. April 1852 (Cassel 1852).

Von Gottes Gnaden Wir Wilhelm II, Kurfürst von Hessen, Grossherzog von Fulda, Fürst zu Hersfeld, Hanau, Fritzlar und Isenburg, Graf zu Katzenelnbogen, Dietz, Ziegenhain, Nidda und Schaumburg etc. etc.

haben, durchdrungen von den hohen Regentenpflichten, Uns stets thätigst bemühet, die Wohlfahrt Unserer verschiedenen Landesteile, sowie aller Klassen Unserer geliebten Unterthanen zu befördern und sind daher mit aufrichtiger Bereitwilligkeit den Bitten und Wünschen Unseres Volkes entgegengekommen, welches in einer landständischen Mitwirkung zu den inneren Staatsangelegenheiten von allgemeiner Wichtigkeit die kräftigste Gewährleistung Unserer landesväterlichen Gesinnungen und eine dauernde Sicherstellung seines Glückes erblickt. Nachdem Wir sodann zur Ausführung Unserer deshalbigen Absichten mit den getreuen Ständen Unserer althessischen Lande, zu welchen noch Abgeordnete aus den übrigen bisher nicht vertretenen Gebietsteilen und aus der Grafschaft Schaumburg hinzugezogen worden sind, über ein Staatsgrundgesetz haben Beratung pflegen lassen, erteilen Wir nunmehr in vollem Einverständnisse mit den Ständen, deren Einsicht und treue Anhänglichkeit Wir hierbei erprobt haben, die gegenwärtige Verfassungsurkunde mit dem herzlichen Wunsche, dass dieselbe als festes Denkmal der Eintracht zwischen Fürst und Unterthanen noch in späten Jahrhunderten bestehen, und deren Inhalt sowohl die Staatsregierung in ihrer wohlthätigen Wirksamkeit unterstützen, als dem Volke die Bewahrung seiner bürgerlichen Freiheiten versichern und dem gesamten Vaterlande eine lange segensreiche Zukunft verbürgen möge.

Erster Abschnitt. Von dem Staatsgebiete, der Regierungsform, Regierungsfolge und Regentschaft.

§ 1. Sämtliche kurhessischen Lande, namentlich Nieder- und Oberhessen, das Grossherzogtum Fulda, die Fürstentümer

Hersfeld, Hanau, Fritzlar und Isenburg, die Grafschaften Ziegenhain und Schaumburg, auch die Herrschaft Schmalkalden, sowie alles, was etwa noch in der Folge mit Kurhessen verbunden werden wird, bilden für immer ein unteilbares und unveräusserliches, in einer Verfassung vereinigtes Ganzes und einen Bestandteil des deutschen Bundes.

Nur gegen einen vollständigen Ersatz an Land und Leuten, verbunden mit anderen wesentlichen Vorteilen kann die Vertauschung einzelner Teile mit Zustimmung der Landstände stattfinden. Von dieser Zustimmung sind jedoch die mit auswärtigen Staaten dermal bereits eingeleiteten Verträge ausgenommen.

§ 2. Die Regierungsform bleibt so wie bisher monarchisch, und es bestehet dabei eine landständische Verfassung.

§ 3. Die Regierung des kurhessischen Staates mit dessen sämtlichen gegenwärtigen und künftigen Bestandteilen und Zubehörungen ist erblich, vermöge leiblicher Abstammung aus ebenbürtiger Ehe nach der Linealfolge und dem Rechte der Erstgeburt mit Ausschluss der Prinzessinnen.

§ 4. Würden dereinst Besorgnisse wegen der Thronerledigung bei Ermangelung eines durch Verwandtschaft oder fortdauernde Erbverbrüderung zur Nachfolge berechtigten Prinzen entstehen, so soll zeitig von dem Landesherrn in Übereinkunft mit den Landständen durch ein weiteres Grundgesetz über die Thronfolge die nötige Vorsorge getroffen werden.

§ 5. Der Landesfürst wird volljährig, sobald er das achtzehnte Jahr zurückgelegt hat.

§ 6. Der Regierungsnachfolger wird bei dem Regierungsantritte geloben, die Staatsverfassung aufrecht zu erhalten und in Gemässheit derselben, sowie nach den Gesetzen zu regieren. Er stellt darüber eine (im landständischen Archive zu hinterlegende) Urkunde aus, worauf die Huldigung und zwar zuerst von den versammelten Landständen erfolgt.

§ 7. Ist entweder der Regierungsnachfolger minderjährig, oder der Landesherr an der Ausübung der Regierung auf längere Zeit verhindert, ohne dass dieser selbst oder dessen Vorfahr durch eine mit landständischer Zustimmung errichtete Verfügung deshalb genügende Vorsorge getroffen hat oder hat treffen können, so tritt für die Dauer der Minderjährigkeit oder der sonstigen Verhinderung eine Regentschaft ein. Diese gebührt in Beziehung auf den minderjährigen Landesfürsten zunächst dessen leiblicher Mutter, so lange dieselbe sich nicht anderweit vermählen wird, und in deren Ermangelung oder bei deren Unfähigkeit zur Regierung dem hierzu fähigen nächsten Agnaten. Bei der obgedachten Verhinderung des Landesherrn kommt die Regentschaft dessen Gemahlin zu, wenn aus der gemeinschaftlichen Ehe ein zur unmittelbaren Nachfolge berechtigter noch minderjähriger Prinz vorhanden ist, ausserdem aber dem zur Regierung fähigen nächsten Agnaten.

§ 8. In allen Fällen stehet der Regentschaft ein Rat von

vier Mitgliedern zur Seite, welche zugleich Minister oder Geheime Räte sein können und wenigstens zur Hälfte mit Beistimmung der Landstände zu wählen sind. Ohne die Zustimmung dieses Regentschaftsrates kann keine dem Landesherrn ausschliesslich zukommende Regierungshandlung gültig ausgeübt werden. Von Seiten der Regentschaft und deren Rates ist die Aufrechthaltung der Landesverfassung und die Regierung nach den Gesetzen ebenso, wie von dem Thronfolger, urkundlich zu geloben. Die nötige Einleitung zur Regentschaft liegt dem Gesamtstaatsministerium ob und zwar alsbald im Falle eines landständischen Antrages. Zum Zwecke der deshalbigen Beratung hat nämlich dasselbe das Zusammentreten eines fürstlichen Familienrates zu veranlassen, welcher aus den volljährigen, nicht mehr unter väterlicher Gewalt befindlichen Prinzen des kurfürstlichen Hauses mit Ausschluss des zunächst zur Regentschaft berufenen Agnaten bestehen wird.

§ 9. Sollte bei einem zunächst nach dem regierenden Landesfürsten zur Erbfolge berufenen Prinzen eine solche Geistes- oder körperliche Beschaffenheit sich zeigen, welche es demselben wahrscheinlich für immer unmöglich machen würde, die Regierung des Landes selbst zu führen, so ist über den künftigen Eintritt der Regentschaft durch ein Gesetz zeitig zu verfügen.

Zweiter Abschnitt. Von dem Landesfürsten und den Gliedern des Fürstenhauses.

§ 10. Der Kurfürst ist das Oberhaupt des Staates, vereinigt in sich alle Rechte der Staatsgewalt und übt sie auf verfassungsmässige Weise aus.

Seine Person ist heilig und unverletzlich.

§ 11. Der Sitz der Regierung kann nicht ausser Landes verlegt werden.

§ 12. Kein Prinz und keine Prinzessin des Hauses darf ohne Einwilligung des Landesherrn sich vermählen.

§ 13. Eben so wenig darf ein Prinz aus der wirklich regierenden Linie oder der präsumtive Thronfolger aus einer Seitenlinie ohne vorgängige Genehmigung des Landesherrn in auswärtige Dienste treten.

§ 14. Alle festgesetzten Apanagen sind stets regelmässig auszuzahlen. Bei eintretendem bedeutenden Zuwachse von Gebiet oder bei dem Anfalle beträchtlicher Grundbesitzungen mit Erlöschen einer Seitenlinie kann unter Beistimmung der Landstände die Vermehrung einer dermaligen Apanage, in keinem Falle aber deren Verminderung stattfinden.

§ 15. Die künftig nötigen Apanagen für nachgeborene Prinzen und unvermählte Prinzessinnen der regierenden Linie werden in Geldrenten mit Zustimmung der Landstände festgesetzt.

§ 16. Auf gleiche Weise erfolgt die Bestimmung der nötig werdenden Wittümer.

§ 17. Über das Grundeigentum, welches den Prinzen zur

Apanage oder sonst von dem Landesherrn überwiesen oder irgend eingeräumt oder auf dieselben von väterlicher Seite her oder von Agnaten vererbt oder sonst übertragen worden ist, können die Prinzen in keiner Art ohne die landesherrliche Bewilligung und die hinsichtlich der Apanagegüter erforderliche Zustimmung der Landstände gültig verfügen, es sei denn zur Abtretung an den Staat selbst, zur Ausgleichung von Grenz- und anderen Rechtsstreitigkeiten oder zur Ablösung von Diensten, Zehnten oder Grundzinsen. In solchen Fällen muss aber der empfangene Ersatz wieder in inländischem Grundeigentume, welches ganz die Natur der veräusserten Besitzung annimmt und an deren Stelle tritt, gehörig angelegt werden.

§ 18. Die bisher vom Lande besonders aufgebrachte Aussteuer der Prinzessinnen wird in den herkömmlichen Beträgen künftig aus der Staatskasse geleistet werden.

Dritter Abschnitt. Von den allgemeinen Rechten und Pflichten der Unterthanen.

§ 19. Der Aufenthalt innerhalb der Grenzen des Kurstaates verpflichtet zur Beobachtung der Gesetze und begründet dagegen den gesetzlichen Schutz.

§ 20. Die Staatsangehörigkeit (Recht des Inländers, Indigenat) stehet zu vermöge der Geburt oder wird besonders erworben durch ausdrückliche oder stillschweigende Aufnahme und gehet verloren durch Auswanderung oder eine dergleichen Handlung nach den näheren Bestimmungen, welche ein deshalb zu erlassendes Gesetz enthalten wird.

Der Genuss der Ortsbürgerrechte, sei es in Städten oder Landgemeinden, kann nur Staatsangehörigen zukommen.

§ 21. Ein jeder Inländer männlichen Geschlechts hat im achtzehnten Lebensjahre den Huldigungseid zu leisten, mittelst dessen er Treue dem Landesfürsten und dem Vaterlande, Beobachtung der Verfassung und Gehorsam den Gesetzen gelobt.

§ 22. Ein jeder Staatsangehörige (Inländer) ist der Regel nach (vgl. § 23 und § 24) auch Staatsbürger, somit zu öffentlichen Ämtern und zur Teilnahme an der Volksvertretung befähigt, vorbehaltlich derjenigen Eigenschaften, welche diese Verfassung oder andere Gesetze inbezug auf die Ausübung einzelner staatsbürgerlichen Rechte erfordern.

§ 23. Das Staatsbürgerrecht hört auf:

1) mit dem Verluste der Staatsangehörigkeit und
2) mit der rechtskräftigen Verurteilung zu einer peinlichen Strafe, unbeschadet einer etwa erfolgenden Rehabilitation (s. § 126).

§ 24. Der Mangel oder Verlust des Staatsbürgerrechts an sich ist ohne Einfluss auf den Unterthanenverband, sowie auf die bloss bürgerlichen Rechte und Pflichten, wenn nicht besondere Gesetze eine Ausnahme begründen.

§ 25. Die Leibeigenschaft ist und bleibt aufgehoben. Die

von ihr herrührenden unständigen Abgaben, insoweit sie noch rechtlich fortbestehen, namentlich für die Sterbefälle, sollen auf eine für die Beteiligten billige Weise im Wege des Vertrages oder für die Fälle, wo der deshalbige Versuch ohne Erfolg geblieben sein würde, durch ein zu erlassendes Gesetz anderweit geordnet werden.

§ 26. Alle Einwohner sind insoweit vor den Gesetzen einander gleich und zu gleichen staatsbürgerlichen Verbindlichkeiten verpflichtet, als nicht gegenwärtige Verfassung oder sonst die Gesetze eine Ausnahme begründen.

§ 27. Einem jeden ohne Unterschied stehet die Wahl des Berufes und die Erlernung eines Gewerbes frei. Ebenso kann jeder die öffentlichen Lehr- und Bildungsanstalten des In- und Auslandes selbst zum Zwecke der Bewerbung um einen Staatsdienst benutzen, ohne einer besondern Erlaubnis der Staatsregierung hierzu zu bedürfen. Er muss jedoch jedenfalls vor dem Besuchen der Universität den für die deshalbige Vorbereitung gesetzlich vorgeschriebenen Erfordernissen genügen (vgl. übrigens § 52).

§ 28. Kein Inländer kann wegen seiner Geburt von irgend einem öffentlichen Amte ausgeschlossen werden. Auch giebt dieselbe kein Vorzugsrecht zu irgend einem Staatsamte.

§ 29. Die Verschiedenheit des christlichen Glaubensbekenntnisses hat auf den Genuss der bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte keinen Einfluss. Die den Israeliten bereits zustehenden Rechte sollen unter den Schutz der Verfassung gestellt sein und die besonderen Verhältnisse derselben gleichförmig für alle Gebietsteile durch ein Gesetz geordnet werden.

§ 30. Jedem Einwohner stehet vollkommene Freiheit des Gewissens und der Religionsübung zu. Jedoch darf die Religion nie als Vorwand gebraucht werden, um sich irgend einer gesetzlichen Verbindlichkeit zu entziehen.

§ 31. Die Freiheit der Person und des Eigentums unterliegt keiner anderen Beschränkung, als welche das Recht und die Gesetze bestimmen.

§ 32. Das Eigentum oder sonstige Rechte und Gerechtsame können für Zwecke des Staates oder einer Gemeinde oder solcher Personen, welche Rechte derselben ausüben, nur in den durch die Gesetze bestimmten Fällen und Formen gegen vorgängige volle Entschädigung in Anspruch genommen werden. Über Notfälle, in denen ausnahmsweise nachfolgende Entschädigung eintreten soll, wird ein besonderes Gesetz das Nähere bestimmen.

§ 33. Die Jagd-, Waldkultur- und Teichdienste nebst den Wildprets- und Fischfuhren oder dergleichen Traggänge zur Frohne sollen überall nicht mehr stattfinden, und die Privatberechtigten, welche hierdurch einen Verlust erleiden, nach dessen Ermittelung auf den Grund der deshalb zu erteilenden gesetzlichen Vorschriften vom Staate entschädiget werden. Gleichfalls werden die dem Staate

zu leistenden Fruchtmagazinsfuhren und Handdienste auf den Fruchtböden gänzlich aufgehoben.

Die übrigen ungemessenen Hof-, Kameral- und gutsherrlichen Frohnen sollen in gemessene umgewandelt werden.

Alle gemessenen Frohnen sind ablösbar. Die Art und Weise ihrer Umwandlung und Ablösung ist durch ein besonderes Gesetz mit gehöriger Berücksichtigung der Interessen der Berechtigten und Verpflichteten näher zu bestimmen, auch demnächst die Ausführung nach Möglichkeit durch entsprechende Verwaltungsmassregeln unter angemessener Beihülfe aus der Staatskasse zu befördern.

Die Last der Landfolgedienste, welche nach deren gesetzlicher Feststellung fortbestehen werden, soll durch Beschränkung auf den wirklichen Bedarf gemindert und soviel als thunlich durch zweckdienliche Verdingung erleichtert werden.

§ 34. Alle Grundzinsen, Zehnten und übrigen gutsherrlichen Natural- und Geldleistungen, auch andere Reallasten sind ablösbar. Über die deshalbigen Bedingungen und Entschädigungen wird ein Gesetz unter gehöriger Berücksichtigung der Interessen der Pflichtigen und der Berechtigten ergehen.

§ 35. Jedermann bleibt es frei, über das sein Interesse benachteiligende verfassungs-, gesetz- oder ordnungswidrige Benehmen oder Verfahren einer öffentlichen Behörde bei der unmittelbar vorgesetzten Stelle Beschwerde zu erheben und solche nötigenfalls bis zur höchsten Behörde zu verfolgen. Wird die angebrachte Beschwerde von der vorgesetzten Behörde ungegründet befunden, so ist dieselbe verpflichtet, dem Beschwerdeführer die Gründe ihrer Entscheidung zu eröffnen.

Ebenwohl bleibt in jedem Falle, wo jemand sich in seinen Rechten verletzt glaubt, ihm die gerichtliche Klage offen, auch in geeigneten wichtigeren Fällen unbenommen, die Verwendung der Landstände anzusprechen.

Überhaupt ist es den einzelnen Unterthanen sowie ganzen Gemeinden und Körperschaften freigelassen, ihre Wünsche und Bitten auf gesetzlichem Wege zu beraten und vorzubringen.

§ 36. Ausschliessliche Handels- und Gewerbsprivilegien sollen ohne Zustimmung der Landstände nicht mehr erteilt werden. Die Aufhebung der bestehenden Monopole, sowie der Bann- und Zwangsrechte ist durch ein besonderes Gesetz zu bewirken. Patente für Erfindungen können von der Regierung auf bestimmte Zeit, jedoch nicht länger als auf zehn Jahre erteilt werden.

Diejenigen Gewerbe, für deren Ausübung aus polizeilichen oder staatswirtschaftlichen Rücksichten eine Konzession erforderlich ist, sollen gesetzlich bestimmt werden. Indessen ist das Erfordernis einer Konzession, wie solches bisher bestand, nirgend auszudehnen.

§ 37. Die Freiheit der Presse und des Buchhandels wird in ihrem vollen Umfange stattfinden. Es soll jedoch zuvor gegen Pressvergehen ein besonderes Gesetz alsbald erlassen werden.

Die Zensur ist nur in den durch die Bundesgesetze bestimmten Fällen zulässig.

§ 38. Das Briefgeheimnis ist auch künftig unverletzt zu halten. Die absichtliche unmittelbare oder mittelbare Verletzung desselben bei der Postverwaltung soll peinlich bestraft werden.

§ 39. Niemand kann wegen der freien Äusserung blosser Meinungen zur Verantwortung gezogen werden, den Fall eines Vergehens oder einer Rechtsverletzung ausgenommen.

§ 40. Jeder Waffenfähige bis zum zurückgelegten 50sten Lebensjahre ist im Falle der Not zur Verteidigung des Vaterlandes verpflichtet. Über die Verbindlichkeit zum Kriegsdienste, die Art der Ergänzung des Kriegsheeres und die sonstigen hierauf bezüglichen Verhältnisse, sowie über die nach und nach erfolgende Verabschiedung der Leute, welche bereits fünf Jahre und darüber gedient haben, ist alsbald ein Gesetz zu erlassen. In diesem soll die Dienstzeit für das aktive Heer nicht über fünf Jahre, ausser dem Falle des Krieges, ausgedehnt, die Stellvertretung für zulässig erklärt, und bei der Bestimmung der Verbindlichkeit zum Kriegsdienste in der Linie auf Familienwohlfahrt, Ackerbau, Gewerbe, Künste und Wissenschaften nach Möglichkeit schonende Rücksicht genommen werden. Ausserdem ist noch die Einrichtung der Bürgerbewaffnung in den Stadt- und Landgemeinden als einer bleibenden Anstalt zur geeigneten Mitwirkung für die Aufrechthaltung der inneren Ruhe und Ordnung, sowie in Notfällen zur Landesverteidigung gesetzlich näher zu bestimmen.

§ 41. Jedem Einwohner steht das Recht der freien Auswanderung unter Beobachtung der gesetzlichen Bestimmungen zu.

Vierter Abschnitt. Von den Gemeinden und von den Bezirksräten.

§ 42. Die Rechte und Verbindlichkeiten der Gemeinden sollen in einer besonderen Städte- und Gemeindeordnung alsbald festgesetzt, und darin die freie Wahl ihrer Vorstände und Vertreter, die selbständige Verwaltung des Gemeindevermögens und der örtlichen Einrichtungen unter Mitaufsicht ihrer besonders erwählten Ausschüsse, die Bewirkung der Aufnahme in den Gemeindeverband und die Befugnis zur Bestellung der Gemeindediener zum Grunde gelegt, auch die Art der oberen Aufsicht der Staatsbehörden näher bestimmt werden.

§ 43. Keine Gemeinde kann mit Leistungen oder Ausgaben beschwert werden, wozu sie nicht nach allgemeinen Gesetzen oder anderen besonderen Rechtsverhältnissen verbunden ist. Dasselbe gilt von mehreren in einem Verbande stehenden Gemeinden.

§ 44. Alle Lasten, welche nicht die örtlichen Bedürfnisse der Gemeinden oder deren Verbände, sondern die Erfüllung allgemeiner Verbindlichkeiten des Landes oder einzelner Teile desselben erheischen, müssen, insoweit nicht bestehende Rechtsver-

hältnisse eine Ausnahme begründen, auch von dem gesamten Lande oder dem betreffenden Landesteile getragen werden.

§ 45. Das Vermögen und Einkommen der Gemeinden und ihrer Anstalten darf nie mit dem Staatsvermögen oder den Staatseinnahmen vereinigt werden.

§ 46. Sämtliche Vorstände, sowie die übrigen Beamten der Gemeinden und deren Verbände sind gleich den Staatsdienern auf Festhaltung der Landesverfassung und insbesondere auf Wahrung der dadurch begründeten Rechte der Gemeinden zu verpflichten.

§ 47. Das Verhältnis der Rittergüter und der ehemals adeligen geschlossenen Freigüter zu den Gemeinden, zu welchen sie in polizeilichen und anderen bestimmten Beziehungen gehören sollen, wird in der Gemeindeordnung auf eine zweckmässige und den bisherigen Rechtsverhältnissen entsprechende Weise festgestellt werden.

§ 48. Für die Beratung und Vorbereitung von Verwaltungsmassregeln, welche nur das Beste eines einzelnen Bezirkes zum Gegenstande haben, sowie für eine angemessene Mitaufsicht auf die zweckdienliche und die Kräfte der Unterthanen thunlichst schonende Ausführung der in jener Beziehung durch allgemeine Gesetze oder durch besondere Anordnungen der Staatsbehörden getroffenen wichtigeren Einrichtungen sollen Bezirksräte mittelst geeigneter Wahl gebildet werden. Die deshalb erforderlichen näheren Vorschriften sind durch ein Gesetz zu erlassen.

Fünfter Abschnitt. Von den Standesherren etc. und den ritterschaftlichen Körperschaften.

§ 49. Die besonderen Rechtsverhältnisse der Standesherrschaften werden in Gemässheit der bundesgesetzlichen Bestimmungen und nach vorgängiger näheren Verständigung der Staatsregierung mit den Standesherren durch ein Edikt geordnet werden, welches, nachdem dessen Inhalt von den Landständen dieser Verfassung entsprechend befunden worden, unter deren Schutz gestellt werden soll.

In gleicher Art sollen die besonderen Rechtsverhältnisse des vormals reichsunmittelbaren Adels geordnet und geschützt werden.

§ 50. Die besonderen Rechte des althessischen und des schaumburgischen ritterschaftlichen Adels geniessen den Schutz dieser Verfassung nach dem Inhalte der deshalb zu entwerfenden Statuten, welche von der Staatsregierung genehmigt und von den Landständen den Bestimmungen der Verfassung entsprechend befunden sein werden.

Sechster Abschnitt. Von den Staatsdienern.

§ 51. Der Landesherr ernennt oder bestätigt alle Staatsdiener des geistlichen und weltlichen, sowohl des Militär- als Zivilstandes, in sofern den Behörden nicht die Bestellung überlassen ist. In Ansehung derjenigen Stellen, für welche einzelnen

Berechtigten oder Körperschaften ein Präsentations- oder Wahlrecht zustehet, erfolgt die Ernennung in Form einer Bestätigung nach Massgabe der deshalb bestehenden Verhältnisse.

§ 52. Ein Staatsamt kann nur demjenigen übertragen werden, welcher vorher gesetzmässig geprüft und für tüchtig und würdig zu demselben erkannt worden ist. Übrigens muss von denjenigen, welche künftig ein akademisches Studium beginnen, demnächst die Nachweisung geschehen, dass den gesetzlichen Vorschriften über das Besuchen der Landesuniversität genügt worden sei.

Bei einer Weiterbeförderung ist eine abermalige Prüfung nur erforderlich, wenn solche besonders vorgeschrieben ist.

§ 53. Der Ernennung oder Beförderung zu einem Staatsamte muss der Vorschlag der vorgesetzten Behörde, wenn eine solche vorhanden ist, vorausgehen.

§ 54. Die Erteilung von Anwartschaften auf bestimmte Staatsdienerstellen ist völlig unstatthaft; gleichwohl kann den Gehülfen, welche altersschwachen oder sonst an gehöriger Dienstversehung gehinderten Staatsbeamten beigegeben werden, die demnächstige selbständige Anstellung nach Massgabe ihrer bewährten Tüchtigkeit zugesichert werden.

§ 55. Alle erledigten Stellen sollen, sobald als thunlich, dem betreffenden Etat (vgl. § 62) gemäss wieder besetzt werden.

§ 56. Ohne Urteil und Recht darf kein Staatsdiener abgesetzt oder wider seinen Willen entlassen, noch demselben sein rechtmässiges Diensteinkommen vermindert oder entzogen werden, vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen, welche das Staatsdienstgesetz enthält.

Diejenigen geringeren Diener gleichwohl, welche von den Behörden ohne ein durch den Landesherrn oder ein Ministerium vollzogenes Bestellungs- oder Bestätigungsreskript angenommen worden sind, können wegen Verletzung oder Versäumung ihrer Berufspflichten von denselben Behörden wieder entlassen werden, nachdem die vorgesetzte höhere oder höchste Behörde nach genauer Erwägung des gehörig in Gewissheit gesetzten Verschuldens die Entlassung genehmigt haben wird.

§ 57. Jeder Staatsdiener muss sich Versetzungen, welche seinen Fähigkeiten oder seiner bisherigen Dienstführung entsprechen, aus höheren Rücksichten des Staats, ohne Verlust an Rang und Gewalt (vgl. jedoch § 56) gefallen lassen. Staatsdiener, welche ohne ihr Ansuchen oder Verschulden versetzt werden, erhalten für die Kosten des Umzugs eine angemessene Entschädigung, sofern ihnen nicht durch die Verbesserung ihres Diensteinkommens eine entsprechende Vergütung dafür zuteil geworden ist.

§ 58. Diejenigen Staatsdiener, welche wegen Altersschwäche oder anderer Gebrechen ihre Berufsobliegenheiten nicht mehr erfüllen können und daher in den Ruhestand versetzt werden, sollen eine angemessene Pension nach Massgabe des Staatsdienstgesetzes erhalten.

§ 59. Keinem Staatsdiener kann die nachgesuchte Entlassung versagt werden. Hinsichtlich seines wirklichen Abganges sind die näheren, durch das Staatsdienstgesetz vorgeschriebenen Bedingungen zu erfüllen.

§ 60. Die Verpflichtung zur Beobachtung und Aufrechthaltung der Landesverfassung soll in den Diensteid eines jeden Staatsdieners mit aufgenommen werden.

Keine Dienstanweisung darf etwas enthalten, was den Gesetzen zuwider ist.

§ 61. Ein jeder Staatsdiener bleibt hinsichtlich seiner Amtsverrichtungen verantwortlich. Derjenige, welcher sich einer Verletzung der Landesverfassung, namentlich auch durch Vollziehung einer nicht in der verfassungsmässigen Form ergangenen Verfügung einer höchsten Staatsbehörde (s. § 108), einer Veruntreuung öffentlicher Gelder oder einer Erpressung schuldig macht, sich bestechen lässt, seine Berufspflichten gröblich hintansetzt oder seine Amtsgewalt missbraucht, kann auch von den Landständen oder deren Ausschusse (s. § 102) bei der zuständigen Gerichtsbehörde angeklagt werden. Die Sache muss alsdann auf dem gesetzlichen Wege schleunigst untersucht und den Landständen oder deren Ausschusse von dem Ergebnisse der Anklage Nachricht erteilt werden.

§ 62. Die übrigen besonderen Rechtsverhältnisse der Staatsdiener, sowohl des Zivil- als Militärstandes (Offiziere und Militärbeamten), sind in dem Staatsdienstgesetze, welches unter dem Schutze der Verfassung stehen wird, näher bestimmt.

Die Versorgung oder Unterstützung der dazu geeigneten, nicht zum Offizierstande gehörenden Militärpersonen wird durch ein besonderes Regulativ geordnet werden.

Siebenter Abschnitt. Von den Landständen.

§ 63. Die Ständeversammlung wird gebildet durch folgende Mitglieder, nämlich

1) einen Prinzen des kurfürstlichen Hauses für eine jede dermal apanagierte Linie desselben, welche in Ermangelung von dazu fähigen Gliedern oder bei deren Verhinderung sich durch einen geeigneten, in Kurhessen begüterten Bevollmächtigten vertreten lassen kann;
2) das Haupt jeder fürstlichen oder gräflichen ehemals reichsunmittelbaren Familie, welche eine Standesherrschaft in Kurhessen besitzt, mit Gestattung der Stellvertretung durch eines ihrer dazu fähigen Familienglieder und in deren Ermangelung oder Verhinderung durch einen anderen geeigneten Bevollmächtigten, welcher in Kurhessen begütert ist;
3) den Senior oder das sonst mit dem Erbmarschallamte beliehene Mitglied der Familie der Freiherren von Riedesel;
4) einen der ritterschaftlichen Obervorsteher der adeligen Stifter Kaufungen und Wetter;
5) einen Abgeordneten der Landesuniversität;

6) einen Abgeordneten der althessischen Ritterschaft von jedem der fünf Bezirke, nämlich der Diemel, Fulda, Schwalm, Werra und Lahn;
7) einen Abgeordneten aus der Ritterschaft der Grafschaft Schaumburg, gewählt von derselben unter Mitstimmung der adeligen Stifter Fischbeck und Obernkirchen;
8) einen Abgeordneten aus dem ehemals reichsunmittelbaren Adel in den Kreisen Fulda und Hünfeld;
9) einen Abgeordneten aus dem ehemals reichsunmittelbaren und sonst stark begüterten Adel in der Provinz Hanau;
10) sechszehn Abgeordnete von den Städten, nämlich:
    a) zwei von der Residenzstadt Cassel,
    b) zwei von der Stadt Hanau,
    c) einen von der Stadt Marburg,
    d) einen von der Stadt Fulda,
    e) einen von der Stadt Hersfeld oder der Stadt Melsungen, welche unter einander dergestalt abwechseln, dass die erstgenannte Stadt zu zwei Landtagen und die Stadt Melsungen zu einem Landtage den Abgeordneten sendet,
    f) einen von der Stadt Schmalkalden,
    g) einen von der Stadt Rinteln und den Städten Obernkirchen, Oldendorf, Rodenberg und Sachsenhagen,
    h) einen von den Städten Hofgeismar, Karlshafen, Grebenstein, Helmarshausen, Immenhausen, Liebenau, Naumburg, Trendelburg, Volkmarsen, Wolfhagen und Zierenberg,
    i) einen von der Stadt Hersfeld oder Melsungen (s. oben e) und den Städten Lichtenau, Rotenburg, Sontra, Spangenberg und Waldkappel,
    k) einen von den Städten Homberg, Borken, Felsberg, Fritzlar, Gudensberg, Neukirchen, Niedenstein, Schwarzenborn, Treysa und Ziegenhain,
    l) einen von den Städten Eschwege, Allendorf, Grossalmerode, Wanfried und Witzenhausen,
    m) einen von den Städten Frankenberg, Amöneburg, Frankenau, Gemünden, Kirchhain, Neustadt, Rauschenberg, Rosenthal, Schweinsberg und Wetter,
    n) einen von den Städten Hünfeld, Salmünster, Schlüchtern, Soden und Steinau, auch
    o) einen von den Städten Gelnhausen, Bockenheim, Wächtersbach und Windecken;
11) sechszehn Abgeordnete der nachgenannten Landbezirke mit Ausschluss der darin befindlichen Städte und derjenigen adeligen Güter, deren Besitzer an der Wahl der oben unter Nr. 6 bis 9 aufgeführten Abgeordneten teilnehmen. Diese Bezirke sind:
    a) der Diemelbezirk, bestehend aus den Kreisen Cassel, Hofgeismar und Wolfhagen,

b) der (Nieder-) Fuldabezirk, begreifend die Kreise Hersfeld, Rotenburg und Melsungen (ohne das Amt Felsberg),
c) der Werrabezirk, umfassend die Kreise Eschwege, Witzenhausen und Schmalkalden,
d) der Schwalmbezirk, enthaltend die Kreise Homberg, Fritzlar und Ziegenhain, auch das Amt Felsberg (aus dem Kreise Melsungen),
e) der Lahnbezirk, bestehend aus den Kreisen Marburg, Frankenberg und Kirchhain,
f) der Ober-Fuldabezirk, begreifend die Kreise Fulda und Hünfeld,
g) der Mainbezirk, enthaltend die Kreise Hanau, Gelnhausen und Schlüchtern,
h) der Weserbezirk, bestehend aus der Grafschaft Schaumburg.

§ 64. Acht von den Abgeordneten der Städte, nämlich einer für Cassel sowie einer für Hanau und sechs für die übrigen Städte gemäss der nach dem Wahlgesetze von Landtag zu Landtag eintretenden Abwechselung, müssen Magistratsmitglieder oder solche Einwohner sein, welche als Mitglieder der Bürgerausschüsse zum zweiten Male gewählt worden sind oder ein Vermögen von mindestens sechstausend Thalern besitzen oder ein sicheres und ständiges Einkommen von vierhundert Thalern jährlich geniessen oder monatlich einen Thaler zwölf gGr. an öffentlichen ständigen Abgaben entrichten.

§ 65. Ebenso müssen acht Abgeordnete der Landbezirke entweder soviel Grundeigentum besitzen, dass es ihnen an eigentlicher Grundsteuer (zu deren vollem ordentlichem Ansatze und nach Abzug der gesetzlich zu vergütenden Reallasten) wenigstens zwei Thaler monatlich erträgt, oder sie müssen mindestens fünftausend Thaler im Vermögen haben und zugleich die Landwirtschaft als Haupterwerbsquelle betreiben.

§ 66. Die Wahl der übrigen acht Abgeordneten der Städte sowie der übrigen acht Abgeordneten der Landbezirke kann ohne Unterschied auf einen jeden fallen, welcher überhaupt wählbar (s. § 67) und in dem Stromsbezirke wohnhaft ist. Dagegen können ausnahmsweise die unteren landesfürstlichen, standesherrlichen oder Patrimonial-Justiz-, Verwaltungs- und Finanzbeamten nur ausser dem Wahlbezirke gewählt werden, worin sie ihren Wohnsitz haben.

§ 67. Weder zur Wahl berechtigt noch irgend wählbar sind diejenigen, welche

1) wegen solcher Vergehungen, die entweder nach gesetzlicher Bestimmung oder nach allgemeinen Begriffen für entehrend zu halten sind (worüber im letzteren Falle hinsichtlich der Abgeordneten die Ständeversammlung zu entscheiden hat), vor Gericht gestanden haben, ohne von der Anschuldigung völlig losgesprochen worden zu sein;
2) noch nicht das 30. Jahr zurückgelegt haben oder

3) unter Kuratel stehen oder
4) über deren Vermögen ein gerichtliches Konkursverfahren entstanden ist, bis zur völligen Befriedigung der Gläubiger.

Die vorstehenden Gründe der Ausschliessung finden auch auf die ohne Wahl berufenen Landstände Anwendung.

§ 68. Bei der Wahl eines jeden landständischen Deputierten wird zu gleicher Zeit ein Stellvertreter gewählt, auf welchen im Falle des Todes, der eintretenden Unfähigkeit oder einer längeren Verhinderung die landständischen Pflichten und Rechte des ersteren während des begonnenen Landtages bis zu dessen Schlusse übergehen.

Über die Einberufung des Stellvertreters entscheidet die Ständeversammlung.

§ 69. Kann oder will der (hauptsächlich oder zur Aushülfe) Gewählte die Landstandschaft nicht übernehmen, so schreiten die Wahlmänner zur neuen Wahl. Letzteres muss auch dann geschehen, wenn die Stelle eines Abgeordneten nach bereits erklärter Annahme vor Eröffnung oder nach dem Schlusse des Landtages wieder erledigt wird.

§ 70. Erfolgt die Ernennung oder Beförderung eines Abgeordneten zu einem Staatsamte, so wird dadurch eine neue Wahl erforderlich, wobei jedoch derselbe wieder gewählt werden kann.

§ 71. Sobald ein Staatsdiener des geistlichen oder weltlichen Standes zum Abgeordneten gewählt ist, hat derselbe davon der vorgesetzten Behörde Anzeige zu machen, damit diese die Genehmigung (welche nicht ohne erhebliche, der Ständeversammlung mitzuteilende Ursache zu versagen ist) erteilen, auch wegen einstweiliger Versehung seines Amtes Vorsorge treffen könne.

§ 72. Die einzelnen Vorschriften über die Ausübung der Wahlrechte setzt das Wahlgesetz fest, welches einen Teil der Staatsverfassung bildet.

§ 73. Die Abgeordneten sind nicht an Vorschriften eines Auftrages gebunden, sondern geben ihre Abstimmungen gemäss den Pflichten gegen ihren Landesfürsten und ihre Mitglieder überhaupt nach ihrer eigenen Überzeugung, wie sie es vor Gott und ihrem Gewissen zu verantworten gedenken.

Auch können sie weder einen Dritten noch selbst ein Landtagsmitglied beauftragen, in ihrem Namen zu stimmen.

Daneben bleibt es dem Abgeordneten überlassen, die etwa an ihn für die Ständeversammlung gelangenden besonderen Anliegen weiter zu befördern.

§ 74. Jedes Mitglied der Ständeversammlung leistet folgenden Eid: „Ich gelobe, die Staatsverfassung heilig zu halten und „in der Ständeversammlung das unzertrennliche Wohl des Landes- „fürsten und des Vaterlandes ohne Nebenrücksichten nach meiner „eigenen Überzeugung bei meinen Anträgen und Abstimmungen „zu beachten. So wahr mir Gott helfe!"

§ 75. Die Beschlüsse werden nur in Sitzungen, denen we-

nigstens zwei Drittel der ordnungsmässigen Anzahl von Mitgliedern beiwohnen, und nach der absoluten Stimmenmehrheit gefasst. Wenn Gleichheit der Stimmen eintritt, so ist die Sache in einer folgenden Sitzung zum Vortrage zu bringen. Würde auch in dieser Sitzung eine Stimmenmehrheit nicht zu stande kommen, so giebt ausnahmsweise die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag; jedoch muss die abweichende Meinung in diesem Falle der Staatsregierung mitgeteilt werden.

§ 76. Die Abstimmungen geschehen von den einzelnen Mitgliedern ohne Rücksicht auf Verschiedenheit der Stände und der Bezirke. Gleichwohl ist es den Abgeordneten eines Standes oder eines von den Hauptlanden abgesonderten oder entlegenen Bezirkes unbenommen, wenn sie einhellig den Stand, aus welchem sie abgeordnet worden, in seinen wohl erworbenen Rechten oder den betreffenden Bezirk nach dessen eigentümlichen Verhältnissen durch den Beschluss der Mehrheit beschwert erachten, sich über eine Separatstimme zu vereinigen.

Eine solche Standes- oder Bezirksstimme hat die Wirkung, dass sie in die von dem Landtage ergehende Erklärung neben dem Beschlusse der Mehrheit aufgenommen werden muss; — und es bleibt der Staatsregierung vorbehalten, die gedachte Erklärung in Beziehung auf den betreffenden Stand oder den besonderen Bezirk nach Massgabe der ausser Zweifel gesetzten eigentümlichen Verhältnisse zu berücksichtigen.

§ 77. Die Verhandlungen der Ständeversammlung sollen der Regel nach öffentlich sein.

Die näheren Bestimmungen über die landständische Geschäftsbehandlung enthält die Geschäftsordnung.

§ 78. Die Abgeordneten und deren Stellvertreter behalten ihre Eigenschaft für die landständischen Verrichtungen, welche in den nächsten drei Jahren vorkommen werden. In dem dritten Jahre wird ohne weitere Aufforderung von Seiten der Staatsregierung zu einer neuen Wahl geschritten; doch können bei dieser dieselben Personen wieder gewählt werden.

§ 79. Sie verlieren ihre Eigenschaft als Abgeordnete früher, wenn 1) sie nach Massgabe des § 67 zur landständischen Vertretung unfähig oder 2) zu einem Staatsdienste ernannt oder darin befördert werden (s. § 70), oder wenn 3) der Landesherr die ständische Versammlung auflöset (s. § 83). In den letzten beiden Fällen dürfen sie von neuem gewählt werden.

§ 80. Der Landesherr verordnet die Zusammenkunft der Stände, so oft er solches zur Erledigung wichtiger und dringender Landesangelegenheiten nötig erachtet.

Die Zusammenberufung muss aber wenigstens alle drei Jahre geschehen, und es ist alsdann dazu der Regel nach der Anfang des Monats November bestimmt.

§ 81. Die Einberufung erfolgt mittelst einer vom Ministerium des Innern ausgehenden allgemeinen Bekanntmachung in

7*

dem Gesetzblatte, deren zeitige Bewirkung dem Vorstande des genannten Ministeriums als verfassungsmässige Pflicht obliegt und wegen deren Hintansetzung derselbe durch den landständischen Ausschuss (s. § 102) bei der im § 100 genannten Gerichtsbehörde anzuklagen ist.

§ 82. Eine ausserordentliche Ständeversammlung ist jedesmal nötig bei einem Regierungswechsel, dergestalt, dass die Landstände ohne besondere Berufung am vierzehnten Tage nach eingetretener Regierungsveränderung zusammenkommen.

§ 83. Der Landesherr kann die Ständeversammlung vertagen, auch sie auflösen. Die Vertagung darf jedoch nicht über drei Monate dauern, und im Falle der Auflösung des Landtages soll hiermit zugleich die Wahl neuer Stände verordnet werden, auch deren Einberufung innerhalb der nächsten sechs Monate erfolgen.

§ 84. Der Landesherr eröffnet und entlässt die Ständeversammlung entweder in eigener Person oder durch einen dazu bevollmächtigten Minister oder anderen Kommissar.

§ 85. Die Landtage dürfen der Regel nach nicht über drei Monate dauern, und es ist daher mit den wichtigsten Geschäften der Anfang zu machen.

§ 86. Die Urschriften der Landtagsabschiede nebst den etwa beigefügten besonderen Urkunden werden in doppelten Exemplaren, wovon das eine für das Staats- und das andere für das landständische Archiv bestimmt ist, von dem Landesherrn, auch von den Landständen unterzeichnet und untersiegelt. Die für die öffentliche Bekanntmachung bestimmten Abdrücke aber werden in derselben Form wie andere Staatsgesetze ausgefertigt.

§ 87. Die Mitglieder der Ständeversammlung können während der Dauer des Landtages, sowie sechs Wochen vor und nach demselben ausser der Ergreifung auf frischer verbrecherischer That nicht anders als mit Zustimmung der Ständeversammlung oder ihres Ausschusses (s. § 102) verhaftet und zu keiner Zeit wegen Äusserung ihrer Meinung zur Rechenschaft gezogen werden, den Fall der beleidigten Privatehre ausgenommen.

§ 88. Die Mitglieder der Ständeversammlung mit Ausnahme der Prinzen des Kurhauses sowie der Standesherren erhalten angemessene Reise- und Tagegelder.

§ 89. Die Landstände sind im allgemeinen berufen, die verfassungsmässigen Rechte des Landes geltend zu machen und überhaupt das unzertrennliche Wohl des Landesherrn und des Vaterlandes mit treuer Anhänglichkeit an die Grundsätze der Verfassung möglichst zu befördern.

§ 90. Die infolge des § 82 versammelten Landstände haben insbesondere dahin zu wirken, dass der Thronfolger bei seinem Regierungsantritte dem Inhalte des § 6 gegenwärtiger Verfassung Genüge leiste.

In dem von ihnen hiernächst geleisteten Huldigungseide

liegt zugleich die allgemeine Anerkennung des verfassungsmässig geschehenen Regierungsantrittes.

§ 91. Den Landständen wird es dereinst obliegen, wegen der nötig befundenen Massregeln zur Verhinderung einer Thronerledigung (s. § 4) oder zur Einleitung der nötigen Regentschaft (s. §§ 7 bis 9) geeignete Anträge zu thun.

§ 92. Die Ständeversammlung ist befugt, über alle Verhältnisse, welche nach ihrem Ermessen auf das Landeswohl wesentlichen Einfluss haben, die zweckdienliche Aufklärung von den landesherrlichen Kommissaren zu begehren. Auch werden in geeigneten Fällen die Vorstände der betreffenden Ministerialdepartements persönlich der Ständeversammlung die gewünschte Auskunft erteilen.

§ 93. Ein jeder von den Landständen zu einer vorbereitenden Arbeit oder Geschäftseinleitung gewählter Ausschuss kann zur Erlangung von Aufschlüssen über die ihm vorliegenden Gegenstände mit der kurfürstlichen Landtagskommission sich benehmen oder schriftliche Mitteilungen von den einschlägigen Behörden und zwar hinsichtlich der im § 144 erwähnten Angelegenheiten unmittelbar einziehen, auch die persönliche Zuziehung von den dazu sich hauptsächlich eignenden Staatsbeamten durch die genannte Kommission veranlassen.

§ 94. Ohne Einwilligung der Stände kann weder das Staatsgebiet überhaupt noch ein einzelner Teil desselben mit Schulden oder auf sonstige Art belastet werden (vgl. übrigens wegen Veränderung des Staatsgebiets § 1 und wegen des Staatsvermögens § 142).

§ 95. Ohne ihre Beistimmung kann kein Gesetz gegeben, aufgehoben, abgeändert oder authentisch erläutert werden. Im Eingange eines jeden Gesetzes ist der landständischen Zustimmung ausdrücklich zu erwähnen.

Verordnungen, welche die Handhabung oder Vollziehung bestehender Gesetze bezwecken, werden von der Staatsregierung allein erlassen. Auch kann, wenn die Landstände nicht versammelt sind, zu solchen ausnahmsweise erforderlichen Massregeln, welche bei ausserordentlichen Begebenheiten, wofür die vorhandenen Gesetze unzulänglich sind, von dem Staatsministerium unter Zuziehung des landständischen Ausschusses (s. § 102) auf den Antrag der betreffenden Ministerialvorstände für wesentlich und unaufschieblich zur Sicherheit des Staates oder zur Erhaltung der ernstlich bedroheten öffentlichen Ordnung erklärt werden sollten, ungesäumt geschritten werden. Hierauf aber wird nach dem Antrage jenes Ausschusses sobald als möglich die Einberufung der Landstände stattfinden, um deren Beistimmung zu den in gedachten Fällen erlassenen Anordnungen zu erwirken.

§ 96. Dispensationen von den schon jetzt bestehenden gesetzlichen Vorschriften sollen nur mit grösster Vorsicht erteilt werden und dürfen niemals gegen die künftig ergehenden ver-

fassungsmässigen Gesetze stattfinden, sofern nicht solche in dem Gesetze ausdrücklich vorbehalten sind.

§ 97. Die Stände können zu neuen Gesetzen sowie zur Abänderung oder Aufhebung der bestehenden Vorschriften Anträge machen.

§ 98. Den Ständen stehet das Recht der Steuerbewilligung in der dafür festgesetzten Weise (s. § 143 fg.) zu.

§ 99. Sie dürfen die begründeten Bitten und Beschwerden einzelner Unterthanen, ganzer Klassen derselben oder Körperschaften, insofern solche auf allen verfassungsmässig gegebenen Wegen keine Abhülfe fanden (s. § 35), der einschlägigen höchsten Behörde oder nach Befinden dem Landesherrn selbst zur geeigneten Berücksichtigung vorlegen, sowie über die in der Landesverwaltung oder der Rechtspflege wahrgenommenen Missbräuche Beschwerde führen, worauf, wenn diese begründet gefunden wird, die Abstellung derselben ohne Verzug erfolgen soll.

§ 100. Die Landstände sind befugt, aber auch verpflichtet, diejenigen Vorstände der Ministerien oder deren Stellvertreter, welche sich einer Verletzung der Verfassung schuldig gemacht haben würden, vor dem Oberappellationsgerichte anzuklagen, welches sodann ohne Verzug die Untersuchung einzuleiten, selbst zu führen und nach deren Beendigung in voller Versammlung (in pleno) zu erkennen hat. Die gegründet befundene Anklage ziehet, wenn nicht schon das Strafurteil die Amtsentsetzung des Angeklagten ausspricht, jedenfalls dessen Entfernung vom Amte nach sich.

Nach gefälltem Urteile findet unter den gesetzlichen Erfordernissen die Wiederaufnahme der Untersuchung sowie das Rechtsmittel der Restitution statt.

§ 101. Auch stehet den Landständen und deren Ausschusse (s. § 102) die Befugnis zu, gegen andere Beamten, welche sich eine der im § 61 genannten Vergehungen zu schulden kommen liessen, die gerichtliche Untersuchung, insofern diese nicht schon eingeleitet sein sollte, auf geeignete Weise zu veranlassen.

§ 102. Vor der Verabschiedung, Vertagung oder Auflösung eines jedesmaligen Landtages haben die Stände aus ihrer Mitte einen Ausschuss von drei bis fünf Mitgliedern zu wählen, welcher bis zum nächsten Landtage über die Vollziehung der Landtagsabschiede zu wachen und dabei in der verfassungsmässigen Weise thätig zu sein, auch sonst das landständische Interesse wahrzunehmen, sowie die ihm nach der jedesmal besonders zu erteilenden Instruktion weiter obliegenden Geschäfte im Namen der Landstände zu verrichten hat.

Der Ausschuss wählt aus seiner Mitte einen Vorstand und kann in Fällen, in welchen er es für nötig findet, noch andere ständische Mitglieder zu Rate ziehen, auch nach dem Abgange eines Mitgliedes sich aus der Zahl der Mitglieder der letzten Ständeversammlung ergänzen.

Die Mehrzahl der Mitglieder des Ausschusses darf nicht aus Staats- oder wirklichen Hofdienern bestehen.

§ 103. Die Landstände sind auch befugt, einen Landsyndikus als beständigen Sekretär auf dessen Lebenszeit anzunehmen. Dieser muss ein Rechtsgelehrter von bewährter wissenschaftlicher Tüchtigkeit und erprobter moralischen Würdigkeit, auch wenigstens dreissig Jahre alt sein. Von der bewirkten Wahl des Landsyndikus geschiehet dem Landesherrn Anzeige, welcher denselben, wenn gegen dessen Person nichts zu erinnern ist, bestätiget.

Mit diesem Amte ist jeder andere Staatsdienst sowie jeder andere Erwerbsberuf unvereinbar.

Der Gehalt des Landsyndikus wird von den Landständen bestimmt; dessen sonstige Dienstverhältnisse richten sich nach dem Staatsdienstgesetze.

§ 104. Der Landsyndikus führt das Protokoll in der Ständeversammlung und ist der Konsulent des landständischen Ausschusses (s. § 102). Er hat sowohl jener als diesem über alle vorkommenden Gegenstände, so oft es verlangt wird, die nötigen Nachrichten und Gutachten schriftlich und mündlich zu erteilen, das landständische Archiv zu beaufsichtigen und überhaupt alles zu thun, was ihm nach seiner besonderen Dienstanweisung obliegt, welche er nach seiner Bestätigung von der Ständeversammlung erhält, und worauf er sodann verpflichtet wird. Sein Wohnsitz ist in der Residenzstadt und wo möglich im Versammlungsgebäude.

§ 105. Auf jeden Antrag der Landstände, sowie ihres Ausschusses (§ 102) wird eine Beschlussnahme und zwar, wenn diese dem Antrage nicht entspricht, mit Angabe der Gründe thunlichst bald erfolgen.

Achter Abschnitt. Von den obersten Staatsbehörden.

§ 106. Für die Staatsangelegenheiten werden als höchste Behörden nur bestehen: das Gesamtstaatsministerium und die Vorstände der Ministerialdepartements. Durch diese wird der Regent in der unmittelbaren Ausübung seiner Regierungsrechte unterstützt.

§ 107. Die einzelnen Zweige der Staatsverwaltung: die Justiz, das Innere, worunter auch die Polizeiverwaltung in ihrem ganzen Umfange begriffen ist, das Finanzwesen, das Kriegswesen, soweit solches nicht für den Landesherrn als obersten Militärchef ausschliesslich gehört, und die auswärtigen Angelegenheiten sind hinsichtlich der Kompetenz stets sorgfältig von einander abgegrenzt zu halten. Keines dieser Departements darf jemals ohne einen verantwortlichen Vorstand sein. Ein solcher kann zwar zwei Ministerialdepartements, jedoch nicht mehrere zugleich verwalten. Er bleibt aber stets für jedes derselben besonders, sowie überhaupt hinsichtlich der zum Staatsministerium kommenden Angelegenheiten seines Departements (vgl. § 110) auch dann, wenn er darüber nicht selbst den Vortrag gehalten hat, verantwortlich.

§ 108. Der Vorstand eines jeden Ministerialdepartements

hat die vom Regenten in Bezug auf die Regierung und Verwaltung des Staates ausgehenden Anordnungen und Verfügungen, welche in sein Departement einschlagen, zum Zeichen, dass die betreffende Angelegenheit auf verfassungsmässige Weise behandelt worden sei, zu kontrasignieren und ist für die Verfassungs- und Gesetzmässigkeit ihres Inhaltes persönlich verantwortlich. Hinsichtlich derjenigen Angelegenheiten, welche mehrere oder sämtliche Departements betreffen, haben deren Vorstände gemeinschaftlich zu kontrasignieren und zwar mit persönlicher Verantwortlichkeit eines jeden für die Gegenstände seines Departements.

Durch die gedachte Kontrasignatur erhalten solche Anordnungen und Verfügungen allgemeine Glaubwürdigkeit und Vollziehbarkeit.

§ 109. Für die wichtigeren Angelegenheiten der Gesetzgebung können Vorstände der oberen Staatsbehörden oder sonst vorzüglich geeignete Staatsdiener durch das einschlägige Ministerialdepartement ausserordentliche Aufträge zur Vorbereitung der Entwürfe etc. erhalten, auch von demselben zu den betreffenden Beratungen zugezogen werden.

§ 110. Die Vorstände sämtlicher Ministerialdepartements, zu welchen nach Ermessen des Landesherrn noch andere besonders berufene Staatsdiener hinzutreten, bilden das Gesamtstaatsministerium. Dieses hat alle Staatsangelegenheiten welche der landesherrlichen Entschliessung bedürfen oder in seinen Sitzungen wegen ihrer Wichtigkeit von Seiten der Ministerialdepartements zum Vortrage gebracht werden, zu beraten.

In ausserordentlichen und zugleich dringenden Angelegenheiten des auswärtigen sowie des Kriegsdepartements können die betreffenden Vorstände die landesherrliche Beschlussnahme ohne vorgängige Beratung im gesamten Staatsministerium einholen.

§ 111. Das Gesamtstaatsministerium hat über die Beschwerden gegen Ministerialbeschlüsse und über erhobene Zweifel hinsichtlich der gegenseitigen Kompetenz einzelner Ministerien zu entscheiden.

Neunter Abschnitt. Von der Rechtspflege.

§ 112. Die Rechtspflege soll von der Landesverwaltung fernerhin auf immer getrennt sein.

§ 113. Niemand kann an der Betretung und Verfolgung des Rechtsweges vor den Landesgerichten gehindert werden. Die Beurteilung, ob eine Sache zum Gerichtsverfahren sich eigne, gebühret dem Richter nach Massgabe der allgemeinen Rechtsgrundsätze und solcher Gesetze, welche mit Beistimmung der Landstände werden erlassen werden.

§ 114. Niemand darf seinem gesetzlichen Richter sei es in bürgerlichen oder peinlichen Fällen entzogen werden, es sei denn auf dem regelmässigen Wege nach den Grundsätzen des bestehenden Rechtes durch das zuständige obere Gericht. Es dürfen demnach ausserordentliche Kommissionen oder Gerichtshöfe, unter welcher Benennung es sei, nie eingeführt werden. Gegen Zivil-

personen findet die Militärgerichtsbarkeit nur in dem Falle, wenn der Kriegszustand erklärt ist, und zwar nur innerhalb der gesetzlich bestimmten Grenzen statt. Würde die Zahl der gewöhnlichen Mitglieder des zuständigen Gerichtes für ausserordentliche und dringende Fälle (z. B. bei öffentlichen Ruhestörungen) nicht hinreichen, um solche gehörig und mit der nötigen Beschleunigung zu behandeln, so soll alsdann durch das Justizministerium die erforderliche Beihülfe durch hinzutretende Mitglieder anderer Gerichte verschafft werden.

§ 115. Niemand darf anders als in den durch die Gesetze bestimmten Fällen und Formen zur gerichtlichen Untersuchung gezogen, zu gefänglicher Haft gebracht, darin zurückgehalten oder gestraft werden.

Jeder Verhaftete muss womöglich sofort, jedenfalls binnen den nächsten 48 Stunden von der Ursache seiner Verhaftung in Kenntnis gesetzt und durch einen Gerichtsbeamten verhört werden.

Geschah die Verhaftung nicht von der zum weiteren Verfahren zuständigen Gerichtsbehörde, so soll der Verhaftete ohne Verzug an diese abgeliefert werden.

§ 116. Jeder Angeschuldigte soll, wofern nicht dringende Anzeigen eines schweren peinlichen Verbrechens wider ihn vorliegen, der Regel nach gegen Stellung einer angemessenen, durch das Gericht zu bestimmenden Kaution seiner Haft ohne Verzug entlassen werden.

Alle Urteile über politische und Pressvergehen sollen mit den Entscheidungsgründen öffentlich bekannt gemacht werden, soweit nicht etwa eine Begnadigung des Verurteilten erfolgt oder ein Privatbeleidigter dagegen Widerspruch einlegt, auch nicht ein öffentliches Ärgernis daraus entstehen würde.

§ 117. Die Haussuchung findet nur auf Verfügung des zuständigen Gerichtes oder der Ortsobrigkeit in den gesetzlich bestimmten Fällen und Formen statt.

§ 118. Keinem Angeschuldigten darf das Recht der Beschwerdeführung während der Untersuchung, das Recht der Verteidigung oder der verlangte Urteilspruch versagt werden.

§ 119. Der Verhaftete ist berechtigt, unter der geeigneten gerichtlichen Aufsicht mündlich oder schriftlich über seine Familienangelegenheiten mit seinen Angehörigen sich zu benehmen, auch während der Untersuchung aus seinen eigenen Mitteln bessere als die gewöhnliche Kost sich zu verschaffen. Wegen Missbrauches oder aus sonstigen wichtigen Gründen kann diese Berechtigung vom Gerichte untersagt werden.

§ 120. Damit eine unparteiische, tüchtige und unverzögerte Rechtshülfe erwartet werden könne, soll die Zahl der Mitglieder der Gerichte gesetzlich bestimmt und jedes Gericht vollständig besetzt sein.

§ 121. Das Oberappellationsgericht wird nur aus wirklichen Räten bestehen; die Obergerichte sollen wenigstens zu zwei Dritteln

aus wirklichen Räten und nur zu einem Drittel aus Beisitzern bestehen.

§ 122. Zur Bekleidung des Richteramtes wird jedenfalls ein Alter von 24 Jahren, in der höchsten Instanz aber ein Alter von wenigstens dreissig Jahren erfordert.

§ 123. Die Gerichte für die bürgerliche und Strafrechtspflege sind innerhalb der Grenzen ihres richterlichen Berufes in allen Instanzen unabhängig. Dieselben entscheiden ohne irgend eine fremde Einwirkung nach den bestehenden Rechten und den verfassungsmässigen Gesetzen. Sie sollen in ihrem Verfahren, namentlich auch in der Vollziehung ihrer Verfügungen und Urteile — jedoch ohne Eintrag für die Verfügungen der höheren Gerichtsbehörden und unbeschadet des landesherrlichen Begnadigungsrechtes (s. § 126) — geschützt, und soll ihnen hierzu von allen Civil- und Militärbehörden der gebührende Beistand geleistet werden.

Das Edikt vom 26. November 1743 bleibt hinsichtlich der Bestimmungen über die Selbständigkeit der Rechtspflege auch fernerhin in Kraft, und zwar mit deren ausdrücklicher Ausdehnung auf die Strafrechtspflege.

§ 124. Die Verhältnisse der Staatsanwälte als Vertreter des Staates und der Landesherrschaft in den streitigen Rechtssachen werden durch ein Gesetz näher festgestellt werden.

§ 125. Gemeinden und Körperschaften bedürfen zu einer Klage gegen den Staatsanwalt zwar nicht der Ermächtigung einer Verwaltungsbehörde; indessen soll derjenigen Behörde, welcher die obere Aufsicht auf die Verwaltung des Gemeinde- oder Körperschaftsvermögens zusteht, mit Ausnahme eiliger Fälle (z. B. wegen des jüngsten Besitzes) sechs Wochen vor Anstellung der Klage Anzeige geschehen, um etwa einen vorgängigen Versuch der Güte einleiten zu können.

§ 126. Der Landesherr ist befugt, Strafen zu erlassen oder zu mildern.

Derselbe wird bei der Ausübung des Rechtes der Begnadigung oder Abolition darauf Rücksicht nehmen, dass dem wirksamen Ansehen der Strafgesetze nicht zu nahe getreten werde.

Eine gerichtliche Untersuchung, welche wegen Dienstvergehungen von den Landständen oder deren Ausschusse veranlasst oder von der dem angeschuldigten Staatsdiener vorgesetzten Behörde oder dem oberen Gerichte eingeleitet oder angemessen befunden ist, wird niemals im Wege der Gnade niedergeschlagen werden.

Ausgenommen von dem landesherrlichen Rechte der Begnadigung und Abolition überhaupt sind die Fälle, welche eine Verletzung der Verfassung oder eine auf deren Umsturz gerichtete Unternehmung betreffen.

§ 127. Ein künftig zur Entsetzung vom Amte gerichtlich verurteilter Staatsdiener kann, selbst nach erlangter Begnadigung,

weder seine bisherige Stelle wieder erhalten noch in einem andern Justiz- oder Staatsverwaltungsamte angestellt werden, sofern nicht in Hinsicht auf Wiederanstellung das gerichtliche Erkenntnis einen ausdrücklichen Vorbehalt zugunsten des Verurteilten enthält.

§ 128. Die Konfiskation kann künftig nur bei einzelnen Sachen, welche als Gegenstand oder Werkzeug einer Vergehung gedient haben, stattfinden. Eine allgemeine Vermögenskonfiskation tritt in keinem Falle ein.

§ 129. Moratorien dürfen nicht erteilt werden.

§ 130. Die Rechtspflege soll auf eine der Gleichheit vor dem Rechte entsprechende Weise zweckmässig eingerichtet werden und somit die Aufhebung der privilegierten persönlichen Gerichtsstände unter den bundesgesetzlichen und anderen geeigneten Ausnahmen erfolgen.

§ 131. Die wichtigeren Angelegenheiten der Vormundschaften und persönlichen Kuratelen sollen künftig unter Mitwirkung von Familienräten nach den deshalb zu erlassenden gesetzlichen Vorschriften besorgt werden.

Zehnter Abschnitt. Von den Kirchen, den Unterrichtsanstalten und den milden Stiftungen.

§ 132. Alle im Staate anerkannten Kirchen geniessen gleichen Schutz desselben. Ihren verfassungsmässigen Beschlüssen bleiben die Sachen des Glaubens und der Liturgie überlassen.

§ 133. Die Staatsregierung übt die unveräusserlichen hoheitlichen Rechte des Schutzes und der Oberaufsicht über die Kirchen in ihrem vollen Umfange aus.

§ 134. Die unmittelbare und mittelbare Ausübung der Kirchengewalt über die evangelischen Glaubensparteien verbleibt wie bisher dem Landesherren. Doch muss bei dem Übertritte desselben zu einer anderen als evangelischen Kirche die alsdann zur Beruhigung der Gewissen gereichende Beschränkung dieser Gewalt mit den Landständen ohne Aufschub näher festgestellt werden.

Überhaupt aber wird in liturgischen Sachen der evangelischen Kirchen keine Neuerung ohne die Zustimmung einer Synode stattfinden, welche von der Staatsregierung berufen wird.

§ 135. Für das besondere Verhältnis der katholischen Kirche zu der Staatsgewalt dienen folgende Bestimmungen zur Richtschnur: a) In Ansehung des kirchlichen Zensur- und Strafrechtes, sowie des bischöflichen Amtseinflusses auf die Unterrichtsanstalten bleibt das (mit dem vormaligen bischöflichen Generalvikariat zu Fulda verabredete) Regulativ vom 31. August 1829 ferner in Kraft. b) Die von dem Bischof und den übrigen katholischen Kirchenbehörden ausgehenden allgemeinen Anordnungen, Kreisschreiben und dergleichen allgemeinen Erlasse an die Geistlichkeit und Diözesanen, welche nicht reine Glaubens- und kirchliche Lehrsachen betreffen, oder durch welche dieselben zu etwas verbunden werden sollen, was nicht ganz in dem eigentümlichen Wirkungskreise der

Kirche liegt, bedürfen der Genehmigung des Staates und können nur mit solcher kund gemacht und in Ausführung gebracht werden. c) Solche allgemeine Erlasse der Kirchenbehörde, welche rein geistliche Gegenstände betreffen, sind der einschlägigen Staatsbehörde zur Einsicht vorzulegen, und diese wird die Bekanntmachung nicht hindern, wenn der Inhalt keinen Nachteil dem Staate bringen würde. d) Von allen bischöflichen unmittelbaren oder mittelbaren Kommunikationen mit dem päpstlichen Stuhle, welche nicht etwa lediglich in Beziehung auf einzelne Fälle der eigentlichen Seelsorge oder auf gewöhnliche der römischen Kurie unstreitig zukommende Dispensationen beabsichtigt werden möchten, noch bloss in Glückwünschungs-, Danksagungs- und anderen dergleichen Zeremonialschreiben bestehen, wird die Staatsregierung durch den landesherrlichen Bevollmächtigten bei dem Bistume nach wie vor Einsicht nehmen lassen. e) In allen Fällen, wo ein Missbrauch der geistlichen Gewalt stattfindet, bleibt die Beschwerde oder der Rekurs ebenwohl an die Landesbehörden offen, jedoch was das geistliche Personal in seinem Berufe angehet, erst alsdann, wenn ein bei der zuständigen oberen Kirchenbehörde geschehener Versuch zur gebührenden Abhülfe als erfolglos dargethan, oder insofern etwa Gefahr bei dem Verzuge sein würde.

§ 136. Der Staat gewährt den Geistlichen jede zur Erfüllung ihrer Berufsgeschäfte erforderliche gesetzliche Unterstützung und schützt sie in dem Genusse der Achtung und Auszeichnung, welche ihrer vom Staate anerkannten Amtswürde gebühret.

Hinsichtlich ihrer bürgerlichen Handlungen und Verhältnisse sind dieselben der weltlichen Obrigkeit unterworfen.

§ 137. Für den öffentlichen Unterricht, sonach die Erhaltung und Vervollkommnung der niederen und höheren Bildungsanstalten und namentlich der Landesuniversität sowie der Landschullehrerseminare ist zu allen Zeiten nach Kräften zu sorgen.

§ 138. Alle Stiftungen ohne Ausnahme, sie mögen für den Kultus, den Unterricht oder die Wohlthätigkeit bestimmt sein, stehen unter dem besonderen Schutze des Staates, und das Vermögen oder Einkommen derselben darf unter keinem Vorwande zum Staatsvermögen eingezogen oder für andere als die stiftungsmässigen Zwecke verwendet werden. Nur in dem Falle, wo der stiftungsmässige Zweck nicht mehr zu erreichen stehet, darf eine Verwendung zu anderen ähnlichen Zwecken mit Zustimmung der Beteiligten und, sofern öffentliche Anstalten in Betracht kommen, mit Bewilligung der Landstände erfolgen.

Elfter Abschnitt. Von dem Staatshaushalte.

§ 139. Zum Staatsvermögen gehören vornehmlich die bisher bei den Finanz- und anderen Staatsbehörden verwalteten oder nach erfolgter Feststellung dieses Vermögens zur Staatsverwaltung übergehenden Gebäude, Domanial- (Kammer-) Güter und Gefälle, Forste, Jagden, Fischereien, Berg-, Hütten- und Salzwerke, auch

Fabriken, nutzbaren Regalien und Rechte, Kapitalien und sonstige Wertgegenstände, welche ihrer Natur und Bestimmung nach als Staatsgut zu betrachten sind oder aus Mitteln des Staates oder zum Staatsvermögen erworben sein werden.

§ 140. Das Staatsvermögen soll vollständig verzeichnet, und hierbei, sowie bei dessen näherer Feststellung der Inhalt derjenigen Vereinbarungen mit zum Grunde gelegt werden, welche hinsichtlich der Sonderung des Staatsvermögens vom Fideikommissvermögen des kurfürstlichen Hauses, sowie hinsichtlich des Bedarfes für den kurfürstlichen Hof mit den dermal versammelten Landständen getroffen sind und hiermit unter den Schutz dieser Verfassung gestellt werden.

§ 141. Für den in der betreffenden Vereinbarung festgesetzten Bedarf des kurfürstlichen Hofes an Geld und Naturalien bleiben die dazu durch dieselbe vorbehaltenen Domänen und Gefälle auf immer bestimmt. Diese werden aber dessen ungeachtet auch ferner durch die Staatsfinanzbehörden ganz so, wie das übrige Domanialvermögen, verwaltet; deren Ertrag fliesset in die Staatskasse, und hinsichtlich ihrer Veräusserung finden die Bestimmungen des folgenden § ebenwohl Anwendung.

§ 142. Das Staatsvermögen ist stets in seinen wesentlichen Bestandteilen zu erhalten und kann daher ohne Einwilligung der Stände weder durch Veräusserung vermindert noch mit Schulden oder sonst einer bleibenden Last beschwert werden. Unter dem Veräusserungsverbote aber sind diejenigen Veränderungen nicht begriffen, welche bei einzelnen Besitzungen zur Beförderung der Landeskultur oder sonst zur Wohlfahrt des Staates und Entfernung wahrgenommener Nachteile durch Verkauf, Austausch, Vererbleihung, Ablösung oder Umwandlung in ständige Renten oder infolge eines gerichtlichen Urteiles notwendig oder gut befunden werden sollten. Der Erlös und überhaupt alles Aufkommen aus veräusserten Besitzungen dieser Art muss jederzeit wieder zum Grundstock geschlagen und, sobald als thunlich, zur Erwerbung neuer Besitzungen oder auch zur Verbesserung der vorhandenen Domänen und Erhöhung ihres Ertrages verwendet werden, worüber demnächst den Landständen oder deren Ausschusse eine genaue Nachweisung geschiehet.

Auch die künftig heimfallenden Lehen werden zum Staatsgute gehören. Gleichwohl bleibt der Regent berechtigt, die während der Dauer seiner Regierung heimgefallenen Lehen an Glieder des kurfürstlichen Hauses oder der hessischen (ehemals reichsunmittelbaren, althessischen und schaumburgischen) Ritterschaft oder zur Belohnung von kundbar ausgezeichneten Verdiensten um den Staat wieder zu verleihen.

§ 143. Die Stände haben für die Aufbringung des ordentlichen und ausserordentlichen Staatsbedarfes, soweit die übrigen Hülfsmittel zu dessen Deckung nicht hinreichen, durch Verwilligung von Abgaben zu sorgen. Ohne landständische Bewilligung kann vom Jahr 1831 an weder in Kriegs- noch in Friedenszeiten eine

direkte oder indirekte Steuer so wenig, als irgend eine sonstige Landesabgabe, sie habe Namen, welchen sie wolle, ausgeschrieben oder erhoben werden, vorbehaltlich der Einziehung aller Steuern und anderer Landeseinkünfte von den Vorjahren, auch unbeschadet der im § 160 enthaltenen vorläufigen Bestimmung.

§ 144. Die Verwilligung des ordentlichen Staatsbedarfes erfolgt in der Regel für die nächsten drei Jahre. Es ist zu diesem Zwecke der Ständeversammlung der Voranschlag, welcher die Einnahmen und Ausgaben für diese Jahre mit thunlichster Vollständigkeit und Genauigkeit enthalten muss, zeitig vorzulegen. Zugleich muss die Notwendigkeit oder Nützlichkeit der zu machenden Ausgaben nachgewiesen, das Bedürfnis der vorgeschlagenen Abgaben, unter welcher Benennung solche irgend vorkommen mögen, gezeigt, auch von den betreffenden Behörden diejenige Auskunft und Nachweisung aus den Belegen, Akten, Büchern und Literalien gegeben werden, welche die Stände in dieser Beziehung zu begehren sich veranlasst sehen könnten.

Über die Verwendung des dem kurfürstlichen Hofe aus den Domanialeinkünften zukommenden Betrages (s. § 141) findet jedoch keinerlei Nachweisung statt.

§ 145. Über die möglich beste Art der Aufbringung und Verteilung der für den ermittelten Staatsbedarf neben den übrigen Einnahmequellen noch erforderlichen Abgabenbeträge haben die Landstände nach vorgängiger Prüfung der deshalb von der Staatsregierung geschehenen oder nach Befinden weiter zu begehrenden Vorschläge die geeigneten Beschlüsse zu nehmen.

§ 146. In den Ausschreiben und Verordnungen, welche Steuern und andere Abgaben betreffen, soll die landständische Verwilligung besonders erwähnt sein, ohne welche weder die Erheber zur Einforderung berechtigt, noch die Pflichtigen zur Entrichtung schuldig sind.

§ 147. Die Auflagen für den ordentlichen Staatsbedarf, insofern sie nicht ausdrücklich bloss für einen vorübergehenden und bereits erreichten Zweck bestimmt waren, dürfen nach Ablauf der Verwilligungszeit noch sechs Monate fort erhoben werden, wenn etwa die Zusammenkunft der Landstände durch ausserordentliche Ereignisse gehindert, oder die Ständeversammlung aufgelöset ist, ehe ein neues Finanzgesetz zu stande kommt oder wenn die in dieser Hinsicht nötige Beschlussnahme der Landstände sich verzögert.

Diese sechs Monate werden jedoch in die neue Finanzperiode eingerechnet.

§ 148. Für diejenigen Grundstücke, welche früherhin als exemte Güter oder sonst wegen ihrer besonderen Verhältnisse mit keiner oder mit einer geringeren als der gewöhnlichen Grundsteuer belegt waren, werden die gesetzlichen Vorschriften wegen der bisherigen Exemtensteuer und beziehungsweise der für die Erbleihe- und dergleichen besonders belasteten Güter bisher gesetzliche Zustand so lange beibehalten, bis die nach Möglichkeit zu beschleunigende gleichmässige Besteuerung unter Zusicherung einer ange-

messenen Entschädigung für die bisherigen rechtmässigen Steuerfreiheiten und Vorzüge gesetzlich eingeführt sein wird.

§ 149. Die Güter der Kirchen und Pfarreien, der öffentlichen Unterrichtsanstalten und der milden Stiftungen bleiben, so lange sie sich in deren Eigentume befinden, von Steuern befreit. Diese Steuerfreiheit erstreckt sich jedoch nicht auf diejenigen Grundstücke, welche bisher schon steuerpflichtig waren oder nach der Verkündung dieser Verfassung von ihnen erworben werden.

§ 150. Die Grundstücke, welche von der Landesherrschaft zu eigenem Gebrauche oder von Gliedern des Kurhauses erworben sind oder werden, bleiben in ihrer bisherigen Steuerverbindlichkeit.

§ 151. Die gesetzlich, in Rücksicht ihres dermaligen Besitzers steuerfreien Grundstücke verlieren diese Eigenschaft, sobald sie in Privateigentum übergehen.

§ 152. Bei der im § 144 erwähnten Vorlegung des Voranschlages für die nächsten drei Jahre muss zugleich die Verwendung des Staatseinkommens zu den bestimmten Zwecken für die seit Anfang des Jahres 1831 verflossenen einzelnen Rechnungsjahre, soweit sie noch nicht ihre volle Erledigung bei dem Landtage erhalten haben, nachgewiesen werden.

Zwölfter Abschnitt. Allgemeine Bestimmungen.

§ 153. Zur Annahme einer in Vorschlag gebrachten Abänderung oder Erläuterung der gegenwärtigen Verfassungsurkunde ist entweder völlige Stimmeneinhelligkeit der auf dem Landtage anwesenden ständischen Mitglieder oder eine auf zwei nach einander folgenden Landtagen sich aussprechende Stimmenmehrheit von drei Vierteln derselben erforderlich.

§ 154. Sollten dereinst etwa zwischen der Staatsregierung und den Landständen über den Sinn einzelner Bestimmungen der Verfassungsurkunde oder der für Bestandteile derselben erklärten Gesetze Zweifel sich erheben, und würde wider Verhoffen eine Verständigung darüber nicht erfolgen, so muss der zweifelhafte Punkt bei einem Kompromissgerichte zur Entscheidung gebracht werden. Dieses wird zusammengesetzt aus sechs unbescholtenen, der Rechte und der Verfassung kundigen, wenigstens dreissig Jahr alten Inländern, von welchen drei durch die Regierung und drei durch die Stände zu wählen sind. Niemand darf die auf ihn gefallene Wahl ohne hinreichende Entschuldigungsgründe, welche die wählende Partei zu beurteilen hat, ausschlagen.

Das Kompromissgericht wählt sodann aus seiner Mitte durch das Loos einen Vorsitzenden mit entscheidender Stimme im Falle der Stimmengleichheit.

§ 155. Alle gesetzliche Bestimmungen und andere Anordnungen jeder Art, welche mit dem Inhalte der gegenwärtigen Verfassungsurkunde und der für Bestandteile derselben erklärten Gesetze im Widerspruche stehen, sind hierdurch aufgehoben.

§ 156. Diese Verfassungsurkunde tritt in ihrem ganzen Um-

fange sofort nach ihrer Verkündung in Kraft und Wirksamkeit und muss ohne Verzug von allen Staatsdienern des geistlichen und weltlichen, sowohl des Militär- als Zivilstandes, sowie von allen Unterthanen männlichen Geschlechts, welche das achtzehnte Jahr erreicht haben, beschworen werden.

Die obersten Staatsbeamten stellen über die von ihnen geschehene eidliche Angelobung noch einen besonderen Revers aus, welcher im landständischen Archive niederzulegen ist.

§ 157. Eine gleichlautende Ausfertigung gegenwärtiger Verfassungsurkunde wird der hohen deutschen Bundesversammlung mit dem Ersuchen um Übernahme der bundesgesetzlichen Garantie überreicht werden.

Vorübergehende Bestimmungen.

§ 158. Die erste Zusammenkunft der nach Inhalt dieser Verfassungsurkunde für die Zukunft bestehenden Landstände soll am 11. April 1831 erfolgen.

§ 159. Zum Zwecke der Bearbeitung des Wahlgesetzes (s. § 72), der landständischen Geschäftsordnung (s. § 77) und des Staatsdienstgesetzes (s. § 62), ferner zur Beratung angemessener Erleichterungen in den Stempelabgaben und der nötig befundenen vorläufigen Massregeln in Beziehung auf andere indirekte Steuern, auch zur Wahl des im § 102 gedachten landständischen Ausschusses sowie des im § 103 erwähnten Landsyndikus sollen die gegenwärtig versammelten Landstände noch so lange, als es nötig sein wird, ihre Wirksamkeit fortsetzen.

§ 160. Die dermaligen Steuern und anderen Abgaben, bloss mit Ausschluss der für die Landesschulden bestimmten Steuern (von welchen lediglich die Exemtensteuer fortdauert), sind weiter ganz in der bisherigen Weise zu erheben, bis deshalb eine andere Einrichtung auf verfassungsmässigem Wege getroffen sein wird.

Es ist Unser unabänderlicher Wille, dass die vorstehenden Bestimmungen, welche Wir stets aufrecht erhalten werden, als bleibende Grundverfassung Unserer Lande auch von jedem Nachfolger in der Regierung zu allen Zeiten treu und unverbrüchlich beobachtet und überhaupt wider Eingriffe und Verletzungen jeder Art geschützt werden.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und des beigedrückten Staatssiegels gegeben zu Wilhelmshöhe am 5. Januar 1831.

Wilhelm, Kurfürst.

vt. Rr. v. Meysenbug.

8. Verfassung des Königreichs Sachsen. 1831 Sept. 4.

Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen, 1831 Nr. 40, S. 241 ff.; Die europäischen Verfassungen seit 1789 v. K. H. L. Pölitz (2. Aufl.) 1. Bd. 1. Abt. (1832) S. 220 ff. = Die Verfassungen des teutschen Staatenbundes seit 1789 v. K. H. L. Pölitz, fortgesetzt v. F. Bülau 1. Abt. (1847), S. 220 ff.; Die deutschen Verfassungsgesetze der Gegenwart hrsg. v. H. A. Zachariä (1855), S. 159 ff.; F. Stoerk, Hdb. d. dtsch. Verfass. (1884) S. 108 ff.; mit den Ergänzungen bis 1897: Deutsche Staatsgrundgesetze hrsg. v. Karl Binding Heft VI (2. Aufl. 1897).

Wir Anton, von Gottes Gnaden König von Sachsen etc etc. etc. und Friedrich August, Herzog zu Sachsen etc. thun hiermit kund, dass Wir infolge der von Unsern getreuen Ständen wiederholt ausgesprochenen Wünsche und mit Rücksicht auf die in andern Staaten des deutschen Bundes bereits getroffenen und durch die Erfahrung bewährt gefundenen Bestimmungen die Verfassung Unserer Lande mit Beirat und Zustimmung der Stände in nächstfolgender Masse geordnet haben.

Erster Abschnitt. Von dem Königreiche und dessen Regierung im allgemeinen.

§ 1. Das Königreich Sachsen ist ein unter einer Verfassung vereinigter, unteilbarer Staat des deutschen Bundes.

Unveräusserlichkeit seiner Bestandteile und der Rechte der Krone.

§ 2. Kein Bestandteil des Königreichs oder Recht der Krone kann ohne Zustimmung der Stände auf irgend eine Weise veräussert werden.

Grenzberichtigungen mit benachbarten Staaten sind hierunter nicht begriffen, wenn nicht dabei Unterthanen abgetreten werden, welche unzweifelhaft zu dem Königreiche gehört haben.

§ 3. Die Regierungsform ist monarchisch, und es besteht dabei eine landständische Verfassung.

§ 4. Der König ist das souveräne Oberhaupt des Staats, vereinigt in sich alle Rechte der Staatsgewalt und übt sie unter den durch die Verfassung festgesetzten Bestimmungen aus. Seine Person ist heilig und unverletzlich.

§ 5. Der König kann ohne Zustimmung der Stände weder zugleich Oberhaupt eines andern Staats werden, Erbanfälle ausgenommen, noch seinen wesentlichen Aufenthalt ausserhalb Landes nehmen.

§ 6. Die Krone ist erblich in dem Mannsstamme des sächsischen Fürstenhauses nach dem Rechte der Erstgeburt und der agnatischen Linealfolge vermöge Abstammung aus ebenbürtiger Ehe.

§ 7. In Ermangelung eines durch Verwandtschaft oder Erbverbrüderung zur Nachfolge berechtigten Prinzen geht die Krone auf eine aus ebenbürtiger Ehe abstammende weibliche Linie ohne Unterschied des Geschlechts über. Hierbei entscheidet die Nähe der Verwandtschaft mit dem zuletzt regierenden Könige, bei gleicher

Nähe das Alter der Linie und in selbiger das Alter der Person. Nach dem Übergange gilt wieder der Vorzug des Mannsstamms in der Primogeniturordnung.

§ 8. Der König wird volljährig, sobald er das achtzehnte Jahr zurückgelegt hat.

§ 9. Eine Regierungsverwesung tritt ein während der Minderjährigkeit des Königs, oder wenn derselbe an der Ausübung der Regierung auf längere Zeit verhindert ist und für die Verwaltung des Landes nicht selbst Vorsorge getroffen hat oder treffen kann.

In beiden Fällen wird die Regierungsverwesung von dem der Thronfolge nächsten volljährigen Agnaten geführt.

Sie besteht nur auf solange, als der König an der Ausübung der Regierung behindert ist, und deren Eintritt und Schluss wird gesetzlich bekannt gemacht.

§ 10. Sollte sich bei einem zunächst nach dem Könige zur Thronfolge bestimmten Familiengliede ein Hindernis zeigen, welches demselben die eigene Verwaltung des Landes unmöglich machen würde, so ist noch unter der Regierung des Königs durch ein Staatsgesetz über den künftigen Eintritt der Regierungsverwesung zu entscheiden.

§ 11. Würde der König während seiner Regierung oder bei dem Anfalle der Thronfolge durch ein solches Hindernis von der eigenen Verwaltung des Landes abgehalten sein, ohne dass früher die oben bestimmte Verfügung getroffen wäre, so soll längstens binnen sechs Monaten in einer von der obersten Staatsbehörde (§ 41) zu veranlassenden Versammlung sämtlicher im Königreiche anwesenden, nach zurückgelegtem 21. Jahre volljährigen Prinzen des königlichen Hauses mit Ausschlusse des zunächst zur Regentschaft berufenen Agnaten auf vorgängiges Gutachten jener Behörde über den Eintritt der Regierungsverwesung nach absoluter Stimmenmehrheit ein Beschluss gefasst und solcher den versammelten oder ausserordentlich zusammenzuberufenden Ständen zur Genehmigung vorgelegt werden.

Sind nicht mindestens drei königliche Prinzen zur Fassung eines diesfallsigen Beschlusses gegenwärtig, so werden die den Jahren nach ältesten regierenden Häupter der Ernestinischen Linie bis zu Erfüllung dieser Zahl zu der Versammlung eingeladen.

§ 12. Der Regierungsverweser übt die Staatsgewalt in dem Umfange, wie sie dem Könige zusteht, unter dessen Namen verfassungsmässig aus.

Veränderungen in der Verfassung dürfen von dem Regierungsverweser weder in Antrag gebracht noch, wenn sie von den Ständen beantragt worden, genehmigt werden, als wenn solches von ihm unter Beirat des nach § 11 konstituierten Familienrats und infolge eines in der daselbst vorgeschriebenen Masse gefassten Beschlusses geschieht. Dergleichen Veränderungen erhalten aber sodann bleibende Gültigkeit.

§ 13. Der Regierungsverweser hat, insofern er nicht ein auswärtiger Regent ist, seinen wesentlichen Aufenthalt im Lande zu nehmen.

Der Aufwand desselben wird von der Zivilliste (§ 22) bestritten.

§ 14. Die oberste Staatsbehörde (§ 41) bildet den Regentschaftsrat des Regierungsverwesers, und dieser ist verbunden in allen wichtigen Angelegenheiten das Gutachten derselben einzuholen.

§ 15. In Ermangelung einer von dem Könige getroffenen Anordnung gebührt die Erziehung des minderjährigen Königs der Mutter und, wenn diese nicht mehr lebt oder sich anderweit vermählt, der Grossmutter von väterlicher Seite; jedoch kann die Ernennung der Erzieher und Lehrer und die Festsetzung des Erziehungsplans nur nach Rücksprache mit dem Regierungsverweser und dem Regentschaftsrate geschehen. Bei einer Verschiedenheit der Ansichten hat der Regierungsverweser mit dem Regentschaftsrate die Entscheidung; auch liegt diesem nach dem Absterben oder der anderweiten Vermählung der Mutter oder der Grossmutter die Sorge für die Erziehung des minderjährigen Königs allein ob.

Die diesfallsigen Beratungen des Regentschaftsrats werden unter dem Vorsitze des Regierungsverwesers gepflogen, welcher bei dem zu fassenden Beschlusse nur eine Stimme, jedoch im Falle der Stimmengleichheit die Entscheidung hat.

Zweiter Abschnitt. Von dem Staatsgute, sowie von dem Vermögen und den Gebührnissen des königlichen Hauses.

§ 16. Das Staatsgut besteht als eine einzige unteilbare Gesamtmasse aus dem, was die Krone an Territorien, Ämtern, Kammergütern, Domänen, den dazu gehörigen Fluren, Gebäuden und Inventarien, Grundstücken, Forsten und Mühlen, Berg- und Hüttenwerken, Kuxen, Regalien, Amtskapitalien, Einkünften, nutzbaren Rechten, öffentlichen Anstalten, Beständen, Aussenständen und Vorräten jeder Art und sonst besitzt oder erwirbt, und es geht dasselbe in seinem ganzen Umfange auf den jedesmaligen Thronfolger über. Neben demselben besteht das Fideikommiss des königlichen Hauses. Von beiden ist das Privatvermögen des Königs und der königlichen Familie zu unterscheiden.

§ 17. Das Staatsgut wird durch eine den Grundsätzen der Verfassung gemäss konstituierte Finanzbehörde verwaltet und lediglich zu Zwecken des Staats benutzt. Sein Ertrag bleibt den Staatskassen überlassen.

Übrigens ist dem Könige unbenommen, eine oder die andere Domäne gegen Abzug einer nach dem Durchschnittsertrage der letzten zehn Jahre bestimmten Summe von der Zivilliste (§ 22) auf Lebenszeit zu eigner Verwaltung und Benutzung zu übernehmen; auch bleiben die in der Beilage I [*hier weggelassen*] verzeichneten Schlösser, Paläste, Hofgebäude, Gärten und Räume zu der freien Benutzung des Königs.

So lange der Lehnsverband zwischen dem Könige als Ober-

lehnsherrn und seinen Vasallen noch besteht, wachsen die heimfallenden Lehen dem Staatsgute zu; es bleibt aber dem Könige das Recht, Erbverwandelungen zu bewilligen, Lehnspardon zu erteilen, auch alle andere*n* aus der Oberlehnsherrlichkeit fliessende*n* Befugnisse auszuüben. Lehnsanwartschaften werden jedoch nicht erteilt werden.

§ 18. Das Staatsgut ist stets in seinen wesentlichen Bestandteilen zu erhalten und kann daher ohne Einwilligung der Stände weder durch Veräusserungen vermindert noch mit Schulden oder andern Lasten beschwert werden.

Unter dem Veräusserungsverbote sind jedoch diejenigen Veränderungen nicht begriffen, welche bei einzelnen Parzellen zu Beförderung der Landeskultur oder zu Entfernung wahrgenommener Nachteile durch Verkauf, Austausch oder Ablösung, sowie infolge eines gerichtlichen Urteils oder zu Berichtigung zweifelhafter Grenzen nötig oder gut befunden werden sollten.

Die Kaufgelder sind, sobald sich eine vorteilhafte Gelegenheit findet, zu Erwerbung inländischen Grundeigentums anzuwenden, inzwischen aber auf eine andere zweckmässige Weise werbend anzulegen.

Was durch eine solche Veräusserung an Grundeigentum, Rechten, Einkünften oder Kaufgeldern erlangt wird, nimmt die Eigenschaft des veräusserten Gegenstandes an und tritt an dessen Stelle.

Den Ständen ist bei jedem ordentlichen Landtage (§ 115) nachzuweisen, was seit dem letztvorherigen vom Staatsgute veräussert, warum die Veräusserung bewirkt, was dabei erlangt und in welcher Masse das erlangte Kaufgeld vorschriftmässig angewendet worden sei.

§ 19. Alle Bestände, Forderungen und Ansprüche des königlichen Fiskus gehen auf die allgemeinen Staatskassen über. Dagegen werden die auf ersterm haftenden Schulden und Ansprüche aller Art von letztern zu alleiniger Vertretung übernommen.

Die Rechte der Gläubiger bleiben unverletzt.

§ 20. Das königliche Hausfideikommiss besteht:

a) aus alle dem, was zu der Einrichtung oder Zierde der in der Beilage unter I. [*hier weggelassen*] verzeichneten königlichen Schlösser, Paläste, Hofgebäude und Gärten dient, dem Mobiliar, welches der Aufsicht der Hofämter und Hofintendanten anvertraut und zum Bedarfe oder Glanze des Hofs bestimmt ist, den Ställen, an Pferden, Wagen oder sonstigem Inventario, den Jagderfordernissen, den in dem grünen Gewölbe und andern königlichen Sammlungen befindlichen Kostbarkeiten, Gold- und Silbergeräten und Porzellanen, der Gemäldegalerie, den Kupferstich-, Naturalien-, Münz- und andern Kabinetten, der Bibliothek, der Kunst-, Rüst- und Gewehrkammer.

Demselben wächst

b) alles dasjenige zu, was der König während seiner Regierung aus irgend einem Privatrechtstitel oder durch Ersparnisse an der Zivilliste erworben und worüber derselbe unter den Lebenden nicht disponiert, ingleichen dasjenige Vermögen, welches der König vor seiner Gelangung zum Throne besessen, sowie das, was er mit diesem Vermögen nachher erworben hat, insofern von ihm über dieses Vermögen weder unter den Lebenden noch auf den Todesfall verfügt worden ist.

Dasselbe ist Eigentum des königlichen Hauses; dessen Besitz geht aber nach der § 6 und 7 für die Krone bestimmten Successionsordnung und sonst auf den jedesmaligen rechtmässigen Regenten des Königreichs Sachsen über. Dasselbe ist von dem Lande unzertrennbar und unveräusserlich. Unter dem Veräusserungsverbote sind jedoch diejenigen Veränderungen nicht begriffen, welche durch Verkauf oder Austausch einzelner Gegenstände für gut befunden werden sollten. Was durch Veräusserung an Gegenständen oder Kaufgeldern erlangt wird, nimmt die Eigenschaft des veräusserten Gegenstandes an und tritt an dessen Stelle.

Die Kaufgelder sind, sobald sich eine vorteilhafte Gelegenheit findet, zu Vermehrung des Hausfideikommisses anzuwenden. Auch steht dem jedesmaligen Regenten lediglich unter Zustimmung der Stände das [!] Befugnis zu, die zu demselben gehörigen Kostbarkeiten bis zur Höhe einer Million Thaler in ausserordentlichen Notfällen zu Staatszwecken zu verpfänden. Es ist jedoch der verpfändete Teil desselben sobald als möglich wieder einzulösen.

Nur in den § 105 erwähnten ausserordentlichen dringenden Fällen, wo die Einberufung der Stände durch die Umstände unmöglich gemacht wird, kann eine Verpfändung desselben vom Könige unter Verantwortlichkeit der ihn hierbei beratenden Minister auch ohne Zustimmung der Stände verfügt werden, und es treten alsdann die Bestimmungen des gedachten § inkraft.

§ 21. Privateigentum des Königs ist alles dasjenige, was derselbe vor der Gelangung zum Throne bereits besessen hat und mit diesem Vermögen ferner erwirbt; es steht ihm darüber die freie Disposition unter den Lebendigen und auf den Todesfall zu.

Hat der König über dieses Vermögen nicht disponiert, so wächst dasselbe bei seinem Ableben dem Hausfideikommisse zu.

Über dasjenige Vermögen, was der König sonst während seiner Regierung aus irgend einem Privatrechtstitul [!] oder durch Ersparnisse an der Zivilliste erwirbt, steht demselben die freie Disposition unter den Lebenden zu; bei seinem Ableben aber fällt es ebenfalls dem Hausfideikommisse anheim.

§ 22. Der König bezieht jährlich eine mit den Ständen auf die Dauer seiner Regierung verabschiedete Summe aus den Staatskassen als Zivilliste zu seiner freien Disposition in monatlichen Raten im voraus zahlbar.

Diese Summe ist als Äquivalent für die den Staatskassen auf

die jedesmalige Dauer der Regierungszeit des Königs überwiesenen Nutzungen des königlichen Domänengutes zu betrachten und kann während der Regierungszeit des Königs weder ohne dessen Zustimmung vermindert noch ohne die Bewilligung der Stände vermehrt, auch als wesentliches Bedürfnis zu Erhaltung der Würde der Krone zu keiner Zeit und auf keine Weise mit Schulden belastet werden.

Diese Nutzungen sollen auch den Staatskassen solange überwiesen bleiben, als eine Zivilliste bewilligt wird, welche der jetzt mit fünfmalhunderttausend Thalern verabschiedeten an Höhe wenigstens gleichkommt.

Die Zivilliste des mit Tode abgegangenen Königs besteht fort, bis die seines Nachfolgers verabschiedet ist, jedoch längstens nur bis zur Vereinigung über ein neues Budget.

Von selbiger werden bestritten:

die Schatullengelder des Königs und seiner Gemahlin, die Unterhaltungs- und Erziehungskosten seiner Kinder, die Gehalte aller königlichen Hofbeamten und Diener, die künftig auszusetzenden Pensionen derselben sowie ihrer Witwen und Kinder, der gesamte Aufwand für die Hofhaltung, den Stall, die Hofjagd und die dazu gehörigen Inventarien, den katholischen und evangelischen Hofgottesdienst, für letztern nach der Höhe des zeitherigen Beitrags, die Hofkapelle und Hoftheater, die Unterhaltungskosten der nach § 17 dem Könige zur freien Benutzung bleibenden Schlösser, Paläste, Hofgebäude und Gärten, endlich alle hier nicht erwähnte ordentliche oder ausserordentliche Hofausgaben, deren Bestreitung nicht ausdrücklich auf das Staatsbudget gewiesen ist.

§ 23. Die den dermaligen Gliedern des königlichen Hauses ausgesetzten Apanagen, Wittümer und andern vertragsmässigen Gebührnisse, Hand- und Garderobengelder bleiben unter Beobachtung der wegen der Sekundogenitur bestehenden Bestimmungen auf deren Lebenszeit unverändert und werden in das Budget aufgenommen.

Über die künftig unter Anrechnung der Sekundogenitur zu gewährenden Apanagen, Wittümer, Heiratsgüter und andere dergleichen Gebührnisse ist mit den Ständen eine feststehende Bestimmung zu verabschieden, welcher nachmals in jedem einzelnen Falle nachzugehen ist und welche in das Hausgesetz aufgenommen werden soll.

Ohne Einwilligung der Stände können diese Gebührnisse nicht verändert und nie durch Überweisung von Grundstücken zur Benutzung gewährt werden.

Die Entrichtung derselben erfolgt aus den Staatskassen ohne Zurechnung auf die Zivilliste.

Dritter Abschnitt. Von den allgemeinen Rechten und Pflichten der Unterthanen.

§ 24. Der Aufenthalt innerhalb der Grenzen des Staats ver-

pflichtet zu Beobachtung der Gesetze desselben und begründet dagegen den gesetzlichen Schutz.

§ 25. Die Bestimmungen über das Heimatsrecht und Staatsbürgerrecht bleiben einem besondern Gesetze vorbehalten.

§ 26. Die Rechte der Landeseinwohner stehen für alle in gleicher Masse unter dem Schutze der Verfassung.

§ 27. Die Freiheit der Personen und die Gebahrung mit dem Eigentume sind keiner Beschränkung unterworfen, als welche Gesetz und Recht vorschreiben.

§ 28. Jeder ist daher berechtigt, seinen Beruf und sein Gewerbe nach eigener Neigung zu wählen und sich dazu im In- oder Auslande auszubilden, soweit nicht hierbei ausdrückliche Gesetze oder Privatrechte beschränkend entgegenstehen.

§ 29. Jedem Unterthan steht der Wegzug aus dem Lande ohne Erlegung einer Nachsteuer frei, soweit nicht die Verpflichtung zum Kriegsdienste oder sonst Verbindlichkeiten gegen den Staat oder Privatpersonen entgegenstehen.

§ 30. Die Verpflichtung zu Verteidigung des Vaterlandes und die Verbindlichkeit zum Waffendienste ist allgemein; es finden dabei keine andern als die durch die Gesetze bestimmten Ausnahmen statt.

§ 31. Niemand kann gezwungen werden, sein Eigentum oder sonstige Rechte und Gerechtigkeiten zu Staatszwecken abzutreten, als in den gesetzlich bestimmten oder durch dringende Notwendigkeit gebotenen, von der obersten Staatsbehörde zu bestimmenden Fällen und gegen Entschädigung, welche ohne Anstand ermittelt und gewährt werden soll.

Entsteht ein Streit über die Summe der Entschädigung, und der Eigentümer oder der Berechtigte will sich bei der Entscheidung der Verwaltungsbehörde nicht beruhigen, so bleibt ihm unbenommen, die Sache im ordentlichen Rechtswege zur Erledigung zu bringen; es ist aber einstweilen die Abtretung zu bewirken und die von jener Behörde festgesetzte Summe ohne Verzug zu bezahlen.

§ 32. Jedem Landeseinwohner wird völlige Gewissensfreiheit und in der bisherigen oder der künftig gesetzlich festzusetzenden Masse Schutz in der Gottesverehrung seines Glaubens gewährt.

§ 33. Die Mitglieder der im Königreiche aufgenommenen christlichen Kirchengesellschaften geniessen gleiche bürgerliche und politische Rechte. Alle anderen Glaubensgenossen haben an den staatsbürgerlichen Rechten nur in der Masse einen Anteil, wie ihnen derselbe vermöge besonderer Gesetze zukommt.

§ 34. Die Verschiedenheit des Standes und der Geburt begründet keinen Unterschied in der Berufung zu irgend einer Stelle im Staatsdienste.

§ 35. Die Angelegenheiten der Presse und des Buchhandels werden durch ein Gesetz geordnet werden, welches die Freiheit derselben unter Berücksichtigung der Vorschriften der Bundesgesetze und der Sicherung gegen Missbrauch als Grundsatz feststellen wird.

§ 36. Jeder hat das Recht, über gesetz- oder ordnungswidriges Verfahren einer Behörde oder Verzögerung der Entscheidung bei der zunächst vorgesetzten schriftliche Beschwerde zu führen. Wird selbige von der vorgesetzten Behörde ungegründet befunden, so ist diese verpflichtet, den Beschwerdeführer über die Gründe ihres Urteils zu belehren. Glaubt derselbe sich auch bei der Entscheidung der obersten Staatsbehörde nicht beruhigen zu können, so darf er die Beschwerde den Ständen mit der Bitte um Verwendung schriftlich vortragen, welche dann zu beurteilen haben, ob die Sache geeignet sei, von ihnen am Throne bevorwortet zu werden.

Übrigens bleibt auch jedem unbenommen, seine Wünsche und Beschwerden bei dem Regenten unmittelbar anzubringen.

§ 37. Kein Unterthan soll mit Abgaben oder andern Leistungen beschwert werden, wozu er nicht vermöge der Gesetze oder kraft besonderer Rechtstitel verbunden ist.

§ 38. Alle Unterthanen haben zu den Staatslasten beizutragen.

§ 39. Es soll ein neues Abgabensystem festgestellt werden, wobei die Gegenstände der direkten und indirekten Besteuerung nach möglichst richtigem Verhältnisse werden zur Mitleidenheit gezogen werden.

Die bisher bestandenen Realbefreiungen sollen gegen angemessene Entschädigung, deren Modalität unter Vernehmung mit den Ständen durch die künftige Gesetzgebung näher zu bestimmen ist, aufgehoben werden.

§ 40. Neue bleibende Befreiungen von Staatslasten können in keiner Weise vergünstigt oder erworben werden.

Vierter Abschnitt. Von dem Staatsdienste.

§ 41. Es bestehen die Ministerialdepartements der Justiz, der Finanzen, des Innern, des Kriegs, des Kultus und der auswärtigen Angelegenheiten, deren Vorstände den Ständen verantwortlich sind.

Diese Vorstände bilden das Gesamtministerium als die oberste kollegiale Staatsbehörde.

Auf den Vorstand des Ministerii des Kultus, welcher stets der evangelischen Konfession zugethan sein muss, in Gemeinschaft mit wenigstens zwei andern Mitgliedern des Gesamtministerii derselben Konfession geht der bisherige Auftrag in Evangelicis über. Zu seinem Wirkungskreise gehören die § 57 bezeichneten Angelegenheiten aller Konfessionen.

Es kann ein Staatsrat gebildet werden, zu welchem ausser den Vorständen der Ministerialdepartements diejenigen Personen gezogen werden, welche der König geeignet findet.

§ 42. Alle Staatsdiener sind für ihre Dienstleistung verantwortlich.

§ 43. Alle Verfügungen in Regierungsangelegenheiten, welche der König unterzeichnet, müssen von dem Vorstande eines Mi-

nisterialdepartements, welcher bei der Beschlussnahme wirksam gewesen ist, in der Reinschrift zum Zeichen seiner Verantwortlichkeit für die Zweckmässigkeit und Übereinstimmung derselben mit den Gesetzen und der Verfassung des Landes kontrasigniert werden.

Eine solche, mit der erforderlichen Kontrasignatur nicht bezeichnete Verfügung ist als erschlichen zu betrachten und daher unverbindlich.

§ 44. Die Verhältnisse der Staatsdiener, worunter jedoch der Hofdienst nicht mitbegriffen ist, sollen durch ein besonderes Gesetz näher bestimmt werden, in welchem vorzüglich die nötige Unabhängigkeit des Richteramts berücksichtigt werden wird.

Fünfter Abschnitt. Von der Rechtspflege.

§ 45. Die Gerichtsbarkeit wird in einer gesetzlich bestimmten Instanzenordnung verwaltet.

§ 46. Alle Gerichtsstellen haben ihren Entscheidungen Gründe beizufügen.

§ 47. Sie sind bei Ausübung ihres richterlichen Amtes innerhalb der Grenzen ihrer Kompetenz von dem Einflusse der Regierung unabhängig.

Über Kompetenzzweifel zwischen den Justiz- und Verwaltungsbehörden entscheidet in letzter Instanz eine besondere Behörde, deren Organisation durch ein Gesetz bestimmt wird und deren Mitglieder zur Hälfte aus Räten des obersten Justizhofes bestehen müssen.

§ 48. Kein Unterthan darf seinem ordentlichen Richter entzogen werden ausser in den von den Gesetzen vorausbestimmten Fällen.

§ 49. Jedem, der sich durch einen Akt der Staatsverwaltung in seinen Rechten verletzt glaubt, steht der Rechtsweg offen.

Ein besonderes Gesetz wird die nötigen Ausnahmen und Bestimmungen treffen, damit durch die Ausübung dieses Befugnisses der freie Fortgang der Verwaltung nicht gehemmt werde.

§ 50. Der Fiskus nimmt in allen ihn betreffenden Rechtsstreitigkeiten Recht vor den ordentlichen Landesgerichten.

§ 51. Niemand darf ohne gesetzlichen Grund verfolgt, verhaftet oder bestraft und über vierundzwanzig Stunden über die Ursache seiner Verhaftung in Ungewissheit gelassen werden.

§ 52. Der König hat in strafrechtlichen Fällen das Recht der Abolition, sowie der Verwandlung, Minderung oder des Erlasses der Strafe, kann aber zuerkannte Strafen nicht schärfen.

§ 53. Die Konfiskation kann künftig nur bei einzelnen Sachen, welche als Gegenstand oder Werkzeug einer Vergehung gedient haben, stattfinden.

Eine allgemeine Vermögenskonfiskation tritt in keinem Falle ein.

§ 54. Moratorien dürfen von Staatswegen nicht erteilt werden.

§ 55. Die Rechtspflege wird auf eine der Gleichheit vor dem Gesetze entsprechende Weise in der Masse eingerichtet werden, dass die privilegierten Gerichtsstände aufhören, soweit nicht ein-

zelne auf Verträgen oder besondern Verhältnissen beruhende Ausnahmen noch ferner notwendig bleiben.

Die nähern Bestimmungen hierüber werden durch ein Gesetz getroffen werden.

Sechster Abschnitt. Von den Kirchen, Unterrichtsanstalten und milden Stiftungen.

§ 56. Nur den im Königreiche aufgenommenen oder künftig mittelst besondern Gesetzes aufzunehmenden christlichen Konfessionen steht die freie öffentliche Religionsübung zu.

Es dürfen weder neue Klöster errichtet, noch Jesuiten oder irgend ein anderer geistlicher Orden jemals im Lande aufgenommen werden.

§ 57. Der König übt die Staatsgewalt über die Kirchen (jus circa sacra), die Aufsicht und das Schutzrecht über dieselben nach den diesfallsigen gesetzlichen Bestimmungen aus, und es sind daher namentlich auch die geistlichen Behörden aller Konfessionen der Oberaufsicht des Ministeriums des Kultus untergeordnet.

Die Anordnungen im Betreff der innern kirchlichen Angelegenheiten bleiben der besondern Kirchenverfassung einer jeden Konfession überlassen. Insbesondere wird die landesherrliche Kirchengewalt (jus episcopale) über die evangelischen Glaubensgenossen, solange der König einer andern Konfession zugethan ist, von der § 41 bezeichneten Ministerialbehörde ferner in der zeitherigen Masse ausgeübt.

§ 58. Beschwerden über Missbrauch der kirchlichen Gewalt können auch bis zu der obersten weltlichen Staatsbehörde gebracht werden.

§ 59. Die Kirchen und Schulen und deren Diener sind in ihren bürgerlichen Beziehungen und Handlungen den Gesetzen des Staats unterworfen.

§ 60. Alle Stiftungen ohne Ausnahme, sie mögen für den Kultus, den Unterricht oder die Wohlthätigkeit bestimmt sein, stehen unter dem besondern Schutze des Staats, und das Vermögen oder Einkommen derselben darf unter keinem Vorwande zum Staatsvermögen eingezogen oder für andere als die stiftungsmässigen Zwecke verwendet werden. Nur in dem Falle, wo der stiftungsmässige Zweck nicht mehr zu erreichen steht, darf eine Verwendung zu andern ähnlichen Zwecken mit Zustimmung der Beteiligten und, insofern allgemeine Landesanstalten inbetracht kommen, mit Bewilligung der Stände erfolgen.

Siebenter Abschnitt. Von den Ständen.

I. Organisation der Ständeversammlung.

§ 61. Für das ganze Königreich Sachsen besteht eine allgemeine, in zwei Kammern abgeteilte Ständeversammlung.

Neben selbiger wird die besondere Provinzial-Landtagsverfassung in der Oberlausitz und die Kreistagsverfassung in den

alten Erblanden, vorbehältlich der in Rücksicht beider nötig werdenden Modifikationen, noch ferner fortbestehen.

§ 62. Beide Kammern sind in ihren Rechten und Befugnissen einander gleich.

Zeit und Ort der Sitzungen beider sind jederzeit dieselben.

§ 63. Zu der ersten Kammer gehören folgende Mitglieder:

1) die volljährigen Prinzen des königl. Hauses,
2) das Hochstift Meissen durch einen Deputierten seines Mittels,
3) der Besitzer der Herrschaft Wildenfels,
4) die Besitzer der fünf Schönburgischen Rezessherrschaften Glauchau, Waldenburg, Lichtenstein, Hartenstein und Stein durch einen ihres Mittels,
5) ein Abgeordneter der Universität Leipzig, welcher von selbiger aus dem Mittel ihrer ordentlichen Professoren gewählt wird,
6) der Besitzer der Standesherrschaft Königsbrück,
7) der Besitzer der Standesherrschaft Reibersdorf,
8) der evangelische Oberhofprediger,
9) der Dekan des Domstifts St. Petri zu Budissin, zugleich in seiner Eigenschaft als höherer katholischer Geistlicher, und im Falle der Behinderung oder der Erledigung der Stelle einer der drei Kapitularen des Stifts,
10) der Superintendent zu Leipzig,
11) ein Abgeordneter des Kollegiatstifts zu Wurzen aus dem Mittel des Kapitels,
12) die Besitzer der vier Schönburgischen Lehnsherrschaften Rochsburg, Wechselburg, Penig und Remissen durch einen ihres Mittels,
13) zwölf auf Lebenszeit gewählte Abgeordnete der Rittergutsbesitzer,
14) zehn vom Könige nach freier Wahl auf Lebenszeit ernannte Rittergutsbesitzer,
15) die erste Magistratsperson der Städte Dresden und Leipzig,
16) die erste Magistratsperson in sechs vom Könige unter möglichster Berücksichtigung aller Teile des Landes nach Gefallen zu bestimmenden Städten.

§ 64. Für die § 63 unter 3, 4, 6, 7 und 12, benannten Besitzer der Herrschaften kann im Falle der Minderjährigkeit, oder wenn sie aus Ursachen, welche die Kammer als statthaft anerkennt, an dem Landtage persönlich teilzunehmen nicht vermögen, derjenige nächste Nachfolger in die Kammer eintreten, welcher nach § 74 für die Person dazu geeignet ist. Den Besitzern der Herrschaft Wildenfels und der Schönburgischen Rezessherrschaften ist jederzeit nachgelassen, wegen ihrer erblichen Stimmen Bevollmächtigte in die Kammer eintreten zu lassen, welche die nach § 74 erforderlichen Eigenschaften haben und im Königreiche Sachsen mit einem Rittergute angesessen sind.

§ 65. Die zwölf Abgeordneten der Rittergutsbesitzer werden in Kreis- oder oberlausitzer Provinzialversammlungen gewählt.

An der Wahl nimmt jeder Besitzer eines der im Wahlgesetze für stimmberechtigt erklärten Rittergüter teil. Sie wird nach den Bestimmungen des Wahlgesetzes bewirkt.

Wählbar sind nur diejenigen Rittergutsbesitzer, deren Gut mindestens jährlich zweitausend Thaler reinen Ertrag gewährt. Ein unter Konkurrenz der Rittergutsbesitzer selbst auf Kreistagen oder Provinziallandtagen gefertigtes, von Zeit zu Zeit zu revidierendes Verzeichniss der sowohl zu der ersten als zu der zweiten Kammer wählbaren Rittergüter ist bei der Wahl jederzeit zum Grunde zu legen.

Jeder der vom Könige zu ernennenden zehn Rittergutsbesitzer muss von einem oder mehrern, im Königreiche Sachsen gelegenen Rittergütern einen jährlichen Reinertrag von mindestens viertausend Thalern beziehen. Der König kann bei der Ernennung auch auf Besitzer schönburgischer Rezess- und Lehnsherrschaften Rücksicht nehmen; doch sind hierbei die diesen Herrschaften schon zukommenden erblichen Stimmen jedenfalls in Abzug zu bringen.

Minister im aktiven Dienst und besoldete Hofbeamte können nicht ernannt werden. Die Zahl von zehn muss stets vorhanden sein.

§ 66. Diejenigen Mitglieder der ersten Kammer, welche vermöge ihres Amts in selbiger eine Stelle haben, behalten solche so lange, als sie dieses Amt bekleiden.

Die Abgeordneten der Stifter und der Universität, sowie die Bevollmächtigten der Herrschaft Wildenfels und der Schönburgischen Rezessherrschaften behalten ihre Stelle, bis sich ein Nachfolger legitimiert.

Die gewählten, sowie die vom Könige ernannten Rittergutsbesitzer bleiben so lange Mitglieder der Kammer, als sie diejenigen Eigenschaften behalten, vermöge deren letztere ernannt, und erstere sowohl im allgemeinen als in dem betreffenden Bezirke erwählt werden können. Überdies treten jedoch die gewählten Rittergutsbesitzer aus, wenn sie während ihrer ständischen Funktion zu einem Staatsdienste ernannt oder im Staatsdienste befördert werden oder ein besoldetes Hofamt annehmen; können aber dann von neuem gewählt werden.

Beiden Klassen der Rittergutsbesitzer ist die Resignation gestattet wegen Krankheit, welche das Individuum auf längere Zeit zu Geschäften untauglich macht und durch ärztliche Zeugnisse belegt wird, wegen solcher häuslicher, Familien- oder Dienstverhältnisse, welche die persönliche und beständige Anwesenheit nach beizubringender genüglicher Bescheinigung wesentlich erfordern, ferner wegen 60jährigen Alters, oder wenn sie bereits drei ordentlichen Landtagen (§ 115) beigewohnt haben.

§ 67. Der Präsident der ersten Kammer wird von dem Könige aus der Mitte der Herrschafts- oder Rittergutsbesitzer in

selbiger zu jedem Landtage besonders ernannt und darf nicht im Auslande wohnen.

Zu der Funktion eines Stellvertreters des Präsidenten schlägt die Kammer durch Wahl drei Personen aus ihrer Mitte vor, von denen der König eine ernennt. Die Wahl erfolgt nach absoluter Stimmenmehrheit. Sollte bei dreimaliger Abstimmung eine solche nicht erlangt werden, so entscheidet bei der letzten Abstimmung die relative Stimmenmehrheit.

Über die amtliche Stellung und Geschäftsführung des Präsidenten und seines Stellvertreters sowie über die Protokollführung und Leitung der Kanzleigeschäfte enthält die Landtagsordnung die nähern Bestimmungen.

§ 68. Die zweite Kammer besteht aus
1) zwanzig Abgeordneten der Rittergutsbesitzer,
2) fünfundzwanzig Abgeordneten der Städte,
3) fünfundzwanzig Abgeordneten des Bauernstandes und
4) fünf Vertretern des Handels und Fabrikwesens.

§ 69. Für jedes Mitglied der zweiten Kammer wird ein Stellvertreter gewählt. Dieser tritt in Fällen zeitiger Abwesenheit oder Behinderung des Mitglieds ein, im Falle des Todes oder gänzlichen Austritts aber für die Dauer des Landtags nur dann, wenn ein solcher Fall erst während des Landtags oder so kurz vor demselben stattgefunden hat, dass zu einer neuen Wahl keine Zeit übrig ist; ausserdem ist eine neue Wahl sowohl eines Abgeordneten als eines Stellvertreters vorzunehmen.

Über die Einberufung des Stellvertreters entscheidet die Kammer.

§ 70. Die Wahl der Abgeordneten der Rittergutsbesitzer zu der zweiten Kammer und ihrer Stellvertreter erfolgt in Kreis- und oberlausitzer Provinzialversammlungen.

Wahlberechtigt sind die Besitzer der durch das Wahlgesetz hierzu befähigten Güter, wählbar aber nur diejenigen von ihnen, welche ein Gut von mindestens jährlich sechshundert Thalern reinem Ertrage besitzen.

Die Wahlen der Abgeordneten der Rittergutsbesitzer, der Städte und des Bauernstandes und der Stellvertreter für selbige erfolgen nach den Vorschriften des Wahlgesetzes.

Über die Wahlen der Vertreter des Handels und Fabrikwesens und ihrer Stellvertreter wird besondere gesetzliche Bestimmung erfolgen.

§ 71. Alle drei Jahre am Schlusse eines ordentlichen Landtags (§ 115) tritt ein Teil der Abgeordneten zu der zweiten Kammer aus.

Um diesen auf einander folgenden Austritt zu ordnen, wird bei dem ersten Landtage eine Losung vorgenommen. Infolge deren treten nach dem ersten Landtage aus: sechs Abgeordnete der Rittergutsbesitzer, acht Abgeordnete der Städte, acht Abgeordnete des Bauernstandes und ein Vertreter des Handels- und Fabrik-

standes, welche die niedrigsten Nummern gezogen haben; nach dem zweiten Landtage sieben Abgeordnete der Rittergutsbesitzer, acht Abgeordnete der Städte, acht Abgeordnete des Bauernstandes und zwei Vertreter des Handels- und Fabrikstandes, welche die nächst niedrigen Nummern gezogen haben, und nach dem dritten Landtage alle übrigen Abgeordneten.

Die später gewählten Abgeordneten treten nach dem dritten ordentlichen Landtage seit ihrer Wahl aus.

Die Austretenden können sofort wieder gewählt werden.

Die Abgeordneten der zweiten Kammer hören auch früher auf, Mitglieder derselben zu sein,

a) wenn sie die Wählbarkeit entweder im allgemeinen oder für die Klasse oder den Bezirk, für welchen sie gewählt werden, verlieren,
b) wenn sie während der Dauer ihrer ständischen Funktion im Staatsdienste angestellt oder befördert werden oder in ein besoldetes Hofamt treten, oder
c) wenn der König die Kammer auflöst.

In den Fällen unter b und c können jedoch selbige wieder gewählt werden.

§ 72. Der Präsident der zweiten Kammer und dessen Stellvertreter werden von dem Könige ernannt.

Zu Anfange jeden Landtags sind von der Kammer vier ihrer Mitglieder durch geheime Stimmgebung zu wählen und vorzuschlagen, von denen der König eins als Präsidenten und eins als dessen Stellvertreter bestellt.

Die Wahl wird nach den Bestimmungen § 67 bewirkt.

Die Landtagsordnung bestimmt die Funktion beider.

§ 73. Zur Teilnahme an einer auf die Ständeversammlung sich beziehenden Wahl wird das erfüllte 25ste, und zur Wählbarkeit das erfüllte 30ste Altersjahr erfordert.

§ 74. Weder zur Teilnahme an einer Wahl berechtigt noch wählbar sind diejenigen, welche

a) unter Kuratel stehen,
b) zu deren Vermögen ein Schuldenwesen entstanden ist, es mag dasselbe zum förmlichen Konkurs gediehen, oder der Weg der aussergerichtlichen Erledigung desselben eingeschlagen worden sein, so lange nicht ihre Gläubiger vollständige Befriedigung erhalten zu haben erklären;
c) diejenigen, welche wegen solcher Vergehen, die nach allgemeinem Begriffe für entehrend zu halten sind, vor Gericht gestanden haben, ohne von der Anschuldigung völlig frei gesprochen zu sein.

Ob ein Vergehen nach allgemeinem Begriffe für entehrend zu halten sei, entscheidet hinsichtlich eines Wahlmanns die Wahlversammlung und hinsichtlich eines Abgeordneten die Kammer.

§ 75. Wird ein Staatsdiener zum Abgeordneten oder Stellvertreter zu einer der beiden Kammern gewählt, so hat derselbe

solches der vorgesetzten Dienstbehörde anzuzeigen, damit diese ermesse, ob die Annahme der Wahl genehmigt werden könne, und nötigenfalls wegen einstweiliger Versehung des Amts Vorsorge treffe. Die Genehmigung kann ohne erhebliche, in dem Wesen des Amts beruhende und den Ständen zur Nachricht mitzuteilende Gründe nicht versagt werden.

Gerichtsdirektoren und gutsherrliche Beamte haben die Zustimmung ihrer Prinzipale, städtische Beamte die Zustimmung der Stadträte einzuholen; diese kann aber nur aus denselben Ursachen verweigert werden wie die landesherrliche Erlaubnis für die Staatsdiener.

Über Reklamationen wegen verweigerter Genehmigung entscheidet die Regierung.

§ 76. Die Sitzordnung in der ersten Kammer richtet sich bei den § 63 unter 1 bis mit 12 benannten Mitgliedern nach der angegebenen Reihefolge, bei den übrigen aber, sowie in der zweiten Kammer nach dem Lose, welches bei jedesmaliger Eröffnung der Kammer gezogen wird. Für die hierbei noch nicht anwesenden Mitglieder zieht der Präsident die Lose.

Die Bevollmächtigten und Stellvertreter nehmen die Plätze derer, die sie vertreten, ein.

§ 77. Über das Wahlverfahren für beide Kammern und die Wahlberechtigung für die zweite Kammer enthält das Wahlgesetz die nähere Bestimmung. Dasselbe ist zwar kein integrierender Teil der Verfassung, kann aber ohne ständische Zustimmung nicht verändert werden.

II. Wirksamkeit der Stände.

§ 78. Die Stände sind das gesetzmässige Organ der Gesamtheit der Staatsbürger und Unterthanen und als solches berufen, deren auf der Verfassung beruhende Rechte in dem durch selbige bestimmten Verhältnisse zu der Staatsregierung geltend zu machen und das unzertrennliche Wohl des Königs und des Landes mit treuer Anhänglichkeit an die Grundsätze der Verfassung möglichst zu befördern.

§ 79. Die Angelegenheiten, welche vor die Ständeversammlung gehören, sind in dieser Verfassungsurkunde bestimmt vorgezeichnet.

Dergleichen Angelegenheiten können in keinem Falle zur Erledigung an ständische Ausschüsse, an die Kreisstände oder an einzelne ständische Korporationen gebracht werden.

Die Ständeversammlung darf aber auch wieder ihrerseits sich nur mit diesen ihr zugewiesenen Angelegenheiten oder den vom Könige besonders an sie gebrachten Gegenständen beschäftigen.

§ 80. Die Stände sind verbunden, die von dem Könige an sie gebrachten Gegenstände vor allen übrigen in Beratung zu ziehen.

§ 81. In beiden Kammern können die Mitglieder derselben mit Ausnahme der § 64 in Rücksicht der Herrschaftsbesitzer bemerkten Fälle nur persönlich erscheinen und dürfen niemanden

beauftragen, in ihrem Namen zu stimmen. Die Abgeordneten haben eine Instruktion von ihren Kommittenten nicht anzunehmen, sondern nur ihrer eigenen Überzeugung zu folgen.

Übrigens bleibt jedem Mitgliede überlassen, die an selbiges für die Ständeversammlung gelangenden besondern Anliegen weiter zu befördern und nach Befinden zu bevorworten.

§ 82. Jedes Mitglied der Ständeversammlung leistet bei seinem ersten Eintritte in die Kammer folgenden Eid: „Ich schwöre zu Gott etc. die Staatsverfassung treu zu bewahren und in der Ständeversammlung das unzertrennliche Wohl des Königs und Vaterlands nach meinem besten Wissen und Gewissen bei meinen Anträgen und Abstimmungen allenthalben zu beobachten. So wahr mir Gott helfe etc."

Diesen Eid legen die Präsidenten beider Kammern in die Hände des Königs und die übrigen Mitglieder der Kammer in der Versammlung an den Vorstand derselben ab.

Wenn ein gewesener Abgeordneter durch neue Wahl als solcher in eine Kammer eintritt, so leistet er die Pflicht bloss mittels Handschlags unter Verweisung auf den früher abgelegten Eid.

§ 83. Jedes Mitglied der Stände kann in der Kammer seine Meinung frei äussern. Ein Mitglied, welches bei dem Gebrauche dieses Rechts den Gang des Geschäfts unstatthafterweise aufhält oder sich die Missbilligung der Kammer erregende Äusserungen erlaubt, kann von dem Präsidenten zur Ordnung verwiesen werden.

Die Mitglieder der Kammern haben sich bei ihren Diskussionen aller Persönlichkeiten, aller unanständigen und beleidigenden Ausdrücke, sowie aller Abweichungen von dem vorliegenden Beratungsgegenstande zu enthalten, widrigenfalls der Präsident sie zur Ordnung zu verweisen und im Weigerungsfalle selbst die fernere Wortführung zu untersagen das Recht hat. Sollten sie sich selbst persönliche Ausfälle gegen den Regenten, die königliche Familie, die Kammern oder einzelne Mitglieder der Kammern erlauben und ohngeachtet der Erinnerung des Präsidenten hiermit fortfahren, so ist derselbe berechtigt und verpflichtet, die Sitzung für diesen Tag auf der Stelle zu schliessen und in der folgenden Sitzung über die Bestrafung des betreffenden Mitglieds der Kammer vorzutragen, welche entscheiden wird, ob dasselbe zum blossen Widerruf oder zum zeitlichen oder gänzlichen Ausschluss aus der Kammer zu verurteilen sei.

Wenn die gerügte Äusserung ein besonderes Verbrechen oder eine persönliche Beleidigung in sich begreift, so kann das fragliche Mitglied der Kammer, es mag nun dessen Ausschliessung erfolgt sein oder nicht, deshalb noch vor seinem ordentlichen Richter belangt werden.

Verlangt es der Ausgeschlossene, so ist die Entscheidung, ob derselbe bei einer künftigen Ständeversammlung wieder wählbar sein solle, an den Staatsgerichtshof (§ 142) zu verweisen; sonst ist derselbe künftig nicht wieder wählbar.

§ 84. Die Stände geniessen sowohl in ihrer Gesamtheit als einzeln völlige Unverletzlichkeit der Person während der Dauer des Landtags. Daher darf insbesondere ausser dem Falle der Ergreifung auf frischer That bei einem begangenen peinlichen Verbrechen und dem Falle des Wechselverfahrens kein Mitglied der Ständeversammlung während ihrer Dauer ohne ausdrückliche Zustimmung der Kammer, der selbiges angehört, verhaftet werden.

§ 85. Gesetzentwürfe können nur von dem Könige an die Stände, nicht von den Ständen an den König gebracht werden.

Die Stände können aber auf neue Gesetze, sowie auf Abänderung oder Aufhebung bestehender antragen.

Jedem Gesetzentwurfe werden Motive beigefügt werden.

§ 86. Kein Gesetz kann ohne Zustimmung der Stände erlassen, abgeändert oder authentisch interpretiert werden.

§ 87. Der König erlässt und promulgiert die Gesetze mit Bezug auf die erfolgte Zustimmung der Stände und erteilt die zu deren Vollziehung und Handhabung erforderlichen, sowie die aus dem Aufsichts- und Verwaltungsrechte fliessenden Verfügungen und Verordnungen.

§ 88. Der König erlässt auch solche ihrer Natur nach der ständischen Zustimmung bedürfende, aber durch das Staatswohl dringend gebotene Verordnungen, deren vorübergehender Zweck durch Verzögerung vereitelt werden würde, mit Ausnahme aller und jeder Abänderungen in der Verfassung und dem Wahlgesetze.

Dafür, dass das Staatswohl die Eile geboten, sind sämtliche Minister verantwortlich. Sie haben deshalb insgesamt die Verordnungen zu kontrasignieren; auch müssen letztere den Ständen bei der nächsten Zusammenkunft zur Genehmigung vorgelegt werden.

§ 89. In Ausführung der vom Bundestage gefassten Beschlüsse kann die Regierung durch die ermangelnde Zustimmung der Stände nicht gehindert werden. Sie treten sofort mit der vom Könige verfügten Publikation inkraft. Es müssen daher auch die zur Ausführung derselben erweislich erforderlichen Mittel aufgebracht werden, wobei jedoch die Mitwirkung der Stände in Ansehung der Art und Weise der Aufbringung dieser Mittel, insoweit dieselbe verfassungsmässig begründet ist, nicht ausgeschlossen wird.

§ 90. Der König kann einen an die Kammern gerichteten Gesetzvorschlag noch während der ständischen Diskussion darüber zurücknehmen. Dasselbe kann geschehen, wenn ein Gesetzvorschlag zwar von der Mehrheit der Kammern angenommen wird, dabei aber die § 129 erwähnte Absonderung der Abgeordneten eines Standes eingetreten ist.

§ 91. Wenn die Kammern über die Annahme eines Gesetzvorschlags geteilter Meinung sind, so haben sie vor der Abgabe ihrer Erklärung das § 131 vorgeschriebene Vereinigungsmittel zu versuchen.

§ 92. Bleiben auch dann noch die Kuriatstimmen beider Kammern geteilt, so ist zu der Verwerfung des Gesetzvorschlags

erforderlich, dass in einer der beiden Kammern wenigstens zwei Dritteile der Anwesenden für die Verwerfung gestimmt haben.

§ 93. Die ständische Erklärung, wodurch entweder ein Gesetzvorschlag ganz abgelehnt wird oder Veränderungen dabei beantragt werden, muss die Angabe der Beweggründe enthalten.

§ 94. Wird ein von den Ständen mit Abänderungen angenommener Gesetzentwurf vom Könige nicht genehmigt, so kann selbiger entweder ganz zurückgenommen oder vorher noch einmal während desselben Landtags mit Widerlegungsgründen, in der vorigen Masse oder auch mit von der Regierung selbst vorzuschlagenden Abänderungen an die Stände gebracht werden. In beiden letztern Fällen steht der Regierung frei, die unbedingte Erklärung über Annahme oder Ablehnung desselben zu verlangen.

§ 95. Ein von den Ständen ganz abgelehnter Gesetzentwurf kann zwar bei einem folgenden Landtage anderweit unverändert an sie gebracht werden, während desselben Landtags aber nur in veränderter Masse.

§ 96. Ohne Zustimmung der Stände können die bestehenden direkten und indirekten Landesabgaben nicht verändert, auch dürfen dergleichen Abgaben ohne ihre Bewilligung mit Ausnahme des § 103 bemerkten Falls nicht ausgeschrieben und erhoben werden.

§ 97. Die Stände haben die Verpflichtung, für Aufbringung des ordentlichen und ausserordentlichen Staatsbedarfs durch Aussetzung der hierzu erforderlichen Deckungsmittel zu sorgen. Sie haben dagegen das [!] Befugnis, hierbei die Notwendigkeit, Zweckmässigkeit und Höhe der Ansätze zu prüfen und deshalb Erinnerungen zu machen, auch sich sowohl wegen der Annahme der angesetzten Summen als über die Art der Deckung, die Grundsätze und Verhältnisse, nach welchen die Abgaben und Leistungen auf Personen und Gegenstände zu legen und zu verteilen sind, sowie über die Dauer und Erhebungsweise zu entschliessen.

§ 98. Bei jedem ordentlichen Landtage (§ 115) wird den Ständen eine genaue Berechnung der in den vorhergegangenen drei Jahren stattgefundenen Einnahme und Ausgabe und ein Voranschlag des Bedarfs für die nächstfolgenden drei Jahre nebst den Vorschlägen zu dessen Deckung möglichst bald nach Eröffnung des Landtags mitgeteilt.

§ 99. Um Beides beurteilen zu können, werden ihnen sowohl von der obersten Staatsbehörde als auch auf ihren Antrag von den betreffenden Departementschefs die nötigen Erläuterungen gegeben, sowie Rechnungen und Belege mitgeteilt werden.

Ansätze für geheime Ausgaben können dabei nur insoweit vorkommen, als eine schriftliche, von mindestens drei verantwortlichen Ministerialvorständen kontrasignierte Versicherung des Königs bezeugt, dass die Verwendung zum wahren Besten des Landes stattgefunden habe oder stattfinden werde.

§ 100. Nach pflichtmässiger genauen Prüfung der gedachten Berechnungen, Übersichten und Unterlagen haben die Stände über

den darnach aufzubringenden Bedarf ihre Erklärung an den König gelangen zu lassen. Insofern sie hierbei auf Verminderung der verlangten Summen antragen, muss dieses unter bestimmter und ausführlicher Nachweisung der Gründe dazu, sowie der Gegenstände, bei welchen, und der Art und Weise, wie ohne Hintansetzung des Staatszwecks Ersparnisse gemacht werden können, geschehen.

§ 101. Sind die beiden Kammern bei der Abstimmung über die Bewilligung geteilt, so tritt zum Zwecke einer Vereinigung das § 131 vorgeschriebene Verfahren ein.

§ 102. Die ständische Bewilligung von Abgaben darf nicht an Bedingungen geknüpft werden, welche nicht das Wesen oder die Verwendung derselben unmittelbar betreffen.

§ 103. Die von den Ständen nach § 100 an die Regierung gelangenden Anträge und die Gründe, auf welchen sie beruhen, werden auf das reiflichste erwogen, auch, soweit es nur immer mit dem Staatswohle vereinbar ist, jederzeit berücksichtigt werden.

In dem Falle aber, dass sie unannehmbar befunden würden, die Stände hingegen auf deshalb ihnen geschehene Eröffnung und anderweite Beratung die Bewilligung in der verlangten Masse wiederholt ablehnen wollten, lässt der König die Auflagen für den Staatsbedarf, insofern sie nicht ausdrücklich nur für einen vorübergehenden, bereits erreichten Zweck bestimmt sind, nach Ablauf der Bewilligungszeit durch die oberste Staatsbehörde mittelst einer in die Gesetzsammlung aufzunehmenden Verordnung noch auf ein Jahr ausschreiben und forterheben. In dem zu erlassenden Ausschreiben wird der besondern Natur desselben gedacht und Beziehung auf diesen § der Verfassungsurkunde genommen. Ein solches verlängertes Ausschreiben kann jedoch nur auf ein Jahr erlassen werden, weshalb der König längstens sechs Monate vor Ablauf dieser Frist eine ausserordentliche Ständeversammlung einberufen wird. Die Bewilligung wird übrigens nur dann als abgelehnt betrachtet, wenn in einer der beiden Kammern mindestens zwei Dritteile der Anwesenden für die Ablehnung gestimmt haben.

§ 104. Mit Ausnahme des § 103 erwähnten Falls soll in den Ausschreiben, welche Landesabgaben betreffen, die ständische Bewilligung besonders erwähnt werden, ohne welche weder die Einnehmer zur Einforderung berechtigt, noch die Unterthanen zur Entrichtung verbunden sind.

§ 105. Ohne Zustimmung der Stände kann kein Anlehen gültig gemacht werden.

Wenn in ausserordentlichen, dringenden und unvorhergesehenen Fällen schleunige finanzielle Massregeln erfordert werden, zu welchen an sich die Zustimmung der Stände notwendig ist, so ist eine ausserordentliche Ständeversammlung einzuberufen.

Sollten jedoch äussere Verhältnisse eine solche Einberufung durchaus unmöglich machen, so darf der König unter Verantwortlichkeit der ihn hierbei beratenden Vorstände der Ministerialdepartements das zu Deckung das ausserordentlichen Bedürfnisses

unumgänglich Nötige provisorisch verfügen, auch erforderlichen Falls ausnahmsweise ein Anlehen aufnehmen; es sind aber die getroffenen Massregeln so bald als irgend möglich der Ständeversammlung und spätestens bei dem nächsten ordentlichen Landtage vorzulegen, um deren verfassungsmässige Genehmigung zu bewirken; auch ist selbiger über die Verwendung der erforderlich gewesenen Summen Nachweisung zu geben.

§ 106. Um die Regierung für unvorhergesehene Ereignisse mit den erforderlichen ausserordentlichen Hülfsmitteln zu versehen, ist ein Reservefond zu bilden, welcher in das Budget aufgenommen und jedesmal bewilligt wird.

§ 107. Zu Verzinsung und Tilgung der Staatsschulden besteht eine besondere Staatsschuldenkasse, welche unter die Verwaltung der Stände gestellt ist.

Diese Verwaltung wird durch einen ständischen Ausschuss mit Hülfe der von ihm ernannten und vom Könige bestätigten Beamten geführt. Er hat auch bei erfolgender Auflösung der zweiten Kammer seine Geschäfte bis zu Eröffnung der neuen Ständeversammlung und erfolgter Wahl eines neuen Ausschusses fortzusetzen.

Der Regierung steht vermöge des Oberaufsichtsrechts frei, von dem Zustande der Kasse zu jeder Zeit Einsicht zu nehmen.

Die Jahresrechnungen über dieselbe werden von der obersten Rechnungsbehörde geprüft und bei jedem ordentlichen Landtage (§ 115) den Ständen zur Erinnerung und Justifikation vorgelegt. Nach erfolgter Justifikation wird das Resultat der Rechnungen im Namen der Stände durch den Druck bekannt gemacht.

§ 108. Die Stände sind verpflichtet und berechtigt, über die Erhaltung des Staatsguts und des königlichen Hausfideikommisses in der § 18 und 20 angegebenen Masse zu wachen.

§ 109. Die Stände haben das Recht, im Bezug auf alle zu ihrem Wirkungskreise gehörigen Gegenstände dem Könige ihre gemeinsamen Wünsche und Anträge in der geeigneten Form vorzulegen.

Hierzu gehören auch Anträge auf Abstellung wahrgenommener Gebrechen in der Landesverwaltung oder Rechtspflege.

Ebenso ist jedes einzelne Mitglied der Stände befugt, seine auf dergleichen Gegenstände sich beziehenden Wünsche und Anträge in seiner Kammer vorzubringen. Diese entscheidet, ob und auf welche Weise selbige in nähere Erwägung gezogen werden sollen. Nimmt sie sich infolge der geschehenen Erörterung der Sache an, so hat sie den Beitritt der andern Kammer zu veranlassen, indem selbige nur in Übereinstimmung beider Kammern an den König gebracht werden kann.

§ 110. Beschwerden gegen die oberste Staatsbehörde und einzelne Vorstände von Ministerialdepartements (§ 41) über die Anwendung der Gesetze in der Landesverwaltung und Rechtspflege

kann, insofern sich deshalb nicht beide Kammern zu vereinigen vermögen, auch jede Kammer allein anbringen.

Zu Begründung solcher Beschwerden ist § 43 die Kontrasignatur aller Verordnungen und andern Ausfertigungen in Regierungsangelegenheiten, welche der König eigenhändig unterzeichnet, angeordnet.

Unerlaubte Handlungen oder grobe Vernachlässigungen der den Ministerialdepartements untergeordneten Staatsdiener können nur dann Gegenstand ständischer Beschwerde werden, wenn der dadurch unmittelbar Verletzte bei dem betreffenden Departement vergebens Klage geführt oder sonst die gesetzlichen Vorschritte gethan hat.

§ 111. Die Stände können schriftliche Beschwerden der Unterthanen, nicht aber Deputationen von Körperschaften annehmen. Findet sich, dass eine solche Beschwerde noch nicht auf dem verfassungsmässigen Wege bis zu dem betreffenden Ministerialdepartement gelangt und daselbst ohne Abhülfe geblieben sei, so bleibt sie unberücksichtigt. Im entgegengesetzten Falle und wenn den Ständen die Beschwerde begründet erscheint, bleibt ihrem Ermessen überlassen, selbige entweder an das betreffende Departement oder die oberste Staatsbehörde abzugeben oder zu ihrer eigenen Sache zu machen und nach vorgängiger Diskussion in beiden Kammern dem Könige zur geeigneten Berücksichtigung zu empfehlen. Die erfolgte Abstellung solcher Beschwerden oder das Ergebnis der Erörterung wird ihnen eröffnet werden.

§ 112. Alle ständischen Beschlüsse, welche auf eine Angelegenheit des Landes Bezug haben, bedürfen, um wirksam zu werden, der ausdrücklichen Sanktion des Königs.

§ 113. Auf jeden von den Ständen an den König gebrachten Antrag wird ihnen eine Entschliessung, und zwar im Ablehnungsfalle unter Angabe der Gründe, womöglich noch während der Ständeversammlung erteilt werden. Dies gilt insbesondere auch, wenn der Antrag auf Erlassung, Aufhebung oder Abänderung eines Gesetzes gerichtet war.

§ 114. Die Ständeversammlung darf mit königlicher Genehmigung zu Vorbereitung bestimmt anzuzeigender Beratungsgegenstände und zu Ausführung von Beschlüssen in ständischen Angelegenheiten, welche die königliche Sanktion erhalten haben, Deputationen ernennen, welche zu diesem Zwecke in der Zwischenzeit von einem Landtage zum andern zusammentreten und thätig sein können.

III. Landtag und Geschäftsbetrieb bei selbigem.

§ 115. Der König wird längstens alle drei Jahre einen ordentlichen Landtag einberufen und ausserordentliche, so oft es Gesetzgebungs- oder andere dringende Angelegenheiten erfordern.

Eine ausserordentliche Zusammenkunft der Stände ist jedes-

mal nötig, wenn ein Regierungswechsel eintritt; die Einberufung erfolgt dann binnen der nächsten vier Monate.

Der Ort des Königreichs, wo der Landtag gehalten werden soll, hängt von der jedesmaligen Bestimmung des Königs ab. Zu jedem Landtage werden die Stände mittelst einer von der obersten Staatsbehörde ausgehenden Bekanntmachung in der Gesetzsammlung und durch an jeden zu erlassende Missiven einberufen.

§ 116. Der König ordnet den förmlichen Schluss der Ständeversammlung an, kann auch solche vertagen und die zweite Kammer auflösen, wodurch zugleich die erste für vertagt erklärt wird.

Die Vertagung darf nicht über sechs Monate dauern.

Im Falle der Auflösung der zweiten Kammer soll die Wahl neuer Abgeordneten zu selbiger und die Einberufung der Stände ebenfalls innerhalb der nächsten sechs Monate erfolgen.

§ 117. Der König eröffnet und entlässt die Ständeversammlung entweder in eigener Person oder durch einen dazu bevollmächtigten Kommissar.

§ 118. Eigenmächtig dürfen die Kammern weder sich versammeln noch nach dem Schlusse oder der Vertagung des Landtags oder Auflösung der zweiten Kammer versammelt bleiben und beratschlagen.

§ 119. Die definitiven Resultate des Landtags werden in eine förmliche Urkunde, den Landtagsabschied, zusammengefasst, welche die königliche Erklärung über die Verhandlungen mit den Ständen enthält, von dem Könige eigenhändig vollzogen, den Ständen bei ihrer Entlassung urschriftlich ausgehändigt und in die Gesetzsammlung aufgenommen wird.

§ 120. Die Stände mit Ausnahme derjenigen Mitglieder der ersten Kammer, welche kraft erblichen Rechts oder als Abgeordnete der Kapitel und der Universität auf Landtagen erscheinen, bekommen, insofern sie nicht an dem Orte, wo der Landtag gehalten wird, beständig wohnen, als Entschädigung für den erforderlichen ausserordentlichen Aufwand Tage- und Reisegelder in der in der Landtagsordnung bestimmten Masse.

§ 121. Jede Kammer verhandelt getrennt von der andern und hat bei den an den König zu bringenden Erklärungen eine Kuriatstimme.

§ 122. Von den königlichen Mitteilungen an die Kammern ergehen diejenigen, welche auf Abgaben- und Bewilligungsgegenstände Bezug haben, zuerst an die zweite Kammer. Bei andern Gegenständen hängt es von dem Ermessen des Königs ab, an welche der beiden Kammern solche zuerst gelangen sollen.

§ 123. Alle königlichen Anträge müssen, ehe sie bei einer Kammer zur Diskussion und Abstimmung gelangen können, von einer besondern, aus dem Mittel der Kammer bestellten Deputation erörtert werden, welche darüber an die erstere Vortrag erstattet.

§ 124. Dergleichen Deputationen werden auch für andere Beratungsgegenstände ernannt.

§ 125. Diesen Deputationen (§ 123, 124) werden, so oft die Deputationen selbst darauf antragen, durch königliche Kommissarien die nötigen Erläuterungen gegeben werden. Es muss jedoch jede Deputation vor Abgabe ihres Gutachtens an die betreffende Kammer die ihr von dem königlichen Kommissar in ihrer Sitzung mündlich mitzuteilenden Bemerkungen hören, auch dieselben in Erwägung ziehen und nach Befinden berücksichtigen.

§ 126. Jedem Mitgliede der Kammer und königlichen Kommissar steht frei, der Deputation seine Ansicht über den zu beratenden Gegenstand schriftlich vorzulegen.

§ 127. Beratungen der Kammern können nur bei der Anwesenheit von mindestens der Hälfte der durch die Verfassung bestimmten Zahl der Mitglieder stattfinden.

§ 128. Beschlüsse können von der ersten Kammer nur, wenn mindestens die Hälfte, und von der zweiten nur, wenn mindestens zwei Dritteile der verfassungsmässigen Zahl der Mitglieder in der Sitzung anwesend sind, gefasst werden.

Bei der Abstimmung hat jedes Mitglied, auch der Präsident, eine Stimme.

Die Beschlüsse werden ausser § 92, 103 und 152 bestimmten Fällen nach absoluter Stimmenmehrheit gefasst.

Wenn Gleichheit der Stimmen eintritt, so ist die Sache in einer folgenden Sitzung wieder zum Vortrage zu bringen. Würde auch in dieser Sitzung eine Stimmenmehrheit nicht erlangt, so giebt die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

Ist der Gegenstand der Beratung ein solcher, wo bloss ein Gutachten der Stände zu eröffnen ist, so kann letzterm auf Verlangen jede abweichende Meinung beigefügt werden.

§ 129. Die Abstimmungen geschehen von den einzelnen Mitgliedern ohne Rücksicht auf die Verschiedenheit der Stände. Es ist jedoch den Abgeordneten der Rittergutsbesitzer, der Städte und des Bauernstandes in der zweiten Kammer erlaubt, wenn wenigstens drei Vierteile der Anwesenden ihren Stand in seinen besondern Rechten oder Interessen durch den Beschluss der Mehrheit für beschwert achten, eine Separatstimme abzugeben.

Eine solche Separatstimme muss in die Erklärung der Ständeversammlung neben dem Beschlusse der Mehrheit aufgenommen und mit an die Regierung gebracht werden.

§ 130. Die von einer Kammer an die andere gebrachten Anträge, Gesetzentwürfe und Erklärungen können ersterer mit Verbesserungsvorschlägen, welche durch eine Deputation erörtert werden müssen, zurückgegeben werden.

§ 131. Können sich beide Kammern infolge der ersten Beratung über den betreffenden Gegenstand nicht sogleich vereinigen, so haben sie aus ihrem beiderseitigen Mittel eine gemeinschaftliche Deputation zu ernennen, welche unter den beiden Vorständen der

Kammern über die Vereinigung der geteilten Meinungen zu beratschlagen hat, und deren Mitglieder hierauf das Resultat ihrer Verhandlung den Kammern zu anderweiter Beratung vorzutragen haben. Dafern sich dieselben auch dann nicht vereinigen, so treten bei Gesetzgebungs- und Bewilligungsgegenständen die § 128 enthaltenen Vorschriften ein. Bei blossen Beratungsgegenständen aber wird alsdann von jeder Kammer eine durch ihren Vorstand im Namen derselben unterzeichnete besondere Schrift bei der obersten Staatsbehörde eingereicht.

§ 132. Die Anträge und Beschlüsse, über welche beide Kammern sich vereinigt haben, werden in eine gemeinschaftliche ständische Schrift zusammengefasst, welche, von den Vorständen beider Kammern im Namen der Ständeversammlung unterzeichnet, bei der obersten Staatsbehörde eingereicht wird.

§ 133. Nur die oberste Staatsbehörde ist zur Kommunikation zwischen der Regierung und den Ständen bestimmt; auch die einzelnen Kammern stehen nur mit dieser Staatsbehörde in unmittelbarer Geschäftsbeziehung.

§ 134. Die Mitglieder des Ministerii und die königlichen Kommissarien haben den Zutritt zu den Sitzungen der Kammern, können an den Diskussionen Anteil nehmen und haben das Recht, zu verlangen, nach Schlusse derselben nochmals gehört zu werden. treten aber, wenn, soviel die Kommissarien betrifft, diese nicht selbst Mitglieder der Kammer sind, bei der Abstimmung ab. Nach ihrem Abtritte darf die Diskussion nicht von neuem aufgenommen werden.

§ 135. Die Sitzungen beider Kammern sind öffentlich. Sie werden geheim auf den Antrag der königlichen Kommissarien bei Eröffnungen, für welche sie die Geheimhaltung nötig achten, und auf das Begehren von drei Mitgliedern, denen nach dem Abtritt der Zuhörer wenigstens ein Vierteil der Mitglieder der Kammer über die Notwendigkeit der geheimen Beratung beitreten muss.

§ 136. Die über die Verhandlungen in den Kammern aufgenommenen Protokolle werden durch den Druck bekannt gemacht, wenn nicht die Geheimhaltung in einzelnen Fällen durch die Kammer beschlossen wird. Um die Redaktion in angemessener Weise zu besorgen, ist eine besondere verantwortliche Deputation zu ernennen.

§ 137. Die nähern Bestimmungen über den Landtag und den Geschäfts*betrieb* bei selbigem enthält die Landtagsordnung.

Achter Abschnitt. Gewähr der Verfassung.

§ 138. Der Thronfolger hat bei dem Antritte der Regierung in Gegenwart des Gesamtministerii und der beiden Präsidenten der letzten Ständeversammlung bei seinem fürstlichen Worte zu versprechen, dass er die Verfassung des Landes, wie sie zwischen dem Könige und den Ständen verabschiedet worden ist, in allen

ihren Bestimmungen während seiner Regierung beobachten, aufrecht erhalten und beschützen wolle.

Ein Gleiches ist auch von dem Regierungsverweser (§ 9) zu bewirken.

Die hierüber zu erteilende Urkunde, wovon ein Abdruck in die Gesetzsammlung aufgenommen wird, ist den beiden Präsidenten der Kammern auszuhändigen, welche sie der nächsten Ständeversammlung zu übergeben und immittelst im ständischen Archive beizulegen haben.

§ 139. Der Unterthaneneid und der Eid der Zivil-Staatsdiener und der Geistlichen aller christlichen Konfessionen ist nächst dem Versprechen der Treue und des Gehorsams gegen den König und die Gesetze des Landes auch auf die Beobachtung der Landesverfassung zu richten.

§ 140. Die Stände haben das Recht, Beschwerden über die durch die königlichen Ministerien oder andere Staatsbehörden geschehene Verletzung der Verfassung in einem gemeinschaftlichen Antrage an den König zu bringen.

Dieser wird den Beschwerden sofort abhelfen oder, wenn ein Zweifel dabei obwaltet, selbige nach der Natur des Gegenstandes durch die oberste Staatsbehörde oder die oberste Justizstelle erörtern lassen.

Wird die Erörterung der obersten Staatsbehörde übertragen, so hat diese ihr Gutachten dem Könige zur Entscheidung vorzulegen. Wird selbige aber an die oberste Justizstelle verwiesen, so hat letztere zugleich die Sache zu entscheiden. Der Erfolg wird in beiden Fällen den Ständen eröffnet.

§ 141. Die Stände haben insbesondere auch das Recht, die Vorstände der Ministerien, welche sich einer Verletzung der Verfassung schuldig machen, förmlich anzuklagen.

Finden sie sich durch ihre Pflichten aufgefordert, eine solche Anklage zu erheben, so sind die Angeklagepunkte bestimmt zu bezeichnen und in jeder Kammer durch eine besondere Deputation zu prüfen.

Vereinigen sich hierauf beide Kammern in ihren Beschlüssen über die Anklage, so bringen sie dieselbe mit ihren Belegen an den nachstehend § 142 bezeichneten Staatsgerichtshof.

§ 142. Zum gerichtlichen Schutze der Verfassung wird ein Staatsgerichtshof begründet. Diese Behörde erkennt über Handlungen der Vorstände der Ministerien, welche auf den Umsturz der Verfassung gerichtet sind oder die Verletzung einzelner Punkte der Verfassung betreffen.

Überdies kann auch noch in den § 83 und 153 bemerkten Fällen an selbige der Rekurs genommen werden.

§ 143. Der Staatsgerichtshof besteht aus einem Präsidenten, welcher von dem Könige aus den ersten Vorständen der höhern Gerichte ernannt wird, und aus zwölf Richtern, wovon der König sechs aus den Mitgliedern jener Gerichte und jede Kammer drei

nebst zwei Stellvertretern ausserhalb der Mitte der Ständeversammlung wählt. Unter den von den Ständen gewählten Mitgliedern müssen mindestens zwei Rechtsgelehrte sein, welche auch mit Vorbehalt der Einwilligung des Königs aus den Staatsdienern gewählt werden können.

Die Stelle des Präsidenten vertritt im Behinderungsfalle der erste der vom Könige bestellten Richter.

Die Ernennung der Mitglieder erfolgt für die Periode von einem ordentlichen Landtage zum andern und zwar jederzeit am Schlusse desselben. Im Falle einer Vertagung des Landtags oder der Auflösung der zweiten Kammer bleibt der am Schlusse des vorigen ordentlichen Landtags bestellte Gerichtshof bis wieder zum Schlusse der nächsten Ständeversammlung fortbestehen.

§ 144. Der Präsident und sämtliche Richter werden für diesen ihren Beruf besonders verpflichtet und im Bezug auf selbigen ihres Unterthanen- und sonstigen Diensteides entbunden.

Weder der König noch die Stände können die Ernennung der Mitglieder während der Zeit, auf welche sie ernannt sind, zurücknehmen.

Nimmt jedoch ein von den Ständen gewählter Richter ein Staatsamt an, so hört er dadurch auf, Mitglied des Staatsgerichtshofs zu sein, kann aber von der betreffenden Kammer sofort wiedergewählt werden.

§ 145. Das Gericht versammelt sich auf Einberufung durch den Präsidenten, welche von diesem sogleich geschehen muss, wenn er dazu einen von dem Vorstande des Justizministerii kontrasignierten Befehl des Königs oder eine von den Präsidenten beider Kammern unterzeichnete Aufforderung mit Angabe des Gegenstandes erhält.

Die Funktion des Gerichts hört auf, wenn der Prozess geendigt ist.

Der Präsident hat für die Vollziehung der Beschlüsse zu sorgen und im Falle eines Anstands das Gericht wieder zu versammeln.

§ 146. Der Präsident bestellt zu Leitung der vom Staatsgerichtshofe zu führenden Untersuchung ein vom Könige ernanntes und ein rechtskundiges, von den Ständen gewähltes Mitglied.

Zu jeder hauptsächlichen Entscheidung werden von sämtlichen Mitgliedern mit Einschlusse des Präsidenten nach Stimmenmehrheit zwei Referenten gewählt.

Ist der erste Referent ein vom Könige ernanntes Mitglied, so muss der Korreferent ein von den Ständen gewähltes sein, und umgekehrt. Im Falle der Stimmengleichheit bei dieser Wahl entscheidet die Stimme des Präsidenten.

§ 147. Bei jedem Beschlusse muss eine gleiche Anzahl vom Könige bestellter und von den Ständen gewählter Mitglieder anwesend sein.

Sollte durch Zufall eine Ungleichheit der Zahl eintreten,

welche nicht sogleich durch anderweite Ernennung oder durch Eintritt eines Stellvertreters gehoben werden kann, so tritt das letzte Mitglied von der überzählenden Seite aus; doch darf die Zahl der Richter nie unter zehn sein.

Dem Präsidenten steht ausser den § 146 und 153 bemerkten Fällen keine Stimme zu.

Im Falle der Stimmengleichheit entscheidet die für den Angeklagten günstigere Meinung.

Die Akten des Staatsgerichtshofs werden durch den Druck bekannt gemacht.

§ 148. Das Strafbefugnis des Staatsgerichtshofs erstreckt sich nur auf ausdrückliche Missbilligung des Verfahrens oder Entfernung vom Amte.

Wenn selbiger die in seiner Kompetenz liegende Strafe erkannt hat, ohne eine weitere ausdrücklich auszuschliessen, so bleibt nicht nur dem ordentlichen Richter vorbehalten, gegen den Verurteilten ein weiteres Verfahren von amtswegen eintreten zu lassen, sondern der Staatsgerichtshof hat auch diesem Richter von dem Ausgange der verhandelten Anklage Nachricht zu geben.

§ 149. Gegen den Ausspruch des Staatsgerichtshofs findet keine Appellation, wohl aber die Berufung auf ein anderweites Erkenntnis statt. In diesem Falle sind zwei andere Mitglieder als Referent und Korreferent dergestalt zu wählen, dass, wenn bei dem ersten Erkenntnisse der Referent ein vom Könige bestelltes Mitglied war, der nunmehrige Referent ein von den Ständen gewähltes sein muss, und umgekehrt. Auch ist zu einem solchen anderweiten Verspruche der Gerichtshof noch um zwei Mitglieder zu vermehren und daher königlicherseits noch ein Mitglied eines höhern Gerichts ausserordentlich zuzuordnen, ständischerseits aber einer der nach § 143 vorher bestimmten Stellvertreter einzuberufen.

§ 150. Der König wird nicht nur die Untersuchung niemals hemmen, sondern auch das ihm zustehende Begnadigungsrecht nie dahin ausdehnen, dass ein von dem Staatsgerichtshofe in die Entfernung vom Amte verurteilter Staatsdiener in seiner bisherigen Stelle gelassen oder in einem andern Justiz- oder Staatsverwaltungsamte angestellt werde, dafern nicht in Rücksicht der Wiederanstellung das Erkenntnis einen ausdrücklichen Vorbehalt zugunsten des Verurteilten enthält.

§ 151. Die Resignation des Angeklagten hat auf das gegen ihn eingeleitete Verfahren und den Urteilsspruch keinen Einfluss.

§ 152. Anträge auf Abänderungen oder Erläuterungen in den Bestimmungen der Verfassungsurkunde oder auf Zusätze zu derselben können sowohl von dem Könige an die Stände als von den Ständen an den König gebracht werden.

Zu einem gültigen Beschlusse in dieser Angelegenheit wird die Übereinstimmung beider Kammern und in jeder Kammer die Anwesenheit von drei Vierteilen der verfassungsmässigen Zahl der Mitglieder, sowie eine Stimmenmehrheit von zwei Dritteilen der

Anwesenden erfordert; auch kann von den Ständen ein solcher Antrag nicht eher an den König gebracht werden, als bis in zwei ordentlichen, unmittelbar auf einander folgenden Ständeversammlungen deshalb übereinstimmende Beschlüsse gefasst worden sind. Bei dem ersten nach Publikation der Verfassungsurkunde zu haltenden Landtage kann aber eine Abänderung oder Erläuterung der Verfassung oder ein Zusatz zu selbiger in der Ständeversammlung weder beantragt noch beschlossen werden.

§ 153. Wenn über die Auslegung einzelner Punkte der Verfassungsurkunde Zweifel entsteht und derselbe nicht durch Übereinkunft zwischen der Regierung und den Ständen beseitigt werden kann, so sollen die für und wider streitenden Gründe sowohl von seiten der Regierung als der Stände dem Staatsgerichtshofe zur Entscheidung vorgelegt werden.

Zu diesem Behufe ist von jedem Teile eine Deduktion dem Gerichtshofe zu übergeben, solche gegenseitig mitzuteilen und in einer zweiten Schrift zu beantworten, sodass jedem Teile zwei Schriften freistehen. Bei der Entscheidung giebt im Falle der Stimmengleichheit die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

Der hierauf erteilte Ausspruch soll als authentische Interpretation angesehen und befolgt werden.

§ 154. Alle Gesetze, Verordnungen und Observanzen, welche mit einer ausdrücklichen Bestimmung der gegenwärtigen Verfassungsurkunde im Widerspruche stehen, sind insoweit ungültig.

Indem Wir die vorstehenden Bestimmungen für das Staatsgrundgesetz Unseres Königreichs hiermit erklären, erteilen Wir zugleich bei Unserm fürstlichen Worte die Versicherung, dass Wir nicht nur die darin enthaltenen Zusagen selbst genau erfüllen, sondern auch diese Verfassung gegen alle Eingriffe und Verletzungen kräftigst schützen wollen.

Zu dessen Urkund haben Wir gegenwärtiges Staatsgrundgesetz eigenhändig unterschrieben und mit Unserm königlichen Siegel versehen lassen.

So geschehen und gegeben zu Dresden am vierten September im Jahre nach Christi, Unsers Erlösers und Seligmachers, Geburt eintausendachthundertundeinunddreissig.

Anton.
Friedrich August, H. z. S.

Gottlob Adolf Ernst Nostitz und Jänckendorf.
D. Johann Daniel Merbach.

9. Grundgesetz des Königreichs Hannover. 1833 Sept. 26.

Sammlung der Gesetze, Verordnungen und Ausschreiben für das Königreich Hannover vom Jahre 1833, S. 286 ff.; Die Verfassungen des teutschen Staatenbundes seit 1789 von K. H. L. Pölitz, fortgesetzt von F. Bülau 2. Abt. (1847), S. 1265 ff.

Wilhelm der Vierte, von Gottes Gnaden König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc., auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc.

Unter Bezugnahme auf Unser unter dem heutigen Tage erlassenes Patent wegen Publikation eines Grundgesetzes für Unser Königreich Hannover bringen Wir dieses Gesetz hiemit zur öffentlichen Kunde.

Erstes Kapitel. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Das Königreich Hannover bildet unter der Souveränität des Königs ein in allen seinen Bestandteilen durch dasselbe Grundgesetz verbundenes Ganzes.

Bestandteile des Königreichs können nur unter Zustimmung der allgemeinen Stände abgetreten werden. Friedensschlüsse und Berichtigungen streitiger Grenzen begründen hievon eine Ausnahme.

§ 2. Das Königreich teilt in seiner Eigenschaft als Glied des deutschen Bundes alle aus diesem herfliessenden Rechte und Verpflichtungen.

Die Beschlüsse der Bundesversammlung werden für das Königreich verbindlich, sobald sie vom Könige verkündigt sind. Die Mittel zur Erfüllung der hiedurch begründeten Verbindlichkeiten werden unter verfassungsmässiger Mitwirkung der Stände bestimmt.

§ 3. Die Regierungsform des Königreiches ist die erblich-monarchische.

Der König erteilt dem Lande die feierliche Zusicherung, in der Ausübung Seiner Königlichen Rechte die Rechte Seiner Untertanen, die Rechte der Gemeinden und Körperschaften im Königreiche, die Rechte der Kirchen, die Rechte der Provinziallandschaften und der allgemeinen Ständeversammlung nach Massgabe des gegenwärtigen Grundgesetzes ungeschmälert aufrecht zu erhalten und gegen alle Eingriffe zu schützen;

Die Anordnung der Finanzen des Königreichs und seiner einzelnen Provinzen nicht ohne die verfassungsmässige Mitwirkung der Stände zu treffen; und bei der Einrichtung der Landesbehörden sowie bei der Bestallung der Staatsdienerschaft dahin zu sehen, dass der öffentliche Dienst in allen Zweigen jederzeit verfassungsmässig verwaltet wird, und seinen ungehinderten Fortgang zum Besten des Landes hat.

§ 4. Der Sitz der obersten, dem König unmittelbar untergeordneten Regierungsbehörde kann nicht ausserhalb des Königreiches verlegt werden, dringende Notfälle ausgenommen.

§ 5. Der König hat das Recht, bei längerer Abwesenheit eine Stellvertretung anzuordnen und deren Befugnisse zu bestimmen.

Würde die Stellvertretung Einer Person anvertraut: so kann dieselbe nur aus der Zahl der Agnaten gewählt werden.

Es können jedoch keinem Stellvertreter ausgedehntere Rechte übertragen werden, als einem Regenten nach den Bestimmungen dieser Verfassungsurkunde zustehen.

Zweites Kapitel. Vom Könige, von der Thronfolge und der Regentschaft.

§ 6. Der König als Oberhaupt des Staats vereinigt in sich die gesamte Staatsgewalt und übt sie auf verfassungsmässige Weise aus.

Die Person des Königs ist heilig und unverletzlich.

§ 7. Der König vertritt das Königreich in allen Beziehungen zu dem deutschen Bunde, zu den einzelnen Bundesstaaten und in allen auswärtigen Verhältnissen. Er ordnet die Gesandtschaften und sonstigen Missionen an, schliesst mit anderen Mächten Verträge und erwirbt dadurch Rechte für das Königreich, sowie er dasselbe auch zur Erfüllung der vertragsmässigen Verbindlichkeiten und zwar für die Kap. 6 § 92 bezeichneten Fälle nach Massgabe der daselbst getroffenen Bestimmungen verpflichtet.

§ 8. Ebenmässig geht auch im Innern alle Regierungsgewalt von dem Könige aus und wird durch die Landesbehörden, diese mögen unmittelbar bestellt sein oder nicht, vermöge der vom Könige verliehenen Gewalt ausgeübt.

Kein Landesgesetz tritt in Gültigkeit, bevor es vom Könige verkündigt ist.

Dem Könige steht vermöge der Staatsgewalt die Kirchenhoheit zu. (Siehe Kap. 3 § 30 und Kap. 5.)

Die bewaffnete Macht und deren Einrichtung, sowie alle sie betreffenden Anstellungen, Anordnungen und Befehle sind allein vom Könige abhängig.

§ 9. Die Gerichtsbarkeit geht vom Könige aus und wird durch die ordentlichen Gerichte des Landes geübt, über welche demselben die Aufsicht zusteht. Der König verspricht den Lauf der Rechtspflege nicht zu hemmen und Straferkenntnisse nicht zu schärfen, hat aber das Recht, Straferkenntnisse im Wege der Gnade aufzuheben oder zu mildern, auch das Verfahren gegen den Beschuldigten einzustellen und niederzuschlagen.

§ 10. Der König verleiht Rang, Titel und Würden und hat das Recht, Standeserhöhungen vorzunehmen.

§ 11. Die Krone des Königreichs Hannover vererbt ohne Teilung der Lande. Sie gebührt zunächst dem Mannsstamme des königlichen Hauses aus rechtmässiger, ebenbürtiger und hausgesetzlicher Ehe. Die Ordnung der Thronfolge wird durch die Linealerbfolge nach dem Rechte der Erstgeburt bestimmt. Erlischt der Mannsstamm der jetzigen königlichen Linie, so geht die Thronfolge nach Massgabe der Hausgesetze auf den Mannsstamm der jetzigen

herzoglich-Braunschweig-Wolfenbüttelschen Linie und nach dessen Erlöschen auf die weibliche Linie über.

§ 12. Der König ist volljährig, sobald er sein achtzehntes Lebensjahr vollendet hat.

§ 13. Der König wird den Antritt seiner Regierung durch ein Patent zur öffentlichen Kunde bringen, worauf nach den von ihm für das ganze Land gleichmässig zu erteilenden Vorschriften die Huldigung erfolgt.

Im Patente, welches in Urschrift unter des Königs Hand und Siegel demnächst im ständischen Archive niederzulegen ist, versichert der König bei seinem königlichen Worte die unverbrüchliche Festhaltung der Landesverfassung.

§ 14. Eine Regentschaft tritt ein, wenn der König entweder minderjährig oder sonst an der eignen Ausübung der Regierung verhindert ist.

§ 15. Die Regentschaft gebührt dem nach der Reihe des Erbfolgerechts zunächst stehenden Agnaten, welcher das 18. Lebensjahr vollendet hat.

Sollte ein fähiger Agnat nicht vorhanden sein, so geht die Regentschaft auf die Königin, Gemahlin des Königs, nach dieser auf die Mutter und endlich auf die Grossmutter väterlicher Seite über; anderweite Vermählungen schliessen dieselben jedoch von der Regentschaft aus.

§ 16. Wird die Regentschaft vom Könige selbst angeordnet, so steht dem Könige zu, einen regierungsfähigen Agnaten, und wenn deren nicht vorhanden sein sollten, oder wenn der König Gründe hätte, von dem seinen Agnaten gebührenden Vorzuge abzuweichen, einen nicht regierenden Prinzen aus den zum deutschen Bunde gehörenden Fürstenhäusern zum Regenten zu ernennen, welcher letztere wenigstens das 25. Lebensjahr vollendet haben muss.

§ 17. Der König bestellt die Regentschaft entweder für seine Person oder für den Thronfolger auf den Fall, dass dieser zur Zeit des Anfalls der Krone minderjährig oder sonst verhindert wäre.

§ 18. Ermangelt es an einer solchen Anordnung, so tritt im Falle der Minderjährigkeit die gesetzliche Regentschaft von selbst ein. Bei anderer Verhinderung ist das Ministerium verpflichtet, entweder auf eigenen Beschluss oder auf einen Antrag der versammelten allgemeinen Stände des Königreichs, eine Zusammenkunft der Agnaten zu veranlassen. Zu dieser sind alle volljährigen Agnaten zu berufen, um, wenn mindestens drei derselben in Person oder durch gehörig Bevollmächtigte erschienen sind, innerhalb drei Monaten auf erstattetes Gutachten des Ministerii nach absoluter Stimmenmehrheit einen Beschluss darüber zu fassen, ob eine Regentschaft notwendig sei.

Das zur Regentschaft stehende Mitglied des Hauses und die weder in Person noch durch Bevollmächtigte erschienenen Agnaten haben keine Stimme.

§ 19. Überzeugt sich die Versammlung der Agnaten von

der Notwendigkeit einer Regentschaft, so wird dieser Beschluss durch das Ministerium den allgemeinen Ständen des Königreichs, welche von demselben ausserordentlich berufen werden müssen, insofern sie nicht bereits versammelt sind, mitgeteilt, um ihre Zustimmung zu erklären.

§ 20. Sind keine Agnaten vorhanden oder erscheinen dieselben nicht in gesetzlicher Zahl, so richtet das Ministerium nach vorgängiger Untersuchung und Berichtserstattung an die Königin, einen Antrag an die allgemeinen Stände des Königreichs. Die Regentschaft tritt ein, wenn in Gemässheit dieses Antrages die Stände die Notwendigkeit derselben anerkennen.

§ 21. Ist in diesem Falle keine zur Regentschaft berechtigte Person vorhanden, so bestimmen die allgemeinen Stände des Königreichs auf den Vorschlag des Ministerii unter den nicht regierenden Prinzen aus den zum deutschen Bunde gehörenden Fürstenhäusern den Regenten. Derselbe muss wenigstens das 25ste Lebensjahr vollendet haben und seinen Aufenthalt im Königreiche nehmen.

§ 22. Der Regent leistet bei Übernahme der Regentschaft im versammelten Ministerio in Gegenwart des Erblandmarschalls, der Präsidenten und Vizepräsidenten der allgemeinen Ständeversammlung einen Eid auf die Aufrechterhaltung der Verfassung und bringt hierauf den Eintritt der Regentschaft zur öffentlichen Kunde.

§ 23. Der Regent übt im Namen des Königs die volle Staatsgewalt, wie sie dem Könige selbst verfassungsmässig zusteht.

Der Regent darf jedoch eine Schmälerung der verfassungsmässigen Rechte des Königs, sowie eine Änderung in dem Grundsysteme und in den verfassungsmässigen Rechten der allgemeinen Ständeversammlung überall nicht vornehmen noch gestatten.

Auch darf der Regent keine Standeserhöhung vornehmen.

§ 24. Die Regentschaft hört auf, sobald der König das Alter der Volljährigkeit erreicht hat, oder das anderweite Hindernis der eigenen Verwaltung der Regierung gehoben ist.

§ 25. Die Erziehung des minderjährigen Königs gebührt, wenn der vorhergehende König deshalb keine andere Verfügung getroffen hat, der Mutter und nach dieser der Grossmutter von väterlicher Seite, sofern diese nicht anderweit vermählt sind, und in Ermangelung auch dieser dem Regenten unter Beirat des Ministerii.

Auf gleiche Weise steht der Regent den zur Erziehung berechtigten Personen zur Seite und hat, wenn deren Ansichten über die Wahl der Erzieher oder über den Erziehungsplan von den seinigen abweichen, die Entscheidung.

Die Aufsicht über die Person des durch Krankheit an der Ausübung der Regierung verhinderten Königs und die Sorge für denselben darf der Regent niemals übernehmen.

§ 26. Die inneren Verhältnisse des königlichen Hauses werden vom Könige als Oberhaupt der Familie durch Hausgesetze

bestimmt. Es soll jedoch das vom Könige zu erlassende und den allgemeinen Ständen mitzuteilende Hausgesetz, insoweit dasselbe die Erbfolge angeht, nicht ohne Zustimmung der Stände abgeändert werden.

Drittes Kapitel. Von den Rechten und Pflichten der Unterthanen im allgemeinen.

§ 27. Den vollen Genuss aller politischen und bürgerlichen Rechte im Königreiche kann nur ein Hannoverscher Unterthan haben.

Die Eigenschaft eines Hannoverschen Unterthans wird nach Massgabe der Gesetze durch Geburt oder Aufnahme erworben und dauert so lange, bis sie auf rechtliche Weise verloren wird.

Die mit dieser Eigenschaft verbundenen Rechte können durch ein Straferkenntnis beschränkt werden.

§ 28. Alle Landeseinwohner sind gleichmässig zum Kriegsdienste und zu Tragung der allgemeinen Staatslasten verpflichtet.

Zu diesen von allen Unterthanen nach gleichmässigen Grundsätzen zu tragenden allgemeinen Staatslasten gehört auch die Unterhaltung des Heeres ohne irgend eine hinsichtlich der Kavallerie oder anderer Waffengattungen stattfindende Ausnahme einschliesslich der Kriegerfuhren.

Für die bisherigen Befreiungen von dieser Staatslast erfolgt eine Entschädigung nicht.

Jedoch verbleibt denjenigen, welchen nach dem an die allgemeine Ständeversammlung erlassenen königlichen Reskripte vom 18. Januar 1822 die Befreiung von der Einquartierung und Verpflegung zugesichert ist, welche aber nunmehr nach obigem Grundsatze zu dieser allgemeinen Staatslast gleichmässig beizutragen haben, die Befugnis der Nichtannahme der ordinären Naturaleinquartierung. Ebenso soll es auch mit der Naturalleistung der ordinären Kriegerfuhren gehalten werden.

Die nach dem oben genannten Reskripte ausserdem noch bestehenden Realexemtionen von allgemeinen Staatslasten sollen zwar ebenfalls wegfallen, jedoch verbleibt den bisher Exemten das Recht, die künftig auf sie fallenden Naturalleistungen durch billige Geldbeiträge zu reluieren.

Die Vorrechte und Befreiungen von allgemeinen Staatslasten, welche den Mitgliedern der königlichen Familie und den Standesherren zustehen, sowie die Ausnahmen, welche zugunsten der königlichen und standesherrlichen Schlösser und Gärten und in Ansehung der Güter der Kirchen, Pfarren, Pfarrwitwentümer, Schulen und Armenstiftungen bewilligt worden, sollen in der bisherigen Masse, und wie sie durch die betreffenden Gesetze bestimmt sind, bestehen bleiben.

Die Befreiungen vom Militärdienste sind von den Bestimmungen der Militärgesetze abhängig.

§ 29. Über die Lehnsverhältnisse und die zu gestattende Ablösbarkeit derselben soll ein besonderes Gesetz erlassen werden.

Durch dies Gesetz soll zugleich für eine zweckmässige Erhaltung der grösseren Güter bei den Vasallenfamilien, sowie für Erleichterung der Stiftung von Majoraten und Fideikommissen gesorgt, auch über die Rechte der Agnaten und Exspektivierten und über die dem Heimfall nahestehenden Lehne Bestimmung getroffen werden.

§ 30. Allen Landeseinwohnern gebührt völlige Glaubens- und Gewissensfreiheit. Daher ist auch jeder zu Religionsübungen mit den Seinigen in seinem Hause berechtigt.

Die Mitglieder der evangelischen und der römisch-katholischen Kirche geniessen gleiche bürgerliche und politische Rechte im Staate. (Vgl. Kap. 5 § 57).

Dem Könige gebührt das Recht, auch andere christliche Konfessionen und Sekten anzuerkennen. Den Anhängern solcher anerkannten christlichen Konfessionen und Sekten wird der Genuss bürgerlicher Rechte und der Privatgottesdienst gestattet. Ihre politischen Rechte hangen jederzeit von einem besondern Gesetze ab; zur öffentlichen Religionsübung ist die besondere Bewilligung des Königs erforderlich.

Die Rechtsverhältnisse der im Königreiche wohnhaften jüdischen Glaubensgenossen sollen durch ein besonderes Gesetz bestimmt werden.

§ 31. Die Gerichte erster Instanz sind für alle Landeseinwohner dieselben.

Die von dieser Regel bestehenden Ausnahmen sollen durch ein baldigst zu erlassendes Gesetz

hinsichtlich des persönlich befreieten Gerichtsstandes auf die höheren königlichen Behörden, die Besitzer landtagsfähiger Rittergüter, den landsässigen Adel, die höheren Staatsdiener, die höhere Geistlichkeit, sowie die jetzt kanzleisässigen Magistrate und Städte und die Offiziere,

hinsichtlich des dinglichen Gerichtsstandes aber auf landtagsfähige Güter und die zu ihnen gehörenden Grundstücke beschränkt, und alle übrigen Ausnahmen aufgehoben werden.

Bis zu erfolgter Publikation dieses Gesetzes besteht jedoch die jetzige Kompetenz der Gerichte ungeändert.

Auch die Aufhebung der verbleibenden Ausnahmen soll bei künftiger, derselben entsprechender Veränderung der Gerichtsverfassung erfolgen.

Bis zu anderweiter Bestimmung bleiben die für gewisse Sachen oder Klassen von Unterthanen angeordneten Gerichte in ihrer bisherigen Wirksamkeit, und die Gerichte überhaupt in ihrer bisherigen Verfassung.

Wegen der Gerichtsbarkeit über die nicht regierenden Mitglieder des königlichen Hauses werden durch ein königliches Familienstatut die erforderlichen Bestimmungen getroffen.

§ 32. Die besonderen Rechte der Standesherren, namentlich des Herzogs von Arenberg, des Herzogs von Looz-Corswaaren,

des Fürsten von Bentheim, sowie der Grafen zu Stolberg-Wernigerode und Stolberg sind durch Verordnungen und landesherrliche Zusicherungen festgestellt.

§ 33. Die Freiheit der Person und des Eigentums unterliegt keiner andern Beschränkung, als welche das Recht und die Gesetze bestimmen.

Allgemeine Konfiskation des Vermögens ist unzulässig.

§ 34. Niemand darf verfolgt und verhaftet werden als in den durch das Gesetz bestimmten Fällen und in der gesetzlichen Form. Bis zur Erlassung der desfallsigen Gesetze behält es bei den bisherigen Vorschriften sein Bewenden.

Der Verhaftete muss binnen 24 Stunden verhört und über die Ursache seiner Verhaftung im allgemeinen in Kenntnis gesetzt werden.

Kein Unterthan darf seinem ordentlichen Richter entzogen werden ausser in den von den Gesetzen in voraus bestimmten Fällen, oder wenn der König aus besondern Gründen auf den Bericht des Gesamtministerii die Kompetenz auf eine andere ordentliche Gerichtsbehörde zu übertragen nötig findet.

Das Verfahren bei Störung der öffentlichen Ruhe soll durch ein besonderes Gesetz bestimmt werden.

§ 35. Die Staatsverwaltung hat keinen Anspruch an das Eigentum und die Gerechtsame von Einzelnen oder Korporationen als aus allgemeinen Gesetzen oder besonderen Privatrechtstiteln. Ausnahmsweise kann dieselbe jedoch gegen vorhergehende vollständige Entschädigung die Abtretung von Eigentum oder Gerechtsamen zu Staats- oder andern öffentlichen Zwecken verlangen, wenn entweder eine dringende Notwendigkeit solches erheischt oder wenn ausdrückliche Gesetze zu Zwecken des allgemeinen Nutzens ihr dazu die Befugnis geben.

§ 36. Die Frage, ob die Abtretung geschehen soll, wird nach vorgängiger Vernehmung aller Beteiligten von der betreffenden obern Verwaltungsbehörde entschieden.

Den Beteiligten steht jedoch wider die Entscheidung binnen gesetzlicher oder in deren Ermangelung achtwöchiger Frist der Rekurs an das Ministerium zu, welches über denselben unter Zuziehung des Geheimenratskollegii entscheidet.

Der Betrag der Entschädigung wird unter Beobachtung der gesetzlichen Vorschriften über dessen Bestimmung von der Verwaltungsbehörde festgesetzt. Will sich der Beteiligte bei deren Beschlüssen nicht beruhigen und kann eine Vereinbarung nicht bewirkt werden, so ist die Sache im ordentlichen Rechtswege zu erledigen; es kann aber der zur Entschädigung Berechtigte bei Abtretung des Seinigen sofort die Überweisung der von der Verwaltungsbehörde ausgemittelten Entschädigung fordern.

Ist aber unwiederbringlicher Nachteil mit dem Verzuge verbunden, so entscheidet die höchste zur Stelle befindliche Verwaltungsbehörde über die Abtretung. In diesem Falle hält der Re-

kurs das Verfahren nicht auf, und folgt die Entschädigung ausnahmsweise innerhalb möglichst kurzer Frist nach.

§ 37. Jedem, der sich von einer Verwaltungsbehörde durch Überschreitung ihrer Befugnisse in seinem wohlerworbenen Rechte verletzt erachtet, steht nach den nachfolgenden Bestimmungen der ordentliche Gerichtsgang offen.

Ist die Verletzung durch einen Staatsvertrag oder durch ein verfassungsmässig erlassenes Gesetz bewirkt, so kann dieselbe nicht zum Gegenstande eines Rechtsanspruchs gegen den Staat oder gegen Verwaltungsbehörden gemacht werden.

Vielmehr kann nur die unrichtige oder unbefugte Anwendung von Staatsverträgen oder Gesetzen einen Rechtsanspruch begründen, sobald in einer Überschreitung der Befugnisse der Behörden ausserdem die Erfordernisse einer Entschädigungsverbindlichkeit nach gemeinrechtlichen Grundsätzen anzutreffen sind.

Die Gerichte können in solchen Fällen die einstweilige Ausführung von Verfügungen der Verwaltungsbehörden nicht hemmen und dürfen eine gegen solche Verfügungen gerichtete Klage nur dann annehmen, wenn von dem Kläger zuvor nachgewiesen ist, dass er bei der vorgesetzten höhern oder höchsten Verwaltungsbehörde bereits Hülfe gesucht und solche innerhalb eines angemessenen Zeitraums nicht gefunden habe.

Wiederaufhebung von Verfügungen der Verwaltungsbehörden durch richterlichen Spruch kann nur in dem Falle stattfinden, wenn auf verfassungsmässigem Wege (s. Kap. 8 § 156) entschieden ist, dass eine in Frage befangene Angelegenheit zur Kompetenz der Verwaltungsbehörde nicht erwachsen gewesen sei.

§ 38. Wenn Ansprüche aus einem wohlerworbenen Privatrechte gegen den Fiskus sowohl des Königs als des Staats oder von demselben geltend gemacht werden sollen, gehört die Verhandlung und Entscheidung der hieraus entstehenden Rechtsstreitigkeiten auf gleiche Weise wie andere Privatrechtssachen zur Kompetenz der ordentlichen Gerichte, und zwar soweit dies nach bisherigen Gesetzen noch nicht der Fall gewesen, rücksichtlich der nach dem Tage der Publikation des Staatsgrundgesetzes entstehenden Forderungen.

Die Vollziehung des gerichtlichen Erkenntnisses findet gegen die in demselben bezeichnete Behörde oder Kasse statt.

§ 39. Den Unterthanen steht das Recht zu, in angemessener Form und auf gesetzliche Weise Bitten an den König, an die allgemeine Ständeversammlung, sowie an die Landesbehörden zu bringen.

Auch hat jeder das Recht, in seiner Angelegenheit über gesetz- und ordnungswidriges Verfahren einer Behörde oder über verzögerte Entscheidung bei der unmittelbar vorgesetzten Behörde Beschwerde zu führen und diese bis zur höchsten Behörde zu verfolgen.

Mehrere Gemeinden oder Korporationen dürfen über Angelegenheiten, in Ansehung deren sie nicht ohnehin in einem ver-

fassungsmässigen Verbande mit einander stehen, keine gemeinschaftlichen Gesuche übergeben.

§ 40. Die Freiheit der Presse soll unter Beobachtung der gegen deren Missbrauch zu erlassenden Gesetze und der Bestimmungen des deutschen Bundes stattfinden. Bis zur Erlassung dieser Gesetze bleiben die bisherigen Vorschriften inkraft.

§ 41. Jedem Landeseinwohner steht das Recht zu, unter Beobachtung der gesetzlichen Vorschriften über die Militärpflicht auszuwandern.

Viertes Kapitel. Von den Gemeinden und Körperschaften.

§ 42. Jeder Landeseinwohner muss in Beziehung auf die öffentlichen Verhältnisse einer Gemeinde oder einem Verbande mehrerer Gemeinden des Königreichs angehören und zu deren Lasten, bis auf die unten vorbehaltenen persönlichen Ausnahmen, verhältnismässig beitragen. Nicht minder soll jedes Gut, Haus oder Grundstück einer Gemeinde zugerechnet werden.

§ 43. Exemtionen von Gemeindelasten sollen nicht ferner stattfinden. Rechtlich bestehende Exemtionen können gegen vorgängig auszumittelnde Entschädigung aufgehoben werden.

Gleichzeitig mit Aufhebung der Exemtionen ist auch die derselben entsprechende Regulierung des Gemeindewesens in den betreffenden Gemeinden vorzunehmen. Bei Ausmittelung der Entschädigung soll zugunsten der zu deren Leistung Verpflichteten auf die Beschaffenheit und den Zweck der zu übernehmenden Last, sowie auf deren in neuerer Zeit durch polizeiliche Einrichtungen etwa eingetretene Vermehrung billige Rücksicht genommen werden. Auch sind dabei die von den Befreiten zugunsten der Gemeinde getragenen Lasten nebst den in Rücksicht auf eine getragene Last von den dazu Verpflichteten genossenen Vorteilen zur Ausgleichung zu bringen. Die zu weiterer Ausbildung dieser Vorschriften erforderlichen Bestimmungen über die Grundsätze und das Mass der Entschädigung, sowie über diejenigen Verhältnisse, bei welchen ausnahmsweise eine Exemtion auch ohne Entschädigung abgestellt werden kann, bleiben der provinziellen Gesetzgebung vorbehalten. Imgleichen sollen diejenigen Fälle, in denen ein persönliches Recht auf Befreiung von Gemeindelasten aufrecht zu erhalten sein möchte, gesetzlich bestimmt werden.

§ 44. Die Bildung neuer Gemeindeverbände, sowie die Zusammenlegung oder Abänderung bestehender kann nach vorgängiger Vernehmung der Beteiligten unter steter Berücksichtigung ihrer besonderen Interessen und der Provinzialverhältnisse erfolgen.

§ 45. Die bisher keiner Gemeinde angehörigen Domänen, Güter und Besitzungen sollen auf eine den Provinzial- und Lokalverhältnissen angemessene Weise in einen bereits vorhandenen oder neu zu bildenden Gemeindeverband eingeschlossen werden.

Bis ein solcher Anschluss erfolgt ist, wird in deren Bezie-

hungen zu den Gemeinden durch vorstehende Bestimmung nichts verändert.

Insofern Lage und Verhältnisse die Vereinigung einer Domäne oder eines Guts mit einer Gemeinde nicht angemessen erscheinen lassen, kann eine solche Domäne oder ein solches Gut eine abgesonderte Gemeinde bilden.

§ 46. Die Art und Weise, wie die in einen Gemeindeverband eintretenden Grundbesitzer an den Gemeindeangelegenheiten teilzunehmen und zu den Gemeindelasten beizutragen haben, sowie die vorgängige angemessene Entschädigung der von solchen Lasten bisher rechtlich befreit Gewesenen soll durch gütliche Vereinbarung zwischen den Gemeinden und den neu Eintretenden unter Leitung der Regierungsbehörde oder der von ihr zu ernennenden Kommissarien, in Ermangelung einer solchen Übereinkunft aber unter Berücksichtigung der gegenseitigen Verhältnisse nach folgenden Grundsätzen festgesetzt werden:

1) Die Vereinigung soll sich allein auf die öffentlichen, nicht aber auf die privatrechtlichen Verhältnisse der Gemeinde beziehen, sofern nicht von beiden Teilen eine Vereinigung auch in der letztern Rücksicht gewünscht wird.

2) Das Beitragsverhältnis der Eintretenden zu den Gemeindelasten soll nach Massgabe des den Eintretenden zustatten kommenden Anteils an den diesen Lasten zum Grunde liegenden Zwecken festgestellt werden.

   Die Naturalleistungen der neu Eintretenden können mit Geld reluiert werden mit Ausnahme der Fälle, wo Gefahr im Verzuge ist, und der Lasten, welche von den Eintretenden schon vorher in natura zu leisten waren.

   Liegen den Eintretenden Lasten ob, welche zum Nutzen der Gemeinden gereichen, in welche sie eintreten, so ist rücksichtlich solcher Lasten eine Ausgleichung zu bewirken.

3) Den Eintretenden soll ein der Konkurrenz zu den Lasten der Gemeinden, ihrem Interesse an den Gemeindeangelegenheiten und ihren Verhältnissen zu anderen Mitgliedern der Gemeinden entsprechendes Stimmrecht beigelegt werden. Auch sollen die Besitzer ganzer Güter befugt sein, solches durch Bevollmächtigte auszuüben.

§ 47. Die Aufnahme neuer Mitglieder in eine Gemeinde, welche nicht aus einem in den bestehenden oder noch zu erlassenden Gesetzen bestimmten Grunde ein Recht darauf haben, sowie die Zulassung neuer An- und Abbauer hangt unter Vorbehalt des Rekurses an die vorgesetzte Regierungsbehörde von der Gemeinde, in welche sie eintreten sollen, ab.

§ 48. Das Vermögen und Einkommen der Gemeinden und ihrer Anstalten, sowie der Korporationen darf nie als Staatsvermögen behandelt oder zu den Staatseinnahmen geschlagen werden, sowie auch ihre Verbindlichkeiten den Staat nicht verpflichten.

§ 49. Keine Gemeinde kann mit Leistungen oder Ausgaben

beschwert werden, wozu sie nicht durch Gesetze oder andere Rechtstitel verbunden ist. Dasselbe gilt von mehreren in einem Verbande stehenden Gemeinden.

§ 50. Ausgaben und Lasten, welche für die Zwecke und Bedürfnisse von Gemeinden oder Verbänden mehrerer Gemeinden erforderlich sind, müssen von den Mitgliedern der Gemeinden oder Verbände verhältnismässig getragen werden und sollen daher, wenn Einzelne zur Bestreitung einer solchen Ausgabe oder Last nach besonderen Rechtsverhältnissen bisher allein oder vorzugsweise verbunden waren, auf deren Antrag, insoweit die Verhältnisse nach dem Urteile der vorgesetzten Regierungsbehörde solches gestatten, gegen eine von ihnen zu leistende angemessene Entschädigung abgenommen oder bei Übernahme anderer Gemeindelasten angerechnet werden.

§ 51. Die Oberaufsicht der Regierungsbehörde auf die Vermögensverwaltung aller Gemeinden, sowie auf die Verteilung und Verwendung der Gemeindeabgaben darf sich nicht weiter erstrecken, als dahin, dass das Vermögen erhalten, dessen Einkünfte ihrer Bestimmung gemäss verwandt und bei Anordnung und Verteilung der Gemeindeabgaben angemessene, auch die Rechte der übrigen Landeseinwohner und das allgemeine Wohl nicht verletzende Grundsätze befolgt werden. Auch steht der Regierungsbehörde die Entscheidung von Beschwerden zu, die gegen die Gemeindeverwaltung erhoben werden möchten.

§ 52. Den städtischen Obrigkeiten und deren Mitgliedern, wie auch den Beamten der Landgemeinden liegt ausser der Verwaltung der Gemeindesachen auch die Besorgung der ihnen durch Gesetz, Verfassung oder Herkommen oder von den höheren Behörden übertragenen Landesangelegenheiten in ihrer Gemeinde ob.

§ 53. Die Verfassung und Verwaltung in den Städten des Königreichs soll nach vorgängiger Verhandlung mit denselben durch öffentlich bekannt zu machende, vom Könige oder dessen Stellvertreter zu vollziehende Urkunden geordnet werden.

Bei diesen Urkunden sollen folgende Grundsätze zur Anwendung kommen:

1) Die Bürgerschaften ernennen durch freie Wahl ihre Vertreter, welche nicht auf Lebenszeit gewählt werden können.

   Die Städte haben das Recht, ihre Magistrate und übrigen Gemeindebeamten selbst zu wählen. An den Wahlen nehmen die Bürgerschaften mit den Magistraten, erstere durch ihre Vertreter teil.

2) Die höhere Bestätigung ist nur bei den Wahlen der stimmführenden Mitglieder des Magistrats und des Stadtgerichts erforderlich.

3) Die Vertreter der Bürgerschaften nehmen teil an den Angelegenheiten, welche das Gemeinwesen der Stadt, deren Vermögen, Rechte und Verbindlichkeiten betreffen, namentlich

auch an der Veranlagung und Verteilung der Kommunalabgaben, Lasten und Leistungen.

4) Die Verwaltung des städtischen Vermögens und die Rechnungsablage über dieselbe ist ihrer Kontrole unterworfen.

5) Gemeinschaftliche Beschlüsse des Magistrats und der Vertreter der Bürgerschaft über die Verwendung der laufenden Einnahme des Gemeindevermögens bedürfen der höheren Genehmigung nicht; jedoch hat der Magistrat zu Anfang eines jeden Rechnungsjahrs einen von den Vertretern der Bürgerschaft genehmigten Haushaltsplan, sowie nach Ablauf des Rechnungsjahrs einen Auszug der von den Vertretern der Bürgerschaft abgenommenen städtischen Rechnungen der Bürgerschaft bekannt zu machen und der die Oberaufsicht führenden Regierungsbehörde einzusenden, welche die Vorlegung der vollständigen Rechnungen verfügen kann.

6) Der Magistrat ist in allen städtischen Gemeindeangelegenheiten die einzige ausführende und verwaltende Behörde; inzwischen hat, was die Ausübung der Polizei betrifft, die Regierung das Recht, unter den Mitgliedern des Magistrats die Person zu bezeichnen, welche die städtische Polizei zu besorgen hat, auch wo besondere Umstände solches erforderlich machen, eine eigene Polizeibehörde anzuordnen,

Das Armenwesen kann nach Massgabe der örtlichen Verhältnisse einer eigenen Verwaltung übertragen werden.

Es soll jedoch in den Fällen, wo die Verwaltung der Polizei nicht dem gesamten Magistrate verbleibt oder übertragen wird, der Geschäftskreis der städtischen Polizei in den einzelnen Städten durch Verhandlung mit denselben genau festgestellt und dabei der Grundsatz befolgt werden, dass dem Magistrate die Besorgung alles desjenigen verbleibt, was die Gewerbsverhältnisse, die Einrichtung, Verwaltung und Beaufsichtigung der städtischen Güter und Anstalten, sowie der für gemeinsame städtische Zwecke bestimmten Privatanstalten zum Gegenstande hat.

Schon bestehende Verfassungsurkunden einzelner Städte, welche den Befugnissen der Bürgerschaft, ihrer Vertreter und Obrigkeit engere Grenzen setzen, sollen revidiert und unter Berücksichtigung der Lokalverhältnisse sowie unter Zuziehung von Vertretern der Bürgerschaft mit den vorstehenden allgemeinen Grundsätzen in Übereinstimmung gebracht werden.

Diese Grundsätze finden auch auf die Verfassung der Flecken unter den durch die Verhältnisse gebotenen Beschränkungen und Ausnahmen ihre Anwendung.

§ 54. Den Landgemeinden steht unter obrigkeitlicher Aufsicht (vgl. § 51) die eigene Verwaltung ihres Vermögens, die Regulierung ihrer übrigen inneren Gemeindeverhältnisse und der ihnen obliegenden Gemeindeabgaben und Leistungen, sowie eine Teilnahme an der Handhabung ihrer Flur- und Feldmarkspolizei zu.

Das Recht der Wahl ihrer Vertreter steht den Gemeinden jederzeit zu, jedoch sind selbige nicht auf Lebenszeit zu wählen.
Auch sollen die Landgemeinden in der Regel das Recht haben, ihre Gemeindebeamte unter Vorbehalt obrigkeitlicher Bestätigung zu wählen.
Ausnahmen von dieser Regel können sowohl auf den Grund bestehender Berechtigungen, als besonderer Verhältnisse in den Gemeinden stattfinden.
§ 55. In den Fällen, wo Ausgaben verfassungsmässig von einem Verbande mehrerer Gemeinden gemeinschaftlich getragen und aufgebracht werden müssen, sollen zur Prüfung der Ausgaben selbst, sowie zur Feststellung der Repartition derselben gewählte oder sonst berechtigte Mitglieder des Verbandes zugezogen und diesen demnächst auch über die Aufbringung und Verwendung Rechnung abgelegt werden. Die nähere Einrichtung dieser Verbände soll nach Verschiedenheit der Provinzen gesetzlich reguliert werden.
§ 56. Die in den verschiedenen Provinzen des Königreichs bestehenden ritterschaftlichen Korporationen behalten ihre statutenmässigen Rechte, sofern letztere nicht durch das gegenwärtige Grundgesetz aufgehoben werden.
Namentlich bleibt ihnen die Befugnis, provinzielle Vereine behuf Erhaltung ihrer Güter zu errichten.

Fünftes Kapitel. Von den Verhältnissen der evangelischen und der römisch-katholischen Kirche zum Staate, von den Unterrichts-Anstalten, sowie von den zu wohlthätigen Zwecken bestimmten Fonds.

§ 57. Den Mitgliedern der evangelischen und der römisch-katholischen Kirche wird freie öffentliche Religionsübung zugesichert.
§ 58. Dem Könige gebührt über beide Kirchen das in der Kirchenhoheit begriffene Schutz- und Oberaufsichtsrecht.
§ 59. Die Anordnung der inneren geistlichen Angelegenheiten bleibt der in der Verfassung jeder dieser Kirchen gegründeten Kirchengewalt überlassen.
§ 60. In der evangelischen Kirche werden die Rechte der Kirchengewalt vom Könige, und zwar durch Konsistorial- oder Presbyterial-Behörden, zusammengesetzt aus evangelischen Geistlichen und weltlichen Personen, unter der Aufsicht des Ministerii, sowie unter Aufrechterhaltung der den Gemeinden und Einzelnen zustehenden Rechte ausgeübt.
Sollen für das Königreich oder ganze Landesteile neue Kirchenordnungen erlassen oder in wesentlichen Grundsätzen derselben und namentlich der Liturgie Veränderungen gemacht werden, so ist darüber mit einer vom Könige zusammen zu berufenden Versammlung von Geistlichen und weltlichen Personen, welche teils vom Könige bestimmt, teils von den Geistlichen und Gemeinden

in den betreffenden Landesteilen auf die sodann gesetzlich anzuordnende Weise gewählt werden, zu beraten.

Die künftige Einrichtung und der Geschäftskreis der Konsistorial- und Presbyterial-Behörden, der Umfang der Aufsichtsrechte des Ministerii, die Einführung und Ausbildung von Synoden und Kirchenvorständen, sowie die Art der Ausübung der den Gemeinden und Einzelnen zustehenden Rechte bleibt weiteren Bestimmungen vorbehalten, und sollen bei Bestimmung des künftigen Geschäftskreises der Konsistorialbehörden zugleich in Rücksicht der Überweisung der von ihnen bisher ausgeübten streitigen und freiwilligen Gerichtsbarkeit an die weltlichen Gerichte die erforderlichen Anordnungen erfolgen.

§ 61. Sollte der Fall eintreten, dass der König oder der Regent sich nicht zur evangelischen Kirche bekennte, so gehet die Ausübung der Rechte der Kirchengewalt einstweilen auf die evangelischen Mitglieder des Gesamt-Ministerii über, und soll zur Sicherstellung des Rechtszustandes der evangelischen Kirche über die Art und Weise der Ausübung der Kirchengewalt in derselben mit Zustimmung der allgemeinen Ständeversammlung das Nötige verordnet werden.

§ 62. In der römisch-katholischen Kirche gebührt den Bischöfen oder Administratoren der Diözesen Hildesheim und Osnabrück die Ausübung der Rechte der Kirchengewalt gemäss der Verfassung dieser Kirche.

Die Rechte der Kirchenhoheit, zu denen auch die Oberaufsicht über die zunächst unter dem Bischofe oder den Diözesan-Administratoren stehende und nach den Bestimmungen des § 69 auszuübende Verwaltung des Vermögens der römisch-katholischen Kirchen und kirchlichen Stiftungen gehört, werden vom Könige oder dessen Ministerio unmittelbar oder durch die römisch-katholischen Konsistorien ausgeübt.

§ 63. Alle allgemeinen Anordnungen der römisch-katholischen Kirchenbehörden bedürfen der Einsicht des Ministerii und sollen ohne dessen Genehmigung nicht verkündigt oder vollzogen werden. Betreffen sie reine Glaubens- oder kirchliche Lehr- und Disziplinar-Sachen, so soll deren Bekanntmachung nicht gehindert werden, sobald nur das Ministerium durch genommene Einsicht sich davon überzeugt hat, dass deren Inhalt für den Staat unnachteilig ist.

§ 64. Alle amtlichen Kommunikationen mit dem päpstlichen Stuhle, mit auswärtigen Kirchenversammlungen oder Kirchenobern müssen dem Ministerio zur Einsicht vorgelegt werden, und deren Beschlüsse, Erlasse, Bullen, Breven, Reskripte und sonstigen Schreiben an die römisch-katholische Kirche im Königreiche, an ganze Gemeinden oder einzelne Landeseinwohner bedürfen vor ihrer Verkündigung oder Insinuation des landesherrlichen Placets. Dieses soll nicht verweigert werden, wenn sie von der am Schlusse des vorhergehenden § angegebenen Beschaffenheit sind.

Ausgenommen von der Bestimmung dieses § sind allein die Kommunikationen in Gewissenssachen einzelner Personen.

§ 65. Das Ministerium ist verpflichtet, Missbräuche oder Überschreitungen der Kirchengewalt zu verhüten und dieselben von amtswegen oder auf an dasselbe eingegangene Rekurse abzustellen.

Beschwerden gegen untergeordnete Kirchendiener müssen jedoch zunächst an die Kirchenobern im Königreiche gebracht werden, können aber, wenn keine Abhülfe erfolgt, an das Ministerium gelangen.

§ 66. Die Prediger und andere höhere Kirchendiener der evangelischen wie der römisch-katholischen Kirche, deren Ernennung vom Könige oder dessen Behörden nicht unmittelbar erfolgt, sondern welche von Dritten ernannt oder präsentiert werden, bedürfen der Bestätigung des Königs oder der dazu bestimmten Behörden desselben und können, solange sie diese nicht erhalten haben, weder die Amtsgeschäfte ausüben noch haben sie ein Recht auf die Amtseinkünfte.

Die Entscheidung über die kanonischen Eigenschaften des zu Bestätigenden gebührt allein der geistlichen Behörde.

Die Bestätigung darf ohne erhebliche Gründe nicht verweigert werden.

Sämtliche Kirchendiener sind in ihren bürgerlichen Beziehungen und Handlungen, wie auch in Rücksicht ihres Vermögens den Gesetzen des Staates unterworfen.

Der Staat gewährt ihnen jede zur ordnungsmässigen Verwaltung und Erfüllung ihrer Amtsobliegenheiten erforderliche Unterstützung und schützt sie in der ihnen zukommenden Amtswürde.

§ 67. Die Entlassung der Kirchendiener von ihrem Amte und die Suspension vom Amte und zugleich vom Gehalte kann im Disziplinar-Verfahren nur geschehen, nachdem die kirchliche Behörde eine gehörige Untersuchung angestellt und den Kirchendiener mit seiner Verteidigung hinreichend gehört hat. Sie bedarf in Ansehung der Prediger und übrigen höhern Geistlichkeit der Bestätigung des Ministerii.

§ 68. Das jetzige und künftige Vermögen der einzelnen Kirchen, Kirchenämter, geistlichen und andern milden Stiftungen, Damen-Stifter und Klöster, Schulen und Armenanstalten darf unter keinem Vorwande zum Staatsvermögen gezogen oder zu andern als den gesetz- oder stiftungsmässigen Zwecken verwandt werden.

Eine Abänderung der Stiftung kann von der Staatsgewalt nur nach vorgängiger Vernehmung der zur Verwaltung und Aufsicht etwa Berechtigten und nur dann vorgenommen werden, wenn der Zweck der Stiftung auf die vorgeschriebene Weise nicht mehr zu erreichen ist. Indess muss das Vermögen unter thunlichster Berücksichtigung der Wünsche der zur Verwaltung und Aufsicht etwa Berechtigten zu gleichen oder möglichst ähnlichen Zwecken wieder verwandt werden.

Dabei bleiben jedoch die Bestimmungen des § 35 des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom 25. Februar 1803 in Ansehung der in demselben bezeichneten Güter, insofern darüber eine endliche Verfügung noch nicht getroffen ist, ausdrücklich vorbehalten.

§ 69. Insofern die Verwalter des Vermögens der einzelnen Kirchen und der dazu gehörenden Stiftungen und Armenanstalten den bestehenden Einrichtungen gemäss nicht von der Kirchengemeinde gewählt werden und diese an der Verwaltung einen grössern Anteil nicht gehabt, sollen den Verwaltern dieses Vermögens in jeder Kirchengemeinde nach den darüber zu erlassenden besonderen Verfügungen einige von der Kirchengemeinde zu erwählende Vorsteher unter Mitwirkung der Pfarrgeistlichen zur Seite stehen, welche zu allen wichtigen auf die Verwaltung sich beziehenden Massregeln bei Veräusserungen einzelner Teile dieses Vermögens, wie auch der zur Dotation der Kirchenämter und der zu Pfarrwitwentümern gehörenden Grundstücke oder Gerechtsame, ferner bei Werken, die zu kirchlichen oder geistlichen Zwecken unternommen, nicht weniger bei Leistungen, die zu solchen Zwecken ausgeschrieben werden, und endlich zu der Rechnungsablage zugezogen werden müssen.

In denjenigen Fällen, in welchen der Kirchenpatron die Ausgaben ausschliesslich bestreitet, tritt die Bestimmung dieses § nicht ein.

§ 70. Für die Erhaltung und Vervollkommnung der Landesuniversität und der übrigen öffentlichen Unterrichtsanstalten jeder Art soll stets nach Kräften gesorgt werden.

Der Unterricht in den Volksschulen bleibt zunächst der Aufsicht der Prediger anvertraut.

§ 71. Das von den vormaligen Klöstern und andern ähnlichen Stiftungen in verschiedenen Teilen des Königreichs herrührende, zu einem abgesonderten Fonds vereinigte Vermögen soll für immer von allen andern Staatskassen völlig getrennt bleiben und allein zu den erforderlichen Zuschüssen behuf der Bedürfnisse der Landesuniversität, der Kirchen und Schulen und zu wohlthätigen Zwecken aller Art verwandt werden.

Die Verwaltung dieses Vermögens steht unter Leitung des Ministerii, jedoch soll der allgemeinen Ständeversammlung jährlich eine Übersicht der Verwendungen aus demselben mitgeteilt werden. In Rücksicht der Veräusserungen einzelner Teile dieses Vermögens finden alle diejenigen Vorschriften ihre volle Anwendung, die bei Veräusserungen vom Domanialvermögen in der gegenwärtigen Verfassungsurkunde vorgeschrieben sind.

Sechstes Kapitel. Von den Landständen.

§ 72. Für die einzelnen Provinzen des Königreichs sollen Provinziallandschaften, für das ganze Königreich aber eine allgemeine Ständeversammlung bestehen.

Erster Abschnitt. Von den Provinziallandschaften.

§ 73. Provinziallandschaften sollen bestehen

1) für die Fürstentümer Calenberg, Göttingen und Grubenhagen nebst den vormals hessischen Ämtern im Fürstentume Göttingen und dem diesseitigen Eichsfelde,
2) für das Fürstentum Lüneburg mit Einschluss der diesseitigen Teile des Herzogtums Sachsen-Lauenburg,
3) für die Grafschaften Hoya und Diepholz mit den vormals hessischen Ämtern in diesen Provinzen,
4) für die Herzogtümer Bremen und Verden mit dem Lande Hadeln,
5) für das Fürstentum Osnabrück,
6) für das Fürstentum Hildesheim nebst der Stadt Goslar,
7) für das Fürstentum Ostfriesland und das Harrlingerland.

§ 74. Wegen Einführung provinziallandschaftlicher Einrichtungen in denjenigen Landesteilen, wo solche noch nicht bestehen, sowie wegen angemessener Verbindung bisher getrennter Provinziallandschaften sollen unter Mitwirkung von Abgeordneten der betreffenden Landesteile Einleitungen getroffen werden.

§ 75. In sämtlichen Provinziallandschaften sollen zwei Kurien eingeführt werden, welchen gleiche Rechte und Befugnisse zustehen.

Die erste Kurie soll bestehen aus den Prälaten, wo diesen eine Teilnahme an den Provinziallandtagen zusteht, und aus den Mitgliedern der Ritterschaft, deren Statuten revidiert und mit derselben festgestellt werden sollen.

Die zweite Kurie soll in einem näher zu bestimmenden angemessenen Verhältnisse bestehen aus den Deputierten der mit Stimmrecht versehenen oder zu versehenden Städte und Flecken und der nicht zur Ritterschaft gehörigen Grundbesitzer.

In denjenigen Provinzen jedoch, wo die Städte in einer zweiten und die nicht zur Ritterschaft gehörigen Grundbesitzer in einer dritten Kurie vertreten sind, sollen drei Kurien fortbestehen, insofern nicht ein Anderes durch vorgängige Verhandlungen zwischen der Regierung und der betreffenden Landschaft festgesetzt wird.

§ 76. Auf den Provinziallandtagen sollen die vorkommenden Angelegenheiten und die zu machenden Anträge in voller Versammlung aller Stände vorgetragen und beraten, sodann aber soll, ohne eine nochmalige Beratung in den Kurien auszuschliessen, nach Kurien abgestimmt und beschlossen werden.

§ 77. Die fernere innere Organisation der Provinziallandschaften und insbesondere der Kurien soll binnen drei Jahren in Gemässheit obiger Grundsätze auf verfassungsmässigem Wege näher festgestellt, und zu dem Ende soll zwischen der Regierung und den einzelnen Landschaften weitere Verhandlung zugelegt werden.

Sobald diese Organisation bewirkt ist, soll allen Provinziallandschaften das Recht der Zustimmung in der Art zustehen, wie solches im § 79 festgesetzt ist. Bis zum Ablauf jener drei Jahre, insofern die Organisation nicht schon früher eingetreten sein sollte,

verbleiben einer jeden Landschaft in dieser Beziehung diejenigen Rechte, welche ihr bisher zustanden, insoweit solche mit dem gegenwärtigen Staatsgrundgesetze vereinbar sind.

Nach beendigter Organisation der Provinziallandschaften ist zu einer Abänderung der Verfassung und Rechte derselben die Zustimmung der betreffenden Landschaft erforderlich.

§ 78. Den Provinziallandschaften verbleiben diejenigen ständischen Rechte, welche nicht auf die allgemeine Ständeversammlung übergegangen sind, und insoweit solche Rechte den Prinzipien des gegenwärtigen Staatsgrundgesetzes nicht entgegen stehen.

§ 79. Die Zustimmung der Provinziallandschaften soll erforderlich sein zu allen provinziellen Abgaben und Leistungen und zu dem wesentlichen Inhalte aller lediglich die speziellen Verhältnisse der Provinz betreffenden Provinzialgesetze, insoweit solche nicht allein die Ausführung und Handhabung bestehender Gesetze oder die Erlassung vorübergehender Verfügungen bezwecken oder in Anordnungen der Sicherheits- oder Gesundheitspolizei bestehen.

Bei der Verkündigung solcher Provinzialgesetze ist die Zustimmung der Provinziallandschaft zu erwähnen.

Diejenigen bestehenden Provinzialgesetze, zu deren Erlassung die Zustimmung der Landschaften erforderlich sein würde, können nur mit Zustimmung der betreffenden Landschaft aufgehoben, abgeändert oder authentisch interpretiert werden, insofern deren Aufhebung oder Abänderung nicht Folge verfassungsmässig erlassener allgemeiner Landesgesetze ist.

§ 80. Die Anträge und Beschlüsse der Provinziallandschaften dürfen niemals die Ausführung der für das ganze Königreich bestehenden Gesetze hindern.

§ 81. Falls Abgaben zu provinziellen Zwecken zu veranlagen sind, so soll der desfallsige Beschluss der Provinziallandschaft zuvörderst durch das Ministerium zur Kenntniss der allgemeinen Ständeversammlung gebracht werden, damit diese imstande ist darüber zu wachen, dass durch dergleichen provinzielle Abgaben dem allgemeinen Abgabe- und Finanzsysteme des Königreichs kein Eintrag geschehe.

Die Art der Erhebung, Verwendung und Rechnungsführung wird mit der Provinziallandschaft reguliert.

§ 82. Wenigstens alle drei Jahre soll ein Provinziallandtag in jeder Provinz stattfinden.

Zweiter Abschnitt. Von der allgemeinen Ständeversammlung.

§ 83. Die allgemeine Ständeversammlung ist berufen, die grundgesetzlichen Rechte des Landes zu vertreten und dessen dauerndes Wohl möglichst zu befördern.

§ 84. Über alle, das ganze Königreich oder den Bezirk mehrerer Provinziallandschaften gemeinschaftlich und nicht lediglich spezielle Verhältnisse der Provinzen betreffenden, zur ständischen

Beratung gehörenden Gegenstände wird nur mit der allgemeinen Ständeversammlung des Königreichs verhandelt.

§ 85. Gesetze, welche das ganze Königreich oder den Bezirk mehrerer Provinziallandschaften betreffen, ohne sich lediglich auf spezielle Verhältnisse der Provinzen zu beschränken, können nur mit Zustimmung der allgemeinen Ständeversammlung erlassen, aufgehoben, abgeändert oder authentisch interpretiert werden.

Beschliessen die Stände Abänderungen des ihnen vorgelegten Gesetzentwurfes, so kann die Landesregierung denselben ganz zurücknehmen.

Das Recht der ständischen Zustimmung bezieht sich auf den ganzen wesentlichen Inhalt des Gesetzes; dagegen bleibt der Landesregierung überlassen, dasselbe in Übereinstimmung mit den beschlossenen Grundsätzen näher zu bearbeiten und zu erlassen.

Im Eingange des Gesetzes ist die erfolgte verfassungsmässige Zustimmung der Stände zu erwähnen.

§ 86. Die Mitwirkung der Stände ist nicht erforderlich zu denjenigen Verfügungen, welche der König über das Heer, dessen Formation, Disziplin und den Dienst überhaupt erlässt.

Die Militäraushebungsgesetze, sowie die Rechte und Pflichten der übrigen Unterthanen in Beziehung auf das Heer und die auf dessen bürgerliche Verhältnisse bezüglichen Gesetze können jedoch nur mit Zustimmung der Stände abgeändert und festgestellt werden.

Militärstrafgesetze sind mit den Ständen zu beraten.

§ 87. Verordnungen, welche zur Vollziehung oder Handhabung bestehender Gesetze erforderlich sind, werden von der Landesregierung ohne Mitwirkung der Stände erlassen.

Ausserordentliche, ihrer Natur nach der ständischen Zustimmung bedürfende, aber durch das Staatswohl, die Sicherheit des Landes oder die Erhaltung der ernstlich bedroheten Ordnung dringend gebotene gesetzliche Verfügungen, deren Zweck durch die Verzögerung vereitelt werden würde, gehen von der Landesregierung allein aus.

Solche eilige gesetzliche Verfügungen, welche jedoch eine Abänderung im Staatsgrundgesetze nicht enthalten dürfen, müssen im Gesamtministerio beschlossen werden, und ist, dass dieses geschehen, in denselben auszudrücken.

Auch sind solche den Ständen zur Mitwirkung bei ihrer nächsten Zusammenkunft vorzulegen und, falls während derselben die verfassungsmässige Zustimmung nicht erfolgt, wieder aufzuheben.

§ 88. Gesetzentwürfe gelangen von seiten der Regierung an die Stände; jedoch haben auch diese das Recht, auf Erlassung neuer oder abändernder Gesetze sowohl überhaupt anzutragen als zu dem Ende Gesetzentwürfe vorzulegen.

§ 89. Alle Gesetze und Verordnungen werden vom Könige unter Beobachtung der in gegenwärtiger Verfassungsurkunde vorgeschriebenen Form öffentlich verkündigt und erhalten dadurch

für alle Unterthanen unbedingte Verbindlichkeit. Alle Verwaltungsbehörden und Gerichte haben auf deren Erfüllung zu halten.

Sollten Zweifel darüber entstehen, ob bei einem gehörig verkündigten Gesetze die verfassungsmässige Mitwirkung der Stände hinreichend beobachtet sei, so steht es nur diesen zu, Anträge deshalb zu machen.

§ 90. Die allgemeine Ständeversammlung hat das Recht, in Beziehung auf alle Landesangelegenheiten, insbesondere auf etwaige Mängel oder Missbräuche in der Verwaltung oder der Rechtspflege ihre Wünsche, Vorstellungen und Beschwerden dem Könige oder dem Ministerio vorzutragen. Ein weiteres Eingreifen in die Verwaltung steht derselben nicht zu.

§ 91. Die Rechte der allgemeinen Ständeversammlung in Beziehung auf den Staatshaushalt sind in folgendem Kapitel näher bestimmt.

§ 92. Die allgemeine Ständeversammlung wird von den Verträgen, die der König mit andern Mächten schliesst, in Kenntnis gesetzt, sobald es die Umstände erlauben. Erfordert die Ausführung der Verträge die Bewilligung von Geldmitteln, oder sollen dieselben eine Einwirkung auf die innere Gesetzgebung des Königreichs hervorbringen, so bedarf es deshalb der verfassungsmässigen Mitwirkung der Stände.

§ 93. Die allgemeine Ständeversammlung besteht aus zwei Kammern, die sich in ihren Rechten und Befugnissen gleich sind.

§ 94. Die erste Kammer soll bestehen aus:

1) den königlichen Prinzen, Söhnen des Königs, und den Häuptern der Nebenlinien der königlichen Familie,
2) dem Herzoge von Arenberg, dem Herzoge von Looz-Corswaaren und dem Fürsten von Bentheim, so lange sie im Besitze ihrer Mediat-Territorien bleiben,
3) dem Erblandmarschall des Königreichs,
4) den Grafen zu Stolberg-Wernigerode und zu Stolberg-Stolberg wegen der Grafschaft Hohnstein,
5) dem General-Erb-Postmeister Grafen von Platen-Hallermund,
6) dem Abte zu Loccum,
7) dem Abte von St. Michaelis zu Lüneburg,
8) dem Präsidenten der Bremischen Ritterschaft als Direktor des Klosters Neuenwalde,
9) dem oder den katholischen Bischöfen des Königreichs,
10) zwei auf die Dauer des Landtags zu ernennenden angesehenen evangelischen Geistlichen,
11) den von der Landesherrschaft mit einem persönlichen erblichen Stimmrechte versehenen Majoratsherren,
12) den auf die Dauer eines jeden Landtags zu erwählenden Deputierten der Ritterschaften, nämlich: von der Calenberg-Grubenhagenschen Ritterschaft acht, von der Lüneburgschen sieben, von der Bremen- und Verdenschen sechs, von der Hoya- und Diepholzschen drei, von der Osnabrückschen

Ritterschaft incl. Meppen und Lingen fünf, von der Hildesheimschen Ritterschaft vier, von der ostfriesischen (unter Vorbehalt einer Vermehrung der Zahl, wenn eine verhältnismässige Vermehrung der Mitglieder der Ritterschaft sich ergeben sollte) zwei,

13) vier Mitgliedern, welche der König ernennt; eines dieser Mitglieder wird auf Lebenszeit, die drei andern aber werden auf die Dauer des Landtags ernannt.

§ 95. Ein persönliches erbliches Stimmrecht wird der König nur solchen Majoratsherren verleihen, die ein Majorat errichtet haben, welches aus einem im Königreiche belegenen Rittersitze nebst anderm ebenfalls im Lande belegenen Grundvermögen besteht und nach Abzug der Zinsen der auf demselben etwa haftenden hypothekarischen Schulden und der sonstigen fortwährenden Lasten wenigstens 6000 Rthlr. reiner jährlicher Einkünfte gewährt. Sobald eine stärkere Beschwerung des Majorats eintritt, ruht einstweilen das erbliche Stimmrecht des Besitzers.

§ 96. Das Recht der Beilegung einer erblichen Virilstimme steht unter den verfassungsmässigen Bedingungen dem Könige ohne Rücksicht auf die Zahl der bereits vorhandenen und abgesehen von einer sich ereignenden Erledigung zu jeder Zeit zu.

Die Errichtung des Majorats giebt kein Recht auf die Beilegung einer Virilstimme, sondern ist lediglich die Bedingung, ohne deren Erfüllung die Beilegung eines erblichen Stimmrechts nicht stattfinden kann.

Übrigens soll behuf Erleichterung der Stiftung von Majoraten die Unteilbarkeit und die Erbfolge nach dem Rechte der Erstgeburt bei Verleihung von eröffneten Lehnen festgesetzt und bei bereits verliehenen Lehnen auf den Antrag der Vasallen genehmigt werden, soweit nicht bereits erworbene Rechte dritter Personen entgegenstehen.

§ 97. Bei der Auswahl der § 94 Nr. 13 bezeichneten, von dem Könige zu ernennenden Mitglieder tritt zwar keine Beschränkung durch Rang, Geburt und Vermögen ein, sie müssen jedoch die in §§ 102—105 vorgeschriebenen Qualifikationen besitzen.

§ 98. Die zweite Kammer soll bestehen aus folgenden auf die Dauer des Landtags zu erwählenden Deputierten:

1) drei Deputierten der Stifter St. Bonifacii zu Hameln, Cosmae und Damiani zu Wunstorf, St. Alexandri zu Einbeck, Beatae Mariae Virginis daselbst, des Stifts Bardowiek und des Stifts Ramelsloh, welche von diesen Stiftern unter Zuziehung von höheren Geistlichen und Predigern aus der Zahl der protestantischen Geistlichen oder solcher Männer, welche dem höhern Schulwesen im Königreiche angehören, in der Masse zu erwählen sind, dass sich wenigstens zwei ordinierte protestantische Geistliche unter denselben befinden,

2) drei Mitgliedern, welche der König wegen des allgemeinen Klosterfonds ernennt,

3) einem Deputierten der Universität Göttingen,
4) zwei von den evangelischen königlichen Konsistorien zu erwählenden Deputierten,
5) einem Deputierten des Domkapitels zu Hildesheim,
6) aus siebenunddreissig Deputierten nachfolgender Städte und Flecken, nämlich: zwei Deputierten der Residenzstadt Hannover, einem Deputierten der Stadt Göttingen, einem Deputierten der Stadt Northeim, einem Deputierten der Stadt Hameln, einem Deputierten der Stadt Einbeck, einem Deputierten der Stadt Osterode, einem Deputierten der Stadt Duderstadt, einem Deputierten der Städte Moringen, Uslar, Hardegsen, Dransfeld und Hedemünden, einem Deputierten der Stadt Münden, einem Deputierten der Städte Münder, Pattensen, Neustadt am Rübenberge, Springe, Wunstorf, Eldagsen, Bodenwerder und Rehburg, einem Deputierten der Städte Clausthal und Zellerfeld, einem Deputierten der übrigen fünf Bergstädte einschliesslich Herzberg, Elbingerode und Lauterberg, einem Deputierten der Stadt Lüneburg, einem Deputierten der Stadt Ülzen, einem Deputierten der Stadt Celle, einem Deputierten der Stadt Harburg, einem Deputierten der Städte Lüchow, Dannenberg und Hitzacker, einem Deputierten der Städte Soltau, Walsrode, Burgdorf und Gifhorn, einem Deputierten der Stadt Stade, einem Deputierten der Stadt Buxtehude, einem Deputierten der Stadt Verden, einem Deputierten der Stadt Nienburg, einem Deputierten der Hoyaischen Flecken, einem Deputierten der Diepholzschen Flecken, einem Deputierten der Stadt Osnabrück, einem Deputierten der Städte Quakenbrück und Fürstenau und des Fleckens Melle, einem Deputierten der Städte Meppen, Lingen und Haselünne, einem Deputierten der Stadt Goslar, einem Deputierten der Stadt Hildesheim, einem Deputierten der Städte Alfeld, Peine und Bockenem, einem Deputierten der Städte Elze, Gronau, Sarstedt und Dassel, einem Deputierten der Stadt Emden, einem Deputierten der Städte Aurich und Esens, einem Deputierten der Stadt Norden, einem Deputierten der Stadt Leer, einem Deputierten der Städte Schüttorf, Nordhorn und Neuenhaus und des Fleckens Bentheim;
7) aus achtunddreissig Deputierten der sämtlichen Grundbesitzer aus den unter Nr. 6 nicht aufgeführten Städten und Flecken, aus den Freien und aus dem Bauernstande, nämlich: von den Fürstentümern Calenberg, Göttingen und Grubenhagen fünf, von der Grafschaft Hohnstein einem, von dem Fürstentume Lüneburg fünf, von den Bremischen Marschen fünf, von der Bremischen Geest und dem Herzogtume Verden drei, vom Lande Hadeln mit Einschluss der Stadt Otterndorf zwei, von den Grafschaften Hoya und Diepholz drei, von dem Fürstentume Osnabrück drei, von dem Herzogtume

Arenberg-Meppen und der Niedergrafschaft Lingen zwei, von dem Fürstentume Hildesheim drei, von dem Fürstentume Ostfriesland fünf, von der Grafschaft Bentheim einem.

§ 99. Sowohl die von den Ritterschaften als die von den übrigen Grundbesitzern zu wählenden Deputierten müssen selbst Grundbesitzer in der Provinz sein, aus welcher sie gewählt werden. Dagegen sind die übrigen Korporationen in der Wahl ihrer Deputierten nicht auf Mitglieder aus ihrer Mitte beschränkt.

§ 100. Die Deputierten der Ritterschaften müssen aus im Königreiche belegenem Grundvermögen ein reines Einkommen besitzen, welches nach Abzug der Zinsen der auf demselben etwa haftenden hypothekarischen Schulden und der sonstigen fortwährenden Lasten jährlich sechshundert Thaler beträgt. Bei den Deputierten der übrigen Grundbesitzer ist ein solches reines Einkommen von 300 Rthlr. erforderlich, welches entweder ererbt oder aber mindestens ein Jahr vor der Wahl erworben sein muss. Die übrigen Deputierten müssen entweder ein solches reines Einkommen von dreihundert Thalern, sei es von ländlichem und städtischem Grundbesitze oder im Lande radizierten Kapitalien haben oder eine jährliche Diensteinnahme von 800 Rthlr. oder als Gemeindebeamte von 400 Rthlr. geniessen oder aus ihrer Wissenschaft, ihrer Kunst oder ihrem Gewerbe ein jährliches Einkommen von 1000 Rthlr. beziehen und solches schon drei Jahre vor ihrem Eintritte in die allgemeine Ständeversammlung genossen haben.

§ 101. Die Wahl der städtischen Deputierten geschieht nach absoluter Stimmenmehrheit gemeinschaftlich durch die Magistratsmitglieder, Bürgervorsteher und Wahlmänner, die hiezu nach Massgabe der Verfassung jeder Stadt aus den zu Bürgervorstehern qualifizierten Bürgern besonders erwählt werden.

Mehrere Städte, welche zusammen einen Deputierten absenden, wählen gleichfalls nach absoluter Stimmenmehrheit entweder nach einem Turnus, wenn nicht mehr als drei konkurrieren, oder gemeinschaftlich nach einem Regulative.

Die Wahl der Deputierten der nicht zu den Ritterschaften gehörenden Grundbesitzer geschieht durch absolute Stimmenmehrheit von Wahlmännern, welche durch die Bevollmächtigten der Gemeinden gewählt werden.

Die näheren Bestimmungen über diese Wahlen und die Wahlen der übrigen Korporationen sollen mit Rücksicht auf die verschiedenen provinziellen Verhältnisse unter Mitwirkung der Stände durch ein Gesetz festgestellt werden.

§ 102. Die Mitglieder beider Kammern müssen einer der im Königreiche anerkannten christlichen Kirchen zugethan sein und das 25ste Lebensjahr zurückgelegt haben.

§ 103. Wer wegen eines Kriminalverbrechens entweder bestraft ist oder vor Gericht gestanden hat, ohne dass er von der Beschuldigung völlig losgesprochen worden, kann nicht Mitglied

der Ständeversammlung sein. Ausnahmsweise kann der Landesherr bei nicht entehrenden Verbrechen die dergestalt verlorne Fähigkeit, Mitglied letzterer zu sein, wiederherstellen.

§ 104. Personen, über deren Vermögen unter ihrer Verwaltung ein Konkurs ausgebrochen ist, können vor Befriedigung ihrer Gläubiger weder zu Mitgliedern der Ständeversammlung gewählt werden noch, wenn sie zur Zeit des Ausbruchs des Konkurses Mitglieder sind, in derselben verbleiben. Diejenigen Grundeigentümer aber, welche den Konkurs von ihren Vorfahren überkommen haben, können insofern als Mitglieder der allgemeinen Ständeversammlung zugelassen werden, als sie übrigens dazu qualifiziert sind und namentlich das vorbestimmte Einkommen besitzen, wozu auch die von ihnen zu beziehende Kompetenz gerechnet werden soll.

§ 105. Mitglieder der allgemeinen Ständeversammlung können nur solche Personen sein, welche ihren Wohnsitz im Königreiche haben und sich nicht im aktiven Dienste eines fremden Landesherrn befinden.

Ausgenommen hiervon sind

1) die Prinzen des königlichen Hauses und die Standesherren,
2) diejenigen, welche in den herzoglich Braunschweig-Wolfenbüttelschen Landen ihren Wohnsitz haben und daselbst in Staatsdiensten stehen, so lange hierunter das Reziprokum beobachtet wird.

§ 106. Die Wahlkorporationen haben sich von dem Vorhandensein der in den §§ 99, 100, 102 bis incl. 105 vorgeschriebenen Qualifikationen bei den zu erwählenden Deputierten gebührend zu überzeugen.

§ 107. Sämtliche Mitglieder der Ständeversammlung haben sich als Repräsentanten des ganzen Königreichs anzusehen und dürfen sich nicht durch eine bestimmte Instruktion des Standes oder der Gemeinde, von denen sie gewählt sind, binden lassen.

§ 108. Jedes Mitglied hat das Recht, für seine Person eine vollgültige Stimme abzugeben, kann solche aber nicht auf ein anderes Mitglied übertragen.

Die § 94 unter Nr. 2 und 4 aufgeführten Mitglieder der ersten Kammer können sich durch dazu von ihnen bevollmächtigte Agnaten ihres Hauses, der Erblandmarschall des Königreichs, der General-Erbpostmeister Graf von Platen-Hallermund und die Majoratsherren durch ihre volljährigen ältesten Söhne, die nach § 94 Nr. 10 vom Landesherrn zu ernennenden angesehenen Geistlichen durch gleichzeitig zu bezeichnende Substituten und die katholischen Bischöfe des Königreichs im Falle der Behinderung durch ein Mitglied ihres Domkapitels vertreten lassen. Jedoch kann der Erblandmarschall die ihm in dieser Eigenschaft zustehenden Funktionen auf keinen andern übertragen.

Im Falle der Minderjährigkeit werden die hier benannten

erblichen Mitglieder der ersten Kammer durch ihre Vormünder vertreten, sofern die letzteren dem Mannsstamme der Familie angehören.

§ 109. Jede Äusserung eines Mitgliedes in der Versammlung über ständische Angelegenheiten soll immer die günstigste Auslegung erhalten.

§ 110. Kein Mitglied soll wegen einer in der Versammlung geschehenen Äusserung gerichtlich in Anspruch genommen werden, vielmehr die Kammer der alleinige Richter über die Äusserungen der Mitglieder sein. Ausgenommen ist jedoch der Fall, wenn ein Mitglied sich Äusserungen erlauben sollte, welche hochverräterischen Inhalts sind.

Ausserdem versteht es sich von selbst, dass, wenn beleidigende Äusserungen oder schwere Beschuldigungen gegen irgend ein Individuum vorgebracht werden sollten, dem Beleidigten der Weg Rechtens nicht versperrt werden kann.

§ 111. Kein Mitglied soll während der Dauer der Landtagsversammlung mit persönlichem Arrest belegt werden, es sei denn, dass die Gerichte in dem Falle eines schweren Kriminalverbrechens eine schleunige Verhaftung notwendig finden sollten, welcher Fall jedoch den Kammern ohne Aufschub anzuzeigen ist.

§ 112. Die Ständeversammlung steht mit Ausnahme des im § 152 des achten Kapitels erwähnten Falles mit keiner andern Landesbehörde als dem Ministerio in unmittelbarer Geschäftsverbindung und kann Erwiderungen und Anträge nur an den König, an dessen Stellvertreter oder an das Ministerium gelangen lassen und auch nur an diese Deputationen absenden. Jedoch hat die Ständeversammlung das Recht, auf an sie gerichtete Vorstellungen Beschlüsse zu fassen und den Bittstellern von solchen Beschlüssen durch Protokollauszug Kenntnis zu geben.

§ 113. Alle Anträge, welche vom Könige oder dem Ministerio an die Stände ergehen, sollen jederzeit an die gesamte allgemeine Ständeversammlung gerichtet werden, sowie auch umgekehrt Erwiederungen und Anträge nur von beiden Kammern gemeinschaftlich ausgehen können.

§ 114. Die Landesregierung hat das Recht, Kommissarien abzuordnen, welche den Sitzungen der Ständeversammlung, jedoch als solche ohne Stimmrecht beiwohnen und an den Beratschlagungen teilnehmen können.

§ 115. Die Kammern haben das Recht, unter den im Reglement enthaltenen Bestimmungen und Ausnahmen zu ihren Sitzungen und Verhandlungen Zuhörer zuzulassen.

§ 116. Die Dauer eines Landtags ist auf sechs Jahre festgesetzt. Jedoch hängt es von dem Könige ab, die Versammlung auch früher zu jeder Zeit aufzulösen und eine neue anzusetzen, auch zum Behufe derselben neue Wahlen von Deputierten auszuschreiben.

§ 117. Die mit dem Schlusse des Landtags abtretenden Deputierten können wieder gewählt werden.

§ 118. Jedes Jahr soll eine Versammlung der allgemeinen Stände gehalten werden.

§ 119. Der König oder in dessen Auftrage das Ministerium können die Ständeversammlung zu jeder Zeit vertagen. Jede Kammer derselben kann sich vertagen, jedoch auf mehr als drei Tage nur unter Genehmigung des Ministerii.

§ 120. Der Anfang und der Schluss der Sitzungen jedes Jahrs wird von dem Könige oder in dessen Auftrage dem Ministerio verfügt.

§ 121. Die übrigen Verhältnisse der allgemeinen Ständeversammlung und der Mitglieder derselben, des Erblandmarschalls, der Präsidenten, Generalsyndiken und der Generalsekretarien, die Vorschriften über das Verfahren in den Sitzungen der Versammlung und bei Verhandlung der zur Deliberation kommenden Gegenstände sind in einem besondern Reglement festgesetzt.

Siebentes Kapitel. Von den Finanzen.

§ 122. Sämtliche zu dem königlichen Domanio gehörenden Gegenstände, namentlich Schlösser, Gärten, Güter, Gefälle, Forsten, Bergwerke, Salinen und Aktivkapitalien, machen das seinem Gesamtbestande nach stets zu erhaltende Krongut aus. Dem Könige und dessen Nachfolgern an der Regierung verbleiben unter den nachfolgenden Bestimmungen alle diejenigen Rechte, welche dem Landesherrn daran bis dahin zugestanden haben.

§ 123. Das Krongut kann ohne Zustimmung der Stände rechtsgültig nicht verpfändet werden mit Ausnahme des im § 147 bezeichneten Falles einer ausserordentlichen Anleihe.

Veräusserungen der Substanz können nur infolge gesetzlicher Bestimmungen oder wegen ihrer Nützlichkeit eintreten. Das Äquivalent soll mit dem Krongute wiederum vereinigt und dessen Anlegung oder Verwendung, welche jedoch für die Dauer im Königreiche geschehen muss, auf eine sichere und einträgliche Art sofort beschafft werden.

Über Veränderungen dieser Art soll der allgemeinen Ständeversammlung jährlich eine Nachweisung mitgeteilt werden.

Freiwillige Veräusserungen ganzer Domanialgüter oder bedeutender Forsten dürfen nicht ohne vorgängige Einwilligung der allgemeinen Ständeversammlung geschehen, und es sind sofort gleich einträgliche Gegenstände, vorzugsweise Landgüter oder Forsten an deren Stelle zu setzen.

§ 124. Die Aufkünfte des gesamten Kronguts sollen ohne Ausnahme zum Besten des Landes verwandt werden, und zwar

zunächst zur Bezahlung der Zinsen der auf dem Domanio haftenden Schulden und zum allmähligen Abtrage der Passivkapitalien;

ferner zum Unterhalte und der Hofhaltung des Königs, der Königin, sowie der minderjährigen Prinzen und Prinzessinnen, Söhne und Töchter des Königs;

sodann zu dem standesmässigen Auskommen der verwitweten Königin und der verwitweten Kronprinzessin, zu den Apanagen und Ausstattungskosten für die Prinzen und Prinzessinnen des königlichen Hauses, sowie auch zu dem standesmässigen Auskommen der Witwen der Prinzen des königlichen Hauses; (vgl. §§ 134 und 135.)
endlich aber der Überrest, sowie die bisher mit der Domanialverwaltung vereinigt gewesenen Revenüen der Regalien zur Bestreitung anderweiter Staatsausgaben.

§ 125. Zur Deckung der für den Unterhalt und die Hofhaltung des Königs, der Königin, sowie der minderjährigen Prinzen und Prinzessinnen, Söhne und Töchter des Königs, erforderlichen Ausgaben dienen

1) die Zinsen eines in den Jahren 1784 bis 1790 in den englischen dreiprozentigen Stocks belegten, aus Revenüen der königlichen Kammer erwachsenen Kapitals von Pfd. Sterling 600000, welches Kapital unveräusserlich und unzertrennlich mit der Krone vereinigt und vererblich sein soll;
2) die Domanialgüter, sowie die zu dem Domanio gehörenden Zehnten und Forsten bis zu dem Belaufe eines Nettoertrages von 500000 Rthlr. Konventionsmünze.

Diese Summe kann bei sich vergrösserndem Bedarf mit Zustimmung der allgemeinen Stände des Königreichs erhöht werden.

§ 126. Zu jenem Zweck wird von dem im § 122 bezeichneten Krongute ein vom Könige auszuwählender Komplex, zunächst bestehend aus Grundstücken, Zehnten oder Forsten, deren im Einverständnisse mit den Ständen auszumittelnder Ertrag nach Abzug aller darauf haftenden Ausgaben und Lasten 500000 Rthlr. beträgt, ausgeschieden und der selbsteigenen Administration vorbehalten.

Dem Könige bleibt bei der Ausscheidung der Krondotation das Recht vorbehalten, einen Teil derselben in Renten oder Barzahlungen der Kassen zu bestimmen.

§ 127. Sollte der solchergestalt festgestellte Güterkomplex durch Veräusserungen oder Kapitalablösungen demnächst vermindert werden, so muss das aus der Veräusserung oder Ablösung hervorgegangene Kapital jederzeit behuf Wiederanlegung desselben nach Vorschrift des § 123 der Generalkasse überwiesen werden, und der König behält das Recht, die Dotation nach seiner Wahl durch andere Gegenstände des Kronguts unter Beobachtung der Bestimmungen des § 126 ergänzen zu lassen oder aber die Rente des Kapitals als Ergänzung der Krondotation zu nehmen.

§ 128. Ausserdem bleiben dem Könige und seinen Nachfolgern in der Regierung die königlichen Schlösser und Gärten, die zur Hofhaltung bestimmten königlichen Gebäude, Ameublements, das Silbergerät nebst dem Silberkapitale und sonstigen Kostbarkeiten, alle zur Hofhaltung gehörenden Inventarien, die Bibliothek und die königlichen Jagden im ganzen Umfange des

Königreichs vorbehalten, wogegen derselbe die damit verbundenen Ausgaben übernimmt.

§ 129. Die zur Dotation der Krone ausgeschiedenen Teile des Kronguts dürfen niemals verpfändet und nur unter Kontrasignatur eines verantwortlichen Ministers und unter Beobachtung der im § 123 enthaltenen Bestimmungen veräussert werden.

§ 130. Die aus der Dotation der Krone zu bestreitenden Ausgaben sind die Kosten der Hofetats, des Marstalls, die Besoldungen und Pensionen der Hofdienerschaft, die Kosten des Hoftheaters, die gewöhnliche Unterhaltung der königlichen Schlösser und Gärten und die Kosten des königlichen Guelphenordens.

Dagegen sind unter den Ausgaben der Krondotation nicht begriffen die Kosten der Erbauung oder Acquisition und der ersten Einrichtung königlicher Schlösser oder ganzer Abteilungen derselben; vielmehr erfordern dergleichen Kosten im Fall des Bedürfnisses auf den Antrag des Königs die Bewilligung der allgemeinen Ständeversammlung.

§ 131. Sollte ein künftiger König als Inhaber einer andern Krone ausser Landes residieren, so wird neben der nach dem vorstehenden § auf der Einnahme der Krondotation liegenden Ausgabe von den Revenüen derselben jährlich eine Summe von 150000 Rthlr. behuf der Verwendung zu anderweiten Staatsausgaben der Generalkasse überwiesen.

§ 132. Tritt eine Regentschaft ein, so müssen die mit derselben verbundenen Kosten aus der Krondotation bestritten werden. Dasselbe findet wegen der Kosten einer etwaigen Stellvertretung des Königs statt.

§ 133. Alle aus dem Krongute und aus den Regalien aufkommenden Einnahmen mit alleiniger Ausnahme der der unmittelbaren Administration des königlichen Hauses vorbehaltenen Güter sollen mit den Landesabgaben, Chausseegeldern und Sporteln in eine einzige Generalkasse fliessen, aus welcher Kasse alle Ausgaben bestritten werden, sofern dieselben nicht auf der Krondotation ruhen.

§ 134. Für die Erhaltung der Prinzen und Prinzessinnen des königlichen Hauses aus ebenbürtiger, hausgesetzlicher Ehe werden, wenn es demnächst das Bedürfnis erfordert, namentlich bei eigener Etablierung und Vermählung, besondere Apanagen, Einrichtungs- und Ausstattungskosten ausgesetzt, deren Betrag auf den Antrag des Königs von der allgemeinen Ständeversammlung für einzelne Fälle bewilligt oder durch ein allgemeines Regulativ festgestellt wird.

Über die Art der Vererbung der Apanagen auf die Nachkommen der Berechtigten wird das zu erlassende Hausgesetz die näheren, unter Beirat der Stände zu treffenden Bestimmungen enthalten.

§ 135. Für das standesmässige Auskommen der verwitweten Königin und der verwitweten Kronprinzessin muss auf den An-

trag des Königs und mit Bewilligung der allgemeinen Ständeversammlung Sorge getragen werden.

Dasselbe soll geschehen bei den Witwen der Prinzen des königlichen Hauses, wenn die bewilligten Apanagen zu deren standesmässigem Unterhalte nicht hinreichen.

§ 136. Das Privatvermögen des Königs, der Königin, der Prinzen und Prinzessinnen, wohin namentlich auch dasjenige gehört, was aus den ihnen zustehenden Revenüen acquiriert worden, verbleibt nach Massgabe der Hausgesetze oder, soweit diese darüber nicht entscheiden, der Landesgesetze der völlig freien Disposition der Berechtigten.

§ 137. Über die Verwendung der zur Dotation der Krone, zu Apanagen oder Wittümern der Mitglieder der königlichen Familien ausgesetzten Einnahmen steht den Ständen keine Kontrole irgend einer Art zu. Auch können dieselben rücksichtlich der Verwaltung der zur Krondotation ausgeschiedenen Gegenstände, sowie der Resultate dieser Verwaltung keine Kontrole noch Einwirkung in Anspruch nehmen.

§ 138. Das Vermögen der jetzigen Schatullkasse bleibt getrennt von den Staatskassen und zur ausschliesslichen Disposition des Königs.

§ 139. Über die Ausgaben, welche die Verwaltung des Landes und dessen sonstige aus der Generalkasse zu bestreitenden Bedürfnisse erforderlich machen, soll der allgemeinen Ständeversammlung jährlich ein nach den Hauptausgabezweigen aufgestelltes Budget vorgelegt und mit den nötigen, auf Antrag der Stände zu vervollständigenden Etats und Erläuterungen begleitet werden.

§ 140. Die allgemeine Ständeversammlung hat die Verpflichtung, für die Deckung der für den öffentlichen Dienst notwendigen Ausgaben insoweit zu sorgen, als sie aus den Einkünften des Kronguts und der Regalien nicht bestritten werden können. Dagegen steht ihr das Recht zu, das Budget zu prüfen und zu bewilligen.

Der Bedarf für den Militäretat, bei welchem die Bestimmungen des § 142 eintreten, und die Grundsätze, welche bei Bewilligung der in den übrigen Hauptausgabezweigen begriffenen Gehalte und Pensionen zu befolgen sind, sollen durch Regulative gemeinschaftlich mit den Ständen festgestellt werden. Diese Regulative dienen bis dahin, dass ein Anderes zwischen König und Ständen ausgemacht ist, der ständischen Bewilligung zur Norm, müssen jedoch auf Antrag der allgemeinen Ständeversammlung jederzeit einer Revision unterzogen werden.

Ausgaben, welche auf bestimmten bundes- oder landesgesetzlichen oder auf privatrechtlichen Verpflichtungen beruhen, darf die allgemeine Ständeversammlung nicht verweigern. Zu solchen Ausgaben werden namentlich auch gerechnet diejenigen Gehalte, Pensionen und Wartegelder, welche der König bereits bewilligt hat oder einstweilen nach den bisherigen Grundsätzen, demnächst

aber nach den mit [den] Ständen zu vereinbarenden Regulativen bewilligen wird.

§ 141. Die Anschläge für die einzelnen Hauptdienstzweige werden dergestalt als ein Ganzes betrachtet, dass die Verwendung und Verteilung der für jeden Hauptdienstzweig im ganzen bewilligten Summen der Bestimmung des betreffenden Ministerialdepartements überlassen wird, insofern die Verwendung nur für diesen Hauptdienstzweig und ohne Überschreitung des ganzen Kredits in Gemässheit der mit den Ständen vereinbarten Regulative (vgl. § 140) stattfindet.

§ 142. Die Ersparungen, welche bei dem Ausgabeetat des Kriegsministerii gemacht werden, sollen solange bar in den Schatz niedergelegt werden, bis die gesammelten Summen die Hälfte des ganzen Militäretats erreichen. Übersteigt die Ersparung diesen Betrag, so soll über den weitern Überschuss mit Einwilligung der Ständeversammlung anderweit disponiert werden.

Die Vorräte dieses Kriegsschatzes sind für die Ausgaben des Kriegsministerii zu verwenden, sobald letztere die ordentlichen Mittel übersteigen.

§ 143. Für ausserordentliche, während der Vertagung der allgemeinen Ständeversammlung eintretende Landesbedürfnisse, welche bei Feststellung des Budgets nicht berücksichtigt werden konnten und welche gleichwohl (namentlich im Falle eintretender Landeskalamitäten, Kriegsrüstungen oder innerer Unruhen) schleunige Massregeln und Kostenverwendungen erfordern, soll ein in dem jährlichen Budget nicht besonders aufzuführender Reservekredit bestehen, welcher fünf Prozent des ganzen Ausgabebudgets ausmacht. Die Disposition über diesen Reservekredit steht dem Gesamtministerio auf dessen Verantwortung zu, die Verwendung aber soll der allgemeinen Ständeversammlung bei ihrer nächsten Zusammenkunft nachgewiesen werden.

§ 144. Gleichzeitig mit dem Anschlage der Ausgaben soll der allgemeinen Ständeversammlung ein Anschlag der zu deren Bestreitung erforderlichen Einnahmen vorgelegt werden, welche alle oben (§ 133) bezeichneten Einnahmen umfasst.

§ 145. Die zur Bestreitung der Landesausgaben ausser der Einnahme von dem Krongute und den Regalien erforderlichen Steuern und Abgaben bedürfen der jährlichen Bewilligung der allgemeinen Ständeversammlung.

In dem jährlich erforderlichen Ausschreiben soll der ständischen Bewilligung besonders erwähnt werden.

Die Bewilligung der Steuern darf an keine Bedingung geknüpft werden, die nicht deren Wesen oder Verwendung unmittelbar trifft.

§ 146. Sollten die von der Landesregierung in Antrag gebrachten, zu den Bedürfnissen des Landes erforderlichen Steuern und Abgaben bei Auflösung einer Ständeversammlung nicht bewilligt sein, so können die bestehenden Steuern und Abgaben,

soweit sie nicht zu einem vorübergehenden bereits erreichten Zweck ausgeschrieben worden, noch 6 Monate vom Ablauf der letzten Bewilligungszeit an unverändert fort erhoben und zu dem Ende in Beziehung auf diesen § ausgeschrieben werden.

§ 147. Anleihen behuf der aus der Generalkasse zu bestreitenden Ausgaben können nur nach erfolgter Bewilligung der allgemeinen Ständeversammlung gemacht werden.

Sollte jedoch wegen ausserordentlicher Umstände die ordentliche Einnahme der Kasse so bedeutende Ausfälle erleiden, dass die bewilligten Ausgaben nicht bestritten werden könnten, oder sollten schleunige Kriegsrüstungen notwendig werden, der § 142 festgesetzte Kriegsschatz aber in der erforderlichen Grösse nicht vorhanden sein, oder sollte der oben § 143 bestimmte Reservekredit benutzt werden müssen und dazu die Vorräte und Einnahmen der Kassen nicht hinreichen: so hat der König, wenn die Stände nicht versammelt sind, das Recht, auf den Bericht des ganzen Ministerii und nach Anhörung des Geheimenrats-Kollegii zu bestimmen, dass eine Anleihe auf den Kredit der Generalkasse zur Deckung der bewilligten oder aus dem Kriegsschatze zu bestreitenden oder auf den Reservekredit anzuweisenden Ausgaben höchstens bis zum Belaufe von einer Million Thaler gemacht werden darf.

Insofern Anleihen für Kriegsrüstungen nötig werden, ist der iedesmalige Bestand des Kriegsschatzes davon in Absatz zu bringen.

Die Verhandlungen über solche ausserordentliche Anleihen sollen jedoch der allgemeinen Ständeversammlung bei ihrer nächsten Zusammenkunft vorgelegt und derselben nachgewiesen werden, dass die gemachte Anleihe notwendig gewesen und zum Besten des Landes verwandt ist, und soll der Betrag in die Landesschuldenetats aufgenommen werden.

§ 148. Die Verwendung der zur Tilgung der Landesschulden ausgesetzten Summen soll unter Mitwirkung von Kommissarien der allgemeinen Ständeversammlung geschehen.

Auch sollen diese Kommissarien bei Ausstellung von Obligationen über Landesschulden zu dem Zweck zugezogen werden, um zu konstatieren, dass bei Eingehung der Anleihe, deren vollständige Bedingungen ihnen mitzuteilen sind, die verfassungsmässigen Zuständigkeiten nicht überschritten werden.

§ 149. Die Rechnungen der Generalkasse und aller dazu gehörenden Nebenkassen sollen der allgemeinen Ständeversammlung zur Einsicht vorgelegt werden. Diese hat alsdann aus ihrer Mitte eine Kommission zu erwählen, welche diese Rechnungen zu prüfen und der allgemeinen Ständeversammlung darüber Bericht zu erstatten hat, ob die Einnahmen gehörig erhoben und zu keinen anderen Zwecken als den Ausgaben, zu denen sie bestimmt worden, verwandt sind. Zu diesem Zweck sollen der Kommission die etwa erforderlichen Erläuterungen und die Belege auf Begehren mitgeteilt werden.

Auch hat die allgemeine Ständeversammlung das Recht, zur Prüfung der Rechnungen Kommissarien auf Lebenszeit zu ernennen, die sodann als solche in der Kammer, welche sie erwählt hat, Sitz und Stimme haben.

Ausgaben zu geheimen Verhandlungen, rücksichtlich deren eine Nachforschung von seiten der Stände nicht stattfinden darf, können nicht anders in Rechnung gebracht werden, als wenn diese Ausgaben durch eine von dem Könige und sämtlichen Mitgliedern des Ministerii zu unterzeichnende Verfügung als zu Landeszwecken notwendig bezeichnet werden.

Achtes Kapitel. Von den oberen Landesbehörden und der Staatsdienerschaft.

§ 150. Die oberste Leitung der Regierung unter dem Könige und dessen etwaigem Stellvertreter wird von dem Ministerio wahrgenommen, dessen Mitglieder der König nach eigener Wahl ernennt und nach Gefallen entlassen kann.

Für die einzelnen Verwaltungszweige bestehen Ministerialdepartements.

§ 151. Alle vom Könige oder dessen Stellvertreter ausgehenden Verfügungen bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Kontrasignatur des Ministers oder Vorstandes des betreffenden Ministerialdepartements.

Jeder Minister oder Vorstand eines Ministerialdepartements ist aber dem Könige und dem Lande dafür verantwortlich, dass keine von ihm kontrasignierte, ausgegangene oder unterschriebene Verfügung eine Verletzung des Staatsgrundgesetzes enthalte.

Die allgemeine Ständeversammlung ist befugt, diese Verantwortlichkeit durch Beschwerde, ausserdem aber wegen absichtlicher Verletzung des Staatsgrundgesetzes mittelst einer förmlichen Anklage gegen den Minister oder Vorstand eines Ministerialdepartements geltend zu machen.

§ 152. Zur Untersuchung und Entscheidung über eine solche förmliche Anklage ist ausschliesslich das Ober-Appellationsgericht in Plenarversammlung kompetent.

Die Ständeversammlung muss dem Könige vier Wochen vor Anstellung der Anklage von derselben Anzeige machen. Die Anklage selbst wird von seiten der Stände unmittelbar an das Gericht gebracht. Der König verspricht, eine von der Ständeversammlung beschlossene Anklage nie zu hindern.

Die Entscheidung des Gerichts kann nur dahin gehen, dass der Angeschuldigte der absichtlichen Verletzung des Staatsgrundgesetzes, deren er angeklagt worden, schuldig sei oder nicht. Im ersteren Falle ist er durch den Ausspruch des Gerichts von selbst seiner Stelle verlustig und kann auch in einem andern Amte nicht wieder angestellt werden.

Gegen die Entscheidungen des Gerichts in solchen Fällen

finden überall keine Rechtsmittel statt; auch sind die Abolition und die Begnadigung gänzlich ausgeschlossen.

Die Urteile über solche Anklagen werden mit ihren Entscheidungsgründen durch den Druck öffentlich bekannt gemacht.

Hinsichtlich der gemeinrechtlichen Folgen behält es bei der ordentlichen Rechts- und Gerichtsverfassung sein Bewenden.

§ 153. Alle in Abwesenheit des Königs, sowie des Stellvertreters desselben im Namen und Auftrage des Königs von den anwesenden Mitgliedern des Ministerii unterzeichneten Ausfertigungen haben die Kraft der vom Könige selbst vollzogenen Verfügungen.

§ 154. Zur Beratung wichtiger Landesangelegenheiten, insbesondere der zu erlassenden Gesetze und Verordnungen, wie auch der Entlassung von Zivil-Staatsdienern nach Massgabe der Bestimmungen des § 163 soll ein Geheimeratskollegium bestehen, welches aus den Mitgliedern des Ministerii und anderen dazu berufenen Personen zusammengesetzt ist.

Dasselbe hat in der Regel eine bloss beratende Stimme. Eine Entscheidung steht demselben nur dann zu, wenn eine Kompetenzstreitigkeit zwischen den Verwaltungsbehörden und Gerichten (§ 156) vorliegt.

Die Eröffnung der Entscheidung erfolgt durch das Ministerium.

§ 155. Die rein militärischen Angelegenheiten, insbesondere die innere Organisation der Armee und die Anstellung und Entlassung der Offiziere gehen vom Könige aus, ohne dass es dabei der Dazwischenkunft des Ministerii bedarf.

Bei Reduktion der Armee und bei Translokationen der Offiziere finden die Bestimmungen des § 162 Anwendung.

Zur Aufrechterhaltung der innern Ruhe und Sicherheit, sowie zur Vollziehung und Aufrechterhaltung der von den Zivilbehörden ergangenen Verfügungen kann die Militärgewalt nur auf ausdrückliche Requisition der kompetenten Zivilbehörde einschreiten. Die von diesem Grundsatze eintretenden gesetzlichen Ausnahmen sollen in dem nach Kap. 3 § 34 über das Verfahren bei Störung der öffentlichen Ruhe zu erlassenden Gesetze näher bestimmt werden, bis zu dessen Erscheinen es bei den bisherigen Bestimmungen sein Bewenden behält.

§ 156. Die Gerichte sind in den Grenzen ihrer Kompetenz unabhängig.

Entstehen Zweifel darüber, ob eine Sache zur gerichtlichen Entscheidung geeignet sei oder zur Kompetenz der Verwaltungsbehörden gehöre, und können sich diese mit den Gerichten nicht darüber vereinigen, so sollen diese Zweifel, nachdem die Gründe der Gerichte und der Verwaltungsbehörden gehörig dargelegt worden, durch eine zu diesem Zweck besonders zu bildende Sektion des Geheimenratskollegii diskutiert und entschieden werden. Diese Sektion soll aus einer unveränderlichen Anzahl dauernd

und zwar zur Hälfte aus den höheren Justizkollegien zu ernennender Mitglieder bestehen.

§ 157. Die Ernennung und Entlassung der Staatsbeamten gehört unter Vorbehalt der verfassungsmässigen Bestimmungen zu den Rechten des Königs und wird entweder von demselben unmittelbar oder durch die landesherrlichen Behörden ausgeübt.

Die Rechte einzelner Berechtigten oder Korporationen auf Ernennung oder Präsentation von Beamten werden hierdurch nicht geändert.

§ 158. Bei Besetzung aller Staatsämter soll, insofern nicht bei einzelnen Dienststellen eine ausdrückliche, gesetzlich bestimmte Ausnahme besteht, der Unterschied der Geburt überall kein Recht auf Vorzüge irgend einer Art begründen.

§ 159. Der König wird bei den von ihm unmittelbar ausgehenden Ernennungen von Zivil-Staatsdienern zuvor das Gutachten des Ministerii oder des Departements-Chefs vernehmen. Bei Ernennung von Ministern oder Vorständen von Ministerialdepartements ist dies jedoch nicht erforderlich.

§ 160. Anwartschaften auf bestimmte Dienststellen sollen nicht erteilt werden, es sei denn, dass den Gehülfen altersschwacher oder sonst an der gehörigen Wahrnehmung ihres Dienstes verhinderter Staatsdiener die künftige selbständige Anstellung nach Massgabe der von ihnen bewiesenen Thätigkeit zugesichert würde.

§ 161. Alle Zivil-Staatsdiener, mögen sie vom Könige oder dessen Behörden ernannt oder von einzelnen Berechtigten und Korporationen erwählt, präsentiert oder ernannt sein, sind durch ihren auf die getreuliche Beobachtung des Staatsgrundgesetzes auszudehnenden Diensteid verpflichtet, bei allen von ihnen ausgehenden Verfügungen dahin zu sehen, dass sie keine Verletzung der Verfassung enthalten. In gehöriger Form erlassene Befehle vorgesetzter Behörden befreien sie von der Verantwortung und übertragen dieselbe an den Befehlenden.

§ 162. Bei notwendigen Translokationen hat der Staatsdiener ein Recht auf seinen bisherigen Rang und Gehalt.

Macht eine Veränderung der Organisation Dienstentlassungen notwendig, so hat der ausser Thätigkeit gesetzte Staatsdiener Anspruch auf ein seinen bisherigen Verhältnissen angemessenes Wartegeld oder eine billige Entschädigung.

§ 163. Kein Zivil-Staatsdiener (vgl. § 161) kann seiner Stelle willkürlich entsetzt werden.

Wer seinen Dienst vernachlässigt und sich Erinnerungen und Disziplinarstrafen seiner vorgesetzten Behörde nicht zur Besserung dienen lässt, wer sich Dienstverletzungen oder Dienstwidrigkeiten zu schulden kommen lässt, wer grobes öffentliches Ärgernis giebt oder von der Gerichtsbehörde wegen eines gemeinen Verbrechens mit einer Kriminalstrafe belegt ist, kann nach genauer Erwägung des gehörig in Gewissheit gesetzten Verschuldens nach dem Gutachten des Geheimenrats-Kollegii dem Befinden der Um-

stände nach auf eine andere geringer dotierte Stelle versetzt, vom Dienste und der Diensteinnahme auf längere Zeit suspendiert oder ganz aus dem Dienste entlassen werden. Die völlige Entlassung vom Richteramte kann nur durch Urteil und Recht verfügt werden.

In Hinsicht auf die untere Staatsdienerschaft kann bei deren Anstellung eine Kündignng des Dienstes vorbehalten, solche aber nie anders als vom Ministerio angewandt werden.

Suspension vom Dienste und von der Besoldung auf höchstens einen Monat und Disziplinarstrafen, die diese Grenzen nicht überschreiten, können von den höheren Verwaltungsbehörden gegen die ihnen untergebene Staatsdienerschaft verfügt werden.

§ 164. Diejenigen Staatsdiener, welche wegen Altersschwäche oder wegen anderer Gebrechen ihre Berufsobliegenheiten nicht mehr erfüllen können und daher in den Ruhestand versetzt werden, sollen eine angemessene Pension nach Massgabe ihrer Dienstjahre und ihrer Diensteinnahme erhalten.

§ 165. Keinem Zivil-Staatsdiener kann die nachgesuchte Entlassung versagt werden; jedoch muss er sich vor seinem wirklichen Austritte aus dem Dienste auf Verlangen seiner vorgesetzten Behörde aller ihm deshalb obliegenden Verbindlichkeiten vollständig entledigen.

Schluss.

Alle dem gegenwärtigen Staatsgrundgesetze entgegenstehenden Gesetze und Einrichtungen werden hiemit aufgehoben und ausser kraft gesetzt, und es soll dagegen dies Gesetz überall zur Anwendung kommen.

Abänderungen desselben können nur in Übereinstimmung des Königs und der allgemeinen Ständeversammlung des Königreichs getroffen und nur infolge eines auf zwei nach einander folgenden Diäten gefassten gleichmässigen Beschlusses angeordnet werden.

Auch ist zu solchen Veränderungen, mögen sie von der Regierung oder von den Ständen in Antrag gebracht werden, jederzeit erforderlich, dass in jeder Kammer der Ständeversammlung wenigstens die Anzahl von drei Viertel der zum regelmässigen Erscheinen verpflichteten Mitglieder anwesend ist, und wenigstens zwei Drittel der Anwesenden für die Veränderung stimmen.

Vorstehendes Grundgesetz soll durch die erste Abteilung der Gesetzsammlung bekannt gemacht werden.

Gegeben Windsor-Castle den 26. September des 1833. Jahres, Unseres Reichs im vierten.

William R.

L. v. Ompteda.

10. Schlussprotokoll der Wiener Konferenzen. 1834 Juni 12.

Ohne Art. (4) 5—13: Wichtige Urkunden für den Rechtszustand der deutschen Nation von J. L. Klüber. erläutert v. C. Welcker (1844); S. 373—393; Die Verhandlungen der Bundesversammlung von den revolutionären Bewegungen des J. 1830 . . . (1846) S. 287—310; Quellen und Aktenstücke zur deutschen Verfassungsgeschichte . . . zusammengestellt von Karl Weil (1850), S. 68 ff.; Auszugweise: Die deutschen Verfassungsgesetze der Gegenwart, hrsg. v. H. A. Zachariae (1855), S. 34 ff.; die Art. 3—14 entsprechen den Art. 1—12 der Urkunde über das Bundesschiedsgericht vom 30. Okt. 1834: v. Meyer's Staatsacten für Geschichte u. öffentl. Recht des deutschen Bundes. Fortsetz. zum 2. Teil (1840) S. 486 ff.

Die souveränen Fürsten und freien Städte Deutschlands haben in pflichtmässiger Fürsorge für die Erhaltung der durch die Bundesakte bestimmten und durch die Schlussakte ausgebildeten Verfassung des deutschen Bundes, wie für die durch diese Grundgesetze verbürgte Sicherung der landesherrlichen Autorität und der öffentlichen Ordnung und Ruhe in den einzelnen Bundesstaaten, endlich in dem festen Entschlusse, den in Deutschland bestehenden Rechtszustand gegen jeden Versuch zu dessen Verletzung durch alle in ihren Rechten wie in ihren Pflichten liegenden Mittel gewissenhaft zu bewahren, zur Beratschlagung über die zur Erreichung dieses gemeinsamen Zweckes von allen Regierungen gleichmässig festzuhaltenden Grundsätze und zu treffenden Massregeln nachstehende Bevollmächtigte ernannt, nämlich: etc. etc., welche zu Wien nach geschehener Auswechselung ihrer richtig befundenen Vollmachten in Kabinetskonferenzen zusammengetreten und zu einer einhelligen definitiven Vereinbarung über folgende Artikel gelangt sind:

Art. 1. Das im Art. 57 der Wiener Schlussakte anerkannte Grundprinzip des deutschen Bundes, gemäss welchem die gesamte Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staats vereinigt bleiben muss und der Souverän durch eine landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden kann, ist in seinem vollen Umfange unverletzt zu erhalten. Jede demselben widerstrebende, auf eine Teilung der Staatsgewalt abzielende Behauptung ist unvereinbar mit dem Staatsrechte der im deutschen Bunde vereinigten Staaten und kann bei keiner deutschen Verfassung in Anwendung kommen.

Die Regierungen werden demnach eine mit den Souveränetätsrechten unvereinbare Erweiterung ständischer Befugnisse in keinem Falle zugestehen.

Art. 2. Wenn Stände in der Absicht ihre Befugnisse zu erweitern, Zweifel über den Sinn einzelner Stellen der Verfassungsurkunden erregen sollten, so werden die Regierungen die den obigen Grundsätzen entsprechende Deutung aufrecht erhalten. Sollten die Stände sich bei dieser Deutung nicht beruhigen, so wird die betreffende Regierung den erhobenen Anstand auf den

im folgenden Artikel zur Entscheidung solcher Irrungen bezeichneten Wege zur Erledigung bringen.

Art. 3. Für den Fall, dass in einem Bundesstaate zwischen der Regierung und den Ständen über die Auslegung der Verfassung oder über die Grenzen der bei Ausübung bestimmter Rechte des Regenten den Ständen eingeräumten Mitwirkung, namentlich durch Verweigerung der zur Führung einer den Bundespflichten und der Landesverfassung entsprechenden Regierung erforderlichen Mittel Irrungen entstehen und alle verfassungsmässigen und mit den Gesetzen vereinbarlichen Wege zu deren genügenden Beseitigung ohne Erfolg eingeschlagen worden sind, verpflichten sich die Bundesglieder als solche gegen einander, ehe sie die Dazwischenkunft des Bundes nachsuchen, die Entscheidung solcher Streitigkeiten durch Schiedsrichter auf dem in den folgenden Artikeln bezeichneten Wege zu veranlassen.

Art. 4. Um das Schiedsgericht zu bilden, ernennt jede der siebzehn Stimmen des engern Rates der Bundesversammlung aus den von ihr repräsentierten Staaten von drei zu drei Jahren zwei durch Charakter und Gesinnung ausgezeichnete Männer, welche durch mehrjährigen Dienst hinlängliche Kenntnisse und Geschäftsbildung, der eine im juridischen, der andere im administrativen Fache, erprobt haben. Die erfolgten Ernennungen werden von den einzelnen Regierungen der Bundesversammlung angezeigt und von dieser, sobald die Anzeigen von allen siebzehn Stimmen eingegangen sind, öffentlich bekannt gemacht. Ebenso werden die durch freiwilligen Rücktritt, durch Krankheit oder Tod eines Spruchmannes vor Ablauf der bestimmten Zeit eintretenden Erledigungen von den Regierungen für die noch übrige Dauer der dreijährigen Frist sofort ergänzt.

Das Verhältnis dieser 34 Spruchmänner zu den Regierungen, welche sie ernannt haben, bleibt unverändert, und es giebt ihnen die Ernennung zum Spruchmann auf Gehalt oder Rang keinen Anspruch.

Art. 5. Wenn in dem Art. 3 bezeichneten Falle der Weg einer schiedsrichterlichen Entscheidung betreten wird, so erstattet die betreffende Regierung hievon Anzeige an die Bundesversammlung, und es werden aus der bekannt gemachten Liste der 34 Spruchmänner in der Regel sechs Schiedsrichter, und zwar drei von der Regierung und drei von den Ständen ausgewählt; die von der beteiligten Regierung ernannten Spruchmänner sind von der Wahl zu Schiedsrichtern für den gegebenen Fall ausgeschlossen, sofern nicht beide Teile mit deren Zulassung einverstanden sind. Es bleibt dem Übereinkommen beider Teile überlassen, sich auf die Wahl von zwei oder vier Schiedsrichtern zu beschränken oder deren Zahl auf acht auszudehnen.

Die gewählten Schiedsrichter werden von der betreffenden Regierung der Bundesversammlung angezeigt. Erfolgt in dem Falle der Vereinbarung über die Berufung an das Schiedsgericht,

und nachdem die Regierung den Ständen die Liste der Spruchmänner mitgeteilt hat, die Wahl der Schiedsrichter nicht binnen vier Wochen, so ernennt die Bundesversammlung die letzteren statt des säumigen Teiles.

Art. 6. Die Schiedsrichter werden von der Bundesversammlung mittelst ihrer Regierung von der auf sie gefallenen Ernennung in Kenntnis gesetzt und aufgefordert, einen Obmann aus der Zahl der übrigen Spruchmänner zu wählen; bei Gleichheit der Stimmen wird ein Obmann von der Bundesversammlung ernannt.

Art. 7. Die von der betreffenden Regierung bei der Bundesversammlung eingereichten Akten, in welchen die Streitfragen bereits durch gegenseitige Denkschriften oder auf andere Art festgestellt sein müssen, werden dem Obmann übersendet, welcher die Abfassung der Relation und Korrelation zwei Schiedsrichtern überträgt, deren einer aus den von der Regierung, der andere aus den von den Ständen erwählten zu nehmen ist.

Art. 8. Demnächst versammeln sich die Schiedsrichter einschliesslich des Obmannes an einem von beiden Teilen zu bestimmenden oder in Ermangelung einer Übereinkunft von der Bundesversammlung zu bezeichnenden Orte und entscheiden nach ihrem Gewissen und eigener Einsicht den streitigen Fall durch Mehrheit der Stimmen.

Art. 9. Sollten die Schiedsrichter zur Fällung des definitiven Spruches eine nähere Ermittelung oder Aufklärung von Thatsachen für unumgänglich notwendig erachten, so werden sie dies der Bundesversammlung anzeigen, welche die Ergänzung der Akten durch den Bundestagsgesandten der beteiligten Regierung bewirken lässt.

Art. 10. Sofern nicht in dem zuletzt bezeichneten Falle eine Verzögerung unvermeidlich wird, muss die Entscheidung spätestens binnen vier Monaten, von der Ernennung des Obmannes an gerechnet, erfolgen und bei der Bundesversammlung zur weitern Mitteilung an die beteiligte Regierung eingereicht werden.

Art. 11. Der schiedsrichterliche Ausspruch hat die Kraft und Wirkung eines austrägalgerichtlichen Erkenntnisses, und die bundesgesetzliche Exekutionsordnung findet hierauf ihre Anwendung.

Bei Streitigkeiten über die Ansätze eines Budgets insbesondere erstreckt sich diese Kraft und Wirkung auf die Dauer der Steuerbewilligungsperiode, welche das in Frage stehende Budget umfasst.

Art. 12. Sollten sich über den Betrag der durch das schiedsrichterliche Verfahren veranlassten, dem beteiligten Staate in ihrem ganzen Umfange zur Last fallenden Kosten Anstände ergeben, so werden diese durch Festsetzung von seiten der Bundesversammlung erledigt.

Art. 13. Das in den vorstehenden Art. 3—12 näher bezeichnete Schiedsgericht findet auch zur Schlichtung der in den *freien* Städten zwischen den Senaten und den verfassungsmässigen

bürgerlichen Behörden derselben sich etwa ergebenden Irrungen und Streitigkeiten analoge Anwendung.

Der 46. Artikel der Wiener Kongressakte vom Jahr 1815 inbetreff der Verfassung der freien Stadt Frankfurt erhält jedoch hierdurch keine Abänderung.

Art. 14. Da es den Mitgliedern des Bundes unbenommen bleibt, sich darüber einzuverstehen, dass die zwischen ihnen entstandenen Schwierigkeiten auf dem Wege des Art. 4 gebildeten Schiedsgerichtes ausgetragen werden, so wird die Bundesversammlung eintretenden Falles auf die hievon von den streitenden Bundesgliedern gleichzeitig gemachte Anzeige nach Massgabe der Art. 5—12 die Einleitung des schiedsrichterlichen Verfahrens veranlassen.

Art. 15. Stände können von ihren eigenen Beschlüssen oder von jenen einer früheren Ständeversammlung, wenn sie in verfassungsmässiger Form erfolgt und von der Regierung genehmigt sind, ohne deren Zustimmung mit rechtlicher Wirksamkeit nicht abgehen. Dies versteht sich auch von Beschlüssen, welche für einen ausdrücklich bestimmten Zeitraum gefasst sind, während der Dauer desselben.

Wo Landtagsabschiede üblich sind, werden die Regierungen in der bisherigen Form und Weise deren Abfassung keine Abänderung eintreten lassen, welche den landesherrlichen Rechten zum Nachteil gereichen könnte.

Art. 16. Verordnungen, welche von der Regierung vermöge der Regierungsgewalt in verfassungsmässiger Form erlassen worden sind, haben für die Unterthanen verbindliche Kraft und werden von ersterer mit Nachdruck gehandhabt werden.

Den etwa gegen solche Verordnungen gerichteten Kompetenzübergriffen der Gerichte werden die betreffenden Regierungen auf jede mit den Gesetzen vereinbare Weise standhaft begegnen.

Ein Nichtanerkennen solcher Verordnungen durch die Stände kann die Regierung in Handhabung derselben nicht hemmen, so lange die ständische Beschwerde nicht auf verfassungsmässigem Wege als begründet erkannt worden ist.

Überhaupt kann der Gang der Regierungen durch ständische Einsprüche, in welcher Form diese nur immer vorkommen mögen, nicht gestört werden, sondern dieselben haben ihre Erledigung stets im gesetzlichen Wege zu erwarten.

Die Regierungen werden in den Gesetzentwürfen, welche von ihrer Seite den Ständen vorgelegt werden, die eigentlich gesetzlichen Bestimmungen sorgfältig von eigentlichen Vollzugsbestimmungen trennen.

Art. 17. Die Regierungen werden nicht gestatten, dass die Stände über die Gültigkeit der Bundesbeschlüsse beraten und beschliessen.

Art. 18. Die Regierungen werden Ständeversammlungen,

welche die zur Handhabung der Bundesbeschlüsse vom 28. Juni 1832*) erforderlichen Leistungen verweigern, nach fruchtloser Anwendung aller gesetzlichen und verfassungsmässigen Mittel (und zwar nach Umständen mit Bezeichnung des Grundes) auflösen, und es soll ihnen in solchem Falle die Hülfe des Bundes nach Massgabe der Art. 25—27 der Schlussakte zugesichert sein.

---

*) *Diese Beschlüsse lauten* (vgl. Pölitz, die europ. Verfass. 2. Aufl. Bd. I, S. 35 f. = Pölitz, die Verfass. des teutschen Staatenbundes I, S. 35 f.):

I. Da nach dem Art. 57 der Wiener Schlussakte die gesamte Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staates vereinigt bleiben muss, und der Souverän durch eine landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden kann, so ist auch ein deutscher Souverän als Mitglied des Bundes zur Verwerfung einer hiermit in Widerspruch stehenden Petition der Stände nicht nur berechtigt, sondern die Verpflichtung zu dieser Verwerfung geht aus dem Zwecke des Bundes hervor.

II. Da gleichfalls nach dem Geiste des eben angeführten Art. 57 der Schlussakte und der hieraus hervorgehenden Folgerung, welche der Art. 58 ausspricht, keinem deutschen Souverän durch die Landstände die zur Führung einer den Bundespflichten und der Landesverfassung entsprechenden Regierung erforderlichen Mittel verweigert werden dürfen, so werden Fälle, in welchen ständische Versammlungen die Bewilligung der zur Führung der Regierung erforderlichen Steuern auf eine mittelbare oder unmittelbare Weise durch die Durchsetzung anderweiter Wünsche und Anträge bedingen wollten, unter diejenigen Fälle zu zählen sein, auf welche die Art. 25 und 26 der Schlussakte in Anwendung gebracht werden müssten.

III. Die innere Gesetzgebung der deutschen Bundesstaaten darf weder dem Zwecke des Bundes, wie solcher in dem Art. 2 der Bundesakte und in dem Art. 1 der Schlussakte ausgesprochen ist, irgend einen Eintrag thun, noch darf dieselbe der Erfüllung sonstiger bundesverfassungsmässiger Verbindlichkeiten gegen den Bund und namentlich der dahin gehörigen Leistung von Geldbeiträgen hinderlich sein.

IV. Um die Würde und Gerechtsame des Bundes und der den Bund repräsentierenden Versammlung gegen Eingriffe aller Art sicher zu stellen, zugleich aber in den einzelnen Bundesstaaten die Handhabung der zwischen den Regierungen und ihren Ständen bestehenden verfassungsmässigen Verhältnisse zu erleichtern, soll am Bundestage eine mit diesem Geschäfte besonders beauftragte Kommission vorderhand auf sechs Jahre ernannt werden, deren Bestimmung sein wird, insbesondere auch von den ständischen Verhandlungen in den deutschen Bundesstaaten fortdauerd Kenntnis

Diese Bestimmungen gelten auch für den Fall einer gänzlichen Verweigerung der Steuern.

Art. 19. Bedingungen, welche bei Bewilligung der zur Führung der Regierung erforderlichen Steuern nach Art. 2 des Bundesbeschlusses vom 28. Juni 1832 unzulässig sind, können auch unter der Benennung von Voraussetzungen oder unter irgend einer andern Form nicht geltend gemacht werden.

---

zu nehmen, die mit den Verpflichtungen gegen den Bund oder mit den durch die Bundesverträge garantierten Regierungsrechten in Widerspruch stehenden Anträge und Beschlüsse zum Gegenstande ihrer Aufmerksamkeit zu machen und der Bundesversammlung davon Anzeige zu thun, welche demnächst, wenn sie die Sache zu weitern Erörterungen geeignet findet, solche mit den dabei beteiligten Regierungen zu veranlassen hat. Nach Verlauf von sechs Jahren wird die Fortdauer der Kommission weiterer Vereinigung vorbehalten.

V. Da nach Art. 59 der Wiener Schlussakte da, wo Öffentlichkeit der landständischen Verhandlungen durch die Verfassung gestattet ist, die Grenze der freien Äusserung weder bei den Verhandlungen selbst noch bei deren Bekanntmachung durch den Druck auf eine die Ruhe des einzelnen Bundesstaates oder des gesamten Deutschlands gefährdende Weise überschritten werden darf und dafür durch die Geschäftsordnung gesorgt werden soll, so machen auch sämtliche Bundesregierungen, wie sie es ihren Bundesverhältnissen schuldig sind, sich gegen einander anheischig, zur Verhütung von Angriffen auf den Bund in den ständischen Versammlungen und zur Steuerung derselben, jede nach Massgabe ihrer innern Landesverfassung, die angemessenen Anordnungen zu erlassen und zu handhaben.

VI. Da die Bundesversammlung schon nach dem Art. 17 der Schlussakte berufen ist, zur Aufrechthaltung des wahren Sinnes der Bundesakte und der darin enthaltenen Bestimmungen, wenn über deren Auslegung Zweifel entstehen sollte, dem Bundeszwecke gemäss zu erklären, so versteht es sich von selbst, dass zu einer Auslegung der Bundes- und der Schlussakte mit rechtlicher Wirkung auch nur allein und ausschliessend der deutsche Bund berechtigt ist, welcher dieses Recht durch sein verfassungsmässiges Organ, die Bundesversammlung, ausübt.

In Beziehung auf den Missbrauch der periodischen Presse sieht die Bundesversammlung dem Vortrage ihrer in der 14. diesjährigen Sitzung gewählten Kommission wegen Einführung gleichförmiger Verfügungen hinsichtlich der Presse entgegen, um hierauf einen endlichen Beschluss fassen zu können, und sie erwartet mit Vertrauen von dem Eifer der Kommission, dass sie die ihr übertragene Aufgabe in dem Sinne obiger Proposition baldigst lösen werde.

Art. 20. Das Recht der Steuerbewilligung ist nicht gleichbedeutend mit dem Rechte, das Staatsausgabenbudget zu regeln. Die Regierungen werden diesen Unterschied bei den Verhandlungen über das Budget genau im Auge behalten und die durch die einzelnen Landesverfassungen gezogenen Grenzen mit gehöriger Sorgfalt für die erforderlichen Dispositions- und Reservefonds strenge beobachten lassen.

Aus diesem Unterschiede folgt, dass Ständen das Recht, einzelne innerhalb des Betrages der im allgemeinen bestimmten Etatssummen vorkommende Ausgabeposten festzusetzen oder zu streichen, nicht zusteht, insofern ihre Zustimmung dazu nicht ausdrücklich durch Verfassungen oder Gesetze vorbehalten ist.

Werden bereits erfolgte Ausgaben (worunter in jenen Staaten, deren Stände in zwei Kammern geteilt sind, immer beide Kammern verstanden werden) nicht anerkannt oder gestrichen, so könnnen letztere zwar eine Verwahrung für künftige Fälle einlegen oder nach Umständen einen andern nach der Verfassung jedes Landes zulässigen Weg einschlagen; es können aber dergleichen als wirklich verausgabt nachgewiesene Summen nicht als effektive Kassenvorräte von den Ständen in Anschlag gebracht werden.

Die Frage über die Rechtmässigkeit einer erweislich erfolgten Ausgabe wird auf verfassungsmässigem Wege entschieden, und wenn diese Entscheidung verneinend ausfällt, so steht nur der kompetenten landesherrlichen Behörde und nicht den Ständen der Ausspruch über die Ersatzverbindlichkeit zu.

Art. 21. Damit die Beratung der Stände über das Budget in der nötigen Frist um so gewisser beendet werden könne, werden die Regierungen die Stände zu rechter Zeit einberufen und denselben das Budget in der Regel beim Beginn der Sitzungen vorlegen.

Sollte die Erledigung der Budgetfrage nicht auf irgend einem gesetzlichen oder durch freies Übereinkommen bestimmten Wege vor Ablauf der gesetzlichen Steuerbewilligungsperiode zu bewirken gewesen sein, so wollen die beteiligten Regierungen die Entscheidung der streitig gewordenen Punkte durch ein nach den Bestimmungen des Art. 3 zu bildendes Schiedsgericht so zeitig einleiten, dass die Entscheidung jedenfalls binnen sechs Monaten vom Ablauf der letzten Steuerbewilligungsperiode an erteilt werden kann.

Würden sich die Stände auch zu einer einstweiligen, den Fortgang des Staatshaushaltes bis zur Entscheidung sichernden Steuerbewilligung nicht verstanden haben oder sich einem schiedsrichterlichen Ausspruche gar nicht unterwerfen wollen, während die Regierung den obenerwähnten Bestimmungen nachgekommen ist, so steht letzterer das Recht zu, die zur Erfüllung der Bundespflicht und zur Führung einer der Landesverfassung entsprechenden geordneten Verwaltung erforderlichen Steuern fortzuerheben, ohne jedoch, den Fall ausserordentlicher Bundesleistungen oder anderer ausserordentlicher und dringender Ereignisse ausgenommen, den Betrag der letzten Steuerbewilligung zu überschreiten, und

der Bund wird nötigenfalls die Bundeshülfe nach Art. 25 und 26 der Schlussakte und Art. 2 des Bundesbeschlusses vom 28. Juni 1832 eintreten lassen.

Art. 22. Die verbündeten Souveräne werden sich bemühen, zu bewirken, dass da, wo das Einkommen des Regenten nicht verfassungsmässig auf andere Weise gesichert ist, die Zivillisten auf Domanialgefälle gegründet und jedenfalls in der Art mit den Ständen fixiert werden, dass sie sowohl während der Lebenszeit des Regenten als bei einem neuen Regierungsantritte nicht ohne des Landesherrn Einwilligung vermindert, aber auch nicht ohne Zustimmung der Stände erhöht werden können.

Art. 23. Man wird den Grundsatz festhalten, dass Staatsbeamte zu ihrem Eintritt in ständische Kammern der Genehmigung des Landesherrn bedürfen.

Art. 24. Die Regierungen werden einer Beeidigung des Militärs auf die Verfassung nirgends und zu keiner Zeit stattgeben.

Art. 25. Die Regierungen werden zur Bewirkung eines gleichförmigen und kräftigen Vollzugs des Art. 5 des Bundesbeschlusses vom 28. Juni 1832 und der demselben vorausgegangenen Vorschriften der Schlussakte inbetreff der Öffentlichkeit landständischer Verhandlungen, in so weit nicht durch die bestehenden Geschäftsordnungen bereits genügend vorgesorgt ist, die nötigen Anordnungen treffen und zu diesem Ende ihre den Ständesitzungen beiwohnenden Kommissäre mit den geeigneten Instruktionen versehen.

Art. 26. Man wird insbesondere darüber wachen, dass die Präsidenten der ständischen Kammern nicht verabsäumen, die Redner wegen Missbrauch des Wortes (sei es zu Angriffen auf den Bund oder einzelne Bundesregierungen, sei es zur Verbreitung die rechtmässige Staatsordnung untergrabender oder ruhestörender Grundsätze und Lehren) zur Ordnung zu verweisen und nötigenfalls die weiteren verfassungsmässigen Einschreitungen veranlassen. Sollte eine Ständeversammlung in ihrer Mehrheit solche ahndungswürdige Ausfälle einzelner Mitglieder billigen oder denselben nicht entgegentreten, so werden die Regierungen nach erfolgloser Anwendung anderer ihnen zu Gebote stehender Mittel, die Vertagung und selbst die Auflösung der Kammern unter ausdrücklicher Anführung des Grundes verfügen.

Art. 27. Jedesmal, wenn die Beratung in öffentlicher Sitzung über die Mittel zur Ausführung von Bundesbeschlüssen, insoweit ständische Mitwirkung dazu verfassungsmässig nötig ist, von nachteiligem Einflusse auf die Bundesverhältnisse oder auf die auswärtige Politik des deutschen Bundes sein könnte, werden die Regierungen auf geeignetem Wege dahin wirken, dass die öffentlichen Sitzungen in geheime verwandelt werden.

Art. 28. Um die zur Erhaltung der Ruhe Deutschlands übernommenen gegenseitigen Verpflichtungen einer wachsamen und strengen Aufsicht über die in den verbündeten Staaten erscheinenden Zeitungen, Zeit- und Flugschriften in gleichem Sinne voll-

ständig zu erfüllen und die dem provisorischen Pressgesetze gemäss bestehende Zensur auf die zweckmässigste Weise gleichförmig zu handhaben, werden die Regierungen

1) das Zensoramt nur Männern von erprobter Gesinnung und Fähigkeit übertragen und diesen eine dem ehrenvollen Vertrauen, welches dasselbe voraussetzt, entsprechende Stellung, sei es in selbständiger Eigenschaft oder in Verbindung mit anderen angesehenen Ämtern, sichern;
2) den Zensoren bestimmte Instruktionen erteilen;
3) Zensurlücken nirgends dulden;
4) in denjenigen Bundesstaaten, in welchen nicht durch die Verfassung oder durch die Landesgesetze anderweit Fürsorge getroffen ist, wird unbeschadet dessen, was im § 6*) des pro-

---

*) *Derselbe lautet:* Damit jedoch auch die durch gegenwärtigen Beschluss beabsichtigte allgemeine und wechselseitige Gewährleistung der moralischen und politischen Unverletzlichkeit der Gesamtheit und aller Mitglieder des Bundes nicht auf einzelnen Punkten gefährdet werden könne, so soll in dem Falle, wo die Regierung eines Bundesstaates sich durch die in einem anderen Bundesstaate erscheinenden Druckschriften verletzt glaubte und durch freundschaftliche Rücksprache oder diplomatische Korrespondenz zu einer vollständigen Befriedigung und Abhilfe nicht gelangen könnte, derselben ausdrücklich vorbehalten bleiben, über dergleichen Schriften Beschwerde bei der Bundesversammlung zu führen, letztere aber sodann gehalten sein, die angebrachte Beschwerde kommissarisch untersuchen zu lassen und, wenn dieselbe gegründet befunden wird, die unmittelbare Unterdrückung der in Rede stehenden Schrift, auch wenn sie zur Klasse der periodischen gehört, aller ferneren Fortsetzung derselben durch einen entscheidenden Ausspruch zu verfügen. Die Bundesversammlung soll ausserdem befugt sein, die zu ihrer Kenntnis gelangenden, unter der Hauptbestimmung des § 1 begriffenen Schriften, in welchem deutschen Staate sie auch erscheinen mögen, wenn solche nach dem Gutachten einer von ihr ernannten Kommission der Würde des Bundes, der Sicherheit einzelner Bundesstaaten oder der Erhaltung des Friedens und der Ruhe in Deutschland zuwiderlaufen, ohne vorhergegangene Aufforderung aus eigener Autorität durch einen Ausspruch, von welchem keine Appellation stattfindet, zu unterdrücken, und die betreffenden Regierungen sind verpflichtet, diesen Ausspruch zu vollziehen.

Der hier angezogene § 1 lautet: So lange als der gegenwärtige Beschluss in Kraft bleiben wird, dürfen Schriften, die in der Form täglicher Blätter oder heftweise erscheinen, desgleichen solche, die nicht über zwanzig Bogen im Drucke stark sind, in keinem deutschen Bundesstaate ohne Vorwissen und vorgängige Genehmhaltung der Landesbehörden zum Druck befördert werden.

visorischen Pressgesetzes vom Jahre 1819 verfügt ist, eine höhere Behörde mit den Funktionen eines Ober-Zensur-Kollegii beauftragt werden, um als solches teils über die pflichtmässige Erfüllung der Obliegenheiten der Zensoren zu wachen, teils auch die Beschwerden der Schriftsteller über das Verfahren und die Ansprüche der Zensoren zu erledigen.

Art. 29. Von den Nachteilen einer übermässigen Anzahl politischer Tageblätter überzeugt, werden die Regierungen auf eine allmählig herbeizuführende Verminderung solcher Blätter, soweit dieses ohne Kränkung erworbener Rechte thunlich ist, bedachtnehmen.

Art. 30. Kraft der ihnen zustehenden oberpolizeilichen Aufsicht werden die Regierungen die Herausgabe neuer politischer Tageblätter ohne die vorgängige Einwirkung diesfallsiger Konzession nicht gestatten. Es wird diese nur mit Rücksicht auf vorstehenden Artikel 29 nach gewonnener Überzeugung von der Befähigung des Redakteurs und mit der Klausel völlig uneingeschränkter Widerruflichkeit erteilt werden.

Art. 31. Das in einem Bundesstaate einer Druckschrift von einem Zensor erteilte Imprimatur befreit diese Schrift nicht von den in anderen Bundesländern bestehenden Aufsichtsregeln.

Art. 32. Die Bestimmungen des Bundesbeschlusses vom 5. Juli 1832, betreffend die Zulassung der ausserhalb des Bundesgebietes in deutscher Sprache erscheinenden Zeit- und nicht über 20 Bogen betragenden Druckschriften politischen Inhalts, sollen fortwährend streng vollzogen werden.

Rücksichtlich der in fremden Sprachen erscheinenden Zeitungen vereinigen sich die Regierungen zu der Bestimmung, dass Abonnements auf dieselben von den Postämtern nur nach einem von der Regierung genehmigten Verzeichnisse solcher Blätter angenommen werden dürfen. Die auf diese Weise nicht zugelassenen Zeitungen dürfen zwar von einzelnen verschrieben, aber nicht öffentlich ausgelegt werden.

Art. 33. Es wird auf geeignetem Wege dafür Sorge getragen werden, dass beim Drucke der ständischen Protokolle, wo solcher stattfindet, alle jene Äusserungen hinweggelassen werden, welche nach Bestimmung des Art. 26 eine Verweisung zur Ordnung veranlasst haben. Wenn die ständischen Protokolle in Zeitungen oder sonstigen periodischen Schriften abgedruckt werden, so unter-

---

Schriften, die nicht in eine der hier namhaft gemachten Klassen gehören, werden fernerhin nach den in den einzelnen Bundesstaaten erlassenen oder noch zu erlassenden Gesetzen behandelt. Wenn dergleichen Schriften aber irgend einem Bundesstaate Anlass zur Klage geben, so soll diese Klage im Namen der Regierung, an welche sie gerichtet ist, nach den in den einzelnen Bundesstaaten bestehenden Formen gegen die Verfasser oder Verleger der dadurch betroffenen Schrift erledigt werden.

liegt dieser Abdruck allen für die Redaktion, Zensur und Beaufsichtigung dieser letztern bestehenden Vorschriften. Gleiches gilt von der auszugsweisen Bekanntmachung ständischer Verhandlungen in periodischen Blättern.

Art. 34. Die beaufsichtigenden Behörden und die Zensoren der Zeitblätter werden angewiesen werden, auch inbetreff der Aufnahme der faktischen Umstände anderer deutschen Ständeversammlungen mit gleicher Umsicht und nach denselben Regeln wie bei jener des eigenen Staates zu verfahren.

Art. 35. Da, wo Öffentlichkeit gerichtlicher Verhandlungen in Strafsachen besteht, wollen die Regierungen der Bekanntmachung dieser letztern durch den Druck nur unter Beobachtung solcher mit den Gesetzen vereinbarten Vorsichtsmassregeln stattgeben, durch welche eine nachteilige Einwirkung auf öffentliche Ruhe und Ordnung verhütet werden kann.

Art. 36. Die Regierungen vereinbaren sich dahin, dass der Nachdruck im Umfange des ganzen Bundesgebiets zu verbieten und das schriftstellerische Eigentum nach gleichförmigen Grundsätzen festzustellen und zu schützen sei.

Art. 37. Es soll am Bundestage eine Kommission ernannt werden, um in Erwägung zu ziehen, inwiefern über die Organisation des deutschen Buchhandels ein Übereinkommen sämtlicher Bundesglieder zu treffen sei.

Zu diesem Ende werden die Regierungen geachtete Buchhändler ihrer Staaten über diesen Gegenstand vernehmen und die Ergebnisse dieser Begutachtung an die Bundestagskommission gelangen lassen.

Art. 38. Damit die nach Bundesbeschluss vom 20. September 1819 für die Universitäten bestellten landesherrlichen Bevollmächtigten ihre Obliegenheiten mit gesichertem Erfolge ausüben können, werden sich die Regierungen die denselben erteilten Instruktionen nach vorgenommener Revision gegenseitig durch den Weg der Bundesversammlung mitteilen und solche zur Erzielung möglichster Gleichförmigkeit in ihren Anordnungen auf den verschiedenen Universitäten benützen.

Art. 39. Privatdozenten werden auf den Universitäten nur zugelassen, wenn sie mindestens die für die Kandidaten des öffentlichen Dienstes in dem erwählten Fache vorgeschriebene Prüfung und diese mit Auszeichnung bestanden haben; die Regierungen werden übrigens, sofern die bestehenden Einrichtungen es zulassen, darauf bedachtnehmen, dass diejenigen, welche in Wissenschaften, deren Studium zur Vorbereitung auf den Staatsdienst gehört, Unterricht erteilen wollen, sich vorher auf dem für den wirklichen Dienst vorgezeichneten Vorbereitungswege mit den Geschäften bekannt machen.

Die venia legendi wird nur mit Genehmigung der der Universität vorgesetzten Behörde und stets widerruflich erteilt werden.

Kein Studierender wird an derselben Universität, auf welcher

er studiert hat, vor Ablauf von zwei Jahren nach seinem Abgange von dort als Privatdozent zugelassen werden.

Art. 40. Kein akademischer Lehrer soll ohne Genehmigung der vorgesetzten Behörde Vorlesungen über Wissenschaften halten, die einer andern Fakultät als der seinigen angehören.

Es wird da, wo es noch nicht geschehen ist, die Einrichtung getroffen werden, dass die Honorare für die Vorlesungen von den Studierenden nicht unmittelbar an die Professoren bezahlt, sondern durch einen von der Universitätsbehörde ernannten Einnehmer erhoben und von diesem den Lehrern ausgehändigt werden.

Art. 41. Die Regierungen werden sich vereinigen, die Ferien an den Universitäten dem Anfangs- und Endtermine nach möglichst übereinstimmend zu ordnen.

Den Studierenden soll übrigens ausser den Ferien in der Regel keine Erlaubnis zu Reisen erteilt werden und ausnahmsweise nur dann, wenn die Eltern oder deren Stellvertreter sowohl der Zeit als den bestimmt anzugebenden Gegenden nach die Reise genehmigen, oder der Nachsuchende dringende Motive zu einer Reise glaubwürdig darthun kann.

Es soll Studierenden, welche an geheimen Verbindungen teilgenommen oder sich einer tadelhaften Aufführung schuldig gemacht haben, auch während der Ferien nur die Reise nach ihrer Heimat gestattet und die Reiseroute womöglich nicht über eine Universitätsstadt gerichtet werden.

§ 42. Die Regierungen werden auf ihren Universitäten für die Immatrikulation eine eigene Kommission niedersetzen, welcher der ausserordentliche Regierungsbevollmächtigte oder ein von der Regierung dazu ernannter Stellvertreter desselben beiwohnen wird.

Alle Studierenden sind verbunden, sich bei dieser Kommission innerhalb zwei Tagen nach ihrer Ankunft zur Immatrikulation zu melden. Acht Tage nach dem vorschriftmässigen Beginnen der Vorlesungen darf ohne Genehmigung der von den Regierungen hierzu bestimmten Behörde keine Immatrikulation mehr stattfinden. Diese Genehmigung wird insbesondere alsdann erfolgen, wenn ein Studierender die Verzögerung seiner Anmeldung durch Nachweisung gültiger Verhinderungsgründe zu entschuldigen vermag.

Auch die auf einer Universität bereits immatrikulierten Studierenden müssen sich beim Anfange eines jeden Semesters in den zur Immatrikulation angesetzten Stunden bei der Kommission melden und sich über den inzwischen gemachten Aufenthalt ausweisen.

Art. 43. Ein Studierender, welcher um die Immatrikulation nachsucht, muss der Kommission vorlegen:

1) wenn er das akademische Studium beginnt, ein Zeugnis seiner wissenschaftlichen Vorbereitung zu demselben und seines sittlichen Betragens, wie solches durch die Gesetze des Landes, dem er angehört, vorgeschrieben ist. Wo noch keine Verordnungen hierüber bestehen, werden sie erlassen werden.

Die Regierungen werden einander von ihren über diese Zeugnisse erlassenen Gesetzen durch deren Mitteilung an die Bundesversammlung in Kenntnis setzen.

2) Wenn der Studierende sich von einer Universität auf eine andere begeben hat, auch von jeder früher besuchten ein Zeugnis des Fleisses und sittlichen Betragens.

3) Wenn er die akademischen Studien eine Zeit lang unterbrochen hat, ein Zeugnis über sein Betragen von der Obrigkeit des Orts, wo er sich im letzten Jahre längere Zeit aufgehalten hat, in welchem zugleich zu bemerken ist, dass von ihm eine öffentliche Lehranstalt nicht besucht sei.

Pässe und Privatzeugnisse genügen nicht. Doch kann bei solchen, welche aus Orten ausser Deutschland kommen, hierin einige Nachsicht stattfinden.

4) Jedenfalls bei solchen Studierenden, die einer väterlichen oder vormundschaftlichen Gewalt noch unterworfen sind, ein obrigkeitlich beglaubigtes Zeugnis der Eltern oder derer, welche ihre Stelle vertreten, dass der Studierende von ihnen auf die Universität, wo er aufgenommen zu werden verlangt, gesandt sei.

Diese Zeugnisse sind von der Immatrikulationskommission nebst dem Passe des Studierenden bis zu seinem Abgange aufzubewahren.

Ist alles gehörig beobachtet, so erhält der Studierende die gewöhnliche Matrikel; die Regierungen der Bundesstaaten werden aber Verfügung treffen, dass diese in keinem derselben statt eines Passes angenommen werden kann.

Art. 44. In den Zeugnissen über das Betragen sind die etwa erkannten Strafen nebst der Ursache derselben aufzuführen, und zwar in allen Fällen, wo irgend eine Strafe wegen verbotener Verbindungen erkannt ist. Die Anführung der Bestrafung wegen anderer nicht erheblicher Kontraventionen kann nach dem Ermessen der Behörde entweder ganz unterbleiben oder nur im allgemeinen angedeutet werden. In allen Zeugnissen ist (womöglich mit Angabe des Grundes) zu bemerken, ob der Inhaber der Teilnahme an verbotenen Verbindungen verdächtig geworden sei oder nicht.

Jeder ist verpflichtet, um diese Zeugnisse so zeitig nachzusuchen, dass er sie bei der Immatrikulation vorzeigen kann, und die Behörden sind gehalten, solche ohne Aufenthalt auszufertigen falls nicht Gründe der Verweigerung vorliegen, welche auf Verlangen des Studierenden bescheinigt werden müssen. Gegen die Verweigerung kann er den Rekurs an die Oberbehörde nehmen.

Kann ein Studierender bei dem Gesuche um Immatrikulation die erforderlichen Zeugnisse nicht vorlegen, verspricht er jedoch deren Nachlieferung, so kann er nach dem Ermessen der Immatrikulationskommission vorerst ohne Immatrikulation auf die akademischen Gesetze verpflichtet und zum Besuche der Kollegien zu-

gelassen werden. Von seiten der Universität soll aber sofort an die Behörde, welche die Zeugnisse auszustellen oder zu beglaubigen hat, um Nachricht geschrieben werden, welche von derselben ohne Aufenthalt zu erteilen ist.

Art. 45. Die Immatrikulation ist zu verweigern,

1) wenn ein Studierender sich zu spät dazu meldet und sich nicht genügend entschuldigen kann (Art. 42);
2) wenn er die erforderlichen Zeugnisse nicht vorlegen kann. Erfolgt auf Erkundigung von seiten der Universität längstens binnen vier Wochen, vom Abgangstage des Schreibens an gerechnet, keine Antwort, oder wird die Erteilung eines Zeugnisses, aus welchem Grunde es auch sei, verweigert (Art. 43, 44), so muss der Angekommene in der Regel sofort die Universität verlassen, wenn die Regierung sich nicht aus besonderen rücksichtswürdigen Gründen bewogen findet, ihm den Besuch der Kollegien unter der in vorstehendem Artikel enthaltenen Beschränkung noch auf eine bestimmte Zeit zu gestatten. Auch bleibt ihm unbenommen, wenn er später mit den erforderlichen Zeugnissen versehen ist, sich wieder zu melden.
3) Wenn der Ankommende von einer anderen Universität mittelst des consilium abeundi weggewiesen ist. Ein solcher kann von einer andern Universität nur dann wieder aufgenommen werden, wenn die Regierung dieser Universität nach vorgängiger notwendiger, mittelst des Regierungsbevollmächtigten zu pflegender Rücksprache mit der Regierung der Universität, welche die Wegweisung verfügt hat, es gestattet. Zu der Aufnahme eines Relegierten ist nebstdem die Einwilligung der Regierung des Landes, dem er angehört, erforderlich.
4) Wenn sich gegen den Ankommenden ein dringender Verdacht ergiebt, dass er einer verbotenen Verbindung angehört, und er sich von demselben auf eine befriedigende Weise nicht zu reinigen vermag.

Die Regierungskommissarien werden darüber wachen, dass die Universitäten jede Wegweisung eines Studierenden von der Universität nebst der genau zu bezeichnenden Ursache und einem Signalement des Weggewiesenen sich gegenseitig mitteilen, zugleich aber auch die Eltern des Weggewiesenen oder deren Stellvertreter davon benachrichtigen.

Art. 46. Jedem Studierenden werden vor der Immatrikulation die Vorschriften der §§ 3 und 4 des Bundesbeschlusses vom 20. September 1819*) über die in Ansehung der Universitäten zu

---

*) *Dieselben lauten:*

§ 3. Die seit langer Zeit bestehenden Gesetze gegen geheime oder nicht autorisierte Verbindungen auf den Universitäten sollen in ihrer ganzen Kraft und Strenge aufrecht erhalten und insbesondere auf den seit einigen Jahren gestifteten, unter dem

ergreifenden Massregeln, sowie die Bestimmungen der hier folgenden §§ in einem wörtlichen Abdrucke eingehändigt, welcher sich mit folgendem Revers schliesst:

„Ich Endesunterzeichneter verspreche mittelst meiner Namensunterschrift auf Ehre und Gewissen:

1) dass ich an keiner verbotenen oder unerlaubten Verbindung der Studierenden, insbesondere an keiner burschenschaftlichen Verbindung, welche Namen dieselbe auch führen mag, teilnehmen, auch an dergleichen Verbindungen in keiner Beziehung näher oder entfernter mich anschliessen noch solche auf irgend eine Art befördern werde;
2) dass ich weder zu den Zwecken gemeinschaftlicher Beratschlagungen über die bestehenden Gesetze und Einrichtungen des Landes noch zu jenem der wirklichen Auflehnung gegen obrigkeitliche Massregeln mit andern mich vereinigen werde.

Insbesondere erkläre ich mich verpflichtet, den Forderungen, welche die diesem Reverse vorgedruckten Bestimmungen enthalten, stets nachzukommen, widrigenfalls aber mich allen gegen deren Übertreter daselbst ausgesprochenen Strafen und nachteiligen Folgen unweigerlich zu unterwerfen."

Erst nachdem dieser Revers unterschrieben worden ist, findet die Immatrikulation statt. Wer diese Unterschrift verweigert, ist sofort und ohne alle Nachsicht von der Universität zu verweisen.

Art. 47. Vereinigungen der Studierenden zu wissenschaftlichen oder geselligen Zwecken sind unter den von den Regierungen festzusetzenden Bedingungen erlaubt. Alle andern Ver-

---

Namen der allgemeinen Burschenschaft bekannten Verein um so bestimmter ausgedehnt werden, als diesem Verein die schlechterdings unzulässige Voraussetzung einer fortdauernden Gemeinschaft und Korrespondenz zwischen den verschiedenen Universitäten zu Grunde liegt. Den Regierungs-Bevollmächtigten soll in Ansehung dieses Punktes eine vorzügliche Wachsamkeit zur Pflicht gemacht werden. Die Regierungen vereinigen sich darüber, dass Individuen, die nach Bekanntmachung des gegenwärtigen Beschlusses erweislich in geheimen oder nicht autorisierten Verbindungen geblieben oder in solche getreten sind, bei keinem öffentlichen Amte zugelassen werden sollen.

§ 4. Kein Studierender, der durch einen von dem Regierungs-Bevollmächtigten bestätigten oder auf dessen Antrag erfolgten Beschluss eines akademischen Senats von einer Universität verwiesen worden ist, oder der, um einem solchen Beschlusse zu entgehen, sich von der Universität entfernt hat, soll auf einer anderen Universität zugelassen, auch überhaupt kein Studierender ohne ein befriedigendes Zeugnis seines Wohlverhaltens auf der von ihm verlassenen Universität von irgend einer anderen Universität aufgenommen werden.

bindungen der Studierenden sowohl unter sich als mit sonstigen geheimen Gesellschaften sind als verboten zu betrachten.

Art. 48. Die Teilnahme an verbotenen Verbindungen soll unbeschadet der in einzelnen Staaten bestehenden strengeren Bestimmungen nach folgenden Abstufungen bestraft werden:

1) Die Stifter einer verbotenen Verbindung und alle diejenigen, welche andere zum Beitritt verleitet oder zu verleiten gesucht haben, sollen niemals mit blosser Karzerstrafe, sondern jedenfalls mit dem consilio abeundi oder nach Befinden mit der Relegation, die den Umständen nach zu schärfen ist, belegt werden.

2) Die übrigen Mitglieder solcher Verbindungen sollen mit strenger Karzerstrafe, bei wiederholter oder fortgesetzter Teilnahme aber, wenn schon eine Strafe wegen verbotener Verbindungen vorangegangen ist oder andere Verschärfungsgründe vorliegen, mit der Unterschrift des consilii abeundi oder dem consilio abeundi selbst oder bei besonders erschwerenden Umständen mit der Relegation, die dem Befinden nach zu schärfen ist, belegt werden.

3) Insofern aber eine Verbindung mit Studierenden anderer Universitäten zu Beförderung verbotener Verbindungen Briefe wechselt oder durch Deputierte kommuniziert, so sollen alle diejenigen Mitglieder, welche an dieser Korrespondenz einen thätigen Anteil genommen haben, mit der Relegation bestraft werden.

4) Auch diejenigen, welche, ohne Mitglieder der Gesellschaft zu sein, dennoch für die Verbindung thätig gewesen sind, sollen nach Befinden der Umstände nach obigen Strafabstufungen bestraft werden.

5) Wer wegen verbotener Verbindungen bestraft wird, verliert nach Umständen zugleich die akademischen Benefizien, die ihm aus öffentlichen Fondskassen oder von Städten, Stiftern aus Kirchenregistern etc. verliehen sein möchten, oder deren Genuss aus irgend einem andern Grunde an die Zustimmung der Staatsbehörden gebunden ist. Desgleichen verliert er die seither etwa genossene Befreiung bei Bezahlung der Honorarien für Vorlesungen.

6) Wer wegen verbotener Verbindungen mit dem consilio abeundi belegt ist, dem kann die zur Wiederaufnahme auf eine Universität erforderliche Erlaubnis (Art. 45 Nr. 3) vor Ablauf von sechs Monaten, und dem, der mit der Relegation bestraft ist, vor Ablauf eines Jahres nicht erteilt werden.

Sollte die eine oder andere Strafe teils wegen verbotener Verbindungen, teils wegen anderer Vergehen erkannt werden, und das inbetreff verbotener Verbindungen zur Last fallende Verschulden nicht so gross gewesen sein, dass deshalb allein auf Wegweisung erkannt worden sein würde, so sind die oben bezeichneten Zeiträume auf die Hälfte beschränkt.

7) Bei allen in den akademischen Gesetzen des betreffenden Staates erwähnten Vergehungen der Studierenden ist bei dem Dasein von Indizien nachzuforschen, ob dazu eine verbotene Verbindung näheren oder entfernteren Anlass gegeben habe. Wenn dies der Fall ist, so soll es als erschwerender Umstand angesehen werden.

8) Dem Gesuche um Aufhebung der Strafe der Wegweisung von einer Universität in den Fällen und nach Ablauf der festgesetzten Zeit, wo Begnadigung stattfinden kann (Nr. 6 oben), wollen die Regierungen niemals willfahren, wenn der Nachsuchende nicht glaubhaft darthut, dass er die Zeit der Verweisung von der Universität nützlich verwendet, sich eines untadeligen Lebenswandels beflissen hat und keine glaubhaften Anzeigen, dass er an verbotenen Verbindungen teilgenommen, vorliegen.

Art. 49. Die Mitglieder einer burschenschaftlichen oder einer auf politische Zwecke unter irgend einem Namen gerichteten unerlaubten Verbindung trifft (vorbehaltlich der etwa zu verhängenden Kriminalstrafen) geschärfte Relegation. Ausserdem sollen dieselben so wenig zum Zivildienste als zu einem kirchlichen oder Schulamte, zu einer akademischen Würde, zur Advokatur, zur ärztlichen oder chirurgischen Praxis innerhalb der Staaten des deutschen Bundes zugelassen werden.

Würde sich eine Regierung durch besonders erhebliche Gründe bewogen finden, eine gegen einen ihrer Unterthanen wegen Verbindungen der bezeichneten Art erkannte Strafe im Gnadenwege zu mildern oder nachzulassen, so wird dieses nie ohne sorgfältige Erwägung aller Umstände, ohne Überzeugung von dem Austritte des Verirrten aus jeder gesetzwidrigen Verbindung und ohne Anordnung der erforderlichen Aufsicht geschehen.

Art. 50. Die Regierungen werden das Erforderliche verfügen, damit in Fällen, wo politische Verbindungen der Studierenden auf Universitäten vorkommen, sämtliche übrigen Universitäten alsbald hiervon benachrichtigt werden.

Art. 51. Bei allen mit akademischen Strafen zu belegenden Gesetzwidrigkeiten bleibt die Kriminalbestrafung nach Beschaffenheit der verübten gesetzwidrigen That und insbesondere auch dann vorbehalten, wenn die Zwecke einer Verbindung der Studierenden oder die infolge derselben begangenen Handlungen die Anwendung härterer Strafgesetze notwendig machen.

Art. 52. Wer gegen eine Universität, ein Institut, eine Behörde oder einen akademischen Lehrer eine sogenannte Verrufserklärung direkt oder indirekt unternimmt, soll von allen deutschen Universitäten ausgeschlossen sein, und es soll diese Ausschliessung öffentlich bekannt gemacht werden. Diejenigen, welche die Ausführung solcher Verrufserklärungen vorsätzlich befördern, werden nach den Umständen mit dem consilio abeundi oder mit der Relegation bestraft werden, und es wird in Ansehung ihrer Auf-

nahme auf einer anderen Universität dasjenige stattfinden, was oben Art. 48 Nr. 6 bestimmt ist.

Gleiche Strafe, wie den Beförderer vorgedachter Verrufserklärungen, wird diejenigen Studierenden treffen, welche sich Verrufserklärungen gegen Privatpersonen erlauben oder daran teilnehmen.

Der Landesgesetzgebung bleibt die Bestimmung überlassen, in wie weit Verrufserklärungen ausserdem als Injurien zu behandeln seien.

Art. 53. Jeder, der auf einer Universität studiert hat und in Staatsdienste treten will, ist verpflichtet, bei dem Abgange von der Universität sich mit einem Zeugnisse über die Vorlesungen, welche er besucht hat, über seinen Fleiss und seine Aufführung zu versehen. Ohne die Vorlage dieser Zeugnisse wird keiner in einem deutschen Bundesstaate zu einem Examen zugelassen und also auch nicht im Staatsdienste angestellt werden. Die Regierungen werden solche Verfügungen treffen, dass die auszustellenden Zeugnisse ein möglichst genaues und bestimmtes Urteil geben. Vorzüglich haben diese Zeugnisse sich auch auf die Frage der Teilnahme an verbotenen Verbindungen zu erstrecken. Die ausserordentlichen Regierungsbevollmächtigten werden angewiesen werden über den gewissenhaften Vollzug dieser Anordnung zu wachen.

Art. 54. Die akademischen Gremien als solche werden der von ihnen bisher ausgeübten Strafgerichtsbarkeit in Kriminal- und allgemeinen Polizeisachen über die Studierenden allenthalben enthoben. Die Bezeichnung und Zusammensetzung derjenigen Behörden, welchen diese Gerichtsbarkeit übertragen werden soll, bleibt den einzelnen Landesregierungen überlassen.

Vorstehende Bestimmung bezieht sich jedoch ebensowenig auf einfache, die Studierenden ausschliesslich betreffende Disziplinargegenstände, namentlich die Aufsicht auf Studien, Sitten und Beobachtung der akademischen Statuten als auf Erkennung eigentlicher akademischer Strafen.

Art. 55. Die Bestimmungen der Art. 28—34, dann 39—53 sollen auf 6 Jahre als eine verbindliche Verabredung bestehen, vorbehaltlich einer weiteren Übereinkunft, wenn sie nach den inzwischen gesammelten Erfahrungen für angemessen erachtet werden.

Art. 56. Die Art. 39—53 sollen auch auf andere öffentliche sowohl, als Privat-, Lehr- und Erziehungsanstalten, soweit es ihrer Natur nach thunlich ist, angewendet werden. Die Regierungen werden auch bei diesen die zweckmässigste Fürsorge eintreten lassen, dass dem Verbindungswesen, namentlich soweit dasselbe eine politische Tendenz hat, kräftigst vorgebeugt, und sonach die Vorschriften des § 2 des Bundesbeschlusses vom 20. Sept. 1819 insbesondere auf Privatinstitute ausgedehnt werden.

Art. 57. Da sich ergeben hat, dass die im Art. 12 der Bundesakte enthaltene Bestimmung wegen Verschickung der Akten auf eine deutsche Universität oder an einen Schöppenstuhl zur

Abfassung des Endurteils zum Teil auch auf Polizei- und Kriminal-Erkenntnisse ausgedehnt worden ist, eine solche Auslegung aber nicht in dem Sinne jenes Artikels liegt, so vereinigen sich die Regierungen zu der Erklärung, dass der gedachte Art. 12 der Bundesakte nur auf Zivilstreitigkeiten Anwendung zu finden habe.

Art. 58. Da die in den vorstehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen, insbesondere jene, welche die ständischen Verhältnisse betreffen und eine weitere Entwickelung der in Art. 54—61 der Wiener Schlussakte festgestellten Grundsätze bezwecken, nach Massgabe des Art. 62 derselben auch auf die freien Städte (auf die freie Stadt Frankfurt mit besonderer Rücksicht auf die Wiener Kongressakte von 1815) Anwendung finden und deren verfassungsmässigen Obrigkeiten daher jederzeit die Mittel zu Gebote stehen müssen, um den bestehenden Rechtszustand, die öffentliche Ruhe und gesetzliche Ordnung aufrecht zu erhalten, sowie namentlich allen aus dem Bundesverhältnisse hervorgehenden Obliegenheiten Beachtung und Ausführung zu verschaffen, so werden auch die Senate der freien Städte alle ihnen durch die verschiedenen Verfassungen derselben zu Gebote stehenden Mittel zu einer konsequenten Festhaltung jener analogen Anwendung geltend machen.

Art. 59. Die vertragsmässige Verbindlichkeit zur Erfüllung der durch vorstehende Artikel eingegangenen Verpflichtungen kann durch Hindernisse, welche dem alsbaldigen Vollzuge der gemeinsamen Verabredungen in einzelnen Fällen durch bestehende Verfassungen oder bereits geltende gesetzliche Vorschriften im Wege stehen, nicht beeinträchtigt werden; es wird vielmehr auf Beseitigung dieser Hindernisse von den betreffenden Regierungen hingewirkt werden.

Art. 60. Die Regierungen werden sich gegenseitig an vorstehende Artikel als das Resultat einer Vereinbarung zwischen den Bundesgliedern ebenso für gebunden erachten, als wenn dieselben zu förmlichen Bundesbeschlüssen erhoben worden wären.

Die Art. 3—14 werden sofort mittelst Präsidialvortrages an den Bundestag gebracht und dort infolge gleichlautender Erklärungen der Bundesregierungen zu Bundesbeschlüssen erhoben werden. Hinsichtlich der übrigen in gegenwärtigem, in das geheime Bundespräsidialarchiv niederzulegenden Schlussprotokolle enthaltenen, derzeit zur Verlautbarung nicht bestimmten Artikel werden die Regierungen ihren Gesandtschaften am Bundestage unter Aufbietung strenger Geheimhaltung sowohl zur Bezeichnung der allgemeinen Richtung als zur Anwendung auf vorkommende spezielle Fälle die geeigneten mit den, durch Gegenwärtiges übernommenen Verpflichtungen übereinstimmenden Instruktionen erteilen.

Zur Urkunde dessen haben sämtliche hier versammelte Bevollmächtigte den gegenwärtigen Akt am heutigen Tage unterzeichnet und mit ihrem Wappen untersiegelt.

So geschehen zu Wien, den 12. Juni im Jahre 1834.

[*Die Unterschriften weggelassen.*]

11. Landesverfassungs-Gesetz für das Königreich Hannover. 1840 Aug. 6.

Sammlung der Gesetze, Verordnungen u. Ausschreiben f. d. Königreich Hannover v. Jahre 1840 Abt. 1, S. 141 ff.; Landesverfassungs-Gesetz für das Königreich Hannover v. 6. August 1840. (Hannover 1840); Die europäischen Verfassungen seit 1789 v. K. H. L. Pölitz, 2. Aufl. 4. Bd. 1. Abt., S. 152 ff. = Die Verfassungen des teutschen Staatenbundes seit 1789 von K. H. L. Pölitz, fortgesetzt v. F. Bülau, 3. Abt. (1847), S. 152 ff; (Auszug:) Die deutschen Verfassungsgesetze der Gegenwart, hrsg. v. H. A. Zachariä (1855), S. 209 ff.

Wir Ernst August, von Gottes Gnaden König von Hannover, königlicher Prinz von Grossbritannien und Irland, Herzog von Cumberland, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. bringen hiedurch zur öffentlichen Kunde, dass, nachdem Wir mit Unserer getreuen allgemeinen Ständeversammlung des Königreichs auf deren Wunsch nach vorgängiger freien Beratung mit derselben eine Verfassungs-Urkunde für Unser Königreich unterm 1. d. M. errichtet haben, Wir nunmehr in vollem Einverständnisse mit Unseren getreuen Ständen die nachfolgenden Bestimmungen als das Landesverfassungs-Gesetz für Unser Königreich hiemit festsetzen und anordnen:

Erstes Kapitel. Von dem Königreiche, dem Könige, der Thronfolge und Regentschaft.

§ 1. Das Königreich Hannover bildet einen unter demselben Verfassungsgesetze vereinigten, unteilbaren Staat.

Kein Bestandteil desselben kann ohne Zustimmung der allgemeinen Ständeversammlung veräussert werden. Friedensschlüsse und Berichtigungen der Landesgrenzen begründen hievon eine Ausnahme.

§ 2. Das Königreich Hannover macht einen Teil des deutschen Bundes aus und teilt als solcher alle aus der Bundesverfassung entstehenden Rechte und Verbindlichkeiten. Diese können durch die innere Landesverfassung nicht abgeändert werden.

Alle Beschlüsse der deutschen Bundesversammlung haben, sobald sie vom Könige verkündigt sind, verbindliche Kraft für das Königreich.

Die Mittel zur Erfüllung der hiedurch begründeten Verbindlichkeiten werden unter verfassungsmässiger Mitwirkung der allgemeinen Stände, insoweit es deren bedarf, bestimmt.

§ 3. Die Regierungsform des Königreichs ist die erblich-monarchische.

§ 4. Es besteht im Königreiche eine landständische Verfassung.

§ 5. Der König vereinigt als Souverän die gesamte Staatsgewalt ungeteilt in sich und wird durch die landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden.

§ 6. Im Innern des Staates geht alle Regierungsgewalt allein von dem Könige aus.

Die Behörden, sie mögen vom Könige unmittelbar bestellt sein oder nicht, üben dieselbe nur kraft der ihnen von ihm verliehenen Gewalt aus und verwalten sie unter seiner Oberaufsicht.

§ 7. Kein Landesgesetz hat vor der vom Könige vorgenommenen Verkündigung Gültigkeit.

§ 8. Die bewaffnete Macht und deren Einrichtung, wie auch alle in Beziehung auf dieselbe vorzunehmenden Anstellungen, zu machenden Anordnungen und zu erlassenden Befehle hängen allein vom Könige ab.

§ 9. Der König ist die Quelle aller Gerichtsbarkeit.

Dieselbe wird auf verfassungsmässige Weise von den ordentlichen Gerichten des Landes unter Oberaufsicht des Königs ausgeübt.

Der König kann den geraden Lauf der Rechtspflege nicht hemmen.

In ganz ausserordentlichen Fällen kann er nach Anhörung des Staatsrates Moratorien erteilen.

Der König kann Straferkenntnisse nicht schärfen; aber er hat das Recht, erkannte Strafen im Wege der Gnade gänzlich aufzuheben oder zu mildern, auch das Strafverfahren wider einen Angeschuldigten einzustellen oder völlig niederzuschlagen.

§ 10. Der König hat allein das Recht, Titel, Rang, Würden und Ehrenzeichen zu verleihen und Standeserhöhungen vorzunehmen. Ausnahmen hievon können nur vermöge erworbenen Rechts stattfinden.

§ 11. Der König vertritt das Königreich in allen Verhältnissen zu dem deutschen Bunde, den einzelnen Bundesstaaten und den auswärtigen Staaten.

Nur er ordnet die Gesandtschaften an, schliesst Verträge mit anderen Staaten ab und erwirbt dadurch nicht nur Rechte dem Königreiche, sondern verpflichtet auch dadurch dasselbe zur Erfüllung der vertragsmässigen Verbindlichkeiten.

Erfordert die Ausführung der Verträge die Bewilligung von Geldmitteln aus der Landeskasse, oder sollen die Verträge eine Abänderung bestehender Landesgesetze hervorbringen, so bedarf es hiezu der verfassungsmässigen Mitwirkung der Stände.

§ 12. Das Recht der Thronfolge in dem unteilbaren Königreiche gebührt dem Mannsstamme aus rechtmässiger, ebenbürtiger und hausgesetzlicher Ehe.

Die Ordnung der Thronfolge wird durch die reine Linealfolge nach dem Rechte der Erstgeburt bestimmt.

Erlischt der Mannsstamm der gegenwärtigen königlichen Linie, so geht die Thronfolge auf den Mannsstamm der jetzigen Braunschweig-Wolfenbüttelschen Linie und nach dessen Erlöschen auf die weibliche Linie ohne Unterschied des Geschlechtes über und zwar dergestalt, dass die Nähe der Verwandtschaft mit dem zuletzt regierenden Könige und bei gleichem Verwandtschaftsgrade

das Alter der Linie, in der Linie aber das natürliche Alter den Vorzug verschafft.

Bei der Nachkommenschaft des neuen regierenden königlichen Hauses tritt der Vorzug des Mannsstammes mit dem Erstgeburtsrechte und der reinen Linealfolge wieder ein.

§ 13. Der König ist volljährig mit dem zurückgelegten achtzehnten Jahre.

§ 14. Nach erledigtem Throne tritt der Thronfolger die Regierung des Königreichs unmittelbar an, ohne dass es dazu irgend einer weitern Handlung bedarf.

Der König verkündet seinen Regierungsantritt durch ein Patent.

Er verspricht darin bei seinem königlichen Worte die unverbrüchliche Festhaltung der Verfassung des Königreichs.

Die Urschrift des mit der Unterschrift des Königs und dem Regierungssiegel versehenen Patentes soll in dem Archive der allgemeinen Stände niedergelegt werden.

Der König bestimmt, zu welcher Zeit und auf welche Weise ihm die Unterthanen die Huldigung leisten sollen.

§ 15. Der Sitz der Landesregierung kann ausserhalb des Königreichs nicht verlegt werden, falls nicht die Umstände dieses dringend erfordern.

§ 16. Bei längerer Abwesenheit des Königs aus dem Königreiche hat derselbe das Recht, eine Stellvertretung anzuordnen und deren Befugnisse zu bestimmen.

Vom Könige hängt es ab, ob er die Stellvertretung einem Ministerrate oder einer Person anvertrauen will.

Im letztern Falle gelten hinsichtlich der persönlichen Erfordernisse des Stellvertreters die Bestimmungen des zweiten Absatzes des § 18.

Der König kann dem Stellvertreter keine ausgedehnteren Rechte übertragen, als einem Regenten in Gemässheit der nachfolgenden Vorschriften zustehen.

§ 17. Eine Regentschaft (Regierungsverwesung) tritt ein, wenn der König minderjährig ist oder in einem solchen geistigen Zustande sich befindet, welcher ihn zu Führung der Regierung unfähig macht.

§ 18. Der König ist zu Anordnung einer Regentschaft für den Thronfolger für den Fall berechtigt, dass dieser beim Anfalle der Thronfolge in einem der beiden im § 17 angeführten Fälle sich befinden sollte.

Der König hat zum Regenten einen seiner regierungsfähigen Agnaten zu ernennen; findet sich aber ein solcher nicht, oder sollte der König Gründe haben von dem seinen Agnaten zustehenden Vorzuge abzuweichen, so kann er einen nicht regierenden Prinzen aus den zum deutschen Bunde gehörenden souveränen Fürstenhäusern, welcher das fünfundzwanzigste Lebensjahr zurückgelegt hat, zum Regenten ernennen.

§ 19. Hat der König eine solche Anordnung für den Thronfolger nicht getroffen, so gebührt die Regentschaft in dem Falle, dass dieser beim Anfalle der Krone minderjährig ist, dem in der Ordnung der Thronfolge zunächst stehenden Agnaten, welcher das achtzehnte Jahr vollendet hat, auch sonst regierungsfähig ist.

Ist kein regierungsfähiger Agnat vorhanden, so geht die Regentschaft über auf die Königin, Gemahlin des Königs, sofern diese das fünfundzwanzigste Jahr vollendet hat, nach dieser auf die leibliche Mutter und endlich auf die Grossmutter väterlicher Seite.

Ist die Thronfolge auf die weibliche Linie übergegangen, so gebührt die Regentschaft für die dazu nach Erlöschung des Mannsstammes zuerst berufene Königin dem Gemahle derselben, falls dieser das einundzwanzigste Jahr vollendet hat, sodann ihrer leiblichen Mutter und endlich ihrer Grossmutter väterlicher Seite.

Zu der Regentschaft für den Sohn oder die Tochter einer regierenden Königin (Erbtochter) ist zunächst die Gemahlin oder der Gemahl nach den obigen Bestimmungen und nach diesen die Grossmutter mütterlicher Seite berechtigt.

Durch anderweite Vermählung oder Ehescheidung werden die weiblichen Ascendentinnen von der Regentschaft ausgeschlossen.

§ 20. Wenn der König in Ermangelung einer vorher von dessen Vorgänger gemachten Anordnung (§ 18) nicht wegen Minderjährigkeit, sondern wegen seines geistigen Zustandes zu Führung der Regierung für unfähig gehalten wird, so haben die vereinigten Minister binnen drei Monaten alle volljährigen Agnaten zu einer Zusammenkunft zu berufen, um einen Beschluss darüber zu fassen, ob eine Regentschaft wirklich notwendig sei.

Der in der Ordnung der Thronfolge zuerst zur Regentschaft berufene Agnat nimmt an der Versammlung keinen Anteil.

Halten die Agnaten die Anordnung einer Regentschaft für notwendig, so teilen die vereinigten Minister diesen Beschluss den allgemeinen Ständen zum Zweck ihrer Zustimmung mit. Sobald diese erfolgt, oder eine Frist von 4 Wochen nach der Mitteilung ohne eine Erwiederung abgelaufen ist, tritt der in der Ordnung der Thronfolge zunächst stehende Agnat, welcher das achtzehnte Jahr vollendet hat und sonst regierungsfähig ist, als Regent ein.

§ 21. Ist ein solcher nicht vorhanden, so ist von den vereinigten Ministern und den allgemeinen Ständen die deutsche Bundesversammlung um Benennung dreier Bundesfürsten zu ersuchen, welche einen Prinzen aus den zum deutschen Bunde gehörenden souveränen Fürstenhäusern zum Regenten ernennen. Dieser muss das fünfundzwanzigste Lebensjahr zurückgelegt haben und seinen Aufenthalt im Königreiche nehmen.

Die Vorschriften dieses § gelten auch für den Fall, wenn der Thronfolger minderjährig, eine Anordnung seines Vorgängers nicht getroffen und ein zur Regentschaft berechtigtes Mitglied des königlichen Hauses (§ 19) nicht vorhanden ist.

§ 22. Der bestellte Regent leistet bei Übernahme der Re-

gentschaft einen Eid auf die unverbrüchliche Aufrechthaltung der Landesverfassung. Sämtliche Minister, der Erblandmarschall, die Präsidenten und Vizepräsidenten der allgemeinen Ständeversammlung sollen geladen werden, dieser Feierlichkeit beizuwohnen. Nach der Eidesleistung bringt der Regent den Antritt der Regentschaft durch ein Patent zur allgemeinen Kenntnis.

§ 23. Der Regent übt im Namen des Königs die Staatsgewalt auf dieselbe Weise wie der König aus.

Der Regent darf jedoch eine Schmälerung der Rechte des Königs, sowie eine Änderung in dem Grundsysteme und in den verfassungsmässigen Rechten der allgemeinen Ständeversammlung und der Provinzialstände überall nicht vornehmen oder gestatten.

Auch darf der Regent keine Standeserhöhungen vornehmen.

§ 24. Die Regentschaft hört auf, wenn der König das Alter der Volljährigkeit erreicht, oder der an der Ausübung der Regierung ihn hindernde geistige Zustand aufgehört hat. Über die letztere Frage ist auf dem im § 20 angegebenen Wege zu entscheiden. Der Regent nimmt an den Versammlungen der Agnaten keinen Anteil. Er darf das Verfahren der vereinigten Minister nicht hindern.

§ 25. Die Erziehung des minderjährigen Königs gebührt, wenn der vorige König deshalb keine Anordnung getroffen hat, der Mutter und nach ihr der Grossmutter väterlicher Seite, falls diese sich nicht wieder vermählt haben; in Ermangelung dieser aber dem bestellten Regenten, jedoch mit Beirat der vereinigten Minister.

Der Regent steht den zur Erziehung des minderjährigen Königs berechtigten Personen zur Seite, und ihm gebührt die Entscheidung, wenn deren Ansichten über die Wahl der Erzieher oder über den Erziehungsplan von den seinigen abweichen.

Die Aufsicht über die Person des durch Geisteskrankheit an der Ausübung der Regierung verhinderten Königs und die Sorge für denselben darf der Regent nicht übernehmen.

§ 26. Der König als Oberhaupt der Familie hat das Recht, durch Hausgesetze die inneren Verhältnisse des königlichen Hauses zu bestimmen. Indess dürfen dadurch die Rechte der Regierungsnachfolger nicht gekränkt werden.

Die Hausgesetze bedürfen der Zustimmung der allgemeinen Stände nicht. Durch dieselben können jedoch die Vorschriften der gegenwärtigen Verfassungsurkunde nicht abgeändert werden.

Zweites Kapitel. Von den Rechten und Verbindlichkeiten der Unterthanen im allgemeinen.

§ 27. Die Eigenschaft eines Landesunterthans wird nach Gesetz und Herkommen erworben und dauert so lange fort, bis sie auf rechtsbeständige Weise verloren geht.

Nur die Landesunterthanschaft befähigt zu dem vollen Genusse der bürgerlichen und politischen Rechte.

Straferkenntnisse können nicht nur Beschränkungen, sondern auch selbst den Verlust gedachter Rechte nach sich ziehen.

Wer nur vorübergehend im Königreiche sich aufhält, ohne in den Landesunterthanenverband getreten zu sein, ist für die Dauer seines Aufenthalts, insofern nicht rechtsgültige Ausnahmen bestehen, den Landesgesetzen unterworfen und steht unter deren Schutze.

§ 28. Die Freiheit der Personen und des Eigentums ist keiner andern Einschränkung unterworfen, als welche Gesetze und Recht bestimmen.

§ 29. Eine allgemeine Konfiskation des Vermögens ist unstatthaft.

§ 30. Niemand darf verhaftet werden als in den durch Recht und Gesetz bestimmten Fällen.

Der Verhaftete muss binnen vierundzwanzig Stunden vernommen und ihm von der Ursache seiner Verhaftung im allgemeinen Kenntnis gegeben werden.

§ 31. Sowohl in Zivil- als auch in Kriminalsachen darf niemand seinem ordentlichen Richter entzogen werden ausser in den im Prozessgange begründeten oder in den Gesetzen im voraus bestimmten Fällen, oder wenn der König aus besonderen Gründen nach Anhörung seines Staatsrates die Kompetenz auf ein anderes ordentliches Gericht zu übertragen für notwendig erachten sollte.

§ 32. Jeder Landeseinwohner geniesst völlige Glaubens- und Gewissensfreiheit und ist zu Religionsübungen mit den Seinigen in seinem Hause berechtigt.

Die Mitglieder der evangelischen und römisch-katholischen Kirche geniessen gleiche bürgerliche und politische Rechte.

Hat der König christliche Sekten aufgenommen, so geniessen sie die bürgerlichen Rechte und haben das Recht zum Privat-Gottesdienste. Der Genuss der politischen Rechte muss ihnen aber durch ein besonderes Gesetz verliehen werden, und die Befugnis zur öffentlichen Religionsübung steht ihnen nur in dem Falle zu, wenn der König sie ausdrücklich ihnen eingeräumt hat.

Auch die Mitglieder solcher Sekten dürfen sich durch Berufung auf Glaubenssätze ihren staatsbürgerlichen Pflichten nicht entziehen.

§ 33. Alle Landesunterthanen sind zum Kriegsdienste gleichmässig verpflichtet, und es sollen keine anderen Befreiungen stattfinden, als welche in den Gesetzen bestimmt sind.

§ 34. Alle Landesunterthanen sind nach gleichmässigen Grundsätzen zur Tragung der allgemeinen Staatslasten verbunden.

Zu diesen Staatslasten gehören auch die Unterhaltung des Heeres ohne Unterschied der Waffengattungen und die Kriegerfuhrleistungen. Für die bisherigen Befreiungen von dieser Staatslast erfolgt eine Entschädigung nicht.

Jedoch verbleibt denjenigen, welchen nach dem an die all-

gemeine Ständeversammlung erlassenen königlichen Reskripte vom 18. Januar 1822 die Befreiung von der Einquartierung und Verpflegung zugesichert worden ist, diese Befreiung, soweit davon die Artikel 75 und 76 der Militärverordnung vom 14. Julius 1820 keine Ausnahmen enthalten, ohne dass dieselben zu dieser Staatslast auf andere Art konkurrieren als durch ihren Beitrag zu den Landesmitteln, aus welchen für das Naturalquartier eine Vergütung geleistet wird.

Ebenso soll es mit der Naturalleistung der ordinären Kriegerfuhren gehalten werden.

Die nach dem oben genannten Reskripte ausserdem noch bestehenden Realexemtionen von allgemeinen Staatslasten sollen ebenfalls ohne Entschädigung wegfallen, jedoch verbleibt den bisher Exemten das Recht, die künftig auf sie fallenden Naturalleistungen durch billige Geldbeiträge zu reluieren.

Die den Mitgliedern der königlichen Familie und den Standesherren zustehenden Befreiungen von allgemeinen Staatslasten, wie auch die zum Vorteil der königlichen und standesherrlichen Schlösser und Gärten in Rücksicht allgemeiner Staatslasten gemachten Ausnahmen bleiben wie bisher in Kraft.

Dasselbe gilt von den in dieser Hinsicht zum besten der Kirchen, Pfarren, Pfarrwitwentümer, Schulen und milden Stiftungen gemachten Ausnahmen, und zwar so lange, bis gesetzlich eine Abänderung erfolgt.

Die den Garnisonsorten etwa obliegenden Nebenleistungen behuf der Garnison und der sich darauf beziehenden militärischen Institute gehören zu den im Vorstehenden gedachten allgemeinen Staatslasten nicht.

§ 35. Niemand kann, abgesehen von privatrechtlichen Verbindlichkeiten, gezwungen werden, sein Eigentum oder andere Rechte und Gerechtigkeiten zu Staats- oder anderen öffentlichen Zwecken abzutreten, es sei denn gegen vorhergehende vollständige Entschädigung und dass ein Gesetz die Abtretung vorschreibt oder eine dringende Notwendigkeit dieselbe gebietet.

Ist die Abtretung durch ein Gesetz vorgeschrieben, so muss nicht nur die Frage, ob jene Abtretung geschehen soll, sondern auch über den Betrag der Entschädigung lediglich nach Vorschrift der Gesetze und zwar von den nach diesen zuständigen Behörden entschieden werden.

Besteht dagegen über die Abtretung kein ausreichendes Gesetz, so hat die obere Verwaltungsbehörde sowohl über die Frage der Abtretung, als über die Grösse der Entschädigung nach vorgängiger Vernehmung der Beteiligten zu entscheiden. Gegen diese Entscheidung ist den Beteiligten der Rekurs an das Ministerium des Innern und gegen die Entscheidung des letztern eine Beschwerde an den König gestattet, welcher darüber vor Abgabe seiner Verfügung das Gutachten des Staatsrates erfordern wird. Der Rekurs gleichwie die Beschwerde muss binnen 30 Tagen, von der Mitteilung oder Eröffnung der frühern Entscheidung an ge-

rechnet, eingebracht und gerechtfertigt werden. Bezieht sich jedoch der Widerspruch des Beteiligten auf die Grösse der Entschädigung und will er sich in dieser Hinsicht bei der von der obern Verwaltungsbehörde abgegebenen Entscheidung nicht beruhigen, so steht es ihm frei, diese Sache im ordentlichen Rechtswege zur Erledigung zu bringen. Die Abtretung selbst darf durch den Rechtsstreit über die Grösse der Entschädigung nicht verzögert werden; es kann aber der zur Entschädigung Berechtigte auch in diesem Falle vor der Abtretung die Ausbezahlung der von der Verwaltungsbehörde ausgemittelten Entschädigung verlangen.

Ist unwiederbringlicher Nachteil mit dem Verzuge verbunden, so entscheidet die höchste zur Stelle befindliche Verwaltungsbehörde über die Abtretung. In diesem Falle hält der Rekurs das Verfahren nicht auf, und folgt die Entschädigung — rücksichtlich deren übrigens die obigen Grundsätze gelten — in möglichst kurzer Frist nach.

§ 36. Sämtliche Landesunterthanen sind den Gerichten erster Instanz der Regel nach auf gleiche Weise unterworfen.

Die davon bis jetzt bestehenden Ausnahmen sollen durch ein zu erlassendes Gesetz beschränkt werden:

1) in Hinsicht des persönlich befreieten Gerichtsstandes auf die höheren königlichen und ständischen Behörden, die Besitzer landtagsfähiger Rittergüter, den landsässigen Adel, die Offiziere, die höheren königlichen und ständischen Diener, die höhere Geistlichkeit, die gegenwärtig kanzleisässigen Magistrate und Städte und wichtigere Institute;
2) in Hinsicht des dinglich befreieten Gerichtsstandes auf die königlichen Schlösser, Gärten und Gebäude, wie auch auf die Domanial-, Stifts- und Klostergüter, auf die landtagsfähigen Rittergüter und die zu diesen und den sämtlichen vorbenannten Gütern gehörenden Grundstücke.

Bis zur Verkündigung des vorgedachten Gesetzes wird in den gegenwärtig bestehenden Gerichtsstandsprivilegien hiedurch nichts geändert.

Die für gewisse Sachen oder Klassen von Unterthanen angeordneten Gerichte bleiben bis zu erfolgter Abänderung in ihrer Wirksamkeit.

Der Gerichtsstand der nicht regierenden Mitglieder des königlichen Hauses richtet sich nach hausgesetzlichen Vorschriften.

§ 37. Hinsichtlich der Trennung der gesamten Kriminal-Gerichtsbarkeit von allen Patrimonialgerichten der Geistlichkeit und Gutsbesitzer behält es bei der Bestimmung des § 23 des Gesetzes vom 13. März 1821 sein Bewenden.

§ 38. Werden Ansprüche aus einem Privatrechte gegen den Fiskus oder von demselben geltend gemacht, so gehört die Verhandlung und Entscheidung der hieraus entstehenden Rechtsstreitigkeiten zur Kompetenz der ordentlichen Gerichte und zwar, soweit dies nach den bisherigen Gesetzen noch nicht der Fall ge-

wesen, rücksichtlich der nach dem Tage der Publikation dieser Verfassungsurkunde entstehenden Forderungen.

Daher sollen auch die als Kammer-Meierangelegenheiten durch die Göhrder Konstitution vom 19. Oktober 1719 der gerichtlichen Kognition entzogenen Abmeierungssachen und Streitigkeiten über den modum servitiorum den ordentlichen Gerichten durch ein unverzüglich zu erlassendes Gesetz wieder überwiesen werden.

Die Vollziehung der gerichtlichen Erkenntnisse findet gegen die in denselben bezeichnete Behörde oder Kasse statt.

§ 39. Glaubt jemand durch einen Staatsvertrag oder durch die Gesetzgebung in seinen wohlerworbenen Rechten sich verletzt, so kann er deshalb einen Rechtsanspruch weder wider die Krone noch wider eine Verwaltungsbehörde bei den Gerichten des Landes geltend machen.

§ 40. Die Frage über Notwendigkeit und Zweckmässigkeit des von einer Verwaltungsbehörde innerhalb ihrer Zuständigkeit beobachteten Verfahrens kann nicht zum Gegenstande eines Rechtsstreits gemacht werden. — Sind aber durch unrichtige oder unbefugte Anwendung oder Auslegung der Staatsverträge oder Gesetze oder auf sonstige Weise von einer Verwaltungsbehörde widerrechtlich Privatrechte verletzt und zugleich die Erfordernisse einer Entschädigungsverbindlichkeit nach privatrechtlichen Grundsätzen vorhanden, so kann die Verwaltungsbehörde auf Schadensersatz belangt werden. Die Gerichte dürfen indess eine solche Klage nur dann annehmen, wenn der Kläger nachgewiesen hat, dass er bereits bis zur höchsten Verwaltungsbehörde um Abhülfe seiner Beschwerde vergeblich nachgesucht habe.

§ 41. Die Ablösbarkeit der grund- und gutsherrlichen Rechte und die Grundsätze über die dafür zu leistende Entschädigung, wie solche durch die Ablösungsgesetze vom 10. November 1831 und 23. Julius 1833 bestimmt worden, bleiben als ein verfassungsmässiges Recht sowohl der Berechtigten als der Verpflichteten in Kraft. Eine Abänderung der Bestimmungen über die Ablösung der Erbpachten in Ostfriesland im gesetzlichen Wege bleibt jedoch vorbehalten.

§ 42. Jeder Landesunterthan hat das Recht, in angemessener Form und unter Beobachtung der darüber erlassenen oder noch zu erlassenden Vorschriften Gesuche oder Bitten an den König, an die allgemeine Ständeversammlung (cf. § 127), an die Provinzial-Landschaften und an die Landesbehörden zu bringen.

Auch kann jeder in seinen Angelegenheiten über gesetz- und ordnungswidriges Verfahren einer Behörde oder über Verzögerung einer Entscheidung bei der unmittelbar vorgesetzten Behörde Beschwerde führen und dieselbe bis zur höchsten Behörde verfolgen.

Mehrere Gemeinden oder Korporationen dürfen über Angelegenheiten, in Rücksicht deren sie nicht in einem verfassungs-

mässigen Verbande mit einander stehen, keine gemeinschaftlichen Gesuche übergeben.

§ 43. Jedem Landeseinwohner steht das Recht zu, unter Beobachtung der gesetzlichen Bestimmungen auszuwandern.

§ 44. Die besonderen Rechte der Standesherren, namentlich des Herzogs von Arenberg, des Herzogs von Looz-Corswaaren, des Fürsten von Bentheim, der Grafen zu Stolberg-Wernigerode und Stolberg-Stolberg sind durch Verordnungen und königliche Zusicherungen festgestellt.

Drittes Kapitel. Von den Gemeinden und Körperschaften.

§ 45. Jeder Landeseinwohner, jedes Grundstück und jedes Haus muss in Beziehung auf die öffentlichen Verhältnisse einer Gemeinde oder einem Verbande mehrerer Gemeinden oder aber einem für sich bestehenden bebaueten Domanial- oder sonstigen Gute angehören.

Grössere unbebauete Grundbesitzungen, deren Vereinigung mit Gemeinden, Gemeindeverbänden oder Gütern nach ihrer Belegenheit unzweckmässig ist, können von der obern Verwaltungsbehörde von dieser Bestimmung ausgenommen werden.

§ 46. Die infolge polizeilicher Einrichtungen erforderlichen Ausgaben und Leistungen sind sowohl die Gemeinden als auch die für sich bestehenden Domänen und Güter und unbebaueten Grundbesitzungen zu tragen verpflichtet, soweit solche nicht Dritten vermöge Gesetzes, Herkommens oder Vertrages obliegen.

§ 47. Jedes Mitglied einer Gemeinde, sowie jedes zu solcher gehörige Haus oder Grundstück muss zu den aus den öffentlichen Verhältnissen der Gemeinde entspringenden Lasten verhältnismässig beitragen.

Wenn ein Anschluss von Domänen, Gütern, Häusern oder sonstigen Besitzungen an eine Gemeinde oder an einen Gemeindeverband stattfindet, so können gegenseitig ohne vorgängige Vereinbarung unter den Beteiligten über Ausgleichung oder Entschädigung keine Lasten übertragen werden, welche lediglich zur Erfüllung früherer, aus der Zeit vor der Vereinigung herrührenden Verbindlichkeiten dienen. Dagegen haben die Hinzutretenden zu den übrigen Lasten der Gemeinde, soweit diese aus deren öffentlichen Verhältnissen entspringen, verhältnismässig beizutragen.

§ 48. In den privatrechtlichen Verhältnissen der einzelnen zu einem Gemeindeverbande bereits gehörenden oder in denselben künftig aufzunehmenden Mitglieder, Güter und Grundstücke wird an sich durch die Bestimmungen der vorstehenden Paragraphen nichts verändert.

§ 49. Die neue Erwerbung einer Exemtion von Gemeindelasten ist unstatthaft.

Was die bestehenden Exemtionen von Gemeindelasten anlangt, so sollen

a) Realexemtionen auf Antrag der Gemeinden, und zwar soweit sie rechtlich begründet sind, nur gegen vorgängige Entschädigung aufgehoben werden. Nur allein die königlichen und standesherrlichen Schlösser und Gärten bleiben unbedingt, die Grundstücke der Kirchen, Pfarren, Pfarrwitwentümer, Schulen und milden Stiftungen aber bis zu weiterer gesetzlicher Bestimmung in der rechtlich bestehenden Ausdehnung von der Konkurrenz zu Gemeindelasten befreiet.

b) Persönliche Befreiungen von Gemeindelasten sollen nicht ferner stattfinden, jedoch bleibt die gesetzliche Bestimmung der Fälle, in welchen ausnahmsweise ein persönliches Recht auf Befreiung von Gemeindelasten beizubehalten sein möchte, vorbehalten. Bis zur Erlassung dieser Gesetze bleiben die bisherigen Grundsätze in Kraft.

§ 50. Haben Einzelne sowohl im Falle des Anschlusses ihrer bisher nicht zur Gemeinde gehörenden Besitzungen, als auch bei Aufhebung der Realexemtionen in der Gemeinde allein oder vorzugsweise Ausgaben und Lasten für die öffentlichen Zwecke oder für die Bedürfnisse einer Gemeinde getragen, so soll auf der ersteren Antrag denselben eine solche Ausgabe oder Last verhältnismässig gegen eine von ihnen zu leistende Entschädigung abgenommen oder bei Übernahme anderer Gemeindelasten angerechnet werden.

§ 51. Die Besitzer derjenigen bisher exemten Güter und Höfe, welche entweder durch Anschluss ihrer Besitzung in eine Gemeinde neu eintreten oder deren rechtlich begründete Exemtion von Gemeindelasten aufgehoben wird, sollen befugt sein, die ihnen dadurch zufallenden Naturaldienste und Leistungen durch billige, der Gemeinde dafür zu leistende Geldvergütungen zu reluieren, insofern nicht dringende Gefahr im Verzuge ist, oder nicht Lasten in Frage kommen, welche von den Eintretenden schon vorher in natura zu tragen waren.

§ 52. Denjenigen, welche durch den Anschluss an eine Gemeinde oder durch Aufhebung von Exemtionen in die Lasten der Gemeinde mit eintreten, soll ein ihrer Konkurrenz zu diesen Lasten, ihrem Interesse an den Gemeindeangelegenheiten und ihren Verhältnissen zu anderen Mitgliedern der Gemeinde entsprechendes Stimmrecht beigelegt werden. Auch sollen die Besitzer ganzer Güter befugt sein, solches durch Bevollmächtigte auszuüben.

Die etwaige Befugnis anderer Gemeindemitglieder, insbesondere der Besitzer der oben erwähnten Güter in ihrer Eigenschaft als Besitzer pflichtiger Besitzungen, das Stimmrecht in der Gemeinde durch Bevollmächtigte ausüben zu lassen, wird durch die vorstehenden Bestimmungen nicht verändert.

§ 53. Keine Gemeinde kann mit Ausgaben oder Leistungen beschwert werden, wozu sie nicht durch Recht oder Gesetz verbunden ist.

Dasselbe gilt von mehreren in einem Verbande stehenden Gemeinden.

§ 54. Zur Bildung einer Gemeinde, wie überhaupt einer jeden Korporation, wenn diese auch nicht von der Regierung ausgeht, gehört die Genehmigung der zuständigen obern Verwaltungsbehörde. Ohne diese kann auch eine bestehende Gemeinde ihren Gemeindeverband weder durch Aufnahme anderer Gemeinden erweitern noch durch Bildung neuer Gemeinden verändern noch ihre Gemeindeverfassung eigenmächtig abändern.

§ 55. Die Zulassung neuer Mitglieder in eine Gemeinde kann gegen den Willen der letztern nur aus einem in den bestehenden oder noch zu erlassenden Gesetzen bestimmten Grunde stattfinden.

Bei Besetzung von An- und Abbauern, welche der Gemeinde bereits angehören, in welcher sie bauen wollen, ist die Gemeinde jedesmal mit ihren etwaigen Einwendungen zu hören.

§ 56. Den Gemeinden und den Verbänden mehrerer Gemeinden steht das Recht zu, ihr Vermögen selbst zu verwalten.

Die Oberaufsicht der Verwaltungsbehörde über diese Vermögensverwaltung, sowie über die Verteilung und Verwendung der Gemeindeabgaben und Leistungen darf sich nicht weiter erstrecken, als dahin, dass das Vermögen erhalten, dessen Einkünfte ihrer Bestimmung und dem Besten der Gemeinde gemäss verwandt und bei Anordnung und Verteilung der Gemeindeabgaben angemessene, auch die Rechte der übrigen Landeseinwohner und das allgemeine Wohl nicht verletzende Grundsätze befolgt werden. Auch steht der Verwaltungsbehörde die Entscheidung von Beschwerden zu, welche gegen die Gemeindeverwaltung erhoben werden möchten.

Die Einführung neuer oder die Abänderung bestehender Beitragsverhältnisse in Beziehung auf Abgaben und Leistungen der Gemeinde oder Gemeindeverbände kann unter Beobachtung der darunter bestehenden Rechtsgrundsätze durch Gemeindebeschluss, jedoch nur unter Bestätigung der obern Verwaltungsbehörde geschehen.

§ 57. Die Verbindlichkeiten der Gemeinden, sowie überhaupt aller Korporationen verpflichten die Regierung nicht. Das Vermögen und Einkommen derselben und ihrer Anstalten darf nie als Staatsvermögen behandelt und nicht mit den Staatseinnahmen vereinigt werden.

§ 58. Die städtischen Obrigkeiten und deren Mitglieder, wie auch die Beamten der Landgemeinden sind zur Verwaltung der Gemeindesachen, sowie zur Besorgung der ihnen durch Gesetz, Verfassung oder Herkommen oder von den höheren Behörden übertragenen Landesangelegenheiten in ihrer Gemeinde verpflichtet. In Fällen, wo ein Gemeindebeamter die Erfüllung dieser Verpflichtungen vermöge seiner Eigenschaft als Gemeindebeamter ablehnen zu können vermeint, entscheidet hierüber die Regierung.

§ 59. Die Verfassung und Verwaltung der Städte wird nach vorgängiger Verhandlung mit denselben, durch zu verkündigende,

vom Könige zu vollziehende Urkunden oder Reglements nach folgenden Grundsätzen geordnet werden:

1) Die Bürgerschaften ernennen durch freie Wahl ihre Vertreter, jedoch nicht auf deren Lebenszeit.

2) Die Städte haben das Recht, ihre Magistrate und übrigen Gemeindebeamte selbst zu erwählen. An den Wahlen nehmen die Bürgerschaften mit den Magistraten, erstere durch ihre Vertreter, teil. Die höhere Bestätigung ist nur bei den Wahlen der stimmführenden Mitglieder des Magistrats und des Stadtgerichts, sowie bei dem Stadtrechnungsführer erforderlich.

Übrigens sollen hierunter etwaige nähere Bestimmungen, teils über ein ferneres Aufrücken der einmal Angestellten, teils über die Präsentation mehrerer Personen zur Auswahl der Regierung nicht ausgeschlossen werden.

3) Die Vertreter der Bürgerschaft nehmen wenigstens an allen Angelegenheiten Anteil, welche das Vermögen der Stadt, deren Rechte und Gerechtigkeiten, wie auch deren Verbindlichkeiten betreffen, namentlich an der Veranlagung und Verteilung neuer und der abermaligen Prüfung bestehender Gemeindeabgaben, Lasten und Leistungen.

4) Ihrer Kontrole ist die Verwaltung des städtischen Vermögens und die Rechnungsablage über dieselbe unterworfen.

5) Gemeinschaftliche oder übereinstimmende Beschlüsse des Magistrats und der Vertreter der Bürgerschaft über die Verwendung der laufenden Einnahme aus dem Gemeindevermögen bedürfen in der Regel der höhern Bestätigung nicht.

Indess muss der Magistrat im Anfange eines jeden Rechnungsjahrs einen von den Vertretern der Bürgerschaft genehmigten, der städtischen Verwaltung als Vorschrift dienenden Haushaltsplan und nach Ablauf des Rechnungsjahrs einen Auszug aus den von den Vertretern geprüften und von dem Magistrate abgenommenen städtischen Rechnungen der Bürgerschaft bekannt machen und der die Oberaufsicht führenden Regierungsbehörde einsenden.

Auch hat die obere Verwaltungsbehörde alljährlich eine Superrevision der Rechnungen vorzunehmen. Über die aus dieser Superrevision hervorgehenden monita hat der Magistrat unter Zuziehung der Vertreter mit den Rechnungsführern zu verhandeln, die alsdann verbleibenden Differenzen entscheidet die obere Verwaltungsbehörde.

6) Die Regierung kann unter den Mitgliedern der Magistrate die Person bestimmen, welche die städtische Polizei besorgen soll. Auch kann sie, wo besondere Umstände solches erforderlich machen, eine eigene Polizeibehörde anordnen. Die dadurch verursachten ausserordentlichen Kosten trägt die Regierung. Aber auch in diesem Falle soll den Magistraten die Besorgung dessen verbleiben, was die Gewerbeverhältnisse, die Einrichtung, Verwaltung und Beaufsichtigung der städtischen Güter und Anstalten und der für

gemeinsame städtische Zwecke bestimmten Privatanstalten zum Gegenstande hat.

Schon bestehende Verfassungsurkunden einzelner Städte werden bei Revidierung derselben, unter Berücksichtigung der Lokalverhältnisse, sowie unter Zuziehung von Vertretern der Bürgerschaft mit den vorstehenden Grundsätzen in Übereinstimmung gebracht werden.

Diese Grundsätze sind gleichfalls bei Festsetzung der Verfassung der Flecken, jedoch unter den durch die Verhältnisse gebotenen Beschränkungen und Ausnahmen, zur Anwendung zu bringen.

§ 60. Den Landgemeinden steht unter Aufsicht der Verwaltungsbehörden die eigene Verwaltung ihres Vermögens und die Regulierung der ihnen obliegenden Gemeindeabgaben und Leistungen zu.

Es sollen die Landgemeinden in der Regel das Recht haben, ihre Gemeindebeamte mit Vorbehalt obrigkeitlicher Bestätigung zu wählen. Ausnahmen von dieser Regel finden auf den Grund vorhandener Berechtigungen statt; sie können aber auch wegen besonderer Verhältnisse in den Gemeinden bestehen.

§ 61. Die behuf Einrichtung der Landgemeinden zu erlassenden gesetzlichen Bestimmungen, insoweit es deren bedarf, sind im Wege der Provinzialgesetzgebung zu treffen.

§ 62. Den in den verschiedenen Provinzen bestehenden ritterschaftlichen Korporationen verbleiben ihre statutenmässigen Rechte.

Den Ritterschaften steht die Befugnis zu, ihre Statuten mit königlicher Genehmigung abzuändern oder neue Statuten einzuführen. Auch sind dieselben insbesondere befugt, mit königlicher Genehmigung Vereine zur Erhaltung ihrer Güter zu errichten.

Viertes Kapitel. Von den Kirchen, Unterrichtsanstalten und milden Stiftungen.

§ 63. Der evangelischen und römisch-katholischen Kirche werden freie öffentliche Religionsübung und ihre verfassungsmässigen Rechte zugesichert.

§ 64. Dem Könige gebührt kraft der ihm zustehenden Staatsgewalt über beide Kirchen das Oberaufsichts- und Schutzrecht.

§ 65. Die Anordnung der geistlichen Angelegenheiten bleibt unter Oberaufsicht des Königs der in der Verfassung einer jeden dieser Kirchen gegründeten Kirchengewalt überlassen.

§ 66. In der evangelischen Kirche werden die Rechte der Kirchengewalt vom Könige in Gemässheit der bestehenden Kirchenverfassung unmittelbar oder mittelbar durch die Konsistorial- oder Presbyterialbehörden, welche aus evangelischen Geistlichen und weltlichen Personen bestehen sollen, unter königlicher Oberaufsicht ausgeübt.

Jedoch sind künftig etwa zu treffende nähere Bestimmungen über die innere Organisation und den Geschäftskreis dieser Behörden nicht ausgeschlossen.

Durch ein Gesetz kann die streitige und freiwillige Gerichtsbarkeit der Konsistorien den weltlichen Gerichten beigelegt werden.

Den Gemeinden und Einzelnen sollen die in Hinsicht der im ersten Absatze dieses § erwähnten Verhältnisse ihnen zustehenden Rechte ungekränkt erhalten werden.

Sollten für das ganze Königreich oder ganze Landesteile neue Kirchenordnungen erlassen oder in wesentlichen Grundsätzen derselben und namentlich in der Liturgie Veränderungen gemacht werden, so ist darüber mit einer vom Könige zusammenzuberufenden Versammlung von geistlichen und weltlichen Personen, welche teils vom Könige bestimmt, teils von den Geistlichen und Gemeinden in den betreffenden Landesteilen auf die sodann durch Verordnung zu bestimmende Weise gewählt werden, zu beraten.

§ 67. Bekennt sich der König oder der Regent nicht zur evangelischen Kirche, so werden die Rechte der Kirchengewalt einstweilen von den vereinten evangelischen Staatsministern ausgeübt. Zur Sicherstellung des Rechtszustandes der evangelischen Kirche sollen sodann über die Art und Weise der Ausübung der Kirchengewalt die erforderlichen Anordnungen mit Zustimmung der allgemeinen Ständeversammlung getroffen werden.

§ 68. In der römisch-katholischen Kirche gebührt den Bischöfen oder Administratoren der Diözesen Hildesheim und Osnabrück die Ausübung der Kirchengewalt in Gemässheit der Verfassung dieser Kirche.

Die im § 64 namhaft gemachten Rechte der Staatsgewalt werden auch in Hinsicht der Verwaltung des Vermögens der einzelnen römisch-katholischen Kirchen und der kirchlichen und milden Stiftungen vom Könige unmittelbar oder mittelbar durch die von ihm dazu bestellten Behörden ausgeübt.

§ 69. Alle allgemeinen Anordnungen der römisch-katholischen Kirchenbehörden, welche nicht rein geistliche Gegenstände betreffen, können nur nach vorher erfolgter ausdrücklicher königlicher Genehmigung verkündigt und vollzogen werden.

Betreffen jene Anordnungen reine Glaubens-, kirchliche Lehr- und Disziplinarsachen, so sind sie vor deren Bekanntmachung behuf Ausübung des Oberaufsichtsrechts (§ 64) dem Könige zur Einsicht vorzulegen.

§ 70. Alle amtlichen Kommunikationen mit dem päpstlichen Stuhle und mit auswärtigen Kirchenversammlungen müssen dem Könige zur Einsicht vorgelegt werden.

Die vom päpstlichen Stuhle oder von auswärtigen Kirchenversammlungen an die römisch-katholische Kirche im Königreiche, an ganze Kirchengemeinden oder an einzelne Personen in denselben zu erlassenden Bullen, Breven, Reskripte, Beschlüsse oder sonstige Schreiben bedürfen vor ihrer Verkündigung oder Behändigung des königlichen Placet, wenn sie nicht rein geistliche Gegenstände betreffen. Wenn dieselben rein geistliche Gegenstände be-

treffen, so sind sie behuf Ausübung des Oberaufsichtsrechts (§ 64) dem Könige zur Einsicht vorzulegen.

Ausgenommen von den Bestimmungen dieses Paragraphen sind die Kommunikationen in Gewissenssachen einzelner Personen.

§ 71. Beschwerden über Missbrauch der Kirchengewalt können auch bis an den König gebracht werden, welcher nach Anhörung des Staatsrates darüber entscheiden wird.

Sind diese Beschwerden von der Beschaffenheit, dass sie verfassungsmässig an die Kirchenobern gelangen können, so sind sie zunächst an diese und erst alsdann, wenn hier keine Abhülfe erfolgt, an die weltliche Regierungsbehörde und zuletzt an den König zu bringen.

§ 72. Die nicht unmittelbar vom Könige oder dessen Behörden, sondern von Dritten ernannten oder präsentierten Prediger oder Pfarrer und anderen höheren Kirchendiener der evangelischen und römisch-katholischen Kirche bedürfen der Bestätigung des Königs oder der dazu von ihm bestimmten Behörden, welche jedoch ohne erhebliche Gründe nicht verweigert werden wird.

Über die kanonischen Eigenschaften des zu Bestätigenden entscheidet die geistliche Behörde allein.

Vor erfolgter Bestätigung hat der Ernannte oder Präsentierte kein Recht auf die Ausübung der Amtsgeschäfte und auf den Genuss der Amtseinkünfte. Die einstweilige Besorgung der Geschäfte eines erledigten Kirchenamts hat die geistliche Behörde allein anzuordnen vorbehältlich der auch bei einstweiligen Anstellungen von Geistlichen der Regierung zustehenden Bestätigung.

§ 73. Der König gewährt durch seine Behörden sämtlichen Kirchendienern jede zur ordnungsmässigen Ausübung ihrer Amtsgeschäfte erforderliche gesetzliche Unterstützung und schützt sie in der ihnen zukommenden Amtswürde.

Sämtliche Kirchendiener sind in Hinsicht ihrer bürgerlichen Verhältnisse und Handlungen, wie auch ihres Vermögens den Gesetzen des Landes unterworfen.

§ 74. Die Entlassung der Kirchendiener von ihrem Amte, wie auch deren Suspension vom Amte, verbunden mit der vom Gehalte, kann im Disziplinarverfahren nicht anders stattfinden, als nachdem die Kirchenbehörde eine gehörige Untersuchung angestellt und die Kirchendiener mit ihrer Verteidigung hinreichend gehört hat.

In Hinsicht der Prediger oder Pfarrer und der übrigen höheren Geistlichen ist in solchen Fällen die Bestätigung des zuständigen Departementsministers oder des Königs erforderlich.

Blosse Amtssuspension kann beim Anfange einer wider einen Kirchendiener angestellten Untersuchung sofort von der geistlichen Behörde verfügt werden.

§ 75. Das gegenwärtige und zukünftige Vermögen aller ..tungen ohne Ausnahme darf unter keinem Vorwande zum ..svermögen gezogen oder zu anderen als den gesetz- oder

stiftungsmässigen Zwecken verwandt werden. Über die Befugnis, eine Privatstiftung mit Bewilligung aller Beteiligten aufzuheben, entscheiden die Vorschriften der Rechte.

Dem Könige gebührt das Oberaufsichtsrecht über alle für kirchliche Zwecke, für den Unterricht oder für andere öffentliche Zwecke bestimmten Stiftungen.

Auf Stiftungen, welche nicht für öffentliche Zwecke bestimmt sind, erstreckt sich das Oberaufsichtsrecht nicht anders, als wenn sie der Oberaufsicht der Regierungsgewalt besonders anvertraut sind und solche von dieser übernommen ist.

Ist durch den Stifter oder durch die dabei beteiligten Personen für die Verwaltung der Stiftungen eine Bestimmung getroffen, so berechtigt das Oberaufsichtsrecht nicht zu einer Einmischung in die Verwaltung selbst.

Eine Abänderung der im zweiten Absatze dieses Paragraphen bezeichneten Stiftungen kann von der Regierungsgewalt nur nach vorgängiger Vernehmung der zur Verwaltung und Aufsicht etwa Berechtigten und nur dann vorgenommen werden, wenn der Zweck der Stiftung auf die vorgeschriebene Weise nicht mehr zu erreichen ist. Indess muss das Vermögen unter thunlichster Berücksichtigung der Wünsche der zur Verwaltung und Aufsicht etwa Berechtigten zu gleichen oder möglichst ähnlichen und der mutmasslichen Absicht des Stifters am meisten entsprechenden Zwecken wieder verwandt werden.

Wenn bei der Entscheidung der zuständigen obern Verwaltungsbehörde über die Notwendigkeit der Abänderung oder über die künftige Verwendung des Vermögens einer Stiftung die zur Aufsicht oder Verwaltung etwa Berechtigten sich nicht beruhigen wollen, so steht es ihnen zu, sich dieserhalb an den betreffenden Departementsminister und erst dann, wenn hier keine Abhülfe erfolgt, an den König zu wenden, welcher nach Anhörung des Staatsrates entscheidet. Für beide Fälle gelten die im § 35 bestimmten Fristen.

Bei Abänderung von geistlichen Stiftungen muss die den Kirchenobern zustehende Mitwirkung eintreten.

Auch bleiben die Bestimmungen des § 35 des Reichsdeputations-Hauptschlusses vom 25. Februar 1803 in Rücksicht der in demselben bezeichneten Güter, insofern eine endliche Verfügung darüber noch nicht getroffen worden ist, ausdrücklich vorbehalten.

§ 76. Insofern die Verwalter des Vermögens der einzelnen Kirchen und der dazu gehörenden Stiftungen und Armenanstalten den bisherigen Einrichtungen gemäss nicht von der Kirchengemeinde gewählt werden und diese an der Verwaltung einen grössern Anteil nicht gehabt, sollen den Verwaltern dieses Vermögens in jeder Kirchengemeinde nach den darüber zu erlassenden besonderen Verfügungen einige von der Kirchengemeinde zu erwählende Vorsteher unter Mitwirkung der Pfarrgeistlichen zur Seite stehen, welche bei allen wichtigen, auf die Verwaltung sich beziehenden

Massregeln, bei Veräusserungen einzelner Teile dieses Vermögens, wie auch der zur Dotation der Kirchenämter und der zu Pfarrwitwentümern gehörenden Grundstücke oder Gerechtigkeiten, ferner bei Werken, die zu kirchlichen oder geistlichen Zwecken unternommen, nicht weniger bei Leistungen, die zu solchen Zwecken ausgeschrieben werden, und endlich bei der Rechnungsablage gehört werden müssen. Hiedurch sollen jedoch so wenig die Rechte der Kirchenpatronen in Ansehung der Wahl von Rechnungsführern, Kirchenvorstehern, Juraten etc. verändert werden, als die diesen Personen selbst etwa zustehenden Rechte.

In denjenigen Fällen, in welchen der Kirchenpatron die Ausgaben ausschliesslich bestreitet, tritt die Bestimmung dieses § nicht ein. Auch soll diese Bestimmung den in einzelnen Landesteilen bestehenden Einrichtungen, nach welchen die Vorsteher der Kirchengemeinden auf andere Weise vorgeschlagen oder ernannt werden, nicht entgegenstehen.

§ 77. Der Unterricht in den Volksschulen bleibt der Aufsicht der Pfarrer und der zuständigen kirchlichen Behörde unter Oberaufsicht des Königs überlassen.

§ 78. Die im dritten Kapitel dieser Verfassungsurkunde enthaltenen Bestimmungen über Gemeindelasten finden als solche keine Anwendung auf diejenigen Grundsätze, nach welchen die Ausgaben für Kirchen und Schulen, namentlich für Unterhaltung von Kirchen-, Pfarr- und Schulgebäuden aufzubringen sind oder für solche Zwecke Dienste geleistet werden müssen.

§ 79. Das von den vormaligen Klöstern und anderen ähnlichen Stiftungen in den verschiedenen Teilen des Königreichs herrührende, zu einer abgesonderten Masse vereinigte Vermögen soll von den übrigen öffentlichen Kassen gänzlich getrennt bleiben und allein zu Zuschüssen für die Landesuniversität, für Kirchen und Schulen, auch zu milden Zwecken aller Art verwandt werden.

Die Verwaltung dieses Vermögens gebührt allein der vom Könige dazu bestellten Behörde.

Den allgemeinen Ständen soll im Anfange eines jeden Landtags eine Übersicht der daraus stattgehabten Verwendungen und der mit der Substanz desselben vorgegangenen Veränderungen zur Nachricht mitgeteilt werden.

Veräusserungen einzelner Teile dieses Klostervermögens sind der Regel nach unzulässig und können nur unter denselben Bedingungen und Voraussetzungen stattfinden, unter welchen eine Veräusserung von Domänen und Regalien zufolge § 131 dieser Verfassungsurkunde erlaubt ist.

Fünftes Kapitel. Von den Landständen.

Titel I. Von den Landständen überhaupt.

§ 80. Für die einzelnen Provinzen des Königreichs sollen Provinziallandschaften, für das ganze Königreich aber soll eine allgemeine Ständeversammlung bestehen.

§ 81. Provinziallandschaften sollen bestehen
1) für die Fürstentümer Calenberg, Göttingen und Grubenhagen nebst den vormals hessischen Ämtern im Fürstentume Göttingen und dem diesseitigen Eichsfelde,
2) für das Fürstentum Lüneburg mit Einschluss der diesseitigen Teile des Herzogtums Sachsen-Lauenburg,
3) für die Grafschaften Hoya und Diepholz mit den vormals hessischen Ämtern in diesen Provinzen,
4) für die Herzogtümer Bremen und Verden,
5) für das Fürstentum Osnabrück,
6) für das Fürstentum Hildesheim nebst der Stadt Goslar,
7) für das Fürstentum Ostfriesland und das Harrlingerland.

Inwiefern in anderen Landesteilen auch Provinziallandschaften eingerichtet oder jene andern Provinziallandschaften angeschlossen werden sollen, wird weiteren Verhandlungen der Regierung mit den Beteiligten vorbehalten.

§ 82. Den Provinziallandschaften verbleiben ihre Rechte, soweit solche nicht auf die allgemeine Ständeversammlung übergegangen sind.

Die Provinziallandschaften haben das Recht der Zustimmung zur Erlassung, Wiederaufhebung, Abänderung und authentischen Interpretation aller Provinzialgesetze, durch welche die persönliche Freiheit, das Privateigentum oder sonstige wohlerworbene Rechte der Unterthanen entzogen oder beschränkt werden.

Inzwischen ist die Zustimmung der Provinziallandschaften nicht erforderlich bei solchen Provinzialverordnungen, welche allein die Ausführung und Handhabung bestehender Gesetze (§ 121) oder die Erlassung vorübergehender gesetzlicher Verfügungen ausserordentlicher Natur (§ 122) bezwecken oder in Anordnungen der Sicherheits- oder Wohlfahrtspolizei bestehen.

Grössere Rechte, wo sie bestehen, sollen hiedurch ebensowenig ausgeschlossen werden als das ratsame Gutachten bei anderen Provinzialgesetzen.

Provinzielle Abgaben und Lasten bedürfen der Bewilligung der Provinzialstände.

Titel II. Von den allgemeinen Ständen.

§ 83. Die allgemeine Ständeversammlung besteht aus zwei Kammern, welche in ihren Rechten und Befugnissen sich gleich sind.

I. Erste Kammer.

§ 84. Die erste Kammer soll bestehen aus:
1) den königlichen Prinzen, Söhnen des Königs und den übrigen Prinzen der königlichen Familie,
2) dem Herzoge von Arenberg, dem Herzoge von Looz-Corswaaren und dem Fürsten von Bentheim, so lange sie im Besitze ihrer Standesherrschaften sich befinden,
3) dem Erblandmarschall des Königreichs,

4) den Grafen von Stolberg-Wernigerode und von Stolberg-Stolberg wegen der Grafschaft Hohnstein,
5) dem General-Erbpostmeister Grafen von Platen-Hallermund,
6) dem Abte von Loccum,
7) dem Abte von St. Michaelis in Lüneburg,
8) dem Präsidenten der Bremenschen Ritterschaft als Direktor des Klosters Neuenwalde,
9) dem oder den katholischen Bischöfen,
10) einem auf die Dauer des Landtags vom Könige zu ernennenden angesehenen evangelischen Geistlichen,
11) den vom Könige mit einer erblichen Virilstimme begnadigten Majoratsherren,
12) dem Direktor der königlichen Domänenkammer,
13) dem Präsidenten des Ober-Steuer- und Schatzkollegiums,
14) den in den Provinziallandschaften erwählten Mitgliedern des Schatzkollegiums, welche adelige Mitglieder einer Ritterschaft sind,
15) den von den Ritterschaften auf die Dauer eines Landtags zu erwählenden Deputierten, nämlich: von der Calenberg-Grubenhagenschen Ritterschaft acht, von der Lüneburgschen Ritterschaft sieben, von der Bremen- und Verdenschen Ritterschaft sechs, von denen fünf von der Bremenschen und einer von der Verdenschen Ritterschaft zu erwählen ist, von der Hoya- und Diepholzschen Ritterschaft drei, von der Osnabrückschen Ritterschaft mit Einschluss von Meppen und Lingen fünf, von der Hildesheimschen Ritterschaft vier, von der Ostfriesischen Ritterschaft zwei mit dem Vorbehalte, letztere Anzahl zu vermehren, wenn die Zahl der ritterschaftlichen Mitglieder sich vergrössern sollte,
16) einem auf die Dauer des Landtags vom Könige zu ernennenden Mitgliede adeligen Standes.

§ 85. Ein persönliches erbliches Stimmrecht wird der König nur solchen Majoratsherren verleihen, deren Majorat aus einem im Königreiche belegenen Rittersitze nebst anderem ebenfalls im Lande belegenen gutsherrnfreien Grundvermögen besteht und nach Abzug der Zinsen der auf demselben ruhenden hypothekarischen Schulden und der sonstigen fortwährenden Lasten wenigstens 6000 Rthlr. reiner jährlicher Einkünfte gewährt. Sobald eine stärkere Belastung des Majorats eintritt, ruhet einstweilen das erbliche Stimmrecht des Besitzers.

§ 86. Das Recht der Beilegung einer erblichen Virilstimme steht unter den verfassungsmässigen Bedingungen dem Könige ohne Rücksicht auf die Zahl der bereits vorhandenen Virilstimmen und abgesehen von einer darunter eintretenden Erledigung zu.

Die Errichtung des Majorats giebt kein Recht auf die Beilegung einer Virilstimme, sondern ist lediglich die Bedingung, ohne deren Erfüllung ein erbliches Stimmrecht nicht verliehen werden kann.

§ 87. Die Deputierten der Ritterschaften (§ 84 Nr. 15) müssen aus ihrem im Königreiche belegenen Grundbesitze ein Einkommen haben, welches nach Abzug der Zinsen der auf demselben haftenden hypothekarischen Schulden und sonstiger fortwährenden Lasten jährlich sechshundert Thaler beträgt.
Sie müssen Mitglieder der wählenden Ritterschaft sein.

II. Zweite Kammer.

§ 88. Die zweite Kammer soll bestehen aus folgenden auf die Dauer des Landtags zu erwählenden Deputierten:

1) den in den Provinziallandschaften erwählten Mitgliedern des Schatzkollegiums, welche nicht adeligen Standes sind,
2) drei Mitgliedern, welche der König wegen des allgemeinen Klosterfonds ernennt,
3) drei Deputierten der Stifter St. Bonifacii in Hameln, St. Cosmae und Damiani in Wunstorf, St. Alexandri in Einbeck, St. Beatae Mariae Virginis daselbst, des Stifts Bardowiek und des Stifts Ramelslohe. Die Deputierten sind von diesen Stiftern unter Zuziehung von höheren Geistlichen und Predigern aus der Zahl protestantischer Geistlichen oder solcher Männer, welche an der Verwaltung des höhern Schulwesens teilnehmen, in dem Masse zu erwählen, dass wenigstens zwei ordinierte protestantische Geistliche unter denselben sich befinden,
4) einem Deputierten der Universität Göttingen,
5) zwei von den evangelischen königlichen Konsistorien zu erwählenden Deputierten,
6) einem Deputierten des Domkapitels zu Hildesheim,
7) sechsunddreissig Deputierten nachfolgender Städte und Flecken: einem Deputierten der Residenzstadt Hannover, einem Deputierten der Stadt Göttingen, einem Deputierten der Stadt Northeim, einem Deputierten der Stadt Hameln, einem Deputierten der Stadt Einbeck, einem Deputierten der Stadt Osterode, einem Deputierten der Stadt Duderstadt, einem Deputierten der Städte Moringen, Uslar, Hardegsen, Dransfeld und Hedemünden, einem Deputierten der Stadt Münden, einem Deputierten der Städte Münder, Pattensen, Neustadt am Rübenberge, Springe, Wunstorf, Eldagsen, Bodenwerder und Rehburg, einem Deputierten der Städte Clausthal und Zellerfeld, einem Deputierten der übrigen fünf Bergstädte mit Einschluss von Herzberg, Elbingerode und Lauterberg, einem Deputierten der Stadt Lüneburg, einem Deputierten der Stadt Ülzen, einem Deputierten der Stadt Celle, einem Deputierten der Stadt Harburg, einem Deputierten der Städte Lüchow, Dannenberg und Hitzacker, einem Deputierten der Städte Soltau, Walsrode, Burgdorf und Gifhorn, einem Deputierten der Stadt Stade, einem Deputierten der Stadt Buxtehude, einem Deputierten der Stadt Verden, einem Deputierten der Stadt Nienburg, einem De-

putierten der Hoyaischen Flecken, einem Deputierten der Diepholzschen Flecken, einem Deputierten der Stadt Osnabrück, einem Deputierten der Städte Quackenbrück, Fürstenau und des Fleckens Melle, einem Deputierten der Städte Meppen, Lingen und Haselünne, einem Deputierten der Stadt Goslar, einem Deputierten der Stadt Hildesheim, einem Deputierten der Städte Alfeld, Peine und Bockenem, einem Deputierten der Städte Elze, Gronau, Sarstedt und Dassel, einem Deputierten der Stadt Emden, einem Deputierten der Städte Aurich und Esens, einem Deputierten der Stadt Norden, einem Deputierten der Stadt Leer, einem Deputierten der Städte Schüttorf, Nordhorn und Neuenhaus, wie auch des Fleckens Bentheim.

Eine Vermehrung der Gesamtzahl dieser Deputierten von von 36 auf 37 mittelst eines der Residenzstadt Hannover beizulegenden zweiten Deputierten bleibt dem Könige vorbehalten.

8) neununddreissig Deputierten der sämtlichen Grundbesitzer aus den unter Nr. 7 nicht aufgeführten Städten und Flecken, aus den Freien und dem Bauernstande, nämlich: von den Fürstentümern Calenberg, Göttingen und Grubenhagen fünf, von der Grafschaft Hohnstein einem, von dem Fürstentume Lüneburg fünf, von den Bremenschen Marschen fünf, von der Bremenschen Geest und dem Herzogtume Verden drei, von dem Lande Hadeln mit Einschluss der Stadt Otterndorf zwei, von den Grafschaften Hoya und Diepholz vier, und zwar von den in der Ritterschaftsmatrikel stehenden Freien zwei und von den übrigen Grundbesitzern zwei, von dem Fürstentume Osnabrück drei, von dem Herzogtume Arenberg-Meppen und der Niedergrafschaft Lingen zwei, von dem Fürstentume Hildesheim drei, von dem Fürstentume Ostfriesland fünf, von der Grafschaft Bentheim einem.

§ 89. Die von den Städten und Flecken zu erwählenden Deputierten (§ 88 Nr. 7), imgleichen der Deputierte der Grafschaft Hohnstein und einer von den Deputierten des Landes Hadeln müssen

entweder aus ländlichem oder städtischem Grundbesitze oder aus im Lande radizierten Kapitalien ein reines Einkommen von dreihundert Thalern, welches, wenn nicht durch Erbschaft, wenigstens ein Jahr vor der Wahl erworben gewesen sein muss, besitzen

oder eine jährliche Diensteinnahme von achthundert Thalern, als Gemeindebeamte aber von vierhundert Thalern geniessen, oder endlich von ihrer Wissenschaft, ihrer Kunst oder ihrem Gewerbe ein jährliches Einkommen von tausend Thalern beziehen, auch solches bereits drei Jahre vor der Wahl gehabt haben.

§ 90. Die Deputierten der Grundbesitzer (§ 88 Nr. 8), mit Ausnahme des Deputierten der Grafschaft Hohnstein und eines den Deputierten des Landes Hadeln, müssen

1) Grundbesitzer in der Provinz sein, aus welcher sie gewählt werden.

2) aus ihrem ererbten oder wenigstens ein Jahr vor der Wahl erworbenen und im Königreiche belegenen Grundvermögen ein reines Einkommen von jährlich dreihundert Thalern haben.

§ 91. An der Wahl der städtischen Deputierten sollen ausser den stimmführenden Mitgliedern des Magistrats auch die Bürgervorsteher und diejenigen Wahlmänner teilzunehmen berechtigt sein, welche hiezu von den Bürgern besonders erwählt waren.

Mehrere Städte, welche zusammen einen Deputierten zu erwählen haben, wählen gemeinschaftlich durch eine Wahlversammlung, jedoch sind dieselben, falls nicht mehr als drei konkurrieren, auch befugt, einzeln der Reihe nach zu wählen.

Die Deputierten der nicht zu einer Ritterschaft gehörenden Grundbesitzer werden, mit Vorbehalt jedoch der für die Bremischen Marschen, das Land Hadeln, die Hoya- und Diepholzischen Freien, die Grafschaft Hohnstein und den dritten Stand in Ostfriesland bestehenden oder zu treffenden besonderen Einrichtungen, durch Wahlmänner gewählt, welche von den Bevollmächtigten der Gemeinden bestellt werden.

III. Gemeinschaftliche Bestimmungen für beide Kammern.

§ 92. Die Wahlberechtigten jeder Art sind verpflichtet, die ihnen zustehende Wahl zeitig und gehörig vorzunehmen.

§ 93. Die Mitglieder beider Kammern müssen

1) einer der im Königreiche anerkannten christlichen Kirchen zugethan sein,
2) das fünfundzwanzigste Lebensjahr zurückgelegt haben,
3) im Königreiche wohnen und
4) nicht in auswärtigem wirklichen Dienste stehen.

Ausgenommen sind:

a) von den Bestimmungen unter den Nris 2, 3 und 4 die Prinzen des königlichen Hauses. Der Kronprinz ist nach dem zurückgelegten 18. Jahre, jeder der übrigen Prinzen nach dem vollendeten 21. Jahre in die erste Kammer einzutreten berechtigt;
b) von den Bestimmungen unter den Nris. 3 und 4 die Standesherren und diejenigen, welche in den herzoglich Braunschweig-Wolfenbüttelschen Landen wohnen oder daselbst ein Amt bekleiden, so lange hierunter das Gleiche beobachtet wird;
c) von der Bestimmung unter der No. 3 Rittergutsbesitzer, die Unterthanen eines andern Bundesstaates und zugleich Mitglieder einer Ritterschaft im Königreiche Hannover sind, so lange in dem erstgedachten Staate nicht das Gegenteil vorgeschrieben ist.

§ 94. Wer wegen eines Kriminalverbrechens bestraft oder deswegen in Untersuchung gezogen worden ist, ohne von der Beschuldigung völlig freigesprochen zu sein, kann nicht Mitglied der

gemeinsame städtische Zwecke bestimmten Privatanstalten zum Gegenstande hat.

Schon bestehende Verfassungsurkunden einzelner Städte werden bei Revidierung derselben, unter Berücksichtigung der Lokalverhältnisse, sowie unter Zuziehung von Vertretern der Bürgerschaft mit den vorstehenden Grundsätzen in Übereinstimmung gebracht werden.

Diese Grundsätze sind gleichfalls bei Festsetzung der Verfassung der Flecken, jedoch unter den durch die Verhältnisse gebotenen Beschränkungen und Ausnahmen, zur Anwendung zu bringen.

§ 60. Den Landgemeinden steht unter Aufsicht der Verwaltungsbehörden die eigene Verwaltung ihres Vermögens und die Regulierung der ihnen obliegenden Gemeindeabgaben und Leistungen zu.

Es sollen die Landgemeinden in der Regel das Recht haben, ihre Gemeindebeamte mit Vorbehalt obrigkeitlicher Bestätigung zu wählen. Ausnahmen von dieser Regel finden auf den Grund vorhandener Berechtigungen statt; sie können aber auch wegen besonderer Verhältnisse in den Gemeinden bestehen.

§ 61. Die behuf Einrichtung der Landgemeinden zu erlassenden gesetzlichen Bestimmungen, insoweit es deren bedarf, sind im Wege der Provinzialgesetzgebung zu treffen.

§ 62. Den in den verschiedenen Provinzen bestehenden ritterschaftlichen Korporationen verbleiben ihre statutenmässigen Rechte.

Den Ritterschaften steht die Befugnis zu, ihre Statuten mit königlicher Genehmigung abzuändern oder neue Statuten einzuführen. Auch sind dieselben insbesondere befugt, mit königlicher Genehmigung Vereine zur Erhaltung ihrer Güter zu errichten.

Viertes Kapitel. Von den Kirchen, Unterrichtsanstalten und milden Stiftungen.

§ 63. Der evangelischen und römisch-katholischen Kirche werden freie öffentliche Religionsübung und ihre verfassungsmässigen Rechte zugesichert.

§ 64. Dem Könige gebührt kraft der ihm zustehenden Staatsgewalt über beide Kirchen das Oberaufsichts- und Schutzrecht.

§ 65. Die Anordnung der geistlichen Angelegenheiten bleibt unter Oberaufsicht des Königs der in der Verfassung einer jeden dieser Kirchen gegründeten Kirchengewalt überlassen.

§ 66. In der evangelischen Kirche werden die Rechte der Kirchengewalt vom Könige in Gemässheit der bestehenden Kirchenverfassung unmittelbar oder mittelbar durch die Konsistorial- oder Presbyterialbehörden, welche aus evangelischen Geistlichen und weltlichen Personen bestehen sollen, unter königlicher Oberaufsicht ausgeübt.

Jedoch sind künftig etwa zu treffende nähere Bestimmungen über die innere Organisation und den Geschäftskreis dieser Behörden nicht ausgeschlossen.

Durch ein Gesetz kann die streitige und freiwillige Gerichtsbarkeit der Konsistorien den weltlichen Gerichten beigelegt werden.

Den Gemeinden und Einzelnen sollen die in Hinsicht der im ersten Absatze dieses § erwähnten Verhältnisse ihnen zustehenden Rechte ungekränkt erhalten werden.

Sollten für das ganze Königreich oder ganze Landesteile neue Kirchenordnungen erlassen oder in wesentlichen Grundsätzen derselben und namentlich in der Liturgie Veränderungen gemacht werden, so ist darüber mit einer vom Könige zusammenzuberufenden Versammlung von geistlichen und weltlichen Personen, welche teils vom Könige bestimmt, teils von den Geistlichen und Gemeinden in den betreffenden Landesteilen auf die sodann durch Verordnung zu bestimmende Weise gewählt werden, zu beraten.

§ 67. Bekennt sich der König oder der Regent nicht zur evangelischen Kirche, so werden die Rechte der Kirchengewalt einstweilen von den vereinten evangelischen Staatsministern ausgeübt. Zur Sicherstellung des Rechtszustandes der evangelischen Kirche sollen sodann über die Art und Weise der Ausübung der Kirchengewalt die erforderlichen Anordnungen mit Zustimmung der allgemeinen Ständeversammlung getroffen werden.

§ 68. In der römisch-katholischen Kirche gebührt den Bischöfen oder Administratoren der Diözesen Hildesheim und Osnabrück die Ausübung der Kirchengewalt in Gemässheit der Verfassung dieser Kirche.

Die im § 64 namhaft gemachten Rechte der Staatsgewalt werden auch in Hinsicht der Verwaltung des Vermögens der einzelnen römisch-katholischen Kirchen und der kirchlichen und milden Stiftungen vom Könige unmittelbar oder mittelbar durch die von ihm dazu bestellten Behörden ausgeübt.

§ 69. Alle allgemeinen Anordnungen der römisch-katholischen Kirchenbehörden, welche nicht rein geistliche Gegenstände betreffen, können nur nach vorher erfolgter ausdrücklicher königlicher Genehmigung verkündigt und vollzogen werden.

Betreffen jene Anordnungen reine Glaubens-, kirchliche Lehr- und Disziplinarsachen, so sind sie vor deren Bekanntmachung behuf Ausübung des Oberaufsichtsrechts (§ 64) dem Könige zur Einsicht vorzulegen.

§ 70. Alle amtlichen Kommunikationen mit dem päpstlichen Stuhle und mit auswärtigen Kirchenversammlungen müssen dem Könige zur Einsicht vorgelegt werden.

Die vom päpstlichen Stuhle oder von auswärtigen Kirchenversammlungen an die römisch-katholische Kirche im Königreiche, an ganze Kirchengemeinden oder an einzelne Personen in denselben zu erlassenden Bullen, Breven, Reskripte, Beschlüsse oder sonstige Schreiben bedürfen vor ihrer Verkündigung oder Behändigung des königlichen Placet, wenn sie nicht rein geistliche Gegenstände betreffen. Wenn dieselben rein geistliche Gegenstände be-

treffen, so sind sie behuf Ausübung des Oberaufsichtsrechts (§ 64) dem Könige zur Einsicht vorzulegen.

Ausgenommen von den Bestimmungen dieses Paragraphen sind die Kommunikationen in Gewissenssachen einzelner Personen.

§ 71. Beschwerden über Missbrauch der Kirchengewalt können auch bis an den König gebracht werden, welcher nach Anhörung des Staatsrates darüber entscheiden wird.

Sind diese Beschwerden von der Beschaffenheit, dass sie verfassungsmässig an die Kirchenobern gelangen können, so sind sie zunächst an diese und erst alsdann, wenn hier keine Abhülfe erfolgt, an die weltliche Regierungsbehörde und zuletzt an den König zu bringen.

§ 72. Die nicht unmittelbar vom Könige oder dessen Behörden, sondern von Dritten ernannten oder präsentierten Prediger oder Pfarrer und anderen höheren Kirchendiener der evangelischen und römisch-katholischen Kirche bedürfen der Bestätigung des Königs oder der dazu von ihm bestimmten Behörden, welche jedoch ohne erhebliche Gründe nicht verweigert werden wird.

Über die kanonischen Eigenschaften des zu Bestätigenden entscheidet die geistliche Behörde allein.

Vor erfolgter Bestätigung hat der Ernannte oder Präsentierte kein Recht auf die Ausübung der Amtsgeschäfte und auf den Genuss der Amtseinkünfte. Die einstweilige Besorgung der Geschäfte eines erledigten Kirchenamts hat die geistliche Behörde allein anzuordnen vorbehältlich der auch bei einstweiligen Anstellungen von Geistlichen der Regierung zustehenden Bestätigung.

§ 73. Der König gewährt durch seine Behörden sämtlichen Kirchendienern jede zur ordnungsmässigen Ausübung ihrer Amtsgeschäfte erforderliche gesetzliche Unterstützung und schützt sie in der ihnen zukommenden Amtswürde.

Sämtliche Kirchendiener sind in Hinsicht ihrer bürgerlichen Verhältnisse und Handlungen, wie auch ihres Vermögens den Gesetzen des Landes unterworfen.

§ 74. Die Entlassung der Kirchendiener von ihrem Amte, wie auch deren Suspension vom Amte, verbunden mit der vom Gehalte, kann im Disziplinarverfahren nicht anders stattfinden, als nachdem die Kirchenbehörde eine gehörige Untersuchung angestellt und die Kirchendiener mit ihrer Verteidigung hinreichend gehört hat.

In Hinsicht der Prediger oder Pfarrer und der übrigen höheren Geistlichen ist in solchen Fällen die Bestätigung des zuständigen Departementsministers oder des Königs erforderlich.

Blosse Amtssuspension kann beim Anfange einer wider einen Kirchendiener angestellten Untersuchung sofort von der geistlichen Behörde verfügt werden.

§ 75. Das gegenwärtige und zukünftige Vermögen aller Stiftungen ohne Ausnahme darf unter keinem Vorwande zum Staatsvermögen gezogen oder zu anderen als den gesetz- oder

stiftungsmässigen Zwecken verwandt werden. Über die Befugnis, eine Privatstiftung mit Bewilligung aller Beteiligten aufzuheben, entscheiden die Vorschriften der Rechte.

Dem Könige gebührt das Oberaufsichtsrecht über alle für kirchliche Zwecke, für den Unterricht oder für andere öffentliche Zwecke bestimmten Stiftungen.

Auf Stiftungen, welche nicht für öffentliche Zwecke bestimmt sind, erstreckt sich das Oberaufsichtsrecht nicht anders, als wenn sie der Oberaufsicht der Regierungsgewalt besonders anvertraut sind und solche von dieser übernommen ist.

Ist durch den Stifter oder durch die dabei beteiligten Personen für die Verwaltung der Stiftungen eine Bestimmung getroffen, so berechtigt das Oberaufsichtsrecht nicht zu einer Einmischung in die Verwaltung selbst.

Eine Abänderung der im zweiten Absatze dieses Paragraphen bezeichneten Stiftungen kann von der Regierungsgewalt nur nach vorgängiger Vernehmung der zur Verwaltung und Aufsicht etwa Berechtigten und nur dann vorgenommen werden, wenn der Zweck der Stiftung auf die vorgeschriebene Weise nicht mehr zu erreichen ist. Indess muss das Vermögen unter thunlichster Berücksichtigung der Wünsche der zur Verwaltung und Aufsicht etwa Berechtigten zu gleichen oder möglichst ähnlichen und der mutmasslichen Absicht des Stifters am meisten entsprechenden Zwecken wieder verwandt werden.

Wenn bei der Entscheidung der zuständigen obern Verwaltungsbehörde über die Notwendigkeit der Abänderung oder über die künftige Verwendung des Vermögens einer Stiftung die zur Aufsicht oder Verwaltung etwa Berechtigten sich nicht beruhigen wollen, so steht es ihnen zu, sich dieserhalb an den betreffenden Departementsminister und erst dann, wenn hier keine Abhülfe erfolgt, an den König zu wenden, welcher nach Anhörung des Staatsrates entscheidet. Für beide Fälle gelten die im § 35 bestimmten Fristen.

Bei Abänderung von geistlichen Stiftungen muss die den Kirchenobern zustehende Mitwirkung eintreten.

Auch bleiben die Bestimmungen des § 35 des Reichsdeputations-Hauptschlusses vom 25. Februar 1803 in Rücksicht der in demselben bezeichneten Güter, insofern eine endliche Verfügung darüber noch nicht getroffen worden ist, ausdrücklich vorbehalten.

§ 76. Insofern die Verwalter des Vermögens der einzelnen Kirchen und der dazu gehörenden Stiftungen und Armenanstalten den bisherigen Einrichtungen gemäss nicht von der Kirchengemeinde gewählt werden und diese an der Verwaltung einen grössern Anteil nicht gehabt, sollen den Verwaltern dieses Vermögens in jeder Kirchengemeinde nach den darüber zu erlassenden besonderen Verfügungen einige von der Kirchengemeinde zu erwählende Vorsteher unter Mitwirkung der Pfarrgeistlichen zur Seite stehen, welche bei allen wichtigen, auf die Verwaltung sich beziehenden

Massregeln, bei Veräusserungen einzelner Teile dieses Vermögens, wie auch der zur Dotation der Kirchenämter und der zu Pfarrwitwentümern gehörenden Grundstücke oder Gerechtigkeiten, ferner bei Werken, die zu kirchlichen oder geistlichen Zwecken unternommen, nicht weniger bei Leistungen, die zu solchen Zwecken ausgeschrieben werden, und endlich bei der Rechnungsablage gehört werden müssen. Hiedurch sollen jedoch so wenig die Rechte der Kirchenpatronen in Ansehung der Wahl von Rechnungsführern, Kirchenvorstehern, Juraten etc. verändert werden, als die diesen Personen selbst etwa zustehenden Rechte.

In denjenigen Fällen, in welchen der Kirchenpatron die Ausgaben ausschliesslich bestreitet, tritt die Bestimmung dieses § nicht ein. Auch soll diese Bestimmung den in einzelnen Landesteilen bestehenden Einrichtungen, nach welchen die Vorsteher der Kirchengemeinden auf andere Weise vorgeschlagen oder ernannt werden, nicht entgegenstehen.

§ 77. Der Unterricht in den Volksschulen bleibt der Aufsicht der Pfarrer und der zuständigen kirchlichen Behörde unter Oberaufsicht des Königs überlassen.

§ 78. Die im dritten Kapitel dieser Verfassungsurkunde enthaltenen Bestimmungen über Gemeindelasten finden als solche keine Anwendung auf diejenigen Grundsätze, nach welchen die Ausgaben für Kirchen und Schulen, namentlich für Unterhaltung von Kirchen-, Pfarr- und Schulgebäuden aufzubringen sind oder für solche Zwecke Dienste geleistet werden müssen.

§ 79. Das von den vormaligen Klöstern und anderen ähnlichen Stiftungen in den verschiedenen Teilen des Königreichs herrührende, zu einer abgesonderten Masse vereinigte Vermögen soll von den übrigen öffentlichen Kassen gänzlich getrennt bleiben und allein zu Zuschüssen für die Landesuniversität, für Kirchen und Schulen, auch zu milden Zwecken aller Art verwandt werden.

Die Verwaltung dieses Vermögens gebührt allein der vom Könige dazu bestellten Behörde.

Den allgemeinen Ständen soll im Anfange eines jeden Landtags eine Übersicht der daraus stattgehabten Verwendungen und der mit der Substanz desselben vorgegangenen Veränderungen zur Nachricht mitgeteilt werden.

Veräusserungen einzelner Teile dieses Klostervermögens sind der Regel nach unzulässig und können nur unter denselben Bedingungen und Voraussetzungen stattfinden, unter welchen eine Veräusserung von Domänen und Regalien zufolge § 131 dieser Verfassungsurkunde erlaubt ist.

Fünftes Kapitel. Von den Landständen.

Titel I. Von den Landständen überhaupt.

§ 80. Für die einzelnen Provinzen des Königreichs sollen Provinziallandschaften, für das ganze Königreich aber soll eine allgemeine Ständeversammlung bestehen.

§ 81. Provinziallandschaften sollen bestehen
1) für die Fürstentümer Calenberg, Göttingen und Grubenhagen nebst den vormals hessischen Ämtern im Fürstentume Göttingen und dem diesseitigen Eichsfelde,
2) für das Fürstentum Lüneburg mit Einschluss der diesseitigen Teile des Herzogtums Sachsen-Lauenburg,
3) für die Grafschaften Hoya und Diepholz mit den vormals hessischen Ämtern in diesen Provinzen,
4) für die Herzogtümer Bremen und Verden,
5) für das Fürstentum Osnabrück,
6) für das Fürstentum Hildesheim nebst der Stadt Goslar,
7) für das Fürstentum Ostfriesland und das Harrlingerland.

Inwiefern in anderen Landesteilen auch Provinziallandschaften eingerichtet oder jene andern Provinziallandschaften angeschlossen werden sollen, wird weiteren Verhandlungen der Regierung mit den Beteiligten vorbehalten.

§ 82. Den Provinziallandschaften verbleiben ihre Rechte, soweit solche nicht auf die allgemeine Ständeversammlung übergegangen sind.

Die Provinziallandschaften haben das Recht der Zustimmung zur Erlassung, Wiederaufhebung, Abänderung und authentischen Interpretation aller Provinzialgesetze, durch welche die persönliche Freiheit, das Privateigentum oder sonstige wohlerworbene Rechte der Unterthanen entzogen oder beschränkt werden.

Inzwischen ist die Zustimmung der Provinziallandschaften nicht erforderlich bei solchen Provinzialverordnungen, welche allein die Ausführung und Handhabung bestehender Gesetze (§ 121) oder die Erlassung vorübergehender gesetzlicher Verfügungen ausserordentlicher Natur (§ 122) bezwecken oder in Anordnungen der Sicherheits- oder Wohlfahrtspolizei bestehen.

Grössere Rechte, wo sie bestehen, sollen hiedurch ebensowenig ausgeschlossen werden als das ratsame Gutachten bei anderen Provinzialgesetzen.

Provinzielle Abgaben und Lasten bedürfen der Bewilligung der Provinzialstände.

Titel II. Von den allgemeinen Ständen.

§ 83. Die allgemeine Ständeversammlung besteht aus zwei Kammern, welche in ihren Rechten und Befugnissen sich gleich sind.

I. Erste Kammer.

§ 84. Die erste Kammer soll bestehen aus:
1) den königlichen Prinzen, Söhnen des Königs und den übrigen Prinzen der königlichen Familie,
2) dem Herzoge von Arenberg, dem Herzoge von Looz-Corswaaren und dem Fürsten von Bentheim, so lange sie im Besitze ihrer Standesherrschaften sich befinden,
3) dem Erblandmarschall des Königreichs,

§ 133. Die Hypotheken, womit die Domänen und Regalien bei Verkündigung dieser Verfassungsurkunde belastet sind, sollen durch die obigen Bestimmungen ihre Gültigkeit nicht verlieren.

Diejenigen Schulden, welche bei Errichtung dieser Verfassungsurkunde auf der königlichen Kasse ruhen oder auf dieselbe von der vereinigt gewesenen Kasse wieder übertragen werden, werden durch die Bestimmung des § 132 nicht getroffen. Es können daher auch Kapitalabträge, welche bei diesen Schulden vorkommen, sofort oder später durch neue Anleihen gedeckt werden. Soweit diese Schulden indessen durch die dazu bestimmten eigenen Tilgungsmittel vermindert werden, findet rücksichtlich derselben eine Ausnahme von dem § 132 nicht statt.

§ 134. Der allgemeinen Ständeversammlung soll im Anfange einer jeden ordentlichen Diät eine Nachweisung über die rücksichtlich der Substanz des Domanialvermögens etwa stattgefundenen Veränderungen erteilt werden.

§ 135. Die Verwaltung der Domänen und Regalien, sowie ihrer Aufkünfte hängt allein vom Könige ab. Die Stände können in dieser Hinsicht keine Art der Mitwirkung in Anspruch nehmen, sofern nicht der König für einzelne Gegenstände ihnen eine solche Mitwirkung zeitweise einräumt. Vgl. jedoch § 126.

§ 136. Die reinen Einkünfte aus den Domänen und Regalien sollen verwandt werden:

zur Bezahlung der Zinsen der auf den Domänen haftenden Schulden und zum allmählichen Abtrage der Passivkapitalien,

zur Bestreitung der Bedürfnisse des Königs, der Königin, der minderjährigen Prinzen und Prinzessinnen, Söhne und Töchter des Königs,

zu den Einrichtungskosten und Jahrgeldern des Kronprinzen, den Jahrgeldern und Apanagen der übrigen Prinzen und den Deputaten der Prinzessinnen des königlichen Hauses, sowie zu dem standesmässigen Auskommen der verwitweten Königin und der verwitweten Kronprinzessin,

zur Bestreitung der Kosten der Landesverwaltung und eines zur Unterhaltung des Heeres zu leistenden Beitrages.

§ 137. Die Aufkünfte aus den Domänen und Regalien sollen künftig nicht mit den Steuern und Chausseegeldern vereint in eine gemeinschaftliche Kasse fliessen, sondern es soll die bis zum 1. Julius 1834 bestandene Trennung der königlichen Kassen und der Landeskasse wieder hergestellt werden und das bis zum 25. September 1833 bestandene rechtliche Verhältnis dieser Kassen — soweit solches nicht durch die Bestimmungen dieser Verfassungsurkunde oder durch besondere Vereinbarungen zwischen König und Ständen verändert worden — wieder eintreten.

Ausser den Einkünften aus den königlichen Domänen und Regalien gehören auch die Überschüsse der Lotterien und vom Intelligenzkontor zu Hannover, wie auch die Sporteln der königlichen Behörden zu den Einkünften der königlichen Kasse.

§ 138. Die königliche Kasse ist allein vom Könige abhängig und wird nach den von ihm zu treffenden Anordnungen verwaltet.

Da [*den*] Ständen zur Beurteilung der Frage, inwieweit ständische Mittel zu den Landesausgaben zu bewilligen sind, von dem Zustande der königlichen Kasse Kenntnis zu geben ist, so soll der allgemeinen Ständeversammlung bei Eröffnung eines jeden Landtags eine Übersicht der Einnahmen und Ausgaben der königlichen Kasse in den seit der zunächst vorhergegangenen derartigen Mitteilung abgeschlossenen Rechnungsjahren zugestellt werden, welche sich gleichwohl in Hinsicht auf die Ausgabe auf die in der Anlage zum § 140 und in Hinsicht auf die Einnahme auf die in der Anlage A [*hier weggelassen*] zu dem gegenwärtigen § verzeichneten Rubriken beschränken kann.

§ 139. Die erforderlichen Ausgaben für die Kosten der Landesverwaltung und für sonstige Landesbedürfnisse sind unter Berücksichtigung der in den §§ 129 und 136 enthaltenen Grundsätze nach bestimmten Gegenständen auf die königliche und die Landeskasse zu verteilen.

Die Verteilung kann ohne Zeitbeschränkung, muss aber jedesmal mindestens auf sechs Jahre im voraus geschehen.

Durch eine solche Verteilung soll das Recht der allgemeinen Ständeversammlung zur Bewilligung der aus der Landeskasse zu bestreitenden Ausgaben nicht beschränkt werden können.

§ 140. In der Anlage B [*hier weggelassen*] sind die Gegenstände aufgeführt, nach welchen durch eine neben dieser Verfassungsurkunde getroffene Vereinbarung vom 1. Julius 1841 an die Ausgaben auf die königliche und die Landeskasse verteilt sind.

Diese Vereinbarung gilt so lange, bis dieselbe vom Könige oder von der allgemeinen Ständeversammlung aufgekündigt wird, was jedoch nicht vor dem 1. Julius 1847 geschehen kann.

Nach dem 1. Julius 1847 kann in jeder ordentlichen Diät, nachdem zuvor das Budget bewilligt ist, von beiden Seiten eine Kündigung vorgenommen werden. Dieselbe bewirkt, dass die bis dahin bestandene Vereinbarung mit dem Ablaufe der Periode desjenigen Budgets, welches Stände vor der Kündigung bewilligt haben, ausser Kraft gesetzt wird, und dass in der nächsten auf die Kündigung folgenden ordentlichen Diät eine neue Verhandlung über die künftige Verteilung der Ausgaben zuzulegen ist, behuf welcher der König den allgemeinen Ständen bestimmte Vorschläge zeitig machen wird.

§ 141. Neu entstehende Kosten der Landesverwaltung fallen zunächst auf die königliche Kasse, insofern aber die Mittel der königlichen Kasse deren Übernahme nicht gestatten, nach Massgabe der darüber zwischen König und Ständen zu treffenden Vereinbarung auf die Landeskasse.

§ 142. Über die Verwendung oder Anlegung eines während des Landtags in der königlichen Kasse entstandenen Überschusses

wird der König bei der Eröffnung eines jeden Landtags der allgemeinen Ständeversammlung Mitteilung machen.

§ 143. Sollte eine dauernde Verbesserung der königlichen Kasse durch nachhaltige Erhöhung ihrer Gesamteinnahme oder durch bleibende Verminderung ihrer Ausgaben eintreten, so hat bei Mitteilung der Übersicht der Lage der königlichen Kasse (§ 138) diese einen entsprechenden Teil der Ausgaben der Landeskasse zu übernehmen.

§ 144. Sollte dagegen die Gesamteinnahme der königlichen Kasse sich dauernd vermindern oder die Bedürfnisse des königlichen Hauses, namentlich durch das Hinzukommen grösserer Ausgaben für nicht regierende Mitglieder desselben zunehmen, oder sollte die Gesamtausgabe dauernd so sehr steigen, dass sie nicht ferner von der königlichen Kasse getragen werden kann, so wird der König bei Mitteilung der Übersicht der Lage seiner Kasse im Anfange eines jeden Landtags bei der allgemeinen Ständeversammlung darauf antragen, dass der aus der Landeskasse erforderliche Zuschuss für die Dauer des Landtags, oder sofern der Zweck der Ausgabe früher wegfallen sollte, bis zu diesem Zeitpunkte bewilligt werde.

§ 145. Der König wird die Ausgaben für die nicht regierenden Mitglieder des königlichen Hauses im übrigen nicht höher bestimmen, als solches von des hochseligen Königs Wilhelm IV. Majestät geschehen war. Das Wittum der Königin soll indess jährlich 60000 Rthlr. Gold betragen, und die geringste Apanage eines zur Apanage berechtigten volljährigen Prinzen des königlichen Hauses soll aus 6000 Rthlr. Gold bestehen.

Wenn im Laufe eines Landtags ein Fall eintritt, infolgedessen Jahrgelder, Apanagen, Wittümer oder derartige Zahlungen für nicht regierende Mitglieder der königlichen Familie aus der königlichen Kasse zu leisten sind, so hängt es von der Bestimmung des Königs ab, bis zum Anfange des nächsten Landtags aus der Landeskasse einen Zuschuss an die königliche Kasse zu den von ihr zu tragenden Landesausgaben zahlen zu lassen und den Betrag desselben bis zu der Höhe der zu leistenden Apanagen etc. zu bestimmen, auch die Anweisung dieses Zuschusses auf verfassungsmässige Weise zu veranlassen, vorbehältlich jedoch der Aufnahme der zu zahlenden Summe in das jedesmalige Budget der Landeskasse. Findet sich jedoch am Schlusse eines solchen Landtags ein Überschuss in der königlichen Kasse, so soll selbiger dazu angewandt werden, um die im Laufe desselben Landtags aus der ständischen Kasse zahlbar gemachten Zuschüsse wegen Apanagen zu decken und zu restituieren.

§ 146. Das Privatvermögen des Königs, der Königin, der Prinzen und Prinzessinnen, wozu auch die mit ihren Einkünften gemachten Erwerbungen gehören, verbleibt nach Massgabe hausgesetzlicher oder, soweit diese darüber nicht entscheiden, der

landesgesetzlichen Bestimmungen der freien Verfügung der Berechtigten.

§ 147. Das Vermögen der mit der Krone verbundenen Schatullkasse bleibt Fideikommiss des königlichen Hauses. Die Verwaltung dieses Vermögens, sowie die Verfügung über die Einkünfte steht allein dem Könige zu.

§ 148. Die für die Allodifikation königlicher Lehen eingekommenen und künftig eingehenden Renten und Kapitalien fliessen in eine abgesonderte Kasse, über welche der König ausschliesslich verfügt.

§ 149. Über die Ausgaben, welche aus der Landeskasse zu bestreiten sind, soll der allgemeinen Ständeversammlung in jeder ordentlichen Diät, also alle zwei Jahre, ein nach Hauptdienstzweigen und für jedes Jahr gesondertes Budget vorgelegt und mit den nötigen, auf Antrag der Stände zu vervollständigenden Nachweisungen und Erläuterungen begleitet werden.

§ 150. Die allgemeine Ständeversammlung hat das Recht, das Budget zu prüfen und zu bewilligen.

Ausgaben, welche auf bestimmten bundes- oder landesgesetzlichen oder auf privatrechtlichen Verpflichtungen beruhen, darf die allgemeine Ständeversammlung nicht verweigern.

Behuf Bewilligung der zur Unterhaltung des Heeres erforderlichen Ausgaben dienen die gegenwärtig feststehenden Summen und die bestehenden Grundsätze so lange zur Richtschnur, bis ein Anderes zwischen König und Ständen vereinbart ist.

§ 151. Die Ersparungen, welche bei dem Ausgabeetat des Kriegsministeriums gemacht werden, sind als Kriegsschatz zu sammeln und niederzulegen. Die Vorräte dieses Kriegsschatzes sind für die Ausgaben des Kriegsministeriums zu verwenden, sobald letztere die ordentlichen Mittel übersteigen. Zu anderen Zwecken können Verwendungen aus dem Kriegsschatze nur mit Einwilligung der allgemeinen Ständeversammlung des Königreichs geschehen.

§ 152. Bei Vermählungen von Töchtern eines Königs oder von Töchtern der Söhne eines Königs werden die hergebrachten Ausstattungen jener Prinzessinnen auf den Antrag des Königs von der allgemeinen Ständeversammlung bewilligt und aus der Landeskasse bezahlt.

§ 153. Gleichzeitig mit dem Anschlage der Ausgaben soll der allgemeinen Ständeversammlung ein Anschlag der zu deren Bestreitung erforderlichen Einnahmen an Steuern und sonstigen Zuflüssen der Landeskasse vorgelegt werden.

§ 154. Die Steuern bedürfen der Bewilligung der allgemeinen Ständeversammlung, welche jedesmal für die nächste zweijährige Finanzperiode (§ 106) auszusprechen ist.

In dem jedesmal erforderlichen Ausschreiben soll der ständischen Bewilligung besonders erwähnt werden.

Die Bewilligung darf an keine Bedingung geknüpft werden,

welche nicht das Wesen und die Verwendung der Steuern unmittelbar betrifft.

§ 155. Sollten die vom Könige in Antrag gebrachten Steuern bei Auflösung einer Ständeversammlung nicht bewilligt sein, so können die bisherigen Steuern noch ein Jahr vom Ablaufe der letzten von den Ständen ausdrücklich ausgesprochenen Bewilligung an unverändert forterhoben und zu dem Ende unter Bezugnahme auf diesen § ausgeschrieben werden. War jedoch eine für sich allein beschriebene Art von Steuern nur für einen besondern, genau bestimmten vorübergehenden Zweck bewilligt, und ist dieser Zweck erreicht, so tritt in Ansehung dieser Steuer eine Ausnahme von der vorstehenden Vorschrift ein.

§ 156. Wenn bei Eröffnung eines neuen Landtags — nachdem die Wahlen zu demselben mindestens sechs Wochen vorher ausgeschrieben waren — oder in einer spätern ordentlichen Diät, nachdem in dem einen wie in dem andern Falle das Budget den Ständen vier Wochen zur Bewilligung vorgelegen hat, diese Bewilligung deshalb nicht erfolgt ist, weil die Beschlussfähigkeit einer oder beider Kammern durch Unvollzähligkeit gehindert oder unterbrochen ist, ohne dass vorher der ständische Beschluss über die Steuern und das Budget vollendet und ausgefertigt war,

so steht dem Könige das Recht zu, für ein Jahr die bisherigen Steuern auf den Grund der letzten ständischen Bewilligung unter Bezugnahme auf diesen § ausschreiben und forterheben, auch dieselben behuf Erfüllung der Bundespflichten und für die verfassungsmässigen Bedürfnisse der Regierung und des Landes verwenden zu lassen.

Wird das Budget von den in ordentlicher Diät versammelten Ständen auch bei deren fortgesetzten oder erneuerten Beratungen nicht nachträglich für die nächste Steuerbewilligungsperiode bewilligt, so beruft der König die Stände wenigstens sechs Wochen vor Ablauf des ersten Steuerrechnungsjahrs zu einer ausserordentlichen Diät, damit sie das Budget für das zweite Jahr bewilligen können. Erfolgt solche Bewilligung auch dann nicht, so findet vorstehende Bestimmung auch ferner Anwendung.

§ 157. Die auf den Landes-Chausseen erhobenen Weggelder bleiben ausschliesslich zur Unterhaltung dieser Chausseen bestimmt und können in eine besondere Kasse fliessen; die Stände sind jedoch berechtigt, die Rechnungen einzusehen.

§ 158. Da die Landzölle und Schiffahrtsabgaben für jetzt mit den Eingangssteuern dergestalt verbunden sind, dass eine unmittelbare Erhebung der ersteren nicht ohne gänzliche Abänderung der hierunter bestehenden Einrichtung thunlich ist, so überlässt der König für die Dauer jener Verbindung die Benutzung seines Zollregals rücksichtlich der Landzölle und Schiffahrtsabgaben der Landeskasse, welche hiefür jährlich die Summe von 230 000 Rthlr. an die königliche Kasse zu vergüten hat. Das Recht selbst, sowie

für den Fall der Aufhebung jener Verbindung die anderweitige Bestimmung über dessen Benutzung behält sich der König vor.

§ 159. Der reine Ertrag der direkten und indirekten Steuern nach Abzug der Kosten ihrer Verwaltung und Erhebung — der zu leistenden Remissionen, Restitutionen und Bonifikationen, rücksichtlich welcher Positionen das ständische Bewilligungsrecht vorbehalten bleibt — wie auch der für die Benutzung des Zollregals an die königliche Kasse zu zahlenden Vergütung fliesst nebst den übrigen ihr zustehenden Einnahmen in die Landeskasse.

Die Rechnungen der Landeskasse sollen jedoch den Rohertrag der Steuern und die Ausgaben und Verwendungen, welche davon bis zur Ablieferung des Reinertrages an die Landeskasse gemacht sind, vollständig darlegen.

Die Verwaltung dieser Kasse steht unter der Aufsicht und obern Leitung des Finanzministers dem Schatzkollegium zu, welches teils durch Ernennungen des Königs, teils durch ständische Wahlen unter königlicher Bestätigung besetzt wird.

§ 160. Nur das Schatzkollegium erteilt Anweisungen auf die Landeskasse.

Der Finanzminister hat in Ansehung derjenigen Summen, welche den betreffenden Departementsministern zur Verwendung zustehen, eine Aufforderung zur Anweisung an das Schatzkollegium gelangen zu lassen, und von diesem ist hierauf die Zahlbarmachung an die betreffenden Departementsminister zu verfügen.

Das Schatzkollegium ist verpflichtet, die von dem Finanzminister bestimmten Beträge anzuweisen, insofern die verlangte Zahlung dem Zwecke der betreffenden Ausgabeposition des Budgets entspricht und dieselbe nicht überschreitet.

§ 161. Die königliche Kasse und die Landeskasse sind verpflichtet, sich, wenn eine derselben es bedürfen sollte, mit Vorschüssen aus ihren Vorräten zu Hülfe zu kommen. Die Anordnung eines solchen Vorschusses steht dem Finanzminister zu. In Gemässheit derselben hat das Schatzkollegium über den Vorschuss aus der königlichen Kasse zu quittieren und zu dem Vorschusse aus der Landeskasse die Anweisung zu erteilen. Der geleistete Vorschuss muss in Ermangelung einer zwischen dem Könige und den Ständen getroffenen anderweiten Vereinbarung binnen sechs Monaten nach Ablauf desselben Rechnungsjahrs zurückbezahlt werden. Über die Erteilung und Zurückzahlung derartiger Vorschüsse soll der allgemeinen Ständeversammlung in jeder ordentlichen Diät Mitteilung gemacht werden.

§ 162. Durch eine zwischen dem Könige und der allgemeinen Ständeversammlung vereinbarte Übertragung der auf der bisherigen gemeinschaftlichen Generalkasse ruhenden Schulden auf die königliche oder Landeskasse werden die Rechte der Gläubiger in keiner Hinsicht geändert.

§ 163. Neue Anleihen behuf der aus der Landeskasse zu

bestreitenden Ausgaben können nur unter Genehmigung des Königs nach erfolgter Bewilligung der allgemeinen Ständeversammlung gemacht werden.

Sollte indes wegen ausserordentlicher Umstände die ordentliche Einnahme der Landeskasse so bedeutende Ausfälle erleiden, dass sie die bewilligten Ausgaben zu bestreiten nicht vermöchte, oder sollten schleunige Kriegsrüstungen notwendig werden, zu deren Bestreitung die etwaigen Vorräte der Kriegskasse nicht hinreichend wären, so hat der König, wenn die allgemeinen Stände alsdann nicht versammelt sind, das Recht, auf den Antrag der zuständigen Minister unter Zuziehung des Finanzministers nach zuvor erfordertem Berichte des Schatzkollegiums und nach Anhörung des Staatsrates zur Deckung der bewilligten Ausgaben der Landeskasse oder zur Bestreitung der Kosten notwendiger Kriegsrüstungen Anleihen bis zum Gesamtbetrage von höchstens einer Million Thaler auf den Kredit der Landeskasse zu machen.

Die Verhandlungen über solche Anleihen sollen der allgemeinen Ständeversammlung bei ihrer nächsten Zusammenkunft vorgelegt und ihr nachgewiesen werden, dass dieselben notwendig gewesen und zum Nutzen des Landes wirklich verwandt worden sind.

§ 164. Das Anleihegeschäft, insofern nicht König und Stände ein Anderes ausdrücklich beschliessen, und die Verbriefung der Anleihen der Landeskasse liegt dem Schatzkollegium ob. Dasselbe ist ermächtigt, unter der obern Leitung des Finanzministers die erforderlich werdenden Umwandlungen bestehender Landesschulden, wenn deren Betrag dadurch nicht vermehrt wird, auszuführen und an die Stelle alter Landesschuldverbriefungen neue auszufertigen.

Alle vom Schatzkollegium auszustellenden Landesschuldverbriefungen müssen von wenigstens einem der vom Könige ernannten Mitglieder desselben und von wenigstens zwei von den Ständen erwählten Schatzräten unterschrieben werden.

§ 165. Die Verwendung der zur Tilgung der Landesschulden ausgesetzten Summen soll unter der Aufsicht und obern Leitung des Finanzministers vom Schatzkollegium geschehen.

§ 166. Das Schatzkollegium soll das gesamte Rechnungswesen der Landeskasse leiten und beaufsichtigen, die jährlichen Rechnungen derselben einziehen und prüfen und, nachdem eine nochmalige Prüfung dieser Rechnungen in dem Finanzministerio stattgefunden hat und die etwa gemachten Erinnerungen erledigt sind, dem Rechnungsführer Decharge erteilen.

Nachdem dies geschehen ist, sollen die Rechnungen an die allgemeine Ständeversammlung mitgeteilt werden, damit dieselbe sich von deren Richtigkeit überzeugen kann.

§ 167. Bestimmungen über die Organisation und den Geschäftskreis des Schatzkollegiums, insoweit sie nicht bereits durch die Verfassungsurkunde festgestellt sind, bedürfen der Zustimmung der allgemeinen Ständeversammlung.

Siebentes Kapitel. Von den oberen Landesbehörden und der königlichen Dienerschaft.

§ 168. Unter dem Könige führen die Minister die oberste Verwaltung des Königreichs. Die Minister sind, jeder in Hinsicht des ihm angewiesenen Wirkungskreises, allein dem Könige für die Vollziehung der Gesetze und Verordnungen und der königlichen Befehle verantwortlich. (Vergleiche jedoch § 40.)

Der König kann seine Minister nach Gefallen entlassen.

§ 169. Es soll ein Staatsrat bestehen, welcher mindestens eine Abteilung für die Justiz und eine Abteilung für das Innere enthält.

Der Zweck desselben ist, wichtige Regierungsangelegenheiten, vorzüglich die vom Könige zu verkündigenden Gesetze und Verordnungen, nach der darüber vom Könige zu treffenden Bestimmung und die Entlassung vom Dienste solcher königlichen Diener, welche nicht lediglich zur Klasse der Richter gehören (§ 177), zu beraten und die zwischen den Gerichten und Verwaltungsbehörden entstandenen Kompetenzstreitigkeiten zu entscheiden.

Die Einrichtung des Staatsrates hängt allein von der Bestimmung des Königs ab. (Vergleiche jedoch § 171.)

§ 170. Die Gerichte sind innerhalb der Grenzen ihrer richterlichen Kompetenz unabhängig, jedoch bleiben sie der obern Aufsicht des Landesherrn und der oberen Behörden unterworfen.

Die Verwaltungsbehörden als solche verfahren innerhalb ihres Wirkungskreises unabhängig von den Gerichten.

Beide entscheiden zunächst selbst über ihre Zuständigkeit, und es dürfen die Verfügungen oder Entscheidungen der Gerichte von den Verwaltungsbehörden und die der letzteren von den Gerichten weder abgeändert noch beseitigt werden, es sei denn auf den Grund einer durch den Staatsrat erfolgten Entscheidung.

§ 171. Entsteht ein durch wechselseitige Darlegung der verschiedenen Ansichten nicht zu beseitigender Kompetenzstreit zwischen den Gerichten und Verwaltungsbehörden, so entscheidet nach Anhörung beider Behörden der Staatsrat.

Die Entscheidung muss in einer Versammlung des Staatsrates gefällt werden, welche aus dem Vorsitzenden und aus einer gleichen Anzahl von mindestens sechs Mitgliedern jeder der Abteilungen für die Justiz und für das Innere besteht. Die Mitglieder sind für diese Funktion im voraus dauernd zu bestellen.

Bis zu dieser Entscheidung ist dem Verfahren in der betreffenden Angelegenheit einstweilen Anstand zu geben, es sei denn, dass mit dem Verzuge Gefahr verbunden wäre.

Hat eine Behörde als Verwaltungsbehörde gehandelt, so hat sie zu dem Zwecke der Erledigung des Kompetenzstreits an die ihr vorgesetzte Verwaltungsbehörde zu berichten.

Hat eine Unterbehörde, welcher die Justizpflege und die Verwaltung in erster Instanz zugleich obliegen, in der erstern Eigenschaft gehandelt und wird deren Kompetenz von der in dem

[illegible] [illegible] die [illegible] Oberbehörde in Zweifel ziehen, so ist die Kompetenzfrage zwischen ihr und dieser Oberbehörde zur Entscheidung zu bringen.

Erachten sich beide [illegible] Verwaltungsbehörden für kompetent, so ist diese Frage auf die oben vorgeschriebene Weise zu erledigen oder zu entscheiden. Ebenso kann in diesem Falle auch von den streitenden Privatpersonen, nachdem die betreffenden Oberbehörden zuvor vergebens angegangen sind, durch ein Gesuch an den König die Entscheidung des Staatsrathes herbeigeführt werden.

§ [illegible]. Die Ernennung und Entlassung der königlichen Diener gehört unter Beobachtung der verfassungsmäßigen Bestimmungen zu den Rechten des Königs.

Der König übt dieses Recht entweder selbst oder durch die von ihm bestellten Behörden aus.

Die Rechte der Korporationen und Einzelner in Beziehung auf Präsentation, Wahl, Ernennung und Entlassung der öffentlichen Beamten werden durch die gegenwärtige Verfassungsurkunde nicht verändert.

§ [illegible]. Bei Besetzung der Staatsämter soll, insofern nicht bei einzelnen Dienststellen eine ausdrückliche, gesetzlich bestimmte Ausnahme besteht, der Unterschied der Geburt durchaus kein Recht auf Vorzüge irgend einer Art begründen.

§ [illegible]. Werden Dienstentlassungen wegen Veränderung der Landesbehörden nothwendig, so hat der außer Thätigkeit gesetzte königliche Diener Anspruch auf ein seinen bisherigen Verhältnissen angemessenes Wartegeld.

Bei nothwendigen Dienstversetzungen hat der königliche Diener ein Recht auf seinen bisherigen Gehalt und Rang.

§ [illegible]. Diejenigen königlichen Diener, welche wegen Altersschwäche oder anderer körperlichen oder geistigen Gebrechen ihren Dienstpflichten nicht mehr Genüge leisten können und daher in den Ruhestand versetzt werden müssen, sollen eine ihren Dienstjahren und ihrem Diensteinkommen angemessene Pension erhalten.

§ [illegible]. Keinem königlichen Civildiener soll die nachgesuchte Entlassung vom Amte verweigert werden. Doch muß er sich vor dem wirklichen Austritt aus dem Dienste auf Verlangen seiner vorgesetzten Behörde aller ihm deshalb obliegenden Verpflichtungen vollständig entledigen.

§ [illegible]. Kein königlicher Civildiener — er mag vom Könige oder dessen Behörden, von Korporationen oder Einzelnen präsentirt, gewählt oder ernannt sein — kann seines Amtes willkürlich entsetzt werden.

Kein königlicher Diener, welcher [illegible] ein [illegible] bekleidet oder welcher Mitglied eines Obergerichts ist, kann aus irgend einem Grunde ohne richterliches Erkenntniß seines Amtes entsetzt, entlassen oder [illegible] auf ein anderes [illegible] Amt versetzt oder mit Entziehung des Gehalts suspendirt werden.

Dasselbe findet in Ansehung der übrigen königlichen Diener

statt, wenn diese wegen Amts- oder gemeiner Verbrechen ihres Amts entsetzt werden sollen.

Wenn königliche, nicht lediglich zur Klasse der Richter gehörende Diener nach fruchtlos vorhergegangener Warnung und Disziplinarstrafe ihren Dienstpflichten kein Genüge leisten, oder wenn sie durch ihr Betragen ein öffentliches Ärgernis geben oder wegen eines gemeinen Verbrechens mit einer Kriminalstrafe bereits belegt worden sind, so kann der König, nachdem er das Gutachten des Staatsrates darüber vernommen hat, nach Befinden der Umstände die Amtssuspension mit Entziehung des Diensteinkommens, die Versetzung auf ein eine geringere Einnahme gewährendes Amt und selbst die Entlassung vom Amte verfügen.

§ 178. Die Justiz- und Verwaltungsbehörden sind befugt, wider die ihnen untergebene Dienerschaft Disziplinarstrafen zu verfügen.

Die höheren Behörden sind befugt, wider diese Dienerschaft, soweit sie von ihnen angestellt ist, eine Suspension vom Amte und Gehalte, welche jedoch die Dauer eines Monats nicht überschreiten darf, zu verfügen. Es kann ihnen auch eine gleiche Befugnis rücksichtlich derjenigen ihnen untergebenen Dienerschaft übertragen werden, welche eine andere oder eine höhere Behörde angestellt hat.

§ 179. Die Dienstkündigung soll nur bei der untern königlichen Dienerschaft vorbehalten, dieselbe jedoch nur von dem zuständigen Staats- und Departementsminister zur Ausübung gebracht werden.

Achtes Kapitel. Von der Gewähr der Verfassung.

§ 180. Abänderungen der Verfassungsurkunde können nur unter Zustimmung des Königs und der allgemeinen Ständeversammlung getroffen werden.

Es kann darüber in der allgemeinen Ständeversammlung nur bei Anwesenheit von wenigstens drei Vierteilen der zum regelmässigen Erscheinen verpflichteten Mitglieder jeder Kammer abgestimmt werden.

Ein ständischer Beschluss, durch welchen die Verfassungsurkunde abgeändert werden soll, ist nur dann gültig, wenn derselbe entweder in der schliesslichen Abstimmung einhellig gefasst oder wenn derselbe auf zwei nach einander folgenden Landtagen jedesmal von wenigstens zwei Dritteilen der anwesenden Mitglieder jeder Kammer in schliesslicher Abstimmung genehmigt wird.

Abänderungen des Wahlgesetzes und der Geschäftsordnung der allgemeinen Ständeversammlung können unter den für andere Gesetze bestehenden Formen, jedoch nur unter Zustimmung der allgemeinen Ständeversammlung getroffen werden.

§ 181. Die Rechte des Landes auf die Unverletzlichkeit dieser Verfassung sind von der allgemeinen Ständeversammlung

andern Geschäftszweige ihr vorgesetzten Oberbehörde in Zweifel gezogen, so ist die Kompetenzfrage zwischen ihr und dieser Oberbehörde zur Erledigung zu bringen.

Erachten sich weder Gerichte noch Verwaltungsbehörden für kompetent, so ist diese Frage auf die oben vorgeschriebene Weise zu erledigen oder zu entscheiden. Jedoch kann in diesem Falle auch von den beteiligten Privatpersonen, nachdem die betreffenden Oberbehörden zuvor vergebens angegangen sind, durch ein Gesuch an den König die Entscheidung des Staatsrates herbeigeführt werden.

§ 172. Die Ernennung und Entlassung der königlichen Diener gehört unter Beobachtung der verfassungsmässigen Bestimmungen zu den Rechten des Königs.

Der König übt dieses Recht entweder selbst oder durch die von ihm bestellten Behörden aus.

Die Rechte der Korporationen und Einzelner in Beziehung auf Präsentation, Wahl, Ernennung und Entlassung der öffentlichen Beamten werden durch die gegenwärtige Verfassungsurkunde nicht verändert.

§ 173. Bei Besetzung der Staatsämter soll, insofern nicht bei einzelnen Dienststellen eine ausdrückliche, gesetzlich bestimmte Ausnahme besteht, der Unterschied der Geburt durchaus kein Recht auf Vorzüge irgend einer Art begründen.

§ 174. Werden Dienstentlassungen wegen Veränderung der Landesbehörden notwendig, so hat der ausser Thätigkeit gesetzte königliche Diener Anspruch auf ein seinen bisherigen Verhältnissen angemessenes Wartegeld.

Bei notwendigen Dienstversetzungen hat der königliche Diener ein Recht auf seinen bisherigen Gehalt und Rang.

§ 175. Diejenigen königlichen Diener, welche wegen Altersschwäche oder anderer körperlichen oder geistigen Gebrechen ihren Dienstpflichten nicht mehr Genüge leisten können und daher in den Ruhestand versetzt werden müssen, sollen eine ihren Dienstjahren und ihrer Diensteinnahme angemessene Pension erhalten.

§ 176. Keinem königlichen Zivildiener soll die nachgesuchte Entlassung vom Amte verweigert werden. Indes muss er sich vor dem wirklichen Austritte aus dem Dienste auf Verlangen seiner vorgesetzten Behörde aller ihm deshalb obliegenden Verbindlichkeiten vollständig entledigen.

§ 177. Kein königlicher Zivildiener — er mag vom Könige oder dessen Behörden, von Korporationen oder Einzelnen präsentiert, erwählt oder ernannt sein — kann seines Amts willkürlich entsetzt werden.

Kein königlicher Diener, welcher lediglich ein Richteramt bekleidet oder welcher Mitglied eines Obergerichts ist, kann aus irgend einem Grunde ohne richterliches Erkenntnis seines richterlichen Amts entsetzt, entlassen oder auf ein minder einträgliches Amt versetzt oder mit Entziehung des Gehalts suspendiert werden.

Dasselbe findet in Rücksicht der übrigen königlichen Diener

statt, wenn diese wegen Amts- oder gemeiner Verbrechen ihres Amts entsetzt werden sollen.

Wenn königliche, nicht lediglich zur Klasse der Richter gehörende Diener nach fruchtlos vorhergegangener Warnung und Disziplinarstrafe ihren Dienstpflichten kein Genüge leisten, oder wenn sie durch ihr Betragen ein öffentliches Ärgernis geben oder wegen eines gemeinen Verbrechens mit einer Kriminalstrafe bereits belegt worden sind, so kann der König, nachdem er das Gutachten des Staatsrates darüber vernommen hat, nach Befinden der Umstände die Amtssuspension mit Entziehung des Diensteinkommens, die Versetzung auf ein eine geringere Einnahme gewährendes Amt und selbst die Entlassung vom Amte verfügen.

§ 178. Die Justiz- und Verwaltungsbehörden sind befugt, wider die ihnen untergebene Dienerschaft Disziplinarstrafen zu verfügen.

Die höheren Behörden sind befugt, wider diese Dienerschaft, soweit sie von ihnen angestellt ist, eine Suspension vom Amte und Gehalte, welche jedoch die Dauer eines Monats nicht überschreiten darf, zu verfügen. Es kann ihnen auch eine gleiche Befugnis rücksichtlich derjenigen ihnen untergebenen Dienerschaft übertragen werden, welche eine andere oder eine höhere Behörde angestellt hat.

§ 179. Die Dienstkündigung soll nur bei der untern königlichen Dienerschaft vorbehalten, dieselbe jedoch nur von dem zuständigen Staats- und Departementsminister zur Ausübung gebracht werden.

Achtes Kapitel. Von der Gewähr der Verfassung.

§ 180. Abänderungen der Verfassungsurkunde können nur unter Zustimmung des Königs und der allgemeinen Ständeversammlung getroffen werden.

Es kann darüber in der allgemeinen Ständeversammlung nur bei Anwesenheit von wenigstens drei Vierteilen der zum regelmässigen Erscheinen verpflichteten Mitglieder jeder Kammer abgestimmt werden.

Ein ständischer Beschluss, durch welchen die Verfassungsurkunde abgeändert werden soll, ist nur dann gültig, wenn derselbe entweder in der schliesslichen Abstimmung einhellig gefasst oder wenn derselbe auf zwei nach einander folgenden Landtagen jedesmal von wenigstens zwei Dritteilen der anwesenden Mitglieder jeder Kammer in schliesslicher Abstimmung genehmigt wird.

Abänderungen des Wahlgesetzes und der Geschäftsordnung der allgemeinen Ständeversammlung können unter den für andere Gesetze bestehenden Formen, jedoch nur unter Zustimmung der allgemeinen Ständeversammlung getroffen werden.

§ 181. Die Rechte des Landes auf die Unverletzlichkeit dieser Verfassung sind von der allgemeinen Ständeversammlung

bei dem Könige oder nötigenfalls bei der deutschen Bundesversammlung wahrzunehmen.

Wenn aber die in dieser Verfassungsurkunde begründete landständische Verfassung auf verfassungswidrige Art (§ 180) aufgehoben würde, wozu namentlich auch der Fall gehört, wenn die Ständeversammlung nicht zu der Zeit, wo dies verfassungsmässig geschehen muss (§ 106), zusammenberufen würde, so ist das Schatzkollegium berechtigt und verpflichtet, den König um Aufrechthaltung jener Verfassung oder um schleunige Berufung der in Gemässheit derselben bestehenden allgemeinen Ständeversammlung zu bitten und, wenn dieser Schritt fruchtlos bleiben sollte, den Schutz des deutschen Bundes für die aufgehobene landständische Verfassung anzurufen.

An der Ausübung dieser Amtspflicht des Schatzkollegiums nehmen die vom Könige ernannten Mitglieder desselben keinen Anteil, und die Funktionen des Präsidenten werden dabei von dem in Dienstalter am höchsten stehenden, von Ständen erwählten Schatzrate versehen.

Schlussbestimmung.

§ 182. Alle Gesetze, Verordnungen, Observanzen und Einrichtungen, welche mit den Bestimmungen der gegenwärtigen Verfassungsurkunde in Widerspruch stehen, werden hiemit für ungültig und unverbindlich erklärt.

Indem Wir nun bei Unserem königlichen Worte die Versicherung erteilen, dass Wir die vorstehenden Bestimmungen allerhöchstselbst unverbrüchlich beobachten wollen, erklären Wir dieselben damit für das Landesverfassungs-Gesetz Unseres Königreichs.

Wir verordnen hiedurch, dass dasselbe für alle Teile Unseres Königreichs mit seiner Verkündigung in Kraft treten solle, und Wir gebieten und befehlen, dass es auf das genaueste gehalten und befolgt werde.

Wir werden nicht allein dafür kräftigst Sorge tragen, dass diesem Gesetze auf keine Weise entgegengehandelt werde, sondern Wir befehlen auch insbesondere allen Behörden und öffentlichen Dienern Unseres Königreichs, dass sie sowohl selbst den Bestimmungen gebührend nachkommen, als auch ernstlichst darüber wachen, dass ihnen nachgelebt werde.

Wir verordnen hiedurch ferner ausdrücklich, dass die bisher bestehenden Gesetze, Anordnungen und Verfügungen der Behörden deshalb, weil die nunmehr vorgeschriebenen Formen bei denselben etwa nicht beachtet sind, ihre Gültigkeit nicht verlieren sollen, sondern dass die Gültigkeit lediglich danach zu ermessen ist, was zu der Zeit ihrer Erlassung der Verfassung oder dem Herkommen gemäss war.

Nach demselben Grundsatze soll auch durch die Verkündigung dieses Landesverfassungs-Gesetzes kein Hindernis ein-

treten, die mit der am 3. d. M. aufgelöseten allgemeinen Ständeversammlung Unseres Königreichs beratenen und Uns zur endlichen Beschlussnahme vorliegenden Gesetzesentwürfe zu seiner Zeit, je nachdem die hiezu noch erforderlichen weiteren Vorbereitungen vollendet sein werden, als Gesetze zur öffentlichen Kunde zu bringen.

Die förmliche Trennung Unserer königlichen Kasse von der Landeskasse soll nach der Rekonstituierung des Schatzkollegiums mit dem 1. Julius 1841 ausgeführt werden.

Schliesslich bleiben alle zur vollständigen Ausführung dieses Landesverfassungs-Gesetzes erforderlichen besonderen Vorschriften und Verfügungen hiemit ausdrücklich vorbehalten.

Gegenwärtiges Gesetz ist durch die erste Abteilung der Gesetzsammlung bekannt zu machen.

Gegeben Hannover den 6. August des Jahres 1840, Unseres Reichs im vierten.

Ernst August.

G. Frh. von Schele.

12. Verfassungsurkunde des österreichischen Kaiserstaates. 1848 April 25.

Politische Gesetze und Verordnungen für sämmtliche Provinzen des Österreichischen Kaiserstaates, 76. Bd. (Wien 1851), S. 145 ff.

Wir Ferdinand der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Österreich etc. etc. Überzeugt, dass die Staatsinstitutionen den Fortschritten folgen müssen, welche in der Kultur und Geistesentwickelung der Völker eingetreten sind, und stets geneigt, anzuerkennen, dass die Uns anvertrauten Völker unter den Segnungen eines langjährigen Friedens auf der Bahn dieses Fortschreitens nicht zurückgeblieben sind, haben Wir denselben durch Unser Patent vom 15. März 1848 die Erteilung einer Verfassung zugesichert.

Es gereicht Unserem Herzen zur Beruhigung, indem Wir Unser kaiserliches Wort lösen, die zahlreichen Merkmale treuer Liebe und Anhänglichkeit Unserer geliebten Völker dadurch zu erwidern, dass Wir auf eine feierliche Weise Unsere Sorgfalt für ihr Wohl und Unser Bestreben an den Tag legen, ihren Rechtszustand zu sichern und ihnen eine ihre Interessen sichernde Teilnahme an der Regelung der Angelegenheiten des Vaterlandes einzuräumen.

In dieser Erwägung haben Wir nach den Anträgen Unseres Ministerrates und nach sorgfältiger Prüfung derselben beschlossen, die beigefügte Verfassungsurkunde für die in derselben bezeichneten Länder zu erteilen, welche Wir unter den gemeinsamen Schutz aller zu Unserem Reiche gehörigen Völker mit der festen Zuversicht stellen, dass dadurch das Band des Vertrauens zwischen

dem Throne und dem Volke und die seit Jahrhunderten bestehende Vereinigung der zur Monarchie gehörigen Reiche zu ihrem gemeinsamen Wohle noch inniger verschlungen werden wird.

Wir verordnen daher, dass die in dieser Verfassungsurkunde enthaltenen Bestimmungen allen Unseren Unterthanen ohne Ausnahme, sowie allen geistlichen, Zivil- und Militärautoritäten zur unverbrüchlichen Richtschnur zu dienen haben.

Wir behalten Uns vor, demnächst die Vertreter aller Provinzen infolge eines provisorisch zu erteilenden Wahlgesetzes wählen zu lassen und zu dem abzuhaltenden Reichstage einzuberufen.

Gegeben in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien den fünfundzwanzigsten April im eintausendachthundertachtundvierzigsten, Unserer Reiche im vierzehnten Jahre.

Ferdinand.

Ficquelmont, Minister des Äusseren und provisorischer Präsident.

Pillersdorf, Minister des Inneren.

Sommaruga, Minister des Unterrichtes.

Krauss. Finanzminister.

Zanini, Kriegsminister.

Verfassungsurkunde des österreichischen Kaiserstaates.

I. Allgemeine Bestimmung.

§ 1. Sämtliche zum österreichischen Kaiserstaate gehörige Länder bilden eine untrennbare konstitutionelle Monarchie.

§ 2. Die Verfassungsurkunde hat auf folgende Länder des Kaiserreiches Anwendung, nämlich auf die Königreiche Böhmen, Galizien, Lodomerien mit Auschwitz und Zator und der Bucowina, Illyrien (bestehend aus den Herzogtümern Kärnthen und Krain und dem Gubernialgebiete des Küstenlandes), auf das Königreich Dalmatien, auf das Erzherzogtum Österreich ob und unter der Enns, die Herzogtümer Salzburg, Steiermark, Ober- und Nieder-Schlesien, das Markgraftum Mähren, die gefürstete Grafschaft Tyrol mit Vorarlberg.

§ 3. Die Gebietseinteilung der einzelnen Provinzen bleibt in ihrer gegenwärtigen Ausdehnung unberührt und kann nur durch ein Gesetz abgeändert werden.

§ 4. Allen Volksstämmen ist die Unverletzlichkeit ihrer Nationalität und Sprache gewährleistet.

§ 5. Die Krone ist nach dem Grundsatze der pragmatischen Sanktion vom 19. April 1713 in dem Hause Habsburg-Lothringen erblich.

§ 6. Der Thronfolger ist nach dem zurückgelegten achtzehnten Jahre volljährig.

§ 7. Für den Fall seiner Minderjährigkeit oder der Unfähigkeit zur Selbstregierung wird eine Regentschaft nach einem besondern Gesetze bestellt.

II. Der Kaiser.

§ 8. Die Person des Kaisers ist geheiligt und unverletzlich. Er ist für die Ausübung der Regierungsgewalt unverantwortlich; seine Anordnungen bedürfen aber zur vollen Giltigkeit der Mitfertigung eines verantwortlichen Ministers.

§ 9. Der Kaiser legt bei Eröffnung des ersten Reichstages und jeder Nachfolger unmittelbar nach seinem Regierungsantritte den Eid auf die Verfassungsurkunde ab.

§ 10. Dem Kaiser gebührt die vollziehende Gewalt allein, und er übt die gesetzgebende Gewalt im Vereine mit dem Reichstage aus.

§ 11. Er besetzt alle Staatsämter, verleiht alle Würden, Orden und Adelsgrade, führt den Oberbefehl und verfügt über die Land- und Seemacht.

§ 12. Er erklärt Krieg und schliesst Frieden und Verträge mit fremden Regierungen.

Alle Verträge mit fremden Staaten bedürfen der nachträglichen Genehmigung des Reichstages.

§ 13. Dem Kaiser steht die Belohnung ausgezeichneter Verdienste zu, er hat das Recht der Begnadigung und Strafmilderung, welches jedoch bei verurteilten Ministern von dem Einschreiten einer der beiden Kammern des Reichstages abhängig ist.

§ 14. Alle Rechtspflege geht vom Kaiser aus und wird in seinem Namen ausgeübt.

§ 15. Im Reichstage hat der Kaiser das Recht zum Vorschlage von Gesetzen; die Sanktion aller Gesetze steht ihm allein zu.

§ 16. Er beruft jährlich den Reichstag und kann ihn vertagen oder auflösen, in welchem Falle unter Einhaltung der Frist von neunzig Tagen ein neuer Reichstag einberufen wird.

In dem Falle des Ablebens des Kaisers hat sich der Reichstag inner der Frist von vier Wochen zu versammeln.

III. Staatsbürgerliche und politische Rechte der Staatseinwohner.

§ 17. Allen Staatsbürgern ist die volle Glaubens- und Gewissens- sowie die persönliche Freiheit gewährleistet.

§ 18. Niemand kann anders als in Befolgung der gesetzlichen Form mit Ausnahme der Anhaltung auf der That verhaftet werden.

Binnen 24 Stunden nach der Gefangennehmung muss jeder Verhaftete über den Grund seiner Verhaftung gehört und seinem Richter zugewiesen werden. Hausdurchsuchungen können nur in den Fällen und in der Form, welche das Gesetz vorausbezeichnet, vorgenommen werden.

§ 19. Die Freiheit der Rede und Presse ist nach vollkommener Auflassung der Zensur durch die Verfassungsurkunde

gesichert. Die Bestrafung der Missbräuche wird durch ein von dem ersten Reichstage zu erlassendes Gesetz geregelt werden.

§ 20. Das Briefgeheimnis ist unverletzlich.

§ 21. Die im § 17 bis 20 bezeichneten Freiheiten geniessen auch die Fremden, welche noch keine staatsbürgerlichen Rechte erworben haben.

§ 22. Das Petitionsrecht und das Recht zur Bildung von Vereinen steht allen Staatsbürgern zu. Besondere Gesetze werden die Ausübung dieser Rechte regeln.

§ 23. Der Freiheit der Auswanderung darf von den Behörden kein Hindernis in den Weg gelegt werden.

§ 24. Jeder Staatsbürger kann Grundbesitzer werden, jeden gesetzlich erlaubten Erwerbszweig ergreifen und zu allen Ämtern und Würden gelangen.

§ 25. Die Wirksamkeit des Gesetzes ist gleich für alle Staatsbürger, sie geniessen einen gleichen persönlichen Gerichtsstand, unterliegen der gleichen Wehr- und Steuerverpflichtung, und keiner kann gegen seinen Willen seinem ordentlichen Richter entzogen werden.

§ 26. Der Gerichtsstand für das Militär bleibt bis zum Erscheinen eines besondern Gesetzes unverändert.

§ 27. Die Beseitigung der in einigen Teilen der Monarchie noch gesetzlich bestehenden Verschiedenheiten der bürgerlichen und politischen Rechte einzelner Religionskonfessionen, sowie die Aufhebung der der Erwerbung aller Arten von Grundbesitz noch entgegenstehenden Beschränkungen werden den Gegenstand dem ersten Reichstage vorzulegender Gesetzesvorschläge bilden.

§ 28. Die Richter können nur durch ein Erkenntnis der Gerichtsbehörden entlassen, im Dienste zurückgesetzt oder gegen ihren Wunsch an einen andern Dienstort oder in Ruhestand versetzt werden.

§ 29. Die Rechtspflege wird durch öffentliches mündliches Verfahren ausgeübt.

Für die Strafgerichtspflege werden Schwurgerichte eingeführt, deren Errichtung ein besonderes Gesetz bestimmen wird.

§ 30. Änderungen in der Einrichtung der Gerichtshöfe können nur durch ein Gesetz eingeführt werden.

§ 31. Allen in der Monarchie durch die Gesetze anerkannten christlichen Glaubensbekenntnissen und dem israelitischen Kultus ist die freie Ausübung des Gottesdienstes gesichert.

IV. Die Minister.

§ 32. Die Minister sind für alle Handlungen und Anträge in ihrer Amtsführung verantwortlich.

§ 33. Diese Verantwortlichkeit sowie die Bestimmung der anklagenden und richtenden Behörde wird durch ein besonderes Gesetz geregelt.

V. Der Reichstag.

§ 34. Der Reichstag, welcher im Vereine mit dem Kaiser die gesetzgebende Gewalt ausübt, ist in zwei Kammern, den Senat und die Kammer der Abgeordneten, geteilt. Die Dauer des Reichstages wird auf fünf Jahre mit jährlicher Einberufung desselben festgesetzt.

§ 35. Der Senat besteht:

a) aus Prinzen des kaiserlichen Hauses nach vollendetem 24. Jahre,

b) aus den von dem Kaiser ohne Rücksicht auf Stand und Geburt für ihre Lebensdauer ernannten Mitgliedern,

c) aus hundertfünfzig Mitgliedern, welche von den bedeutendsten Grundbesitzern für die ganze Dauer der Wahlperiode aus ihrer Mitte gewählt werden.

§ 36. Die Kammer der Abgeordneten besteht aus dreihundertdreiundachtzig Mitgliedern.

Die Wahl sämtlicher Mitglieder der Kammer der Abgeordneten beruht auf der Volkszahl und auf der Vertretung aller staatsbürgerlichen Interessen.

§ 37. Die Wahlen der Mitglieder beider Kammern werden für den ersten Reichstag nach einer provisorischen Wahlordnung vorgenommen.

§ 38. Das definitive Wahlgesetz wird von dem versammelten Reichstage beschlossen und darin auch die Bestimmungen über die den Abgeordneten zur zweiten Kammer zu gewährenden Entschädigungen ausgesprochen werden.

§ 39. Jede Kammer erwählt ihre Präsidenten und übrigen Funktionäre, ihr allein steht die Prüfung und Entscheidung über die Giltigkeit der Wahlen zu.

§ 40. Die Mitglieder beider Kammern können ihr Stimmrecht nur persönlich ausüben und dürfen von ihren Kommittenten keine Instruktionen annehmen.

§ 41. Die Sitzungen beider Kammern sind öffentlich; eine Ausnahme davon kann nur durch Beschluss der Kammer stattfinden, welche darüber auf Verlangen von zehn Mitgliedern oder dem Präsidenten in geheimer Sitzung entscheidet.

§ 42. Kein Kammermitglied kann während des Reichstages ohne ausdrückliche Zustimmung der Kammer, welcher es angehört, den Fall der Ergreifung auf der That ausgenommen, gerichtlich verfolgt oder verhaftet werden.

§ 43. Ein Kammermitglied, welches eine vom Staate besoldete Dienststelle annimmt, hat sich einer neuen Wahl zu unterziehen; die Regierung wird keinem gewählten Mitgliede den Eintritt in die Kammern verweigern.

§ 44. Die Kammern versammeln sich nur über Einberufung des Kaisers und haben nach erfolgter Auflösung oder Vertagung keine Geschäfte zu verhandeln.

VI. Wirksamkeit des Reichstages.

§ 45. Alle Gesetze bedürfen der Zustimmung beider Kammern und der Sanktion des Kaisers.

§ 46. Beim ersten abzuhaltenden Reichstage und nach jedem neuen Regierungsantritte wird die Zivilliste des Kaisers für seine ganze Regierungsdauer festgesetzt.

Apanagen und Ausstattungen für die Mitglieder des Kaiserhauses werden von Fall zu Fall dem Reichstage zur Schlussfassung vorgelegt.

§ 47. Die jährlichen Bewilligungen zur Ergänzung des stehenden Heeres, die Bewilligung zur Erhebung von Steuern und Abgaben, die Kontrahierung von Staatsschulden, die Veräusserung von Staatsgütern, die Prüfung und Feststellung des jährlichen Voranschlages der Staatseinnahmen und Ausgaben und des jährlichen Gebahrungsabschlusses kann nur durch ein Gesetz erfolgen.

Diese Gesetzvorschläge sind zuerst bei der Kammer der Abgeordneten einzubringen.

§ 48. Beide Kammern können Gesetzvorschläge machen oder unter Nachweisung der Gründe bei der Regierung auf die Vorlage eines Gesetzentwurfes antragen. Sie können Petitionen annehmen und zur Verhandlung bringen; jedoch dürfen solche Petitionen von Privaten und Korporationen nicht persönlich überreicht, sondern sie müssen durch ein Mitglied der Kammer vorgelegt werden.

§ 49. Zur Giltigkeit eines Beschlusses ist in jeder Kammer die Anwesenheit von wenigstens dreissig in dem Senate und von sechzig in der zweiten Kammer erforderlich.

§ 50. Gesetzesvorschläge, durch welche die Bestimmungen der Verfassungsurkunde ergänzt, erläutert oder abgeändert werden sollen, bedürfen in jeder der beiden Kammern die Zustimmung von zwei Dritteilen der anwesenden Mitglieder.

§ 51. Bei allen anderen Gesetzesvorschlägen genügt die absolute Stimmenmehrheit.

§ 52. In beiden Kammern wird die Regierung durch die verantwortlichen Minister oder von ihrem den Kammern zu bezeichnenden Regierungskommissäre vertreten. Entscheidende Stimme steht beiden aber nur dann zu, wenn sie Mitglieder der Kammern sind.

§ 53. Ein besonderes von jeder Kammer zu beschliessendes Reglement wird die Geschäftsordnung für dieselben festsetzen; bis zu dessen Zustandebringung wird ein provisorisches Reglement für jede der beiden Kammern von der Regierung erlassen.

VII. Provinzialstände.

§ 54. In den einzelnen Ländern haben Provinzialstände zur Wahrnehmung der Provinzialinteressen und zur Besorgung der für diese Interessen sich ergebenden Erfordernisse, soweit solche

nicht unter den allgemeinen Staatserfordernissen begriffen sind, zu bestehen. Den bisherigen Provinzialständen wird, insoferne die Verfassungsurkunde keine Änderung enthält, ihre Einrichtung und Wirksamkeit erhalten.

§ 55. Eine der ersten Aufgaben des Reichstages wird es sein, die Prüfung und Würdigung der von den Provinzialständen vorzulegenden zeitgemässen Änderungen ihrer bisherigen Verfassungen und der Vorschläge über die Art der Ersatzleistung der ablösbar erklärten Grundlasten in Verhandlung zu nehmen.

§ 56. Zur Wahrnehmung der besonderen Interessen der Kreise und Bezirke in jeder Provinz wird die Gesetzgebung eigene Munizipaleinrichtungen festsetzen.

§ 57. Die Gemeindeverfassungen sind nach dem Grundsatze zu ordnen, dass in denselben alle Interessen der Gemeinde und ihrer Glieder vertreten werden.

§ 58. In dem ganzen Umfange der Monarchie wird die Nationalgarde nach den durch ein besonderes Gesetz zu regelnden Normen errichtet, bleibt jedoch der Zivilautorität und den Zivilgerichten untergeordnet.

§ 59. Die Nationalgarde und sämtliche Beamte leisten dem Kaiser auf die Verfassung den Eid.

Der Eid der Armee auf die Verfassung wird in den Fahneneid aufgenommen.

Gegeben in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien den fünfundzwanzigsten April im eintausendachthundertachtundvierzigsten, Unserer Reiche im vierzehnten Jahre.

Ferdinand.

Ficquelmont, Minister des Äusseren und provisorischer Präsident.

Pillersdorff, Minister des Inneren.

Sommaruga, Minister des Unterrichtes.

Krauss, Finanzminister.

Zanini, Kriegsminister.

13. Gesetz über Einführung einer provisorischen Zentralgewalt für Deutschland. 1848 Juni 28.

Reichs-Gesetz-Blatt 1. Stück v. 29. Sept. 1848, S. 3 f. = Quellensammlung zum deutschen öffentl. Recht seit 1848. Hrsg. v. F. Roth u. H. Merck, Bd. 1 (1850) S. 543 f.; Quellen u. Aktenstücke zur dtsch. Verfassungsgeschichte v. Karl Weil (1850). S. 117 f

1) Bis zur definitiven Begründung einer Regierungsgewalt für Deutschland soll eine provisorische Zentralgewalt für alle gemeinsamen Angelegenheiten der deutschen Nation bestellt werden.

2) Dieselbe hat

a) die vollziehende Gewalt zu üben in allen Angelegenheiten, welche die allgemeine Sicherheit und Wohlfahrt des deutschen Bundesstaates betreffen,

b) die Oberleitung der gesamten bewaffneten Macht zu übernehmen und namentlich die Oberbefehlshaber derselben zu ernennen,

c) die völkerrechtliche und handelspolitische Vertretung Deutschlands auszuüben und zu diesem Ende Gesandte und Konsuln zu ernennen.

3) Die Errichtung des Verfassungswerks bleibt von der Wirksamkeit der Zentralgewalt ausgeschlossen.

4) Über Krieg und Frieden und über Verträge mit auswärtigen Mächten beschliesst die Zentralgewalt im Einverständnis mit der Nationalversammlung.

5) Die provisorische Zentralgewalt wird einem Reichsverweser übertragen, welcher von der Nationalversammlung gewählt wird.

6) Der Reichsverweser übt seine Gewalt durch von ihm ernannte, der Nationalversammlung verantwortliche Minister aus. Alle Anordnungen desselben bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Gegenzeichnung wenigstens eines verantwortlichen Ministers.

7) Der Reichsverweser ist unverantwortlich.

8) Über die Verantwortlichkeit der Minister wird die Nationalversammlung ein besonderes Gesetz erlassen.

9) Die Minister haben das Recht, den Beratungen der Nationalversammlung beizuwohnen und von derselben gehört zu werden.

10) Die Minister haben die Verpflichtung, auf Verlangen der Nationalversammlung in derselben zu erscheinen und Auskunft zu erteilen.

11) Die Minister haben das Stimmrecht in der Nationalversammlung nur dann, wenn sie als deren Mitglieder gewählt sind.

12) Die Stellung des Reichsverwesers ist mit der eines Abgeordneten der Nationalversammlung unvereinbar.

13) Mit dem Eintritt der Wirksamkeit der provisorischen Zentralgewalt hört das Bestehen des Bundestages auf.

14) Die Zentralgewalt hat sich in Beziehung auf die Vollziehungsmassregeln, soweit thunlich, mit den Bevollmächtigten der Landesregierungen ins Einvernehmen zu setzen.

15) Sobald das Verfassungswerk für Deutschland vollendet und in Ausführung gebracht ist, hört die Thätigkeit der provisorischen Zentralgewalt auf.

Angenommen in der 26. öffentlichen Sitzung vom 28. Juni 1848 mit 450 gegen 100 Stimmen.

Zur Beurkundung
Frankfurt, den 27. September 1848.

Der Präsident der deutschen Reichsversammlung
H. v. Gagern.

Der Schriftführer
Dr. Ed. Simson.

14. Gesetz betr. das Verfahren im Falle gerichtlicher Anklagen gegen Mitglieder der verfassungsgebenden Reichsversammlung. 1848 Sept. 30.

Reichs-Gesetz-Blatt 2. Stück v. 30. Sept. 1848.

Der Reichsverweser, in Ausführung des Beschlusses der Reichsversammlung vom 29. September 1848, verkündet als Gesetz:

Art. 1. Ein Abgeordneter zur verfassunggebenden Reichsversammlung darf vom Augenblick der auf ihn gefallenen Wahl an — ein Stellvertreter von dem Augenblick an, wo das Mandat seines Vorgängers erlischt — während der Dauer der Sitzungen ohne Zustimmung der Reichsversammlung weder verhaftet noch in strafrechtliche Untersuchung gezogen werden mit alleiniger Ausnahme der Ergreifung auf frischer That.

Art. 2. In diesem letzteren Falle ist der Reichsversammlung von der getroffenen Massregel sofort Kenntnis zu geben, und es steht ihr zu, die Aufhebung der Haft oder Untersuchung bis zum Schluss der Sitzungen zu verfügen.

Art. 3. Dieselbe Befugnis steht der Reichsversammlung inbetreff einer Verhaftung oder Untersuchung zu, welche über einen Abgeordneten zur Zeit seiner Wahl bereits verhängt gewesen ist.

Art. 4. Kein Abgeordneter darf zu irgend einer Zeit wegen seiner Abstimmungen in der Reichsversammlung oder wegen der bei Ausübung seines Berufes gethanen Äusserungen gerichtlich verfolgt oder sonst ausserhalb der Versammlung zur Verantwortung gezogen werden.

Art. 5. Vorstehende Bestimmungen treten in Kraft mit dem Tage ihrer Verkündigung im Reichsgesetzblatte.

Frankfurt den 30. September 1848.

Der Reichsverweser
Erzherzog Johann.
Der Reichsminister der Justiz
R. Mohl.

15. Gesetz betr. die Einführung einer deutschen Kriegs- und Handelsflagge. 1848 Nov. 12.

Reichs-Gesetz-Blatt 5. Stück, ausgegeben 13. Nov. 1848.

Der Reichsverweser, in Ausführung des Beschlusses der Reichsversammlung vom 31. Juli 1848, verkündet als Gesetz:

Art. 1. Die deutsche Kriegsflagge besteht aus drei gleich breiten, horizontal laufenden Streifen, oben schwarz, in der Mitte rot, unten gelb. In der linken oberen Ecke trägt sie das Reichswappen in einem viereckigen Felde, welches zwei Fünftel der Breite der Flagge zur Seite hat. Das Reichswappen zeigt in goldenem

(gelbem) Felde den doppelten schwarzen Adler mit abgewendeten Köpfen, ausgeschlagenen roten Zungen und goldenen (gelben) Schnäbeln und desgleichen offenen Fängen.

Art. 2. Jedes deutsche Kriegsschiff, welches nicht Admiralsflagge oder Commodores-Stander führt, lässt vom Top des grossen Mastes einen Wimpel fliegen. Derselbe ist rot und zeigt am oberen Ende den Reichsadler, wie oben beschrieben, in goldenem (gelbem) Felde.

Art. 3. Die deutsche Handelsflagge soll aus drei gleich breiten, horizontalen, schwarz-rot-gelben Streifen bestehen wie die Kriegsflagge, jedoch mit dem Unterschiede, dass sie nicht das Reichswappen trägt.

Art. 4. Diese Flagge wird von allen deutschen Handelsschiffen als Nationalflagge ohne Unterschied geführt.

Besondere Farben und sonstige Abzeichen der Einzelstaaten dürfen in dieselbe nicht aufgenommen werden.

Dabei soll es jedoch den Handelsschiffen frei stehen, neben der allgemeinen deutschen Reichsflagge noch die besondere Landes- oder eine örtliche Flagge zu zeigen.

Art. 5. Weitere Bestimmungen über die Grösse der Flaggen, über die Unterschiede in den von verschiedenen Oberbefehlshabern zu führenden Flaggen, sowie über die Anordnung sonstiger Flaggen, z. B. beim Lotsen- und Zollwesen, bleiben vorbehalten.

Art. 6. Die verbindende Kraft dieses Flaggengesetzes beginnt hinsichtlich der Bestimmungen über die Kriegsflagge in Gemässheit des Art. 3 des Gesetzes über die Verkündigung der Reichsgesetze vom 23./27. September 1848 mit dem zwanzigsten Tage nach dem Ablaufe desjenigen Tages, an welchem das betreffende Stück des Reichsgesetzblattes in Frankfurt ausgegeben wird.

Art. 7. Dagegen bleibt die Festsetzung des Zeitpunktes, wann die Bestimmungen über die Handelsflagge in Kraft treten sollen, in Anbetracht des Beschlusses der Reichsversammlung vom 6. November 1848 einer weiteren Verordnung vorbehalten.

Frankfurt den 12. November 1848.

Der Reichsverweser
Erzherzog Johann.

Der Reichsminister des Handels
Duckwitz.

16. Gesetz betr. die Grundrechte des deutschen Volkes. 1848 Dez. 21 (28).

S. § 130 ff. der Verfassung von 1849 März 28 (unten Nr. 18).

17. Reichsverfassung für das Kaisertum Österreich
(nebst dem dazu gehörigen Manifeste)
1849 März 4.

Allgemeines **Reichs-Gesetz- und Regierungsblatt** für das Kaiserthum Österreich, Jg. 1849, S. 148 ff.; **Reichsverfassung** für das Kaiserthum Österreich sammt den Manifesten (Wien 1849).

[Diese Verfassung wurde 1851 Dez. 31 aufgehoben.]

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Österreich, König von Hungarn und Böhmen *etc.* Als vor nahe einem Jahre Unser durchlauchtigster Herr Vorgänger im Reiche, Kaiser Ferdinand der Erste, dem allgemeinen Wunsche nach zeitgemässen politischen Verbesserungen durch die Verheissung freier Institutionen bereitwillig entgegenkam, verbreiteten sich im ganzen Reiche die Gefühle der Dankbarkeit und freudiger Erwartung. Aber nur wenig entsprachen die spätern Erlebnisse so gerechter Hoffnung. Der Zustand, in welchem sich heute das Vaterland befindet, erfüllt Unser Herz mit tiefer Betrübnis. Der innere Friede ist von ihm gewichen. Verarmung bedroht die einst so gesegneten Lande. In der Haupt- und Residenzstadt Wien erheischen die Umtriebe einzelner Übelwollender noch immer zu Unserem grossen Leidwesen und unerachtet der trefflichen Gesinnung der überwiegenden Mehrzahl ihrer Bewohner die Aufrechthaltung des Ausnahmszustandes. Bürgerkrieg verheert einen Teil Unseres Königreiches Ungarn. In einem anderen Kronlande hindert der Kriegszustand die Einführung geordneter Verhältnisse, und, wo die äusserliche Ruhe auch nicht gestört ist, wirbt um Anhang, im Finstern schleichend, der Geist des Misstrauens und der Zwietracht.

So betrübend sind die Wirkungen, nicht der Freiheit, aber des mit ihr getriebenen Missbrauches. Diesem Missbrauche zu steuern, die Revolution zu schliessen, ist Unsere Pflicht und Unser Wille.

In dem Manifeste vom 2. Dezember hatten Wir die Hoffnung ausgesprochen, dass es Uns mit Gottes Beistand und im Einverständnisse mit den Völkern gelingen werde, alle Lande und Stämme der Monarchie zu einem grossen Staatskörper zu vereinigen. Allenthalben in Unserem weiten Reiche fanden diese Worte freudigen Anklang, denn sie waren der Ausdruck eines längst gefühlten, jetzt zum allgemeinen Bewusstsein gelangten Bedürfnisses. In der Wiedergeburt der Gesamtmonarchie, in der engeren Verbindung ihrer Bestandteile erkennt der gesunde Sinn des Volkes die erste Bedingung für die Wiederkehr der gestörten Ordnung und des entwichenen Wohlstandes, sowie die sicherste Bürgschaft für eine gesegnete und glorreiche Zukunft.

Mittlerweile beriet zu Kremsier der von Kaiser Ferdinand dem Ersten berufene Reichstag eine Verfassung für einen Teil der Monarchie. Wir beschlossen — mit Hinblick auf die von ihm während des Oktobers eingenommene, mit der Unserem Hause

schuldigen Treue wenig vereinbare Stellung — allerdings nicht ohne Bedenken, ihn mit der Fortführung jenes grossen Werkes betraut zu lassen. Wir gaben Uns dabei der Hoffnung hin, dass diese Versammlung, die gegebenen Verhältnisse des Reiches im Auge haltend, die ihr übertragene Aufgabe ehebaldigst zu einem gedeihlichen Ergebnisse führen werde.

Leider ist diese Unsere Erwartung nicht in Erfüllung gegangen.

Nach mehrmonatlicher Verhandlung ist das Verfassungswerk zu keinem Abschlusse gediehen. Erörterungen aus dem Gebiete der Theorie, welche nicht nur mit den thatsächlichen Verhältnissen der Monarchie im entschiedenen Widerspruche stehen, sondern überhaupt der Begründung eines geordneten Rechtszustandes im Staate entgegentreten, haben die Wiederkehr der Ruhe, der Gesetzlichkeit und des öffentlichen Vertrauens in die Ferne gerückt, in den wohlgesinnten Staatsbürgern trübe Befürchtungen erzeugt und der durch Gewalt der Waffen zu Wien eben erst geschlagenen, in einem andern Teile Unseres Reiches noch nicht gänzlich besiegten Partei des Umsturzes neuen Mut und neue Thätigkeit verliehen. Dadurch ward auch die Hoffnung wesentlich erschüttert, dass dieser Versammlung trotz der höchst achtbaren Elemente, die sie enthält, die Lösung ihrer Aufgabe gelingen werde.

Inzwischen ist durch die siegreichen Fortschritte Unserer Waffen in Ungarn das grosse Werk der Wiedergeburt eines einheitlichen Österreich, das Wir Uns zu Unserer Lebensaufgabe gestellt, seiner Begründung näher gerückt und die Notwendigkeit unabweislich geworden, die Grundlagen dieses Werkes auf eine dauerhafte Weise zu sichern. Eine Verfassung, welche nicht bloss die in Kremsier vertretenen Länder, sondern das ganze Reich im Gesamtverbande umschliessen soll, ist es, was die Völker Österreichs mit gerechter Ungeduld von Uns erwarten. Hiedurch ist das Verfassungswerk über die Grenzen des Berufes dieser Versammlung hinausgetreten.

Wir haben daher beschlossen für die Gesamtheit des Reiches, Unseren Völkern diejenigen Rechte, Freiheiten und politischen Institutionen aus freier Bewegung und eigener kaiserlicher Macht zu verleihen, welche Unser erhabener Oheim und Vorfahr Kaiser Ferdinand I. und Wir selbst ihnen zugesagt und die Wir nach Unserem besten Wissen und Gewissen als die heilsamsten und förderlichsten für das Wohl Österreichs erkannt haben. Wir verkündigen demnach unter heutigem Tage die Verfassungsurkunde für das einige und unteilbare Kaisertum Österreich, schliessen hiedurch die Versammlung des Reichstags zu Kremsier, lösen denselben auf und verordnen, dass dessen Mitglieder sofort nach Veröffentlichung dieses Beschlusses auseinander gehen.

Die Einheit des ganzen mit der Selbständigkeit und freien Entwickelung seiner Teile, eine starke, das Recht und die Ordnung schützende Gewalt über das gesamte Reich mit der Freiheit des

Einzelnen, der Gemeinden, der Länder Unserer Krone und der verschiedenen Nationalitäten in Einklang zu bringen — die Begründung einer kräftigen Verwaltung, welche gleich weit von beengender Zentralisation und zersplitternder Auflösung, den edlen Kräften des Landes hinreichenden Spielraum gewährt und den Frieden nach aussen und innen zu schützen weiss, — die Schaffung eines sparsamen, die Lasten der Staatsbürger möglichst erleichternden, durch Öffentlichkeit gewährleisteten Staatshaushaltes, — die vollständige Durchführung der Entlastung des Grundbesitzes gegen billige Entschädigung unter Vermittelung des Staates, — die Sicherung der echten Freiheit durch das Gesetz, dies sind die Grundsätze, von welchen Wir Uns bei Verleihung der gegenwärtigen Verfassungsurkunde leiten liessen.

Völker Österreichs! Fast allenthalben in Europa ist die bürgerliche Gesellschaft erschüttert bis in ihre Grundfesten, fast allenthalben mit Auflösung bedroht durch die rastlosen Anstrengungen einer verbrecherischen Partei. Allein so gross auch die Gefahren sind, denen Österreich, denen Europa ausgesetzt ist, Wir zweifeln nicht an einer grossen, segensreichen Zukunft des Vaterlandes.

Wir vertrauen dabei auf den Beistand des allmächtigen Gottes, der Unser Kaiserhaus nie verlassen hat. Wir vertrauen auf den guten Willen und die Treue Unserer Völker, denn unter ihnen bilden die Wohlgesinnten die unermessliche Mehrzahl. Wir vertrauen auf die Tapferkeit und Ehre Unserer ruhmwürdigen Armee.

Völker Österreichs! Schart euch um eueren Kaiser, umgebt ihn mit euerer Anhänglichkeit und thätigen Mitwirkung, und die Reichsverfassung wird kein toter Buchstabe bleiben. Sie wird zum Bollwerke werden euerer Freiheit, zur Bürgschaft für die Macht, den Glanz, die Einheit der Monarchie. Gross ist das Werk, aber gelingen wird es den „vereinten Kräften“.

So gegeben in Unserer königlichen Hauptstadt Olmütz den vierten März im Jahre des Heils eintausendachthundertneunundvierzig, Unserer Reiche im ersten.

Franz Joseph.
Schwarzenberg. Stadion. Krauss. Bach. Cordon. Bruck.
Thinnfeld. Kulmer.

Reichsverfassung für das Kaisertum Österreich.

Erster Abschnitt. Von dem Reiche.

§ 1. Das Kaisertum Österreich besteht aus folgenden Kronländern:

dem Erzherzogtume Österreich ob und unter der Enns, dem Herzogtume Salzburg, dem Herzogtume Steiermark, dem Königreiche Illyrien, bestehend aus dem Herzogtume Kärnthen, dem Herzogtume Krain, der gefürsteten Grafschaft Görz und Gradiska,

der Markgrafschaft Istrien und der Stadt Triest mit ihrem Gebiete, — der gefürsteten Grafschaft Tirol und Vorarlberg, dem Königreiche Böhmen, der Markgrafschaft Mähren, dem Herzogtume Ober- und Niederschlesien, den Königreichen Galizien und Lodomerien mit den Herzogtümern Auschwitz und Zator und dem Grossherzogtume Krakau, dem Herzogtume Bukowina, den Königreichen Dalmatien, Kroatien und Slavonien mit dem kroatischen Küstenlande, der Stadt Fiume und dem dazu gehörigen Gebiete, dem Königreiche Ungarn, dem Grossfürstentume Siebenbürgen mit Inbegriff des Sachsenlandes und der wieder einverleibten Gespanschaften Kraszna, Mittel-Szolnok und Zárand, dann dem Distrikte Kövar und der Stadt Ziláh (Zillenmarkt), den Militärgrenzgebieten und dem lombardisch-venetianischen Königreiche.

§ 2. Diese Kronländer bilden die freie, selbständige, unteilbare und unauflösbare konstitutionelle österreichische Erbmonarchie.

§ 3. Wien ist die Hauptstadt des Kaiserreiches und der Sitz der Reichsgewalt.

§ 4. Den einzelnen Kronländern wird ihre Selbständigkeit innerhalb jener Beschränkungen gewährleistet, welche diese Reichsverfassung feststellt.

§ 5. Alle Volksstämme sind gleichberechtigt, und jeder Volksstamm hat ein unverletzliches Recht auf Wahrung und Pflege seiner Nationalität und Sprache.

§ 6. Die Grenzen des Reiches und der einzelnen Kronländer dürfen nur durch ein Gesetz verändert werden.

§ 7. Das ganze Reich ist ein Zoll- und Handelsgebiet. Binnenzölle dürfen unter keinem Titel eingeführt werden, und wo solche zwischen einzelnen Gebietsteilen des Reiches gegenwärtig bestehen, hat deren Aufhebung so bald als möglich zu erfolgen. Die Aussonderung einzelner Orte oder Gebietsteile aus dem Zollgebiete und der Einschluss fremder Gebiete in dasselbe bleibt der Reichsgewalt vorbehalten.

§ 8. Die Wappen und Farben des Kaisertums und der einzelnen Kronländer werden beibehalten.

Zweiter Abschnitt. Von dem Kaiser.

§ 9. Die Krone des Reiches und jedes einzelnen Kronlandes ist in Gemässheit der pragmatischen Sanktion und der österreichischen Hausordnung erblich in dem Hause Habsburg-Lothringen.

§ 10. Die Bestimmungen der Hausgesetze über die Grossjährigkeit des Thronfolgers, dann über die Einsetzung einer Vormundschaft oder Regentschaft bleiben in Wirksamkeit.

§ 11. Der Kaiser nimmt zu seinem bisherigen Titel noch jenen eines Grossherzogs von Krakau und eines Herzogs der Bukowina an.

§ 12. Der Kaiser wird als Kaiser von Österreich gekrönt. Ein besonderes Statut wird diesfalls das Nähere bestimmen.

§ 13. Der Kaiser beschwört bei der Krönung die Ver-

fassung, welcher Schwur von seinen Nachfolgern bei der Krönung, sowie von dem Regenten bei Antritt der Regentschaft geleistet wird.

§ 14. Der Kaiser ist geheiligt, unverletzlich und unverantwortlich.

§ 15. Der Kaiser führt den Oberbefehl über die gesamte bewaffnete Macht entweder persönlich oder durch seine Feldherren.

§ 16. Der Kaiser entscheidet über Krieg und Frieden.

§ 17. Der Kaiser empfängt und schickt Gesandte und schliesst mit fremden Mächten Verträge.

Bestimmungen in solchen Verträgen, welche dem Reiche neue Lasten auflegen, bedürfen der Zustimmung des Reichstages.

§ 18. Der Kaiser verkündet die Gesetze und erlässt die bezüglichen Verordnungen.

Jede Verfügung bedarf der Gegenzeichnung eines verantwortlichen Ministers.

§ 19. Der Kaiser ernennt und entlässt die Minister, besetzt die Ämter in allen Zweigen des Staatsdienstes und verleiht den Adel, Orden und Auszeichnungen.

§ 20. Im ganzen Reiche wird im Namen des Kaisers Recht gesprochen.

§ 21. Dem Kaiser gebührt das Recht der Begnadigung, der Strafmilderung und der Amnestierung, vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen in Ansehung der Minister.

§ 22. Das Münzrecht wird im Namen des Kaisers ausgeübt.

Dritter Abschnitt. Von dem Reichsbürgerrechte.

§ 23. Für alle Völker des Reiches giebt es nur ein allgemeines österreichisches Reichsbürgerrecht. Ein Reichsgesetz wird bestimmen, unter welchen Bedingungen das österreichische Reichsbürgerrecht erworben, ausgeübt und verloren wird.

§ 24. In keinem Kronlande darf zwischen seinen Angehörigen und jenen eines anderen Kronlandes ein Unterschied im bürgerlichen oder peinlichen Rechte, im Rechtsverfahren oder in der Verteilung der öffentlichen Lasten bestehen.

Die rechtskräftigen Urteile der Gerichte aller österreichischen Kronländer sind in allen solchen gleich wirksam und vollziehbar.

§ 25. Die Freizügigkeit der Person innerhalb der Reichsgrenzen unterliegt keiner Beschränkung. Die Freiheit der Auswanderung ist von staatswegen nur durch die Wehrpflicht beschränkt.

§ 26. Jede Art von Leibeigenschaft, jeder Unterthänigkeits- oder Hörigkeitsverband ist für immer aufgehoben.

Die Betretung des österreichischen Bodens oder eines österreichischen Schiffes macht jeden Sklaven frei.

§ 27. Alle österreichischen Reichsbürger sind vor dem Gesetze gleich und unterstehen einem gleichen persönlichen Gerichtsstande.

§ 28. Die öffentlichen Ämter und Staatsdienste sind für alle zu denselben Befähigten gleich zugänglich.

§ 29. Das Eigentum steht unter dem Schutze des Reiches; es kann nur aus Gründen des öffentlichen Wohles gegen Entschädigung nach Massgabe des Gesetzes beschränkt oder entzogen werden.

§ 30. Jeder österreichische Reichsbürger kann in allen Teilen des Reiches Liegenschaften jeder Art erwerben, sowie jeden gesetzlich erlaubten Erwerbszweig ausüben.

§ 31. Die Freizügigkeit des Vermögens innerhalb der Reichsgrenzen unterliegt keiner Beschränkung. Abfahrtsgelder von den in das Ausland abziehenden Vermögenschaften dürfen nur in Anwendung der Reciprocität erhoben werden.

§ 32. Jede aus dem Unterthänigkeits- oder Hörigkeitsverbande oder aus dem Titel des geteilten Eigentums auf Liegenschaften haftende Schuldigkeit oder Leistung ist ablösbar, und es darf für die Zukunft bei Teilung des Eigentums keine Liegenschaft mit einer unablösbaren Leistung belastet werden.

Vierter Abschnitt. Von der Gemeinde.

§ 33. Der Gemeinde werden als Grundrechte gewährleistet:

a) die Wahl ihrer Vertreter,
b) die Aufnahme neuer Mitglieder in den Gemeindeverband,
c) die selbständige Verwaltung ihrer Angelegenheiten,
d) die Veröffentlichung der Ergebnisse ihres Haushaltes und in der Regel
e) die Öffentlichkeit der Verhandlungen ihrer Vertreter.

Die nähere Bestimmung dieser Grundrechte der Gemeinden und insbesondere die Bedingungen für die Aufnahme in den Verband einer Gemeinde enthalten die Gemeindegesetze.

§ 34. Die Einrichtung von Bezirks- und Kreisgemeinden zur Besorgung ihrer gemeinsamen inneren Angelegenheiten wird ein besonderes Gesetz bestimmen.

Fünfter Abschnitt. Von den Landesangelegenheiten.

§ 35. Als Landesangelegenheiten werden erklärt:

I. alle Anordnungen inbetreff
1. der Landeskultur,
2. der öffentlichen Bauten, welche aus Landesmitteln bestritten werden,
3. der Wohlthätigkeitsanstalten im Lande,
4. des Voranschlages und Rechnungslegung des Landes a) sowohl hinsichtlich der Landeseinnahmen aus der Verwaltung des dem Lande gehörigen Vermögens, der Besteuerung für Landeszwecke und der Benutzung des Landeskredits, als b) rücksichtlich der Landesausgaben, der ordentlichen wie der ausserordentlichen;

II. die näheren Anordnungen inner der Grenzen und der Reichsgesetze inbetreff
1. der Gemeindeangelegenheiten,
2. der Kirchen- und Schulangelegenheiten,
3. der Vorspannsleistung, dann der Verpflegung und Einquartierung des Heeres, endlich

III. die Anordnungen über jene Gegenstände, welche durch Reichsgesetze dem Wirkungskreise der Landesgewalt zugewiesen werden.

Sechster Abschnitt. Von den Reichsangelegenheiten.

§ 36. Als Reichsangelegenheiten werden erklärt:

a) alle das regierende Kaiserhaus und die Rechte der Krone betreffenden Angelegenheiten,
b) die völkerrechtliche Vertretung des Reiches und aller seiner Interessen, insbesondere der Abschluss von Verträgen mit fremden Staaten,
c) die Beziehungen des Staates zur Kirche,
d) das höhere Unterrichtswesen,
e) das gesamte Heerwesen zu Land und die Seemacht,
f) der Reichshaushalt einschliesslich der Krongüter und Reichsdomänen, unter welchen das bisher durch die Benennungen „Staats-, Kameral- oder Fiskalgüter“ bezeichnete Vermögen verstanden wird, die Reichsbergwerke, dann die Reichsmonopole, der Reichskredit und alle Steuern und Abgaben zu Reichszwecken,
g) alle Gewerbs- und Handelsangelegenheiten einschliesslich der Schiffahrt, der Zölle und Banken, des Münz- und Bergwesens und der Regelung von Mass und Gewicht,
h) die Reichsverbindungen durch Wasser- und Landstrassen, Eisenbahnen, Post und Telegraphen, überhaupt alle Reichsbauten,
i) alle die Wahrung der inneren Sicherheit des Reiches betreffenden Einrichtungen und Massregeln, endlich
k) alle Angelegenheiten, welche nicht durch die Reichsverfassung oder Reichsgesetze als Landesangelegenheiten erklärt werden.

Siebenter Abschnitt. Von der gesetzgebenden Gewalt.

§ 37. Die gesetzgebende Gewalt wird inbezug auf die Reichsangelegenheiten von dem Kaiser im Vereine mit dem Reichstage, in Ansehung der Landesangelegenheiten von dem Kaiser im Vereine mit den Landtagen ausgeübt.

Achter Abschnitt. Von dem Reichstage.

§ 38. Der allgemeine österreichische Reichstag soll aus zwei Häusern, dem Oberhause und dem Unterhause, bestehen und wird alljährlich im Frühjahre von dem Kaiser berufen.

§ 39. Der Reichstag versammelt sich in Wien, kann aber von dem Kaiser auch an einen andern Ort berufen werden.

§ 40. Das Oberhaus wird gebildet aus Abgeordneten, welche für jedes Kronland von dessen Landtage gewählt werden.

§ 41. Die Zahl der Abgeordneten für das Oberhaus beträgt die Hälfte der verfassungsmässigen Zahl des Unterhauses.

Die Verteilung dieser Zahl wird durch das Wahlgesetz dergestalt bestimmt werden, dass jedes Kronland zwei Mitglieder seines Landtages als Abgeordnete zu senden hat und die übrige Zahl nach dem Verhältnisse der Bevölkerung unter alle Kronländer verteilt wird.

§ 42. Die beiden aus jedem Kronlande zum Reichstage abgeordneten Landtagsmitglieder müssen im Vollgenusse der bürgerlichen und politischen Rechte, österreichische Reichsbürger wenigstens seit fünf Jahren und mindestens vierzig Jahre alt sein.

Die anderen Mitglieder des Oberhauses können von den Landtagen nur aus jenen Reichsbürgern gewählt werden, welche die vorstehenden allgemeinen persönlichen Eigenschaften besitzen und im Reiche wenigstens fünfhundert Gulden Konventionsmünze an direkter Steuer bezahlen.

In den Kronländern, wo die Zahl solcher Reichsbürger, welche fünfhundert Gulden Konventionsmünze direkte Steuer bezahlen, nicht das Verhältnis von eins auf sechstausend Seelen erreicht, wird sie durch die der Besteuerung nach zunächst folgenden Reichsbürger des Kronlandes bis zu diesem Verhältnisse vollzählig gemacht.

§ 43. Das Unterhaus wird durch direkte Volkswahl gebildet.

Wahlberechtigt ist jeder österreichische Reichsbürger, welcher grossjährig, im Vollgenusse der bürgerlichen und politischen Rechte ist, und welcher entweder den durch das Wahlgesetz bestimmten Jahresbetrag an direkter Steuer bezahlt oder ohne Zahlung einer direkten Steuer nach seiner persönlichen Eigenschaft in einer Gemeinde eines österreichischen Kronlandes das aktive Wahlrecht besitzt.

§ 44. Die Wahlen für das Unterhaus geschehen nach den Bezirken und an den Orten, welche das Wahlgesetz bestimmt; dasselbe setzt auch die Zahl der Abgeordneten nach der Bevölkerung fest. Diese Zahl ist dergestalt zu bestimmen, dass auf je einhunderttausend Seelen wenigstens ein Abgeordneter entfällt.

Das Wahlgesetz wird den in dem vorstehenden Paragraph erwähnten Jahresbetrag der direkten Steuer in jedem Kronlande mit Beachtung der eigentümlichen Verhältnisse desselben festsetzen und dabei als Grundsatz festhalten, dass derselbe für das Land und für die Städte bis zehntausend Seelen nicht [unter fünf Gulden Konventionsmünze und für Städte über zehntausend Seelen nicht*] unter zehn Gulden Konventionsmünze betragen und in keinem

---

*) Die eingeklammerten Worte fehlen im „Reichsgesetzblatt"!

Falle höher als mit zwanzig Gulden Konventionsmünze bestimmt werden darf.

§ 45. Um in das Unterhaus gewählt werden zu können, muss man selbst wahlberechtigt, im Vollgenusse der bürgerlichen und politischen Rechte, österreichischer Reichsbürger wenigstens seit fünf Jahren und mindestens 30 Jahre alt sein.

§ 46. Jede Stimmgebung bei den Wahlen zum Ober- und Unterhause ist mündlich und öffentlich.

§ 47. Gewählten, welche ein öffentliches Amt bekleiden, darf der Urlaub nicht versagt werden.

§ 48. Nimmt ein Mitglied des Reichstages ein besoldetes Staatsamt an, so muss es sich einer neuen Wahl unterziehen.

§ 49. Die Mitglieder des Oberhauses werden auf die Dauer von zehn, jene des Unterhauses auf die Dauer von fünf auf einander folgenden Jahren gewählt. Sie sind nach Ablauf ihres Mandats wieder wählbar.

§ 50. Die Mitglieder des Oberhauses empfangen keine Entschädigung, jene des Unterhauses erhalten für jede Session eine Entschädigungspauschale.

§ 51. Niemand kann zugleich Mitglied des Oberhauses und des Unterhauses sein.

§ 52. Von jedem Mitgliede des Reichstages wird bei dem Eintritte in denselben der Eid dem Kaiser und auf die Reichsverfassung geleistet.

§ 53. Die Abgeordneten dürfen keine Instruktionen annehmen und nur persönlich ihr Stimmrecht ausüben.

§ 54. Jedem Hause des Reichstags steht das Recht zu, die Wahlmandate seiner Mitglieder zu prüfen und über deren Zulassung zu entscheiden.

§ 55. Jedes Haus ernennt durch absolute Stimmenmehrheit seinen Präsidenten und seine Vizepräsidenten für die Dauer der Session.

§ 56. Kein Haus kann einen Beschluss fassen, wenn nicht die Mehrheit der verfassungsmässigen Zahl seiner Mitglieder versammelt ist.

§ 57. Geheime Stimmgebung — mit Ausnahme der vorzunehmenden Wahlen — findet in keinem Hause statt.

§ 58. Ein Beschluss kann nur durch absolute Stimmenmehrheit zustande kommen. Bei Stimmengleichheit ist der in Beratung gezogene Antrag als verworfen anzusehen.

§ 59. Die Reichstagssitzungen sind öffentlich; doch hat jedes Haus das Recht, über den von dem Präsidenten oder von wenigstens zehn Mitgliedern gestellten Antrag vertrauliche Sitzungen zu halten.

§ 60. Nur Reichstagsmitglieder können in dem Hause, welchem sie angehören, Bittschriften einbringen.

§ 61. Deputationen dürfen auf dem Reichstage nicht zugelassen werden.

§ 62. Kein Mitglied des Reichstages darf ausserhalb des

Reichstages wegen Äusserungen in den Sitzungen zur Rechenschaft gezogen noch auch gerichtlich verfolgt werden.

§ 63. Ein Mitglied des Reichstages darf, solange derselbe versammelt ist, nur mit Genehmigung des Hauses, welchem dasselbe angehört, verhaftet oder verfolgt werden, mit Ausnahme der Ergreifung auf frischer That.

§ 64. Jedes Haus hat seine Geschäftsordnung innerhalb der durch diese Verfassung bestimmten Grundsätze selbst festzustellen. Die geschäftlichen Beziehungen des Ober- und Unterhauses zu einander werden durch eine Übereinkunft der beiden Häuser geregelt.

§ 65. Dem Kaiser sowie jedem der beiden Häuser steht das Recht zu, Gesetze vorzuschlagen.

§ 66. Die Übereinstimmung des Kaisers und der beiden Häuser des Reichstages ist zu jedem Gesetze erforderlich. Anträge auf Erlassung von Gesetzen, welche durch eines der beiden Häuser oder durch den Kaiser abgelehnt worden sind, können in derselben Session nicht wieder vorgebracht werden.

§ 67. Dem Reichstage steht die Teilnahme an der Gesetzgebung über jene Angelegenheiten zu, welche in dieser Reichsverfassung als Reichsangelegenheiten bezeichnet sind.

§ 68. An der Gesetzgebung über die Reichsangelegenheiten nehmen die Abgeordneten aus allen Kronländern teil. Diese gemeinsame Teilnahme findet auch rücksichtlich der Gesetzgebung über das bürgerliche Recht, das Strafrecht, die Gerichtsverfassung und das Gerichtsverfahren statt.

Insoferne aber in Ungarn, Siebenbürgen, Kroatien und Slavonien samt dem kroatischen Küstenlande und Fiume für die eben angeführten Zweige der Gesetzgebung eigene, von jener für die übrigen Kronländer abweichende gesetzliche Normen und Einrichtungen bestehen, wird für diesen Teil der Gesetzgebung die Wirksamkeit der Landtage der zuerst genannten Kronländer aufrecht erhalten.

Es wird jedoch eine Aufgabe der Landtage dieser Kronländer sein, die bisherige Gesetzbung in den erwähnten Zweigen einer Revision zu unterziehen, um baldigst die wünschenswerte Übereinstimmung der Gesetzgebung in allen Teilen des Reiches herbeizuführen.

Bis dieses erfolgt, haben die Abgeordneten desjenigen Kronlandes, in welchem eine von den übrigen Kronländern verschiedene Gesetzgebung in den genannten Zweigen besteht, sich der Teilnahme an den Verhandlungen hierüber am Reichstage zu enthalten.

§ 69. Der Kaiser vertagt und schliesst den Reichstag, kann auch zu jeder Zeit die Auflösung des ganzen Reichstages oder eines seiner Häuser anordnen.

Wird der Reichstag vertagt oder auch nur eines der Häuser aufgelöst, so sind die Sitzungen in beiden Häusern alsogleich einzustellen.

Die Wiederberufung des Reichstages muss im Falle der Auflösung innerhalb drei Monaten nach derselben erfolgen.

Neunter Abschnitt. Von den Landesverfassungen und den Landtagen.

§ 70. Die im § 1 aufgeführten Kronländer werden in den Angelegenheiten, welche die Reichsverfassung oder die Reichsgesetze als Landesangelegenheiten erklären, von den Landtagen vertreten.

§ 71. Die Verfassung des Königreichs Ungarn wird insoweit aufrecht erhalten, dass die Bestimmungen, welche mit dieser Reichsverfassung nicht im Einklange stehen, ausser Wirksamkeit treten, und dass die Gleichberechtigung aller Nationalitäten und landesüblichen Sprachen in allen Verhältnissen des öffentlichen und bürgerlichen Lebens durch geeignete Institutionen gewährleistet wird. Ein besonderes Statut wird diese Verhältnisse regeln.

§ 72. Der Woidwodschaft Serbien werden solche Einrichtungen zugesichert, welche sich zur Wahrung ihrer Kirchengemeinschaft und Nationalität auf ältere Freiheitsbriefe und kaiserliche Erklärungen der neuesten Zeit stützen.

Die Vereinigung der Woiwodschaft mit einem anderen Kronlande wird nach Einvernehmung der Abgeordneten derselben durch eine besondere Verfügung festgestellt werden.

§ 73. In den Königreichen Kroatien und Slavonien mit Einschluss des dazu gehörigen Küstenlandes, dann der Stadt Fiume und dem dazu gehörigen Gebiete werden deren eigentümliche Institutionen innerhalb des durch diese Reichsverfassung festgestellten Verbandes dieser Länder mit dem Reiche in völliger Unabhängigkeit derselben von dem Königreiche Ungarn aufrecht erhalten. Abgeordnete aus Dalmatien werden mit der Landeskongregation dieser Königreiche unter Vermittlung der vollziehenden Reichsgewalt über den Anschluss und die Bedingungen desselben verhandeln und das Ergebnis der Sanktion des Kaisers unterziehen.

§ 74. Die innere Gestaltung und Verfassung des Grossfürstentums Siebenbürgen wird nach dem Grundsatze der völligen Unabhängigkeit von dem Königreiche Ungarn und der Gleichberechtigung aller das Land bewohnenden Nationen im Einklange mit dieser Reichsverfassung durch ein neues Landesstatut festgestellt werden.

Die Rechte der sächsischen Nation werden innerhalb dieser Reichsverfassung aufrecht erhalten.

§ 75. Das zum Schutze der Integrität des Reiches bestehende Institut der Militärgrenze wird in seiner militärischen Organisation aufrecht erhalten und bleibt als ein integrierender Bestandteil des Reichsheeres der vollziehenden Reichsgewalt unterstellt. Ein eigenes Statut wird den Bewohnern der Militärgrenze inbezug auf ihre Besitzverhältnisse dieselben Erleichterungen gewährleisten, welche den Angehörigen der übrigen Kronländer erteilt wurden.

§ 76. Ein besonderes Statut wird die Verfassung des lombardisch-venetianischen Königreiches und das Verhältnis dieses Kronlandes zum Reiche feststellen.

§ 77. Alle übrigen Kronländer erhalten eigene Landesverfassungen.

Die ständischen Verfassungen treten ausser Wirksamkeit.

§ 78. Die Zusammensetzung der Landtage hat mit Beachtung aller Landesinteressen zu geschehen. Die Abgeordneten zu denselben werden durch direkte Wahl berufen.

§ 79. Die zum Wirkungskreise der Landesvertretung gehörigen Befugnisse werden entweder durch die Landtage selbst oder durch die von ihnen gewählten Landesausschüsse geübt.

§ 80. Jedem Landtage wird das Recht der Teilnahme an der Gesetzgebung in Landesangelegenheiten und des Gesetzesvorschlages, sowie das Recht, die Ausführung der Landesgesetze zu überwachen, gewährleistet.

Die Übereinstimmung des Kaisers und des Landtages ist zu jedem Landesgesetze erforderlich.

§ 81. Abänderungen der Landesverfassungen sollen in den Landtagen, welche zuerst werden berufen werden, im gewöhnlichen Wege der Gesetzgebung beantragt werden können. In den folgenden Landtagen soll zu einem Beschlusse über solche Abänderungen die Gegenwart von mindestens drei Vierteilen aller Abgeordneten und die Zustimmung von mindestens zwei Dritteilen der Anwesenden erforderlich sein.

§ 82. Die näheren Bestimmungen über die Bildung und den Wirkungskreis der Landtage und Landesausschüsse werden die Landesverfassungen und Wahlgesetze dieser Kronländer feststellen.

§ 83. Alle Verfassungen der einzelnen Kronländer, welche das Reich bilden, sollen im Laufe des Jahres 1849 in Wirksamkeit treten und müssen dem ersten allgemeinen österreichischen Reichstage vorgelegt werden, welcher nach deren Einführung sofort berufen wird.

Zehnter Abschnitt. Von der vollziehenden Gewalt.

§ 84. Die vollziehende Gewalt im ganzen Reiche und in allen Kronländern ist eine und unteilbare. Sie steht ausschliessend dem Kaiser zu, der sie durch verantwortliche Minister und die denselben untergeordneten Beamten und Bestellten ausübt.

§ 85. Wird einer Körperschaft oder wem immer ein Teil der vollziehenden Gewalt übertragen, so kann dieses nur widerruflich stattfinden, und die Krone ist stets berechtigt, für die Ausübung des übertragenen Teiles der vollziehenden Gewalt eine andere Vorkehrung zu treffen.

§ 86. Die Vollziehung und Handhabung der Landesgesetze, sowie die Ausführung der von den Landtagsausschüssen innerhalb ihres verfassungsmässigen Wirkungskreises erlassenen Entscheidungen steht der vollziehenden Gewalt zu.

§ 87. Wenn der Reichstag oder der Landtag nicht versammelt ist, und dringende, in den Gesetzen nicht vorhergesehene Massregeln mit Gefahr auf dem Verzuge für das Reich oder für ein Kronland erforderlich sind, so ist der Kaiser berechtiget, die nötigen Verfügungen unter Verantwortlichkeit des Ministeriums mit provisorischer Gesetzeskraft zu treffen, jedoch mit der Verpflichtung, darüber dem Reichs- oder beziehungsweise Landtage die Gründe und Erfolge darzulegen.

§ 88. Die Minister haben die Verwaltung im Reiche und in den einzelnen Kronländern zu leiten, die bezüglichen Verordnungen zu erlassen und die Handhabung der Reichs- und Landesgesetze zu überwachen.

§ 89. Den Ministern steht es zu, unter ihrer Verantwortung in jenen Angelegenheiten, welche den Gemeinden oder den Landtagen und deren Organen zur selbständigen Entscheidung überlassen sind, die Ausführung von Verwaltungsmassregeln, welche den Gesetzen und dem Gesamtwohle entgegen sind, einzustellen oder zu untersagen.

§ 90. Die Minister haben das Recht, im Reichstage zu erscheinen und jederzeit das Wort zu nehmen; sie können auch für bestimmte Verhandlungen sich durch abgeordnete Kommissäre vertreten lassen.

An den Abstimmungen des Reichstages nehmen sie nur teil, wenn sie Mitglieder desselben sind.

§ 91. Über die Verantwortlichkeit der Minister, über das gerichtliche Verfahren gegen dieselben, dann über deren Bestrafung im Falle der Verurteilung wird ein besonderes Gesetz bestimmen.

§ 92. Für die einzelnen Kronländer ernennt der Kaiser Statthalter, welche als Organe der vollziehenden Gewalt die Handhabung der Reichs- und Landesgesetze zu überwachen und die Leitung der inneren Angelegenheiten in dem Umfange ihres ämtlichen Gebietes zu besorgen berufen und verpflichtet sind.

§ 93. Die Statthalter haben das Recht, in den Landtagen selbst oder durch ihre abgeordneten Kommissäre zu erscheinen und jederzeit das Wort zu nehmen.

An den Abstimmungen der Landtage nehmen sie nur teil, wenn sie Mitglieder derselben sind.

§ 94. Die Statthalter sind in ihrer Geschäftsführung dafür verantwortlich, dass die Reichsgesetze und die Gesetze des betreffenden Kronlandes genau beobachtet und gehandhabt werden.

§ 95. Die vollziehende Reichsgewalt kann die Statthalter und alle Behörden der einzelnen Kronländer auch mit der Besorgung der Reichsangelegenheiten beauftragen oder solche durch andere Organe in allen Teilen des Reiches verwalten lassen.

Elfter Abschnitt. Von dem Reichsrate.

§ 96. An die Seite der Krone und der vollziehenden Reichs-

gewalt wird ein Reichsrat eingesetzt, dessen Bestimmung ein beratender Einfluss auf alle jene Angelegenheiten sein soll, worüber er von der vollziehenden Reichsgewalt um sein Gutachten angegangen wird.

§ 97. Die Mitglieder des Reichsrates werden von dem Kaiser ernannt; bei deren Ernennung ist auf die verschiedenen Teile des Reiches mögliche Rücksicht zu nehmen.

§ 98. Ein besonderes Gesetz wird die Einrichtung und den Wirkungskreis des Reichsrates regeln.

Zwölfter Abschnitt. Von der richterlichen Gewalt.

§ 99. Die richterliche Gewalt wird selbständig von den Gerichten geübt.

§ 100. Alle Gerichtsbarkeit geht vom Reiche aus. Es sollen in Hinkunft keine Patrimonialgerichte bestehen.

§ 101. Kein vom Staate bestellter Richter darf nach seiner definitiven Bestellung ausser durch richterlichen Spruch von seinem Amte zeitweilig entfernt oder entlassen noch auch ohne sein Ansuchen an einen anderen Dienstort überwiesen oder in den Ruhestand versetzt werden.

Diese letztere Bestimmung findet jedoch auf Versetzungen in den Ruhestand, welche wegen eingetretener Dienstesuntauglichkeit nach den Vorschriften des Gesetzes erfolgen, sowie auf jene Veränderungen im Richterpersonale, welche durch Änderung in der Einrichtung der Gerichte notwendig werden, keine Anwendung.

§ 102. Rechtspflege und Verwaltung sollen getrennt und von einander unabhängig gestellt werden. Über Kompetenzkonflikte zwischen den Verwaltungs- und Gerichtsbehörden entscheidet die durch das Gesetz zu bestimmende Behörde.

§ 103. Das Gerichtsverfahren soll in der Regel öffentlich und mündlich sein.

Die Ausnahmen von der Öffentlichkeit bestimmt im Interesse der Ordnung und Sittlichkeit das Gesetz.

In Strafsachen soll der Anklageprozess gelten, Schwurgerichte sollen in allen schweren Verbrechen, welche das Gesetz näher bezeichnen wird, dann bei politischen und Pressvergehen erkennen.

§ 104. Die Durchführung der vorgedachten allgemeinen Grundsätze, nach welchen in Hinkunft die Rechtspflege eingerichtet und das Richteramt ausgeübt werden soll, sowie deren Einführung in den einzelnen Kronländern unter Beachtung der eigentümlichen Verhältnisse derselben bleibt besonderen Reichs- und beziehungsweise (§ 68) Landesgesetzen vorbehalten.

§ 105. Die Bestimmungen der Hausgesetze über den Gerichtsstand der Glieder des kaiserlichen Hauses bleiben aufrecht.

Dreizehnter Abschnitt. Von dem Reichsgerichte.

§ 106. Es soll ein oberstes Reichsgericht eingesetzt werden, welches von amtswegen oder auf geführte Klage in folgenden Fällen einzuschreiten haben wird:

I. als Schiedsgericht: bei Streitfragen zwischen dem Reiche und den einzelnen Kronländern oder zwischen einzelnen Kronländern unter sich, insoferne der Gegenstand nicht in den Bereich der gesetzgebenden Reichsgewalt gehört;

II. als oberste Instanz: bei Verletzungen der politischen Rechte;

III. als untersuchende und oberste richtende Behörde: a) bei Anklagen gegen die Minister und Statthalter, dann b) bei Verschwörungen und Attentaten gegen den Monarchen oder Regenten und in Fällen von Hoch- und Landesverrat.

§ 107. Der Sitz des Reichsgerichtes ist in Wien, und es wird durch ein besonderes Gesetz bestimmt, wie die Bestellung der Richter mit Rücksicht auf die einzelnen Kronländer stattfinden, wie gross die Zahl derselben und wie das Verfahren des Gerichtes sein soll.

Vierzehnter Abschnitt. Von dem Reichshaushalte.

§ 108. Alle Steuern und Abgaben für Reichs- und Landeszwecke werden durch Gesetze bestimmt.

§ 109. Alle Einnahmen und Ausgaben des Reiches müssen jährlich in einem Voranschlage ersichtlich gemacht werden, welcher durch ein Gesetz festgestellt wird. Allfällige Überschreitungen des Voranschlages sind der nachträglichen Anerkennung von seite des Reichstages zu unterziehen.

§ 110. Die Staatsschuld ist vom Reiche gewährleistet.

§ 111. Die allgemeine Rechnung über den Reichshaushalt jeden Jahres wird nebst einer Übersicht der Staatsschulden von dem obersten Rechnungshofe dem Reichstage vorgelegt.

§ 112. Ein besonderes Gesetz wird die Einrichtungen und Befugnisse des obersten Rechnungshofes feststellen.

Fünfzehnter Abschnitt. Von der bewaffneten Macht.

§ 113. Die bewaffnete Macht ist bestimmt, das Reich gegen äussere Feinde zu verteidigen und im Innern die Aufrechthaltung der Ordnung und die Ausführung der Gesetze zu sichern.

§ 114. Im Innern kann zu diesen Zwecken die bewaffnete Macht nur über Aufforderung der Zivilbehörden und in den gesetzlich bestimmten Fällen und Formen einschreiten.

§ 115. Die bewaffnete Macht ist wesentlich gehorchend. Kein Teil derselben darf gemeinsam beraten.

§ 116. Das Gesetz bestimmt den Umfang und die Art der allgemeinen Wehrpflicht zum Landheere und zum Dienste auf der See.

§ 117. Das Heer steht unter der Militärgerichtsbarkeit und dem Militärgesetze.

Die Disziplinarvorschriften für das Land- und Seeheer bleiben in voller Anwendung.

§ 118. Der Eid des Heeres auf die Reichsverfassung wird in den Fahneneid aufgenommen.

§ 119. Die Einrichtung der Bürgerwehr wird durch ein besonderes Gesetz geregelt.

Sechzehnter Abschnitt. Allgemeine Bestimmungen.

§ 120. Insolange die durch diese Reichsverfassung bedingten organischen Gesetze nicht im verfassungsmässigen Wege zustande gekommen sind, werden die entsprechenden Verfügungen im Verordnungswege erlassen.

§ 121. Bis die neuen Gesetze und Verordnungen in Wirksamkeit treten, bleiben die bestehenden in kraft.

Die bestehenden Steuern und Abgaben werden fort erhoben, bis neue Gesetze abweichend bestimmen und zur Anwendung kommen.

§ 122. Die Behörden bleiben bis zur Ausführung der sie betreffenden neuen organischen Gesetze und Verordnungen in ihrer Wirksamkeit.

§ 123. Änderungen dieser Reichsverfassung können im ersten Reichstage im gewöhnlichen Wege der Gesetzgebung beantragt werden. In den folgenden Reichstagen ist zu einem Beschlusse über solche Abänderungen in beiden Häusern die Gegenwart von mindestens drei Vierteilen aller Mitglieder und die Zustimmung von mindestens zwei Dritteilen der Anwesenden erforderlich.

So gegeben in Unserer königlichen Hauptstadt Olmütz den vierten März im Jahre des Heils eintausendachthundertneunundvierzig, Unserer Reiche im ersten.

Franz Joseph.
Schwarzenberg. Stadion. Krauss. Bach. Cordon. Bruck.
Thinnfeld. Kulmer.

Die durch die konstitutionelle Staatsform gewährleisteten politischen Grundrechte.

Wir Franz Joseph der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Österreich etc. etc., verordnen für die nachbenannten Kronländer des österreichischen Kaiserreiches, nämlich für das Erzherzogtum Österreich ob und unter der Enns, das Herzogtum Salzburg, das Herzogtum Steiermark, das Königreich Illyrien, bestehend aus den Herzogtümern Kärnthen und Krain, der gefürsteten Grafschaft Görz und Gradiska, der Markgrafschaft Istrien und der Stadt Triest mit ihrem Gebiete —, für die gefürstete Grafschaft Tirol und Vorarlberg, das Königreich Böhmen, die Markgrafschaft Mähren, das Herzogtum Ober- und Niederschlesien, die Königreiche Galizien und Lodomerien mit den Herzogtümern Auschwitz und Zator und dem Grossherzogtume Krakau, für das Herzogtum Bukowina, endlich für das Königreich Dalmatien — in Anerkennung und zum Schutze der den Bewohnern dieser Länder durch die von Uns

angenommene konstitutionelle Staatsform gewährleisteten politischen Rechte über Antrag Unseres Ministerrates wie folgt:

§ 1. Die volle Glaubensfreiheit und das Recht der häuslichen Ausübung des Religionsbekenntnisses ist jedermann gewährleistet. Der Genuss der bürgerlichen und politischen Rechte ist von dem Religionsbekenntnisse unabhängig, doch darf den staatsbürgerlichen Pflichten durch das Religionsbekenntnis kein Abbruch geschehen.

§ 2. Jede gesetzlich anerkannte Kirche und Religionsgesellschaft hat das Recht der gemeinsamen öffentlichen Religionsübung, ordnet und verwaltet ihre Angelegenheiten selbständig, bleibt im Besitze und Genusse der für ihre Kultus-, Unterrichts- und Wohlthätigkeitszwecke bestimmten Anstalten, Stiftungen und Fonde, ist aber wie jede Gesellschaft den allgemeinen Staatsgesetzen unterworfen.

§ 3. Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei. Unterrichts- und Erziehungsanstalten zu gründen und an solchen Unterricht zu erteilen, ist jeder Staatsbürger berechtiget, der seine Befähigung hierzu in gesetzlicher Weise nachgewiesen hat. Der häusliche Unterricht unterliegt keiner solchen Beschränkung.

§ 4. Für allgemeine Volksbildung soll durch öffentliche Anstalten, und zwar in den Landesteilen, in denen eine gemischte Bevölkerung wohnt, derart gesorgt werden, dass auch die Volksstämme, welche die Minderheit ausmachen, die erforderlichen Mittel zur Pflege ihrer Sprache und zur Ausbildung in derselben erhalten. Der Religionsunterricht in den Volksschulen wird von der betreffenden Kirche oder Religionsgesellschaft besorgt. Der Staat führt über das Unterrichts- und Erziehungswesen die Oberaufsicht.

§ 5. Jedermann hat das Recht, durch Wort, Schrift, Druck oder bildliche Darstellung seine Meinung frei zu äussern. Die Presse darf nicht unter Zensur gestellt werden. Gegen den Missbrauch der Presse wird ein Repressivgesetz erlassen.

§ 6. Das Petitionsrecht steht jedermann zu. Petitionen unter einem Gesamtnamen dürfen nur von Behörden und gesetzlich anerkannten Körperschaften ausgehen.

§ 7. Die österreichischen Staatsbürger haben das Recht, sich zu versammeln und Vereine zu bilden, insoferne Zweck, Mittel oder Art und Weise der Versammlung oder Vereinigung weder rechtswidrig noch staatsgefährlich sind. Die Ausübung dieses Rechtes, sowie die Bedingungen, unter welchen Gesellschaftsrechte erworben, ausgeübt oder verloren werden, bestimmt das Gesetz.

§ 8. Die Freiheit der Person ist gewährleistet. Die Verhaftung einer Person soll ausser im Falle der Ergreifung auf frischer That nur inkraft eines mit Gründen versehenen Befehles geschehen, welcher von dem Richter oder von einer richterliche Funktionen gesetzlich ausübenden Behörde ergangen ist. Jeder solche Verhaftbefehl ist dem Verhafteten sogleich bei seiner An-

haltung oder spätestens vierundzwanzig Stunden nach derselben zuzustellen.

§ 9. Die Sicherheitsbehörde muss jeden, den sie in Verwahrung genommen hat, binnen achtundvierzig Stunden freilassen oder dem zuständigen Gerichte überweisen.

§ 10. Das Hausrecht ist unverletzlich. Eine Durchsuchung der Wohnung und der Papiere oder eine Beschlagnahme der letzteren ist nur in den gesetzlich bestimmten Fällen und Formen zulässig.

§ 11. Das Briefgeheimnis darf nicht verletzt, und die Beschlagnahme von Briefen nur in Kriegsfällen oder auf Grund eines richterlichen Befehles vorgenommen werden.

§ 12. Im Falle eines Krieges oder bei Unruhen im Innern können die Bestimmungen der vorstehenden §§ 5 bis einschliesslich 11 zeitweilig und örtlich ausser Wirksamkeit gesetzt werden.

Ein Gesetz wird das Nähere hierüber bestimmen.

§ 13. Unser Ministerrat wird beauftragt, die zur Durchführung dieser Bestimmungen bis zu dem Zustandekommen organischer Gesetze provisorisch zu erlassenden Verordnungen zu entwerfen und Uns zur Sanktion vorzulegen.

Gegeben in Unserer königl. Hauptstadt Olmütz d. 4. März 1849.

Franz Joseph.

Schwarzenberg. Stadion. Krauss. Bach. Cordon. Bruck. Thinnfeld. Kulmer.

18. Verfassung des deutschen Reichs. 1849 März 28.

Reichs-Gesetz-Blatt. 16. Stück. Ausgegeben Frankfurt a. M. den 28. April 1849; Verfassung des Deutschen Reiches. Amtliche Ausgabe. Franfurt a. M. Druck von L. Krebs-Schmitt 1849. 4°; Quellen u. Aktenstücke zur dtsch. Verfassungsgesch. zusammengestellt v. Karl Weil (1850), S. 138 ff; Archiv des norddeutschen Bundes hrsg. v. J. C. Glaser 1 (1867), S. 1 ff; Deutsche Staatsgrundgesetze . . . hrsg. v. Karl Binding Heft II (1893).

Die deutsche verfassunggebende Nationalversammlung hat beschlossen und verkündigt als Reichsverfassung:

Verfassung des deutschen Reiches.

Abschnitt I. Das Reich.

Artikel I.

§ 1. Das deutsche Reich besteht aus dem Gebiete des bisherigen deutschen Bundes.

Die Festsetzung der Verhältnisse des Herzogtums Schleswig bleibt vorbehalten.

§ 2. Hat ein deutsches Land mit einem nichtdeutschen Lande dasselbe Staatsoberhaupt, so soll das deutsche Land eine von dem nichtdeutschen Lande getrennte eigene Verfassung, Re-

gierung und Verwaltung haben. In die Regierung und Verwaltung des deutschen Landes dürfen nur deutsche Staatsbürger berufen werden.

Die Reichsverfassung und Reichsgesetzgebung hat in einem solchen deutschen Lande dieselbe verbindliche Kraft, wie in den übrigen deutschen Ländern.

§ 3. Hat ein deutsches Land mit einem nichtdeutschen Lande dasselbe Staatsoberhaupt, so muss dieses entweder in seinem deutschen Lande residieren, oder es muss auf verfassungsmässigem Wege in demselben eine Regentschaft niedergesetzt werden, zu welcher nur Deutsche berufen werden dürfen.

§ 4. Abgesehen von den bereits bestehenden Verbindungen deutscher und nichtdeutscher Länder soll kein Staatsoberhaupt eines nichtdeutschen Landes zugleich zur Regierung eines deutschen Landes gelangen, noch darf ein in Deutschland regierender Fürst, ohne seine deutsche Regierung abzutreten, eine fremde Krone annehmen.

§ 5. Die einzelnen deutschen Staaten behalten ihre Selbständigkeit, soweit dieselbe nicht durch die Reichsverfassung beschränkt ist; sie haben alle staatlichen Hoheiten und Rechte, soweit diese nicht der Reichsgewalt ausdrücklich übertragen sind.

Abschnitt II. Die Reichsgewalt.

Artikel I.

§ 6. Die Reichsgewalt ausschliesslich übt dem Auslande gegenüber die völkerrechtliche Vertretung Deutschlands und der einzelnen deutschen Staaten aus.

Die Reichsgewalt stellt die Reichsgesandten und die Konsuln an. Sie führt den diplomatischen Verkehr, schliesst die Bündnisse und Verträge mit dem Auslande, namentlich auch die Handels- und Schiffahrtsverträge, sowie die Auslieferungsverträge ab. Sie ordnet alle völkerrechtlichen Massregeln an.

§ 7. Die einzelnen deutschen Regierungen haben nicht das Recht, ständige Gesandte zu empfangen oder solche zu halten.

Auch dürfen dieselben keine besonderen Konsuln halten. Die Konsuln fremder Staaten erhalten ihr Exequatur von der Reichsgewalt.

Die Absendung von Bevollmächtigten an das Reichsoberhaupt ist den einzelnen Regierungen unbenommen.

§ 8. Die einzelnen deutschen Regierungen sind befugt, Verträge mit anderen deutschen Regierungen abzuschliessen.

Ihre Befugnis zu Verträgen mit nichtdeutschen Regierungen beschränkt sich auf Gegenstände des Privatrechts, des nachbarlichen Verkehrs und der Polizei.

§ 9. Alle Verträge nicht rein privatrechtlichen Inhalts, welche eine deutsche Regierung mit einer anderen deutschen oder nichtdeutschen abschliesst, sind der Reichsgewalt zur Kenntnisnahme und, insofern das Reichsinteresse dabei beteiligt ist, zur Bestätigung vorzulegen.

Artikel II.

§ 10. Der Reichsgewalt ausschliesslich steht das Recht des Krieges und des Friedens zu.

Artikel III.

§ 11. Der Reichsgewalt steht die gesamte bewaffnete Macht Deutschlands zur Verfügung.

§ 12. Das Reichsheer besteht aus der gesamten, zum Zwecke des Kriegs bestimmten Landmacht der einzelnen deutschen Staaten. Die Stärke und Beschaffenheit des Reichsheeres wird durch das Gesetz über die Wehrverfassung bestimmt.

Diejenigen Staaten, welche weniger als 500,000 Einwohner haben, sind durch die Reichsgewalt zu grösseren militärischen Ganzen, welche dann unter der unmittelbaren Leitung der Reichsgewalt stehen, zu vereinigen, oder einem angrenzenden grösseren Staate anzuschliessen.

Die näheren Bedingungen einer solchen Vereinigung sind in beiden Fällen durch Vereinbarung der beteiligten Staaten unter Vermittelung und Genehmigung der Reichsgewalt festzustellen.

§ 13. Die Reichsgewalt ausschliesslich hat inbetreff des Heerwesens die Gesetzgebung und die Organisation; sie überwacht deren Durchführung in den einzelnen Staaten durch fortdauernde Kontrole.

Den einzelnen Staaten steht die Ausbildung ihres Kriegswesens auf Grund der Reichsgesetze und der Anordnungen der Reichsgewalt und beziehungsweise in den Grenzen der nach § 12 getroffenen Vereinbarungen zu. Sie haben die Verfügung über ihre bewaffnete Macht, soweit dieselbe nicht für den Dienst des Reiches in Anspruch genommen wird.

§ 14. In den Fahneneid ist die Verpflichtung zur Treue gegen das Reichsoberhaupt und die Reichsverfassung an erster Stelle aufzunehmen.

§ 15. Alle durch Verwendung von Truppen zu Reichszwecken entstehenden Kosten, welche den durch das Reich festgesetzten Friedensstand übersteigen, fallen dem Reiche zur Last.

§ 16. Über eine allgemeine für ganz Deutschland gleiche Wehrverfassung ergeht ein besonderes Reichsgesetz.

§ 17. Den Regierungen der einzelnen Staaten bleibt die Ernennung der Befehlshaber und Offiziere ihrer Truppen, soweit deren Stärke sie erheischt, überlassen.

Für die grösseren militärischen Ganzen, zu denen Truppen mehrerer Staaten vereinigt sind, ernennt die Reichsgewalt die gemeinschaftlichen Befehlshaber.

Für den Krieg ernennt die Reichsgewalt die kommandierenden Generale der selbständigen Korps, sowie das Personale der Hauptquartiere.

§ 18. Der Reichsgewalt steht die Befugnis zu, Reichsfestungen und Küstenverteidigungswerke anzulegen und, insoweit die Sicher-

heit des Reiches es erfordert, vorhandene Festungen gegen billige Ausgleichung, namentlich für das überlieferte Kriegsmaterial, zu Reichsfestungen zu erklären.

Die Reichsfestungen und Küstenverteidigungswerke des Reiches werden auf Reichskosten unterhalten.

§ 19. Die Seemacht ist ausschliesslich Sache des Reiches. Es ist keinem Einzelstaate gestattet, Kriegsschiffe für sich zu halten oder Kaperbriefe auszugeben.

Die Bemannung der Kriegsflotte bildet einen Teil der deutschen Wehrmacht. Sie ist unabhängig von der Landmacht.

Die Mannschaft, welche aus einem einzelnen Staate für die Kriegsflotte gestellt wird, ist von der Zahl der von demselben zu haltenden Landtruppen abzurechnen. Das Nähere hierüber, sowie über die Kostenausgleichung zwischen dem Reiche und den Einzelstaaten bestimmt ein Reichsgesetz.

Die Ernennung der Offiziere und Beamten der Seemacht geht allein vom Reiche aus.

Der Reichsgewalt liegt die Sorge für die Ausrüstung, Ausbildung und Unterhaltung der Kriegsflotte und die Anlegung, Ausrüstung und Unterhaltung von Kriegshäfen und See-Arsenälen ob.

Über die zur Errichtung von Kriegshäfen und Marine-Etablissements nötigen Enteignungen, sowie über die Befugnisse der dabei anzustellenden Reichsbehörden bestimmen die zu erlassenden Reichsgesetze.

Artikel IV.

§ 20. Die Schiffahrtsanstalten am Meere und in den Mündungen der deutschen Flüsse (Häfen, Seetonnen, Leuchtschiffe, das Lotsenwesen, das Fahrwasser u. s. w.) bleiben der Fürsorge der einzelnen Uferstaaten überlassen. Die Uferstaaten unterhalten dieselben aus eigenen Mitteln.

Ein Reichsgesetz wird bestimmen, wie weit die Mündungen der einzelnen Flüsse zu rechnen sind.

§ 21. Die Reichsgewalt hat die Oberaufsicht über diese Anstalten und Einrichtungen.

Es steht ihr zu, die betreffenden Staaten zu gehöriger Unterhaltung derselben anzuhalten, auch dieselben aus den Mitteln des Reiches zu vermehren und zu erweitern.

§ 22. Die Abgaben, welche in den Seeuferstaaten von den Schiffen und deren Ladungen für die Benutzung der Schiffahrtsanstalten erhoben werden, dürfen die zur Unterhaltung dieser Anstalten notwendigen Kosten nicht übersteigen. Sie unterliegen der Genehmigung der Reichsgewalt.

§ 23. Inbetreff dieser Abgaben sind alle deutschen Schiffe und deren Ladungen gleichzustellen.

Eine höhere Belegung fremder Schiffe kann nur von der Reichsgewalt ausgehen.

Die Mehrabgabe von fremder Schiffahrt fliesst in die Reichskasse.

Artikel V.

§ 24. Die Reichsgewalt hat das Recht der Gesetzgebung und die Oberaufsicht über die in ihrem schiffbaren Lauf mehrere Staaten durchströmenden oder begrenzenden Flüsse und Seen und über die Mündungen der in dieselben fallenden Nebenflüsse, sowie über den Schiffahrtsbetrieb und die Flösserei auf denselben.

Auf welche Weise die Schiffbarkeit dieser Flüsse erhalten oder verbessert werden soll, bestimmt ein Reichsgesetz.

Die übrigen Wasserstrassen bleiben der Fürsorge der Einzelstaaten überlassen. Doch steht es der Reichsgewalt zu, wenn sie es im Interesse des allgemeinen Verkehrs für notwendig erachtet, allgemeine Bestimmungen über den Schiffahrtsbetrieb und die Flösserei auf denselben zu erlassen, sowie einzelne Flüsse unter derselben Voraussetzung den oben erwähnten gemeinsamen Flüssen gleich zu stellen.

Die Reichsgewalt ist befugt, die Einzelstaaten zu gehöriger Erhaltung der Schiffbarkeit dieser Wasserstrassen anzuhalten.

§ 25. Alle deutschen Flüsse sollen für deutsche Schiffahrt von Flusszöllen frei sein. Auch die Flösserei soll auf schiffbaren Flussstrecken solchen Abgaben nicht unterliegen. Das Nähere bestimmt ein Reichsgesetz.

Bei den mehrere Staaten durchströmenden oder begrenzenden Flüssen tritt für die Aufhebung dieser Flusszölle eine billige Ausgleichung ein.

§ 26. Die Hafen-, Krahn-, Wag-, Lager-, Schleusen- und dergleichen Gebühren, welche an den gemeinschaftlichen Flüssen und den Mündungen der in dieselben sich ergiessenden Nebenflüsse erhoben werden, dürfen die zur Unterhaltung derartiger Anstalten nötigen Kosten nicht übersteigen. Sie unterliegen der Genehmigung der Reichsgewalt.

Es darf inbetreff dieser Gebühren keinerlei Begünstigung der Angehörigen eines deutschen Staates vor denen anderer deutscher Staaten stattfinden.

§ 27. Flusszölle und Flussschiffahrtsabgaben dürfen auf fremde Schiffe und deren Ladungen nur durch die Reichsgewalt gelegt werden.

Artikel VI.

§ 28. Die Reichsgewalt hat über die Eisenbahnen und deren Betrieb, soweit es der Schutz des Reiches oder das Interesse des allgemeinen Verkehrs erheischt, die Oberaufsicht und das Recht der Gesetzgebung. Ein Reichsgesetz wird bestimmen, welche Gegenstände dahin zu rechnen sind.

§ 29. Die Reichsgewalt hat das Recht, soweit sie es zum Schutze des Reiches oder im Interesse des allgemeinen Verkehrs für notwendig erachtet, die Anlage von Eisenbahnen zu bewilligen, sowie selbst Eisenbahnen anzulegen, wenn der Einzelstaat, in dessen Gebiet die Anlage erfolgen soll, deren Ausführung ablehnt. Die

Benutzung der Eisenbahnen für Reichszwecke steht der Reichsgewalt jederzeit gegen Entschädigung frei.

§ 30. Bei der Anlage oder Bewilligung von Eisenbahnen durch die einzelnen Staaten ist die Reichsgewalt befugt, den Schutz des Reiches und das Interesse des allgemeinen Verkehrs wahrzunehmen.

§ 31. Die Reichsgewalt hat über die Landstrassen die Oberaufsicht und das Recht der Gesetzgebung, soweit es der Schutz des Reiches oder das Interesse des allgemeinen Verkehrs erheischt. Ein Reichsgesetz wird bestimmen, welche Gegenstände dahin zu rechnen sind.

§ 32. Die Reichsgewalt hat das Recht, soweit sie es zum Schutze des Reiches oder im Interesse des allgemeinen Verkehrs für notwendig erachtet, zu verfügen, dass Landstrassen und Kanäle angelegt, Flüsse schiffbar gemacht oder deren Schiffbarkeit erweitert werde.

Die Anordnung der dazu erforderlichen baulichen Werke erfolgt nach vorgängigem Benehmen mit den beteiligten Einzelstaaten durch die Reichsgewalt.

Die Ausführung und Unterhaltung der neuen Anlagen geschieht von reichswegen und auf Reichskosten, wenn eine Verständigung mit den Einzelstaaten nicht erzielt wird.

Artikel VII.

§ 33. Das deutsche Reich soll ein Zoll- und Handelsgebiet bilden, umgeben von gemeinschaftlicher Zollgrenze, mit Wegfall aller Binnengrenzzölle.

Die Aussonderung einzelner Orte und Gebietsteile aus der Zolllinie bleibt der Reichsgewalt vorbehalten.

Der Reichsgewalt bleibt es ferner vorbehalten, auch nicht zum Reiche gehörige Länder und Landesteile mittelst besonderer Verträge dem deutschen Zollgebiete anzuschliessen.

§ 34. Die Reichsgewalt ausschliesslich hat die Gesetzgebung über das gesamte Zollwesen, sowie über gemeinschaftliche Produktions- und Verbrauchssteuern. Welche Produktions- und Verbrauchssteuern gemeinschaftlich sein sollen, bestimmt die Reichsgesetzgebung.

§ 35. Die Erhebung und Verwaltung der Zölle, sowie der gemeinschaftlichen Produktions- und Verbrauchssteuern geschieht nach Anordnung und unter Oberaufsicht der Reichsgewalt.

Aus dem Ertrage wird ein bestimmter Teil nach Massgabe des ordentlichen Budgets für die Ausgaben des Reiches vorweggenommen, das Übrige wird an die einzelnen Staaten verteilt.

Ein besonderes Reichsgesetz wird hierüber das Nähere feststellen.

§ 36. Auf welche Gegenstände die einzelnen Staaten Produktions- oder Verbrauchssteuern für Rechnung des Staates oder einzelner Gemeinden legen dürfen und welche Bedingungen und

Beschränkungen dabei eintreten sollen, wird durch die Reichsgesetzgebung bestimmt.

§ 37. Die einzelnen deutschen Staaten sind nicht befugt, auf Güter, welche über die Reichsgrenze ein- oder ausgehen, Zölle zu legen.

§ 38. Die Reichsgewalt hat das Recht der Gesetzgebung über den Handel und die Schiffahrt und überwacht die Ausführung der darüber erlassenen Reichsgesetze.

§ 39. Der Reichsgewalt steht es zu, über das Gewerbewesen Reichsgesetze zu erlassen und die Ausführung derselben zu überwachen.

§ 40. Erfindungspatente werden ausschliesslich von Reichswegen auf Grundlage eines Reichsgesetzes erteilt; auch steht der Reichsgewalt ausschliesslich die Gesetzgebung gegen den Nachdruck von Büchern, jedes unbefugte Nachahmen von Kunstwerken, Fabrikzeichen, Mustern und Formen und gegen andere Beeinträchtigungen des geistigen Eigentums zu.

Artikel VIII.

§ 41. Die Reichsgewalt hat das Recht der Gesetzgebung und die Oberaufsicht über das Postwesen, namentlich über Organisation, Tarife, Transit, Portoteilung und die Verhältnisse zwischen den einzelnen Postverwaltungen.

Dieselbe sorgt für gleichmässige Anwendung der Gesetze durch Vollzugsverordnungen und überwacht deren Durchführung in den einzelnen Staaten durch fortdauernde Kontrole.

Der Reichsgewalt steht es zu, die innerhalb mehrerer Postgebiete sich bewegenden Kurse im Interesse des allgemeinen Verkehrs zu ordnen.

§ 42. Postverträge mit ausländischen Postverwaltungen dürfen nur von der Reichsgewalt oder mit deren Genehmigung geschlossen werden.

§ 43. Die Reichsgewalt hat die Befugnis, insofern es ihr nötig scheint, das deutsche Postwesen für Rechnung des Reiches in Gemässheit eines Reichsgesetzes zu übernehmen, vorbehaltlich billiger Entschädigung der Berechtigten.

§ 44. Die Reichsgewalt ist befugt, Telegraphenlinien anzulegen und die vorhandenen gegen Entschädigung zu benutzen oder auf dem Wege der Enteignung zu erwerben.

Weitere Bestimmungen hierüber, sowie über Benutzung von Telegraphen für den Privatverkehr sind einem Reichsgesetz vorbehalten.

Artikel IX.

§ 45. Die Reichsgewalt ausschliesslich hat die Gesetzgebung und die Oberaufsicht über das Münzwesen. Es liegt ihr ob, für ganz Deutschland dasselbe Münzsystem einzuführen.

Sie hat das Recht, Reichsmünzen zu prägen.

§ 46. Der Reichsgewalt liegt es ob, in ganz Deutschland

dasselbe System für Mass und Gewicht, sowie für den Feingehalt der Gold- und Silberwaren zu begründen.

§ 47. Die Reichsgewalt hat das Recht, das Bankwesen und das Ausgeben von Papiergeld durch die Reichsgesetzgebung zu regeln. Sie überwacht die Ausführung der darüber erlassenen Reichsgesetze.

Artikel X.

§ 48. Die Ausgaben für alle Massregeln und Einrichtungen, welche von reichswegen ausgeführt werden, sind von der Reichsgewalt aus den Mitteln des Reiches zu bestreiten.

§ 49. Zur Bestreitung seiner Ausgaben ist das Reich zunächst auf seinen Anteil an den Einkünften aus den Zöllen und den gemeinsamen Produktions- und Verbrauchssteuern angewiesen.

§ 50. Die Reichsgewalt hat das Recht, insoweit die sonstigen Einkünfte nicht ausreichen, Matrikularbeiträge aufzunehmen.

§ 51. Die Reichsgewalt ist befugt, in ausserordentlichen Fällen Reichssteuern aufzulegen und zu erheben oder erheben zu lassen, sowie Anleihen zu machen oder sonstige Schulden zu kontrahieren.

Artikel XI.

§ 52. Den Umfang der Gerichtsbarkeit des Reiches bestimmt der Abschnitt vom Reichsgericht.

Artikel XII.

§ 53. Der Reichsgewalt liegt es ob, die kraft der Reichsverfassung allen Deutschen verbürgten Rechte oberaufsehend zu wahren.

§ 54. Der Reichsgewalt liegt die Wahrung des Reichsfriedens ob.

Sie hat die für die Aufrechthaltung der innern Sicherheit und Ordnung erforderlichen Massregeln zu treffen:

1) wenn ein deutscher Staat von einem andern deutschen Staate in seinem Frieden gestört oder gefährdet wird;
2) wenn in einem deutschen Staate die Sicherheit und Ordnung durch Einheimische oder Fremde gestört oder gefährdet wird. Doch soll in diesem Falle von der Reichsgewalt nur dann eingeschritten werden, wenn die betreffende Regierung sie selbst dazu auffordert, es sei denn, dass dieselbe dazu notorisch ausser stande ist oder der gemeine Reichsfrieden bedroht erscheint;
3) wenn die Verfassung eines deutschen Staates gewaltsam oder einseitig aufgehoben oder verändert wird, und durch das Anrufen des Reichsgerichtes unverzügliche Hülfe nicht zu erwirken ist.

§ 55. Die Massregeln, welche von der Reichsgewalt zur Wahrung des Reichsfriedens ergriffen werden können, sind: 1) Erlasse, 2) Absendung von Kommissarien, 3) Anwendung von bewaffneter Macht.

Ein Reichsgesetz wird die Grundsätze bestimmen, nach welchen die durch solche Massregeln veranlassten Kosten zu tragen sind.

§ 56. Der Reichsgewalt liegt es ob, die Fälle und Formen, in welchen die bewaffnete Macht gegen Störungen der öffentlichen Ordnung angewendet werden soll, durch ein Reichsgesetz zu bestimmen.

§ 57. Der Reichsgewalt liegt es ob, die gesetzlichen Normen über Erwerb und Verlust des Reichs- und Staatsbürgerrechts festzusetzen.

§ 58. Der Reichsgewalt steht es zu, über das Heimatsrecht Reichsgesetze zu erlassen und die Ausführung derselben zu überwachen.

§ 59. Der Reichsgewalt steht es zu, unbeschadet des durch die Grundrechte gewährleisteten Rechts der freien Vereinigung und Versammlung Reichsgesetze über das Assoziationswesen zu erlassen.

§ 60. Die Reichsgesetzgebung hat für die Aufnahme öffentlicher Urkunden diejenigen Erfordernisse festzustellen, welche die Anerkennung der Achtheit in ganz Deutschland bedingen.

§ 61. Die Reichsgewalt ist befugt, im Interesse des Gesamtwohls allgemeine Massregeln für die Gesundheitspflege zu treffen.

Artikel XIII.

§ 62. Die Reichsgewalt hat die Gesetzgebung, soweit es zur Ausführung der ihr verfassungsmässig übertragenen Befugnisse und zum Schutze der ihr überlassenen Anstalten erforderlich ist.

§ 63. Die Reichsgewalt ist befugt, wenn sie im Gesamtinteresse Deutschlands gemeinsame Einrichtungen und Massregeln notwendig findet, die zur Begründung derselben erforderlichen Gesetze in den für die Veränderung der Verfassung vorgeschriebenen Formen zu erlassen.

§ 64. Der Reichsgewalt liegt es ob, durch die Erlassung allgemeiner Gesetzbücher über bürgerliches Recht, Handels- und Wechselrecht, Strafrecht und gerichtliches Verfahren die Rechtseinheit im deutschen Volke zu begründen.

§ 65. Alle Gesetze und Verordnungen der Reichsgewalt erhalten verbindliche Kraft durch ihre Verkündigung von Reichswegen.

§ 66. Reichsgesetze gehen den Gesetzen der Einzelstaaten vor, insofern ihnen nicht ausdrücklich eine nur subsidiäre Geltung beigelegt ist.

Artikel XIV.

§ 67. Die Anstellung der Reichsbeamten geht vom Reiche aus. Die Dienstpragmatik des Reiches wird ein Reichsgesetz feststellen.

Abschnitt III. Das Reichsoberhaupt.

Artikel I.

§ 68. Die Würde des Reichsoberhauptes wird einem der regierenden deutschen Fürsten übertragen.

§ 69. Diese Würde ist erblich im Hause des Fürsten, dem sie übertragen worden. Sie vererbt im Mannsstamme nach dem Rechte der Erstgeburt.

§ 70. Das Reichsoberhaupt führt den Titel: Kaiser der Deutschen.

§ 71. Die Residenz des Kaisers ist am Sitze der Reichsregierung. Wenigstens während der Dauer des Reichstags wird der Kaiser dort bleibend residieren.

So oft sich der Kaiser nicht am Sitze der Reichsregierung befindet, muss einer der Reichsminister in seiner unmittelbaren Umgebung sein.

Die Bestimmungen über den Sitz der Reichsregierung bleiben einem Reichsgesetz vorbehalten.

§ 72. Der Kaiser bezieht eine Zivilliste, welche der Reichstag festsetzt.

Artikel II.

§ 73. Die Person des Kaisers ist unverletzlich.

Der Kaiser übt die ihm übertragene Gewalt durch verantwortliche, von ihm ernannte Minister aus.

§ 74. Alle Regierungshandlungen des Kaisers bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Gegenzeichnung von wenigstens einem der Reichsminister, welcher dadurch die Verantwortung übernimmt.

Artikel III.

§ 75. Der Kaiser übt die völkerrechtliche Vertretung des deutschen Reiches und der einzelnen deutschen Staaten aus. Er stellt die Reichsgesandten und die Konsuln an und führt den diplomatischen Verkehr.

§ 76. Der Kaiser erklärt Krieg und schliesst Frieden.

§ 77. Der Kaiser schliesst die Bündnisse und Verträge mit den auswärtigen Mächten ab, und zwar unter Mitwirkung des Reichstages, insoweit diese in der Verfassung vorbehalten ist.

§ 78. Alle Verträge nicht rein privatrechtlichen Inhalts, welche deutsche Regierungen unter sich oder mit auswärtigen Regierungen abschliessen, sind dem Kaiser zur Kenntnisnahme und, insofern das Reichsinteresse dabei beteiligt ist, zur Bestätigung vorzulegen.

§ 79. Der Kaiser beruft und schliesst den Reichstag; er hat das Recht, das Volkshaus aufzulösen.

§ 80. Der Kaiser hat das Recht des Gesetzvorschlages. Er übt die gesetzgebende Gewalt in Gemeinschaft mit dem Reichstage unter den verfassungsmässigen Beschränkungen aus. Er verkündigt die Reichsgesetze und erlässt die zur Vollziehung derselben nötigen Verordnungen.

§ 81. In Strafsachen, welche zur Zuständigkeit des Reichsgerichts gehören, hat der Kaiser das Recht der Begnadigung und Strafmilderung. Das Verbot der Einleitung oder Fortsetzung von Untersuchungen kann der Kaiser nur mit Zustimmung des Reichstages erlassen.

Zugunsten eines wegen seiner Amtshandlungen verurteilten Reichsministers kann der Kaiser das Recht der Begnadigung und

Strafmilderung nur dann ausüben, wenn dasjenige Haus, von welchem die Anklage ausgegangen ist, darauf anträgt. Zugunsten von Landesministern steht ihm ein solches Recht nicht zu.

§ 82. Dem Kaiser liegt die Wahrung des Reichsfriedens ob.

§ 83. Der Kaiser hat die Verfügung über die bewaffnete Macht.

§ 84. Überhaupt hat der Kaiser die Regierungsgewalt in allen Angelegenheiten des Reiches nach Massgabe der Reichsverfassung. Ihm als Träger dieser Gewalt stehen diejenigen Rechte und Befugnisse zu, welche in der Reichsverfassung der Reichsgewalt beigelegt und dem Reichstage nicht zugewiesen sind.

Abschnitt IV. Der Reichstag.

Artikel I.

§ 85. Der Reichstag besteht aus zwei Häusern, dem Staatenhaus und dem Volkshaus.

Artikel II.

§ 86. Das Staatenhaus wird gebildet aus den Vertretern der deutschen Staaten.

§ 87. Die Zahl der Mitglieder verteilt sich nach folgendem Verhältnis: Preussen 40 Mitglieder, Österreich 38, Baiern 18, Sachsen 10, Hannover 10, Württemberg 10, Baden 9, Kurhessen 6, Grossherzogtum Hessen 6, Holstein (-Schleswig, s. Reich § 1) 6, Mecklenburg-Schwerin 4, Luxemburg-Limburg 3, Nassau 3, Braunschweig 2, Oldenburg 2, Sachsen-Weimar 2, Sachsen-Coburg-Gotha 1, Sachsen-Meiningen-Hildburghausen 1, Sachsen-Altenburg 1, Mecklenburg-Strelitz 1, Anhalt-Dessau 1, Anhalt-Bernburg 1, Anhalt-Köthen 1, Schwarzburg-Sondershausen 1, Schwarzburg-Rudolstadt 1, Hohenzollern-Hechingen 1, Liechtenstein 1, Hohenzollern-Sigmaringen 1, Waldeck 1, Reuss ältere Linie 1, Reuss jüngere Linie 1, Schaumburg-Lippe 1, Lippe-Detmold 1, Hessen-Homburg 1, Lauenburg 1, Lübeck 1, Frankfurt 1, Bremen 1, Hamburg 1, zusammen 192 Mitglieder.

So lange die deutsch-österreichischen Lande an dem Bundesstaate nicht teilnehmen, erhalten nachfolgende Staaten eine grössere Anzahl von Stimmen im Staatenhause, nämlich Baiern 20, Sachsen 12, Hannover 12, Württemberg 12, Baden 10, Grossherzogtum Hessen 8, Kurhessen 7, Nassau 4, Hamburg 2.

§ 88. Die Mitglieder des Staatenhauses werden zur Hälfte durch die Regierung und zur Hälfte durch die Volksvertretung der betreffenden Staaten ernannt.

In denjenigen deutschen Staaten, welche aus mehreren Provinzen oder Ländern mit abgesonderter Verfassung oder Verwaltung bestehen, sind die durch die Volksvertretung dieses Staates zu ernennenden Mitglieder des Staatenhauses nicht von der allgemeinen Landesvertretung, sondern von den Vertretungen der einzelnen Länder oder Provinzen (Provinzialständen) zu ernennen

Das Verhältnis, nach welchem die Zahl der diesen Staaten.

zukommenden Mitglieder unter die einzelnen Länder oder Provinzen zu verteilen ist, bleibt der Landesgesetzgebung vorbehalten.

Wo zwei Kammern bestehen und eine Vertretung nach Provinzen nicht stattfindet, wählen beide Kammern in gemeinsamer Sitzung nach absoluter Stimmenmehrheit.

§ 89. In denjenigen Staaten, welche nur ein Mitglied in das Staatenhaus senden, schlägt die Regierung drei Kandidaten vor, aus denen die Volksvertretung mit absoluter Stimmenmehrheit wählt.

Auf dieselbe Weise ist in denjenigen Staaten, welche eine ungerade Zahl von Mitgliedern senden, inbetreff des letzten derselben zu verfahren.

§ 90. Wenn mehrere deutsche Staaten zu einem Ganzen verbunden werden, so entscheidet ein Reichsgesetz über die dadurch etwa notwendig werdende Abänderung in der Zusammensetzung des Staatenhauses.

§ 91. Mitglied des Staatenhauses kann nur sein, wer

1) Staatsbürger des Staates ist, welcher ihn sendet,
2) das 30. Lebensjahr zurückgelegt hat,
3) sich im vollen Genuss der bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte befindet.

§ 92. Die Mitglieder des Staatenhauses werden auf sechs Jahre gewählt. Sie werden alle drei Jahre zur Hälfte erneuert.

Auf welche Weise nach den ersten drei Jahren das Ausscheiden der einen Hälfte stattfinden soll, wird durch ein Reichsgesetz bestimmt. Die Ausscheidenden sind stets wieder wählbar.

Wird nach Ablauf dieser drei Jahre und vor Vollendung der neuen Wahlen für das Staatenhaus ein ausserordentlicher Reichstag berufen, so treten, soweit die neuen Wahlen noch nicht stattgefunden haben, die früheren Mitglieder ein.

Artikel III.

§ 93. Das Volkshaus besteht aus den Abgeordneten des deutschen Volkes.

§ 94. Die Mitglieder des Volkshauses werden für das erste Mal auf vier Jahre, demnächst immer auf drei Jahre gewählt.

Die Wahl geschieht nach den in dem Reichswahlgesetze enthaltenen Vorschriften.

Artikel IV.

§ 95. Die Mitglieder des Reichstages beziehen aus der Reichskasse ein gleichmässiges Tagegeld und Entschädigung für ihre Reisekosten. Das Nähere bestimmt ein Reichsgesetz.

§ 96. Die Mitglieder beider Häuser können durch Instruktionen nicht gebunden werden.

§ 97. Niemand kann gleichzeitig Mitglied von beiden Häusern sein.

Artikel V.

§ 98. Zu einem Beschluss eines jeden Hauses des Reichs-

tages ist die Teilnahme von wenigstens der Hälfte der gesetzlichen Anzahl seiner Mitglieder und die einfache Stimmenmehrheit erforderlich.

Im Falle der Stimmengleichheit wird ein Antrag als abgelehnt betrachtet.

§ 99. Das Recht des Gesetzvorschlages, der Beschwerde, der Adresse und der Erhebung von Thatsachen, sowie der Anklage der Minister steht jedem Hause zu.

§ 100. Ein Reichstagsbeschluss kann nur durch die Übereinstimmung beider Häuser gültig zustande kommen.

§ 101. Ein Reichstagsbeschluss, welcher die Zustimmung der Reichsregierung nicht erlangt hat, darf in derselben Sitzungsperiode nicht wiederholt werden.

Ist von dem Reichstage in drei sich unmittelbar folgenden ordentlichen Sitzungsperioden derselbe Beschluss unverändert gefasst worden, so wird derselbe, auch wenn die Zustimmung der Reichsregierung nicht erfolgt, mit dem Schlusse des dritten Reichstages zum Gesetz. Eine ordentliche Sitzungsperiode, welche nicht wenigstens vier Wochen dauert, wird in dieser Reihenfolge nicht mitgezählt.

§ 102. Ein Reichstagsbeschluss ist in folgenden Fällen erforderlich:

1) wenn es sich um die Erlassung, Aufhebung, Abänderung oder Auslegung von Reichsgesetzen handelt;
2) wenn der Reichshaushalt festgestellt wird, wenn Anleihen kontrahiert werden, wenn das Reich eine im Budget nicht vorgesehene Ausgabe übernimmt oder Matrikularbeiträge oder Steuern erhebt;
3) wenn fremde See- und Flussschiffahrt mit höheren Abgaben belegt werden soll;
4) wenn Landesfestungen zu Reichsfestungen erklärt werden sollen;
5) wenn Handels-, Schiffahrts- und Auslieferungsverträge mit dem Auslande geschlossen werden, sowie überhaupt völkerrechtliche Verträge, insofern sie das Reich belasten;
6) wenn nicht zum Reich gehörige Länder oder Landesteile dem deutschen Zollgebiete angeschlossen oder einzelne Orte oder Gebietsteile von der Zolllinie ausgeschlossen werden sollen;
7) wenn deutsche Landesteile abgetreten, oder wenn nichtdeutsche Gebiete dem Reiche einverleibt oder auf andere Weise mit demselben verbunden werden sollen.

§ 103. Bei Feststellung des Reichshaushaltes treten folgende Bestimmungen ein:

1) Alle die Finanzen betreffenden Vorlagen der Reichsregierung gelangen zunächst an das Volkshaus.
2) Bewilligungen von Ausgaben dürfen nur auf Antrag der Reichsregierung und bis zum Belauf dieses Antrages erfolgen. Jede Bewilligung gilt nur für den besonderen Zweck, für

welchen sie bestimmt worden. Die Verwendung darf nur innerhalb der Grenze der Bewilligung erfolgen.

3) Die Dauer der Finanzperiode und Budgetbewilligung ist ein Jahr.

4) Das Budget über die regelmässigen Ausgaben des Reiches und über den Reservefond, sowie über die für beides erforderlichen Deckungsmittel wird auf dem ersten Reichstage durch Reichstagsbeschlüsse festgestellt. Eine Erhöhung dieses Budgets auf späteren Reichstagen erfordert gleichfalls einen Reichstagsbeschluss.

5) Dieses ordentliche Budget wird auf jedem Reichstage zuerst dem Volkshause vorgelegt, von diesem in seinen einzelnen Ansätzen nach den Erläuterungen und Belegen, welche die Reichsregierung vorzulegen hat, geprüft und ganz oder teilweise bewilligt oder verworfen.

6) Nach erfolgter Prüfung und Bewilligung durch das Volkshaus wird das Budget an das Staatenhaus abgegeben. Diesem steht innerhalb des Gesamtbetrages des ordentlichen Budgets, so wie derselbe auf dem ersten Reichstage oder durch spätere Reichstagsbeschlüsse festgestellt ist, nur das Recht zu, Erinnerungen und Ausstellungen zu machen, über welche das Volkshaus endgültig beschliesst.

7) Alle ausserordentlichen Ausgaben und deren Deckungsmittel bedürfen gleich der Erhöhung des ordentlichen Budgets eines Reichstagsbeschlusses.

8) Die Nachweisung über die Verwendung der Reichsgelder wird dem Reichstage, und zwar zuerst dem Volkshause, zur Prüfung und zum Abschluss vorgelegt.

Artikel VI.

§ 104. Der Reichstag versammelt sich jedesmal am Sitze der Reichsregierung. Die Zeit der Zusammenkunft wird vom Reichsoberhaupt bei der Einberufung angegeben, insofern nicht ein Reichsgesetz dieselbe festsetzt.

Ausserdem kann der Reichstag zu ausserordentlichen Sitzungen jederzeit vom Reichsoberhaupt einberufen werden.

§ 105. Die ordentlichen Sitzungsperioden der Landtage in den Einzelstaaten sollen mit denen des Reichstages in der Regel nicht zusammenfallen. Das Nähere bleibt einem Reichsgesetz vorbehalten.

§ 106. Das Volkshaus kann durch das Reichsoberhaupt aufgelöst werden.

In dem Falle der Auflösung ist der Reichstag binnen drei Monaten wieder zu versammeln.

§ 107. Die Auflösung des Volkshauses hat die gleichzeitige Vertagung des Staatenhauses bis zur Wiederberufung des Reichstages zur Folge.

Die Sitzungsperioden beider Häuser sind dieselben.

§ 108. Das Ende der Sitzungsperiode des Reichstages wird vom Reichsoberhaupt bestimmt.

§ 109. Eine Vertagung des Reichstages oder eines der beiden Häuser durch das Reichsoberhaupt bedarf, wenn sie nach Eröffnung der Sitzung auf länger als vierzehn Tage ausgesprochen werden soll, der Zustimmung des Reichstages oder des betreffenden Hauses.

Auch der Reichstag selbst sowie jedes der beiden Häuser kann sich auf vierzehn Tage vertagen.

Artikel VII.

§ 110. Jedes der beiden Häuser wählt seinen Präsidenten, seine Vizepräsidenten und seine Schriftführer.

§ 111. Die Sitzungen beider Häuser sind öffentlich. Die Geschäftsordnung eines jeden Hauses bestimmt, unter welchen Bedingungen vertrauliche Sitzungen stattfinden können.

§ 112. Jedes Haus prüft die Vollmachten seiner Mitglieder und entscheidet über die Zulassung derselben.

§ 113. Jedes Mitglied leistet bei seinem Eintritt den Eid: „Ich schwöre, die deutsche Reichsverfassung getreulich zu beobachten und aufrecht zu erhalten, so wahr mir Gott helfe".

§ 114. Jedes Haus hat das Recht, seine Mitglieder wegen unwürdigen Verhaltens im Hause zu bestrafen und äussersten Falls auszuschliessen. Das Nähere bestimmt die Geschäftsordnung jedes Hauses.

Eine Ausschliessung kann nur dann ausgesprochen werden, wenn eine Mehrheit von zwei Dritteln der Stimmen sich dafür entscheidet.

§ 115. Weder Überbringer von Bittschriften noch überhaupt Deputationen sollen in den Häusern zugelassen werden.

§ 116. Jedes Haus hat das Recht, sich seine Geschäftsordnung selbst zu geben. Die geschäftlichen Beziehungen zwischen beiden Häusern werden durch Übereinkunft beider Häuser geordnet.

Artikel VIII.

§ 117. Ein Mitglied des Reichstages darf während der Dauer der Sitzungsperiode ohne Zustimmung des Hauses, zu welchem es gehört, wegen strafrechtlicher Anschuldigungen weder verhaftet noch in Untersuchung gezogen werden, mit alleiniger Ausnahme der Ergreifung auf frischer That.

§ 118. In diesem letzteren Falle ist dem betreffenden Hause von der angeordneten Massregel sofort Kenntnis zu geben. Es steht demselben zu, die Aufhebung der Haft oder Untersuchung bis zum Schlusse der Sitzungsperiode zu verfügen.

§ 119. Dieselbe Befugnis steht jedem Hause inbetreff einer Verhaftung oder Untersuchung zu, welche über ein Mitglied desselben zur Zeit seiner Wahl verhängt gewesen oder nach dieser bis zu Eröffnung der Sitzungen verhängt worden ist.

§ 120. Kein Mitglied des Reichstages darf zu irgend einer

Zeit wegen seiner Abstimmung oder wegen der in Ausübung seines Berufes gethanen Äusserungen gerichtlich oder disziplinarisch verfolgt oder sonst ausserhalb der Versammlung zur Verantwortung gezogen werden.

Artikel IX.

§ 121. Die Reichsminister haben das Recht, den Verhandlungen beider Häuser des Reichstages beizuwohnen und jederzeit von denselben gehört zu werden.

§ 122. Die Reichsminister haben die Verpflichtung, auf Verlangen jedes der Häuser des Reichstages in demselben zu erscheinen und Auskunft zu erteilen oder den Grund anzugeben, weshalb dieselbe nicht erteilt werden könne.

§ 123. Die Reichsminister können nicht Mitglieder des Staatenhauses sein.

§ 124. Wenn ein Mitglied des Volkshauses im Reichsdienst ein Amt oder eine Beförderung annimmt, so muss es sich einer neuen Wahl unterwerfen; es behält seinen Sitz im Hause, bis die neue Wahl stattgefunden hat.

Abschnitt V. Das Reichsgericht.

Artikel I.

§ 125. Die dem Reiche zustehende Gerichtsbarkeit wird durch ein Reichsgericht ausgeübt.

§ 126. Zur Zuständigkeit des Reichsgerichts gehören:

a) Klagen eines Einzelstaates gegen die Reichsgewalt wegen Verletzung der Reichsverfassung durch Erlassung von Reichsgesetzen und durch Massregeln der Reichsregierung, sowie Klagen der Reichsgewalt gegen einen Einzelstaat wegen Verletzung der Reichsverfassung.

b) Streitigkeiten zwischen dem Staatenhause und dem Volkshause unter sich und zwischen jedem von ihnen und der Reichsregierung, welche die Auslegung der Reichsverfassung betreffen, wenn die streitenden Teile sich vereinigen, die Entscheidung des Reichsgerichts einzuholen.

c) Politische und privatrechtliche Streitigkeiten aller Art zwischen den einzelnen deutschen Staaten.

d) Streitigkeiten über Thronfolge, Regierungsfähigkeit und Regentschaft in den Einzelstaaten.

e) Streitigkeiten zwischen der Regierung eines Einzelstaates und dessen Volksvertretung über die Gültigkeit oder Auslegung der Landesverfassung.

f) Klagen der Angehörigen eines Einzelstaates gegen die Regierung desselben wegen Aufhebung oder verfassungswidriger Veränderung der Landesverfassung.

Klagen der Angehörigen eines Einzelstaates gegen die Regierung wegen Verletzung der Landesverfassung können bei dem Reichsgericht nur angebracht werden, wenn die in

der Landesverfassung gegebenen Mittel der Abhülfe nicht zur Anwendung gebracht werden können.

g) Klagen deutscher Staatsbürger wegen Verletzung der durch die Reichsverfassung ihnen gewährten Rechte. Die näheren Bestimmungen über den Umfang dieses Klagerechts und die Art und Weise, dasselbe geltend zu machen, bleiben der Reichsgesetzgebung vorbehalten.

h) Beschwerden wegen verweigerter oder gehemmter Rechtspflege, wenn die landesgesetzlichen Mittel der Abhülfe erschöpft sind.

i) Strafgerichtsbarkeit über die Anklagen gegen die Reichsminister, insofern sie deren ministerielle Verantwortlichkeit betreffen.

k) Strafgerichtsbarkeit über die Anklagen gegen die Minister der Einzelstaaten, insofern sie deren ministerielle Verantwortlichkeit betreffen.

l) Strafgerichtsbarkeit in den Fällen des Hoch- und Landesverrats gegen das Reich.

Ob noch andere Verbrechen gegen das Reich der Strafgerichtsbarkeit des Reichsgerichts zu überweisen sind, wird späteren Reichsgesetzen vorbehalten.

m) Klagen gegen den Reichsfiskus.

n) Klagen gegen deutsche Staaten, wenn die Verpflichtung, dem Anspruche Genüge zu leisten, zwischen mehreren Staaten zweifelhaft oder bestritten ist, sowie wenn die gemeinschaftliche Verpflichtung gegen mehrere Staaten in einer Klage geltend gemacht wird.

§ 127. Über die Frage, ob ein Fall zur Entscheidung des Reichsgerichts geeignet sei, erkennt einzig und allein das Reichsgericht selbst.

§ 128. Über die Einsetzung und Organisation des Reichsgerichts, über das Verfahren und die Vollziehung der reichsgerichtlichen Entscheidungen und Verfügungen wird ein besonderes Gesetz ergehen.

Diesem Gesetze wird auch die Bestimmung, ob und in welchen Fällen bei dem Reichsgericht die Urteilsfällung durch Geschworene erfolgen soll, vorbehalten.

Ebenso bleibt vorbehalten: ob und wie weit dieses Gesetz als organisches Verfassungsgesetz zu betrachten ist.

§ 129. Der Reichsgesetzgebung bleibt es vorbehalten, Admiralitäts- und Seegerichte zu errichten, sowie Bestimmungen über die Gerichtsbarkeit der Gesandten und Konsuln des Reiches zu treffen.

Abschnitt VI. Die Grundrechte des deutschen Volkes.

§ 130. Dem deutschen Volke sollen die nachstehenden Grundrechte gewährleistet sein. Sie sollen den Verfassungen der deutschen Einzelstaaten zur Norm dienen, und keine Verfassung oder Gesetzgebung eines deutschen Einzelstaates soll dieselben je aufheben oder beschränken können.

Artikel I.

§ 131. Das deutsche Volk besteht aus den Angehörigen der Staaten, welche das deutsche Reich bilden.

§ 132. Jeder Deutsche hat das deutsche Reichsbürgerrecht. Die ihm kraft dessen zustehenden Rechte kann er in jedem deutschen Lande ausüben. Über das Recht, zur deutschen Reichsversammlung zu wählen, verfügt das Reichswahlgesetz.

§ 133. Jeder Deutsche hat das Recht, an jedem Orte des Reichsgebietes seinen Aufenthalt und Wohnsitz zu nehmen, Liegenschaften jeder Art zu erwerben und darüber zu verfügen, jeden Nahrungszweig zu betreiben, das Gemeindebürgerrecht zu gewinnen.

Die Bedingungen für den Aufenthalt und Wohnsitz werden durch ein Heimatsgesetz, jene für den Gewerbebetrieb durch eine Gewerbeordnung für ganz Deutschland von der Reichsgewalt festgesetzt.

§ 134. Kein deutscher Staat darf zwischen seinen Angehörigen und andern Deutschen einen Unterschied im bürgerlichen, peinlichen und Prozessrechte machen, welcher die letzteren als Ausländer zurücksetzt.

§ 135. Die Strafe des bürgerlichen Todes soll nicht stattfinden und da, wo sie bereits ausgesprochen ist, in ihren Wirkungen aufhören, soweit nicht hierdurch erworbene Privatrechte verletzt werden.

§ 136. Die Auswanderungsfreiheit ist von staatswegen nicht beschränkt; Abzugsgelder dürfen nicht erhoben werden.

Die Auswanderungsangelegenheit steht unter dem Schutze und der Fürsorge des Reiches.

Artikel II.

§ 137. Vor dem Gesetze gilt kein Unterschied der Stände. Der Adel als Stand ist aufgehoben.

Alle Standesvorrechte sind abgeschafft.

Die Deutschen sind vor dem Gesetze gleich.

Alle Titel, insoweit sie nicht mit einem Amte verbunden sind, sind aufgehoben und dürfen nie wieder eingeführt werden.

Kein Staatsangehöriger darf von einem auswärtigen Staate einen Orden annehmen.

Die öffentlichen Ämter sind für alle Befähigten gleich zugänglich.

Die Wehrpflicht ist für alle gleich; Stellvertretung bei derselben findet nicht statt.

Artikel III.

§ 138. Die Freiheit der Person ist unverletzlich.

Die Verhaftung einer Person soll, ausser im Falle der Ergreifung auf frischer That, nur geschehen inkraft eines richterlichen, mit Gründen versehenen Befehls. Dieser Befehl muss im Augenblicke der Verhaftung oder innerhalb der nächsten vierundzwanzig Stunden dem Verhafteten zugestellt werden.

Die Polizeibehörde muss jeden, den sie in Verwahrung genommen hat, im Laufe des folgenden Tages entweder freilassen oder der richterlichen Behörde übergeben.

Jeder Angeschuldigte soll gegen Stellung einer vom Gerichte zu bestimmenden Kaution oder Bürgschaft der Haft entlassen werden, sofern nicht dringende Anzeigen eines schweren peinlichen Verbrechens gegen denselben vorliegen.

Im Falle einer widerrechtlich verfügten oder verlängerten Gefangenschaft ist der Schuldige und nötigenfalls der Staat dem Verletzten zur Genugthuung und Entschädigung verpflichtet.

Die für das Heer- und Seewesen erforderlichen Modifikationen dieser Bestimmungen werden besonderen Gesetzen vorbehalten.

§ 139. Die Todesstrafe, ausgenommen wo das Kriegsrecht sie vorschreibt oder das Seerecht im Fall von Meutereien sie zulässt, sowie die Strafen des Prangers, der Brandmarkung und der körperlichen Züchtigung sind abgeschafft.

§ 140. Die Wohnung ist unverletzlich.

Eine Haussuchung ist nur zulässig:

1) inkraft eines richterlichen, mit Gründen versehenen Befehls, welcher sofort oder innerhalb der nächsten vierundzwanzig Stunden dem Beteiligten zugestellt werden soll,
2) im Falle der Verfolgung auf frischer That durch den gesetzlich berechtigten Beamten,
3) in den Fällen und Formen, in welchen das Gesetz ausnahmsweise bestimmten Beamten auch ohne richterlichen Befehl dieselbe gestattet.

Die Haussuchung muss, wenn thunlich, mit Zuziehung von Hausgenossen erfolgen.

Die Unverletzlichkeit der Wohnung ist kein Hindernis der Verhaftung eines gerichtlich Verfolgten.

§ 141. Die Beschlagnahme von Briefen und Papieren darf ausser bei einer Verhaftung oder Haussuchung nur inkraft eines richterlichen, mit Gründen versehenen Befehls vorgenommen werden, welcher sofort oder innerhalb der nächsten vierundzwanzig Stunden dem Beteiligten zugestellt werden soll.

§ 142. Das Briefgeheimnis ist gewährleistet.

Die bei strafgerichtlichen Untersuchungen und in Kriegsfällen notwendigen Beschränkungen sind durch die Gesetzgebung festzustellen.

Artikel IV.

§ 143. Jeder Deutsche hat das Recht, durch Wort, Schrift, Druck und bildliche Darstellung seine Meinung frei zu äussern.

Die Pressfreiheit darf unter keinen Umständen und in keiner Weise durch vorbeugende Massregeln, namentlich Zensur, Konzessionen, Sicherheitsbestellungen, Staatsauflagen, Beschränkungen der Druckereien oder des Buchhandels, Postverbote oder andere Hemmungen des freien Verkehrs beschränkt, suspendiert oder aufgehoben werden.

Über Pressvergehen, welche von amtswegen verfolgt werden, wird durch Schwurgerichte geurteilt.

Ein Pressgesetz wird vom Reiche erlassen werden.

Artikel V.

§ 144. Jeder Deutsche hat volle Glaubens- und Gewissensfreiheit.

Niemand ist verpflichtet, seine religiöse Überzeugung zu offenbaren.

§ 145. Jeder Deutsche ist unbeschränkt in der gemeinsamen häuslichen und öffentlichen Übung seiner Religion.

Verbrechen und Vergehen, welche bei Ausübung dieser Freiheit begangen werden, sind nach dem Gesetze zu bestrafen.

§ 146. Durch das religiöse Bekenntnis wird der Genuss der bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte weder bedingt noch beschränkt. Den staatsbürgerlichen Pflichten darf dasselbe keinen Abbruch thun.

§ 147. Jede Religionsgesellschaft ordnet und verwaltet ihre Angelegenheiten selbständig, bleibt aber den allgemeinen Staatsgesetzen unterworfen.

Keine Religionsgesellschaft geniesst vor andern Vorrechte durch den Staat; es besteht fernerhin keine Staatskirche.

Neue Religionsgesellschaften dürfen sich bilden; einer Anerkennung ihres Bekenntnisses durch den Staat bedarf es nicht.

§ 148. Niemand soll zu einer kirchlichen Handlung oder Feierlichkeit gezwungen werden.

§ 149. Die Formel des Eides soll künftig lauten: „So wahr mir Gott helfe".

§ 150. Die bürgerliche Gültigkeit der Ehe ist nur von der Vollziehung des Zivilaktes abhängig; die kirchliche Trauung kann nur nach der Vollziehung des Zivilaktes staatfinden.

Die Religionsverschiedenheit ist kein bürgerliches Ehehindernis.

§ 151. Die Standesbücher werden von den bürgerlichen Behörden geführt.

Artikel VI.

§ 152. Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei.

§ 153. Das Unterrichts- und Erziehungswesen steht unter der Oberaufsicht des Staats und ist, abgesehen vom Religionsunterricht, der Beaufsichtigung der Geistlichkeit als solcher enthoben.

§ 154. Unterrichts- und Erziehungsanstalten zu gründen, zu leiten und an solchen Unterricht zu erteilen, steht jedem Deutschen frei, wenn er seine Befähigung der betreffenden Staatsbehörde nachgewiesen hat.

Der häusliche Unterricht unterliegt keiner Beschränkung.

§ 155. Für die Bildung der deutschen Jugend soll durch öffentliche Schulen überall genügend gesorgt werden.

Eltern oder deren Stellvertreter dürfen ihre Kinder oder Pflegebefohlenen nicht ohne den Unterricht lassen, welcher für die unteren Volksschulen vorgeschrieben ist.

§ 156. Die öffentlichen Lehrer haben das Recht*) der Staatsdiener.

*) In der „amtlichen Ausgabe": die Rechte.

Der Staat stellt unter gesetzlich geordneter Beteiligung der Gemeinden aus der Zahl der Geprüften die Lehrer der Volksschulen an.

§ 157. Für den Unterricht in Volksschulen und niederen Gewerbeschulen wird kein Schulgeld bezahlt.

Unbemittelten soll auf allen öffentlichen Unterrichtsanstalten freier Unterricht gewährt werden.

§ 158. Es steht einem jeden frei, seinen Beruf zu wählen und sich für denselben auszubilden, wie und wo er will.

Artikel VII.

§ 159. Jeder Deutsche hat das Recht, sich mit Bitten und Beschwerden schriftlich an die Behörden, an die Volksvertretungen und an den Reichstag zu wenden.

Dieses Recht kann sowohl von Einzelnen als von Korporationen und von Mehreren im Vereine ausgeübt werden; beim Heer und der Kriegsflotte jedoch nur in der Weise, wie es die Disziplinarvorschriften bestimmen.

§ 160. Eine vorgängige Genehmigung der Behörden ist nicht notwendig, um öffentliche Beamte wegen ihrer amtlichen Handlungen gerichtlich zu verfolgen.

Artikel VIII.

§ 161. Die Deutschen haben das Recht, sich friedlich und ohne Waffen zu versammeln; einer besonderen Erlaubnis dazu bedarf es nicht.

Volksversammlungen unter freiem Himmel können bei dringender Gefahr für die öffentliche Ordnung und Sicherheit verboten werden.

§ 162. Die Deutschen haben das Recht, Vereine zu bilden. Dieses Recht soll durch keine vorbeugende Massregel beschränkt werden.

§ 163. Die in den §§ 161 und 162 enthaltenen Bestimmungen finden auf das Heer und die Kriegsflotte Anwendung, insoweit die militärischen Disziplinarvorschriften nicht entgegenstehen.

Artikel IX.

§ 164. Das Eigentum ist unverletzlich.

Eine Enteignung kann nur aus Rücksichten des gemeinen Besten, nur auf grund eines Gesetzes und gegen gerechte Entschädigung vorgenommen werden.

Das geistige Eigentum soll durch die Reichsgesetzgebung geschützt werden.

§ 165. Jeder Grundeigentümer kann seinen Grundbesitz unter Lebenden und von todeswegen ganz oder teilweise veräussern. Den Einzelstaaten bleibt überlassen, die Durchführung des Grundsatzes der Teilbarkeit alles Grundeigentums durch Übergangsgesetze zu vermitteln.

Für die tote Hand sind Beschränkungen des Rechts, Liegen-

schaften zu erwerben und über sie zu verfügen, im Wege der Gesetzgebung aus Gründen des öffentlichen Wohls zulässig.

§ 166. Jeder Unterthänigkeits- und Hörigkeitsverband hört für immer auf.

§ 167. Ohne Entschädigung sind aufgehoben: 1) die Patrimonialgerichtsbarkeit und die grundherrliche Polizei samt den aus diesen Rechten fliessenden Befugnissen, Exemtionen und Abgaben; 2) die aus dem guts- und schutzherrlichen Verbande fliessenden persönlichen Abgaben und Leistungen.

Mit diesen Rechten fallen auch die Gegenleistungen und Lasten weg, welche dem bisher Berechtigten dafür oblagen.

§ 168. Alle auf Grund und Boden haftenden Abgaben und Leistungen, insbesondere die Zehnten, sind ablösbar; ob nur auf Antrag des Belasteten oder auch des Berechtigten und in welcher Weise, bleibt der Gesetzgebung der einzelnen Staaten überlassen.

Es soll fortan kein Grundstück mit einer unablösbaren Abgabe oder Leistung belastet werden.

§ 169. Im Grundeigentum liegt die Berechtigung zur Jagd auf eignem Grund und Boden.

Die Jagdgerechtigkeit auf fremdem Grund und Boden, Jagddienste, Jagdfrohnden und andere Leistungen für Jagdzwecke sind ohne Entschädigung aufgehoben.

Nur ablösbar jedoch ist die Jagdgerechtigkeit, welche erweislich durch einen lästigen, mit dem Eigentümer des belasteten Grundstückes abgeschlossenen Vertrag erworben ist; über die Art und Weise der Ablösung haben die Landesgesetzgebungen das Weitere zu bestimmen.

Die Ausübung des Jagdrechts aus Gründen der öffentlichen Sicherheit und des gemeinen Wohls zu ordnen, bleibt der Landesgesetzgebung vorbehalten.

Die Jagdgerechtigkeit auf fremdem Grund und Boden darf in Zukunft nicht wieder als Grundgerechtigkeit bestellt werden.

§ 170. Die Familienfideikommisse sind aufzuheben. Die Art und Bedingungen der Aufhebung bestimmt die Gesetzgebung der einzelnen Staaten.

Über die Familienfideikommisse der regierenden fürstlichen Häuser bleiben die Bestimmungen den Landesgesetzgebungen vorbehalten.

§ 171. Aller Lehensverband ist aufzuheben. Das Nähere über die Art und Weise der Ausführung haben die Gesetzgebungen der Einzelstaaten anzuordnen.

§ 172. Die Strafe der Vermögenseinziehung soll nicht stattfinden.

§ 173. Die Besteuerung soll so geordnet werden, dass die Bevorzugung einzelner Stände und Güter in Staat und Gemeinde aufhört.

Artikel X.

§ 174. Alle Gerichtsbarkeit geht vom Staate aus. Es sollen keine Patrimonialgerichte bestehen.

§ 175. Die richterliche Gewalt wird selbständig von den Gerichten geübt. Kabinets- und Ministerialjustiz ist unstatthaft.

Niemand darf seinem gesetzlichen Richter entzogen werden. Ausnahmegerichte sollen nie stattfinden.

§ 176. Es soll keinen privilegierten Gerichtsstand der Personen oder Güter geben.

Die Militärgerichtsbarkeit ist auf die Aburteilung militärischer Verbrechen und Vergehen, sowie der Militärdisziplinarvergehen beschränkt, vorbehaltlich der Bestimmungen für den Kriegsstand.

§ 177. Kein Richter darf, ausser durch Urteil und Recht, von seinem Amt entfernt oder an Rang und Gehalt beeinträchtigt werden.

Suspension darf nicht ohne gerichtlichen Beschluss erfolgen.

Kein Richter darf wider seinen Willen, ausser durch gerichtlichen Beschluss in den durch das Gesetz bestimmten Fällen und Formen, zu einer andern Stelle versetzt oder in Ruhestand gesetzt werden.

§ 178. Das Gerichtsverfahren soll öffentlich und mündlich sein.

Ausnahmen von der Öffentlichkeit bestimmt im Interesse der Sittlichkeit das Gesetz.

§ 179. In Strafsachen gilt der Anklageprozess.

Schwurgerichte sollen jedenfalls in schwereren Strafsachen und bei allen politischen Vergehen urteilen.

§ 180. Die bürgerliche Rechtspflege soll in Sachen besonderer Berufserfahrung durch sachkundige, von den Berufsgenossen frei gewählte Richter geübt oder mitgeübt werden.

§ 181. Rechtspflege und Verwaltung sollen getrennt und von einander unabhängig sein.

Über Kompetenzkonflikte zwischen den Verwaltungs- und Gerichtsbehörden in den Einzelstaaten entscheidet ein durch das Gesetz zu bestimmender Gerichtshof.

§ 182. Die Verwaltungsrechtspflege hört auf; über alle Rechtsverletzungen entscheiden die Gerichte.

Der Polizei steht keine Strafgerichtsbarkeit zu.

§ 183. Rechtskräftige Urteile deutscher Gerichte sind in allen deutschen Landen gleich wirksam und vollziehbar.

Ein Reichsgesetz wird das Nähere bestimmen.

Artikel XI.

§ 184. Jede Gemeinde hat als Grundrechte ihrer Verfassung:

a) die Wahl ihrer Vorsteher und Vertreter,
b) die selbständige Verwaltung ihrer Gemeindeangelegenheiten mit Einschluss der Ortspolizei unter gesetzlich geordneter Oberaufsicht des Staates,
c) die Veröffentlichung ihres Gemeindehaushaltes,
d) Öffentlichkeit der Verhandlungen als Regel.

§ 185. Jedes Grundstück soll einem Gemeindeverbande angehören.

Beschränkungen wegen Waldungen und Wüsteneien bleiben der Landesgesetzgebung vorbehalten.

Artikel XII.

§ 186. Jeder deutsche Staat soll eine Verfassung mit Volksvertretung haben.

Die Minister sind der Volksvertretung verantwortlich.

§ 187. Die Volksvertretung hat eine entscheidende Stimme bei der Gesetzgebung, bei der Besteuerung, bei der Ordnung des Staatshaushaltes; auch hat sie — wo zwei Kammern vorhanden sind, jede Kammer für sich — das Recht des Gesetzvorschlags, der Beschwerde, der Adresse, sowie der Anklage der Minister.

Die Sitzungen der Landtage sind in der Regel öffentlich.

Artikel XIII.

§ 188. Den nicht deutsch redenden Volksstämmen Deutschlands ist ihre volkstümliche Entwickelung gewährleistet, namentlich die Gleichberechtigung ihrer Sprachen, soweit deren Gebiete reichen, in dem Kirchenwesen, dem Unterrichte, der innern Verwaltung und der Rechtspflege.

Artikel XIV.

§ 189. Jeder deutsche Staatsbürger in der Fremde steht unter dem Schutze des Reiches.

Abschnitt VII. Die Gewähr der Verfassung.

Artikel I.

§ 190. Bei jedem Regierungswechsel tritt der Reichstag, falls er nicht schon versammelt ist, ohne Berufung zusammen in der Art, wie er das letzte Mal zusammengesetzt war. Der Kaiser, welcher die Regierung antritt, leistet vor den zu einer Sitzung vereinigten beiden Häusern des Reichstages einen Eid auf die Reichsverfassung.

Der Eid lautet: „Ich schwöre, das Reich und die Rechte des deutschen Volkes zu schirmen, die Reichsverfassung aufrecht zu erhalten und sie gewissenhaft zu vollziehen. So wahr mir Gott helfe".

Erst nach geleistetem Eide ist der Kaiser berechtigt, Regierungshandlungen vorzunehmen.

§ 191. Die Reichsbeamten haben beim Antritt ihres Amtes einen Eid auf die Reichsverfassung zu leisten. Das Nähere bestimmt die Dienstpragmatik des Reiches.

§ 192. Über die Verantwortlichkeit der Reichsminister soll ein Reichsgesetz erlassen werden.

§ 193. Die Verpflichtung auf die Reichsverfassung wird in den Einzelstaaten mit der Verpflichtung auf die Landesverfassung verbunden und dieser vorangesetzt.

Artikel II.

§ 194. Keine Bestimmung in der Verfassung oder in den Gesetzen eines Einzelstaates darf mit der Reichsverfassung in Widerspruch stehen.

§ 195. Eine Änderung der Regierungsform in einem Einzelstaate kann nur mit Zustimmung der Reichsgewalt erfolgen. Diese Zustimmung muss in den für Änderungen der Reichsverfassung vorgeschriebenen Formen gegeben werden.

Artikel III.

§ 196. Abänderungen in der Reichsverfassung können nur durch einen Beschluss beider Häuser und mit Zustimmung des Reichsoberhaupts erfolgen.

Zu einem solchen Beschluss bedarf es in jedem der beiden Häuser 1) der Anwesenheit von wenigstens zwei Dritteln der Mitglieder, 2) zweier Abstimmungen, zwischen welchen ein Zeitraum von wenigstens acht Tagen liegen muss, 3) einer Stimmenmehrheit von wenigstens zwei Dritteln der anwesenden Mitglieder bei jeder der beiden Abstimmungen.

Der Zustimmung des Reichsoberhaupts bedarf es nicht, wenn in drei sich unmittelbar folgenden ordentlichen Sitzungsperioden derselbe Reichstagsbeschluss unverändert gefasst worden. Eine ordentliche Sitzungsperiode, welche nicht wenigstens vier Wochen dauert, wird in dieser Reihenfolge nicht mitgezählt.

Artikel IV.

§ 197. Im Falle des Kriegs oder Aufruhrs können die Bestimmungen der Grundrechte über Verhaftung, Haussuchung und Versammlungsrecht von der Reichsregierung oder der Regierung eines Einzelstaates für einzelne Bezirke zeitweise ausser kraft gesetzt werden, jedoch nur unter folgenden Bedingungen:

1) die Verfügung muss in jedem einzelnen Falle von dem Gesamtministerium des Reiches oder Einzelstaates ausgehen;
2) das Ministerium des Reiches hat die Zustimmung des Reichstages, das Ministerium des Einzelstaates die des Landtages, wenn dieselben zur Zeit versammelt sind, sofort einzuholen. Wenn dieselben nicht versammelt sind, so darf die Verfügung nicht länger als 14 Tage dauern, ohne dass dieselben zusammenberufen und die getroffenen Massregeln zu ihrer Genehmigung vorgelegt werden.

Weitere Bestimmungen bleiben einem Reichsgesetz vorbehalten.

Für die Verkündigung des Belagerungszustandes in Festungen bleiben die bestehenden gesetzlichen Vorschriften inkraft.

Zur Beurkundung:

Frankfurt a. M. den 28. März 1849.

Martin Eduard Simson von Königsberg in Preussen, d. Z. Präsident der verfassunggebenden Reichsversammlung.

Carl Kirchgessner aus Würzburg, d. Z. II. Stellvertreter des Vorsitzenden, Abgeordneter des Wahlbezirkes Weiler in Baiern.

Friedrich Siegm. Jucho aus Frankfurt a. M., I. Schriftführer.

Karl August Fetzer aus Stuttgart, Schriftführer.

Dr. Anton Riehl aus Wien, Abgeordneter für Zwettl, Schriftführer.
Karl Biedermann aus Leipzig, Abgeordneter für den XI. sächsischen Wahlbezirk, Schriftführer.
Gustav Robert v. Maltzahn aus Küstrin, Abgeordneter für den Wahlkreis Königsberg i. d. N., Schriftführer.
Max Neumayr aus München, Abgeordneter für den X. oberbaierischen Wahlbezirk, Schriftführer.

[*Die Unterschriften der übrigen 392 Abgeordneten sind hier weggelassen.*]

19. Gesetz betr. die Wahlen der Abgeordneten zum Volkshause. 1849 April 12 (März 27).

Reichs-Gesetz-Blatt. 18. Stück. Ausgegeben den 16. April 1849; Quellen u. Aktenstücke z. dtsch. Verfassungsgesch. v. Karl Weil (1850), S. 153 ff; Deutsche Staatsgrundgesetze hrsg. v. Binding Heft 2, S. 43 ff.

Der Reichsverweser, in Ausführung des Beschlusses der Reichsversammlung vom 27. März 1849, verkündet als Gesetz:

Reichsgesetz über die Wahlen der Abgeordneten zum Volkshause.

Artikel I.

§ 1. Wähler ist jeder unbescholtene Deutsche, welcher das fünfundzwanzigste Lebensjahr zurückgelegt hat.

§ 2. Von der Berechtigung zum Wählen sind ausgeschlossen:
1) Personen, welche unter Vormundschaft oder Kuratel stehen;
2) Personen, über deren Vermögen Konkurs- oder Fallitzustand gerichtlich eröffnet worden ist, und zwar während der Dauer dieses Konkurs- oder Fallitverfahrens;
3) Personen, welche eine Armenunterstützung aus öffentlichen oder Gemeindemitteln beziehen oder im letzten der Wahl vorhergegangenen Jahre bezogen haben.

§ 3. Als bescholten, also von der Berechtigung zum Wählen ausgeschlossen, sollen angesehen werden:
Personen, denen durch rechtskräftiges Erkenntnis nach den Gesetzen des Einzelstaates, wo das Urteil erging, entweder unmittelbar oder mittelbar der Vollgenuss der staatsbürgerlichen Rechte entzogen ist, sofern sie in diese Rechte nicht wieder eingesetzt worden sind.

§ 4. Des Rechts zu wählen soll, unbeschadet der sonst verwirkten Strafen, für eine Zeit von 4 bis 12 Jahren durch strafgerichtliches Erkenntnis verlustig erklärt werden, wer bei den Wahlen Stimmen erkauft, seine Stimme verkauft oder mehr als einmal bei der für einen und denselben Zweck bestimmten Wahl seine Stimme abgegeben oder zur Einwirkung auf die Wahl überhaupt gesetzlich unzulässige Mittel angewendet hat.

Artikel II.

§ 5. Wählbar zum Abgeordneten des Volkshauses ist jeder

wahlberechtigte Deutsche, welcher das fünfundzwanzigste Lebensjahr zurückgelegt und seit mindestens drei Jahren einem deutschen Staate angehört hat.

Erstandene oder durch Begnadigung erlassene Strafe wegen politischer Verbrechen schliesst von der Wahl in das Volkshaus nicht aus.

§ 6. Personen, die ein öffentliches Amt bekleiden, bedürfen zum Eintritt in das Volkshaus keines Urlaubs.

Artikel III.

§ 7. In jedem Einzelstaate sind Wahlkreise von je 100,000 Seelen der nach der letzten Volkszählung vorhandenen Bevölkerung zu bilden.

§ 8. Ergiebt sich in einem Einzelstaate bei der Bildung der Wahlkreise ein Überschuss von wenigstens 50,000 Seelen, so ist hierfür ein besonderer Wahlkreis zu bilden.

Ein Überschuss von weniger als 50,000 Seelen ist unter die anderen Wahlkreise des Einzelstaates verhältnismässig zu verteilen.

§ 9. Kleinere Staaten mit einer Bevölkerung von wenigstens 50,000 Seelen bilden einen Wahlkreis.

Diesen soll die Stadt Lübeck gleichgestellt werden.

Diejenigen Staaten, welche keine Bevölkerung von 50,000 Seelen haben, werden mit andern Staaten nach Massgabe der Reichswahlmatrikel (Anlage A) zur Bildung von Wahlkreisen zusammengelegt.

§ 10. Die Wahlkreise werden zum Zweck des Stimmenabgebens in kleinere Bezirke eingeteilt.

Artikel IV.

§ 11. Wer das Wahlrecht in einem Wahlbezirke ausüben will, muss in demselben zur Zeit der Wahl seinen festen Wohnsitz haben. Jeder darf nur an einem Orte wählen.

Der Standort der Soldaten und Militärpersonen gilt als Wohnsitz und berechtigt zur Wahl, wenn derselbe seit drei Monaten nicht gewechselt worden ist. — In den Staaten, wo Landwehr besteht, tritt für diese dahin eine Ausnahme ein, dass Landwehrpflichtige, welche sich zur Zeit der Wahlen unter den Fahnen befinden, an dem Orte ihres Aufenthalts für ihren Heimatsbezirk wählen. Die näheren Anordnungen zur Ausführung dieser Bestimmung bleiben den Regierungen der Einzelstaaten überlassen.

§ 12. In jedem Bezirke sind zum Zweck der Wahlen Listen anzulegen, in welche die zum Wählen Berechtigten nach Zu- und Vornamen, Alter, Gewerbe und Wohnort eingetragen werden. Diese Listen sind spätestens vier Wochen vor dem zur ordentlichen Wahl bestimmten Tage zu jedermanns Einsicht auszulegen und dies öffentlich bekannt zu machen.

Einsprachen gegen die Listen sind binnen acht Tagen nach öffentlicher Bekanntmachung bei der Behörde, welche die Bekanntmachung erlassen hat, anzubringen und innerhalb der nächsten

vierzehn Tage zu erledigen, worauf die Listen geschlossen werden. Nur diejenigen sind zur Teilnahme an der Wahl berechtigt, welche in die Listen aufgenommen sind.

Artikel V.

§ 13. Die Wahlhandlung ist öffentlich. Bei derselben sind Gemeindemitglieder zuzuziehen, welche kein Staats- oder Gemeindeamt bekleiden.

Das Wahlrecht wird in Person durch Stimmzettel ohne Unterschied ausgeübt.

§ 14. Die Wahl ist direkt. Sie erfolgt durch absolute Stimmenmehrheit aller in einem Wahlkreis abgegebenen Stimmen.

Stellt bei einer Wahl eine absolute Stimmenmehrheit sich nicht heraus, so ist eine zweite Wahlhandlung vorzunehmen. Wird auch bei dieser eine absolute Stimmenmehrheit nicht erreicht, so ist zum dritten Mal nur unter den zwei Kandidaten zu wählen, welche in der zweiten Wahlhandlung die meisten Stimmen erhalten haben. Bei Stimmengleichheit entscheidet das Los.

§ 15. Stellvertreter der Abgeordneten sind nicht zu wählen.

§ 16. Die Wahlen sind im Umfang des ganzen Reichs an einem und demselben Tage vorzunehmen, den die Reichsregierung bestimmt.

Die Wahlen, welche später erforderlich werden, sind von den Regierungen der Einzelstaaten auszuschreiben.

§ 17. Die Wahlkreise und Wahlbezirke, die Wahldirektoren und das Wahlverfahren, insoweit dieses nicht durch das gegenwärtige Gesetz festgestellt worden ist oder durch Anordnung der Reichsgewalt noch festgestellt werden wird, werden von den Regierungen der Einzelstaaten bestimmt.

Anlage A. Reichswahlmatrikel.

Zum Zweck der Wahlen der Abgeordneten zum Volkshaus werden zusammengelegt:

1) Liechtenstein mit Österreich.
2) Hessen-Homburg v. d. Höhe mit dem Grossherzogtum Hessen; — das hessen-homburgische Oberamt Meisenheim auf dem linken Rheinufer mit Rheinbaiern.
3) Schaumburg-Lippe mit Hessen-Kassel.
4) Hohenzollern-Hechingen mit Hohenzollern-Sigmaringen.
5) Reuss älterer Linie mit Reuss jüngerer Linie.
6) Anhalt-Köthen mit Anhalt-Bernburg.
7) Lauenburg mit Schleswig-Holstein.
8) Der auf der linken Rheinseite gelegene Teil des Grossherzogtums Oldenburg mit Rheinpreussen.
9) Pyrmont mit Preussen.

Frankfurt, den 12. April 1849.

Der Reichsverweser
Erzherzog Johann.

Die interimistischen Reichsminister
H. v. Gagern. v. Peucker. v. Beckerath. Duckwitz. R. Mohl.

20. Verfassungsurkunde für das Kurfürstentum Hessen. 1852 April 13.

Sammlung von Gesetzen, Verordnungen, Ausschreibungen . . . für Kurhessen. Bd. 13 (Jahre 1852—54), S. 4 ff., vgl 44; Kurhessens Verfassungs-Urkunde vom 5. Jan. 1831 . . . gegenübergestellt der Verf.-Urk. v. 13. April 1852 (Kassel 1852); Die deutschen Verfassungsgesetze der Gegenwart, hrsg. v. H. A. Zachariä (1855), S. 358 ff.

Von Gottes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm der Iste, Kurfürst etc. etc., erteilen, nachdem infolge der in Unserem Staate eingetretenen Irrungen das Anrufen der Bundeshülfe erforderlich geworden, und infolge der Leistung derselben diejenige Beschlussnahme der Bundesversammlung stattgefunden, zu welcher für sie durch den Artikel 61 der Wiener Schlussakte die bundesgesetzliche Veranlassung gegeben ist, demgemäss folgende Verfassungsurkunde.

Erster Abschnitt. Von dem Gebiete und der Verfassung des Staates, der Regierungsfolge und Regentschaft.

§ 1. Sämtliche kurhessischen Lande, namentlich Nieder- und Oberhessen, das Grossherzogtum Fulda, die Fürstentümer Hersfeld, Hanau, Fritzlar und Isenburg, die Grafschaften Ziegenhain und Schaumburg, auch die Herrschaft Schmalkalden, sowie alles, was etwa noch in der Folge mit Kurhessen verbunden werden wird, bilden für immer ein unteilbares und unveräusserliches, in einer Verfassung vereinigtes Ganzes und einen Bestandteil des deutschen Bundes.

Nur gegen einen vollständigen Ersatz an Land und Leuten, verbunden mit anderen wesentlichen Vorteilen, kann die Vertauschung einzelner Teile mit Zustimmung der Landstände stattfinden. Von dieser Zustimmung sind jedoch die Verträge über Grenzberichtigungen ausgenommen.

§ 2. Die Staatsverfassung ist monarchisch mit Landständen.

§ 3. Die Regierung des kurhessischen Staates mit dessen sämtlichen gegenwärtigen und künftigen Bestandteilen und Zubehörungen ist erblich vermöge leiblicher Abstammung aus ebenbürtiger Ehe nach der Linealfolge und dem Rechte der Erstgeburt mit Ausschluss der Prinzessinnen.

§ 4. Der Landesherr wird volljährig, sobald er das achtzehnte Jahr zurückgelegt hat.

§ 5. Die Thronerledigung überträgt auf den Thronfolger die Regierung des Landes, und wird derselbe bei der Verkündigung des Regierungsantritts neben Anordnung der Huldigung die Aufrechthaltung der Landesverfassung und die Regierung in Gemässheit derselben, sowie nach den Gesetzen geloben.

§ 6. Ist entweder der Regierungsnachfolger minderjährig oder der Landesherr an der Ausübung der Regierung auf längere Zeit verhindert, ohne dass dieser selbst oder dessen Vorfahr deshalb genügende Vorsorge getroffen hat oder hat treffen können,

so tritt für die Dauer der Minderjährigkeit oder der sonstigen Verhinderung eine Regentschaft ein. Diese gebührt in Beziehung auf den minderjährigen Landesfürsten zunächst dessen leiblicher Mutter, so lange dieselbe sich nicht anderweit vermählen wird, und in deren Ermangelung oder bei deren Unfähigkeit zur Regierung dem hierzu fähigen nächsten Agnaten. Bei der obgedachten Verhinderung des Landesherrn kommt die Regentschaft dessen Gemahlin zu, wenn aus der gemeinschaftlichen Ehe ein zur unmittelbaren Nachfolge berechtigter, noch minderjähriger Prinz vorhanden ist, ausserdem aber dem zur Regierung fähigen nächsten Agnaten.

§ 7. Die Regentschaft darf nur in dringenden Fällen und nur unter Zustimmung der nächsten Agnaten eine Änderung in der Staatsverfassung auf verfassungsmässigem Wege vornehmen.

Zweiter Abschnitt. Von dem Landesherrn und den Gliedern des Fürstenhauses.

§ 8. Der Kurfürst vereinigt in sich alle Rechte der Staatsgewalt.

Seine Person ist heilig und unverletzlich.

§ 9. Der Sitz der Regierung kann nicht ausser Landes verlegt werden.

§ 10. Alle festgesetzten Apanagen sind stets regelmässig auszuzahlen. Bei eintretendem bedeutenden Zuwachse von Gebiet oder bei dem Anfalle beträchtlicher Grundbesitzungen mit Erlöschen einer Seitenlinie kann unter Beistimmung der Landstände die Vermehrung einer dermaligen Apanage, in keinem Falle aber deren Verminderung stattfinden.

§ 11. Die künftig nötigen Apanagen für nachgeborene Prinzen und unvermählte Prinzessinnen der regierenden Linie werden in Geldrenten mit Zustimmung der Landstände festgesetzt.

§ 12. Auf gleiche Weise erfolgt die Bestimmung der nötig werdenden Wittümer.

§ 13. Über das Grundeigentum, welches den Prinzen zur Apanage oder sonst von dem Landesherrn überwiesen oder irgend eingeräumt oder auf dieselben von väterlicher Seite her oder von Agnaten vererbt oder sonst übertragen worden ist, können die Prinzen in keiner Art ohne die landesherrliche Bewilligung und hinsichtlich der Apanagegüter ohne Zustimmung der Landstände gültig verfügen, es sei denn zur Abtretung an den Staat selbst, zur Ausgleichung von Grenz- und anderen Rechtsstreitigkeiten oder zur Ablösung von Diensten, Zehnten oder Grundzinsen. In solchen Fällen muss aber der empfangene Ersatz wieder in inländischem Grundeigentume, welches ganz die Natur der veräusserten Besitzung annimmt und an deren Stelle tritt, gehörig angelegt werden.

§ 14. Die bisher vom Lande besonders aufgebrachte Aussteuer der Prinzessinnen wird in den herkömmlichen Beträgen künftig aus der Staatskasse geleistet werden.

Dritter Abschnitt. Von den Unterthanen, Gemeinden, Bezirksräten, Staatsdienern, Standesherrn und ritterschaftlichen Körperschaften.

§ 15. Die Rechte und Pflichten der Unterthanen bestimmen sich im allgemeinen nach den bestehenden Gesetzen.

§ 16. Die Staatsangehörigkeit (Recht des Inländers, Indigenat) stehet zu vermöge der Geburt oder wird besonders erworben durch ausdrückliche oder stillschweigende Aufnahme und gehet verloren durch Auswanderung oder eine dergleichen Handlung.

Der Genuss der Ortsbürgerrechte, sei es in Städten oder Landgemeinden, kann nur Staatsangehörigen zukommen.

§ 17. Ein jeder Inländer hat im achtzehnten Lebensjahre den Huldigungseid zu leisten, mittelst dessen er Treue dem Landesherrn und dem Vaterlande, Beobachtung der Verfassung und Gehorsam den Gesetzen gelobt.

§ 18. Das Staatsbürgerrecht hört auf:

1) mit dem Verluste der Staatsangehörigkeit und
2) mit der rechtskräftigen Verurteilung zu einer peinlichen Strafe, unbeschadet einer etwa erfolgenden Rehabilitation (s. § 97).

§ 19. Der Mangel oder Verlust des Staatsbürgerrechts an sich ist ohne Einfluss auf den Unterthanenverband, sowie auf die bloss bürgerlichen Rechte und Pflichten, wenn nicht besondere Gesetze eine Ausnahme begründen.

§ 20. Der Genuss der bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte ist von dem christlichen Glaubensbekenntnisse abhängig, vorbehaltlich derjenigen Ausnahmen, welche durch besondere Gesetze bestimmt sind.

§ 21. Jedem Einwohner stehet vollkommene Freiheit des Gewissens und der Religionsübung zu. Jedoch darf die Religion nie als Vorwand gebraucht werden, um sich irgend einer gesetzlichen Verbindlichkeit zu entziehen.

§ 22. Das Eigentum oder sonstige Rechte und Gerechtsame können für Zwecke des Staates oder einer Gemeinde oder solcher Personen, welche Rechte derselben ausüben, nur in den durch die Gesetze bestimmten Fällen und Formen gegen vorgängige volle Entschädigung — insoweit nicht für Notfälle nachfolgende Entschädigung gesetzlich vorgeschrieben ist — in Anspruch genommen werden.

§ 23. Die Last der Landfolgedienste, welche nach deren gesetzlicher Feststellung fortbestehen werden, soll durch Beschränkung auf den wirklichen Bedarf gemindert und so viel, als thunlich, durch zweckdienliche Verdingung erleichtert werden.

§ 24. Jedermann bleibt es frei, über das sein Interesse benachteiligende verfassungs-, gesetz- oder ordnungswidrige Benehmen oder Verfahren einer öffentlichen Behörde bei der unmittelbar vorgesetzten Stelle Beschwerde zu erheben und solche nötigenfalls bis zur höchsten Behörde zu verfolgen. Wird die angebrachte Beschwerde von der vorgesetzten Behörde ungegründet befunden,

so ist dieselbe verpflichtet, dem Beschwerdeführer die Gründe ihrer Entscheidung zu eröffnen.

Ebenfalls bleibt in jedem Falle, wo jemand sich in seinen Rechten verletzt glaubt, ihm die gerichtliche Klage offen, auch in geeigneten wichtigeren Fällen unbenommen, die Verwendung der Landstände auszusprechen.

Die gerichtliche Klage ist im allgemeinen und abgesehen von den Fällen, in welchen nach ausdrücklicher gesetzlicher Vorschrift die Betretung des Rechtsweges soll erfolgen können, überall nicht eröffnet, wo die angeblich erlittene Rechtsverletzung auf einer durch die Verfügungen der Staatsbehörden geschehenen Anwendung der Staats- und Hoheitsgerechtsamen beruht und nicht etwa ein auf einen besonderen Titel sich gründendes Recht als durch dieselben verletzt nachgewiesen werden kann, durch welches ausser dem Gebiet des Privatrechtes in dem einzelnen Fall die Anwendung der vorgedachten Staatsgerechtsame beschränkt wird.

Überhaupt ist es den einzelnen Unterthanen, sowie ganzen Gemeinden und Körperschaften frei gelassen, ihre Wünsche und Bitten auf gesetzlichem Wege zu beraten und vorzubringen.

§ 25. Ausschliessliche Handels- und Gewerbsprivilegien sollen ohne Zustimmung der Landstände nicht mehr erteilt werden.

Patente für Erfindungen können von der Regierung auf bestimmte Zeit, jedoch nicht länger als auf zehn Jahre erteilt werden.

Das Erfordernis einer Konzession, wie solches bisher bestand, ist nirgend auszudehnen.

§ 26. Über die Verhältnisse der Presse und des Buchhandels entscheiden die Bundesgesetze und die zu deren Ausführung dienenden Anordnungen.

§ 27. Das Briefgeheimnis ist auch künftig unverletzt zu halten. Die absichtliche unmittelbare oder mittelbare Verletzung desselben bei der Postverwaltung soll peinlich bestraft werden.

§ 28. Niemand kann wegen der freien Äusserung blosser Meinungen zur Verantwortung gezogen werden, den Fall eines Vergehens oder einer Rechtsverletzung ausgenommen.

§ 29. Jeder Waffenfähige bis zum zurückgelegten 50. Lebensjahre ist im Falle der Not zur Verteidigung des Vaterlandes verpflichtet, und bestimmen über die Verbindlichkeit zum Kriegsdienste die betreffenden Gesetze das Nähere.

§ 30. Jedem Einwohner steht das Recht der freien Auswanderung unter Beobachtung der gesetzlichen Bestimmungen zu.

§ 31. Keine Gemeinde kann mit Leistungen oder Ausgaben beschwert werden, wozu sie nicht nach allgemeinen Gesetzen oder anderen besonderen Rechtsverhältnissen verbunden ist. Dasselbe gilt von mehreren in einem Verbande stehenden Gemeinden.

§ 32. Alle Lasten, welche nicht die örtlichen Bedürfnisse der Gemeinden oder deren Verbände, sondern die Erfüllung allgemeiner Verbindlichkeiten des Landes oder einzelner Teile desselben erheischen, müssen, insoweit nicht bestehende Rechtsver-

hältnisse eine Ausnahme begründen, auch von dem gesamten Lande oder dem betreffenden Landesteile getragen werden.

§ 33. Das Vermögen und Einkommen der Gemeinden und ihrer Anstalten darf nie mit dem Staatsvermögen oder den Staatseinnahmen vereinigt werden.

§ 34. Für die Beratung und Vorbereitung von Verwaltungsmassregeln, welche nur das Beste eines einzelnen Bezirkes zum Gegenstande haben, sowie für eine angemessene Mitaufsicht auf die zweckdienliche und die Kräfte der Unterthanen thunlichst schonende Ausführung der in jener Beziehung durch allgemeine Gesetze oder durch besondere Anordnungen der Staatsbehörden getroffenen wichtigeren Einrichtungen sollen Bezirksräte bestehen.

§ 35. Die besonderen Rechte der Standesherrschaften, des vormaligen reichsunmittelbaren Adels, sowie des althessischen und schaumburgischen ritterschaftlichen Adels geniessen den Schutz der Verfassung.

§ 36. Die besonderen Verhältnisse der Staatsdiener richten sich nach den die Rechte und Pflichten der Diener zum Gegenstande habenden Gesetzen und Dienstvorschriften.

§ 37. Eine Vorschrift, welche die nachgesuchte Dienstentlassung unbedingt ausschliesst, ist unstatthaft.

§ 38. In den Diensteid ist die Verpflichtung zur Beobachtung der Landesverfassung aufzunehmen.

§ 39. Ein jeder Staatsdiener bleibt hinsichtlich seiner Amtsverrichtungen insofern verantwortlich, als er nicht zu deren Vornahme durch seine vorgesetzte Behörde angewiesen worden ist.

Vierter Abschnitt. Von den Landständen.

§ 40. Die Landesvertretung besteht aus zwei Kammern, einer ersten und einer zweiten Kammer.

§ 41. Die erste Kammer wird gebildet durch folgende Mitglieder:

1) die volljährigen nachgeborenen Prinzen des regierenden Kurhauses,
2) einen Prinzen des kurfürstlichen Hauses für eine jede apanagierte Linie desselben,
3) das Haupt jeder fürstlichen oder gräflichen, ehemals reichsunmittelbaren Familie, welche eine Standesherrschaft in Kurhessen besitzt,
4) die vom Landesherrn erblich ernannten Mitglieder, deren jährliches schuldenfreies Einkommen aus im Inlande belegenen, im fideikommissarischen Verbande stehenden und nach der Primogenitur vererblichen Grundbesitzungen mindestens 6000 Thaler beträgt.

   Die Zahl derselben kann die der unter Nr. 3 genannten Mitglieder nicht übersteigen.
5) den Senior oder das sonst mit dem Erbmarschallamte beliehene Mitglied der Familie der Freiherren von Riedesel,

6) einen der ritterschaftlichen Obervorsteher der adeligen Stifter Kaufungen und Wetter,
7) den Vizekanzler der Landesuniversität,
8) den katholischen Bischof,
9) die drei protestantischen Superintendenten zu Cassel, Marburg und Hanau,
10) einen Abgeordneten aus der althessischen Ritterschaft von jedem der fünf Ströme,
11) einen Abgeordneten aus der Ritterschaft der Grafschaft Schaumburg mit den Stiftern Fischbeck und Obernkirchen,
12) einen Abgeordneten aus dem ehemals reichsunmittelbaren Adel in den vormaligen Kreisen Fulda und Hünfeld,
13) einen Abgeordneten aus dem ehemals reichsunmittelbaren und dem im Landtagsabschiede vom 9. März 1831 § 16 genannten Adel in der Provinz Hanau.

Die Vertretung durch geeignete Bevollmächtigte ist bei den unter 1, 2 und 3 genannten Ständen zulässig.

§ 42. Die zweite Kammer wird gebildet durch folgende Mitglieder:
1) sechzehn nicht zu den in der ersten Kammer vertretenen ritterschaftlichen Verbänden gehörigen Besitzer von Güterkomplexen, welche mindestens 200 Acker umfassen,
2) sechzehn Abgeordnete aus den Städten und
3) sechzehn Abgeordnete aus den Landgemeinden.

§ 43. Die Mitglieder der ersten Kammer unter 6, 10, 11, 12 und 13 des § 41, sowie sämtliche Mitglieder der zweiten Kammer werden in der durch das Wahlgesetz näher bestimmten Weise gewählt.

§ 44. Die Präsidenten und Vizepräsidenten der ersten und zweiten Kammer werden durch die Mitglieder der betreffenden Kammer aus derselben erwählt und erhalten die landesherrliche Bestätigung.

§ 45. Sämtliche im § 42 erwähnte eigentümliche Besitzer von Gütern zu mindestens 200 Casseler Ackern in dem Lande bilden die Körperschaft der Wahlmänner und haben ihre sechzehn Abgeordneten aus ihrer Mitte zu wählen.

§ 46. Die städtischen Wahlbezirke werden gebildet:
1) aus der Residenzstadt Cassel für einen Abgeordneten,
2) aus der Stadt Hanau für einen Abgeordneten,
3) aus der Stadt Marburg für einen Abgeordneten,
4) aus der Stadt Fulda für einen Abgeordneten,
5) aus der Stadt Hersfeld für einen Abgeordneten,
6) aus der Stadt Melsungen für einen Abgeordneten,
7) aus der Stadt Eschwege für einen Abgeordneten,
8) aus der Stadt Schmalkalden für einen Abgeordneten,
9) aus den Städten Rinteln, Obernkirchen, Oldendorf, Rodenberg und Sachsenhagen für einen Abgeordneten,
10) aus den Städten Hofgeismar, Carlshafen, Grebenstein, Hel-

marshausen. Immenhausen, Liebenau, Naumburg, Trendelburg, Volkmarsen, Wolfhagen und Zierenberg für einen Abgeordneten,

11) aus den Städten Rotenburg, Lichtenau, Sontra, Spangenberg und Waldkappel für einen Abgeordneten,

12) aus den Städten Homberg, Borken, Felsberg, Fritzlar, Gudensberg, Neukirchen, Niedenstein, Schwarzenborn, Treysa und Ziegenhain für einen Abgeordneten,

13) aus den Städten Witzenhausen, Allendorf, Grossalmerode und Wannfried für einen Abgeordneten,

14) aus den Städten Frankenberg, Amöneburg, Frankenau, Gemünden, Kirchhain, Neustadt, Rauschenberg, Rosenthal, Schweinsberg und Wetter für einen Abgeordneten,

15) aus den Städten Hünfeld, Schlüchtern, Steinau, Salmünster und Sooden für einen Abgeordneten,

16) aus den Städten Gelnhausen, Bockenheim, Wächtersbach und Windecken für einen Abgeordneten.

§ 47. Die Körperschaft der Wahlmänner der städtischen Wahlbezirke besteht für jeden derselben aus dem Bürgermeister, den Gemeinderatsmitgliedern, dem Ausschussvorsteher, den ordentlichen und ausserordentlichen Mitgliedern des Ausschusses und aus einer der Zahl der sämtlichen Vorgenannten gleichstehenden Anzahl von Zunft- und Gildemeistern, Zunft- und Gildegenossen, sowie unzünftigen Fabrikbesitzern und Grosshändlern.

Die Zahl der berufenen unzünftigen Fabrikbesitzer und Grosshändler, wo solche genügend vorhanden sind, beträgt ein Dritteil der berufenen Wahlmänner aus den Zünften, ausserdem so viel, als derer in dem Wahlbezirke existieren.

Die Körperschaft der Wahlmänner wählt den Abgeordneten aus ihrer Mitte.

§ 48. Die ländlichen Wahlbezirke werden gebildet aus den Landgemeinden:

1) in dem Landratsamtsbezirke (Kreise) Cassel für einen Abgeordneten,

2) in den Landratsbezirken Hofgeismar und Wolfhagen für einen Abgeordneten,

3) in dem Landratsbezirke Hersfeld für einen Abgeordneten,

4) in den Landratsbezirken Melsungen (ohne das Amt Felsberg) und Rotenburg für einen Abgeordneten,

5) in den Landratsbezirken Eschwege und Witzenhausen für einen Abgeordneten,

6) in dem Landratsbezirke Schmalkalden für einen Abgeordneten,

7) in den Landratsbezirken Homburg und Fritzlar einschliesslich des Amtes Felsberg für einen Abgeordneten,

8) in dem Landratsbezirke Ziegenhain für einen Abgeordneten,

9) in dem Landratsbezirke Marburg für einen Abgeordneten,

10) in den Landratsbezirken Frankenberg und Kirchhain für einen Abgeordneten,

11) in dem Landratsbezirke Fulda für einen Abgeordneten,
12) in dem Landratsbezirke Hünfeld für einen Abgeordneten,
13) in dem Landratsbezirke Hanau für einen Abgeordneten,
14) in dem Landratsbezirke Gelnhausen für einen Abgeordneten,
15) in dem Landratsbezirke Schlüchtern für einen Abgeordneten,
16) in dem Landratsbezirke Rinteln für einen Abgeordneten.

§ 49. Die Körperschaft der Wahlmänner für jeden ländlichen Wahlbezirk besteht aus sämtlichen Ortsvorständen und Ausschussvorstehern der Landgemeinden des Wahlbezirks und wählt aus ihrer Mitte den Abgeordneten.

§ 50. Weder zur Wahl berechtigt noch irgend wählbar sind diejenigen, welche

1) wegen solcher Vergehungen, die entweder nach gesetzlicher Bestimmung oder nach allgemeinen Begriffen für entehrend zu halten sind (worüber im letzteren Falle hinsichtlich der Abgeordneten die Ständeversammlung zu entscheiden hat), vor Gericht gestanden haben, ohne von der Anschuldigung völlig losgesprochen worden zu sein;
2) noch nicht das 30ste Jahr zurückgelegt haben oder
3) unter Kuratel stehen, oder
4) über deren Vermögen ein gerichtliches Konkursverfahren entstanden ist, bis zur völligen Befriedigung der Gläubiger.

Die vorstehenden Gründe der Ausschliessung finden auch auf die ohne Wahl berufenen Landstände Anwendung.

§ 51. Kann oder will der Gewählte die Landstandschaft nicht übernehmen, so schreiten die Wahlmänner zur neuen Wahl. Letzteres muss auch dann geschehen, wenn die Stelle eines Abgeordneten nach bereits erklärter Aufnahme vor Eröffnung oder nach dem Schlusse des Landtages wieder erledigt wird.

§ 52. Erfolgt die Ernennung oder Beförderung eines Abgeordneten zu einem Staatsamte, so wird dadurch eine neue Wahl erforderlich.

§ 53. Der Staatsdiener bedarf zur Annahme der Wahl die Genehmigung der Regierung.

§ 54. Die einzelnen Vorschriften über die Ausübung der Wahlrechte setzt das Wahlgesetz fest.

§ 55. Die Abgeordneten sind nicht an Vorschriften eines Auftrages gebunden, sondern geben ihre Abstimmungen gemäss den Pflichten gegen ihren Landesherren und ihre Mitbürger überhaupt nach ihrer eigenen Überzeugung, wie sie es vor Gott und ihrem Gewissen zu verantworten gedenken.

Auch können sie weder einen Dritten noch selbst ein Landtagsmitglied beauftragen, in ihrem Namen zu stimmen.

Daneben bleibt es jedem Abgeordneten überlassen, die etwa an ihn für die Ständeversammlung gelangenden besonderen Anliegen weiter zu befördern.

§ 56. Jedes Mitglied der Kammer leistet folgenden Eid:

„Ich schwöre bei Gott dem Allmächtigen und Allwissenden,

„dass Treue gegen den Kurfürsten, das kurfürstliche Haus, das „Land und die Verfassung bei meinen Anträgen und Abstim- „mungen als Ständemitglied mich leiten soll, und ich das un- „zertrennliche Wohl des Landesherrn und des Vaterlandes durch „Abwendung jeden Schadens und durch Förderung jeden Nutzens, „ohne persönliche Rücksichten, auch ohne alle sonstige Neben- „rücksichten, nach bestem Wissen und Gewissen in der Stände- „versammlung unterstützen will."

„So wahr mir Gott helfe etc. etc."

§ 57. Diese Beschlüsse werden nur in Sitzungen jeder Kammer, denen wenigstens zwei Dritteile der in dieser Verfassung bestimmten Ständemitglieder beiwohnen, durch absolute Stimmenmehrheit gefasst.

§ 58. Die Abstimmungen geschehen von den einzelnen Mitgliedern ohne Rücksicht auf Verschiedenheit der Stände und der Bezirke. Gleichwohl ist es den Abgeordneten eines Standes oder eines von den Hauptlanden abgesonderten oder entlegenen Bezirkes unbenommen, wenn sie einhellig den Stand, aus welchem sie abgesondert worden, in seinen wohlerworbenen Rechten oder den betreffenden Bezirk nach dessen eigentümlichen Verhältnissen durch den Beschluss der Mehrheit beschwert erachten, sich über eine Separatstimme zu vereinigen.

Eine solche Standes- oder Bezirksstimme hat die Wirkung, dass sie in die von dem Landtage ergehende Erklärung neben dem Beschlusse der Mehrheit aufgenommen werden muss; und es bleibt der Regierung vorbehalten, die gedachte Erklärung in Beziehung auf den betreffenden Stand oder den besonderen Bezirk nach Massgabe der ausser Zweifel gesetzten eigentümlichen Verhältnisse zu berücksichtigen.

§ 59. Die Verhandlungen der Ständeversammlung sollen der Regel nach öffentlich sein.

Die näheren Bestimmungen über die landständische Geschäftsbehandlung enthält die Geschäftsordnung.

§ 60. Die Abgeordneten behalten ihre Eigenschaft für die landständischen Verrichtungen, welche in den nächsten drei Jahren vorkommen werden. In dem dritten Jahre wird nach Aufforderung von seiten der Regierung zu einer neuen Wahl geschritten; doch können bei dieser dieselben Personen wieder gewählt werden.

§ 61. Sie verlieren ihre Eigenschaft als Abgeordnete früher, wenn

1) sie nach Massgabe des § 50 zur landständischen Vertretung unfähig oder
2) zu einem Staatsdienste ernannt oder darin befördert werden (s. § 52), oder wenn
3) der Landesherr die ständische Versammlung auflöset (s. § 64).

In den letzten beiden Fällen dürfen sie von neuem gewählt werden.

§ 62. Der Landesherr verordnet die Zusammenkunft der

Stände, so oft er solches zur Erledigung wichtiger und dringender Landesangelegenheiten nötig erachtet.

Die Zusammenberufung muss aber wenigstens alle drei Jahre geschehen, und es ist alsdann dazu der Regel nach der Anfang des Monats November bestimmt.

§ 63. Die Einberufung erfolgt mittelst einer vom Ministerium des Innern ausgehenden allgemeinen Bekanntmachung in dem Gesetzblatte, deren zeitige Bewirkung dem Vorstande des genannten Ministeriums als verfassungsmässige Pflicht obliegt.

§ 64. Der Landesherr kann die Ständeversammlung vertagen, auch sie auflösen. Die Vertagung darf jedoch nicht über drei Monate dauern, und im Falle der Auflösung des Landtages soll hiermit zugleich die Wahl neuer Stände verordnet werden, auch deren Einberufung innerhalb der nächsten sechs Monate erfolgen.

§ 65. Der Landesherr eröffnet und entlässt die Ständeversammlung entweder in eigener Person oder durch einen dazu bevollmächtigten Minister oder anderen Kommissar.

§ 66. Die Landtage dürfen nicht über drei Monate dauern, wenn der Landesherr keine Verlängerung verfügt.

§ 67. Der Landesherr erlässt den Landtagsabschied.

§ 68. Zu der Verhaftung der Mitglieder der Kammern während der Dauer des Landtags ist die Zustimmung der betreffenden Kammer in den Fällen erforderlich, in denen die Verhaftung von einer Zivilgerichts- oder Polizeibehörde begehrt wird, sowie für Vollziehung von Freiheitsstrafen, welche die Dauer von drei Monaten nicht überschreiten. Auch können die Mitglieder wegen ihrer Anträge, Abstimmungen und Äusserungen nur dann zur Rechenschaft gezogen werden, wenn dieselben die Merkmale der Majestätsbeleidigung oder der persönlichen Ehrenkränkung an sich tragen.

§ 69. Die Mitglieder der Ständeversammlung mit Ausnahme der Prinzen des Kurhauses und der Standesherrn sowie deren Bevollmächtigten erhalten die festgesetzten Reise- und Tagegelder.

§ 70. Die Landstände sind im allgemeinen berufen, bei der Ausübung der Gesetzgebung, der Steuergewalt und bei den sonst namhaft gemachten inneren Staatsangelegenheiten in der in dieser Verfassungsurkunde, in der landständischen Geschäftsordnung und in sonstigen Vorschriften näher festgesetzten Weise mitzuwirken.

§ 71. Die Gesetze und Beschlüsse des deutschen Bundes werden durch ihre Publikation Bestandteile des kurhessischen Rechtes.

§ 72. Jede Kammer ist befugt, über alle inneren Staatsangelegenheiten, welche auf das Landeswohl von wesentlichem Einflusse sind, zweckdienliche Aufklärungen von der Regierung zu begehren.

§ 73. Ein jeder von den Landständen zu einer vorbereitenden Arbeit oder Geschäftseinleitung gewählter Ausschuss kann sich zur Erlangung von Aufschlüssen über die ihm vorliegenden Gegen-

stände mit der Regierung oder dem dazu bestellten Kommissar ins Benehmen setzen.

§ 74. Ohne Einwilligung der Stände kann weder das Staatsgebiet überhaupt noch ein einzelner Teil desselben mit Schulden oder auf sonstige Art belastet werden.

§ 75. Ohne Beistimmung der Stände kann kein die Privatrechte, die Steuern oder die Rechtspflege änderndes Gesetz gegeben oder authentisch erläutert werden. Im Eingange eines jeden Gesetzes ist der landständischen Zustimmung ausdrücklich zu erwähnen.

Verordnungen, welche die Handhabung oder Vollziehung bestehender Gesetze oder die Organisation, die Verwaltung und Polizei betreffen, können von der Regierung ohne landständische Mitwirkung erlassen werden.

Auch kann, wenn die Landstände nicht versammelt sind, zu solchen ausnahmsweise erforderlichen Massregeln, welche bei ausserordentlichen Begebenheiten, wofür die vorhandenen Gesetze unzulänglich sind, von dem Staatsministerium auf den Antrag der betreffenden Ministerialvorstände für wesentlich und unaufschieblich zur Sicherheit des Staates oder zur Erhaltung der ernstlich bedrohten öffentlichen Ordnung erklärt werden sollten, ungesäumt geschritten werden.

Bei der nächsten Versammlung der landständischen Kammern, welche längstens binnen Jahresfrist eintreten soll, sind diese provisorischen Anordnungen vorzulegen.

§ 76. Dispensationen von den schon jetzt bestehenden gesetzlichen Vorschriften sollen nur mit grösster Vorsicht erteilt werden und dürfen niemals gegen die künftig ergehenden verfassungsmässigen Gesetze stattfinden, sofern nicht solche in dem Gesetze ausdrücklich vorbehalten sind.

§ 77. Die Landstände dürfen die begründeten Bitten und Beschwerden einzelner Unterthanen, ganzer Klassen derselben oder Körperschaften, insofern solche auf allen verfassungsmässig gegebenen Wegen keine Abhülfe fanden (s. § 24), der einschlägigen höchsten Behörde oder nach Befinden dem Landesherrn selbst zur geeigneten Berücksichtigung vorlegen, sowie über die in der Landesverwaltung oder der Rechtspflege wahrgenommenen Missbräuche Beschwerde führen, worauf, wenn diese begründet gefunden wird, die Abstellung derselben ohne Verzug erfolgen soll.

§ 78. Durch übereinstimmende Beschlüsse beider Kammern können diejenigen Vorstände der Ministerien und deren Stellvertreter gerichtlich angeklagt werden, welche einer absichtlichen Verletzung einer positiven Vorschrift der Verfassungsurkunde sich schuldig gemacht haben. (S. jedoch § 120.) Die Untersuchung und Aburteilung gehört vor das Oberappellationsgericht, welches in voller Versammlung zu erkennen und nach Befinden auch die Amtsentsetzung auszusprechen hat.

Nach gefälltem Strafurteile finden die gesetzlichen Rechtsmittel der Wiederaufnahme der Untersuchung und der Restitution statt.

§ 79. Gegen Staatsdiener, welche nicht Ministerialvorstände oder deren Stellvertreter sind, sind landständische Anklagen unstatthaft.

§ 80. Auf jeden Antrag der Landstände wird eine Beschlussnahme und zwar, wenn diese dem Antrage nicht entspricht, mit Angabe der Gründe thunlichst bald erfolgen.

Fünfter Abschnitt. Von den obersten Staatsbehörden.

§ 81. Für die Staatsangelegenheiten werden als höchste Behörde nur bestehen das Gesamt-Staatsministerium und die Vorstände der Ministerialdepartements. Durch diese wird der Landesherr in der unmittelbaren Ausübung seiner Regierungsrechte unterstützt.

§ 82. Die einzelnen Zweige der Staatsverwaltung: die Justiz, das Innere, worunter auch die Polizeiverwaltung in ihrem ganzen Umfange begriffen ist, das Finanzwesen, das Kriegswesen, soweit solches nicht für den Landesherrn als obersten Militärchef ausschliesslich gehört, und die auswärtigen Angelegenheiten sind hinsichtlich der Kompetenz stets sorgfältig von einander abgegrenzt zu halten. Keines dieser Departements darf jemals ohne einen verantwortlichen Vorstand sein. Ein solcher kann zwar zwei Ministerialdepartements, jedoch nicht mehrere zugleich verwalten. Er bleibt aber stets für jedes derselben besonders, sowie überhaupt hinsichtlich der zum Staatsministerium kommenden Angelegenheiten seines Departements (vgl. § 84) auch dann, wenn er darüber nicht selbst den Vortrag gehalten hat, verantwortlich.

§ 83. Der Vorstand eines jeden Ministerialdepartements hat die vom Landesherrn inbezug auf die Regierung und Verwaltung des Staates ausgehenden Anordnungen und Verfügungen, welche in sein Departement einschlagen, zum Zeichen, dass die betreffende Angelegenheit auf verfassungsmässige Weise behandelt worden sei, zu kontrasignieren und ist für die Verfassungs- und Gesetzmässigkeit ihres Inhaltes persönlich verantwortlich. Hinsichtlich derjenigen Angelegenheiten, welche mehrere oder sämtliche Departements betreffen, haben deren Vorstände gemeinschaftlich zu kontrasignieren und zwar mit persönlicher Verantwortlichkeit eines jeden für die Gegenstände seines Departements.

Durch die gedachte Kontrasignatur erhalten solche Anordnungen und Verfügungen allgemeine Glaubwürdigkeit und Vollziehbarkeit. Diese rechtliche Folge ist ohne alle Ausnahme sowohl für die Gerichte als für alle anderen Staatsbehörden massgebend, so dass nur den Landständen vorbehalten bleibt, wegen des Erlasses von Verordnungen mit der Regierung in Verhandlung zu treten.

§ 84. Die Vorstände sämtlicher Ministerialdepartements, zu welchen nach Ermessen des Landesherrn noch andere, besonders berufene Staatsdiener hinzutreten, bilden das Gesamt-Staatsministerium. Dieses hat alle Staatsangelegenheiten, welche der landesherrlichen Entschliessung bedürfen oder in seinen Sitzungen

wegen ihrer Wichtigkeit von seiten der Ministerialdepartements zum Vortrage gebracht werden, zu beraten.

In ausserordentlichen und zugleich dringenden Angelegenheiten des auswärtigen sowie des Kriegsdepartements können die betreffenden Vorstände die landesherrliche Beschlussnahme ohne vorgängige Beratung im Gesamt-Staatsministerium einholen.

§ 85. Das Gesamt-Staatsministerium hat über die Beschwerden gegen Ministerialbeschlüsse (s. § 24 u. § 77) und über erhobene Zweifel hinsichtlich der gegenseitigen Kompetenz einzelner Ministerien zu entscheiden.

Sechster Abschnitt. Von der Rechtspflege.

§ 86. Die Rechtspflege ist von der Landesverwaltung getrennt. Nur mit landständischer Zustimmung kann hierin eine Änderung eintreten.

§ 87. Die Betretung und Verfolgung der gesetzlich gegebenen Rechtswege vor den Landesgerichten darf nicht gehindert werden.

Die Beurteilung, ob eine Sache zum Gerichtsverfahren sich eigne, gebührt bei vorhandenem Streite einem Kompetenzgerichtshofe, der aus zwei höheren Verwaltungs- und zwei höheren Gerichtsbeamten unter dem Präsidium eines Mitgliedes des Gesamt-Staatsministerii oder eines anderen geeigneten höheren Staatsbeamten zu bilden ist.

§ 88. Niemand darf seinem ordentlichen Richter, sei es in bürgerlichen oder peinlichen Fällen, entzogen werden, es sei denn auf dem regelmässigen Wege nach den Grundsätzen des bestehenden Rechtes durch das zuständige obere Gericht.

Es dürfen demnach ausserordentliche Kommissionen und Gerichtshöfe nicht eingeführt werden, es sei denn, dass der Kriegs- oder Belagerungszustand erklärt worden, in welchen Fällen auch gegen Zivilpersonen die Militärgerichtsbarkeit innerhalb der vorgeschriebenen Grenzen stattfinden kann.

Würde die Zahl der gewöhnlichen Mitglieder des zuständigen Gerichtes für ausserordentliche und dringende Fälle (z. B. bei öffentlichen Ruhestörungen) nicht hinreichen, um solche gehörig und mit der nötigen Beschleunigung zu behandeln, so soll alsdann durch das Justizministerium die erforderliche Beihülfe durch hinzutretende Mitglieder anderer Gerichte verschafft werden.

§ 89. Niemand darf anders als in den durch die Gesetze bestimmten Fällen und Formen zur gerichtlichen Untersuchung gezogen, zu gefänglicher Haft gebracht, darin zurückgehalten oder gestraft werden.

Jeder Verhaftete muss von dem verhaftenden Gerichte, beziehungsweise von demjenigen Gerichte, an welches derselbe abzuliefern ist, womöglich sofort oder längstens binnen 48 Stunden nach seiner Verhaftung oder Ablieferung von der Ursache der Verhaftung in Kenntnis gesetzt und durch einen Gerichtsbeamten verhört werden.

Jeder für eine gerichtliche Untersuchung Verhaftete muss an das zuständige Gericht ohne Verzug abgeliefert werden.

§ 90. Jeder Angeschuldigte soll, wofern nicht dringende Anzeigen eines schweren peinlichen Verbrechens wider ihn vorliegen oder das Gericht die Fortdauer der Haft zur Fortsetzung und Sicherung der Untersuchung nicht erforderlich hält, der Regel nach gegen Stellung einer angemessenen, durch das Gericht zu bestimmenden Kaution seiner Haft ohne Verzug entlassen werden.

§ 91. Die Haussuchung findet nur auf Verfügung einer zuständigen Gerichts- oder Polizeibehörde statt.

§ 92. Keinem Angeschuldigten darf das Recht der Beschwerdeführung während der Untersuchung, das Recht der Verteidigung oder der verlangte Urteilsspruch versagt werden.

§ 93. Der Verhaftete ist berechtigt, unter der geeigneten gerichtlichen Aufsicht mündlich oder schriftlich über seine Familienangelegenheiten mit seinen Angehörigen sich zu benehmen, auch während der Untersuchung aus seinen eigenen Mitteln bessere als die gewöhnliche Kost sich zu verschaffen.

Wegen Missbrauches oder aus sonstigen wichtigen Gründen kann diese Berechtigung vom Gerichte untersagt werden.

§ 94. Zur Bekleidung des Richteramtes wird jedenfalls ein Alter von 24 Jahren, in der höchsten Instanz aber ein Alter von wenigstens dreissig Jahren erfordert.

§ 95. Die Gerichte für die bürgerliche und Strafrechtspflege sind innerhalb der Grenzen ihres richterlichen Berufes in allen Instanzen unabhängig. Dieselben entscheiden ohne irgend eine fremde Einwirkung nach den bestehenden Rechten und Gesetzen. Sie sollen in ihrem Verfahren, namentlich auch in der Vollziehung ihrer Verfügungen und Urteile — jedoch ohne Eintrag für die Verfügungen der höheren Gerichtsbehörden und unbeschadet des landesherrlichen Begnadigungsrechtes (s. § 97) geschützt, und soll ihnen hierzu von allen Zivil- und Militärbehörden der gebührende Beistand geleistet werden.

Das Edikt vom 26. November 1743 bleibt hinsichtlich der Bestimmungen über die Selbständigkeit der Rechtspflege auch fernerhin inkraft und zwar mit deren ausdrücklicher Ausdehnung auf die Strafrechtspflege. (Siehe übrigens §§ 24 und 87).

§ 96. Gemeinden und Körperschaften bedürfen zu einer Klage gegen den Staatsanwalt zwar nicht der Ermächtigung einer Verwaltungsbehörde, indessen soll derjenigen Behörde, welcher die obere Aufsicht auf die Verwaltung des Gemeinde- oder Körperschaftsvermögens zustehet, mit Ausnahme eiliger Fälle (z. B. wegen des jüngsten Besitzes), sechs Wochen vor Anstellung der Klage Anzeige geschehen, um etwa einen vorgängigen Versuch der Güte einleiten zu können.

§ 97. Der Landesherr kann Strafen erlassen und mildern, auch die gerichtliche Untersuchung niederschlagen.

Das landesherrliche Begnadigungsrecht ist nur insoweit be-

schränkt, als eine landständische Ministeranklage (siehe § 78) nicht niedergeschlagen oder eine infolge derselben erkannte Amtsentsetzung nicht aufgehoben werden kann.

§ 98. Die Konfiskation kann künftig nur bei einzelnen Sachen, welche als Gegenstand oder Werkzeug einer Vergehung gedient haben, stattfinden. Eine allgemeine Vermögenskonfiskation tritt in keinem Falle ein.

§ 99. Moratorien dürfen nur mit landständischer Beistimmung erteilt werden.

Siebenter Abschnitt. Von den Kirchen, den Unterrichts-Anstalten und den milden Stiftungen.

§ 100. Alle im Staate anerkannten Kirchen geniessen gleichen Schutz desselben. Ihren verfassungsmässigen Beschlüssen bleiben die Sachen des Glaubens und der Liturgie überlassen.

§ 101. Die Regierung übt die unveräusserlichen hoheitlichen Rechte des Schutzes und der Oberaufsicht über die Kirchen in ihrem vollen Umfange aus.

§ 102. Die unmittelbare und mittelbare Ausübung der Kirchengewalt über die evangelischen Glaubensparteien verbleibt wie bisher dem Landesherrn. Doch muss bei dem Übertritte desselben zu einer anderen als evangelischen Kirche die alsdann zur Beruhigung der Gewissen gereichende Beschränkung dieser Gewalt mit den Landständen ohne Aufschub näher festgestellt werden.

Überhaupt aber wird in liturgischen Sachen der evangelischen Kirchen keine Neuerung ohne die Zustimmung einer Synode stattfinden, welche von der Regierung berufen wird.

§ 103. Für das besondere Verhältnis der katholischen Kirche zu der Staatsgewalt dienen folgende Bestimmungen zur Richtschnur:

a) in Ansehung des kirchlichen Zensur- und Strafrechtes, sowie des bischöflichen Amtseinflusses auf die Unterrichtsanstalten bleibt das (mit dem vormaligen bischöflichen Generalvikariat zu Fulda verabredete) Regulativ vom 31. August 1829 ferner inkraft;

b) die von dem Bischof und den übrigen katholischen Kirchenbehörden ausgehenden allgemeinen Anordnungen, Kreisschreiben und dergleichen allgemeinen Erlasse an die Geistlichkeit und Diözesanen, welche nicht reine Glaubens- und kirchliche Lehrsachen betreffen, oder durch welche dieselben zu etwas verbunden werden sollen, was nicht ganz in dem eigentümlichen Wirkungskreise der Kirche liegt, bedürfen der Genehmigung des Staates und können nur mit solcher kund gemacht und in Ausführung gebracht werden;

c) solche allgemeine Erlasse der Kirchenbehörde, welche rein geistliche Gegenstände betreffen, sind der einschlägigen Staatsbehörde zur Einsicht vorzulegen, und diese wird die Bekanntmachung nicht hindern, wenn der Inhalt keinen Nachteil dem Staate bringen würde;

d) von allen bischöflichen, unmittelbaren oder mittelbaren Kommunikationen mit dem päpstlichen Stuhle, welche nicht etwa lediglich in Beziehung auf einzelne Fälle der eigentlichen Seelsorge oder auf gewöhnliche, der römischen Kurie unstreitig zukommende Dispensationen beabsichtigt werden möchten, noch bloss in Glückwünschungs-, Danksagungs- und anderen dergleichen Zeremonialschreiben bestehen, wird die Staatsregierung durch den landesherrlichen Bevollmächtigten bei dem Bistume nach wie vor Einsicht nehmen lassen;

e) in allen Fällen, wo ein Missbrauch der geistlichen Gewalt stattfindet, bleibt die Beschwerde oder der Rekurs ebenwohl an die Landesbehörden offen, jedoch, was das geistliche Personal in seinem Berufe angehet, erst alsdann, wenn ein bei der zuständigen oberen Kirchenbehörde geschehener Versuch zur gebührenden Abhülfe als erfolglos dargethan, oder insofern etwa Gefahr bei dem Verzuge sein würde.

§ 104. Der Staat gewährt den Geistlichen jede zur Erfüllung ihrer Berufsgeschäfte erforderliche gesetzliche Unterstützung und schützt sie in dem Genusse der Achtung und Auszeichnung, welche ihrer vom Staate anerkannten Amtswürde gebühret.

Hinsichtlich ihrer bürgerlichen Handlungen und Verhältnisse sind dieselben der weltlichen Obrigkeit unterworfen.

§ 105. Für den öffentlichen Unterricht, sonach die Erhaltung und Vervollkommnung der niederen und höheren Bildungsanstalten und namentlich der Landesuniversität, sowie der Landschullehrerseminare ist zu allen Zeiten nach Kräften zu sorgen.

§ 106. Alle Stiftungen ohne Ausnahme, sie mögen für den Kultus, den Unterricht oder die Wohlthätigkeit bestimmt sein, stehen unter dem besonderen Schutze des Staates, und das Vermögen oder Einkommen derselben darf unter keinem Vorwande zum Staatsvermögen eingezogen oder für andere als die stiftungsmässigen Zwecke verwendet werden.

Nur in dem Falle, wo der stiftungsmässige Zweck nicht mehr zu erreichen stehet, darf eine Verwendung zu anderen ähnlichen Zwecken mit Zustimmung der Beteiligten und, sofern öffentliche Anstalten inbetracht kommen, mit Bewilligung der Landstände erfolgen.

Achter Abschnitt. Von dem Staatshaushalte.

§ 107. Über die Verwendung der Einkünfte des landesherrlichen Vermögens soll die erforderliche Regulierung unter Mitwirkung der Agnaten in einer alle folgenden Zeiten umfassenden Weise mit den Landständen baldigst bewirkt werden.

Bis dahin bildet für dessen Verwaltung und Verwendung die im Jahre 1831 getroffene Übereinkunft die Grundlage, wie sie in den folgenden Paragraphen enthalten ist.

§ 108. Aus dem landesherrlichen Vermögen überhaupt ist die verabredete Hofdotationssumme zu entrichten.

Die nach jener Vereinbarung dem Hausfideikommiss verbleibenden Domänen (Landgüter und Forste) sollen schon jetzt durch baldthunlichste Verzeichnung ausgesondert werden und müssen in ihrem Reinertrage den für den Bedarf des kurfürstlichen Hofes festgesetzten Beträgen vollständig gleichkommen und nötigenfalls aus Bestandteilen des nach der Vereinbarung gebildeten Staatsvermögens ergänzt werden.

§ 109. Die zum Hausfideikommissvermögen gehörigen Domänen sollen mit den durch jene Vereinbarung zu Staatsvermögen erklärten gesamten Bestandteilen desselben in dem durch die erwähnte Vereinbarung festgesetzten Umfange in derselben Verwaltung durch die Staatsfinanzbehörden verbleiben, sodass der Gesamtertrag in die Staatskasse fliesst, aus welcher die festgesetzte Hofdotationssumme abzuliefern ist.

Hinsichtlich der Veräusserung der Fideikommissgüter finden die Bestimmungen des folgenden § 110 ebenfalls Anwendung.

§ 110. Das Staats- wie das landesherrliche Hausfideikommissvermögen ist stets in seinen wesentlichen Bestandteilen zu erhalten und kann daher ohne Einwilligung der Stände weder durch Veräusserung vermindert noch mit Schulden oder sonst einer bleibenden Last beschwert werden.

Unter dem Veräusserungsverbote aber sind diejenigen Veränderungen nicht begriffen, welche bei einzelnen Besitzungen zur Beförderung der Landeskultur oder sonst zur Wohlfahrt des Staates und Entfernung wahrgenommener Nachteile, durch Verkauf, Austausch, Vererbleihung, Ablösung oder Umwandlung in ständige Renten oder infolge eines gerichtlichen Urteiles notwendig oder gut befunden werden sollten. Der Erlös und überhaupt alles Aufkommen aus veräusserten Besitzungen dieser Art muss jederzeit wieder zum Grundstock geschlagen und sobald als thunlich zur Erwerbung neuer Besitzungen oder auch zur Verbesserung der vorhandenen und Erhöhung ihres Ertrages verwendet werden, worüber demnächst den Landständen eine genaue Nachweisung geschiehet.

Auch die künftig heimfallenden Lehen werden zum Staatsgute gehören. Gleichwohl bleibt der Landesherr berechtigt, die während der Dauer seiner Regierung heimgefallenen Lehen an Glieder des kurfürstlichen Hauses oder der hessischen (ehemals reichsunmittelbaren, althessischen und schaumburgischen) Ritterschaft oder zur Belohnung von kundbar ausgezeichneten Verdiensten um den Staat wieder zu verleihen.

§ 111. Der Bedarf für die Ausgaben der Staatsverwaltung wird in der Regel von drei zu drei Jahren festgestellt. Insofern zur Beschaffung dieses Bedarfs die Erhöhung der jetzt bestehenden oder die Einführung neuer Steuern notwendig ist, ist dazu die Zustimmung der Landstände erforderlich.

§ 112. Bei der Aufforderung zu dieser Zustimmung muss die Notwendigkeit oder Nützlichkeit der Ausgaben und das Be-

dürfnis der vorgeschlagenen Steuern nachgewiesen, auch von den betreffenden Behörden diejenige Auskunft aus den Akten und Büchern gegeben werden, welche die Landstände in dieser Beziehung zu begehren sich veranlasst sehen könnten.

§ 113. Die Erhöhung einer jetzt bestehenden oder die Einführung einer neuen Steuer bleibt so lange fortbestehen, bis solche im Einverständnisse der Regierung mit den Landständen wieder aufgehoben oder abgeändert wird.

Hinsichtlich der auf Zoll- und Handelsverträgen ruhenden Veränderungen in den Abgaben hat es bei den bisherigen Vereinbarungen mit den Landständen sein Verbleiben.

§ 114. Für diejenigen Grundstücke, welche früherhin als exemte Güter oder sonst wegen ihrer besonderen Verhältnisse mit keiner oder mit einer geringeren als der gewöhnlichen Grundsteuer belegt waren, werden die gesetzlichen Vorschriften wegen der bisherigen Exemtensteuer und beziehungsweise der für die Erbleihe- und dergleichen besonders belasteten Güter bisher gesetzliche Zustand so lange beibehalten, bis die nach Möglichkeit zu beschleunigende gleichmässige Besteuerung unter Zusicherung einer angemessenen Entschädigung für die bisherigen rechtmässigen Steuerfreiheiten und Vorzüge gesetzlich eingeführt sein wird.

§ 115. Die Güter der Kirchen und Pfarreien, der öffentlichen Unterrichtsanstalten und der milden Stiftungen bleiben, so lange sie sich in deren Eigentume befinden, von Steuern befreiet. Diese Steuerfreiheit erstreckt sich jedoch nicht auf diejenigen Grundstücke, welche bisher schon steuerpflichtig waren oder nach der Verkündigung dieser Verfassung von ihnen erworben werden.

§ 116. Die Grundstücke, welche von der Landesherrschaft zu eigenem Gebrauche oder von Gliedern des Kurhauses erworben sind und werden, bleiben in ihrer bisherigen Steuerverbindlichkeit.

§ 117. Die gesetzlich in Rücksicht ihres dermaligen Besitzers steuerfreien Grundstücke verlieren diese Eigenschaft, sobald sie in Privateigentum übergehen.

§ 118. Von drei zu drei Jahren soll eine Übersicht über den Staatsbedarf für die nächsten drei Jahre und über die Mittel zu dessen Deckung durch eine Verordnung bekannt gemacht werden.

Einer jeden Ständeversammlung soll die Verwendung des Staatseinkommens aus den letztverflossenen drei Jahren und auf Verlangen auch aus den früheren Jahren nachgewiesen werden.

Neunter Abschnitt. Allgemeine Bestimmungen.

§ 119. Zur Annahme einer in Vorschlag gebrachten Abänderung oder Erläuterung der gegenwärtigen Verfassungsurkunde ist eine Stimmenmehrheit von drei Vierteln der in der Verfassung festgesetzten Anzahl von landständischen Mitgliedern in jeder Kammer erforderlich.

§ 120. Sollten dereinst etwa zwischen der Regierung und den Landständen über den Sinn einzelner Bestimmungen der

erfassungsurkunde Zweifel sich erheben und würde wider Ver-
offen eine Verständigung darüber nicht erfolgen, so muss der
weifelhafte Punkt bei der Bundesversammlung durch die Re-
gierung oder die Landstände zur Entscheidung gebracht werden,
unbeschadet der einstweiligen Geltung des von der Regierung an-
genommenen Sinnes.

Das landständische Anklagerecht (s. § 78) ist hierbei aus-
geschlossen.

§ 121. Die landständischen Kammern sind berechtigt, wäh-
rend ihres Zusammenseins, jedenfalls aber vor ihrer Entlassung, eine
Kommission von sechs Mitgliedern — aus jeder Kammer drei —
lediglich zu dem Zwecke zu wählen und zu bevollmächtigen, um
für den etwa eintretenden Fall einer Verletzung einer positiven
Verfassungsbestimmung bei der Bundesversammlung Beschwerde
zu führen.

Die Kommission ist jedoch gehalten, ehe sie eine solche
beabsichtigte Beschwerdeführung realisiert, der Regierung vierzehn
Tage zuvor unter Darlegung ihrer Gründe davon gebührende An-
zeige zu machen.

§ 122. Alle gesetzlichen Bestimmungen und anderen Anord-
nungen jeder Art, welche mit dem Inhalte der gegenwärtigen Ver-
fassungsurkunde im Widerspruch stehen, sind hierdurch aufgehoben.

§ 123. Diese Verfassungsurkunde tritt in ihrem ganzen Um-
fange sofort nach ihrer Verkündigung in Kraft und Wirksamkeit,
und werden die Diener und Unterthanen des auf die bisherige
Verfassung geleisteten Eides hiermit entbunden.

Urkundlich Unserer allerhöchsteigenhändigen Unterschrift und
des beigedrückten Staatssiegels gegeben zu Cassel am 13. April 1852.

Friedrich Wilhelm.

Vt. Hassenpflug. Vt. Volmar. Vt. Haynau. Vt. Baumbach.

21. (Prager) Frieden zwischen Preussen und Österreich. 1866 Aug. 23.

Kgl. Preussischer Staats-Anzeiger Jg. 1866 (v. 2. Septbr.) S. 3035 f; Archiv des norddeutschen Bundes hrsg. v. J. C. Glaser 1 (1867), S. 133 ff.; F. W. Ghillany, Die wichtigsten polit. Urkk. aus d. J. 1849 bis 1867 (1868) S. 293 ff.; Nouveau recueil général de traités . . . Continuation du grand recueil de G. Fr. de Martens par Ch. Samwer et Jules Hopf. T. XVIII (1873), S. 344 ff.

Im Namen der allerheiligsten und unteilbaren Dreieinigkeit!
Seine Majestät der König von Preussen und Seine Majestät
...reich, beseelt von dem Wunsche, Ihren
...ndes wiederzugeben, haben be-

Zu diesem Ende haben Ihre Majestäten zu ihren Bevollmächtigten ernannt und zwar:

Seine Majestät der König von Preussen:

Ihren Kammerherrn, Wirklichen Geheimen Rat und Bevollmächtigten, Karl Freiherrn v. Werther, Grosskreuz des Königlich Preussischen Roten Adlerordens mit Eichenlaub und des Kaiserlich Österreichischen Leopoldordens u. s. w.

und Seine Majestät der Kaiser von Österreich:

Ihren wirklichen Geheimen Rat und Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, Adolf Maria Freiherrn v. Brenner-Felsach, Kommandeur des Kaiserlich Österreichischen Leopoldsordens und Ritter des Königlich Preussischen Roten Adlerordens erster Klasse u. s. w.,

welche in Prag zu einer Konferenz zusammengetreten sind und nach Auswechselung ihrer in guter und richtiger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

Artikel I. Es soll in Zukunft und für beständig Friede und Freundschaft zwischen Seiner Majestät dem König von Preussen und Seiner Majestät dem Kaiser von Österreich, sowie zwischen Deren Erben und Nachkommen und den beiderseitigen Staaten und Unterthanen herrschen.

Artikel II. Behufs Ausführung des Artikels VI der in Nikolsburg am 26. Juli dieses Jahres abgeschlossenen Friedenspräliminarien und nachdem Seine Majestät der Kaiser der Franzosen durch Seinen bei Seiner Majestät dem Könige von Preussen beglaubigten Botschafter amtlich zu Nikolsburg am 29. Juli ejusdem hat erklären lassen: „qu'en ce qui concerne le Gouvernement de l'Empereur, la Vénétie est acquise à l'Italie pour lui être remise à la paix", — tritt Seine Majestät der Kaiser von Österreich dieser Erklärung auch Seinerseits bei und giebt Seine Zustimmung zu der Vereinigung des Lombardo-Venetianischen Königreichs mit dem Königreich Italien ohne andere lästige Bedingung, als die Liquidierung derjenigen Schulden, welche als auf den abgetretenen Landesteilen haftend werden anerkannt werden in Übereinstimmung mit dem Vorgange des Traktats von Zürich.

Artikel III. Die Kriegsgefangenen werden sofort freigegeben werden.

Artikel IV. Seine Majestät der Kaiser von Österreich erkennt die Auflösung des bisherigen deutschen Bundes an und giebt Seine Zustimmung zu einer neuen Gestaltung Deutschlands ohne Beteiligung des österreichischen Kaiserstaates. Ebenso verspricht Seine Majestät das engere Bundesverhältnis anzuerkennen, welches Seine Majestät der König von Preussen nördlich von der Linie des Mains begründen wird, und erklärt Sich damit einverstanden, dass die südlich von dieser Linie gelegenen deutschen Staaten in einen Verein zusammentreten, dessen nationale Verbindung mit dem norddeutschen Bunde der nähern Verständigung

Verfassungsurkunde Zweifel sich erheben und würde wider Verhoffen eine Verständigung darüber nicht erfolgen, so muss der zweifelhafte Punkt bei der Bundesversammlung durch die Regierung oder die Landstände zur Entscheidung gebracht werden, unbeschadet der einstweiligen Geltung des von der Regierung angenommenen Sinnes.

Das landständische Anklagerecht (s. § 78) ist hierbei ausgeschlossen.

§ 121. Die landständischen Kammern sind berechtigt, während ihres Zusammenseins, jedenfalls aber vor ihrer Entlassung, eine Kommission von sechs Mitgliedern — aus jeder Kammer drei — lediglich zu dem Zwecke zu wählen und zu bevollmächtigen, um für den etwa eintretenden Fall einer Verletzung einer positiven Verfassungsbestimmung bei der Bundesversammlung Beschwerde zu führen.

Die Kommission ist jedoch gehalten, ehe sie eine solche beabsichtigte Beschwerdeführung realisiert, der Regierung vierzehn Tage zuvor unter Darlegung ihrer Gründe davon gebührende Anzeige zu machen.

§ 122. Alle gesetzlichen Bestimmungen und anderen Anordnungen jeder Art, welche mit dem Inhalte der gegenwärtigen Verfassungsurkunde im Widerspruch stehen, sind hierdurch aufgehoben.

§ 123. Diese Verfassungsurkunde tritt in ihrem ganzen Umfange sofort nach ihrer Verkündigung in Kraft und Wirksamkeit, und werden die Diener und Unterthanen des auf die bisherige Verfassung geleisteten Eides hiermit entbunden.

Urkundlich Unserer allerhöchsteigenhändigen Unterschrift und des beigedrückten Staatssiegels gegeben zu Cassel am 13. April 1852.

Friedrich Wilhelm.

Vt. Hassenpflug. Vt. Volmar. Vt. Haynau. Vt. Baumbach.

21. (Prager) Frieden zwischen Preussen und Österreich. 1866 Aug. 23.

Kgl. Preussischer Staats-Anzeiger Jg. 1866 (v. 2. Septbr.) S. 3035 f; Archiv des norddeutschen Bundes hrsg. v. J. C. Glaser 1 (1867), S. 133 ff.; F. W. Ghillany, Die wichtigsten polit. Urkk. aus d. J. 1849 bis 1867 (1868) S. 293 ff.; Nouveau recueil général de traités . . . Continuation du grand recueil de G. Fr. de Martens par Ch. Samwer et Jules Hopf. T. XVIII (1873), S. 344 ff.

Im Namen der allerheiligsten und unteilbaren Dreieinigkeit!

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Majestät der Kaiser von Österreich, beseelt von dem Wunsche, Ihren Ländern die Wohlthaten des Friedens wiederzugeben, haben beschlossen, die zu Nikolsburg am 26. Juli 1866 unterzeichneten Präliminarien in einen definitiven Friedensvertrag umzugestalten.

Zu diesem Ende haben Ihre Majestäten zu ihren Bevollmächtigten ernannt und zwar:

Seine Majestät der König von Preussen:

Ihren Kammerherrn, Wirklichen Geheimen Rat und Bevollmächtigten, Karl Freiherrn v. Werther, Grosskreuz des Königlich Preussischen Roten Adlerordens mit Eichenlaub und des Kaiserlich Österreichischen Leopoldordens u. s. w.

und Seine Majestät der Kaiser von Österreich:

Ihren wirklichen Geheimen Rat und Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister, Adolf Maria Freiherrn v. Brenner-Felsach, Kommandeur des Kaiserlich Österreichischen Leopoldsordens und Ritter des Königlich Preussischen Roten Adlerordens erster Klasse u. s. w.,

welche in Prag zu einer Konferenz zusammengetreten sind und nach Auswechselung ihrer in guter und richtiger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

Artikel I. Es soll in Zukunft und für beständig Friede und Freundschaft zwischen Seiner Majestät dem König von Preussen und Seiner Majestät dem Kaiser von Österreich, sowie zwischen Deren Erben und Nachkommen und den beiderseitigen Staaten und Unterthanen herrschen.

Artikel II. Behufs Ausführung des Artikels VI der in Nikolsburg am 26. Juli dieses Jahres abgeschlossenen Friedenspräliminarien und nachdem Seine Majestät der Kaiser der Franzosen durch Seinen bei Seiner Majestät dem Könige von Preussen beglaubigten Botschafter amtlich zu Nikolsburg am 29. Juli ejusdem hat erklären lassen: „qu'en ce qui concerne le Gouvernement de l'Empereur, la Vénétie est acquise à l'Italie pour lui être remise à la paix", — tritt Seine Majestät der Kaiser von Österreich dieser Erklärung auch Seinerseits bei und giebt Seine Zustimmung zu der Vereinigung des Lombardo-Venetianischen Königreichs mit dem Königreich Italien ohne andere lästige Bedingung, als die Liquidierung derjenigen Schulden, welche als auf den abgetretenen Landesteilen haftend werden anerkannt werden in Übereinstimmung mit dem Vorgange des Traktats von Zürich.

Artikel III. Die Kriegsgefangenen werden sofort freigegeben werden.

Artikel IV. Seine Majestät der Kaiser von Österreich erkennt die Auflösung des bisherigen deutschen Bundes an und giebt Seine Zustimmung zu einer neuen Gestaltung Deutschlands ohne Beteiligung des österreichischen Kaiserstaates. Ebenso verspricht Seine Majestät das engere Bundesverhältnis anzuerkennen, welches Seine Majestät der König von Preussen nördlich von der Linie des Mains begründen wird, und erklärt Sich damit einverstanden, dass die südlich von dieser Linie gelegenen deutschen Staaten in einen Verein zusammentreten, dessen nationale Verbindung mit dem norddeutschen Bunde der nähern Verständigung

Auflösung des deutschen Bundesverhältnisses seinen wesentlichsten Wert für Österreich verliere, und die königlich preussische Regierung erklärt sich bereit, in Verhandlungen wegen Aufhebung dieses Vertrags mit Österreich und den übrigen Teilnehmern an demselben einzutreten. Desgleichen behalten die hohen Kontrahenten sich vor, über eine Revision des Handels- und Zollvertrages vom 11. April 1865 im Sinne einer grösseren Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs sobald als möglich in Verhandlung zu treten. Einstweilen soll der gedachte Vertrag mit der Massgabe wieder inkraft treten, dass jedem der hohen Kontrahenten vorbehalten bleibt, denselben nach einer Ankündigung von sechs Monaten ausser Wirksamkeit treten zu lassen.

Artikel XIV. Die Ratifikationen des gegenwärtigen Vertrages sollen zu Prag binnen einer Frist von acht Tagen oder, wenn möglich, früher ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und mit dem Insiegel ihrer Wappen versehen.

So geschehen zu Prag, am 23. Tage des Monats August im Jahre des Heils achtzehnhundertsechzigundsechs.

Werther. Brenner.

Druck von F. W. Kunike in Greifswald.

Ausgewählte Urkunden

zur

deutschen Verfassungsgeschichte seit 1806.

Zum Handgebrauch für Historiker und Juristen

herausgegeben von

Dr. Wilh. Altmann,

Bibliothekar und Privatdozent in Greifswald.

In zwei Teilen.

II. Teil: seit 1867.

Berlin 1898.

R. Gaertners Verlagsbuchhandlung

Hermann Heyfelder.

SW. Schönebergerstrasse 26.

Vorwort.

Indem ich die „Ausgewählten Urkunden zur deutschen Verfassungsgeschichte seit 1806“ der von mir gemeinsam mit Ernst Bernheim herausgegebenen Sammlung: „Ausgewählte Urkunden zur Verfassungsgeschichte Deutschlands im Mittelalter“ (1891, 2. Aufl. 1895) meinen „Ausgewählten Urkunden zur brandenburgisch-preussischen Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte“ (1897) und meinen „Ausgewählten Urkunden zur ausserdeutschen Verfassungsgeschichte seit 1776“ (1897) folgen lasse, darf ich meinen Plan, für das Studium der Verfassungsgeschichte bequeme Hilfsmittel zu liefern, wohl als im wesentlichen verwirklicht ansehen.

Auch diese neue Sammlung, welche in die zwei selbständigen Teile „1806—1866“ und „1867 bis zur Gegenwart“ zerfällt, will nichts anderes sein als eine handliche, praktische, nicht mit Erläuterungen beschwerte Zusammenstellung der m. E. für die Entwickelung der deutschen Verfassungsgeschichte seit 1806 wichtigsten Urkunden; es handelt sich auch hier lediglich um eine Auswahl, hoffentlich nicht allzu subjektiven Charakters. Dabei ist Preussen nicht berücksichtigt, weil ja für diesen Staat meine oben genannte Sammlung vorliegt.

Auch diese Sammlung, deren Anlage den vorhergehenden analog ist, ist wesentlich zum Nachlesen und Nachschlagen, vor allem für verfassungsgeschichtliche Übungen in Seminarien und zur Vorbereitung für den Geschichtslehrer an höheren Schulen bestimmt. Während im I. Teile die Urkunden ohne Rücksicht auf ihre späteren Abänderungen abgedruckt sind, habe ich im II. Teil den heutigen Stand der Gesetzgebung stets berücksichtigt und hoffe somit dem Bedürfnisse der Juristen und Publizisten, wie auch eifriger Zeitungsleser zu genügen.

Greifswald, 16. Mai 1898.

Wilh. Altmann.



Inhalt.



1. Verfassung des Norddeutschen Bundes, bzw. Deutschen Reichs. 1867 April 17 bzw. 1871 April 16.

Bundes-Gesetzblatt des norddeutschen Bundes 1867, S. 1 [Publikandum v. 26. Juli 1867] bzw. Bundes-Gesetzblatt des deutschen Bundes 1871, S. 64 ff.

Die durch die Reichsverfassung geänderten und darin weggelassenen Stellen der Verfassung des Norddeutschen Bundes sind in Kursive, der entsprechende Wortlaut der Reichsverfassung in eckige Klammern gesetzt.

Seine Majestät der König von Preussen, *Seine Majestät der König von Sachsen*, *Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin*, *Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach*, *Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz*, *Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg*, *Seine Hoheit der Herzog von Braunschweig und Lüneburg*, *Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Meiningen und Hildburghausen*, *Seine Hoheit der Herzog zu Sachsen-Altenburg*, *Seine Hoheit der Herzog zu Sachsen-Koburg und Gotha*, *Seine Hoheit der Herzog von Anhalt*, *Seine Durchlaucht der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt*, *Seine Durchlaucht der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen*, *Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont*, *Ihre Durchlaucht die Fürstin Reuss älterer Linie*, *Seine Durchlaucht der Fürst Reuss jüngerer Linie*, *Seine Durchlaucht der Fürst von Schaumburg-Lippe*, *Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe*, *der Senat der freien und Hansestadt Lübeck*, *der Senat der freien Hansestadt Bremen*, *der Senat der freien und Hansestadt Hamburg*, *jeder für den gesamten Umfang ihres Staatsgebietes*, [im Namen des Norddeutschen Bundes, Seine Majestät der König von Baiern, Seine Majestät der König von Württemberg, Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Baden] und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen und bei Rhein für die *nördlich* [südlich] vom Main belegenen Teile des Grossherzogtums Hessen schliessen einen ewigen Bund zum Schutze des Bundesgebietes und des innerhalb desselben gültigen Rechtes, sowie zur Pflege der Wohlfahrt des deutschen Volkes. Dieser Bund wird den Namen *des Norddeutschen* [Deutsches Reich] führen und wird nachstehende Verfassung haben.

I. Bundesgebiet.

Art. 1. Das Bundesgebiet besteht aus den Staaten Preussen mit Lauenburg, [Baiern,] Sachsen, [Württemberg, Baden, Hessen,] Mecklenburg-Schwerin, Sachsen-Weimar, Mecklenburg-Strelitz, Oldenburg, Braunschweig, Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Koburg-Gotha, Anhalt, Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg-Sondershausen, Waldeck, Reuss älterer Linie, Reuss jüngerer Linie, Schaumburg-Lippe, Lippe, Lübeck, Bremen [und] Hamburg ***und aus den nördlich vom Main belegenen Teilen des Grossherzogtums Hessen.***

II. ***Bundes***[Reichs]gesetzgebung.

Art. 2. Innerhalb dieses Bundesgebietes übt ***der Bund*** [das Reich] das Recht der Gesetzgebung nach Massgabe des Inhalts dieser Verfassung und mit der Wirkung aus, dass die ***Bundes***-[Reichs]gesetze den Landesgesetzen vorgehen. Die ***Bundes***[Reichs]-gesetze erhalten ihre verbindliche Kraft durch ihre Verkündigung von ***bundes***[reichs]wegen, welche vermittelst eines ***Bundes***[Reichs]-gesetzblattes geschieht. Sofern nicht in dem publizierten Gesetze ein anderer Anfangstermin seiner verbindlichen Kraft bestimmt ist, beginnt die letztere mit dem vierzehnten Tage nach dem Ablauf desjenigen Tages, an welchem das betreffende Stück des ***Bundes***[Reichs]gesetzblattes in Berlin ausgegeben worden ist.

Art. 3. Für ***den ganzen Umfang des Bundesgebiets*** [ganz Deutschland] besteht ein gemeinsames Indigenat mit der Wirkung, dass der Angehörige (Unterthan, Staatsbürger) eines jeden Bundesstaates in jedem anderen Bundesstaate als Inländer zu behandeln und demgemäss zum festen Wohnsitz, zum Gewerbebetriebe, zu öffentlichen Ämtern, zur Erwerbung von Grundstücken, zur Erlangung des Staatsbürgerrechtes und zum Genusse aller sonstigen bürgerlichen Rechte unter denselben Voraussetzungen wie der Einheimische zuzulassen, auch inbetreff der Rechtsverfolgung und des Rechtsschutzes demselben gleich zu behandeln ist.

[Kein Deutscher darf] In der Ausübung dieser Befugnis ***darf der Bundesangehörige weder*** durch die Obrigkeit seiner Heimat ***noch*** [oder] durch die Obrigkeit eines anderen Bundesstaates beschränkt werden.

Diejenigen Bestimmungen, welche die Armenversorgung und die Aufnahme in den lokalen Gemeindeverband betreffen, werden durch den im ersten Absatz ausgesprochenen Grundsatz nicht berührt.

Ebenso bleiben bis auf weiteres die Verträge inkraft, welche zwischen den einzelnen Bundesstaaten in Beziehung auf die Übernahme von Auszuweisenden, die Verpflegung erkrankter und die Beerdigung verstorbener Staatsangehörigen bestehen.

Hinsichtlich der Erfüllung der Militärpflicht im Verhältnis zu dem Heimatslande wird im Wege der ***Bundes***[Reichs]gesetzgebung das Nötige geordnet werden.

Dem Auslande gegenüber haben alle ***Bundesangehörigen*** [Deutschen] gleichmässig Anspruch auf den ***Bundesschutz*** [Schutz des Reichs].

Art. 4. Der Beaufsichtigung seitens des ***Bundes*** [Reichs] und der Gesetzgebung desselben unterliegen die nachstehenden Angelegenheiten:

1. die Bestimmungen über Freizügigkeit, Heimats- und Niederlassungsverhältnisse, Staatsbürgerrecht, Passwesen und Fremdenpolizei und über den Gewerbebetrieb einschliesslich des Versicherungswesens, soweit diese Gegenstände nicht schon durch den Art. 3 dieser Verfassung erledigt sind, [in Baiern jedoch mit Ausschluss der Heimats- und Niederlassungsverhältnisse], desgleichen über die Kolonisation und die Auswanderung nach ausserdeutschen Ländern;

2. die Zoll- und Handelsgesetzgebung und die für ***Bundeszwecke*** [Zwecke des Reichs] zu verwendenden Steuern;

3. die Ordnung des Mass-, Münz- und Gewichtssystems nebst Feststellung der Grundsätze über die Emission von fundiertem und unfundiertem Papiergelde;

4. die allgemeinen Bestimmungen über das Bankwesen;

5. die Erfindungspatente;

6. der Schutz des geistigen Eigentums;

7. Organisation eines gemeinsamen Schutzes des deutschen Handels im Auslande, der deutschen Schiffahrt und ihrer Flagge zur See und Anordnung gemeinsamer konsularischer Vertretung, welche vom ***Bunde*** [Reiche] ausgestattet wird;

8. das Eisenbahnwesen [in Baiern vorbehaltlich der Bestimmung im Art. 46] und die Herstellung von Land- und Wasserstrassen im Interesse der Landesverteidigung und des allgemeinen Verkehrs;

9. der Flösserei- und Schiffahrtsbetrieb auf den mehreren Staaten gemeinsamen Wasserstrassen und der Zustand der letzteren, sowie die Fluss- und sonstigen Wasserzölle; [Zusatz vom 3. März 1873: dsgl. die Seeschiffahrtszeichen (Leuchtfeuer, Tonnen, Baken und sonstige Tagesmarken).]

10. das Post- und Telegraphenwesen [jedoch in Baiern und Württemberg nur nach Massgabe der Bestimmung im Art. 52];

11. Bestimmungen über die wechselseitige Vollstreckung von Erkenntnissen in Zivilsachen und Erledigung von Requisitionen überhaupt;

12. sowie über die Beglaubigung von öffentlichen Urkunden;

13. die gemeinsame Gesetzgebung über das Obligationenrecht, Strafrecht, Handels- und Wechselrecht und das gerichtliche Verfahren; [Diese Nr. 13 ist 20. Dez. 1873 ersetzt durch: die gemeinsame Gesetzgebung über das gesamte bürgerliche Recht, das Strafrecht und das gerichtliche Verfahren.]

14. das Militärwesen des ***Bundes*** [Reichs] und die Kriegsmarine;

15. Massregeln der Medizinal- und Veterinärpolizei;
[16. die Bestimmungen über die Presse und das Vereinswesen.]

Art. 5. Die *Bundes*[Reichs]gesetzgebung wird ausgeübt durch den Bundesrat und den Reichstag. Die Übereinstimmung der Mehrheitsbeschlüsse beider Versammlungen ist zu einem *Bundes*[Reichs]gesetze erforderlich und ausreichend.

Bei Gesetzesvorschlägen über das Militärwesen *und* die Kriegsmarine [und die im Art. 35 bezeichneten Abgaben] giebt, wenn im Bundesrate eine Meinungsverschiedenheit stattfindet, die Stimme des Präsidiums den Ausschlag, wenn sie sich für die Aufrecht*er*haltung der bestehenden Einrichtungen ausspricht.

III. Bundesrat.

Art. 6. Der Bundesrat besteht aus den Vertretern der Mitglieder des Bundes, unter welchen die Stimmführung sich *nach Massgabe der Vorschriften für das Plenum des ehemaligen deutschen Bundes* [in der Weise] verteilt, *so* dass Preussen mit den ehemaligen Stimmen von Hannover, Kurhessen, Holstein, Nassau und Frankfurt 17 Stimmen führt, [Baiern 6,] Sachsen 4 [Württemberg 4, Baden 3], Hessen *1* [3], Mecklenburg-Schwerin 2, Sachsen-Weimar 1, Mecklenburg-Strelitz 1, Oldenburg 1, Braunschweig 2, Sachsen-Meiningen 1, Sachsen-Altenburg 1, Sachsen-Koburg-Gotha 1, Anhalt 1, Schwarzburg-Rudolstadt 1, Schwarzburg-Sondershausen 1, Waldeck 1, Reuss älterer Linie 1, Reuss jüngerer Linie 1, Schaumburg-Lippe 1, Lippe 1, Lübeck 1, Bremen 1, Hamburg 1. *Summa 43* [zusammen 58] Stimmen.

Art. 7. Jedes Mitglied des Bundes kann so viel Bevollmächtigte zum Bundesrate ernennen, wie es Stimmen hat; doch kann die Gesamtheit der zuständigen Stimmen nur einheitlich abgegeben werden. *Nicht vertretene oder nicht instruierte Stimmen werden nicht gezählt.*

[Art. 7. Der Bundesrat beschliesst:
1. über die dem Reichstage zu machenden Vorlagen und die von demselben gefassten Beschlüsse;
2. über die zur Ausführung der Reichsgesetze erforderlichen allgemeinen Verwaltungsvorschriften und Einrichtungen, sofern nicht durch Reichsgesetz etwas anderes bestimmt ist;
3. über Mängel, welche bei der Ausführung der Reichsgesetze oder der vorstehend erwähnten Vorschriften oder Einrichtungen hervortreten.]

Jedes Bundesglied ist befugt, Vorschläge zu machen und in Vortrag zu bringen, und das Präsidium ist verpflichtet, dieselben der Beratung zu übergeben. Die Beschlussfassung erfolgt [vorbehaltlich der Bestimmungen in den Artikeln 5, 37 und 78] mit einfacher Mehrheit. [Nicht vertretene oder nicht instruierte Stimmen werden nicht gezählt.] Bei Stimmengleichheit giebt die Präsidialstimme den Ausschlag.

[Bei der Beschlussfassung über eine Angelegenheit, welche nach den Bestimmungen dieser Verfassung nicht dem ganzen Reiche gemeinschaftlich ist, werden die Stimmen nur derjenigen Bundesstaaten gezählt, welchen die Angelegenheit gemeinschaftlich ist.]

Art. 8. Der Bundesrat bildet aus seiner Mitte dauernde Ausschüsse

1. für das Landheer und die Festungen,
2. für das Seewesen,
3. für Zoll- und Steuerwesen,
4. für Handel und Verkehr,
5. für Eisenbahnen, Post und Telegraphen,
6. für Justizwesen,
7. für Rechnungswesen.

In jedem dieser Ausschüsse werden ausser dem Präsidium mindestens *zwei* [vier] Bundesstaaten vertreten sein, und führt innerhalb derselben jeder Staat nur eine Stimme. ***Die Mitglieder der Ausschüsse zu 1 und 2 werden von dem Bundesfeldherrn ernannt, die der übrigen von dem Bundesrate gewählt.*** [In dem Ausschuss für das Landheer und die Festungen hat Baiern einen ständigen Sitz, die übrigen Mitglieder desselben, sowie die Mitglieder des Ausschusses für das Seewesen werden vom Kaiser ernannt; die Mitglieder der anderen Ausschüsse werden von dem Bundesrate gewählt.] Die Zusammensetzung dieser Ausschüsse ist für jede Session des Bundesrates resp. mit jedem Jahre zu erneuern, wobei die ausscheidenden Mitglieder wieder wählbar sind.

[Ausserdem wird im Bundesrate aus den Bevollmächtigten der Königreiche Baiern, Sachsen und Württemberg und zwei vom Bundesrate alljährlich zu wählenden Bevollmächtigten anderer Bundesstaaten ein Ausschuss für die auswärtigen Angelegenheiten gebildet, in welchem Baiern den Vorsitz führt.]

Den Ausschüssen werden die zu ihren Arbeiten nötigen Beamten zur Verfügung gestellt.

Art. 9. Jedes Mitglied des Bundesrates hat das Recht, im Reichstage zu erscheinen und muss daselbst auf Verlangen jederzeit gehört werden, um die Ansichten seiner Regierung zu vertreten, auch dann, wenn dieselben von der Majorität des Bundesrates nicht adoptiert worden sind. Niemand kann gleichzeitig Mitglied des Bundesrates und des Reichstages sein.

Art. 10. Dem ***Bundespräsidium*** [Kaiser] liegt es ob, den Mitgliedern des Bundesrates den üblichen diplomatischen Schutz zu gewähren.

IV. ***Bundes***-Präsidium.

Art. 11. Das Präsidium des Bundes steht ***der Krone*** [dem Könige von] Preussen zu, ***welche*** [welcher den Namen Deutscher Kaiser führt. Der Kaiser hat] ***in Ausübung desselben den Bund*** [das Reich] völkerrechtlich zu vertreten, im Namen des ***Bundes*** [Reichs] Krieg zu erklären und Frieden zu schliessen, Bündnisse

und andere Verträge mit fremden Staaten einzugehen, Gesandte zu beglaubigen und zu empfangen *berechtigt ist.*

[Zur Erklärung des Krieges im Namen des Reichs ist die Zustimmung des Bundesrates erforderlich, es sei denn, dass ein Angriff auf das Bundesgebiet oder dessen Küsten erfolgt.]

Insoweit die Verträge mit fremden Staaten sich auf solche Gegenstände beziehen, welche nach Art. 4 in den Bereich der *Bundes*[Reichs]gesetzgebung gehören, ist zu ihrem Abschluss die Zustimmung des Bundesrates und zu ihrer Gültigkeit die Genehmigung des Reichstages erforderlich.

Art. 12. Dem *Präsidium* [Kaiser] steht es zu, den Bundesrat und den Reichstag zu berufen, zu eröffnen, zu vertagen und zu schliessen.

Art. 13. Die Berufung des Bundesrates und des Reichstages findet alljährlich statt, und kann der Bundesrat zur Vorbereitung der Arbeiten ohne den Reichstag, letzterer aber nicht ohne den Bundesrat berufen werden.

Art. 14. Die Berufung des Bundesrates muss erfolgen, sobald sie von einem Drittel der Stimmenzahl verlangt wird.

Art. 15. Der Vorsitz im Bundesrate und die Leitung der Geschäfte steht dem *Bundes*[Reichs]kanzler zu, welcher vom *Präsidium* [Kaiser] zu ernennen ist.

Der*selbe* [Reichskanzler] kann sich durch jedes andere Mitglied des Bundesrates vermöge schriftlicher Substitution vertreten lassen.

Art. 16. *Das Präsidium hat* die erforderlichen Vorlagen [werden] nach Massgabe der Beschlüsse des Bundesrates [im Namen des Kaisers] an den Reichstag *zu bringen* [gebracht], wo sie durch Mitglieder des Bundesrates oder durch besondere von letzterem zu ernennende Kommissarien vertreten werden.

Art. 17. Dem *Präsidium* [Kaiser] steht die Ausfertigung und Verkündigung der *Bundes*[Reichs]gesetze und die Überwachung der Ausführung derselben zu. Die Anordnungen und Verfügungen des *Bundespräsidii* [Kaisers] werden im Namen des *Bundes* [Reichs] erlassen und bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Gegenzeichnung des *Bundes*[Reichs]kanzlers, welcher dadurch die Verantwortlichkeit übernimmt.

Art. 18. *Das Präsidium* [Der Kaiser] ernennt die *Bundes*-[Reichs]beamten, *hat* [lässt] dieselben für *den Bund* [das Reich] *zu* vereidigen und [verfügt] erforderlichen Falles *ihre* [deren] Entlassung *zu verfügen.*

[Den zu einem Reichsamte berufenen Beamten eines Bundesstaates stehen, sofern nicht vor ihrem Eintritt in den Reichsdienst im Wege der Reichsgesetzgebung etwas anderes bestimmt ist, dem Reiche gegenüber diejenigen Rechte zu, welche ihnen in ihrem Heimatslande aus ihrer dienstlichen Stellung zugestanden hatten.]

Art. 19. Wenn Bundesglieder ihre verfassungsmässigen

Bundespflichten nicht erfüllen, *so* können sie dazu im Wege der Exekution angehalten werden. Diese Exekution ist

a) inbetreff militärischer Leistungen, wenn Gefahr im Verzuge, von dem Bundesfeldherrn anzuordnen und zu vollziehen,

b) in allen anderen Fällen aber von dem [vom] Bundesrate zu beschliessen und *von dem Bundesfeldherrn* [vom Kaiser] zu vollstrecken.

Die Exekution kann bis zur Sequestration des betreffenden Landes und seiner Regierungsgewalt ausgedehnt werden. In den unter a bezeichneten Fällen ist dem Bundesrate von Anordnung der Exekution unter Darlegung der Beweggründe ungesäumt Kenntnis zu geben.

V. Reichstag.

Art. 20. Der Reichstag geht aus allgemeinen und direkten Wahlen mit geheimer Abstimmung hervor, *welche bis zum Erlass eines Reichswahlgesetzes nach Massgabe des Gesetzes zu erfolgen haben, auf grund dessen der erste Reichstag des Norddeutschen Bundes gewählt worden ist.*

[Bis zu der gesetzlichen Regelung, welche im § 5 des Wahlgesetzes vom 31. Mai 1869 (Bundesgesetzbl. 1869, S. 145) vorbehalten ist, werden in Baiern 48, in Württemberg 17, in Baden 14, in Hessen südlich des Main 6 Abgeordnete gewählt, und beträgt demnach die Gesamtzahl der Abgeordneten 382*.]

Art. 21. Beamte bedürfen keines Urlaubs zum Eintritt in den Reichstag.

Wenn ein Mitglied des Reichstages *in dem Bunde* [ein besoldetes Reichsamt] oder [in] einem Bundesstaat ein besoldetes Staatsamt annimmt oder im *Bundes-* [Reichs-] oder Staatsdienste in ein Amt eintritt, mit welchem ein höherer Rang oder ein höheres Gehalt verbunden ist, so verliert es Sitz und Stimme in dem Reichstag und kann seine Stelle in demselben nur durch neue Wahl wieder erlangen.

Art. 22. Die Verhandlungen des Reichstages sind öffentlich.

Wahrheitsgetreue Berichte über Verhandlungen in den öffentlichen Sitzungen des Reichstages bleiben von jeder Verantwortlichkeit frei.

Art. 23. Der Reichstag hat das Recht, innerhalb der Kompetenz des *Bundes* [Reichs] Gesetze vorzuschlagen und an ihn gerichtete Petitionen dem Bundesrate resp. *Bundes*[Reichs]kanzler zu überweisen.

Art. 24. Die Legislaturperiode des Reichstages dauert drei [seit 19. März 1888, vgl. Reichsgesetzblatt 1888, S. 110: fünf] Jahre. Zur Auflösung des Reichstages während derselben ist ein

* Für Elsass-Lothringen treten noch 15 Abgeordnete hinzu. Gesetz v. 4. Juli 1879.

Beschluss des Bundesrates unter Zustimmung des ***Präsidiums*** [Kaisers] erforderlich.

Art. 25. Im Falle der Auflösung des Reichstages müssen innerhalb eines Zeitraumes von 60 Tagen nach derselben die Wähler und innerhalb eines Zeitraumes von 90 Tagen nach der Auflösung der Reichstag versammelt werden.

Art. 26. Ohne Zustimmung des Reichstages darf die Vertagung desselben die Frist von 30 Tagen nicht übersteigen und während derselben Session nicht wiederholt werden.

Art. 27. Der Reichstag prüft die Legitimation seiner Mitglieder und entscheidet darüber. Er regelt seinen Geschäftsgang und seine Disziplin durch eine Geschäftsordnung und erwählt seinen Präsidenten, seine Vizepräsidenten und Schriftführer.

Art. 28. Der Reichstag beschliesst nach absoluter Stimmenmehrheit. Zur Gültigkeit der Beschlussfassung ist die Anwesenheit der Mehrheit der gesetzlichen Anzahl der Mitglieder erforderlich.

[Bei* der Beschlussfassung über eine Angelegenheit, welche nach den Bestimmungen dieser Verfassung nicht dem ganzen Reiche gemeinschaftlich ist, werden die Stimmen nur derjenigen Mitglieder gezählt, die in Bundesstaaten gewählt sind, welchen die Angelegenheit gemeinschaftlich ist.]

Art. 29. Die Mitglieder des Reichstages sind Vertreter des gesamten Volkes und an Aufträge und Instruktionen nicht gebunden.

Art. 30. Kein Mitglied des Reichstages darf zu irgend einer Zeit wegen seiner Abstimmung oder wegen der in Ausübung seines Berufes gethanen Äusserungen gerichtlich oder disziplinarisch verfolgt oder sonst ausserhalb der Versammlung zur Verantwortung gezogen werden.

Art. 31. Ohne Genehmigung des Reichstages kann kein Mitglied desselben während der Sitzungsperiode wegen einer mit Strafe bedrohten Handlung zur Untersuchung gezogen oder verhaftet werden, ausser wenn es bei Ausübung der That oder im Laufe des nächstfolgenden Tages ergriffen wird.

Gleiche Genehmigung ist bei einer Verhaftung wegen Schulden erforderlich.

Auf Verlangen des Reichstages wird jedes Strafverfahren gegen ein Mitglied desselben und jede Untersuchungs- oder Zivilhaft für die Dauer der Sitzungsperiode aufgehoben.

Art. 32. Die Mitglieder des Reichstages dürfen als solche keine Besoldung oder Entschädigung beziehen.

VI. Zoll- und Handelswesen.

Art. 33. ***Der Bund*** [Deutschland] bildet ein Zoll- und Handelsgebiet, umgeben von gemeinschaftlicher Zollgrenze. Aus-

---

* Der Absatz 2 des Art. 28 ist durch Ges. v. 24. Febr. 1873 (RGB. S. 45) aufgehoben.

geschlossen bleiben die wegen ihrer Lage zur Einschliessung in die Zollgrenze nicht geeigneten einzelnen Gebietsteile.

Alle Gegenstände, welche im freien Verkehr eines Bundesstaates befindlich sind, können in jeden anderen Bundesstaat eingeführt und dürfen in letzterem einer Abgabe nur insoweit unterworfen werden, als daselbst gleichartige inländische Erzeugnisse einer inneren Steuer unterliegen.

Art. 34. Die Hansestädte *Lübeck*, Bremen und Hamburg mit einem dem Zweck entsprechenden Bezirke ihres oder des umliegenden Gebietes bleiben als Freihäfen ausserhalb der gemeinschaftlichen Zollgrenze, bis sie ihren Einschluss in dieselbe beantragen.

Art. 35. *Der Bund* [Das Reich] ausschliesslich hat die Gesetzgebung über das gesamte Zollwesen, über die Besteuerung des *Verbrauches von einheimischem Zucker*, *Branntwein*, *Salz*, *Bier und Tabak* [im Bundesgebiete gewonnenen Salzes und Tabaks, bereiteten Branntweins und Bieres und aus Rüben oder anderen inländischen Erzeugnissen dargestellten Zuckers und Syrups, über den gegenseitigen Schutz der in den einzelnen Bundesstaaten erhobenen Verbrauchsabgaben gegen Hinterziehungen], sowie über die Massregeln, welche in den Zollausschüssen zur Sicherung der gemein*schaftlichen*[samen] Zollgrenze erforderlich sind.

[In Baiern, Württemberg und Baden bleibt die Besteuerung des inländischen Branntweins und Bieres der Landesgesetzgebung vorbehalten. Die Bundesstaaten werden jedoch ihr Bestreben darauf richten, eine Übereinstimmung der Gesetzgebung über die Besteuerung auch dieser Gegenstände herbeizuführen.]

Art. 36. Die Erhebung und Verwaltung der Zölle und Verbrauchssteuern (Art. 35) bleibt jedem Bundesstaate, soweit derselbe sie bisher ausgeübt hat, innerhalb seines Gebietes überlassen.

Das Bundespräsidium [Der Kaiser] überwacht die Einhaltung des gesetzlichen Verfahrens durch *Bundes*[Reichs]beamte, welche *es* [er] den Zoll- oder Steuerämtern und den Direktivbehörden der einzelnen Staaten nach Vernehmung des Ausschusses des Bundesrates für Zoll- und Steuerwesen beiordnet.

[Die von diesen Beamten über Mängel bei der Ausführung der gemeinschaftlichen Gesetzgebung (Art. 35) gemachten Anzeigen werden dem Bundesrate zur Beschlussnahme vorgelegt.]

Art. 37. Der Bundesrat beschliesst:

1) über die dem Reichstage vorzulegenden oder von demselben angenommenen unter die Bestimmung des Art. 35 fallenden gesetzlichen Anordnungen einschliesslich der Handels- und Schiffahrtsverträge;

2) über die zur Ausführung der gemeinschaftlichen Gesetzgebung (Art. 35) dienenden Verwaltungsvorschriften und Einrichtungen;

3) über Mängel, welche bei der Ausführung der gemeinschaftlichen Gesetzgebung (Art. 35) hervortreten;

4) über die von seiner Rechnungsbehörde ihm vorgelegte schliessliche Feststellung der in die Bundeskasse fliessenden Abgaben (Art. 39).

Jeder über die Gegenstände zu 1 bis 3 von einem Bundesstaate oder über die Gegenstände zu 3 von einem kontrollierenden Beamten bei dem Bundesrate gestellte Antrag unterliegt der gemeinschaftlichen Beschlussnahme. Im Falle der Meinungsverschiedenheit giebt die Stimme des Präsidiums bei den zu 1 und 2 bezeichneten alsdann den Ausschlag, wenn sie sich für Aufrechthaltung der bestehenden Vorschrift oder Einrichtung ausspricht, in allen übrigen Fällen entscheidet die Mehrheit der Stimmen nach dem in Art. 6 dieser Verfassung festgestellten Stimmverhältnis.

[Art. 37. Bei der Beschlussnahme über die zur Ausführung der gemeinschaftlichen Gesetzgebung (Art. 35) dienenden Verwaltungsvorschriften und Einrichtungen giebt die Stimme des Präsidiums alsdann den Ausschlag, wenn sie sich für Aufrechthaltung der bestehenden Vorschrift oder Einrichtung ausspricht.]

Art. 38. Der Ertrag der Zölle und der [anderen] in Art. 35 bezeichneten *Verbrauchs*-Abgaben [, letzterer, soweit sie der Reichsgesetzgebung unterliegen,] fliesst in die *Bundes*[Reichs]kasse.

Dieser Ertrag besteht aus der gesamten von den Zöllen und [den übrigen] *Verbrauchs*-Abgaben aufgekommenen Einnahme nach Abzug:

1) der auf Gesetzen oder allgemeinen Verwaltungsvorschriften beruhenden Steuervergütungen und Ermässigungen;

[2) der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen;]

2) [3] der Erhebungs- und Verwaltungskosten und zwar:

a) bei den Zöllen und der Steuer von inländischem Zucker, soweit diese Kosten nach den Verabredungen unter den Mitgliedern des deutschen Zoll- und Handelsvereins der Gemeinschaft aufgerechnet werden konnten;

[a) bei den Zöllen der Kosten, welche an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und in dem Grenzbezirke für den Schutz und die Erhebung der Zölle erforderlich sind;]

b) bei der Steuer von inländischem Salze — sobald solche, sowie ein Zoll von ausländischem Salze unter Aufhebung des Salzmonopols eingeführt sein wird — mit dem Betrage der auf Salzwerken erwachsenden Erhebungs- und Aufsichtskosten;

[b) bei der Salzsteuer der Kosten, welche zur Besoldung der mit Erhebung und Kontrollierung dieser Steuer auf den Salzwerken beauftragten Beamten aufgewendet werden;]

[c) bei der Rübenzuckersteuer und Tabaksteuer der Vergütung, welche nach den jeweiligen Beschlüssen des Bundesrates den einzelnen Bundesregierungen für die Kosten der Verwaltung dieser Steuern zu gewähren ist;]

c) [d] bei den übrigen Steuern mit funfzehn Prozent der Gesamteinnahme.

Die ausserhalb der gemeinschaftlichen Zollgrenze liegenden Gebiete tragen zu den *Bundes*-Ausgaben [des Reichs] durch Zahlung eines Aversums bei.

[Baiern, Württemberg und Baden haben an dem in die Reichskasse fliessenden Ertrage der Steuern von Branntwein und Bier und an dem diesem Ertrage entsprechenden Teile des vorstehend erwähnten Aversums keinen Teil.]

Art. 39. Die von den Erhebungsbehörden der Bundesstaaten nach Ablauf eines jeden Vierteljahres aufzustellenden Quartalextrakte und die nach dem Jahres- und Bücherschlusse aufzustellenden Finalabschlüsse über die im Laufe des Vierteljahres, beziehungsweise während des Rechnungsjahres fällig gewordenen Einnahmen an Zöllen und [nach Art. 38 zur Reichskasse fliessenden] Verbrauchsabgaben werden von den Direktivbehörden der Bundesstaaten nach vorangegangener Prüfung in Hauptübersichten zusammengestellt [, in welchen jede Abgabe gesondert nachzuweisen ist,] und [es werden] diese [Übersichten] an den Ausschuss des Bundesrates für das Rechnungswesen eingesandt.

Der letztere stellt auf grund dieser Übersichten von drei zu drei Monaten den von der Kasse jedes Bundesstaates der *Bundes*-[Reichs]kasse schuldigen Betrag vorläufig fest und setzt von dieser Feststellung den Bundesrat und die Bundesstaaten in Kenntnis, legt auch alljährlich die schliessliche Feststellung jener Beträge mit seinen Bemerkungen dem Bundesrate *zur Beschlussnahme* vor. [Der Bundesrat beschliesst über diese Feststellung.]

Art. 40. Die Bestimmungen in dem Zollvereinigungsvertrage vom *16. Mai 1865, in dem Vertrage über die gleiche Besteuerung innerer Erzeugnisse vom 28. Juni 1864, in dem Vertrage über den Verkehr mit Tabak und Wein von demselben Tage und im Artikel 2 des Zoll- und Anschlussvertrages vom 11. Juli 1864, desgleichen in den thüringischen Vereinsverträgen* [8. Juli 1867] bleiben *zwischen den bei diesen Verträgen beteiligten Bundesstaaten* inkraft, soweit sie nicht durch die Vorschriften *der gegenwärtigen* [dieser] Verfassung abgeändert sind und so lange sie nicht auf dem im Art. *37* [7, bzw. 78] *vorge*[be]-zeichneten Wege abgeändert werden.

Mit diesen Beschränkungen finden die Bestimmungen des Zollvereinigungsvertrages vom 16. Mai 1865 auch auf diejenigen Bundesstaaten und Gebietsteile Anwendung, welche dem deutschen Zoll- und Handelsvereine zur Zeit nicht angehören.

VII. Eisenbahnwesen.

Art. 41. Eisenbahnen, welche im Interesse der Verteidigung *des Bundesgebiets* [Deutschlands] oder im Interesse des gemeinsamen Verkehrs für notwendig erachtet werden, können kraft eines *Bundes*[Reichs]gesetzes auch gegen den Widerspruch der Bundes-

glieder, deren Gebiet die Eisenbahnen durchschneiden, unbeschadet der Landeshoheitsrechte, für Rechnung des ***Bundes*** [Reichs] angelegt oder an Privatunternehmer zur Ausführung konzessioniert und mit dem Expropriationsrechte ausgestattet werden.

Jede bestehende Eisenbahnverwaltung ist verpflichtet, sich den Anschluss neu angelegter Eisenbahnen auf Kosten der letzteren gefallen zu lassen.

Die gesetzlichen Bestimmungen, welche bestehenden Eisenbahnunternehmungen ein Widerspruchsrecht gegen die Anlegung von Parallel- oder Konkurrenzbahnen einräumen, werden unbeschadet bereits erworbener Rechte für das ganze ***Bundesgebiet*** [Reich] hierdurch aufgehoben. Ein solches Widerspruchsrecht kann auch in den künftig zu erteilenden Konzessionen nicht weiter verliehen werden.

Art. 42. Die Bundesregierungen verpflichten sich, die ***im Bundesgebiete belegenen*** [deutschen] Eisenbahnen im Interesse des allgemeinen Verkehrs wie ein einheitliches Netz verwalten und zu diesem Behuf auch die neu herzustellenden Bahnen nach einheitlichen Normen anlegen und ausrüsten zu lassen.

Art. 43. Es sollen demgemäss in thunlichster Beschleunigung übereinstimmende Betriebseinrichtungen getroffen, insbesondere gleiche Bahnpolizei-Reglements eingeführt werden. ***Der Bund*** [Das Reich] hat dafür Sorge zu tragen, dass die Eisenbahnverwaltungen die Bahnen jederzeit in einem die nötige Sicherheit gewährenden baulichen Zustande erhalten und dieselben mit Betriebsmaterial so ausrüsten, wie das Verkehrsbedürfnis es erheischt.

Art. 44. Die Eisenbahnverwaltungen sind verpflichtet, die für den durchgehenden Verkehr und zur Herstellung ineinander greifender Fahrpläne nötigen Personenzüge mit entsprechender Fahrgeschwindigkeit, desgleichen die zur Bewältigung des Güterverkehrs nötigen Güterzüge einzuführen, auch direkte Expeditionen im Personen- und Güterverkehr unter Gestattung des Überganges der Transportmittel von einer Bahn auf die andere gegen die übliche Vergütung einzurichten.

Art. 45. Dem ***Bunde*** [Reiche] steht die Kontrolle über das Tarifwesen zu. ***Derselbe*** [Dasselbe] wird namentlich dahin wirken:

1) dass baldigst auf ***den*** [allen deutschen] Eisenbahnen ***im Gebiete des Bundes*** übereinstimmende Betriebsreglements eingeführt werden;

2) dass die möglichste Gleichmässigkeit und Herabsetzung der Tarife erzielt, insbesondere dass bei grösseren Entfernungen für den Transport von Kohlen, Coaks, Holz, Erzen, Steinen, Salz, Roheisen, Düngungsmitteln und ähnlichen Gegenständen ein dem Bedürfnis der Landwirtschaft und Industrie entsprechender ermässigter Tarif, und zwar zunächst thunlichst der Einpfennigtarif eingeführt werde.

Art. 46. Bei eintretenden Notständen, insbesondere bei ungewöhnlicher Teuerung der Lebensmittel, sind die Eisenbahn-

behörden verpflichtet, für den Transport namentlich von Getreide, Mehl, Hülsenfrüchten und Kartoffeln zeitweise einen dem Bedürfnisse entsprechenden, von dem ***Bundespräsidium*** [Kaiser] auf Vorschlag des betreffenden Bundesrats-Ausschusses festzustellenden niedrigen Spezialtarif einzuführen, welcher jedoch nicht unter den niedrigsten auf der betreffenden Bahn für Rohprodukte geltenden Satz herabgehen darf.

[Die vorstehend, sowie die in den Artikeln 42 bis 45 getroffenen Bestimmungen sind auf Baiern nicht anwendbar.]

[Dem Reiche steht jedoch auch Baiern gegenüber das Recht zu, im Wege der Gesetzgebung einheitliche Normen für die Konstruktion und Ausrüstung der für die Landesverteidigung wichtigen Eisenbahnen aufzustellen.]

Art. 47. Den Anforderungen der ***Bundes***-Behörden [des Reichs] inbetreff der Benutzung der Eisenbahnen zum Zweck der Verteidigung ***des Bundesgebietes*** [Deutschlands] haben sämtliche Eisenbahnverwaltungen unweigerlich Folge zu leisten. Insbesondere ist das Militär und alles Kriegsmaterial zu gleichen ermässigten Sätzen zu befördern.

VIII. Post- und Telegraphenwesen.

Art. 48. Das Postwesen und das Telegraphenwesen werden für das gesamte Gebiet des ***Nord***deutschen ***Bundes*** [Reichs] als einheitliche Staatsverkehrsanstalten eingerichtet und verwaltet.

Die im Art. 4 vorgesehene Gesetzgebung des ***Bundes*** [Reichs] in Post- und Telegraphenangelegenheiten erstreckt sich nicht auf diejenigen Gegenstände, deren Regelung nach den ***gegenwärtig*** in der ***preussischen*** [norddeutschen] Post- und Telegraphenverwaltung massgebend***en*** [gewesenen] Grundsätzen der reglementarischen Festsetzung oder administrativen Anordnung überlassen ist.

Art. 49. Die Einnahmen des Post- und Telegraphenwesens sind für ***den*** [das] ganze***n*** ***Bund*** [Reich] gemeinschaftlich. Die Ausgaben werden aus den gemeinschaftlichen Einnahmen bestritten. Die Überschüsse fliessen in die ***Bundes***[Reichs]kasse (Abschn. XII.)

Art. 50. Dem ***Bundespräsidium*** [Kaiser] gehört die obere Leitung der Post- und Telegraphenverwaltung an. ***Dasselbe hat*** [Die von ihm bestellten Behörden haben] die Pflicht und das Recht, dafür zu sorgen, dass Einheit in der Organisation der Verwaltung und im Betriebe des Dienstes, sowie in der Qualifikation der Beamten hergestellt und erhalten wird.

Das Präsidium hat für den [Dem Kaiser steht der] Erlass der reglementarischen Festsetzungen und allgemeinen administrativen Anordnungen, sowie ***für*** die ausschliessliche Wahrnehmung der Beziehungen zu anderen ***deutschen oder ausserdeutschen*** Post- und Telegraphenverwaltungen ***Sorge*** zu ***tragen***.

Sämtliche Beamte der Post- und Telegraphenverwaltung sind verpflichtet, den [kaiserlichen] Anordnungen ***des Bundespräsidiums***

Folge zu leisten. Diese Verpflichtung ist in den Diensteid aufzunehmen.

Die Anstellung der bei den Verwaltungsbehörden der Post und Telegraphie in den verschiedenen Bezirken erforderlichen oberen Beamten (z. B. der Direktoren, Räte, Ober-Inspektoren], ferner die Anstellung der zur Wahrnehmung des Aufsichts- u. s. w. Dienstes in den einzelnen Bezirken als Organe der erwähnten Behörden fungierenden Post- und Telegraphenbeamten (z. B. Inspektoren, Kontrolleure) geht für das ganze Gebiet des *Nord*deutschen *Bundes* [Reichs] *von dem Präsidium* [vom Kaiser] aus, welchem diese Beamten den Diensteid leisten. Den einzelnen Landesregierungen wird von den in Rede stehenden Ernennungen, soweit dieselben ihre Gebiete betreffen, behufs der landesherrlichen Bestätigung und Publikation rechtzeitig Mitteilung gemacht werden.

Die anderen bei den Verwaltungsbehörden der Post und Telegraphie erforderlichen Beamten, sowie alle für den lokalen und technischen Betrieb bestimmten, mithin bei den eigentlichen Betriebsstellen fungierenden Beamten u. s. w. werden von den betreffenden Landesregierungen angestellt.

Wo eine selbständige Landespost- resp. Telegraphenverwaltung nicht besteht, entscheiden die Bestimmungen der besonderen Verträge.

Art. 51. Zur Beseitigung der Zersplitterung des Post- und Telegraphenwesens in den Hansestädten wird die Verwaltung und der Betrieb der verschiedenen dort befindlichen staatlichen Post- und Telegraphenanstalten nach näherer Anordnung des Bundespräsidiums, welches den Senaten Gelegenheit zur Äusserung ihrer hierauf bezüglichen Wünsche geben wird, vereinigt. Hinsichts der dort befindlichen deutschen Anstalten ist diese Vereinigung sofort auszuführen.

Mit den ausserdeutschen Regierungen, welche in den Hansestädten noch Postrechte besitzen oder ausüben, werden die zu dem vorstehenden Zweck nötigen Vereinbarungen getroffen werden.

Art. *52* [51]. Bei Überweisung des Überschusses der Postverwaltung für allgemeine *Bundes*[Reichs]zwecke (Art. 49) soll inbetracht der bisherigen Verschiedenheit der von den Landespostverwaltungen der einzelnen Gebiete erzielten Reineinnahmen zum Zwecke einer entsprechenden Ausgleichung während der unten festgesetzten Übergangszeit folgendes Verfahren beobachtet werden.

Aus den Postüberschüssen, welche in den einzelnen Postbezirken während der fünf Jahre 1861 bis 1865 aufgekommen sind, wird ein durchschnittlicher Jahresüberschuss berechnet und der Anteil, welchen jeder einzelne Postbezirk an dem für das gesamte Gebiet des *Norddeutschen Bundes* [Reichs] sich darnach herausstellenden Postüberschusse gehabt hat, nach Prozenten festgestellt.

Nach Massgabe des auf diese Weise festgestellten Verhältnisses werden [den einzelnen Staaten] *aus den im Bunde auf-*

kommenden Postüberschüssen während der *nächsten* [auf ihren Eintritt in die Reichspostverwaltung folgenden] acht Jahre *den einzelnen Staaten* die sich für *dieselben* [sie aus den im Reiche aufkommenden Postüberschüssen] ergebenden Quoten auf ihre sonstigen Beiträge zu *Bundes*[Reichs]zwecken zugute gerechnet.

Nach Ablauf der acht Jahre hört jede Unterscheidung auf, und fliessen die Postüberschüsse in ungeteilter Aufrechnung nach dem in Art. 49 enthaltenen Grundsatz der *Bundes*[Reichs]kasse zu.

Von der während der vorgedachten acht Jahre für die Hansestädte sich herausstellenden Quote des Postüberschusses wird alljährlich vorweg die Hälfte dem *Bundespräsidium* [Kaiser] zur Disposition gestellt zu dem Zwecke, daraus zunächst die Kosten für die Herstellung normaler Posteinrichtungen in den Hansestädten zu bestreiten.

[Art. 52. Die Bestimmungen in den vorstehenden Artikeln 48 bis 51 finden auf Baiern und Württemberg keine Anwendung. An ihrer Stelle gelten für beide Bundesstaaten folgende Bestimmungen.]

[Dem Reiche ausschliesslich steht die Gesetzgebung über die Vorrechte der Post und Telegraphie, über die rechtlichen Verhältnisse beider Anstalten zum Publikum, über die Portofreiheiten und das Posttaxwesen, jedoch ausschliesslich der reglementarischen und Tarifbestimmungen für den internen Verkehr innerhalb Baierns, beziehungsweise Württembergs, sowie unter gleicher Beschränkung die Feststellung der Gebühren für die telegraphische Korrespondenz zu.]

[Ebenso steht dem Reiche die Regelung des Post- und Telegraphenverkehrs mit dem Auslande zu, ausgenommen den eigenen unmittelbaren Verkehr Baierns, beziehungsweise Württembergs mit seinen dem Reiche nicht angehörenden Nachbarstaaten, wegen dessen Regelung es bei der Bestimmung im Artikel 49 des Postvertrages vom 23. November 1867 bewendet].

[An den zur Reichskasse fliessenden Einnahmen des Post- und Telegraphenwesens haben Baiern und Württemberg keinen Teil.]

IX. Marine und Schiffahrt.

Art. 53.* Die *Bundes*-Kriegsmarine [des Reichs] ist eine einheitliche unter *preussischem* [dem] Oberbefehl [des Kaisers]. Die Organisation und Zusammensetzung derselben liegt *Seiner Majestät* dem *Könige von Preussen* [Kaiser] ob, welcher die Offiziere und Beamten der Marine ernennt, und für welchen dieselben nebst den Mannschaften eidlich in Pflicht zu nehmen sind.

Der Kieler Hafen und der Jadehafen sind *Bundes*[Reichs]-kriegshäfen.

Der zur Gründung und Erhaltung der Kriegsflotte und der

---

* Art. 53 ist durch Gesetz v. 26. Mai 1893 (s. unten) abgeändert.

damit zusammenhängenden Anstalten erforderliche Aufwand wird aus der *Bundes*[Reichs]kasse bestritten.

Die gesamte seemännische Bevölkerung des *Bundes* [Reichs] einschliesslich des Maschinenpersonals und der Schiffshandwerker ist vom Dienste im Landheere befreit, dagegen zum Dienste in der [kaiserlichen] *Bundes*marine verpflichtet.

Die Verteilung des Ersatzbedarfes findet nach Massgabe der vorhandenen seemännischen Bevölkerung statt, und die hiernach von jedem Staate gestellte Quote kommt auf die Gestellung zum Landheere in Abrechnung.

Art. 54. Die Kauffahrteischiffe aller Bundesstaaten bilden eine einheitliche Handelsmarine.

Der Bund [Das Reich] hat das Verfahren zur Ermittelung der Ladungsfähigkeit der Seeschiffe zu bestimmen, die Ausstellung der Messbriefe, sowie der Schiffscertifikate zu regeln und die Bedingungen festzustellen, von welchen die Erlaubnis zur Führung eines Seeschiffes abhängig ist.

In den Seehäfen und auf allen natürlichen und künstlichen Wasserstrassen der einzelnen Bundesstaaten werden die Kauffahrteischiffe sämtlicher Bundesstaaten gleichmässig zugelassen und behandelt. Die Abgaben, welche in den Seehäfen von den Seeschiffen oder deren Ladungen für die Benutzung der Schiffahrtsanstalten erhoben werden, dürfen die zur Unterhaltung und gewöhnlichen Herstellung dieser Anstalten erforderlichen Kosten nicht übersteigen.

Auf allen natürlichen Wasserstrassen dürfen Abgaben nur für die Benutzung besonderer Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, erhoben werden. Diese Abgaben, sowie die Abgaben für die Befahrung solcher künstlichen Wasserstrassen, welche Staatseigentum sind, dürfen die zur Unterhaltung und gewöhnlichen Herstellung der Anstalten und Anlagen erforderlichen Kosten nicht übersteigen. Auf die Flösserei finden diese Bestimmungen insoweit Anwendung, als dieselbe auf schiffbaren Wasserstrassen betrieben wird.

Auf fremde Schiffe oder deren Ladungen andere oder höhere Abgaben zu legen, als von den Schiffen der Bundesstaaten oder deren Ladungen zu entrichten sind, steht keinem Einzelstaate, sondern nur dem *Bunde* [Reiche] zu.

Art. 55. Die Flagge der Kriegs- und Handelsmarine ist schwarz-weiss-rot.

X. Konsulatwesen.

Art. 56. Das gesamte *norddeutsche* Konsulatwesen [des Deutschen Reichs] steht unter der Aufsicht des *Bundespräsidiums* [Kaisers], welche*s*[r] die Konsuln nach Vernehmung des Ausschusses des Bundesrates für Handel und Verkehr anstellt.

In dem Amtsbezirk der [deutschen] *Bundes*konsuln dürfen neue Landeskonsulate nicht errichtet werden. Die [deutschen]

Bundeskonsuln üben für die in ihrem Bezirk nicht vertretenen Bundesstaaten die Funktionen eines Landeskonsuls aus. Die sämtlichen bestehenden Landeskonsulate werden aufgehoben, sobald die Organisation der [deutschen] ***Bundes***konsulate dergestalt vollendet ist, dass die Vertretung der Einzelinteressen aller Bundesstaaten als durch die [deutschen] ***Bundes***konsulate gesichert von dem Bundesrate anerkannt wird.

XI. *Bundes*[Reichs]kriegswesen.

Art. 57. Jeder *Nord*deutsche ist wehrpflichtig und kann sich in Ausübung dieser Pflicht nicht vertreten lassen.

Art. 58. Die Kosten und Lasten des gesamten Kriegswesens des ***Bundes*** [Reichs] sind von allen Bundesstaaten und ihren Angehörigen gleichmässig zu tragen, sodass weder Bevorzugungen noch Prägravationen einzelner Staaten oder Klassen grundsätzlich zulässig sind. Wo die gleiche Verteilung der Lasten sich in natura nicht herstellen lässt, ohne die öffentliche Wohlfahrt zu schädigen, ist die Ausgleichung nach den Grundsätzen der Gerechtigkeit im Wege der Gesetzgebung festzustellen.

Art. 59. Jeder wehrfähige *Nord*deutsche gehört sieben Jahre lang, in der Regel vom vollendeten 20. bis zum beginnenden 28. Lebensjahre, dem stehenden Heere — und zwar die ersten drei Jahre bei den Fahnen, die letzten vier Jahre in der Reserve — und die folgenden fünf Lebensjahre der Landwehr an. [Nach Ges. v. 11. Febr. 1888 (RGB. S. 11): „die folgenden fünf Lebensjahre der Landwehr ersten Aufgebots und sodann bis zum 31. März desjenigen Kalenderjahres, in welchem das 39. Lebensjahr vollendet wird, der Landwehr zweiten Aufgebots".] In denjenigen Bundesstaaten, in denen bisher eine längere als zwölfjährige Gesamtdienstzeit gesetzlich war, findet die allmählige Herabsetzung der Verpflichtung nur in dem Masse statt, als dies die Rücksicht auf die Kriegsbereitschaft des ***Bundes***[Reichs]heeres zulässt.

Inbezug auf die Auswanderung der Reservisten sollen lediglich diejenigen Bestimmungen massgebend sein, welche für die Auswanderung der Landwehrmänner gelten.

Art. 60. Die Friedens-Präsenzstärke des ***Bundesheeres*** [deutschen Heeres] wird bis zum 31. Dezember 1871 auf ein Prozent der Bevölkerung von 1867 normiert und wird pro rata derselben von den einzelnen Bundesstaaten gestellt. Für die spätere Zeit wird die Friedens-Präsenzstärke des Heeres im Wege der *Bundes*[Reichs]gesetzgebung festgestellt.

Art. 61. Nach Publikation dieser Verfassung ist in dem ganzen ***Bundesgebiete*** [Reiche] die gesamte preussische Militärgesetzgebung ungesäumt einzuführen, sowohl die Gesetze selbst, als die zu ihrer Ausführung, Erläuterung oder Ergänzung erlassenen Reglements, Instruktionen und Reskripte, namentlich also das Militärstrafgesetzbuch vom 3. April 1845, die Militärstrafgerichtsordnung vom 3. April 1845, die Verordnung über die

Ehrengerichte vom 20. Juli 1843, die Bestimmungen über Aushebung, Dienstzeit, Servis- und Verpflegungswesen, Einquartierung, Ersatz von Flurbeschädigungen, Mobilmachung u. s. w. für Krieg und Frieden. Die Militärkirchenordnung ist jedoch ausgeschlossen.

Nach gleichmässiger Durchführung der ***Bundes***kriegsorganisation [des deutschen Heeres] wird ***das Bundespräsidium*** ein umfassendes ***Bundes***[Reichs]militärgesetz dem Reichstage und dem Bundesrate zur verfassungsmässigen Beschlussfassung ***vorlegen*** [vorgelegt werden].

Art. 62. Zur Bestreitung des Aufwandes für das gesamte [deutsche] ***Bundes***heer und die zu demselben gehörigen Einrichtungen sind bis zum 31. Dezember 1871 dem ***Bundesfeldherrn*** [Kaiser] jährlich sovielmal 225 Thlr., in Worten zweihundertfünfundzwanzig Thaler, als die Kopfzahl der Friedensstärke des Heeres nach Art. 60 beträgt, zur Verfügung zu stellen. Vgl. Abschn. XII.

Die Zahlung dieser Beiträge beginnt mit dem Ersten des Monats nach Publikation der Bundesverfassung.

Nach dem 31. Dezember 1871 müssen diese Beiträge von den einzelnen Staaten des Bundes zur ***Bundes***[Reichs]kasse fortgezahlt werden. Zur Berechnung derselben wird die im Art. 60 interimistisch festgestellte Friedenspräsenzstärke solange festgehalten, bis sie durch ein ***Bundes***[Reichs]gesetz abgeändert ist.

Die Verausgabung dieser Summe für das gesamte ***Bundes***-[Reichs]heer und dessen Einrichtungen wird durch das Etatsgesetz festgestellt.

Bei der Feststellung des Militärausgabeetats wird die auf Grundlage dieser Verfassung gesetzlich feststehende Organisation des ***Bundes***[Reichs]heeres zugrunde gelegt.

Art. 63. Die gesamte Landmacht des ***Bundes*** [Reichs] wird ein einheitliches Heer bilden, welches in Krieg und Frieden unter dem Befehle ***Seiner Majestät des Königs von Preussen als Bundesfeldherrn*** [des Kaisers] steht.

Die Regimenter etc. führen fortlaufende Nummern durch ***die*** [das] ganze ***Bundesarmee*** [deutsche Heer]. Für die Bekleidung sind die Grundfarben und der Schnitt der königlich preussischen Armee massgebend. Dem betreffenden Kontingentsherrn bleibt es überlassen, die äusseren Abzeichen (Kokarden etc.) zu bestimmen.

Der ***Bundesfeldherr*** [Kaiser] hat die Pflicht und das Recht, dafür Sorge zu tragen, dass innerhalb des [deutschen] ***Bundes***heeres alle Truppenteile vollzählig und kriegstüchtig vorhanden sind und dass Einheit in der Organisation und Formation, in Bewaffnung und Kommando, in der Ausbildung der Mannschaften, sowie in der Qualifikation der Offiziere hergestellt und erhalten wird. Zu diesem Behufe ist der ***Bundesfeldherr*** [Kaiser] berechtigt, sich jederzeit durch Inspektionen von der Verfassung der einzelnen Kontingente zu überzeugen und die Abstellung der dabei vorgefundenen Mängel anzuordnen.

Der ***Bundesfeldherr*** [Kaiser] bestimmt den Präsenzstand,

die Gliederung und Einteilung der Kontingente ***der Bundesarmee*** [des Reichsheeres], sowie die Organisation der Landwehr und hat das Recht, innerhalb des Bundesgebietes die Garnisonen zu bestimmen, sowie die kriegsbereite Aufstellung eines jeden Teils ***der Bundesarmee*** [des Reichsheeres] anzuordnen.

Behufs Erhaltung der unentbehrlichen Einheit in der Administration, Verpflegung, Bewaffnung und Ausrüstung aller Truppenteile des [deutschen] ***Bundes***heeres sind die bezüglichen künftig ergehenden Anordnungen für die preussische Armee den Kommandeuren der übrigen ***Bundes***kontingente durch den Art. 8 Nr. 1 bezeichneten Ausschuss für das Landheer und die Festungen zur Nachachtung in geeigneter Weise mitzuteilen.

Art. 64. Alle [deutschen] ***Bundes***truppen sind verpflichtet, den Befehlen des ***Bundesfeldherrn*** [Kaisers] unbedingte Folge zu leisten. Diese Verpflichtung ist in den Fahneneid aufzunehmen.

Der Höchstkommandierende eines Kontingents, sowie alle Offiziere, welche Truppen mehr als eines Kontingents befehligen, und alle Festungskommandanten werden von dem ***Bundesfeldherrn*** [Kaiser] ernannt. Die von demselben ernannten Offiziere leisten ihm den Fahneneid. Bei Generalen und den Generalstellungen versehenden Offizieren innerhalb des ***Bundes***kontingents ist die Ernennung von der jedesmaligen Zustimmung des ***Bundesfeldherrn*** [Kaisers] abhängig zu machen.

Der ***Bundesfeldherr*** [Kaiser] ist berechtigt, behufs Versetzung mit oder ohne Beförderung für die von ihm im ***Bundes***-[Reichs]dienste, sei es im preussischen Heere oder in anderen Kontingenten zu besetzenden Stellen aus den Offizieren aller Kontingente des ***Bundes***[Reichs]heeres zu wählen.

Art. 65. Das Recht, Festungen innerhalb des Bundesgebietes anzulegen, steht dem ***Bundesfeldherrn*** [Kaiser] zu, welcher die Bewilligung der dazu erforderlichen Mittel, soweit das Ordinarium sie nicht gewährt, nach Abschnitt XII beantragt.

Art. 66. Wo nicht besondere Konventionen ein Anderes bestimmen, ernennen die Bundesfürsten, beziehentlich die Senate die Offiziere ihrer Kontingente mit der Einschränkung des Art. 64. Sie sind Chefs aller ihren Gebieten angehörenden Truppenteile und geniessen die damit verbundenen Ehren. Sie haben namentlich das Recht der Inspizierung zu jeder Zeit und erhalten ausser den regelmässigen Rapporten und Meldungen über vorkommende Veränderungen behufs der nötigen landesherrlichen Publikation rechtzeitige Mitteilung von den die betreffenden Truppenteile berührenden Avancements und Ernennungen.

Auch steht ihnen das Recht zu, zu polizeilichen Zwecken nicht bloss ihre eigenen Truppen zu verwenden, sondern auch alle anderen Truppenteile ***der Bundesarmee*** [des Reichsheeres], welche in ihren Ländergebieten dislociert sind, zu requirieren.

Art. 67. Ersparnisse an dem Militäretat fallen unter keinen

Umständen einer einzelnen Regierung, sondern jederzeit der *Bundes*[Reichs]kasse zu.

Art. 68. Der *Bundesfeldherr* [Kaiser] kann, wenn die öffentliche Sicherheit in dem Bundesgebiete bedroht ist, einen jeden Teil desselben in Kriegszustand erklären. Bis zum Erlass eines die Voraussetzungen, die Form der Verkündigung und die Wirkungen einer solchen Erklärung regelnden *Bundes*[Reichs]gesetzes gelten dafür die Vorschriften des preussischen Gesetzes vom 4. Juni 1851 (Gesetzsamml. für 1851, S. 451 ff.).

[Schlussbestimmung zum XI. Abschnitt.

Die in diesem Abschnitt enthaltenen Vorschriften kommen in Baiern nach näherer Bestimmung des Bündnisvertrages vom 23. November 1870 (Bundesgesetzbl. 1871 S. 9) unter III § 5, in Württemberg nach näherer Bestimmung der Militärkonvention vom 21./25. November 1870 (Bundesgesetzbl. 1870, S. 658) zur Anwendung.]

XII. *Bundes*[Reichs]finanzen.

Art. 69. Alle Einnahmen und Ausgaben des *Bundes* [Reichs] müssen für jedes Jahr veranschlagt und auf den *Bundes*[Reichs]-haushaltsetat gebracht werden. Letzterer wird vor Beginn des Etatsjahres nach folgenden Grundsätzen durch ein Gesetz festgestellt.

Art. 70. Zur Bestreitung aller gemeinschaftlichen Ausgaben dienen zunächst die etwaigen Überschüsse der Vorjahre, sowie die aus den Zöllen, den gemeinschaftlichen Verbrauchssteuern und aus dem Post- und Telegraphenwesen fliessenden gemeinschaftlichen Einnahmen. Insoweit dieselben durch diese Einnahmen nicht gedeckt werden, sind sie, solange *Bundes*[Reichs]steuern nicht eingeführt sind, durch Beiträge der einzelnen Bundesstaaten nach Massgabe ihrer Bevölkerung aufzubringen, welche bis zur Höhe des budgetmässigen Betrages durch *das Präsidium* [den Reichskanzler] ausgeschrieben werden.

Art. 71. Die gemeinschaftlichen Ausgaben werden in der Regel für ein Jahr bewilligt, können jedoch in besonderen Fällen auch für eine längere Dauer bewilligt werden.

Während der im Art. 60 normierten Übergangszeit ist der nach Titeln geordnete Etat über die Ausgaben für das *Bundes*heer dem Bundesrate und dem Reichstage nur zur Kenntnisnahme und zur Erinnerung vorzulegen.

Art. 72. Über die Verwendung aller Einnahmen des *Bundes* [Reichs] ist *von dem Präsidium* [durch den Reichskanzler] dem Bundesrate und dem Reichstage zur Entlastung jährlich Rechnung zu legen.

Art. 73. In Fällen eines ausserordentlichen Bedürfnisses *können* [kann] im Wege der *Bundes*[Reichs]gesetzgebung die Aufnahme einer Anleihe, sowie die Übernahme einer Garantie zu Lasten des *Bundes* [Reichs] erfolgen.

[Schlussbestimmung zum XII. Abschnitt.

Auf die Ausgaben für das baierische Heer finden die Artikel 69 und 71 nur nach Massgabe der in der Schlussbestimmung zum XI. Abschnitt erwähnten Bestimmungen des Vertrages vom 23. November 1870 und der Artikel 72 nur insoweit Anwendung, als dem Bundesrate und dem Reichstage die Überweisung der für das baierische Heer erforderlichen Summe an Baiern nachzuweisen ist].

XIII. Schlichtung von Streitigkeiten und Strafbestimmungen.

Art. 74. Jedes Unternehmen gegen die Existenz, die Integrität, die Sicherheit oder die Verfassung des *Nord*deutschen ***Bundes*** [Reichs], endlich die Beleidigung des Bundesrates, des Reichstages, eines Mitgliedes des Bundesrates oder des Reichstages, einer Behörde oder eines öffentlichen Beamten des ***Bundes*** [Reichs], während dieselben in der Ausübung ihres Berufes begriffen sind, oder in Beziehung auf ihren Beruf durch Wort, Schrift, Druck, Zeichen, bildliche oder andere Darstellung werden in den einzelnen Bundesstaaten beurteilt und bestraft nach Massgabe der in den letzteren bestehenden oder künftig in Wirksamkeit tretenden Gesetze, nach welchen eine gleiche gegen den einzelnen Bundesstaat, seine Verfassung, seine Kammern oder Stände, seine Kammer- oder Ständemitglieder, seine Behörden und Beamten begangene Handlung zu richten wäre.

Art. 75. Für diejenigen in Art. 74 bezeichneten Unternehmungen gegen ***den Norddeutschen Bund*** [das Deutsche Reich], welche, wenn gegen einen der einzelnen Bundesstaaten gerichtet, als Hochverrat oder Landesverrat zu qualifizieren wären, ist das gemeinschaftliche Oberappellationsgericht der drei freien und Hansestädte in Lübeck die zuständige Spruchbehörde in erster und letzter Instanz.

Die näheren Bestimmungen über die Zuständigkeit und das Verfahren des Oberappellationsgerichts erfolgen im Wege der ***Bundes***[Reichs]gesetzgebung. Bis zum Erlasse eines ***Bundes***[Reichs]-gesetzes bewendet es bei der seitherigen Zuständigkeit der Gerichte in den einzelnen Bundesstaaten und den auf das Verfahren dieser Gerichte sich beziehenden Bestimmungen.

Art. 76. Streitigkeiten zwischen verschiedenen Bundesstaaten, sofern dieselben nicht privatrechtlicher Natur und daher von den kompetenten Gerichtsbehörden zu entscheiden sind, werden auf Anrufen des einen Teils von dem Bundesrate erledigt.

Verfassungsstreitigkeiten in solchen Bundesstaaten, in deren Verfassung nicht eine Behörde zur Entscheidung solcher Streitiggeiten bestimmt ist, hat auf Anrufen eines Teiles der Bundesrat kütlich auszugleichen oder, wenn das nicht gelingt, im Wege der ***Bundes***[Reichs]gesetzgebung zur Erledigung zu bringen.

Art. 77. Wenn in einem Bundesstaate der Fall einer Justizverweigerung eintritt und auf gesetzlichen Wegen ausreichende

Hülfe nicht erlangt werden kann, so liegt dem Bundesrate ob, erwiesene, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen des betreffenden Bundesstaates zu beurteilende Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege anzunehmen und darauf die gerichtliche Hülfe bei der Bundesregierung, die zu der Beschwerde Anlass gegeben hat, zu bewirken.

XIV. Allgemeine Bestimmung[en].

Art. 78. Veränderungen der Verfassung erfolgen im Wege der Gesetzgebung, ***jedoch ist zu denselben im Bundesrate eine Mehrheit von zwei Dritteln der vertretenen Stimmen erforderlich.*** Sie gelten als abgelehnt, wenn sie im Bundesrate 14 Stimmen gegen sich haben.

Diejenigen Vorschriften der Reichsverfassung, durch welche bestimmte Rechte einzelner Bundesstaaten in deren Verhältnis zur Gesamtheit festgestellt sind, können nur mit Zustimmung des berechtigten Bundesstaates abgeändert werden.

XV. Verhältnis zu den süddeutschen Staaten.

Art. 79. Die Beziehungen des Bundes zu den süddeutschen Staaten werden sofort nach Feststellung der Verfassung des Norddeutschen Bundes durch besondere dem Reichstage zur Genehmigung vorzulegende Verträge geregelt werden.

Der Eintritt der süddeutschen Staaten oder eines derselben in den Bund erfolgt auf den Vorschlag des Bundespräsidiums im Wege der Bundesgesetzgebung.

2. Verordnung betr. die Einführung des Bundes-Gesetzblattes für den Norddeutschen Bund. 1867 Juli 26.

Bundes-Gesetzblatt des Norddeutschen Bundes 1867 S. 24.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. verordnen zur Ausführung der Artikel 2 und 17 der Verfassungsurkunde des Norddeutschen Bundes im Namen des Bundes, was folgt:

§ 1. Für das ganze Gebiet des Norddeutschen Bundes wird in Berlin ein

„Bundesgesetzblatt des Norddeutschen Bundes“

erscheinen, durch welches sämtliche Bundesgesetze (Artikel 2 der Verfassungsurkunde des Norddeutschen Bundes) und Anordnungen und Verfügungen des Bundespräsidiums (Artikel 17) verkündet werden sollen.

§ 2. Der Tag der Ausgabe des Bundesgesetzblattes in Berlin (Artikel 2 der Verfassungsurkunde des Norddeutschen Bundes) ist auf dem Blatte anzugeben.

§ 3. Die Herausgabe des Bundesgesetzblattes erfolgt im Büreau des Bundeskanzlers.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem königlichen Insiegel.

Gegeben Bad Ems, den 26. Juli 1867.

Wilhelm.
Gr. v. Bismarck-Schönhausen.

3. Präsidialerlass betr. die Errichtung des Bundeskanzleramtes. 1867 Aug. 12.

Bundes-Gesetzblatt des Norddeutschen Bundes 1867 S. 29.

Auf Ihren Bericht vom 10. d. M. genehmige Ich die Errichtung einer Behörde für die dem Bundeskanzler obliegende Verwaltung und Beaufsichtigung der durch die Verfassung des Norddeutschen Bundes zu Gegenständen der Bundesverwaltung gewordenen, beziehungsweise unter die Aufsicht des Bundespräsidiums gestellten Angelegenheiten, sowie für die Ihnen als Bundeskanzler zustehende Bearbeitung der übrigen Bundesangelegenheiten. Diese Behörde soll den Namen „Bundeskanzleramt"* führen und unter Ihrer unmittelbaren Leitung stehen. Zum Präsidenten derselben will Ich den Wirklichen Geheimen Oberregierungsrat und Ministerialdirektor Delbrück ernennen.

Bad Ems, den 12. August 1867.

Wilhelm.
Gr. v. Bismarck-Schönhausen.

An den Kanzler des Norddeutschen Bundes.

4. Freizügigkeitsgesetz. 1867 Nov. 1.

Bundes-Gesetzblatt des Norddeutschen Bundes 1867 S. 55 ff.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. verordnen im Namen des Norddeutschen Bundes nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Jeder Bundesangehörige hat das Recht, innerhalb des Bundesgebietes:

1) an jedem Orte sich aufzuhalten oder niederzulassen, wo er eine eigene Wohnung oder ein Unterkommen sich zu verschaffen imstande ist;

---

* Durch allerhöchsten Erlass v. 12. Mai 1871 (Reichsgesetzblatt 1871, S. 102) führt diese Behörde den Namen „Reichskanzleramt."

2) an jedem Orte Grundeigentum aller Art zu erwerben;
3) umherziehend oder an dem Orte des Aufenthalts, beziehungsweise der Niederlassung, Gewerbe aller Art zu betreiben unter den für Einheimische geltenden gesetzlichen Bestimmungen.

In der Ausübung dieser Befugnisse darf der Bundesangehörige. soweit nicht das gegenwärtige Gesetz Ausnahmen zulässt, weder durch die Obrigkeit seiner Heimat noch durch die Obrigkeit des Ortes, in welchem er sich aufhalten oder niederlassen will, gehindert oder durch lästige Bedingungen beschränkt werden.

Keinem Bundesangehörigen darf um des Glaubensbekenntnisses willen oder wegen fehlender Landes- oder Gemeindeangehörigkeit der Aufenthalt, die Niederlassung, der Gewerbebetrieb oder der Erwerb von Grundeigentum verweigert werden.

§ 2. Wer die aus der Bundesangehörigkeit folgenden Befugnisse in Anspruch nimmt, hat auf Verlangen den Nachweis seiner Bundesangehörigkeit und, sofern er unselbständig ist, den Nachweis der Genehmigung desjenigen, unter dessen (väterlicher, vormundschaftlicher oder ehelicher) Gewalt er steht, zu erbringen.

§ 3. Insoweit bestrafte Personen nach den Landesgesetzen Aufenthaltsbeschränkungen durch die Polizeibehörde unterworfen werden können, behält es dabei sein Bewenden.

Solchen Personen, welche derartigen Aufenthaltsbeschränkungen in einem Bundesstaate unterliegen oder welche in einem Bundesstaate innerhalb der letzten zwölf Monate wegen wiederholten Bettelns oder wegen wiederholter Landstreicherei bestraft worden sind, kann der Aufenthalt in jedem anderen Bundesstaate von der Landespolizeibehörde verweigert werden.

Die besonderen Gesetze und Privilegien einzelner Ortschaften und Bezirke, welche Aufenthaltsbeschränkungen gestatten, werden hiermit aufgehoben.

§ 4. Die Gemeinde ist zur Abweisung eines neu Anziehenden nur dann befugt, wenn sie nachweisen kann, dass derselbe nicht hinreichende Kräfte besitzt, um sich und seinen nicht arbeitsfähigen Angehörigen den notdürftigen Lebensunterhalt zu verschaffen, und wenn er solchen weder aus eigenem Vermögen bestreiten kann noch von einem dazu verpflichteten Verwandten erhält. Den Landesgesetzen bleibt vorbehalten diese Befugnis der Gemeinden zu beschränken.

Die Besorgnis vor künftiger Verarmung berechtigt den Gemeindevorstand nicht zur Zurückweisung.

§ 5. Offenbart sich nach dem Anzuge die Notwendigkeit einer öffentlichen Unterstützung, bevor der neu Anziehende an dem Aufenthaltsorte einen Unterstützungswohnsitz (Heimatsrecht) erworben hat, und weist die Gemeinde nach, dass die Unterstützung aus anderen Gründen als wegen einer nur vorübergehenden Arbeitsunfähigkeit notwendig geworden ist, so kann die Fortsetzung des Aufenthalts versagt werden.

§ 6. Ist in den Fällen, wo die Aufnahme oder die Fort-

setzung des Aufenthalts versagt werden darf, die Pflicht zur Übernahme der Fürsorge zwischen verschiedenen Gemeinden eines und desselben Bundesstaates streitig, so erfolgt die Entscheidung nach den Landesgesetzen.

Die thatsächliche Ausweisung aus einem Orte darf niemals erfolgen, bevor nicht entweder die Annahmeerklärung der in Anspruch genommenen Gemeinde oder eine wenigstens einstweilen vollstreckbare Entscheidung über die Fürsorgepflicht erfolgt ist.

§ 7. Sind in den in § 5 bezeichneten Fällen verschiedene Bundesstaaten beteiligt, so regelt sich das Verfahren nach dem Vertrage wegen gegenseitiger Verpflichtung zur Übernahme der Auszuweisenden d. d. Gotha, den 15. Juli 1851, sowie nach den späteren zur Ausführung dieses Vertrages getroffenen Verabredungen.

Bis zur Übernahme seitens des verpflichteten Staates ist der Aufenthaltsstaat zur Fürsorge für den Auszuweisenden am Aufenthaltsorte nach den für die öffentliche Armenpflege in seinem Gebiete gesetzlich bestehenden Grundsätzen verpflichtet. Ein Anspruch auf Ersatz der für diesen Zweck verwendeten Kosten findet gegen Staats-, Gemeinde- oder andere öffentliche Kassen desjenigen Staates, welchem der Hülfsbedürftige angehört, sofern nicht anderweitige Verabredungen bestehen, nur insoweit statt, als die Fürsorge für den Auszuweisenden länger als drei Monate gedauert hat.

§ 8. Die Gemeinde ist nicht befugt von neu Anziehenden wegen des Anzugs eine Abgabe zu erheben. Sie kann dieselben gleich den übrigen Gemeindeeinwohnern zu den Gemeindelasten heranziehen. Übersteigt die Dauer des Aufenthalts nicht den Zeitraum von drei Monaten, so sind die neu Anziehenden diesen Lasten nicht unterworfen.

§ 9. Was vorstehend von den Gemeinden bestimmt ist, gilt an denjenigen Orten, wo die Last der öffentlichen Armenpflege verfassungsmässig nicht der örtlichen Gemeinde, sondern anderen gesetzlich anerkannten Verbänden (Armenkommunen) obliegt, auch von diesen, sowie von denjenigen Gutsherrschaften, deren Gutsbezirk sich nicht in einem Gemeindeverbande befindet.

§ 10. Die Vorschriften über die Anmeldung der neu Anziehenden bleiben den Landesgesetzen mit der Massgabe vorbehalten, dass die unterlassene Meldung nur mit einer Polizeistrafe, niemals aber mit dem Verluste des Aufenthaltsrechts (§ 1) geahndet werden darf.

§ 11. Durch den blossen Aufenthalt oder die blosse Niederlassung, wie sie das gegenwärtige Gesetz gestattet, werden andere Rechtsverhältnisse, namentlich die Gemeindeangehörigkeit, das Ortsbürgerrecht, die Teilnahme an den Gemeindenutzungen und der Armenpflege, nicht begründet.

Wenn jedoch nach den Landesgesetzen durch den Aufenthalt oder die Niederlassung, wenn solche eine bestimmte Zeit hindurch ununterbrochen fortgesetzt worden, das Heimatsrecht (Gemeinde-

angehörigkeit, Unterstützungswohnsitz) erworben wird, behält es dabei sein Bewenden.

§ 12. Die polizeiliche Ausweisung Bundesangehöriger aus dem Orte ihres dauernden oder vorübergehenden Aufenthalts in anderen als den durch dieses Gesetz vorgesehenen Fällen ist unzulässig.

Im übrigen werden die Bestimmungen über die Fremdenpolizei durch dieses Gesetz nicht berührt.

§ 13. Dies Gesetz tritt am 1. Januar 1868 inkraft.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Bundesinsiegel.

Gegeben Schloss Blankenburg, den 1. November 1867.

Wilhelm.

Gr. v. Bismarck-Schönhausen.

5. Gesetz betr. die Verpflichtung zum Kriegsdienste. 1867 Nov. 9.

Bundes-Gesetzblatt f. d. Norddeutschen Bund. 1867 S. 131 ff.; vgl. unten Nr. 43.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. verordnen im Namen des Norddeutschen Bundes nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Jeder Norddeutsche ist wehrpflichtig und kann sich in Ausübung dieser Pflicht nicht vertreten lassen. Ausgenommen von der Wehrpflicht sind nur:

a) die Mitglieder regierender Häuser;

b) die Mitglieder der mediatisierten, vormals reichsständischen und derjenigen Häuser, welchen die Befreiung von der Wehrpflicht durch Verträge zugesichert ist oder auf Grund besonderer Rechtstitel zusteht.

Diejenigen Wehrpflichtigen, welche zwar nicht zum Waffendienste, jedoch zu sonstigen militärischen Dienstleistungen, welche ihrem bürgerlichen Berufe entsprechen, fähig sind, können zu solchen herangezogen werden.

§ 2. Die bewaffnete Macht besteht aus dem Heere, der Marine und dem Landsturme.

§ 3. Das Heer wird eingeteilt in:

1) das stehende Heer,
2) die Landwehr;

die Marine in:

1) die Flotte,
2) die Seewehr.

Der Landsturm besteht aus allen Wehrpflichtigen vom vollendeten 17ten bis zum vollendeten 42sten Lebensjahre, welche weder dem Heere noch der Marine angehören.

§ 4. Das stehende Heer und die Flotte sind beständig zum

Kriegsdienste bereit. Beide sind die Bildungsschulen der ganzen Nation für den Krieg.

§ 5. Die Landwehr und die Seewehr sind zur Unterstützung des stehenden Heeres und der Flotte bestimmt.

Die Landwehrinfanterie wird in besonders formierten Landwehrtruppenkörpern zur Verteidigung des Vaterlandes als Reserve für das stehende Heer verwandt.

Die Mannschaften des jüngsten Jahrganges der Landwehrinfanterie können jedoch erforderlichen Falles bei Mobilmachungen auch in Ersatztruppenteile eingestellt werden.

Die Mannschaften der Landwehrkavallerie werden im Kriegsfalle nach Massgabe des Bedarfs in besondere Truppenkörper formiert.

Die Landwehrmannschaften der übrigen Waffen werden bei eintretender Kriegsgefahr nach Massgabe des Bedarfs zu den Fahnen des stehenden Heeres, die Seewehrmannschaften zur Flotte einberufen.

§ 6. Die Verpflichtung zum Dienst im stehenden Heere, beziehungsweise in der Flotte beginnt mit dem 1. Januar und zwar in der Regel desjenigen Kalenderjahres, in welchem der Wehrpflichtige das 20. Lebensjahr vollendet, und dauert sieben Jahre.

Während dieser sieben Jahre sind die Mannschaften die ersten drei Jahre zum ununterbrochenen aktiven Dienst verpflichtet.

Die aktive Dienstzeit wird nach dem wirklich erfolgten Dienstantritt mit der Massgabe berechnet, dass diejenigen Mannschaften, welche in der Zeit vom 2. Oktober bis 31. März eingestellt werden, als am vorhergehenden 1. Oktober eingestellt gelten.

Die Entlassung eingeschiffter Mannschaften der Marine kann jedoch, wenn den Umständen nach eine frühere Entlassung nicht ausführbar ist, bis zur Rückkehr in Häfen des Bundes verschoben werden.

Während des Restes der siebenjährigen Dienstzeit sind die Mannschaften zur Reserve beurlaubt, insoweit nicht die jährlichen Übungen, notwendige Verstärkungen oder Mobilmachungen des Heeres, beziehungsweise Ausrüstungen der Flotte, die Einberufung zum Dienst erfordern.

Jeder Reservist ist während der Dauer des Reserveverhältnisses zur Teilnahme an zwei Übungen verpflichtet. Diese Übungen sollen die Dauer von je acht Wochen nicht überschreiten.

Jede Einberufung zum Dienst im Heere, beziehungsweise zur Ausrüstung in der Flotte, zählt für eine Übung.

§ 7. Die Verpflichtung zum Dienst in der Landwehr und in der Seewehr ist von fünfjähriger Dauer.

Der Eintritt in die Land- und Seewehr erfolgt nach abgeleisteter Dienstpflicht im stehenden Heere beziehungsweise in der Flotte.

Die Mannschaften der Landwehr und der Seewehr sind, sofern sie nicht zum Dienst einberufen werden, beurlaubt.

Die Mannschaften der Landwehrinfanterie können während der Dienstzeit in der Landwehr zweimal auf 8 bis 14 Tage zu

Übungen in besonderen Kompagnien oder Bataillonen einberufen werden.

Die Landwehrmannschaften der Jäger und Schützen, der Artillerie, der Pioniere und des Trains üben zwar in demselben Umfange wie die der Infanterie, jedoch im Anschlusse an die betreffenden Linientruppenteile. Die Landwehrkavallerie wird im Frieden zu Übungen nicht einberufen.

§ 8. Die Einberufung der Reserve, Landwehr und Seewehr zu den Fahnen, beziehungsweise zur Flotte erfolgt auf Befehl der Bundesfeldherrn.

Durch die kommandierenden Generale erfolgt die Einberufung nur

a) zu den jährlichen Übungen,

b) wenn Teile des Bundesgebietes in Kriegszustand erklärt werden.

§ 9. Der Bundesfeldherr bestimmt für jedes Jahr nach Massgabe des Gesetzes die Zahl der in das stehende Heer und in die Marine einzustellenden Rekruten. Der Gesamtbedarf an Rekruten wird demnächst durch den Bundesausschuss für das Landheer und die Festungen, beziehungsweise unter Mitwirkung des Bundesausschusses für das Seewesen, auf die einzelnen Bundesstaaten nach dem Verhältnis der Bevölkerung verteilt.

Bei Feststellung der Bevölkerung der einzelnen Bundesstaaten kommen nur die in deren Gebiete sich aufhaltenden Ausländer, nicht aber auch die Angehörigen anderer Bundesstaaten in Abrechnung.

§ 10. Um im allgemeinen wissenschaftliche und gewerbliche Ausbildung so wenig wie möglich durch die allgemeine Wehrpflicht zu stören, ist es jedem jungen Mann überlassen, schon nach vollendetem 17. Lebensjahre, wenn er die nötige moralische und körperliche Qualifikation hat, freiwillig in den Militärdienst einzutreten.

§ 11. Junge Leute von Bildung, welche sich während ihrer Dienstzeit selbst bekleiden, ausrüsten und verpflegen und welche die gewonnenen Kenntnisse in dem vorschriftsmässigen Umfange dargelegt haben, werden schon nach einer einjährigen Dienstzeit im stehenden Heere — vom Tage des Diensteintritts an gerechnet — zur Reserve beurlaubt. Sie können nach Massgabe ihrer Fähigkeiten und Leistungen zu Offizierstellen der Reserve und Landwehr vorgeschlagen werden.

§ 12. Die Offiziere der Reserve können während der Dauer des Reserveverhältnisses dreimal zu vier- bis achtwöchentlichen Übungen herangezogen werden. Die Offiziere der Landwehr sind zu Übungen bei Linientruppenteilen allein behufs Darlegung ihrer Qualifikation zur Weiterbeförderung, im übrigen aber nur zu den gewöhnlichen Übungen der Landwehr heranzuziehen. — Im Kriege können auch die Offiziere der Landwehr erforderlichenfalls bei Truppen des stehenden Heeres verwandt werden.

§ 13. Für die Marine gelten die nachfolgenden besonderen Bestimmungen:

1) Zur Kriegsflotte, welche gleich dem stehenden Heere beständig bereit ist, gehören:

a) die aktive Marine, d. h. die im aktiven Dienste befindlichen Seeleute, Maschinisten und Heizer, sowie die Schiffshandwerker und Seesoldaten;
b) die von der aktiven Marine beurlaubten Seeleute, Maschinisten, Heizer, Schiffshandwerker und Seesoldaten bis zum vollendeten siebenten Dienstjahre.

2) Die aktive Marine wird zusammengesetzt aus:
a) Seeleuten von Beruf, d. h. aus solchen Freiwilligen oder Ausgehobenen, welche bei ihrem Eintritt in das dienstpflichtige Alter mindestens ein Jahr auf Norddeutschen Handelsschiffen gedient oder die Seefischerei eben so lange gewerbsmässig betrieben haben;
b) aus freiwillig eingetretenem oder ausgehobenem Maschinen- und Schiffshandwerkspersonal;
c) aus Freiwilligen oder Ausgehobenen für die Marinetruppen (Seebataillon und Seeartillerie).

3) Die Dienstzeit in der aktiven Marine kann für Seeleute von Beruf und für das Maschinenpersonal in Berücksichtigung ihrer technischen Vorbildung und nach Massgabe ihrer Ausbildung für den Dienst auf der Kriegsflotte bis auf eine einjährige aktive Dienstzeit verkürzt werden.

4) Junge Seeleute von Beruf und Maschinisten, welche beim Eintritt in das dienstpflichtige Alter die Qualifikation zum einjährigen Freiwilligen erlangt oder welche das Steuermannsexamen abgelegt haben, genügen ihrer Verpflichtung für die aktive Marine durch einjährigen freiwilligen Dienst, ohne zur Selbstbekleidung und Selbstverpflegung verpflichtet zu sein. Nach Massgabe ihrer Qualifikation sollen dieselben zu Unteroffizieren, Deckoffizieren oder Offizieren der Reserve resp. der Seewehr vorgeschlagen, beziehungsweise ernannt werden.

Die Seeoffiziere der Reserve und Seewehr können nach Massgabe des Bedürfnisses dreimal zu den Übungen der aktiven Marine herangezogen werden.

5) Seeleute, welche auf einem Norddeutschen Handelsschiffe nach vorschriftsmässiger Anmusterung thatsächlich in Dienst getreten sind, sollen in Friedenszeiten für die Dauer der bei der Anmusterung eingegangenen Verpflichtungen von allen Militärdienstpflichten befreit werden, haben jedoch eintretendenfalls die letzteren nach ihrer Entlassung von dem Handelsschiffe, bevor sie sich aufs neue anmustern lassen, nachträglich zu erfüllen. Ebenso sollen Seeleute während der Zeit des Besuches einer Norddeutschen Navigationsschule oder Schiffsbauschule im Frieden zum Dienst in der Flotte nicht herangezogen werden.

6) Bei ausbrechendem Kriege ist ausser den dienstpflichtigen Ersatzmannschaften, den Beurlaubten und Reserven der Flotte nötigenfalls auch die Seewehr zum Dienst einzuberufen

7) Die Seewehr besteht:

a) aus den von der Marinereserve zur Seewehr entlassenen Mannschaften;
b) aus den sonstigen Marinedienstpflichtigen, welche auf der Flotte nicht gedient, und zwar bis zum vollendeten einunddreissigsten Lebensjahre.

8) Für die vorstehend unter 7 b bezeichneten Dienstpflichtigen finden zeitweise kürzere Übungen an Bord, namentlich behufs Ausbildung in der Schiffsartillerie, statt, und wird jeder dieser Verpflichteten in der Regel zweimal zu diesen Übungen herangezogen.

§ 14. Die in diesem Gesetz erlassenen Bestimmungen über die Dauer der Dienstverpflichtung für das stehende Heer, resp. die Flotte und für die Land- resp. Seewehr gelten nur für den Frieden. Im Kriege entscheidet darüber allein das Bedürfnis, und werden alsdann alle Abteilungen des Heeres und der Marine, soweit sie einberufen sind, von den Herangewachsenen und Zurückgebliebenen nach Massgabe des Abganges ergänzt.

§ 15. Die beurlaubten Mannschaften des Heeres und der Marine (Reserve, Landwehr, Seewehr) sind während der Beurlaubung den zur Ausübung der militärischen Kontrolle erforderlichen Anordnungen unterworfen.

Im übrigen gelten für dieselben die allgemeinen Landesgesetze; auch sollen dieselben in der Wahl ihres Aufenthaltsortes im In- und Auslande, in der Ausübung ihres Gewerbes, rücksichtlich ihrer Verheiratung und ihrer sonstigen bürgerlichen Verhältnisse Beschränkungen nicht unterworfen sein.

Reserve-, land- und seewehrpflichtigen Mannschaften darf in der Zeit, in welcher sie nicht zum aktiven Dienst einberufen sind, die Erlaubnis zur Auswanderung nicht verweigert werden.

§ 16. Der Landsturm tritt nur auf Befehl des Bundesfeldherrn zusammen, wenn ein feindlicher Einfall Teile des Bundesgebietes bedroht oder überzieht.

§ 17. Jeder Norddeutsche wird in demjenigen Bundesstaate zur Erfüllung seiner Militärpflicht herangezogen, in welchem er zur Zeit des Eintritts in das militärpflichtige Alter seinen Wohnsitz hat oder in welchen er vor erfolgter endgültiger Entscheidung über seine aktive Dienstpflicht verzieht.

Den Freiwilligen (§§ 10 und 11) steht die Wahl des Truppenteiles, bei welchem sie ihrer aktiven Dienstpflicht genügen wollen, innerhalb des Bundes frei.

Reserve- und Landwehrmannschaften treten beim Verziehen von einem Staate in den anderen zur Reserve, beziehungsweise Landwehr des letzteren über.

§ 18. Die Bestimmungen über die allmälige Herabsetzung der Dienstverpflichtung in denjenigen Bundesstaaten, in denen bisher eine längere als die in diesem Gesetze vorgeschriebene Gesamtdienstzeit im Heere und in der Landwehr gesetzlich war, werden durch den Bundesfeldherrn erlassen.

§ 19. Die zur Ausführung dieses Gesetzes erforderlichen Bestimmungen werden durch besondere Verordnungen erlassen.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Bundesinsiegel.

Gegeben Berlin, den 9. November 1867.

Wilhelm.

Gr. v. Bismarck-Schönhausen.

6. Gesetz betr. Aufhebung der Schuldhaft. 1868 Mai 29.

Bundes-Gesetzblatt des Norddeutschen Bundes 1868, S. 237 f.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. verordnen im Namen des Norddeutschen Bundes nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Der Personalarrest ist als Exekutionsmittel in bürgerlichen Rechtssachen insoweit nicht mehr statthaft, als dadurch die Zahlung einer Geldsumme oder die Leistung einer Quantität vertretbarer Sachen oder Wertpapiere erzwungen werden soll.

§ 2. Die gesetzlichen Vorschriften, welche den Personalarrest gestatten, um die Einleitung oder Fortsetzung des Prozessverfahrens oder die gefährdete Exekution in das Vermögen des Schuldners zu sichern (Sicherungsarrest), bleiben unberührt.

§ 3. Die Bestimmung des § 1 findet auch auf die vor Erlassung dieses Gesetzes entstandenen Verbindlichkeiten Anwendung, selbst wenn auf Personalarrest rechtskräftig erkannt oder mit dessen Vollstreckung begonnen ist.

§ 4. Alle diesem Gesetze entgegenstehenden Vorschriften treten ausser kraft.

§ 5. Das Gesetz tritt inkraft an dem Tage, an welchem es durch das Bundesgesetzblatt verkündet wird.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Bundesinsiegel.

Gegeben Berlin, den 29. Mai 1868.

Wilhelm.

Gr. v. Bismarck-Schönhausen.

7. Mass- u. Gewichtsordnung für den Norddeutschen Bund. 1868 Aug. 17.

Bundes-Gesetzblatt des Norddeutschen Bundes 1868, S. 473—478. — Vgl. unten Nr. 9.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. verordnen im Namen des Norddeutschen Bundes nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

Art. 1. Die Grundlage des Masses und Gewichtes ist das Meter oder der Stab mit dezimaler Teilung und Vervielfachung.

Art. 2. Als Urmass gilt derjenige Platinstab, welcher im Besitze der königlich preussischen Regierung sich befindet, im Jahre 1863 durch eine von dieser und der kaiserlich französischen Regierung bestellte Kommission mit dem in dem kaiserlichen Archive zu Paris aufbewahrten Mètre des Archives verglichen und bei der Temperatur des schmelzenden Eises gleich 1,00000301 Meter befunden worden ist.

Art. 3. Es gelten folgende Masse:

A. Längenmasse.

Die Einheit bildet das Meter oder der Stab.

Der hundertste Teil des Meters heisst das Zentimeter oder der Neuzoll.

Der tausendste Teil des Meters heisst das Millimeter oder der Strich.

Zehn Meter heissen das Dekameter oder die Kette.

Tausend Meter heissen das Kilometer.

B. Flächenmasse.

Die Einheit bildet das Quadratmeter oder der Quadratstab.

Hundert Quadratmeter heissen das Ar.

Zehntausend Quadratmeter heissen das Hektar.

C. Körpermasse.

Die Grundlage bildet das Kubikmeter oder der Kubikstab.

Die Einheit ist der tausendste Teil des Kubikmeters und heisst das Liter oder die Kanne.

Das halbe Liter heisst der Schoppen.

Hundert Liter oder der zehnte Teil des Kubikmeters heisst das Hektoliter oder das Fass.

Funfzig Liter sind ein Scheffel.

Art. 4*. Als Entfernungsmass dient die Meile von 7500 Metern.

Art. 5. Als Urgewicht gilt das im Besitze der königlich preussischen Regierung befindliche Platinkilogramm, welches, mit Nr. 1 bezeichnet, im Jahre 1860 durch eine von der königlich preussischen und der kaiserlich französischen Regierung niedergesetzte Kommission mit dem in dem kaiserlichen Archive zu Paris aufbewahrten Kilogramme prototype verglichen und gleich 0,999999842 Kilogramm befunden worden ist.

Art. 6. Die Einheit des Gewichts bildet das Kilogramm (gleich zwei Pfund). Es ist das Gewicht eines Liters destillierten Wassers bei + 4 Gr. des hundertteiligen Thermometers.

Das Kilogramm wird in 1000 Gramme geteilt mit dezimalen Unterabteilungen.

Zehn Gramme heissen das Dekagramm oder das Neulot.

---

*) Dieser Art. ist durch Gesetz v. 7. Dzbr. 1873 (Reichs-Gesetzblatt 1873, S. 377) aufgehoben.

Der zehnte Teil eines Gramms heisst das Dezigramm, der hundertste das Zentigramm, der tausendste das Milligramm.

Ein halbes Kilogramm heisst das Pfund.

50 Kilogramm oder 100 Pfund heissen der Zentner.

1000 Kilogramm oder 2000 Pfund heissen die Tonne.

Art. 7. Ein vom diesem Gewichte (Artikel 6) abweichendes Medizinalgewicht findet nicht statt.

Art. 8. Inbetreff des Münzgewichts verbleibt es bei den im Artikel 1 des Münzvertrages vom 24. Januar 1857 gegebenen Bestimmungen.

Art. 9. Nach beglaubigten Kopien des Urmasses (Artikel 2) und des Urgewichts (Artikel 5) werden die Normalmasse und Normalgewichte hergestellt und richtig erhalten.

Art. 10. Zum Zumessen und Zuwägen im öffentlichen Verkehre dürfen nur in Gemässheit dieser Mass- und Gewichtsordnung gehörig gestempelte Masse, Gewichte und Wagen angewendet werden.

Der Gebrauch unrichtiger Masse, Gewichte und Wagen ist untersagt, auch wenn dieselben im übrigen den Bestimmungen dieser Mass- und Gewichtsordnung entsprechen. Die näheren Bestimmungen über die äussersten Grenzen der im öffentlichen Verkehr noch zu duldenden Abweichungen von der absoluten Richtigkeit erfolgen nach Vernehmung der im Artikel 18 bezeichneten technischen Behörde durch den Bundesrat.

Art. 11. Bei dem Verkaufe weingeistiger Flüssigkeiten nach Stärkegraden dürfen zur Ermittelung des Alkoholgehaltes nur gehörig gestempelte Alkoholometer und Thermometer angewendet werden.

Art. 12. Der in Fässern zum Verkauf kommende Wein darf dem Käufer nur in solchen Fässern, auf welchen die den Raumgehalt bildende Zahl der Liter durch Stempelung beglaubigt ist, überliefert werden.

Eine Ausnahme hiervon findet nur bezüglich desjenigen ausländischen Weines statt, welcher in den Originalgebinden weiter verkauft wird.

Art. 13. Gasmesser, nach welchen die Vergütung für den Verbrauch von Leuchtgas bestimmt wird, sollen gehörig gestempelt sein.

Art. 14. Zur Eichung und Stempelung sind nur diejenigen Masse und Gewichte zuzulassen, welche den in Artikel 3 und 6 dieser Mass- und Gewichtsordnung benannten Grössen oder ihrer Hälfte, sowie ihrem Zwei-, Fünf-, Zehn- und Zwanzigfachen entsprechen. Zulässig ist ferner die Eichung und Stempelung des Viertelhektoliter sowie fortgesetzter Halbierungen des Liter.

Art. 15. Das Geschäft der Eichung und Stempelung wird ausschliesslich durch Eichungsämter ausgeübt, deren Personal von der Obrigkeit bestellt wird. Diese Ämter werden mit den erforderlichen, nach den Normalmassen und Gewichten (Artikel 9) hergestellten Eichungsnormalen, beziehungsweise mit den erforderlichen Normalapparaten versehen. Die für die Eichung und

Stempelung zu erhebenden Gebühren werden durch eine allgemeine Taxe geregelt (Artikel 18).

Art. 16. Die Errichtung der Eichungsämter (Artikel 15) steht den Bundesregierungen zu und erfolgt nach den Landesgesetzen. Dieselben können auf einen einzelnen Zweig des Eichungsgeschäfts beschränkt sein oder mehrere Zweige desselben umfassen.

Art. 17. Die Bundesregierungen haben jede für sich oder mehrere gemeinschaftlich zum Zweck der Aufsicht über die Geschäftsführung oder die ordnungsmässige Unterhaltung der Eichungsämter die erforderlichen Anordnungen zu treffen. In gleicher Weise liegt ihnen die Fürsorge für eine periodisch wiederkehrende Vergleichung der im Gebrauche der Eichungsämter befindlichen Eichungsnormale (Artikel 15) mit den Normalmassen und Gewichten ob.

Art. 18. Es wird eine Normaleichungskommission vom Bunde bestellt und unterhalten. Dieselbe hat ihren Sitz in Berlin.

Die Normaleichungskommission hat darüber zu wachen, dass im gesamten Bundesgebiete das Eichungswesen nach übereinstimmenden Regeln und dem Interesse des Verkehrs entsprechend gehandhabt werde. Ihr liegt die Anfertigung und Verabfolgung der Normale (Artikel 9), so weit nötig auch der Eichungsnormale (Artikel 15) an die Eichungsstellen des Bundes ob, und ist sie daher mit den für ihren Geschäftsbetrieb nötigen Instrumenten und Apparaten auszurüsten.

Die Normaleichungskommission hat die näheren Vorschriften über Material, Gestalt, Bezeichnung und sonstige Beschaffenheit der Masse und Gewichte, ferner über die von seiten der Eichungsstellen innezuhaltenden Fehlergrenzen zu erlassen. Sie bestimmt, welche Arten von Wagen im öffentlichen Verkehr oder nur zu besonderen gewerblichen Zwecken angewendet werden dürfen, und setzt die Bedingungen ihrer Stempelfähigkeit fest. Sie hat ferner das Erforderliche über die Einrichtung der sonst in dieser Mass- und Gewichtsordnung aufgestellten Messwerkzeuge vorzuschreiben, sowie über die Zulassung anderweiter Gerätschaften zur Eichung und Stempelung zu entscheiden. Der Normaleichungskommission liegt es ob, das bei der Eichung und Stempelung zu beobachtende Verfahren und die Taxen für die von den Eichungsstellen zu erhebenden Gebühren (Artikel 15) festzusetzen und überhaupt alle die technische Seite des Eichungswesens betreffenden Gegenstände zu regeln.

Art. 19. Sämtliche Eichungsstellen des Bundesgebiets haben sich neben dem jeder Stelle eigentümlichen Zeichen eines übereinstimmenden Stempelzeichens zur Beglaubigung der von ihnen geeichten Gegenstände zu bedienen.

Diese Stempelzeichen werden von der Normaleichungskommission bestimmt.

Art. 20. Masse, Gewichte und Messwerkzeuge, welche von einer Eichungsstelle des Bundesgebiets geeicht und mit dem vor-

schriftsmässigen Stempelzeichen beglaubigt sind, dürfen im ganzen Umfange des Bundesgebiets im öffentlichen Verkehr angewendet werden.

Art. 21. Diese Mass- und Gewichtsordnung tritt mit dem 1. Januar 1872 inkraft.

Die Landesregierungen haben die Verhältniszahlen für die Umrechnung der bisherigen Landesmasse und Gewichte in die neuen festzustellen und bekannt zu machen und sonst alle Anordnungen zu treffen, welche ausser den nach Artikel 18 der technischen Bundeszentralbehörde vorbehaltenen Vorschriften zur Sicherung der Ein- und Durchführung der in dieser Mass- und Gewichtsordnung, namentlich in Artikel 10, 11, 12 und 13 enthaltenen Bestimmungen erforderlich sind.

Art. 22. Die Anwendung der dieser Mass- und Gewichtsordnung entsprechenden Masse und Gewichte ist bereits vom 1. Januar 1870 an gestattet, insofern die Beteiligten hierüber einig sind.

Art. 23. Die Normaleichungskommission (Artikel 18) tritt alsbald nach Verkündung der Mass- und Gewichtsordnung in Thätigkeit, um die Eichungsbehörden bis zu dem im Artikel 22 angegebenen Zeitpunkt zur Eichung und Stempelung der ihnen vorgelegten Masse und Gewichte in den Stand zu setzen.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Bundesinsiegel.

Gegeben Homburg v. d. Höhe den 17. August 1868.

Wilhelm.
Gr. v. Bismarck-Schönhausen.

8. Wahlgesetz für den Reichstag des Norddeutschen Bundes. 1869 Mai 31.

Bundes-Gesetzblatt des Norddeutschen Bundes 1869, S. 145/8; vgl. unten Nr. 10.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. verordnen im Namen des Norddeutschen Bundes nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Wähler für den Reichstag des Norddeutschen Bundes ist jeder Norddeutsche, welcher das fünfundzwanzigste Lebensjahr zurückgelegt hat, in dem Bundesstaate, wo er seinen Wohnsitz hat.

§ 2. Für Personen des Soldatenstandes des Heeres und der Marine ruht die Berechtigung zum Wählen so lange, als dieselben sich bei der Fahne befinden.

§ 3. Von der Berechtigung zum Wählen sind ausgeschlossen:

1) Personen, welche unter Vormundschaft oder Kuratel stehen;
2) Personen, über deren Vermögen Konkurs- oder Fallitzustand

gerichtlich eröffnet worden ist, und zwar während der Dauer dieses Konkurs- oder Fallitverfahrens;

3) Personen, welche eine Armenunterstützung aus öffentlichen oder Gemeindemitteln beziehen oder im letzten der Wahl vorhergegangenen Jahre bezogen haben;

4) Personen, denen infolge rechtskräftigen Erkenntnisses der Vollgenuss der staatsbürgerlichen Rechte entzogen ist, für die Zeit der Entziehung, sofern sie nicht in diese Rechte wieder eingesetzt sind.

Ist der Vollgenuss der staatsbürgerlichen Rechte wegen politischer Vergehen oder Verbrechen entzogen, so tritt die Berechtigung zum Wählen wieder ein, sobald die ausserdem erkannte Strafe vollstreckt oder durch Begnadigung erlassen ist.

§ 4. Wählbar zum Abgeordneten ist im ganzen Bundesgebiete jeder Norddeutsche, welcher das fünfundzwanzigste Lebensjahr zurückgelegt und einem zum Bunde gehörigen Staate seit mindestens einem Jahre angehört hat, sofern er nicht durch die Bestimmungen in dem § 3 von der Berechtigung zum Wählen ausgeschlossen ist.

§ 5. In jedem Bundesstaate wird auf durchschnittlich 100,000 Seelen derjenigen Bevölkerungszahl, welche den Wahlen zum verfassunggebenden Reichstage zugrunde gelegen hat, ein Abgeordneter gewählt. Ein Überschuss von mindestens 50,000 Seelen der Gesamtbevölkerung eines Bundesstaates wird vollen 100,000 Seelen gleich gerechnet. In einem Bundesstaate, dessen Bevölkerung 100,000 Seelen nicht erreicht, wird ein Abgeordneter gewählt.

Demnach beträgt die Zahl der Abgeordneten 297 und kommen auf Preussen 235, Sachsen 23, Hessen 3, Mecklenburg-Schwerin 6, Sachsen-Weimar 3, Mecklenburg-Strelitz 1, Oldenburg 3, Braunschweig 3, Sachsen-Meiningen 2, Sachsen-Altenburg 1, Sachsen-Koburg-Gotha 2, Anhalt 2, Schwarzburg-Rudolstadt 1, Schwarzburg-Sondershausen 1, Waldeck 1, Reuss ältere Linie 1, Reuss jüngere Linie 1, Schaumburg-Lippe 1, Lippe 1, Lauenburg 1, Lübeck 1, Bremen 1, Hamburg 3. [*Vgl. oben Nr. 1 Art. 20.*]

Eine Vermehrung der Zahl der Abgeordneten infolge der steigenden Bevölkerung wird durch das Gesetz bestimmt.

§ 6. Jeder Abgeordnete wird in einem besonderen Wahlkreise gewählt.

Jeder Wahlkreis wird zum Zwecke der Stimmabgabe in kleinere Bezirke geteilt, welche möglichst mit den Ortsgemeinden zusammenfallen sollen, sofern nicht bei volkreichen Ortsgemeinden eine Unterabteilung erforderlich wird.

Mit Ausschluss der Exklaven müssen die Wahlkreise sowie die Wahlbezirke räumlich abgegrenzt und thunlichst abgerundet sein.

Ein Bundesgesetz wird die Abgrenzung der Wahlkreise bestimmen. Bis dahin sind die gegenwärtigen Wahlkreise beizubehalten, mit Ausnahme derjenigen, welche zur Zeit nicht örtlich ab-

gegrenzt und zu einem räumlich zusammenhängenden Bezirke abgerundet sind. Diese müssen zum Zwecke der nächsten allgemeinen Wahlen gemäss der Vorschrift des dritten Absatzes gebildet werden.

§ 7. Wer das Wahlrecht in einem Wahlbezirke ausüben will, muss in demselben oder, im Falle eine Gemeinde in mehrere Wahlbezirke geteilt ist, in einem derselben zur Zeit der Wahl seinen Wohnsitz haben.

Jeder darf nur an einem Orte wählen.

§ 8. In jedem Bezirke sind zum Zwecke der Wahlen Listen anzulegen, in welche die zum Wählen Berechtigten nach Zu- und Vornamen, Alter, Gewerbe und Wohnort eingetragen werden.

Diese Listen sind spätestens vier Wochen vor dem zur Wahl bestimmten Tage zu jedermanns Einsicht auszulegen, und ist dies zuvor unter Hinweisung auf die Einsprachefrist öffentlich bekannt zu machen. Einsprachen gegen die Listen sind binnen acht Tagen nach Beginn der Auslegung bei der Behörde, welche die Bekanntmachung erlassen hat, anzubringen und innerhalb der nächsten vierzehn Tage zu erledigen, worauf die Listen geschlossen werden. Nur diejenigen sind zur Teilnahme an der Wahl berechtigt, welche in die Listen aufgenommen sind.

Bei einzelnen Neuwahlen, welche innerhalb eines Jahres nach der letzten allgemeinen Wahl stattfinden, bedarf es einer neuen Aufstellung und Auslegung der Wahlliste nicht.

§ 9. Die Wahlhandlung, sowie die Ermittelung des Wahlergebnisses sind öffentlich.

Die Funktion der Vorsteher, Beisitzer und Protokollführer bei der Wahlhandlung in den Wahlbezirken und der Beisitzer bei der Ermittelung des Wahlergebnisses in den Wahlkreisen ist ein unentgeltliches Ehrenamt und kann nur von Personen ausgeübt werden, welche kein unmittelbares Staatsamt bekleiden.

§ 10. Das Wahlrecht wird in Person durch verdeckte, in eine Wahlurne niederzulegende Stimmzettel ohne Unterschrift ausgeübt.

Die Stimmzettel müssen von weissem Papier und dürfen mit keinem äusseren Kennzeichen versehen sein.

§ 11. Die Stimmzettel sind ausserhalb des Wahllokals mit dem Namen des Kandidaten, welchem der Wähler seine Stimme geben will, handschriftlich oder im Wege der Vervielfältigung zu versehen.

§ 12. Die Wahl ist direkt. Sie erfolgt durch absolute Stimmenmehrheit aller in einem Wahlkreise abgegebenen Stimmen. Stellt bei einer Wahl eine absolute Stimmenmehrheit sich nicht heraus, so ist nur unter den zwei Kandidaten zu wählen, welche die meisten Stimmen erhalten haben.

Bei Stimmengleichheit entscheidet das Los.

§ 13. Über die Gültigkeit oder Ungültigkeit der Wahlzettel entscheidet mit Vorbehalt der Prüfung des Reichstages allein der Vorstand des Wahlbezirkes nach Stimmenmehrheit seiner Mitglieder.

Die ungültigen Stimmzettel sind zum Zwecke der Prüfung

durch den Reichstag dem Wahlprotokoll beizufügen. Die gültig befundenen bewahrt der Vorsteher der Wahlhandlung in dem Wahlbezirke so lange versiegelt, bis der Reichstag die Wahl definitiv gültig erklärt hat.

§ 14. Die allgemeinen Wahlen sind im ganzen Bundesgebiete an dem von dem Bundespräsidium bestimmten Tage vorzunehmen.

§ 15. Der Bundesrat ordnet das Wahlverfahren, soweit dasselbe nicht durch das gegenwärtige Gesetz festgestellt worden ist, durch ein einheitliches, für das ganze Bundesgebiet gültiges Wahlreglement.

Dasselbe kann nur unter Zustimmung des Reichstages abgeändert werden.

§ 16. Die Kosten für die Druckformulare zu den Wahlprotokollen und für die Ermittelung des Wahlergebnisses in den Wahlkreisen werden von den Bundesstaaten, alle übrigen Kosten des Wahlverfahrens werden von den Gemeinden getragen.

§ 17. Die Wahlberechtigten haben das Recht, zum Betrieb der den Reichstag betreffenden Wahlangelegenheiten Vereine zu bilden und in geschlossenen Räumen unbewaffnet öffentliche Versammlungen zu veranstalten.

Die Bestimmungen der Landesgesetze über die Anzeige der Versammlungen und Vereine, sowie über die Überwachung derselben bleiben unberührt.

§ 18. Das gegenwärtige Gesetz tritt bei der ersten nach dessen Verkündigung stattfindenden Neuwahl des Reichstages inkraft. Von dem nämlichen Zeitpunkte an verlieren alle bisherigen Wahlgesetze für den Reichstag nebst den dazu erlassenen Ausführungsgesetzen, Verordnungen und Reglements ihre Gültigkeit.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Bundesinsiegel.

Gegeben Schloss Babelsberg den 31. Mai 1869.

Wilhelm.
Gr. v. Bismarck-Schönhausen.

9. Gesetz wegen Ergänzung der Mass- und Gewichtsordnung für den Norddeutschen Bund [oben Nr. 7]. 1870 März 10.

Bundes-Gesetzblatt des Norddeutschen Bundes 1870, S. 46; vgl. unten Nr. 40 und 51.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc., verordnen im Namen des Norddeutschen Bundes nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

Der Bundesrat ist befugt, nach Vernehmung der Normal-Eichungskommission zu bestimmen, dass Masse, Gewichte und

Messwerkzeuge, welche von der Eichungsstelle eines nicht zum Norddeutschen Bunde gehörenden deutschen Staates, dessen Mass- und Gewichtswesen in Übereinstimmung mit demjenigen des Norddeutschen Bundes geordnet ist, geeicht und mit dem vorschriftsmässigen Stempelzeichen beglaubigt worden sind, im Bundesgebiete im öffentlichen Verkehr angewendet werden dürfen.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Bundesinsiegel.

Gegeben Berlin den 10. März 1870.

Wilhelm.
Gr. v. Bismarck-Schönhausen.

10. Reglement zur Ausführung des Wahlgesetzes für den Reichstag des Norddeutschen Bundes [oben Nr. 8]. 1870 Mai 28.

[*Die Anlagen sind hier weggelassen.*]

Bundes-Gesetzblatt des Norddeutschen Bundes 1870, S. 275—282. — Die Festsetzung der bairischen Wahlkreise: Bundes-Gesetzblatt 1871. S. 35 ff.; der elsass-lothringischen (15) Wahlkreise: Reichs-Gesetzblatt 1873, S. 373.

Der Bundesrat hat auf Grund des § 15 des Wahlgesetzes für den Reichstag des Norddeutschen Bundes vom 31. Mai 1869 beschlossen, das nachstehende, für das ganze Bundesgebiet gültige Wahlreglement zu erlassen.

§ 1. Für jede Gemeinde (Ortskommune, selbständigen Gutsbezirk u. s. w.) ist gemäss § 8 des Gesetzes und nach Anleitung des unter Litt. A anliegenden Formulars von dem Gemeindevorstande (Kommunevorstande, Ortsvorstande, Inhaber eines selbständigen Gutsbezirks, Magistrate u. s. w.) die Wählerliste doppelt aufzustellen. In derselben sind alle nach den §§ 1, 3 und 7 des Gesetzes Wahlberechtigte in alphabetischer Ordnung zu verzeichnen. Jedoch dürfen in den Städten die Wählerlisten auch in der Art angefertigt werden, dass die Strassen nach der alphabetischen Reihenfolge ihrer Namen, innerhalb derselben die Häuser nach ihrer Nummer und nur innerhalb jedes Hauses die Wähler alphabetisch geordnet werden.

In Gemeinden, die zum Zwecke des Stimmabgebens in mehrere Bezirke geteilt sind (§ 7 des Reglements), erfolgt die Aufstellung der Wählerlisten nach den einzelnen Bezirken.

Die dem Beurlaubtenstande angehörigen Militärpersonen (§§ 12, 13, Nr. 4 Absatz 2 und § 15 des Gesetzes, betreffend die Verpflichtung zum Kriegsdienste vom 9. November 1867 — Bundesgesetzbl. S. 131 —) werden in die Wählerlisten eingetragen.

§ 2. Die Wählerliste ist zu jedermanns Einsicht mindestens acht Tage lang auszulegen.

Der Tag, an welchem die Auslegung beginnt, ist nach Massgabe des § 8 des Gesetzes von der zuständigen Behörde festzusetzen und von dem Gemeindevorstande unter Hinweisung auf § 3 des Reglements, sowie unter Angabe des Lokals, in welchem die Auslegung stattfindet, noch vor dem Anfange der letzteren in ortsüblicher Weise bekannt zu machen.

Die Wählerliste ist von dem Gemeindevorstande mit einer Bescheinigung darüber zu versehen, dass und wie lange die Auslegung geschehen, sowie dass die vorstehend und im § 8 des Reglements vorgeschriebenen ortsüblichen Bekanntmachungen erfolgt sind.

§ 3. Wer die Liste für unrichtig oder unvollständig hält, kann dies innerhalb acht Tagen nach dem Beginn der gemäss § 2 des Reglements bekannt gemachten Auslegung derselben bei dem Gemeindevorstande oder dem von demselben dazu ernannten Kommissar oder der dazu niedergesetzten Kommission schriftlich anzeigen oder zu Protokoll geben und muss die Beweismittel für seine Behauptungen, falls dieselben nicht auf Notorietät beruhen, beibringen.

Die Entscheidung darüber erfolgt, wenn nicht die Erinnerung sofort für begründet erachtet wird, durch die zuständige Behörde.

Sie muss längstens innerhalb drei Wochen, vom Beginne der Auslegung der Wählerliste an gerechnet, erfolgt und durch Vermittelung des Gemeindevorstandes den Beteiligten bekannt gemacht sein.

§ 4. Im Falle einer Berichtigung der Wählerliste sind die Gründe der Streichungen und Nachtragungen am Rande der Liste unter Angabe des Datums kurz zu vermerken. Die etwaigen Belagsstücke sind dem Hauptexemplar der Wählerliste beizuheften.

Beide gleichmässig berichtigte Exemplare der Wählerliste sind am 22. Tage nach dem Beginne der Auslegung unter der Unterschrift des Gemeindevorstandes abzuschliessen, das zweite Exemplar unter Hinzufügung der amtlichen Bescheinigung völliger Übereinstimmung mit dem Hauptexemplare.

Nachdem auf diese Weise die Wählerliste abgeschlossen worden, ist jede spätere Aufnahme von Wählern in dieselbe untersagt.

§ 5. Das Hauptexemplar der Wählerliste nebst den Belagsstücken hat der Gemeindevorstand sorgfältig aufzubewahren, das zweite Exemplar dagegen dem Wahlvorsteher behufs Benutzung bei der Wahl zuzustellen.

Die Wählerlisten für diejenigen Wahlbezirke, welche aus mehr als einer Gemeinde bestehen (§ 7 des Reglements), bilden die Wahlvorsteher durch Zusammenheften der ihnen zugehenden Wählerlisten der einzelnen zu dem Bezirke gehörigen Gemeinden.

§ 6. Die Wahlbezirke zum Zwecke des Stimmabgebens (§ 6 des Gesetzes) werden von den zuständigen Behörden abgegrenzt.

§ 7. Jede Ortschaft bildet der Regel nach einen Wahlbezirk für sich.

Jedoch können einzelne bewohnte Besitzungen und kleine, sowie solche Ortschaften, in welchen Personen, die zur Bildung des Wahlvorstandes geeignet sind, sich nicht in genügender Anzahl vorfinden, mit benachbarten Ortschaften zu einem Wahlbezirke vereinigt, grosse Ortschaften in mehrere Wahlbezirke geteilt werden.

Kein Wahlbezirk darf mehr als 3500 Seelen nach der letzten allgemeinen Volkszählung enthalten.

§ 8. Die zuständigen Behörden haben für jeden Wahlbezirk den Wahlvorsteher, welcher die Wahl zu leiten hat, und einen Stellvertreter desselben für Verhinderungsfälle zu ernennen, sowie das Lokal, in welchem die Wahl vorzunehmen ist, zu bestimmen.

Alles dies, sowie die Abgrenzung der Wahlbezirke und Tag und Stunde der Wahl (§ 9 des Reglements) ist mindestens acht Tage vor dem Wahltermin durch die zu amtlichen Publikationen dienenden Blätter zu veröffentlichen und von den Gemeindevorständen in ortsüblicher Weise bekannt zu machen.

§ 9. Der Tag der Wahl wird von dem Bundespräsidium festgesetzt.

Die Wahlhandlung beginnt um 10 Uhr Vormittags und wird um 6 Uhr Nachmittags geschlossen.

§ 10. Der Wahlvorsteher (§ 8 des Reglements) ernennt aus der Zahl der Wähler seines Wahlbezirks einen Protokollführer und drei bis sechs Beisitzer und ladet dieselben mindestens zwei Tage vor dem Wahltermine ein, beim Beginne der Wahlhandlung zur Bildung des Wahlvorstandes zu erscheinen.

Die Wahlvorsteher, Beisitzer und Protokollführer erhalten keine Vergütung. Sie dürfen kein unmittelbares Staatsamt bekleiden (§ 9 des Gesetzes).

§ 11. Der Tisch, an welchem der Wahlvorstand Platz nimmt, ist so aufzustellen, dass derselbe von allen Seiten zugänglich ist.

Auf diesen Tisch wird ein verdecktes Gefäss (Wahlurne) zum Hineinlegen der Stimmzettel gestellt. Vor dem Beginne der Abstimmung hat sich der Wahlvorstand davon zu überzeugen, dass dasselbe leer ist.

Ein Abdruck des Wahlgesetzes und des gegenwärtigen Reglements ist im Wahllokale auszulegen.

§ 12. Die Wahlhandlung wird damit eröffnet, dass der Wahlvorsteher den Protokollführer und die Beisitzer mittelst Handschlags an Eidesstatt verpflichtet und so den Wahlvorstand konstituiert.

Zu keiner Zeit der Wahlhandlung dürfen weniger als drei Mitglieder des Wahlvorstandes gegenwärtig sein.

Der Wahlvorsteher und der Protokollführer dürfen sich während der Wahlhandlung nicht gleichzeitig entfernen. Verlässt einer von ihnen vorübergehend das Wahllokal, so ist mit seiner

zeitweiligen Vertretung ein anderes Mitglied des Wahlvorstandes zu beauftragen.

§ 13. Während der Wahlhandlung dürfen im Wahllokale weder Diskussionen stattfinden, noch Ansprachen gehalten, noch Beschlüsse gefasst werden.

Ausgenommen hiervon sind die Diskussionen und Beschlüsse des Wahlvorstandes, welche durch die Leitung des Wahlgeschäfts bedingt sind.

§ 14. Zur Stimmabgabe sind nur diejenigen zuzulassen, welche in die Wählerliste aufgenommen sind (§ 8 des Gesetzes).

Abwesende können in keiner Weise durch Stellvertreter oder sonst an der Wahl teilnehmen.

§ 15. Der Wähler, welcher seine Stimme abgeben will, tritt an den Tisch, an welchem der Wahlvorstand sitzt, nennt seinen Namen und giebt, wenn der Wahlbezirk aus mehr als einer Ortschaft besteht, seinen Wohnort, in Städten, in welchen die Wählerliste nach Hausnummern aufgestellt ist, seine Wohnung an.

Der Wähler übergiebt, sobald der Protokollführer seinen Namen in der Wählerliste aufgefunden hat, seinen Stimmzettel dem Wahlvorsteher oder dessen Vertreter (§ 12 des Reglements), welcher denselben uneröffnet in das auf dem Tische stehende Gefäss legt.

Der Stimmzettel muss derart zusammengefaltet sein, dass der auf ihm verzeichnete Name verdeckt ist.

Stimmzettel, bei welchen hiergegen verstossen ist, oder welche nicht von weissem Papier, oder welche mit einem äusseren Kennzeichen versehen sind (§ 10 Abs. 2 des Gesetzes), hat der Wahlvorsteher zurückzuweisen. Insbesondere hat derselbe auch darauf zu achten, dass nicht statt eines mehrere Stimmzettel abgegeben werden.

§ 16. Der Protokollführer vermerkt die erfolgte Stimmabgabe jedes Wählers neben dem Namen desselben in der dazu bestimmten Rubrik der Wählerliste.

§ 17. Um sechs Uhr Nachmittags erklärt der Wahlvorsteher die Abstimmung für geschlossen. Nachdem dieses geschehen ist, dürfen keine Stimmzettel mehr angenommen werden.

Die Stimmzettel werden aus der Wahlurne genommen und uneröffnet gezählt. Ergiebt sich dabei auch nach wiederholter Zählung eine Verschiedenheit von der ebenfalls festzustellenden Zahl der Wähler, bei deren Namen der Abstimmungsvermerk in der Wählerliste gemacht ist (§ 16 des Reglements), so ist dieses nebst dem etwa zur Aufklärung Dienlichen im Protokolle anzugeben.

§ 18. Sodann erfolgt die Eröffnung der Stimmzettel.

Einer der Beisitzer entfaltet jeden Stimmzettel einzeln und übergiebt ihn dem Wahlvorsteher, welcher denselben nach lauter Vorlesung an einen anderen Beisitzer weiter reicht, der die Stimmzettel bis zum Ende der Wahlhandlung aufbewahrt.

Der Protokollführer nimmt den Namen jedes Kandidaten in

das Protokoll auf, vermerkt neben demselben jede dem Kandidaten zufallende Stimme und zählt dieselbe laut. In gleicher Weise führt einer der Beisitzer eine Gegenliste, welche ebenso wie die Wählerliste (§ 16 des Reglements) beim Schlusse der Wahlhandlung von dem Wahlvorstande zu unterschreiben und dem Protokolle beizufügen ist.

§ 19. Ungültig sind:

1) Stimmzettel, welche nicht von weissem Papier oder welche mit einem äusseren Kennzeichen versehen sind,
2) Stimmzettel, welche keinen oder keinen lesbaren Namen enthalten,
3) Stimmzettel, aus welchen die Person des Gewählten nicht unzweifelhaft zu erkennen ist,
4) Stimmzettel, auf welchen mehr als ein Name oder der Name einer nicht wählbaren Person verzeichnet ist,
5) Stimmzettel, welche einen Protest oder Vorbehalt enthalten.

§ 20. Die Stimmzettel, über deren Gültigkeit es nach § 13 des Gesetzes einer Beschlussfassung des Wahlvorstandes bedurft hat, werden, mit fortlaufenden Nummern versehen, dem Protokolle beigeheftet, in welchem die Gründe kurz anzugeben sind, aus denen die Ungültigkeitserklärung erfolgt oder nicht erfolgt ist.

Die ungültigen Stimmen kommen bei Feststellung des Wahlresultats nicht in Anrechnung.

§ 21. Alle abgegebenen Stimmzettel, welche nicht nach § 20 des Reglements dem Protokolle beizufügen sind, hat der Wahlvorsteher in Papier einzuschlagen und zu versiegeln und so lange aufzubewahren, bis der Reichstag die Wahl definitiv für gültig erklärt hat.

§ 22. Über die Wahlhandlung ist ein Protokoll nach dem unter Littr. B anliegenden Formular aufzunehmen.

§ 23. Die Wahlkreise (§ 6 des Gesetzes) weist das unter Littr. C anliegende Verzeichnis nach.

In jedem derselben ist ein Abgeordneter zu wählen.

§ 24. Die zuständige Behörde hat für jeden Wahlkreis einen Wahlkommissar zu ernennen und dies öffentlich bekannt zu machen.

§ 25. Die Wahlprotokolle (§ 22) mit sämtlichen zugehörigen Schriftstücken sind von den Wahlvorstehern ungesäumt, jedenfalls aber so zeitig dem Wahlkommissar einzureichen, dass sie spätestens im Laufe des dritten Tages nach dem Wahltermine in dessen Hände gelangen.

Die Wahlvorsteher sind für die pünktliche Ausführung dieser Vorschrift verantwortlich.

§ 26. Behufs Ermittelung des Wahlergebnisses beruft der Wahlkommissar auf den vierten Tag nach dem Wahltermine in ein von ihm zu bestimmendes Lokal mindestens sechs und höchstens zwölf Wähler, welche ein unmittelbares Staatsamt nicht bekleiden, aus dem Wahlkreise zusammen und verpflichtet dieselben als Beisitzer mittelst Handschlags an Eidesstatt.

Ausserdem ist ein Protokollführer, welcher ebenfalls Wähler sein muss, aber Beamter sein darf, zuzuziehen und in gleicher Weise zu verpflichten.

Der Zutritt zu dem Lokale steht jedem Wähler offen.

§ 27. In dieser Versammlung (§ 26) werden die Protokolle über die Wahlen in den einzelnen Wahlbezirken durchgesehen und die Resultate der Wahlen zusammengestellt.

Das Ergebnis wird verkündet und demnächst durch die zu amtlichen Publikationen dienenden Blätter bekannt gemacht.

Über die Handlung ist ein Protokoll aufzunehmen, aus welchem die Zahl der Wähler, sowie der gültigen und ungültigen Stimmen und die Zahl der auf die einzelnen Kandidaten gefallenen Stimmen für jeden einzelnen Wahlbezirk ersichtlich sein muss, und in welchem die Bedenken zu erwähnen sind, zu denen die Wahlen in einzelnen Bezirken etwa Veranlassung gegeben haben.

Zur Beseitigung solcher Bedenken ist der Wahlkommissar befugt, die von den Wahlvorstehern aufbewahrten Stimmzettel (§ 21 des Reglements) einzufordern und einzusehen.

§ 28. Hat sich auf einen Kandidaten die absolute Mehrheit der in dem Wahlkreise abgegebenen gültigen Stimmen vereinigt, so wird derselbe als gewählt proklamiert.

Hat sich eine absolute Stimmenmehrheit nicht herausgestellt, so hat der Wahlkommissar die Vornahme einer engeren Wahl zu veranlassen (§ 12 des Gesetzes).

§ 29. Der Termin für die engere Wahl ist von dem Wahlkommissar festzusetzen und darf nicht länger hinausgeschoben werden, als höchstens 14 Tage nach der Ermittelung des Ergebnisses der ersten Wahl (§§ 26 und 27 des Reglements).

§ 30. Auf die engere Wahl kommen nur diejenigen beiden Kandidaten, welche die meisten Stimmen erhalten haben (§ 12 des Gesetzes). Sind auf mehrere Kandidaten gleich viele Stimmen gefallen, so entscheidet das Los, welches durch die Hand des Wahlkommissars gezogen wird, darüber, welche beiden Kandidaten auf die engere Wahl zu bringen sind.

In der wegen Vornahme der engeren Wahl nach Vorschrift des § 8 des Reglements zu erlassenden Bekanntmachung sind die beiden Kandidaten, unter denen zu wählen ist, zu benennen, und es ist ausdrücklich darauf hinzuweisen, dass alle auf andere Kandidaten fallenden Stimmen ungültig seien.

§ 31. Die engere Wahl findet auf denselben Grundlagen und nach denselben Vorschriften statt, wie die erste.

Insbesondere bleiben die Wahlbezirke, die Wahllokale und die Wahlvorsteher unverändert, soweit nicht eine Ersetzung der letzteren oder eine Verlegung der Wahllokale nach dem Ermessen der zur Bestimmung hierüber nach den §§ 6 und 8 des Reglements berufenen Behörden geboten erscheint.

Dergleichen Abänderungen sind nach Vorschrift des § 8 des Reglements bekannt zu machen, ohne dass jedoch hierfür oder für

die rücksichtlich der engeren Wahl sonst erforderlichen Bekanntmachungen (§§ 8 und 30 des Reglements) die dort festgesetzte Frist eingehalten zu werden braucht.

Auch ist die Bescheinigung darüber, dass die erwähnten Bekanntmachungen in ortsüblicher Weise erfolgt sind, nicht auf der Wählerliste zu erteilen, sondern von den Gemeindevorständen den Wahlvorstehern noch vor dem Wahltermine besonders einzureichen.

Bei der engeren Wahl sind dieselben Wählerlisten anzuwenden, wie bei der ersten Wahlhandlung. Sie sind zu diesem Zwecke von den Wahlakten zu trennen und den Wahlvorstehern zuzustellen. Eine wiederholte Auslegung und Berichtigung derselben findet nicht statt.

§ 32. Tritt bei der engeren Wahl Stimmengleichheit ein, so entscheidet das Los, welches durch die Hand des Wahlkommissars gezogen wird.

§ 33. Der Gewählte ist von der auf ihn gefallenen Wahl durch den Wahlkommissar in Kenntnis zu setzen und zur Erklärung über die Annahme derselben, sowie zum Nachweise, dass er nach § 4 des Gesetzes wählbar ist, aufzufordern.

Annahme unter Protest oder Vorbehalt, sowie das Ausbleiben der Erklärung binnen acht Tagen von der Zustellung der Benachrichtigung gilt als Ablehnung.

§ 34. Im Falle der Ablehnung, oder wenn der Reichstag die Wahl für ungültig erklärt, hat die zuständige Behörde sofort eine neue Wahl zu veranlassen.

Für dieselbe gelten die Vorschriften des § 31 des Reglements mit der Massgabe, dass bei den zu erlassenden Bekanntmachungen die im § 8 des Reglements bestimmte achttägige Frist einzuhalten ist.

In gleicher Weise ist zu verfahren, wenn für ausgeschiedene Mitglieder des Reichstages während des Laufes derselben Legislaturperiode Ersatzwahlen stattfinden. Tritt dieser Fall jedoch später als ein Jahr nach den allgemeinen Wahlen ein, so müssen die gesamten Wahlvorbereitungen mit Einschluss der Aufstellung und Auslegung der Wählerlisten erneuert werden.

§ 35. Sämtliche Verhandlungen sowohl über die Wahlen in den Wahlbezirken als über die Zusammenstellung der Ergebnisse werden von dem Wahlkommissar unverzüglich der zuständigen Behörde eingereicht, welche dieselben der Zentralverwaltungsbehörde zur weiteren Mitteilung an den Reichstag des Norddeutschen Bundes vorzulegen hat.

§ 36. Die in Gemässheit der in den einzelnen Bundesstaaten bestehenden Verwaltungsorganisation nach den §§ 2, 3, 6, 8, 24, 34 und 35 zur Zeit zuständigen Behörden weist das unter Littr. D anliegende Verzeichnis nach.

Berlin den 28. Mai 1870.

Der Kanzler des Norddeutschen Bundes.
Gr. v. Bismarck-Schönhausen.

11. Gesetz über die Erwerbung und den Verlust der Bundes- u. Staatsangehörigkeit. 1870 Juni 1.

Bundes-Gesetzblatt des Norddeutschen Bundes 1870, S. 355/60.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc., verordnen im Namen des Norddeutschen Bundes nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Die Bundesangehörigkeit wird durch die Staatsangehörigkeit in einem Bundesstaate erworben und erlischt mit deren Verlust.

Angehörige des Grossherzogtums Hessen besitzen die Bundesangehörigkeit nur dann, wenn sie in den zum Bunde gehörigen Teilen des Grossherzogtums heimatsberechtigt sind.

§ 2. Die Staatsangehörigkeit in einem Bundesstaate wird fortan nur begründet:

1) durch Abstammung (§ 3),
2) durch Legitimation (§ 4),
3) durch Verheiratung (§ 5),
4) für einen Norddeutschen durch Aufnahme und } (§§ 6 ff.)
5) für einen Ausländer durch Naturalisation }

Die Adoption hat für sich allein diese Wirkung nicht.

§ 3. Durch die Geburt, auch wenn diese im Auslande erfolgt, erwerben eheliche Kinder eines Norddeutschen die Staatsangehörigkeit des Vaters, uneheliche Kinder einer Norddeutschen die Staatsangehörigkeit der Mutter.

§ 4. Ist der Vater eines unehelichen Kindes ein Norddeutscher und besitzt die Mutter nicht die Staatsangehörigkeit des Vaters, so erwirbt das Kind durch eine den gesetzlichen Bestimmungen gemäss erfolgte Legitimation die Staatsangehörigkeit des Vaters.

§ 5. Die Verheiratung mit einem Norddeutschen begründet für die Ehefrau die Staatsangehörigkeit des Mannes.

§ 6. Die Aufnahme, sowie die Naturalisation (§ 2 Nr. 4 und 5) erfolgt durch eine von der höheren Verwaltungsbehörde ausgefertigte Urkunde.

§ 7. Die Aufnahmeurkunde wird jedem Angehörigen eines anderen Bundesstaates erteilt, welcher um dieselbe nachsucht und nachweist, dass er in dem Bundesstaate, in welchem er die Aufnahme nachsucht, sich niedergelassen habe, sofern kein Grund vorliegt, welcher nach den §§ 2 bis 5 des Gesetzes über die Freizügigkeit vom 1. November 1867 (Bundesgesetzbl. S. 55) die Abweisung eines Neuanziehenden oder die Versagung der Fortsetzung des Aufenthalts rechtfertigt.

§ 8. Die Naturalisationsurkunde darf Ausländern nur dann erteilt werden, wenn sie

1) nach den Gesetzen ihrer bisherigen Heimat dispositionsfähig sind, es sei denn, dass der Mangel der Dispositionsfähigkeit

durch die Zustimmung des Vaters, des Vormundes oder Kurators des Aufzunehmenden ergänzt wird;
2) einen unbescholtenen Lebenswandel geführt haben;
3) an dem Orte, wo sie sich niederlassen wollen, eine eigene Wohnung oder ein Unterkommen finden;
4) an diesem Orte nach den daselbst bestehenden Verhältnissen sich und ihre Angehörigen zu ernähren imstande sind.

Vor Erteilung der Naturalisationsurkunde hat die höhere Verwaltungsbehörde die Gemeinde, beziehungsweise den Armenverband desjenigen Orts, wo der Aufzunehmende sich niederlassen will, in Beziehung auf die Erfordernisse unter Nr. 2, 3 und 4 mit ihrer Erklärung zu hören.

Von Angehörigen der Königreiche Baiern und Württemberg und des Grossherzogtums Baden soll im Falle der Reziprozität, bevor sie naturalisiert werden, der Nachweis, dass sie die Militärpflicht gegen ihr bisheriges Vaterland erfüllt haben oder davon befreit worden sind, gefordert werden.

§ 9. Eine von der Regierung oder von einer Zentral- oder höheren Verwaltungsbehörde eines Bundesstaates vollzogene oder bestätigte Bestallung für einen in den unmittelbaren oder mittelbaren Staatsdienst oder in den Kirchen-, Schul- oder Kommunaldienst aufgenommenen Ausländer oder Angehörigen eines anderen Bundesstaates vertritt die Stelle der Naturalisationsurkunde, beziehungsweise Aufnahmeurkunde, sofern nicht ein entgegenstehender Vorbehalt in der Bestallung ausgedrückt wird.

Ist die Anstellung eines Ausländers im Bundesdienst erfolgt, so erwirbt der Angestellte die Staatsangehörigkeit in demjenigen Bundesstaate, in welchem er seinen dienstlichen Wohnsitz hat.

§ 10. Die Naturalisationsurkunde, beziehungsweise Aufnahmeurkunde begründet mit dem Zeitpunkte der Aushändigung alle mit der Staatsangehörigkeit verbundenen Rechte und Pflichten.

§ 11. Die Verleihung der Staatsangehörigkeit erstreckt sich, insofern nicht dabei eine Ausnahme gemacht wird, zugleich auf die Ehefrau und die noch unter väterlicher Gewalt stehenden minderjährigen Kinder.

§ 12. Der Wohnsitz innerhalb eines Bundesstaates begründet für sich allein die Staatsangehörigkeit nicht.

§ 13. Die Staatsangehörigkeit geht fortan nur verloren:
1) durch Entlassung auf Antrag (§§ 14 ff.);
2) durch Ausspruch der Behörde (§§ 20 und 22);
3) durch zehnjährigen Aufenthalt im Auslande (§ 21);
4) bei unehelichen Kindern durch eine den gesetzlichen Bestimmungen gemäss erfolgte Legitimation, wenn der Vater einem anderen Staate angehört als die Mutter;
5) bei einer Norddeutschen durch Verheiratung mit dem Angehörigen eines anderen Bundesstaates oder mit einem Ausländer.

§ 14. Die Entlassung wird durch eine von der höheren

Verwaltungsbehörde des Heimatsstaates ausgefertigte Entlassungsurkunde erteilt.

§ 15. Die Entlassung wird jedem Staatsangehörigen erteilt, welcher nachweist, dass er in einem anderen Bundesstaate die Staatsangehörigkeit erworben hat.

In Ermangelung dieses Nachweises darf sie nicht erteilt werden:

1) Wehrpflichtigen, welche sich in dem Alter vom vollendeten siebenzehnten bis zum vollendeten fünfundzwanzigsten Lebensjahre befinden, bevor sie ein Zeugnis der Kreis-Ersatzkommission darüber beigebracht haben, dass sie die Entlassung nicht bloss in der Absicht nachsuchen, um sich der Dienstpflicht im stehenden Heere oder in der Flotte zu entziehen;
2) Militärpersonen, welche zum stehenden Heere oder zur Flotte gehören, Offizieren des Beurlaubtenstandes und Beamten, bevor sie aus dem Dienste entlassen sind;
3) den zur Reserve des stehenden Heeres und zur Landwehr, sowie den zur Reserve der Flotte und zur Seewehr gehörigen und nicht als Offiziere angestellten Personen, nachdem sie zum aktiven Dienste einberufen worden sind.

§ 16. Norddeutschen, welche nach dem Königreich Baiern, dem Königreich Württemberg oder dem Grossherzogtum Baden oder nach den nicht zum Bunde gehörigen Teilen des Grossherzogtums Hessen auswandern wollen, ist im Falle der Reziprozität die Entlassung zu verweigern, so lange sie nicht nachgewiesen haben, dass der betreffende Staat sie aufzunehmen bereit ist.

§ 17.* Aus anderen als aus den in den §§ 15 und 16 bezeichneten Gründen darf in Friedenszeiten die Entlassung nicht verweigert werden. Für die Zeit eines Krieges oder einer Kriegsgefahr bleibt dem Bundespräsidium der Erlass besonderer Anordnung vorbehalten.

§ 18. Die Entlassungsurkunde bewirkt mit dem Zeitpunkte der Aushändigung den Verlust der Staatsangehörigkeit.

Die Entlassung wird unwirksam, wenn der Entlassene nicht binnen sechs Monaten vom Tage der Aushändigung der Entlassungsurkunde an seinen Wohnsitz ausserhalb des Bundesgebietes verlegt oder die Staatsangehörigkeit in einem anderen Bundesstaate erwirbt.

§ 19. Die Entlassung erstreckt sich, insofern nicht dabei eine Ausnahme gemacht wird, zugleich auf die Ehefrau und die noch unter väterlicher Gewalt stehenden minderjährigen Kinder.

§ 20.* Norddeutsche, welche sich im Auslande aufhalten, können ihrer Staatsangehörigkeit durch einen Beschluss der Zentralbehörde ihres Heimatsstaates verlustig erklärt werden, wenn sie im Falle eines Krieges oder einer Kriegsgefahr einer durch

* § 17 und § 20 sind bereits am 21. Juli 1870 (vgl. Bundesgesetzblatt 1870, S. 498) durch Gesetz von demselben Tage inkraft getreten.

das Bundespräsidium für das ganze Bundesgebiet anzuordnenden ausdrücklichen Aufforderung zur Rückkehr binnen der darin bestimmten Frist keine Folge leisten.

§ 21. Norddeutsche, welche das Bundesgebiet verlassen und sich zehn Jahre lang ununterbrochen im Auslande aufhalten, verlieren dadurch ihre Staatsangehörigkeit. Die vorbezeichnete Frist wird von dem Zeitpunkte des Austritts aus dem Bundesgebiete oder, wenn der Austretende sich im Besitz eines Reisepapieres oder Heimatsscheines befindet, von dem Zeitpunkte des Ablaufs dieser Papiere an gerechnet. Sie wird unterbrochen durch die Eintragung in die Matrikel eines Bundeskonsulats. Ihr Lauf beginnt von neuem mit dem auf die Löschung in der Matrikel folgenden Tage.

Der hiernach eingetretene Verlust der Staatsangehörigkeit erstreckt sich zugleich auf die Ehefrau und die unter väterlicher Gewalt stehenden minderjährigen Kinder, soweit sie sich bei dem Ehemanne, beziehungsweise Vater befinden.

Für Norddeutsche, welche sich in einem Staate des Auslandes mindestens fünf Jahre lang ununterbrochen aufhalten und in demselben zugleich die Staatsangehörigkeit erwerben, kann durch Staatsvertrag die zehnjährige Frist bis auf eine fünfjährige vermindert werden, ohne Unterschied, ob die Beteiligten sich im Besitze eines Reisepapieres oder Heimatsscheines befinden oder nicht.

Norddeutschen, welche ihre Staatsangehörigkeit durch zehnjährigen Aufenthalt im Auslande verloren und keine andere Staatsangehörigkeit erworben haben, kann die Staatsangehörigkeit in dem früheren Heimatsstaate wieder verliehen werden, auch ohne dass sie sich dort niederlassen.

Norddeutsche, welche ihre Staatsangehörigkeit durch zehnjährigen Aufenthalt im Auslande verloren haben und demnächst in das Gebiet des Norddeutschen Bundes zurückkehren, erwerben die Staatsangehörigkeit in demjenigen Bundesstaate, in welchem sie sich niedergelassen haben, durch eine von der höheren Verwaltungsbehörde ausgefertigte Aufnahmeurkunde, welche auf Nachsuchen ihnen erteilt werden muss.

§ 22. Tritt ein Norddeutscher ohne Erlaubnis seiner Regierung in fremde Staatsdienste, so kann die Zentralbehörde seines Heimatsstaates denselben durch Beschluss seiner Staatsangehörigkeit verlustig erklären, wenn er einer ausdrücklichen Aufforderung zum Austritte binnen der darin bestimmten Frist keine Folge leistet.

§ 23. Wenn ein Norddeutscher mit Erlaubnis seiner Regierung bei einer fremden Macht dient, so verbleibt ihm seine Staatsangehörigkeit.

§ 24. Die Erteilung von Aufnahmeurkunden und in den Fällen des § 15 Abs. 1 von Entlassungsurkunden erfolgt kostenfrei.

Für die Erteilung von Entlassungsurkunden in anderen als den im § 15 Absatz 1 bezeichneten Fällen darf an Stempelabgaben

und Ausfertigungsgebühren zusammen nicht mehr als höchstens ein Thaler erhoben werden.

§ 25. Für die beim Erlasse dieses Gesetzes im Auslande sich aufhaltenden Angehörigen derjenigen Bundesstaaten, nach deren Gesetzen die Staatsangehörigkeit durch einen zehnjährigen oder längeren Aufenthalt im Auslande verloren ging, wird der Lauf dieser Frist durch dieses Gesetz nicht unterbrochen.

Für die Angehörigen der übrigen Bundesstaaten beginnt der Lauf der im § 21 bestimmten Frist mit dem Tage der Wirksamkeit dieses Gesetzes.

§ 26. Alle diesem Gesetze zuwiderlaufenden Vorschriften werden aufgehoben.

§ 27. Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 1871 inkraft.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Bundesinsiegel.

Gegeben Schloss Babelsberg den 1. Juni 1870.

Wilhelm.

Gr. v. Bismarck-Schönhausen.

12. Gesetz über den Unterstützungswohnsitz. 1870 Juni 6.

Bundes-Gesetzblatt des Norddeutschen Bundes 1870, S. 360—373; vgl. unten Nr. 54.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. verordnen im Namen des Norddeutschen Bundes nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Jeder Norddeutsche ist in jedem Bundesstaate in bezug:

a) auf die Art und das Mass der im Falle der Hülfsbedürftigkeit zu gewährenden öffentlichen Unterstützung.

b) auf den Erwerb und Verlust des Unterstützungswohnsitzes als Inländer zu behandeln.

Die Bestimmungen in § 7 des Gesetzes über die Freizügigkeit vom 1. November 1867 (B.-G.-B. S. 55) sind auf Norddeutsche ferner nicht anwendbar.

§ 2. Die öffentliche Unterstützung hülfsbedürftiger Norddeutscher wird nach näherer Vorschrift dieses Gesetzes durch Ortsarmenverbände und durch Landarmenverbände geübt.

§ 3. Ortsarmenverbände können aus einer oder mehreren Gemeinden und, wo die Gutsbezirke ausserhalb der Gemeinden stehen, aus einem oder mehreren Gutsbezirken, beziehungsweise aus Gemeinden und Gutsbezirken zusammengesetzt sein. Alle zu einem Ortsarmenverbande vereinigten Gemeinden und Gutsbezirke gelten in Ansehung der durch dieses Gesetz geregelten Verhältnisse als eine Einheit.

§ 4. Wo räumlich abgegrenzte Ortsarmenverbände noch

nicht bestehen, sind dieselben bis zum 1. Juli 1871 einzurichten. Bis zum gleichen Termin muss jedes Grundstück, welches noch zu keinem Ortsarmenverbande gehört, entweder einem angrenzenden Ortsarmenverbande nach Anhörung der Beteiligten durch die zuständige Behörde (§ 8) zugeschlagen oder selbständig als Ortsarmenverband eingerichtet werden.

§ 5. Die öffentliche Unterstützung hülfsbedürftiger Norddeutscher, welche endgültig zu tragen kein Ortsarmenverband verpflichtet ist (der Landarmen), liegt den Landarmenverbänden ob. Zur Erfüllung dieser Obliegenheit hat jeder Bundesstaat bis zum 1. Juli 1871 entweder unmittelbar die Funktionen des Landarmenverbandes zu übernehmen oder besondere räumlich abgegrenzte Landarmenverbände, wo solche noch nicht bestehen, einzurichten.

Dieselben umfassen der Regel nach eine Mehrheit von Ortsarmenverbänden, können sich aber ausnahmsweise auf den Bezirk eines einzigen Ortsarmenverbandes beschränken.

§ 6. Armenverbände, deren Mitgliedschaft an ein bestimmtes Glaubensbekenntnis geknüpft ist, gelten nicht als Armenverbände im Sinne des Gesetzes.

§ 7. Die Orts- und Landarmenverbände stehen in bezug auf die Verfolgung ihrer Rechte einander gleich. Hat ein Bundesstaat unmittelbar die Funktionen des Landarmenverbandes übernommen (§ 5), so steht er in allen durch dieses Gesetz geregelten Verhältnissen den Landarmenverbänden gleich.

§ 8. Die Landesgesetze bestimmen über die Zusammensetzung und Einrichtung der Ortsarmenverbände und Landarmenverbände, über die Art und das Mass der im Falle der Hülfsbedürftigkeit zu gewährenden öffentlichen Unterstützung, über die Beschaffung der erforderlichen Mittel, darüber, in welchen Fällen und in welcher Weise den Ortsarmenverbänden von den Landarmenverbänden oder von anderen Stellen eine Beihülfe zu gewähren ist, und endlich darüber, ob und inwiefern sich die Landarmenverbände der Ortsarmenverbände als ihrer Organe behufs der öffentlichen Unterstützung Hülfsbedürftiger bedienen dürfen.

§ 9. Der Unterstützungswohnsitz wird erworben durch a) Aufenthalt, b) Verehelichung, c) Abstammung.

§ 10. Wer innerhalb eines Ortsarmenverbandes nach zurückgelegtem vierundzwanzigsten Lebensjahre zwei Jahre lang ununterbrochen seinen gewöhnlichen Aufenthalt gehabt hat, erwirbt dadurch in demselben den Unterstützungswohnsitz.

§ 11. Die zweijährige Frist läuft von dem Tage, an welchem der Aufenthalt begonnen ist.

Durch den Eintritt in eine Kranken-, Bewahr- oder Heilanstalt wird jedoch der Aufenthalt nicht begonnen.

Wo für ländliches oder städtisches Gesinde, Arbeitsleute Wirtschaftsbeamte, Pächter oder andere Mietsleute der Wechsel des Wohnortes zu bestimmten, durch Gesetz oder ortsübliches Herkommen festgesetzten Terminen stattfindet, gilt der übliche

Umzugstermin als Anfang des Aufenthaltes, sofern nicht zwischen diesem Termine und dem Tage, an welchem der Aufenthalt wirklich beginnt, ein mehr als siebentägiger Zeitraum gelegen hat.

§ 12. Wird der Aufenthalt unter Umständen begonnen, durch welche die Annahme der freien Selbstbestimmung bei der Wahl des Aufenthaltsortes ausgeschlossen wird, so beginnt der Lauf der zweijährigen Frist erst mit dem Tage, an welchem diese Umstände aufgehört haben.

Treten solche Umstände erst nach Beginn des Aufenthaltes ein, so ruht während ihrer Dauer der Lauf der zweijährigen Frist.

§ 13. Als Unterbrechung des Aufenthalts wird eine freiwillige Entfernung nicht angesehen, wenn aus den Umständen, unter welchen sie erfolgt, die Absicht erhellt den Aufenthalt beizubehalten.

§ 14. Der Lauf der zweijährigen Frist (§ 10) ruht während der Dauer der von einem Armenverbande gewährten öffentlichen Unterstützung.

Er wird unterbrochen durch den von einem Armenverbande auf Grund der Bestimmung im § 5 des Gesetzes über die Freizügigkeit vom 1. November 1867 gestellten Antrag auf Anerkennung der Verpflichtung zur Übernahme eines Hülfsbedürftigen. Die Unterbrechung erfolgt mit dem Tage, an welchem der also gestellte Antrag an den betreffenden Armenverband oder an die vorgesetzte Behörde eines der beteiligten Armenverbände abgesandt ist.

Die Unterbrechung gilt als nicht erfolgt, wenn der Antrag nicht innerhalb zweier Monate weiter verfolgt oder wenn derselbe erfolglos geblieben ist.

§ 15. Die Ehefrau teilt vom Zeitpunkte der Eheschliessung ab den Unterstützungswohnsitz des Mannes.

§ 16. Witwen und rechtskräftig geschiedene Ehefrauen behalten den bei Auflösung der Ehe gehabten Unterstützungswohnsitz so lange, bis sie denselben nach den Vorschriften der §§ 22 Nr. 2, 23 bis 27 verloren oder einen anderweitigen Unterstützungswohnsitz nach Vorschrift der §§ 9 bis 14 erworben haben.

§ 17. Als selbständig in Beziehung auf den Erwerb und Verlust des Unterstützungswohnsitzes gilt die Ehefrau auch während der Dauer der Ehe, wenn und so lange der Ehemann sie böslich verlassen hat, ferner wenn und so lange sie während der Dauer der Haft des Ehemannes oder infolge ausdrücklicher Einwilligung desselben oder kraft der nach den Landesgesetzen ihr zustehenden Befugnis vom Ehemanne getrennt lebt und ohne dessen Beihülfe ihre Ernährung findet.

§ 18. Eheliche und den ehelichen gesetzlich gleichstehende Kinder teilen vorbehaltlich der Bestimmung des § 20 den Unterstützungswohnsitz des Vaters so lange, bis sie denselben nach Vorschrift der §§ 22 Nr. 2, 23—27 verloren oder einen ander-

weitigen Unterstützungswohnsitz nach Vorschrift der §§ 9—14 erworben haben.

Sie behalten diesen Unterstützungswohnsitz auch nach dem Tode des Vaters bis zu dem vorstehend gedachten Zeitpunkte vorbehaltlich der Bestimmung des § 19.

§ 19. Wenn die Mutter den Vater überlebt, so teilen nach Auflösung der Ehe durch den Tod des Vaters die ehelichen und den ehelichen gesetzlich gleichstehenden Kinder den Unterstützungswohnsitz der Mutter in dem Umfange des § 18.

Gleiches gilt im Falle des § 17, sofern die Kinder bei der Trennung vom Hausstande des Vaters der Mutter gefolgt sind.

§ 20. Bei der Scheidung der Ehe teilen die ehelichen und den ehelichen gesetzlich gleichstehenden Kinder in dem Umfange des § 18 den Unterstützungswohnsitz der Mutter, wenn dieser die Erziehung der Kinder zusteht.

§ 21. Uneheliche Kinder teilen in dem Umfange des § 18 den Unterstützungswohnsitz der Mutter.

§ 22. Der Verlust des Unterstützungswohnsitzes tritt ein durch

1) Erwerbung eines anderweitigen Unterstützungswohnsitzes,
2) zweijährige ununterbrochene Abwesenheit nach zurückgelegtem vierundzwanzigsten Lebensjahre.

§ 23. Die zweijährige Frist läuft von dem Tage, an welchem die Abwesenheit begonnen hat.

Durch den Eintritt in eine Kranken-, Bewahr- oder Heilanstalt wird jedoch die Abwesenheit nicht begonnen.

Wo für ländliches oder städtisches Gesinde, Arbeitsleute, Wirtschaftsbeamte, Pächter oder andere Mietsleute der Wechsel des Wohnortes zu bestimmten, durch Gesetz oder ortsübliches Herkommen festgesetzten Terminen stattfindet, gilt der übliche Umzugstermin als Anfang der Abwesenheit, sofern nicht zwischen diesem Termine und dem Tage, an welchem die Abwesenheit wirklich beginnt, ein mehr als siebentägiger Zeitraum gelegen hat.

§ 24. Ist die Abwesenheit durch Umstände veranlasst, durch welche die Annahme der freien Selbstbestimmung bei der Wahl des Aufenthaltsortes ausgeschlossen wird, so beginnt der Lauf der zweijährigen Frist erst mit dem Tage, an welchem diese Umstände aufgehört haben.

Treten solche Umstände erst nach dem Beginn der Abwesenheit ein, so ruht während ihrer Dauer der Lauf der zweijährigen Frist.

§ 25. Als Unterbrechung der Abwesenheit wird die Rückkehr nicht angesehen, wenn aus den Umständen, unter welchen sie erfolgt, die Absicht erhellt den Aufenthalt nicht dauernd fortzusetzen.

§ 26. Die Anstellung oder Versetzung eines Geistlichen, Lehrers, öffentlichen oder Privatbeamten, sowie einer nicht bloss zur Erfüllung der Militärpflicht im Bundesheere oder in der Bundeskriegsmarine dienenden Militärperson gilt nicht als ein die freie Selbstbestimmung bei der Wahl des Aufenthaltsortes ausschliessender Umstand.

§ 27. Der Lauf der zweijährigen Frist (§ 22) ruht während der Dauer der von einem Armenverbande gewährten öffentlichen Unterstützung.

Er wird unterbrochen durch den von einem Armenverbande auf Grund der Bestimmung im § 5 des Gesetzes über die Freizügigkeit vom 1. November 1867 gestellten Antrag auf Anerkennung der Verpflichtung zur Übernahme eines Hülfsbedürftigen. Die Unterbrechung erfolgt mit dem Tage, an welchem der also gestellte Antrag an den betreffenden Armenverband oder an die vorgesetzte Behörde eines der beteiligten Armenverbände abgesandt ist.

Die Unterbrechung gilt als nicht erfolgt, wenn der Antrag nicht innerhalb zweier Monate weiter verfolgt oder wenn derselbe erfolglos geblieben ist.

§ 28. Jeder hülfsbedürftige Norddeutsche muss vorläufig von demjenigen Ortsarmenverbande unterstützt werden, in dessen Bezirk er sich bei dem Eintritte der Hülfsbedürftigkeit befindet. Die vorläufige Unterstützung erfolgt vorbehaltlich des Anspruches auf Erstattung der Kosten, beziehungsweise auf Übernahme des Hülfsbedürftigen gegen den hierzu verpflichteten Armenverband.

§ 29. Wenn Personen, welche im Gesindedienst stehen, Gesellen, Gewerbegehülfen, Lehrlinge, an dem Orte ihres Dienstverhältnisses erkranken, so hat der Ortsarmenverband des Dienstortes die Verpflichtung, den Erkrankten die erforderliche Kur und Verpflegung zu gewähren. Ein Anspruch auf Erstattung der entstehenden Kur- und Verpflegungskosten, beziehungsweise auf Übernahme des Hülfsbedürftigen gegen einen anderen Armenverband erwächst nur, wenn die Krankenpflege länger als sechs Wochen fortgesetzt wurde, und nur für den über diese Frist hinausgehenden Zeitraum.

Dem zur Unterstützung an sich verpflichteten Armenverbande muss spätestens sieben Tage vor Ablauf des sechswöchentlichen Zeitraums Nachricht von der Erkrankung gegeben werden, widrigenfalls die Erstattung der Kosten erst von dem sieben Tage nach dem Eingange der Nachricht beginnenden Zeitraum an gefordert werden kann.

Schwangerschaft an sich ist nicht als eine Krankheit im Sinne der vorstehenden Bestimmung anzugeben.

§ 30. Zur Erstattung der durch die Unterstützung eines hülfsbedürftigen Norddeutschen erwachsenen Kosten, soweit dieselben nicht in Gemässheit des § 29 dem Ortsarmenverbande des Dienstortes zur Last fallen, sind verpflichtet:

a) wenn der Unterstützte einen Unterstützungswohnsitz hat, der Ortsarmenverband seines Unterstützungswohnsitzes;
b) wenn der Unterstützte keinen Unterstützungswohnsitz hat, derjenige Landarmenverband, in dessen Bezirk er sich bei dem Eintritte der Hülfsbedürftigkeit befand oder, falls er im hülfsbedürftigen Zustande aus einer Straf-, Kranken-, Be-

wahr- oder Heilanstalt entlassen wurde, derjenige Landarmenverband, aus welchem seine Einlieferung in die Anstalt erfolgt ist.

Die Höhe der zu erstattenden Kosten richtet sich nach den am Orte der stattgehabten Unterstützung über das Mass der öffentlichen Unterstützung Hülfsbedürftiger geltenden Grundsätzen, ohne dass dabei die allgemeinen Verwaltungskosten der Armenanstalten sowie besondere Gebühren für die Hülfeleistung fest remunerierter Armenärzte in Ansatz gebracht werden dürfen.

Für solche bei der öffentlichen Unterstützung häufiger vorkommenden Aufwendungen, deren täglicher oder wöchentlicher Betrag sich in Pauschquanten feststellen lässt (z. B. Verpflegungssätze in Kranken- oder Armenhäusern), kann in jedem Bundesstaate, entweder für das ganze Staatsgebiet gleichmässig oder bezirksweise verschieden, ein Tarif aufgestellt und öffentlich bekannt gemacht werden, dessen Sätze die Erstattungsforderung nicht übersteigen darf.

§ 31. Der nach der Vorschrift des § 30 zur Kostenerstattung verpflichtete Armenverband ist zur Übernahme eines hülfsbedürftigen Deutschen verpflichtet, wenn die Unterstützung aus anderen Gründen als wegen einer nur vorübergehenden Arbeitsunfähigkeit notwendig geworden ist (§ 5 des Gesetzes über die Freizügigkeit vom 1. November 1867, Bundes-Gesetzbl. S. 55).

§ 32. Der zur Übernahme eines hülfsbedürftigen Norddeutschen verpflichtete Armenverband kann — soweit nicht auf Grund der §§ 55 und 56 etwas Anderes festgestellt worden ist — die Überführung desselben in seine unmittelbare Fürsorge verlangen.

Die Kosten der Überführung hat der verpflichtete Armenverband zu tragen.

Beantragt hiernach der zur Übernahme eines Hülfsbedürftigen verpflichtete Armenverband dessen Überführung, und diese unterbleibt oder verzögert sich durch die Schuld des Armenverbandes, welcher zur vorläufigen Unterstützung desselben verpflichtet ist, so verwirkt der letztere dadurch für die Folgezeit, beziehungsweise für die Zeit der Verzögerung, den Anspruch auf Erstattung der Kosten.

§ 33. Muss ein Norddeutscher, welcher keinen Unterstützungswohnsitz hat, auf Verlangen ausländischer Staatsbehörden aus dem Auslande übernommen werden, und ist bei der Übernahme der Fall der Hülfsbedürftigkeit vorhanden oder tritt derselbe innerhalb sieben Tagen nach erfolgter Übernahme ein, so liegt die Verpflichtung zur Erstattung der Kosten der Unterstützung, beziehungsweise zur Übernahme des Hülfsbedürftigen demjenigen Bundesstaate ob, innerhalb dessen der Hülfsbedürftige seinen letzten Unterstützungswohnsitz gehabt hat, mit der Massgabe, dass es jedem Bundesstaate überlassen bleibt im Wege der Landesgesetzgebung diese Verpflichtung auf seine Armenverbände zu übertragen.

§ 34. Muss ein Ortsarmenverband einen hülfsbedürftigen

Norddeutschen, welcher innerhalb desselben seinen Unterstützungswohnsitz nicht hat, unterstützen, so hat der Ortsarmenverband zunächst eine vollständige Vernehmung des Unterstützten über seine Heimats-, Familien- und Aufenthaltsverhältnisse zu bewirken und sodann den Anspruch auf Erstattung der aufgewendeten, beziehungsweise aufzuwendenden Kosten bei Vermeidung des Verlustes dieses Anspruchs binnen sechs Monaten nach begonnener Unterstützung bei dem vermeintlich verpflichteten Armenverbande mit der Anfrage anzumelden, ob der Anspruch anerkannt wird.

Ist der verpflichtete Armenverband nicht zu ermitteln, so hat die Anmeldung behufs Wahrung des erhobenen Erstattungsanspruchs innerhalb der oben normierten Frist von sechs Monaten bei der zuständigen vorgesetzten Behörde des beteiligten Armenverbandes zu erfolgen.

Ist nach der Ansicht des unterstützenden Ortsarmenverbandes der Fall dazu angethan, dem Unterstützten die Fortsetzung des Aufenthalts nach § 5 des Gesetzes über die Freizügigkeit vom 1. November 1867 (Bundes-Gesetzbl. S. 55 ff.) zu versagen, und will der Ortsarmenverband von der bezüglichen Befugnis Gebrauch machen, so ist dies in der Benachrichtigung ausdrücklich zu bemerken.

§ 35. Geht auf die erlassene Anzeige innerhalb vierzehn Tagen nach dem Empfange derselben eine zustimmende Antwort des in Anspruch genommenen Armenverbandes nicht ein, so gilt dies einer Ablehnung des Anspruchs gleich.

§ 36. Jeder Armenverband ist berechtigt, seine Ansprüche gegen einen anderen Armenverband auf dem durch dieses Gesetz bezeichneten Wege selbständig und unmittelbar vor den zur Entscheidung, sowie zur Vollstreckung derselben berufenen Behörden zu verfolgen.

§ 37. Streitigkeiten zwischen verschiedenen Armenverbänden über die öffentliche Unterstützung Hülfsbedürftiger werden, wenn die streitenden Teile einem und demselben Bundesstaate angehören, auf dem durch die Landesgesetze vorgeschriebenen Wege entschieden.

Gehören die streitenden Armenverbände verschiedenen Bundesstaaten an, so finden die nachfolgenden Vorschriften der §§ 38—51 dieses Gesetzes Anwendung.

§ 38. Lehnt ein Armenverband den gegen ihn erhobenen Anspruch auf Erstattung der Kosten oder auf Übernahme eines Hülfsbedürftigen ab, so wird auf Antrag desjenigen Armenverbandes, welcher die öffentliche Unterstützung vorläufig zu gewähren genötigt ist, über den erhobenen Anspruch im Verwaltungswege durch diejenige Spruchbehörde entschieden, welche dem in Anspruch genommenen Armenverbande vorgesetzt ist.

Die Zuständigkeit, den Instanzenzug, sowie das Verfahren regelt innerhalb jeden Bundesstaates, vorbehaltlich der Vorschriften dieses Gesetzes, die Landesgesetzgebung.

§ 39. Die zur Entscheidung zuständigen Landesbehörden sind befugt, Untersuchungen an Ort und Stelle zu veranlassen,

Zeugen und Sachverständige zu laden und eidlich zu vernehmen, überhaupt den angetretenen Beweis in vollem Umfange zu erheben.

§ 40. Die Entscheidung erfolgt durch schriftlichen mit Gründen versehenen Beschluss; sofern dabei für den in Anspruch genommenen Armenverband eine Verpflichtung zur Übernahme eines Hülfsbedürftigen (§ 31) begründet ist, muss dies in dem Beschlusse ausdrücklich ausgesprochen werden.

§ 41. Soweit die Organisation oder örtliche Abgrenzung der einzelnen Armenverbände Gegenstand des Streites ist, bewendet es endgültig bei der Entscheidung der höchsten landesgesetzlichen Instanz. Im übrigen findet gegen deren Entscheidung nur die Berufung an das Bundesamt für das Heimatswesen statt.

§ 42. Das Bundesamt für das Heimatswesen ist eine ständige und kollegiale Behörde, welche ihren Sitz in Berlin hat.

Es besteht aus einem Vorsitzenden und mindestens vier Mitgliedern. Der Vorsitzende, sowie die letzteren werden auf Vorschlag des Bundesrates vom Bundespräsidium auf Lebenszeit ernannt. Der Vorsitzende sowohl als auch mindestens die Hälfte der Mitglieder muss die Qualifikation zum höheren Richteramte im Staate ihrer Angehörigkeit besitzen.

§ 43. Bezüglich der Rechtsverhältnisse der Mitglieder des Bundesamtes gelten bis zum Erlass besonderer bundesgesetzlicher Vorschriften die Bestimmungen der §§ 23—26 des Gesetzes, betreffend die Errichtung eines obersten Gerichtshofes für Handelssachen vom 12. Juni 1869 mit der Massgabe, dass

1) an Stelle des Plenum des Oberhandelsgerichts das Plenum des Bundesamtes tritt, und dass im Falle des § 25 a. a. O. die Verrichtungen des Staatsanwalts und des Untersuchungsrichters von je einem Mitgliede des königlich preussischen Kammergerichts zu Berlin, welches der Bundeskanzler ernennt, wahrgenommen werden,
2) bezüglich der Höhe der Pensionen die Vorschriften in Anwendung kommen, welche darüber in demjenigen Bundesstaate gelten, aus dessen Dienste das Mitglied des Bundesamtes berufen ist.

§ 44. Zur Abfassung einer gültigen Entscheidung des Bundesamtes gehört die Anwesenheit von mindestens drei Mitgliedern, von denen mindestens eines die im § 42 vorgeschriebene richterliche Qualifikation haben muss.

Die Zahl der Mitglieder, welche bei der Fassung eines Beschlusses eine entscheidende Stimme führen, muss in allen Fällen eine ungerade sein. Ist die Zahl der bei der Erledigung einer Sache mitwirkenden Mitglieder eine gerade, so führt dasjenige Mitglied, welches zuletzt ernannt ist, und bei gleichem Dienstalter dasjenige, welches der Geburt nach das jüngere ist, nur eine beratende Stimme.

§ 45. Der Geschäftsgang bei dem Bundesamte wird durch

ein Regulativ geordnet, welches das Bundesamt zu entwerfen und dem Bundesrate zur Bestätigung einzureichen hat.

In dem Geschäftsregulative sind insbesondere auch die Befugnisse des Vorsitzenden festzustellen.

§ 46. Die Berufung an das Bundesamt ist bei Verlust des Rechtmittels binnen vierzehn Tagen, von der Behändigung der angefochtenen Entscheidung an gerechnet, bei derjenigen Behörde, gegen deren Entscheidung sie gerichtet ist, schriftlich anzumelden.

Die Angabe der Beschwerden, sowie die Rechtfertigung der Berufung kann entweder zugleich mit der Anmeldung der letzteren oder innerhalb vier Wochen nach diesem Termine derselben Behörde eingereicht werden.

Von sämtlichen Schriftsätzen, sowie von den etwaigen Anlagen derselben sind Duplikate beizufügen.

§ 47. Die eingegangenen Duplikate werden von der zuständigen Behörde der Gegenpartei zur schriftlichen, binnen vier Wochen nach der Behändigung in zwei Exemplaren einzureichenden Gegenerklärung zugefertigt.

§ 48. Nach Ablauf dieser Frist legt die nämliche Behörde die sämtlichen Verhandlungen nebst ihren Akten dem Bundesamte vor.

§ 49. Erachtet das Bundesamt vor Fällung der Entscheidung noch eine Aufklärung über das Sach- und Rechtsverhältnis für nötig, so ist dieselbe unter Vermittelung der zuständigen Landesbehörde vorzunehmen.

§ 50. Die Entscheidung des Bundesamtes erfolgt gebührenfrei in öffentlicher Sitzung nach erfolgter Ladung und Anhörung der Parteien.

Das Erkenntnis wird schriftlich, mit Gründen versehen, den Parteien durch Vermittelung derjenigen Behörde (§ 46) zugefertigt, gegen deren Beschluss es ergangen ist.

§ 51. Gegen die Entscheidung des Bundesamtes ist ein weiteres Rechtsmittel nicht zulässig.

§ 52. Bis zu anderweitiger, von Bundes wegen erfolgender Regelung der Kompetenz des Bundesamtes für das Heimatswesen kann durch die Landesgesetzgebung eines Bundesstaates bestimmt werden, dass die Vorschriften der §§ 38—51, 56 Absatz 2 dieses Gesetzes für die Streitsachen zwischen Armenverbänden des betreffenden Bundesstaates in Wirksamkeit treten sollen.

§ 53. In den Streitsachen über die durch dieses Gesetz geregelte öffentliche Unterstützung Hülfsbedürftiger ist die Entscheidung der ersten Instanz, ausgenommen in dem Falle des § 57, sofort vollstreckbar.

Im übrigen findet die Exekution statt:

a) auf Grund und in den Grenzen eines von dem in Anspruch genommenen Armenverbande ausgestellten Anerkenntnisses (§ 55);
b) auf Grund der endgültigen Entscheidung.

Die Vollstreckung der Exekution liegt der zur Entscheidung in erster Instanz zuständigen Behörde des verpflichteten Armen-

verbandes ob und ist bei derselben unter Beifügung der bezüglichen Urkunden zu beantragen.

§ 54. Wird die bereits vollstreckte Entscheidung der ersten landesgesetzlichen Instanz durch endgültige Entscheidungen höherer Landesinstanzen oder in Gemässheit der §§ 38 bis 51 dieses Gesetzes wieder aufgehoben, so hat die zur Entscheidung in erster Instanz zuständige Behörde desjenigen Armenverbandes, welcher die Vollstreckung der Exekution erwirkt hatte, die erforderlichen Anordnungen zu treffen, um die Exekution und deren Folgen wieder rückgängig zu machen.

§ 55. Den zur vorläufigen Unterstützung (§ 28) und beziehungsweise zur Übernahme (§ 31) eines Hülfsbedürftigen verpflichteten Armenverbänden ist es unbenommen, die thatsächliche Vollstreckung der Ausweisung (§ 5 des Gesetzes über die Freizügigkeit vom 1. November 1867) durch eine unter sich zu treffende Einigung über das Verbleiben der auszuweisenden Person oder Familie in ihrem bisherigen Aufenthaltsorte gegen Gewährung eines bestimmten Unterstützungsbetrages von Seiten des letztgedachten Armenverbandes dauernd oder zeitweilig auszuschliessen.

Die erstinstanzlichen Behörden (§§ 38, 39, 40) sind verpflichtet, auf Anrufen eines oder des anderen Beteiligten zwecks thunlicher Herstellung einer solchen Einigung vermittelnd einzuschreiten.

Ist die Einigung urkundlich in Form eines Anerkenntnisses festgestellt, so findet auf Grund derselben die administrative Exekution statt (§ 53).

§ 56. Wenn mit der Ausweisung Gefahr für Leben oder Gesundheit des Auszuweisenden oder seiner Angehörigen verbunden sein würde, oder wenn die Ursache der Erwerbs- oder Arbeitsunfähigkeit des Auszuweisenden durch eine im Bundeskriegsdienste oder bei Gelegenheit einer That persönlicher Selbstaufopferung erlittene Verwundung oder Krankheit herbeigeführt ist, oder endlich, wenn sonst die Wegweisung vom Aufenthaltsorte mit erheblichen Härten oder Nachteilen für den Auszuweisenden verbunden sein sollte, kann auch bei nicht erreichter Einigung das Verbleiben der auszuweisenden Person oder Familie in dem Aufenthaltsorte gegen Festsetzung eines von dem verpflichteten Armenverbande zu zahlenden Unterstützungsbetrages durch die zur Entscheidung in erster Instanz zuständige Behörde des Ortsarmenverbandes des Aufenthaltsortes angeordnet werden.

Gegen diese Anordnung, welche, wenn die Voraussetzungen fortfallen, unter welchen sie erlassen ist, jederzeit zurückgenommen werden kann, steht innerhalb vierzehn Tagen nach der Zustellung beiden Teilen die Berufung zu. Dieselbe erfolgt, wenn die streitenden Armenverbände einem und demselben Bundesstaate angehören, an die nächst höchste landesgesetzliche Instanz, sofern die streitenden Teile verschiedenen Bundesstaaten angehören, an das

Bundesamt für das Heimatswesen. Bei der hierauf ergehenden Entscheidung bewendet es endgültig.

Dasselbe findet statt, wenn der Antrag des verpflichteten Armenverbandes auf Erlass einer solchen Anordnung zurückgewiesen ist.

§ 57. So lange das Verfahren, betreffend den Versuch einer Einigung nach § 55 oder betreffend den Erlass der im § 56 bezeichneten Anordnung, schwebt, bleibt die Vollstreckbarkeit der Entscheidung erster Instanz ausgesetzt (§ 53).

§ 58. Ist die Ausweisung durch Transport zu bewerkstelligen, so fallen die Transportkosten als ein Teil der zu erstattenden Kosten der Unterstützung des Hülfsbedürftigen dem hierzu verpflichteten Armenverbande zur Last.

Entsteht über die Notwendigkeit des Transports oder die Art der Ausführung desselben Streit, so erfolgt die Entscheidung hierüber endgültig durch die in erster Instanz in der Hauptsache zuständige Behörde des Armenverbandes des Aufenthaltsortes (§ 38 Abs. 2).

§ 59. Ist ein Armenverband zur Zahlung der ihm endgültig auferlegten Kosten laut Bescheinigung der ihm vorgesetzten Behörde ganz oder teilweise ausser stande, so hat der Bundesstaat, welchem er angehört, entweder mittelbar oder unmittelbar für die Erstattung zu sorgen.

§ 60. Ausländer müssen vorläufig von demjenigen Ortsarmenverbande unterstützt werden, in dessen Bezirke sie sich bei dem Eintritte der Hülfsbedürftigkeit befinden. Zur Erstattung der Kosten, beziehungsweise zur Übernahme des hülfsbedürftigen Ausländers ist derjenige Bundesstaat verpflichtet, welchem der Ortsarmenverband der vorläufigen Unterstützung angehört, mit der Massgabe, dass es jedem Bundesstaate überlassen bleibt, im Wege der Landesgesetzgebung diese Verpflichtung auf seine Armenverbände zu übertragen.

§ 61. Durch die Bestimmungen dieses Gesetzes werden Rechte und Verbindlichkeiten nur zwischen den zur Gewährung öffentlicher Unterstützung nach Vorschrift dieses Gesetzes verpflichteten Verbänden (Orts-, Landarmenverbände, Bundesstaaten) begründet.

Daher werden die auf anderen Titeln (Familien- und Dienstverhältnis, Vertrag, Genossenschaft, Stiftung u. s. w.) beruhenden Verpflichtungen, einen Hülfsbedürftigen zu unterstützen, von den Bestimmungen dieses Gesetzes nicht betroffen.

§ 62. Jeder Armenverband, welcher nach Vorschrift dieses Gesetzes einen Hülfsbedürftigen unterstützt hat, ist befugt, Ersatz derjenigen Leistungen, zu deren Gewährung ein Dritter aus anderen als den durch dieses Gesetz begründeten Titeln verpflichtet ist, von dem Verpflichteten in demselben Masse und unter denselben Voraussetzungen zu fordern, als dem Unterstützten auf jene Leistungen ein Recht zusteht.

Der Einwand, dass der unterstützende Armenverband den

Ersatz von einem anderen Armenverbande zu fordern berechtigt sei, darf demselben hierbei nicht entgegengestellt werden.

§ 63. Die Verwaltungs- und Polizeibehörden sind verpflichtet innerhalb ihres Geschäftskreises den Armenverbänden behufs der Ermittelung der Heimats-, Familien- und Aufenthaltsverhältnisse eines Hülfsbedürftigen auf Verlangen behülflich zu sein.

§ 64. Das Eintreten der in den §§ 10 und 22 an den Ablauf einer bestimmten Frist geknüpften Wirkungen kann durch Vertrag oder Verzicht der beteiligten Behörden oder Personen nicht ausgeschlossen werden.

§ 65. Dieses Gesetz tritt mit dem 1. Juli 1871 inkraft. Nach diesem Tage finden die bis dahin innerhalb des Bundesgebietes gültigen Vorschriften über die durch das gegenwärtige Gesetz geregelten Rechtsverhältnisse nur insoweit noch Anwendung, als es sich um die Feststellung des Unterstützungswohnsitzes für die Zeit vor dem 1. Juli 1871 handelte.

Insbesondere kommen hierbei folgende Bestimmungen zur Anwendung:

1) Diejenigen Norddeutschen, welche am 30. Juni 1871 innerhalb des Bundesgebietes ein Heimatsrecht besitzen, haben kraft desselben am 1. Juli 1871 den Unterstützungswohnsitz in demjenigen Ortsarmenverbande, welchem ihr Heimatsort angehört.

2) Diejenigen Norddeutschen, welche am 30. Juni 1871 innerhalb des Bundesgebietes einen Unterstützungswohnsitz haben, besitzen denselben am 1. Juli 1871 mit den Folgen und Massgaben dieses Gesetzes, gleichviel ob die Voraussetzungen des Erwerbes andere waren als die durch dieses Gesetz vorgeschriebenen.

3) Wo und insoweit bisher ein Heimatsrecht oder Unterstützungswohnsitz durch blossen Aufenthalt nicht erworben, durch blosse Abwesenheit nicht verloren werden konnte, beginnt der Lauf der durch dieses Gesetz vorgeschriebenen zweijährigen Frist für den Erwerb, beziehungsweise Verlust des Unterstützungswohnsitzes mit dem 1. Juli 1871.

4) Wo bisher für den Erwerb, beziehungsweise Verlust des Unterstützungswohnsitzes die nämliche oder eine längere als die durch dieses Gesetz vorgeschriebene Frist galt, kommt bei Berechnung der letzteren die vor dem 1. Juli 1871 abgelaufene Zeitdauer in Ansatz.

5) Wo bisher für den Erwerb, beziehungsweise Verlust des Unterstützungswohnsitzes eine kürzere als die durch dieses Gesetz vorgeschriebene Frist bestand, gilt, sofern die kürzere Frist vor dem 1. Juli 1871 abgelaufen war, die Wirkung des Ablaufs als eingetreten, auch wenn die Entscheidung hierüber erst nach dem 1. Juli 1871 erfolgt. War die kürzere Frist vor dem 1. Juli 1871 noch nicht abgelaufen, so bedarf es zum Eintritt der durch dieses Gesetz vorgeschriebenen Wirkungen des Ablaufs der durch dieses Gesetz vorgeschriebenen Frist, jedoch unter Anrechnung der vor dem 1. Juli 1871 abgelaufenen Zeitdauer.

6) Das durch dieses Gesetz für die Entscheidung der Streit-

sachen über die öffentliche Unterstützung Hülfsbedürftiger vorgeschriebene Verfahren kommt nach Massgabe der Vorschrift des § 37 zur Anwendung bei denjenigen Streitsachen der Armenverbände (Armenkommunen, Armenbezirke, Heimatsbezirke), welche nach dem 30. Juni 1871 anhängig gemacht werden.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Bundesinsiegel.

Gegeben Schloss Babelsberg, den 6. Juni 1870.

Wilhelm.
Gr. v. Bismarck-Schönhausen.

13. Gesetz betr. die Verfassung des Deutschen Reiches. 1871 April 16.

S. oben Nr. 1.

14. Gesetz betr. die Vereinigung von Elsass und Lothringen mit dem Deutschen Reiche. 1871 Juni 9.

Reichs-Gesetzblatt 1871, S. 212 f.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen hiermit im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Die von Frankreich durch den Artikel I des Präliminarfriedens vom 26. Februar 1871 abgetretenen Gebiete Elsass und Lothringen werden in der durch den Artikel I des Friedensvertrages vom 10. Mai 1871 und den dritten Zusatzartikel zu diesem Vertrage festgestellten Begrenzung mit dem Deutschen Reiche für immer vereinigt.

§ 2. Die Verfassung des Deutschen Reichs tritt in Elsass und Lothringen am 1. Januar 1873* in Wirksamkeit. Durch Verordnung des Kaisers mit Zustimmung des Bundesrates können einzelne Teile der Verfassung schon früher eingeführt werden.

Die erforderlichen Änderungen und Ergänzungen der Verfassung bedürfen der Zustimmung des Reichstages.

Artikel 3 der Reichsverfassung tritt sofort in Wirksamkeit.

§ 3. Die Staatsgewalt in Elsass und Lothringen übt der Kaiser aus.

Bis zum Eintritt der Wirksamkeit der Reichsverfassung ist

* Durch Gesetz v. 20. Juni 1872 (Reichsgesetzblatt 1872, S. 208 f.) ist dieser Termin auf 1. Januar 1874 verlegt.

der Kaiser bei Ausübung der Gesetzgebung an die Zustimmung des Bundesrates und bei der Aufnahme von Anleihen oder Übernahme von Garantien für Elsass und Lothringen, durch welche irgend eine Belastung des Reichs herbeigeführt wird, auch an die Zustimmung des Reichstages gebunden.

Dem Reichstage wird für diese Zeit über die erlassenen Gesetze und allgemeinen Anordnungen und über den Fortgang der Verwaltung jährlich Mitteilung gemacht.

Nach Einführung der Reichsverfassung steht bis zu anderweitiger Regelung durch Reichsgesetz das Recht der Gesetzgebung auch in den der Reichsgesetzgebung in den Bundesstaaten nicht unterliegenden Angelegenheiten dem Reiche zu.

§ 4. Die Anordnungen und Verfügungen des Kaisers bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Gegenzeichnung des Reichskanzlers, der dadurch die Verantwortlichkeit übernimmt.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 9. Juni 1871.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

15. Erlass betr. die Geschäftsführung der oberen Marinebehörde. 1871 Juni 15.

Reichs-Gesetzblatt 1871, S. 272—4; vgl. unten Nr. 18.

In Abänderung Meiner Order vom 16. April 1861 bestimme Ich auf Ihren Antrag zur anderweitigen Organisation der oberen Marinebehörden:

1) das Oberkommando der Marine als gesonderte Behörde bleibt aufgehoben;
2) die Funktionen des früheren Oberbefehlshabers und Oberkommandos der Marine gehen auf den Marineminister, resp. das Marineministerium über;
3) der Marineminister hat fortan die Geschäfte des Oberkommandos und der Verwaltung der Marine nach Massgabe der Vorschriften des beiliegenden, von Mir genehmigten Regulativs zu leiten.

Diesen Meinen Erlass haben Sie durch das Reichsgesetzblatt und die Gesetzsammlung zu veröffentlichen.

Berlin den 15. Juni 1871.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck. v. Roon.

An den Reichskanzler und den Marineminister.

Regulativ
betreffend die Geschäftsführung der oberen Marinebehörde.
Vom 15. Juni 1871.

Nachdem das Oberkommando der Marine in seinem bisherigen Bestande und Personale aufgelöst ist und dessen seitherige Funktionen durch Meine Order vom 15. Juni cr. dem Marineminister, resp. dem Marineministerium übertragen sind, bestimme Ich im Interesse der einheitlicheren Leitung der Marineangelegenheiten über die Geschäftsführung der oberen Marinebehörde, wie folgt:

1) Der Geschäftskreis des Marineministeriums umfasst ohne Ausnahme alle Angelegenheiten, welche die Einrichtung, Erhaltung und Entwickelung, sowie die Verwendung der Reichsmarine betreffen. Die durch Meine Order vom 29. Juli 1870 provisorisch eingesetzte Kommandoabteilung fungiert fortan nur als integrierender Teil des Marineministeriums, resp. als Organ des Marineministers.

2) Dem Marineminister wird neben den ihm als Verwaltungschef zustehenden Rechten und Pflichten, zu welchen namentlich die Regelung des Geschäftsganges innerhalb des Ministeriums und zwischen letzterem und den untergebenen Verwaltungsbehörden zu zählen ist, von jetzt ab auch die Ausübung aller dem bisherigen Oberkommando obgelegenen Dienstbefugnisse einschliesslich der höheren Militärgerichtsbarkeit und Disziplinarstrafgewalt übertragen.

3) Unter dem Marineminister leitet der Präses die Geschäfte des Marineministeriums. Derselbe ist in allen Beziehungen der stetige Vertreter des Ministers, und ist ihm das gesamte Personal des Marineministeriums untergeben, sowie sämtliche Personen und Behörden der Marineverwaltung. Derselbe ist mitverantwortlich für eine geregelte, einheitliche und sachgemässe Behandlung der Geschäfte der gesamten Marineverwaltung. Er entscheidet und unterzeichnet selbständig in allen den Angelegenheiten, in denen der Minister sich die Entscheidung nicht vorbehalten hat.

Dem Präses steht die Disziplinargewalt eines Divisionskommandeurs zu, und verbleibt derselbe auch behufs gelegentlicher Vertretung des Ministers in Behinderungsfällen im Besitze der ihm verliehenen höheren Gerichtsbarkeit.

4) Alle Verfügungen und Befehle in Kommandoangelegenheiten, welche nicht von Mir ausgehen, werden fortan unter der Firma des Marineministers oder in dessen Vertretung „für den Marineminister“ durch den Präses erlassen.

5) Die in Personalangelegenheiten bisher vom Oberkommando der Marine ausgegangenen Immediateingaben werden Mir für die Folge auf Grund der von dem Präses gemachten bezüglichen Vorschläge durch den Minister eingereicht. Sie gelangen nach Meiner Entscheidung durch den Marineminister an das Marineministerium zur Verkündigung und Ausführung zurück.

6) Diejenigen Verwaltungsvorschriften und Verfügungen des Marineministers, welche bisher durch Vermittelung des Oberkommandos der Marine an die Stationskommandos, an die Geschwader- oder Schiffskommandos gelangten, werden fortan direkt durch den Marineminister oder das Marineministerium an die genannten Kommandos, die Marineintendantur und die Lokalverwaltungen erlassen.

7) Behufs der Kontrolle über die Ausführung Meiner Befehle und der in Meinem Namen und Auftrage erlassenen reglementarischen Ministerialvorschriften werden die verschiedenen Marineteile regelmässigen Inspizierungen unterworfen, die in Meinem Namen durch den Generalinspekteur der Marine oder im Auftrage des Marineministers durch den damit betrauten älteren Seeoffizier vorzunehmen sind. — Über das Resultat der Inspizierungen hat Mir der General-Inspekteur direkt zu berichten. Derselbe wird sich dabei darauf zu beschränken haben, zu prüfen, ob und inwieweit die für die Flotte und die verschiedenen Marineteile und Etablissements erlassenen organischen und reglementarischen Vorschriften zur gedeihlichen Ausführung gelangt sind. Demzufolge ist der Generalinspekteur durch das Marineministerium in laufender Kenntnis von allen organischen Einrichtungen und Bestimmungen zu erhalten, die für die Marine erlassen werden.

8) In allen den Fällen, in denen der Minister zur Lösung schwieriger Fragen organisatorischer und technischer Natur des Beirates erfahrener Seeoffiziere und sachverständiger Techniker, die dem Marineministerium nicht angehören, zu bedürfen glaubt, hat er wie bisher das Recht, den Admiralitätsrat zu berufen und solchem die betreffenden Fragen zur Begutachtung vorzulegen. — Der Generalinspekteur der Marine ist ständiges Mitglied des Admiralitätsrates. Ausserdem besteht derselbe unter Vorsitz des Ministers aus den von diesem bezeichneten Mitgliedern des Marineministeriums und den von ihm dazu berufenen Seeoffizieren, Beamten und Technikern. — Über die stattfindenden Beratungen wird ein Protokoll geführt, welches von allen Teilnehmern zu unterzeichnen und zu den Akten des Marineministeriums zu nehmen ist.

9) Die Marineintendantur behält ihre bisherige Stellung zum Marineministerium; der Intendant funktioniert gegebenen Falles als Referent des Marineministers in dessen Eigenschaft als Oberbefehlshaber der Marine.

10) Alle diesem Regulativ entgegenstehenden Bestimmungen werden hierdurch aufgehoben.

Berlin den 15. Juni 1871.

Wilhelm.

Fürst v. Bismarck. v. Roon.

16. Gesetz betr. die Bildung eines Reichskriegsschatzes. 1871 Nov. 11.

Reichs-Gesetzblatt 1871, S. 403 f.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Sobald der preussische Staatsschatz aufgehoben ist, soll aus der von Frankreich zu entrichtenden Kriegsentschädigung der Betrag von vierzig Millionen Thalern zur Bildung eines in gemünztem Gelde verwahrlich niederzulegenden Reichskriegsschatzes verwendet werden.

Über denselben kann zu Ausgaben nur für Zwecke der Mobilmachung und nur mittelst kaiserlicher Anordnung unter vorgängig oder nachträglich einzuholender Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages verfügt werden.

§ 2. Bei eingetretener Verminderung des Bestandes von vierzig Millionen Thalern ist bis zur Wiederherstellung desselben der Reichskriegsschatz durch Zuführung

1) der aus andern als den im Reichshaushaltsetat aufgeführten Bezugsquellen fliessenden Einnahmen des Reichs und
2) im übrigen nach der darüber durch den Reichshaushaltsetat zu treffenden Bestimmung zu ergänzen.

§ 3. Die Verwaltung des Reichskriegsschatzes wird dem Reichskanzler übertragen, welcher dieselbe nach den darüber mit Zustimmung des Bundesrates ergehenden Anordnungen des Kaisers unter Kontrolle der Reichsschuldenkommission zu führen hat.

Die Reichsschuldenkommission erhält von dem Reichskanzler alljährlich eine Nachweisung über den Bestand des Reichskriegsschatzes und ausserdem in kürzester Frist Mitteilung von allen in Ansehung desselben ergehenden Anordnungen und vorkommenden Veränderungen. Sie hat die Befugnis, sich von dem Vorhandensein und der sicheren Aufbewahrung der Bestände des Reichskriegsschatzes Überzeugung zu verschaffen.

Dem Bundesrat und dem Reichstage ist bei deren regelmässigem jährlichen Zusammentritt von der Reichsschuldenkommission unter Vorlegung der von ihr geprüften Nachweisung über den Bestand des Reichskriegsschatzes Bericht zu erstatten.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 11. November 1871.

Wilhelm.

Fürst v. Bismarck.

17. Gesetz betr. die Ausprägung von Reichsgoldmünzen. 1871 Dez. 4.

Reichs-Gesetzblatt 1871, S. 404—406.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, wie folgt:

§ 1. Es wird eine Reichsgoldmünze ausgeprägt, von welcher aus einem Pfunde feinen Goldes 139½ Stück ausgebracht werden.

§ 2. Der zehnte Teil dieser Goldmünze wird Mark genannt und in hundert Pfennige eingeteilt.

§ 3. Ausser der Reichsgoldmünze zu 10 Mark (§ 1) sollen ferner ausgeprägt werden: Reichsgoldmünzen zu 20 Mark, von welchen aus einem Pfunde feinen Goldes 69¾ Stück ausgebracht werden.

§ 4. Das Mischungsverhältnis der Reichsgoldmünzen wird auf 900 Tausendteile Gold und 100 Tausendteile Kupfer festgestellt.

Es werden demnach 125,55 Zehnmarkstücke, 62,755 Zwanzigmarkstücke je ein Pfund wiegen.

§ 5. Die Reichsgoldmünzen tragen auf der einen Seite den Reichsadler mit der Inschrift „Deutsches Reich“ und mit der Angabe des Wertes in Mark, sowie mit der Jahreszahl der Ausprägung, auf der anderen Seite das Bildnis des Landesherrn, beziehungsweise das Hoheitszeichen der freien Städte mit einer entsprechenden Umschrift und dem Münzzeichen. Durchmesser der Münzen, Beschaffenheit und Inschrift der Ränder derselben werden vom Bundesrate festgestellt.

§ 6. Bis zum Erlass eines Gesetzes über die Einziehung der groben Silbermünzen erfolgt die Ausprägung der Goldmünzen auf Kosten des Reichs für sämtliche Bundesstaaten auf den Münzstätten derjenigen Bundesstaaten, welche sich dazu bereit erklärt haben.

Der Reichskanzler bestimmt unter Zustimmung des Bundesrates die in Gold auszumünzenden Beträge, die Verteilung dieser Beträge auf die einzelnen Münzgattungen und auf die einzelnen Münzstätten und die den letzteren für die Prägung jeder einzelnen Münzgattung gleichmässig zu gewährende Vergütung. Er versieht die Münzstätten mit dem Golde, welches für die ihnen überwiesenen Ausprägungen erforderlich ist.

§ 7. Das Verfahren bei Ausprägung der Reichsgoldmünzen wird vom Bundesrate festgestellt und unterliegt der Beaufsichtigung von seiten des Reichs. Dieses Verfahren soll die vollständige Genauigkeit der Münzen nach Gehalt und Gewicht sicherstellen. Soweit eine absolute Genauigkeit bei dem einzelnen Stücke nicht innegehalten werden kann, soll die Abweichung in mehr oder weniger im Gewicht nicht mehr als zweiundeinhalb Tausendteile seines Gewichts, im Feingehalt nicht mehr als zwei Tausendteile betragen.

§ 8. Alle Zahlungen, welche gesetzlich in Silbermünzen der Thalerwährung, der süddeutschen Währung, der lübischen oder hamburgischen Kurantwährung oder in Thalern Gold Bremer Rechnung zu leisten sind oder geleistet werden dürfen, können in Reichsgoldmünzen (§§ 1 und 3) dergestalt geleistet werden, dass gerechnet wird:

das Zehnmarkstück zum Werte von $3\frac{1}{3}$ Thalern oder 5 Fl. 50 Kr. süddeutscher Währung, 8 Mark $5\frac{1}{3}$ Schilling lübischer und hamburgischer Kurantwährung, $3\frac{1}{83}$ Thaler Gold Bremer Rechnung;

das Zwanzigmarkstück zum Werte von $6\frac{2}{3}$ Thalern oder 11 Fl. 40 Kr. süddeutscher Währung, 16 Mark $10\frac{2}{3}$ Schilling lübischer und hamburgischer Kurantwährung, $6\frac{2}{83}$ Thaler Gold Bremer Rechnung.

§ 9. Reichsgoldmünzen, deren Gewicht um nicht mehr als fünf Tausendteile hinter dem Normalgewicht (§ 4) zurückbleibt (Passiergewicht), und welche nicht durch gewaltsame oder gesetzwidrige Beschädigung am Gewicht verringert sind, sollen bei allen Zahlungen als vollwichtig gelten.

Reichsgoldmünzen, welche das vorgedachte Passiergewicht nicht erreichen und an Zahlungsstatt von den Reichs-, Staats-, Provinzial- oder Kommunalkassen, sowie von Geld- und Kreditanstalten und Banken angenommen worden sind, dürfen von den gedachten Kassen und Anstalten nicht wieder ausgegeben werden.

Die Reichsgoldmünzen werden, wenn dieselben infolge längerer Zirkulation und Abnutzung am Gewicht so viel eingebüsst haben, dass sie das Passiergewicht nicht mehr erreichen, für Rechnung des Reichs zum Einschmelzen eingezogen. Auch werden dergleichen abgenutzte Goldmünzen bei allen Kassen des Reichs und der Bundesstaaten stets voll zu demjenigen Werte, zu welchem sie ausgegeben sind, angenommen werden.

§ 10. Eine Ausprägung von anderen, als den durch dieses Gesetz eingeführten Goldmünzen, sowie von groben Silbermünzen mit Ausnahme von Denkmünzen findet bis auf weiteres nicht statt.

§ 11. Die zur Zeit umlaufenden Goldmünzen der deutschen Bundesstaaten sind von Reichs wegen und auf Kosten des Reichs nach Massgabe der Ausprägung der neuen Goldmünzen (§ 6) einzuziehen.

Der Reichskanzler wird ermächtigt, in gleicher Weise die Einziehung der bisherigen groben Silbermünzen der deutschen Bundesstaaten anzuordnen und die zu diesem Behufe erforderlichen Mittel aus den bereitesten Beständen der Reichskasse zu entnehmen.

Über die Ausführung der vorstehenden Bestimmungen ist dem Reichstage alljährlich in seiner ersten ordentlichen Session Rechenschaft zu geben.

§ 12. Es sollen Gewichtsstücke zur Eichung und Stempelung zugelassen werden, welche das Normalgewicht und das Passier-

gewicht der nach Massgabe dieses Gesetzes auszumünzenden Goldmünzen, sowie eines Vielfachen derselben angeben. Für die Eichung und Stempelung dieser Gewichtsstücke sind die Bestimmungen der Artikel 10 und 18 der Mass- und Gewichtsordnung vom 17. August 1868 (Bundesgesetzbl. S. 473) massgebend.

§ 13. Im Gebiet des Königreichs Baiern kann im Bedürfnisfall eine Unterteilung des Pfennigs in zwei Halbpfennige stattfinden.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 4. Dezember 1871.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

18. Erlass betr. die oberste Marinebehörde. 1872 Jan. 1.

Reichs-Gesetzblatt 1872 S. 5; vgl. oben Nr. 15.

In Verfolg Meiner Erlasse vom 30. November und 31. Dezember v. J. bestimme Ich, dass das Marineministerium unter Fortdauer der durch das Regulativ vom 15. Juni v. J. (Reichsgesetzblatt S. 272) geschaffenen Einrichtung der oberen Marinebehörde fortan den Namen „Kaiserliche Admiralität" führen und einen Chef zum Vorstande erhalten soll, welcher die Verwaltung unter der Verantwortlichkeit des Reichskanzlers und den Oberbefehl nach Meinen Anordnungen zu führen hat.

Dieser Erlass ist durch das Reichsgesetzblatt zu veröffentlichen.

Berlin den 1. Januar 1872.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

An den Reichskanzler.

19. Gesetz betr. die Einführung von Bestimmungen über das Reichskriegswesen in Elsass-Lothringen. 1872 Jan. 23.

Reichs-Gesetzblatt 1872, S. 31—33.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates für Elsass-Lothringen, was folgt:

§ 1. Die nachstehenden, das Reichskriegswesen betreffenden Artikel [*57—65*] der Verfassung des deutschen Reichs [*hier weggelassen*] treten in Elsass-Lothringen inkraft.

§ 2. Das in der Anlage beigefügte Reichsgesetz vom 9. November 1867, die Verpflichtung zum Kriegsdienste betreffend (Bundesgesetzbl. für 1867 S. 131), wird hierdurch in Elsass-Loth-

ringen eingeführt. Dasselbe findet auf die vor dem 1. Januar 1851 geborenen Angehörigen von Elsass-Lothringen keine Anwendung.

Die Musterung der nach diesem Zeitpunkte geborenen Wehrpflichtigen beginnt im Oktober 1872, die Zahl der einzustellenden Wehrpflichtigen richtet sich nach dem anliegenden Reichsgesetze vom 9. Dezember 1871.

Hinsichtlich der Zulassung zum einjährigen Dienste — § 11 des Gesetzes — sowie bei Beurteilung der auf häusliche etc. Verhältnisse gegründeten Anträge auf Befreiung vom Militärdienst soll während der nächsten Jahre auf die besonderen Verhältnisse von Elsass-Lothringen Rücksicht genommen werden.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 23. Januar 1872.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

20. Erlass betr. die Veränderung der Organisation der Marineintendantur. 1872 Juni 18.

Reichs-Gesetzblatt 1872, S. 361.

Auf Ihren Vortrag genehmige Ich die Veränderung der jetzigen Organisation der Marineintendantur unter gleichzeitiger Aufhebung der Beziehungen, in welchen dieselbe nach Massgabe Meines Erlasses vom 19. Juni 1862 und der infolge desselben ergangenen Instruktionen zu den Werften steht, dahin, dass diese Behörde in zwei Stationsintendanturen, deren Vorsteher Marineintendanturräte mit dem Amtscharakter als Stationsintendanten sein sollen, geteilt und eine derselben, bestimmt für die Marinestation der Ostsee, nach Kiel, die andere, bestimmt für die Marinestation der Nordsee, nach Wilhelmshaven verlegt werde. Ebenso genehmige Ich die Einsetzung eines Dezernats für Rechnungsrevision in der Admiralität, auf welches die bisherigen Geschäfte der Marineintendantur, soweit sie die technischen Institute der Marine betreffen, überzugehen haben und welchem ausserdem noch andere geeignete Dienstgeschäfte nach dem Ermessen des Chefs der Admiralität zu überweisen sind. Das Personal dieses Dezernats mit Einschluss des Dezernenten ist von der Marineintendantur zu entnehmen. Die Ausführung beider Massregeln hat am 1. Oktober dieses Jahres zu erfolgen. Die Instruktionen für die Stationsintendanturen, sowie für das Dezernat für Rechnungsrevision in der Admiralität hat der Chef derselben zu erlassen.

Berlin den 18. Juni 1872.

Wilhelm.
In Vertretung des Reichskanzlers:
Delbrück.

An den Reichskanzler.

21. Gesetz betr. den Orden der Gesellschaft Jesu. 1872 Juli 4.

Reichs-Gesetzblatt 1872, S. 253; vgl. unten Nr. 55.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Der Orden der Gesellschaft Jesu und die ihm verwandten Orden und ordensähnlichen Kongregationen sind vom Gebiet des Deutschen Reichs ausgeschlossen.

Die Errichtung von Niederlassungen derselben ist untersagt. Die zur Zeit bestehenden Niederlassungen sind binnen einer vom Bundesrat zu bestimmenden Frist, welche sechs Monate nicht übersteigen darf, aufzulösen.

§ 2. Die Angehörigen des Ordens der Gesellschaft Jesu oder der ihm verwandten Orden oder ordensähnlichen Kongregationen können, wenn sie Ausländer sind, aus dem Bundesgebiet ausgewiesen werden; wenn sie Inländer sind, kann ihnen der Aufenthalt in bestimmten Bezirken oder Orten versagt oder angewiesen werden.

§ 3. Die zur Ausführung und zur Sicherstellung des Vollzugs dieses Gesetzes erforderlichen Anordnungen werden vom Bundesrate erlassen.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Bad Ems den 4. Juli 1872.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

22. Gesetz betr. die Einführung des Reichsgesetzes über die Freizügigkeit u. s. w. in Elsass-Lothringen. 1873 Jan. 8.

Reichs-Gesetzblatt 1873, S. 51.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates, für Elsass-Lothringen was folgt:

Art. 1. Die Wirksamkeit des anliegenden Reichsgesetzes über die Freizügigkeit vom 1. November 1867 [*oben Nr. 4*] wird auf Elsass-Lothringen ausgedehnt.

Die nach dem ersten Absatz des § 7 des anliegenden Gesetzes massgebenden Bestimmungen sind in der Beilage zusammengestellt.

Art. 2. Das Gesetz über die Erwerbung und den Verlust der Bundes- und Staatsangehörigkeit vom 1. Juni 1870 [*oben Nr. 11*]

tritt in der durch die Bestimmungen des § 9 des Reichsgesetzes vom 22. April 1871 (Reichs-Gesetzbl. 1871 S. 87) veränderten, in dem anliegenden Abdruck wiedergegebenen Fassung in Elsass-Lothringen mit der Massgabe in Kraft, dass, wo im ersteren Gesetz von dem Norddeutschen Bunde, dessen Gebiet, Staaten, Indigenat, verfassungsmässigen Organen, Angehörigen und Beamten die Rede ist, das deutsche Reich und dessen entsprechende Beziehungen zu verstehen sind.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 8. Januar 1873.

Wilhelm.

Fürst v. Bismarck.

23. Gesetz über die Kriegsleistungen. 1873 Juni 13.

Reichs-Gesetzblatt 1873, S. 129—137.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Von dem Tage ab, an welchem die bewaffnete Macht mobil gemacht wird, tritt die Verpflichtung des Bundesgebiets zu allen Leistungen für Kriegszwecke nach den Bestimmungen dieses Gesetzes ein.

Beschränkt sich die Mobilmachung auf einzelne Abteilungen der bewaffneten Macht, so tritt diese Verpflichtung nur bezüglich der mobil gemachten, augmentierten oder in Bewegung gesetzten Teile derselben, sowie zur Herstellung der notwendigen Verteidigungsanstalten ein.

§ 2. Diese Leistungen sollen nur insoweit in Anspruch genommen werden, als für die Beschaffung der Bedürfnisse nicht anderweitig, insbesondere nicht durch freien Ankauf, beziehungsweise Barzahlung oder durch Entnahme aus den Magazinen gesorgt werden kann.

Für diese Leistungen ist nach den Bestimmungen dieses Gesetzes Vergütung aus Reichsmitteln zu gewähren.

I. Kriegsleistungen der Gemeinden.

§ 3. Dem Reiche gegenüber sind zunächst die Gemeinden zu nachfolgenden Leistungen verpflichtet:

1) Gewährung des Naturalquartiers für die bewaffnete Macht, einschliesslich des Heergefolges sowie der Stallung für die zugehörigen Pferde, beides, soweit Räumlichkeiten hierfür vorhanden sind;

2) Gewährung der Naturalverpflegung für die auf Märschen und in Kantonnierungen befindlichen Teile der bewaffneten Macht, einschliesslich des Heergefolges, sowie der Fourage für die zugehörigen Pferde;
3) Überlassung der im Gemeindebezirk vorhandenen Transportmittel und Gespanne für militärische Zwecke und Stellung der in der Gemeinde anwesenden Mannschaften zum Dienste als Gespannführer, Wegweiser und Boten, sowie zum Wege-, Eisenbahn- und Brückenbau, zu fortifikatorischen Arbeiten, zu Fluss- und Hafensperren und zu Boots- und Prahmdiensten;
4) Überweisung der für den Kriegsbedarf erforderlichen Grundstücke und vorhandenen Gebäude, sowie der im Gemeindebezirke vorhandenen Materialien zur Anlegung von Wegen, Eisenbahnen, Brücken, Lagern, Übungs- und Biwaksplätzen, zu fortifikatorischen Anlagen und zu Fluss- und Hafensperren;
5) Gewährung des im Gemeindebezirke vorhandenen Feuerungsmaterials und Lagerstrohs für Lager und Biwak, sowie
6) der sonstigen Dienste und Gegenstände, deren Leistung, beziehungsweise Lieferung das militärische Interesse ausnahmsweise erforderlich machen könnte, insbesondere von Bewaffnungs- und Ausrüstungsgegenständen, Arznei- und Verbandmitteln, soweit die hierzu erforderlichen Personen und Gegenstände im Gemeindebezirke anwesend und beziehungsweise vorhanden sind.

§ 4. In welchen Fällen und in welchem Umfange die Verpflichtungen des § 3 einzutreten haben, wird auf Requisition der Militärbehörde durch Anordnung der nach den Landesgesetzen zuständigen Zivilbehörde bestimmt. Es ist hierbei auf die Leistungsfähigkeit der Gemeinden Rücksicht zu nehmen.

In den Städten, welche einen eigenen Kreis bilden oder welche da, wo Kreisverbände nicht bestehen, nach der letzten Volkszählung mindestens 25,000 Seelen haben, werden der Regel nach die Requisitionen direkt an den Stadtvorstand gerichtet.

In dringenden Fällen kann die zuständige Militärbehörde auch sonst die Leistungen direkt von der Gemeindebehörde und, wo diese nicht rechtzeitig zu erreichen ist, von den Leistungspflichtigen in der Gemeinde (§ 6) unmittelbar requirieren.

Anordnungen wie Requisitionen sind in der Regel schriftlich zu erlassen und müssen die genaue Bezeichnung der geforderten Leistung enthalten.

Über die erfolgte Leistung ist Bescheinigung auszustellen.

§ 5. Für die vollständige und rechtzeitige Erfüllung der geforderten Leistungen sind die Gemeinden verantwortlich. Die Weigerung oder Säumnis derselben berechtigt die Zivilbehörde die Leistung zwangsweise herbeizuführen. Bei Gefahr im Verzuge ist hierzu auch die Militärbehörde befugt.

§ 6. Die Gemeinden sind berechtigt, behufs Erfüllung der geforderten Leistungen die zur Teilnahme an den Gemeindelasten

Verpflichteten, sowie die sonst in der Gemeinde sich aufhaltenden oder Eigentum in derselben besitzenden Angehörigen des Reichs zu Naturalleistungen und Diensten aller Art heranzuziehen, insbesondere auch die in den Gemeindebezirken gelegenen Grundstücke und Gebäude, mit Ausnahme der landesherrlichen Schlösser und der unmittelbar zu Staatszwecken dienenden Gebäude oder Gebäudeteile, zu benutzen und sich nötigenfalls zwangsweise in deren Besitz zu setzen.

Die in der Gemeinde durch die Leistungen etwa entstehenden Barkosten sind von den zur Teilnahme an den Gemeindelasten Verpflichteten aufzubringen.

Die Gemeinden sind berechtigt, Naturalquartier und Verpflegung für eigene Rechnung zu übernehmen und die erwachsenden Kosten auf die hierdurch von unmittelbarer Leistung befreiten Pflichtigen nach Verhältnis ihrer Verpflichtung zur Naturalleistung (Absatz 1) umzulegen.

§ 7. Die Gemeinde hat den nach § 6 mit Naturalleistungen oder Diensten in Anspruch Genommenen Vergütung in dem Umfange zu gewähren, in welchem die letztere nach den folgenden Bestimmungen vom Reiche gewährt wird.

Die Gemeinde ist in der Regel nicht verpflichtet, die Vergütung früher auszuzahlen, als sie ihr vom Reiche zur Verfügung gestellt ist. Jedoch ist in den Fällen besonderer Bedürftigkeit oder unverhältnismässiger Belastung einzelner Leistungspflichtiger diese Vergütung vorschussweise von der Gemeinde zu zahlen.

Von diesen besonderen Fällen abgesehen, kommen die vom Reiche zu zahlenden Zinsen (§ 20) den Einzelnen zu.

Zur Sicherung seiner Forderung kann jeder von der Gemeinde in Anspruch Genommene über die von ihm gemachte Leistung eine Bescheinigung von der Gemeinde fordern.

§ 8. Die in diesem Gesetze für Gemeinden getroffenen Bestimmungen gelten auch für die einem Gemeindeverbande nicht einverleibten selbständigen Gutsbezirke.

§ 9. Vergütung für Naturalquartier und Stallung wird seitens des Reichs nur gewährt:

1) für die Truppenteile, welche schon vor der Mobilmachung zur Besatzung des Ortes gehörten, bis zu ihrem Ausmarsche,
2) für die Truppentheile, welche zur Besatzung des Ortes nach der Mobilmachung einrücken, insbesondere auch für die Besatzung der Etappenorte,
3) für Ersatztruppen in ihren Standquartieren,

und zwar nach den für den Friedenszustand geltenden Sätzen.

In diesen Fällen finden bezüglich der Beschaffenheit des Quartiers im allgemeinen die für den Friedenszustand geltenden Vorschriften Anwendung. In allen übrigen Fällen muss der Einquartierte sich mit demjenigen begnügen, was nach Massgabe der obwaltenden Verhältnisse angewiesen werden kann, und sind dem

Quartiergeber nur die auf Requisition der Militärbehörde gemachten Auslagen zu ersetzen.

§ 10. Die Entschädigung für die Naturalverpflegung erfolgt nach den für den Friedenszustand geltenden Sätzen, jedoch mit der Massgabe, dass nur die Hälfte dieser Sätze gewährt wird, wenn bei eiligen Märschen, bei Benutzung der Eisenbahn und bei ähnlichen Veranlassungen nur ein Teil der Verpflegung, z. B. das Mittagessen allein oder eine Abendmahlzeit und das Frühstück allein verabreicht werden kann.

Der mit Verpflegung Einquartierte — sowohl der Offizier und Beamte als auch der Soldat — hat sich in der Regel mit der Kost des Quartiergebers zu begnügen. Bei vorkommenden Streitigkeiten muss dem Einquartierten dasjenige gewährt werden, was er nach dem Reglement bei einer Verpflegung aus dem Magazin zu fordern berechtigt sein würde.

§ 11. Für Gewährung von Fourage werden, soweit sie in natura vorhanden war, die Durchschnittspreise der letzten zehn Friedensjahre — mit Weglassung des teuersten und des wohlfeilsten Jahres — bewilligt. Soweit die nötige Fourage im Gemeindebezirke nicht vorhanden war und von der Gemeinde durch Ankauf herbeigeschafft werden musste, erfolgt die Vergütung nach den Durchschnittspreisen, welche zur Zeit der Lieferung in dem Marktorte des Lieferungsverbandes (§ 19 Absatz 2 und 3) bestanden, zu dessen Bezirke die Gemeinde gehört.

§ 12. Für den Vorspann und die Spanndienste gelten die nachfolgenden Bestimmungen:

1) Die Vergütung erfolgt tageweise nach den von dem Bundesrate von Zeit zu Zeit für jeden Bezirk eines Lieferungsverbandes (§ 17) endgültig festzustellenden Vergütungssätzen. Die Sätze sind nach den im betreffenden Bezirke üblichen Fuhrpreisen zu normieren. Werden die Fuhren einen halben Tag oder darunter in Anspruch genommen, so wird ein halber Tag berechnet.

   Auch für die Fahrt vom Wohn- nach dem Stellungsorte und zurück wird Vergütung nach gleichen Grundsätzen gewährt, wenn die Entfernung mehr als eine Meile beträgt; in diesem Falle ist eine Wegestrecke bis zu zwei Meilen einem halben Tage gleichzusetzen.

2) Fuhren, die länger als 48 Stunden von ihrer Heimat fern gehalten werden, haben auf der ihnen vorzuschreibenden Etappenstrasse neben freiem Quartier für Führer und Zugtiere freie Verpflegung zu beanspruchen ohne Kürzung ihrer Fuhrpreise.

3) Werden Fuhren länger als 48 Stunden ausserhalb ihrer Heimat oder auf unbestimmte Dauer in Anspruch genommen, so sind Zugtiere, Wagen und Geschirr vor dem Abgang durch Sachverständige zu taxieren, und ist dem Eigentümer auf Grund der Taxe voller Ersatz für Verluste, Beschädigun

und aussergewöhnliche Abnutzung an Zugtieren, Wagen und Geschirr zu gewähren, welche infolge oder gelegentlich der Vorspann- oder Spanndienstleistungen ohne Verschulden des Eigentümers oder des von ihm gestellten Gespannführers entstanden sind.

Ist eine vorherige Schätzung nicht möglich, so soll der Wert nachträglich festgestellt werden.

§ 13. Für die Gewährung von Arbeitskräften und Transportmitteln mit Ausnahme der Fuhrenleistung, sowie für die Lieferung des Lagerstrohes und Feuerungsmaterials für Lager und Biwaks wird die Vergütung nach den in gewöhnlichen Zeiten ortsüblichen Preisen gewährt.

§ 14. Für Einräumung der zu Kriegszwecken erforderlichen, leerstehenden oder disponiblen eigenen Gebäude der Gemeinden und für die Überlassung freier Plätze, Ödungen und unbestellter Äcker — bis zur Zeit der Bestellung — zu militärischen Zwecken wird Vergütung nur für die durch die Benutzung erweislich herbeigeführte Beschädigung und ausserordentliche Abnutzung gewährt.

Bei Überweisung sonstiger Gebäude und Grundstücke wird auch für die entzogene Nutzung Vergütung gewährt, soweit der Vergütungsanspruch nicht durch das Gesetz über die Beschränkung des Grundeigentums in der Umgebung von Festungen vom 21. Dezember 1871 überhaupt ausgeschlossen ist.

Werden Grundstücke, welche zur Ergänzung fortifikatorischer Anlagen im Falle der Armierung einer Festung in Anspruch genommen worden sind, nach eingetretener Desarmierung nicht zurückgegeben, so erfolgt die Feststellung der Entschädigung für die Abtretung des Eigentums im Wege des für Enteignungen vorgeschriebenen Verfahrens.

§ 15. Die Vergütung für alle in den §§ 9 bis 14 nicht genannten Kriegsleistungen erfolgt nach den am Orte und zur Zeit der Leistung bestehenden Durchschnittspreisen.

II. Landlieferungen.

§ 16. Durch Beschluss des Bundesrates kann, falls der Unterhalt für die bewaffnete Macht auf andere Weise nicht sicherzustellen ist, die Lieferung des Bedarfs an lebendem Vieh, Brotmaterial, Hafer, Heu und Stroh zur Füllung der Kriegsmagazine angeordnet werden (Landlieferungen).

§ 17. Die Verpflichtung zu den im § 16 bezeichneten Leistungen liegt Lieferungsverbänden ob, welche von den einzelnen Bundesstaaten unter Rücksichtnahme auf angemessene Leistungsfähigkeit und thunlichst im Anschlusse an die bestehende Bezirkseinteilung zu bilden sind.

Für Staaten von geringem Gebietsumfange kann von der Bildung besonderer Verbände Abstand genommen werden, in welchem Falle die Lieferungspflicht dem Staate als solchem obliegt.

Innerhalb des bisherigen Geltungsgebietes des Gesetzes über

die Kriegsleistungen vom 11. Mai 1851 (Bundes-Gesetzbl. v. 1867, S. 125) sind bis zur anderweiten Regelung die Kreise und gleichartigen Verbände als Lieferungsverbände beizubehalten.

Den Umfang der Lieferungen und die Lieferungsverbände, von welchen dieselben zu leisten sind, hat der Bundesrat festzusetzen.

Bei Feststellung der Lieferungen und bei der Unterverteilung ist darauf Rücksicht zu nehmen, dass den einzelnen Lieferungsverbänden nur die Lieferung solcher Gegenstände und Quantitäten auferlegt wird, die sich in deren Bereiche in natura vorfinden.

§ 18. Die Bestimmungen der §§ 6 und 7 finden auf Landlieferungen analoge Anwendung.

Die Lieferungsverbände können sich zur Beschaffung der von ihnen geforderten Leistungen der Vermittelung der Gemeinden bedienen.

§ 19. Die Feststellung der für geliefertes lebendes Vieh zu gewährenden Vergütung erfolgt durch sachverständige Schätzung unter Anwendung der Bestimmungen des § 33 nach den im Frieden ortsüblichen Preisen.

Die Höhe der Vergütung für alle übrigen Landlieferungen wird nach den Durchschnittspreisen der letzten zehn Friedensjahre — mit Weglassung des teuersten und des wohlfeilsten Jahres — bestimmt. Für jeden Lieferungsverband werden dabei die Preise des Hauptmarktortes desselben zugrunde gelegt.

In denjenigen Bundesstaaten, in denen auf grund der Gesetze Normalmarktorte festgesetzt sind, bewendet es für die danach gebildeten Bezirke bei den Preisen der letzteren mit der Massgabe, dass für jeden Lieferungsverband die Preise nur eines und zwar desjenigen Normalmarktortes zugrunde gelegt werden, zu welchem der grössere Teil des Lieferungsverbandes gehört.

III. Gemeinschaftliche Bestimmungen.

§ 20. Die Vergütung für die in Gemässheit des § 3 Nr. 6 erfolgten aussergewöhnlichen Leistungen ist aus den bereitesten Beständen der Kriegskasse bar zu zahlen.

Über die Vergütungsansprüche bezüglich aller übrigen Kriegsleistungen werden auf Grund der festgestellten Liquidation Anerkenntnisse ausgefertigt, welche auf den Namen desjenigen lauten, der die Vergütung zu beanspruchen hat. Dieselben werden nach Massgabe des § 21 eingelöst und die darauf zu zahlenden Beträge vom ersten Tage des auf die Leistung folgenden Monats mit vier vom Hundert verzinst.

Der Bundesrat hat diejenigen Behörden zu bestimmen, bei welchen die nach Massgabe dieses Gesetzes zu erhebenden Vergütungsansprüche anzumelden, sowie diejenigen, von welchen die Anerkenntnisse auszustellen sind. Auch hat er das hierbei zu beobachtende Verfahren vorzuschreiben.

§ 21. Die Einlösung der nach § 20 erteilten Anerkenntnisse und die Zinszahlung findet nach Massgabe der verfügbaren Mittel statt.

Die Zahlung der Beträge erfolgt gültig an die Inhaber der Anerkenntnisse gegen Rückgabe derselben. Zu einer Prüfung der Legitimation der Inhaber ist die zahlende Kasse berechtigt, aber nicht verpflichtet.

Die Inhaber der Anerkenntnisse werden von den oberen Verwaltungsbehörden durch öffentliche Bekanntmachung in deren amtlichen Anzeigeblättern aufgefordert, dieselben behufs Empfangnahme von Kapital und Zinsen bei den in der Bekanntmachung zu bezeichnenden öffentlichen Kassen vorzulegen.

Der Zinsenlauf hört mit dem letzten Tage desjenigen Monats auf, in welchem die öffentliche Bekanntmachung erfolgt ist.

§ 22. Nach Wiedereintritt des Friedenszustandes (§ 32) haben die oberen Verwaltungsbehörden durch Bekanntmachung in den amtlichen Anzeigeblättern zur Anmeldung aller noch nicht angemeldeten Ansprüche auf Vergütung der auf Grund der Abschnitte I und II dieses Gesetzes erfolgten Kriegsleistungen aufzufordern. Den von den Gemeinden und Lieferungsverbänden in Anspruch Genommenen ist eine mit dem Tage der Ausgabe des Anzeigeblattes beginnende Präklusivfrist von einem Jahre zur Anmeldung bei den Behörden der Gemeinden und Lieferungsverbände zu stellen.

Den Gemeinden und Lieferungsverbänden ist eine mit demselben Tage beginnende Präklusivfrist von einem Jahre drei Monaten zur Anmeldung bei den in dem Aufruf zu bezeichnenden Behörden zu stellen.

Mit dem Ablauf der Präklusivfrist erlöschen die nicht angemeldeten Ansprüche.

IV. Besondere Bestimmungen bezüglich der Beschaffung von Schiffen und Fahrzeugen.

§ 23. Die Besitzer von Schiffen und Fahrzeugen sind verpflichtet, dieselben zur Benutzung für Kriegszwecke der Militärverwaltung auf Erfordern zur Verfügung zu stellen. Die Vergütung für die entzogene Benutzung, sowie für die etwaige Wertsverminderung erfolgt nach den im § 14 hinsichtlich der Gebäude gegebenen Vorschriften, sowie nach den Bestimmungen der §§ 20—22.

§ 24. Die Besitzer von Schiffen und Fahrzeugen sind verpflichtet, zum Zwecke der Verwendung für Hafen- und Flusssperren ihre Schiffe und Fahrzeuge der Militärverwaltung gegen eine aus den bereitesten Beständen der Kriegskasse bar zu zahlende, dem vollen Wert entsprechende Vergütung eigentümlich zu überlassen. Findet über den Betrag der Vergütung eine Einigung nicht statt, so erfolgt die Feststellung des Wertes durch Sachverständige nach Massgabe der Bestimmungen des § 33.

V. Besondere Bestimmungen bezüglich Beschaffung der Mobilmachungspferde.

§ 25. Zur Beschaffung und Erhaltung des kriegsmässigen Pferdebedarfs der Armee sind alle Pferdebesitzer verpflichtet, ihre

zum Kriegsdienst für tauglich erklärten Pferde gegen Ersatz des vollen, von Sachverständigen unter Zugrundelegung der Friedenspreise endgültig festzustellenden Wertes an die Militärbehörde zu überlassen.

Befreit hiervon sind nur:

1) Mitglieder der regierenden deutschen Familien,
2) die Gesandten fremder Mächte und das Gesandtschaftspersonal,
3) Beamte im Reichs- oder Staatsdienste hinsichtlich der zum Dienstgebrauch, sowie Ärzte und Thierärzte hinsichtlich der zur Ausübung ihres Berufes notwendigen Pferde,
4) die Posthalter hinsichtlich derjenigen Pferdezahl, welche von ihnen zur Beförderung der Posten kontraktmässig gehalten werden muss.

§ 26. Die Sachverständigen (§ 25) sind für jeden Lieferungsverband durch dessen Vertretung periodisch zu wählen.

Das Schätzungsverfahren findet unter Leitung eines von der Landesregierung bestellten Kommissars statt. Die Kosten trägt das Reich.

Der festgestellte Wert wird dem Eigentümer aus den bereitesten Beständen der Kriegskasse bar vergütet.

§ 27. Das Verfahren bezüglich der Stellung und Aushebung der Pferde wird unter Zugrundelegung der §§ 25 und 26 von den einzelnen Bundesstaaten geregelt. Übertretungen der dabei hinsichtlich der Anmeldung und Stellung der Pferde zur Vormusterung, Musterung oder Aushebung getroffenen Anordnungen werden mit einer Geldstrafe bis zu funfzig Thalern geahndet.

VI. Besondere Bestimmungen hinsichtlich der Eisenbahnen.

§ 28. Jede Eisenbahnverwaltung ist verpflichtet:

1) die für die Beförderung von Mannschaften und Pferden erforderlichen Ausrüstungsgegenstände ihrer Eisenbahnwagen vorrätig zu halten,
2) die Beförderung der bewaffneten Macht und der Kriegsbedürfnisse zu bewirken,
3) ihr Personal und ihr zur Herstellung und zum Betriebe von Eisenbahnen dienliches Material herzugeben.

§ 29. Für die Bereithaltung der Ausrüstungsgegenstände der Eisenbahnwagen (§ 28 Nr. 1) wird eine Vergütung nicht gewährt.

Für die Militärtransporte (§ 28 Nr. 2) und die Hergabe von Betriebsmaterial (§ 28 Nr. 3) erhalten die Eisenbahnverwaltungen Vergütungen nach Massgabe eines vom Bundesrate zu erlassenden und von Zeit zu Zeit zu revidierenden allgemeinen Tarifs.

Die Vergütung für das übrige hergegebene Material wird gemäss §§ 15 und 33 festgesetzt.

§ 30. Die den Eisenbahnverwaltungen nach § 29 zu gewährenden Vergütungen werden bis nach Eingang, Prüfung und Feststellung der Liquidationen gestundet und von dem ersten Ta

des auf den Eingang der gehörig belegten Liquidation folgenden Monats mit vier vom Hundert verzinst. Die Zahlung der festgestellten Beträge und Zinsen erfolgt nach Massgabe der verfügbaren Mittel. Hinsichtlich des Aufrufes und der Präklusion der auf Grund des § 28 zu erhebenden Ansprüche finden die Bestimmungen im § 22 analoge Anwendung.

§ 31. Die Verwaltungen der Eisenbahnen auf dem Kriegsschauplatze selbst oder in der Nähe desselben haben bezüglich der Einrichtung, Fortführung, Einstellung und Wiederaufnahme des Bahnbetriebes den Anordnungen der Militärbehörde Folge zu leisten.

Im Falle des Zuwiderhandelns gegen diese Anordnungen ist die Militärbehörde berechtigt, dieselben auf Kosten der Eisenbahnverwaltungen zur Ausführung zu bringen.

VII. Schlussbestimmungen.

§ 32. Der Zeitpunkt, mit welchem der Friedenszustand für die gesamte bewaffnete Macht oder einzelne Abteilungen derselben wieder eintreten und die Verpflichtung zu Leistungen nach Massgabe dieses Gesetzes aufhören soll, wird jedesmal durch kaiserliche Verordnung festgestellt und im Reichsgesetzblatte bekannt gemacht.

§ 33. Soweit dieses Gesetz nicht besondere Anordnungen enthält, bestimmt der Bundesrat die Behörden, welche die vom Reiche zu gewährenden Vergütungen feststellen.

Die Festsetzung der Vergütung erfolgt in allen Fällen, in welchen dieses Gesetz nichts Anderes vorschreibt, auf Grund sachverständiger Schätzung.

Bei der Auswahl der Sachverständigen haben die Vertretungen der Kreise oder gleichartigen Verbände mitzuwirken.

Die Beteiligten sind zum Schätzungstermin vorzuladen.

Die Kosten fallen dem Reiche zur Last.

Im übrigen wird das von den gedachten Behörden zu beobachtende Verfahren, insbesondere der etwa einzuhaltende Instanzenzug vom Bundesrat angeordnet.

§ 34. Bis zu anderweiter gesetzlicher Regelung gelten inbezug auf die Zulässigkeit des Rechtsweges und den Gerichtsstand für Klagen aus Ansprüchen, welche wider das Reich auf Grund dieses Gesetzes erhoben werden, dieselben Vorschriften, welche für den Bundesstaat, in dessen Gebiet diese Ansprüche zu erfüllen sind, massgebend sein würden, wenn die nämlichen Ansprüche gegen ihn zu richten wären.

§ 35. Für Leistungen, durch welche einzelne Bezirke, Gemeinden oder Personen aussergewöhnlich belastet werden, sowie für alle durch den Krieg verursachten Beschädigungen an beweglichem und unbeweglichem Eigentum, welche nach den Vorschriften dieses Gesetzes nicht oder nicht hinreichend entschädigt werden, wird der Umfang und die Höhe der etwa zu gewährenden Ent-

schädigung und das Verfahren bei Feststellung derselben durch jedesmaliges Spezialgesetz des Reichs bestimmt.

§ 36. Alle gegenwärtigem Gesetze entgegenstehenden Bestimmungen sind aufgehoben.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 13. Juni 1873.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

24. Gesetz betr. die Einführung der Verfassung des Deutschen Reichs in Elsass-Lothringen. 1873 Juni 25.

Reichs-Gesetzblatt 1873, S. 161 f.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen hiermit im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

§ 1. Die durch Gesetz vom 16. April 1871 verkündete Verfassung des Deutschen Reichs tritt in der durch die Gesetze vom 24. Februar 1873 und 3. März 1873 (Reichs-Gesetzbl. 1873, S. 45, S. 47) abgeänderten, aus der Anlage I [*hier weggelassen*] sich ergebenden Fassung in Elsass-Lothringen vom 1. Januar 1874 ab, unbeschadet der Geltung der bereits eingeführten Bestimmungen, mit den in den nachfolgenden §§ 2—5 enthaltenen Massgaben in Wirksamkeit.

§ 2. Dem in Artikel 1 der Verfassung bezeichneten Bundesgebiete tritt das Gebiet des Reichslandes Elsass-Lothringen hinzu.

§ 3. Bis zu der in Artikel 20 der Verfassung vorbehaltenen gesetzlichen Regelung werden in Elsass-Lothringen 15 Abgeordnete zum Deutschen Reichstage gewählt.

§ 4. Die in Artikel 35 der Verfassung erwähnte Besteuerung des inländischen Bieres bleibt der inneren Gesetzgebung bis auf weiteres vorbehalten.

An dem in die Reichskasse fliessenden Ertrage der Steuer vom Bier und an dem diesem Ertrage entsprechenden Teile des in Artikel 38 Absatz 3 erwähnten Aversums hat Elsass-Lothringen keinen Teil.

§ 5. Die Beschränkungen, welchen die Erhebung von Abgaben für Rechnung von Kommunen nach Artikel 5 des Zollvereinigungsvertrages vom 8. Juli 1867 (Artikel 40 der Verfassung) unterliegt, finden auf die in Elsass-Lothringen bestehenden Bestimmungen über das Octroi bis auf weiteres keine Anwendung.

§ 6. Das Wahlgesetz für den Deutschen Reichstag vom

31. Mai 1869 tritt in der anliegenden, dem Gesetze vom 16. April 1871 entsprechenden Fassung (Anlage II [*hier weggelassen, vgl. oben Nr. 8*]) in Elsass-Lothringen am 1. Januar 1874 inkraft.

Die in § 6 des Wahlgesetzes vorgesehene Abgrenzung der Wahlkreise erfolgt bis zu der vorbehaltenen reichsgesetzlichen Bestimmung durch Beschluss des Bundesrates.

§ 7. Wo in den in Elsass-Lothringen bereits eingeführten Gesetzen des Norddeutschen Bundes, welche durch § 2 des Gesetzes vom 16. April 1871 zu Reichsgesetzen erklärt sind, von dem Norddeutschen Bunde, dessen Verfassung, Gebiet, Mitgliedern oder Staaten, Indigenat, verfassungsmässigen Organen, Angehörigen, Beamten, Flagge u. s. w. die Rede ist, sind das Deutsche Reich und dessen entsprechende Beziehungen zu verstehen.

Dasselbe gilt von denjenigen im Norddeutschen Bunde ergangenen Gesetzen, welche in der Folge in Elsass-Lothringen eingeführt werden.

§ 8. Auch nach Einführung der Verfassung und bis zu anderweiter gesetzlicher Regelung kann der Kaiser unter Zustimmung des Bundesrates, während der Reichstag nicht versammelt ist, Verordnungen mit gesetzlicher Kraft erlassen. Dieselben dürfen nichts bestimmen, was der Verfassung oder den in Elsass-Lothringen geltenden Reichsgesetzen zuwider ist, und sich nicht auf solche Angelegenheiten beziehen, in welchen nach § 3 Absatz 2 des die Vereinigung von Elsass-Lothringen mit dem Deutschen Reiche betreffenden Gesetzes vom 9. Juni 1871 die Zustimmung des Reichstages erforderlich ist.

Auf Grund dieser Ermächtigung erlassene Verordnungen sind dem Reichstage bei dessen nächstem Zusammentritt zur Genehmigung vorzulegen. Sie treten ausser kraft, sobald die Genehmigung versagt wird.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Schloss Babelsberg den 25. Juni 1873.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

25. Reichs-Münzgesetz. 1873 Juli 9.

Reichs-Gesetzblatt 1873, S. 233—240.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrates und des Reichstages, was folgt:

Art. 1. An die Stelle der in Deutschland geltenden Landeswährungen tritt die Reichsgoldwährung. Ihre Rechnungseinheit

bildet die Mark, wie solche durch § 2 des Gesetzes vom 4. Dezember 1871, betreffend die Ausprägung von Reichsgoldmünzen (Reichsgesetzbl. S. 404) festgestellt worden ist.

Der Zeitpunkt, an welchem die Reichswährung im gesamten Reichsgebiete inkraft treten soll, wird durch eine mit Zustimmung des Bundesrates zu erlassende, mindestens drei Monate vor dem Eintritt dieses Zeitpunktes zu verkündende Verordnung des Kaisers bestimmt. Die Landesregierungen sind ermächtigt, auch vor diesem Zeitpunkte für ihr Gebiet die Reichsmarkrechnung im Verordnungswege einzuführen.

Art. 2. Ausser den in dem Gesetze vom 4. Dezember 1871 [*vgl. oben Nr. 17*] bezeichneten Reichsgoldmünzen sollen ferner ausgeprägt werden Reichsgoldmünzen zu fünf Mark, von welchen aus einem Pfunde feinen Goldes 279 Stück ausgebracht werden. Die Bestimmungen der §§ 4, 5, 7, 8 und 9 jenes Gesetzes finden auf diese Münzen entsprechende Anwendung, jedoch mit der Massgabe, dass bei denselben die Abweichung in mehr oder weniger im Gewicht (§ 7) vier Tausendteile und der Unterschied zwischen dem Normalgewicht und dem Passiergewicht (§ 9) acht Tausendteile betragen darf.

Art. 3. Ausser den Reichsgoldmünzen sollen als Reichsmünzen und zwar

1) als Silbermünzen: Fünfmarkstücke, Zweimarkstücke, Einmarkstücke, Fünfzigpfennigstücke und Zwanzigpfennigstücke,
2) als Nickelmünzen: Zehnpfennigstücke und Fünfpfennigstücke,
3) als Kupfermünzen: Zweipfennigstücke und Einpfennigstücke

nach Massgabe folgender Bestimmungen ausgeprägt werden.

§ 1. Bei Ausprägung der Silbermünzen wird das Pfund feinen Silbers in 20 Fünfmarkstücke, 50 Zweimarkstücke, 100 Einmarkstücke, 200 Fünfzigpfennigstücke und in 500 Zwanzigpfennigstücke ausgebracht.

Das Mischungsverhältnis beträgt 900 Teile Silber und 100 Teile Kupfer, so dass 90 Mark in Silbermünzen 1 Pfund wiegen.

Das Verfahren bei Ausprägung dieser Münzen wird vom Bundesrat festgestellt. Bei den einzelnen Stücken darf die Abweichung im mehr oder weniger im Feingehalt nicht mehr als drei Tausendteile, im Gewicht mit Ausnahme der Zwanzigpfennigstücke nicht mehr als zehn Tausendteile betragen. In der Masse aber müssen das Normalgewicht und der Normalgehalt bei allen Silbermünzen innegehalten werden.

§ 2. Die Sibermünzen über ein Mark tragen auf der einen Seite den Reichsadler mit der Inschrift „Deutsches Reich" und mit der Angabe des Wertes in Mark, sowie mit der Jahreszahl der Ausprägung, auf der anderen Seite das Bildnis des Landesherrn, beziehungsweise das Hoheitszeichen der freien Städte mit einer entsprechenden Umschrift und dem Münzzeichen. Durchmesser der Münzen, Beschaffenheit und Verzierung der Ränder derselben werden vom Bundesrate festgestellt.

§ 3. Die übrigen Silbermünzen, die Nickel- und Kupfermünzen tragen auf der einen Seite die Wertangabe, die Jahreszahl und die Inschrift „Deutsches Reich“, auf der andern Seite den Reichsadler und das Münzzeichen. Die näheren Bestimmungen über Zusammensetzung, Gewicht und Durchmesser dieser Münzen, sowie über die Verzierung der Schriftseite und die Beschaffenheit der Ränder werden vom Bundesrate festgestellt.

§ 4. Die Silber-, Nickel- und Kupfermünzen werden auf den Münzstätten derjenigen Bundesstaaten, welche sich dazu bereit erklären, ausgeprägt. Die Ausprägung und Ausgabe dieser Münzen unterliegt der Beaufsichtigung von seiten des Reichs. Der Reichskanzler bestimmt unter Zustimmung des Bundesrates die auszuprägenden Beträge, die Verteilung dieser Beträge auf die einzelnen Münzgattungen und auf die einzelnen Münzstätten und die den letzteren für die Prägung jeder einzelnen Münzgattung gleichmässig zu gewährende Vergütung. Die Beschaffung der Münzmetalle für die Münzstätten erfolgt auf Anordnung des Reichskanzlers.

Art. 4. Der Gesamtbetrag der Reichssilbermünzen soll bis auf weiteres zehn Mark für den Kopf der Bevölkerung des Reichs nicht übersteigen.

Bei jeder Ausgabe dieser Münzen ist eine dem Werte nach gleiche Menge der umlaufenden groben Landessilbermünzen und zwar zunächst der nicht dem Dreissigthalerfusse angehörenden einzuziehen. Der Wert wird nach der Vorschrift im Art. 14 § 2 berechnet.

Art. 5. Der Gesamtbetrag der Nickel- und Kupfermünzen soll zwei und eine halbe Mark für den Kopf der Bevölkerung des Reichs nicht übersteigen.

Art. 6. Von den Landesscheidemünzen sind:

1) die auf andere als Thalerwährung lautenden mit Ausschluss der baierischen Heller und der mecklenburgischen nach dem Marksysteme ausgeprägten Fünf-, Zwei- und Einpfennigstücke,
2) die auf der Zwölfteilung des Groschens beruhenden Scheidemünzen zu 2 und 4 Pfennigen,
3) die Scheidemünzen der Thalerwährung, welche auf einer anderen Einteilung des Thalers als der in 30 Groschen beruhen, mit Ausnahme der Stücke im Werte von $\frac{1}{12}$ Thaler

bis zu dem Zeitpunkte des Eintritts der Reichswährung (Art. 1) einzuziehen.

Nach diesem Zeitpunkte ist niemand verpflichtet, diese Scheidemünzen in Zahlung zu nehmen als die mit der Einlösung derselben beauftragten Kassen.

Art. 7. Die Ausprägung der Silber-, Nickel- und Kupfermünzen (Art. 3), sowie die vom Reichskanzler anzuordnende Einziehung der Landessilbermünzen und Landesscheidemünzen erfolgt auf Rechnung des Reichs.

Art. 8. Die Anordnung der Ausserkurssetzung von Landes-

münzen und Feststellung der für dieselbe erforderlichen Vorschriften erfolgt durch den Bundesrat.

Die Bekanntmachungen über Ausserkurssetzung von Landesmünzen sind ausser in den zu der Veröffentlichung von Landesverordnungen bestimmten Blättern auch durch das Reichs-Gesetzblatt zu veröffentlichen.

Eine Ausserkurssetzung darf erst eintreten, wenn eine Einlösungsfrist von mindestens vier Wochen festgesetzt und mindestens drei Monate vor ihrem Ablaufe durch die vorbezeichneten Blätter bekannt gemacht worden ist.

Art. 9. Niemand ist verpflichtet, Reichssilbermünzen im Betrage von mehr als zwanzig Mark und Nickel- und Kupfermünzen im Betrage von mehr als einer Mark in Zahlung zu nehmen.

Von den Reichs- und Landeskassen werden Reichssilbermünzen in jedem Betrage in Zahlung genommen. Der Bundesrat wird diejenigen Kassen bezeichnen, welche Reichsgoldmünzen gegen Einzahlung von Reichssilbermünzen in Beträgen von mindestens 200 Mark oder von Nickel- und Kupfermünzen in Beträgen von mindestens 50 Mark auf Verlangen verabfolgen. Derselbe wird zugleich die näheren Bedingungen des Umtausches festsetzen.

Art. 10. Die Verpflichtung zur Annahme und zum Umtausch (Art. 9) findet auf durchlöcherte und anders als durch den gewöhnlichen Umlauf im Gewicht verringerte, ingleichen auf verfälschte Münzstücke keine Anwendung.

Reichs-Silber-, Nickel- und Kupfermünzen, welche infolge längerer Zirkulation und Abnutzung an Gewicht oder Erkennbarkeit erheblich eingebüsst haben, werden zwar noch in allen Reichs- und Landeskassen angenommen, sind aber auf Rechnung des Reichs einzuziehen.

Art. 11. Eine Ausprägung von anderen als den durch dieses Gesetz eingeführten Silber-, Nickel- und Kupfermünzen findet nicht ferner statt. Die durch die Bestimmung im § 10 des Gesetzes, betreffend die Ausprägung von Reichsgoldmünzen vom 4. Dezember 1871 (Reichs-Gesetzbl. S. 404) vorbehaltene Befugnis, Silbermünzen als Denkmünzen auszuprägen, erlischt mit dem 31. Dezember 1873.

Art. 12. Die Ausprägung von Reichsgoldmünzen geschieht auch ferner nach Massgabe der Bestimmung im § 6 des Gesetzes, betreffend die Ausprägung von Reichsgoldmünzen vom 4. Dezember 1871 (Reichs-Gesetzbl. S. 404), auf Rechnung des Reichs.

Privatpersonen haben das Recht, auf denjenigen Münzstätten, welche sich zur Ausprägung auf Reichsrechnung bereit erklärt haben, Zwanzigmarkstücke für ihre Rechnung ausprägen zu lassen, soweit diese Münzstätten nicht für das Reich beschäftigt sind.

Die für solche Ausprägungen zu erhebende Gebühr wird vom Reichskanzler mit Zustimmung des Bundesrates festgestellt, darf aber das Maximum von 7 Mark auf das Pfund fein Gold nicht übersteigen.

Die Differenz zwischen dieser Gebühr und der Vergütung, welche die Münzstätte für die Ausprägung in Anspruch nimmt, fliesst in die Reichskasse. Diese Differenz muss für alle deutsche Münzstätten dieselbe sein.

Die Münzstätten dürfen für die Ausprägung keine höhere Vergütung in Anspruch nehmen, als die Reichskasse für die Ausprägung von Zwanzigmarkstücken gewährt.

Art. 13. Der Bundesrat ist befugt:

1) den Wert zu bestimmen, über welchen hinaus fremde Gold- und Silbermünzen nicht in Zahlung angeboten und gegeben werden dürfen, sowie den Umlauf fremder Münzen gänzlich zu untersagen;
2) zu bestimmen, ob ausländische Münzen von Reichs- oder Landeskassen zu einem öffentlich bekannt zu machenden Kurse im inländischen Verkehr in Zahlung genommen werden dürfen, auch in solchem Falle den Kurs festzusetzen.

Gewohnheitsmässige oder gewerbsmässige Zuwiderhandlungen gegen die vom Bundesrate in Gemässheit der Bestimmungen unter 1 getroffenen Anordnungen werden bestraft mit Geldstrafe bis zu 150 Mark oder mit Haft bis zu sechs Wochen.

Art. 14. Von dem Eintritt der Reichswährung an gelten folgende Vorschriften:

§ 1. Alle Zahlungen, welche bis dahin in Münzen einer inländischen Währung oder in landesgesetzlich den inländischen Münzen gleichgestellten ausländischen Münzen zu leisten waren, sind vorbehaltlich der Vorschriften Art. 9, 15 und 16 in Reichsmünzen zu leisten.

§ 2. Die Umrechnung solcher Goldmünzen, für welche ein bestimmtes Verhältnis zu Silbermünzen gesetzlich nicht feststeht, erfolgt nach Massgabe des Verhältnisses des gesetzlichen Feingehalts derjenigen Münzen, auf welche die Zahlungsverpflichtung lautet, zu dem gesetzlichen Feingehalte der Reichsgoldmünzen.

Bei der Umrechnung anderer Münzen werden der Thaler zum Werte von 3 Mark, der Gulden süddeutscher Währung zum Werte von $1\frac{5}{7}$ Mark, die Mark lübischer oder hamburgischer Kurantwährung zum Werte von $1\frac{1}{5}$ Mark, die übrigen Münzen derselben Währungen zu entsprechenden Werten nach ihrem Verhältnis zu den genannten berechnet.

Bei der Umrechnung werden Bruchteile von Pfennigen der Reichswährung zu einem Pfennig berechnet, wenn sie einen halben Pfennig oder mehr betragen, Bruchteile unter einem halben Pfennig werden nicht gerechnet.

§ 3. Werden Zahlungsverpflichtungen nach Eintritt der Reichswährung unter Zugrundelegung vormaliger inländischer Geld- oder Rechnungswährungen begründet, so ist die Zahlung vorbehaltlich der Vorschriften Art. 9, 15 und 16 in Reichsmünzen unter Anwendung der Vorschriften des § 2 zu leisten.

§ 4. In allen gerichtlich oder notariell aufgenommenen Ur-

kunden, welche auf einen Geldbetrag lauten, desgleichen in allen zu einem Geldbetrag verurteilenden gerichtlichen Entscheidungen ist dieser Geldbetrag, wenn für denselben ein bestimmtes Verhältnis zur Reichswährung gesetzlich feststeht, in Reichswährung auszudrücken, woneben jedoch dessen gleichzeitige Bezeichnung nach derjenigen Währung, in welcher ursprünglich die Verbindlichkeit begründet war, gestattet bleibt.

Art. 15. An Stelle der Reichsmünzen sind bei allen Zahlungen bis zur Ausserkurssetzung anzunehmen:

1) im gesamten Bundesgebiete an Stelle aller Reichsmünzen die Ein- und Zweithalerstücke deutschen Gepräges unter Berechnung des Thalers zu 3 Mark;
2) im gesamten Bundesgebiete an Stelle der Reichssilbermünzen, Silberkurantmünzen deutschen Gepräges zu $\frac{1}{3}$ und $\frac{1}{6}$ Thaler unter Berechnung des $\frac{1}{3}$ Thalerstücks zu einer Mark und des $\frac{1}{6}$ Thalerstücks zu einer halben Mark;
3) in denjenigen Ländern, in welchen gegenwärtig die Thalerwährung gilt, an Stelle der Reichs-, Nickel- und Kupfermünzen die nachbezeichneten Münzen der Thalerwährung zu den daneben bezeichneten Werten:

   $\frac{1}{12}$ Thalerstücke zum Werte von 25 Pfennig,
   $\frac{1}{15}$ " " " " 20 "
   $\frac{1}{30}$ " " " " 10 "
   $\frac{1}{2}$ Groschenstücke " " " 5 "
   $\frac{1}{5}$ " " " " 2 "
   $\frac{1}{10}$ und $\frac{1}{12}$ " " " " 1 "

4) in denjenigen Ländern, in welchen die Zwölfteilung des Groschens besteht, an Stelle der Reichs-, Nickel- und Kupfermünzen die auf der Zwölfteilung des Groschens beruhenden Dreipfennigstücke zum Werte von $2\frac{1}{2}$ Pfennig;
5) in Baiern an Stelle der Reichskupfermünzen die Hellerstücke zum Werte von $\frac{1}{2}$ Pfennig;
6) in Mecklenburg an Stelle der Reichskupfermünzen die nach dem Marksystem ausgeprägten Fünfpfennigstücke, Zweipfennigstücke und Einpfennigstücke zum Werte von 5, 2 und 1 Pfennig.

Die sämtlichen sub 3 und 4 verzeichneten Münzen sind an allen öffentlichen Kassen des gesamten Bundesgebietes zu den angegebenen Werten bis zur Ausserkurssetzung in Zahlung anzunehmen.

[*Zusatz hierzu vom 6. Januar 1876: Reichsgesetzbl. 1876, S. 3*: Der Bundesrat ist befugt, zu bestimmen, dass die Einthalerstücke deutschen Gepräges, sowie die in Österreich bis zum Schlusse des Jahres 1867 geprägten Vereinsthaler bis zu ihrer Ausserkurssetzung nur noch an Stelle der Reichssilbermünzen, unter Berechnung des Thalers zu 3 Mark, in Zahlung anzunehmen sind.

Eine solche Bestimmung ist durch das Reichs-Gesetzblatt zu

veröffentlichen und tritt frühestens einen Monat nach ihrer Veröffentlichung inkraft.]

Art. 16. Deutsche Goldkronen, Landesgoldmünzen und landesgesetzlich den inländischen Münzen gleichgestellte ausländische Goldmünzen, sowie grobe Silbermünzen, welche einer anderen Landeswährung als der Thalerwährung angehören, sind bis zur Ausserkurssetzung als Zahlung anzunehmen, soweit die Zahlung nach den bisherigen Vorschriften in diesen Münzsorten angenommen werden musste.

Art. 17. Schon vor Eintritt der Reichsgoldwährung können alle Zahlungen, welche gesetzlich in Münzen einer inländischen Währung oder in ausländischen, den inländischen Münzen landesgesetzlich gleichgestellten Münzen geleistet werden dürfen, ganz oder teilweise in Reichsmünzen, vorbehaltlich der Vorschrift Art. 9, dergestalt geleistet werden, dass die Umrechnung nach den Vorschriften Art. 14 § 2 erfolgt.

Art. 18. Bis zum 1. Januar 1876 sind sämtliche nicht auf Reichswährung lautenden Noten der Banken einzuziehen. Von diesem Termine an dürfen nur solche Banknoten, welche auf Reichswährung in Beträgen von nicht weniger als 100 Mark lauten, in Umlauf bleiben oder ausgegeben werden.

Dieselben Bestimmungen gelten für die bis jetzt von Korporationen ausgegebenen Scheine.

Das von den einzelnen Bundesstaaten ausgegebene Papiergeld ist spätestens bis zum 1. Januar 1876 einzuziehen und spätestens sechs Monate vor diesem Termine öffentlich aufzurufen. Dagegen wird nach Massgabe eines zu erlassenden Reichsgesetzes eine Ausgabe von Reichspapiergeld stattfinden. Das Reichsgesetz wird über die Ausgabe und den Umlauf des Reichspapiergeldes, sowie über die den einzelnen Bundesstaaten zum Zweck der Einziehung ihres Papiergeldes zu gewährenden Erleichterungen die näheren Bestimmungen treffen.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Bad Ems den 9. Juli 1873.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

26. Reichs-Militärgesetz. 1874 Mai 2.

Reichs-Gesetzblatt 1874, S. 45—64; vgl. unten Nr. 38 u. 43.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

I. Abschnitt. Organisation des Reichsheeres.

§ 1. Die Friedenspräsenzstärke des Heeres an Unteroffizieren

und Mannschaften beträgt für die Zeit vom 1. Januar 1875 bis zum 31. Dezember 1881 401,659 Mann. Die Einjährig-Freiwilligen kommen auf die Friedenspräsenzstärke nicht in Anrechnung.

§ 2. Die Infanterie wird formiert in 469 Bataillonen, die Kavallerie in 465 Eskadrons, die Feldartillerie in 300 Batterien, von welchen je 2 bis 4 eine Abteilung bilden; die Fussartillerie in 29, die Pioniertruppe und der Train in je 18 Bataillonen. Die Bataillone haben in der Regel 4, die des Trains 2 bis 3 Kompagnien.

In der Regel wird bei der Infanterie aus 3 Bataillonen, bei der Kavallerie aus 5 Eskadrons, bei der Artillerie aus 2 bis 3 Abteilungen, beziehungsweise Bataillonen ein Regiment formiert.

§ 3. 2 oder 3 Regimenter werden zu einer Brigade, 2 oder 3 Brigaden der Infanterie und Kavallerie zu einer Division vereinigt.

Aus 2 bis 3 Divisionen mit den entsprechenden Artillerie-, Pionier- und Trainformationen wird ein Armeekorps gebildet, derart, dass die gesamte Heeresmacht des deutschen Reichs im Frieden aus 18 Armeekorps besteht.

2 Armeekorps werden von Baiern, je eins von Sachsen und Württemberg aufgestellt, während Preussen gemeinschaftlich mit den übrigen Staaten 14 Armeekorps formiert.

Für je 3 bis 4 Armeekorps besteht eine Armeeinspektion.

§ 4. In der Regel wird jede Kompagnie, Eskadron und Batterie durch einen Hauptmann oder Rittmeister mit Hülfe eines Premierlieutenants, 2 oder 3 Sekondelieutenants und der entsprechenden Anzahl von Unteroffizieren militärisch ausgebildet und befehligt.

An der Spitze eines jeden Bataillons und einer jeden Artillerieabteilung steht ein Stabsoffizier; an der Spitze eines jeden Regiments ein älterer Stabsoffizier (Oberst, Oberstlieutenant, Major). Zu den Regimentsstäben gehört ausserdem in der Regel noch je ein zweiter Stabsoffizier, und zu den Stäben der Regimenter und Bataillone, beziehungsweise Abteilungen je ein Lieutenant als Adjutant, sowie das erforderliche Personal an Ärzten, Zahlmeistern, Rossärzten, Büchsenmachern und Sattlern.

Eine Brigade wird in der Regel durch einen Generalmajor, eine Division durch einen Generallieutenant befehligt. An der Spitze eines jeden Armeekorps steht ein kommandierender General (General der Infanterie etc. oder Generallieutenant). Den höheren Truppenkommandos sind die zur Befehlsführung erforderlichen Stäbe beigegeben.

Ausserdem gehören zum Heere eine Anzahl von Offizieren ausser Reih und Glied, als: General-, Flügel- und andere persönliche Adjutanten, Offiziere der Kriegsministerien, des Generalstabes, des Ingenieurkorps, des Militärerziehungs- und Bildungswesens etc., sowie das gesamte Heeresverwaltungspersonal.

Die hiernach im Friedensstande des Heeres notwendigen Offizier-, Arzt- und Beamtenstellen, sowie die hieran erforderlich werdenden Änderungen unterliegen der Feststellung durch den Reichshaushaltsetat.

§ 5. Das Gebiet des deutschen Reichs wird in militärischer Hinsicht in 17 Armeekorpsbezirke eingeteilt.

Unbeschadet der Souveränetätsrechte der einzelnen Bundesstaaten sind die kommandierenden Generale die Militärbefehlshaber in den Armeekorpsbezirken.

Als Grundlage für die Organisation der Landwehr, sowie zum Zwecke der Heeresergänzung werden die Armeekorpsbezirke in Divisions- und Brigadebezirke und diese, je nach Umfang und Bevölkerungszahl, in Landwehrbataillons- und Landwehrkompagniebezirke eingeteilt.

§ 6. Die Kriegsformation des Heeres sowie die Organisation des Landsturmes bestimmt der Kaiser. Alle bereits im Frieden zur schleunigen Überführung des Heeres auf den Kriegsfuss erforderlichen Vorbereitungen sind nach den Bestimmungen des Kaisers zu treffen.

Die Dienstverhältnisse der Landsturmpflichtigen werden durch ein Gesetz geregelt.

§ 7. Die Bestimmungen über die Zulassung zu den Stellen und Ämtern des Heeres, sowie über das Aufrücken in die höheren Stellen erlässt der Kaiser. Zu der Stelle eines richterlichen Militärjustizbeamten kann nur berufen werden, wer die Befähigung zur Bekleidung eines Richteramtes in einem Bundesstaate erworben hat.

Personen, welche aus dem Heere ausscheiden, bedürfen zum Tragen der Militäruniform der Genehmigung desjenigen Bundesfürsten oder Senats, von welchem die Offiziere des Kontingents ernannt werden.

§ 8. Die Vorschriften über die Handhabung der Disziplin im Heere werden vom Kaiser erlassen.

II. Abschnitt. Ergänzung des Heeres.

§ 9. Bei der nach Massgabe der Vorschrift im § 9 des Gesetzes vom 9. November 1867 (Bundes-Gesetzbl. S. 131) erfolgenden Verteilung des Rekrutenbedarfs sind ausser den in den einzelnen Bundesstaaten sich aufhaltenden Ausländern auch die ortsanwesenden, im aktiven Dienst befindlichen Militärpersonen ausser Berechnung zu lassen. Die Freiwilligen (§§ 10 und 11 des Gesetzes vom 9. November 1867, Bundes-Gesetzbl. Seite 131) und die für die Marine ausgehobenen Mannschaften sind ihren Aushebungsbezirken in Rechnung zu stellen.

Eine Abweichung von dem vorgeschriebenen Verteilungsmassstabe kann, und zwar unter Zustimmung des Ausschusses für das Landheer und die Festungen, nur dann angeordnet werden, wenn nach erfolgter Verteilung des allgemeinen Ersatzbedarfs bei einem Truppenteile durch unvorhergesehenen Ausfall oder Abgang an Mannschaften ein ausserordentlicher Ersatzbedarf entsteht. Die Ausgleichung hierfür ist bei der Rekrutengestellung des nächstfolgenden Jahres zu bewirken.

Vermag ein Bezirk seinen Rekrutenanteil nicht aufzubringen,

so wird der Ausfall auf die andern Bezirke desselben Bundesstaates und zwar zunächst auf die der nächst höheren Militärterritorialeinheit (§ 5) angehörigen Bezirke übertragen. Die Erhöhung der Rekrutenanteile anderer Bundesstaten kann erst dann erfolgen, wenn die gesamten Aushebungsbezirke eines Bundesstaates nicht zur Leistung des demselben aufgegebenen Rekrutenanteils imstande sind.

Diejenigen Bundesstaaten, welche besondere Armeekorps bilden, können unbeschadet der Bestimmungen im Absatz 3 im Frieden zur Rekrutengestellung für andere Armeekorps nur in dem Masse herangezogen werden, als Angehörige anderer Bundesstaaten bei ihnen in Gemässheit des § 12 zur Aushebung gelangen. Im übrigen ist für die Zuteilung der auszuhebenden Rekruten an die Truppen des Reichsheeres das militärische Bedürfnis bestimmend.

§ 10. Alle Wehrpflichtigen sind, wenn sie nicht freiwillig in den Heeresdienst eintreten (§§ 10 und 11 des Gesetzes vom 9. November 1867, Bundes-Gesetzbl. S. 131), vom 1. Januar des Kalenderjahres an, in welchem sie das 20. Lebensjahr vollenden, der Aushebung unterworfen (militärpflichtig). Sie haben sich zu diesem Zwecke vor den Ersatzbehörden zu gestellen, bis über ihre Dienstverpflichtung den Bestimmungen dieses Gesetzes gemäss endgültig entschieden ist, jedoch höchstens zweimal jährlich.

§ 11. Personen, welche das Reichsgebiet verlassen, die Reichsangehörigkeit verloren, eine andere Staatsangehörigkeit aber nicht erworben oder wieder verloren haben, sind, wenn sie ihren dauernden Aufenthalt in Deutschland nehmen, gestellungspflichtig und können nachträglich ausgehoben, jedoch im Frieden nicht über das vollendete 31. Lebensjahr hinaus im Dienst zurückgehalten werden.

Dasselbe gilt von den Söhnen ausgewanderter und wieder in das deutsche Reich zurückgekehrter Personen, sofern die Söhne keine andere Staatsangehörigkeit erworben haben.

Die vorstehenden Bestimmungen finden auch Anwendung auf Ausgewanderte, welche zwar eine andere Staatsangehörigkeit erworben hatten, aber vor vollendetem 31. Lebensjahre wieder Reichsangehörige werden.

§ 12. Jeder Militärpflichtige ist in dem Aushebungsbezirke, in welchem er seinen dauernden Aufenthaltsort oder in Ermangelung eines solchen seinen Wohnsitz hat, gestellungspflichtig. Wer innerhalb des Bundesgebiets weder einen dauernden Aufenthaltsort noch einen Wohnsitz hat, ist in dem Aushebungsbezirke seines Geburtsortes gestellungspflichtig und, wenn der Geburtsort im Auslande liegt, in demjenigen Aushebungsbezirke des Inlandes, in welchem die Eltern oder Familienhäupter ihren letzten Wohnsitz hatten.

In dem Aushebungsbezirke, in welchem die Militärpflichtigen sich zu gestellen haben, werden sie auch unter Anrechnung auf das von demselben aufzubringende Rekrutenkontingent zum Militärdienst herangezogen.

§ 13. Die Reihenfolge, in welcher die in einem und demselben Jahre geborenen Militärpflichtigen auszuheben sind, wird in jedem Aushebungsbezirke durch das Los bestimmt.

Ein Hinausgreifen über die dem Bedarf entsprechende höchste Nummer (Abschlussnummer) oder eine Abweichung von der Nummerfolge ist nur zulässig, soweit die erforderliche Anzahl solcher Rekruten, an welche im Interesse einzelner Waffengattungen besondere Anforderungen gestellt werden müssen, innerhalb der vorangehenden Nummern nicht zu finden ist.

Die zum einjährig-freiwilligen Dienst Berechtigten nehmen an der Losung nicht teil.

Auf diejenigen Militärpflichtigen, welche infolge hoher Losnummer in dem ersten Jahre ihrer Dienstpflicht nicht zur Einstellung in den Militärdienst gelangen, kann in den beiden nächstfolgenden Jahren zurückgegriffen werden, jedoch nur dann, wenn in dem Aushebungsbezirk der Rekrutenbedarf des Jahres in anderer Weise nicht gedeckt werden kann. Die im dritten Jahre übrig bleibenden Militärpflichtigen werden der Ersatzreserve überwiesen.

§ 14. Die zum einjährig-freiwilligen Dienst Berechtigten haben die Verpflichtung, sich spätestens zum 1. Oktober desjenigen Jahres, in welchem sie das 23. Lebensjahr vollenden, zum Dienstantritt zu melden. Ausnahmsweise kann ihnen über diesen Zeitpunkt hinaus Aufschub gewährt werden. Bei ausbrechendem Kriege müssen sich alle zum einjährig-freiwilligen Dienst Berechtigten, welche bereits in das militärpflichtige Alter eingetreten sind, auf öffentliche Aufforderung sofort zum Heeresdienst stellen.

Wer die rechtzeitige Meldung zum Dienstantritt versäumt, verliert die Berechtigung zum einjährig-freiwilligen Dienste; nach Befinden der Ersatzbehörde kann ihm die Berechtigung wieder verliehen werden.

Ein Gesetz wird die Vorbedingungen regeln, welche zum einjährig-freiwilligen Dienst berechtigen.

§ 15. Militärpflichtige, welche wegen körperlicher oder geistiger Gebrechen dauernd dienstunbrauchbar befunden werden, sind vom Militärdienst und von jeder weiteren Gestellung vor die Ersatzbehörden zu befreien.

§ 16. Militärpflichtige, welche wegen unheilbarer körperlicher Fehler nur bedingt dienstbrauchbar befunden werden, sind der Ersatzreserve zu überweisen.

§ 17. Militärpflichtige, welche noch zu schwach oder zu klein für den Militärdienst oder mit heilbaren Krankheiten von längerer Dauer behaftet sind, werden vorläufig zurückgestellt und, falls sie nicht nach ihrer Losnummer zu den Überzähligen ihres Jahrganges (§ 13) gehören, für das nächste Jahr vorgemerkt.

Wenn dieselben jedoch vor Ablauf des dritten Dienstpflichtjahres nicht dienstfähig werden, so werden sie der Ersatzreserve überwiesen.

Die für den Militärdienst erforderliche Körpergrösse wird durch kaiserliche Verordnung bestimmt.

§ 18. Wer wegen einer strafbaren Handlung, welche mit Zuchthaus oder mit dem Verlust der bürgerlichen Ehrenrechte bestraft werden kann, oder wegen welcher die Verurteilung zu einer Freiheitsstrafe von mehr als sechswöchentlicher Dauer oder zu einer entsprechenden Geldstrafe zu erwarten ist, in Untersuchung sich befindet, wird nicht vor deren Beendigung, und wer zu einer Freiheitsstrafe oder zu einer in Freiheitsstrafe umzuwandelnden Geldstrafe rechtskräftig verurteilt ist, nicht vor deren Vollstreckung oder Erlass eingestellt. Die Zurückstellung solcher Personen ist bis zum fünften Dienstpflichtjahre zulässig. Dasselbe gilt von denjenigen, welche nicht im Besitze der bürgerlichen Ehrenrechte sind, für die Zeit, während welcher sie unter der Wirkung der Ehrenstrafe stehen. Wenn dieselben jedoch vor Ablauf ihrer aktiven Dienstzeit wieder in den Besitz der Ehrenrechte gelangen würden, so kann ihre Einstellung in eine Arbeiterabteilung unter Anrechnung auf die Dienstzeit erfolgen.

§ 19. In Berücksichtigung bürgerlicher Verhältnisse sind Zurückstellungen oder Befreiungen vom Militärdienste zulässig. Dieselben werden von den Ersatzbehörden auf Ansuchen der Militärpflichtigen oder der Angehörigen derselben unter den in den §§ 20 und 21 bezeichneten Voraussetzungen und in dem daselbst bestimmten Masse auf Grund spezieller Prüfung der Verhältnisse angeordnet.

§ 20. Auf ein bis zwei Jahre können zurückgestellt und, falls sie nicht nach ihrer Losnummer zu den Überzähligen ihres Jahrganges gehören, für das nächste Jahr vorgemerkt werden:

1) die einzigen Ernährer hülfloser Familien, erwerbsunfähiger Eltern, Grosseltern oder Geschwister;
2) der Sohn eines zur Arbeit und Aufsicht unfähigen Grundbesitzers, Pächters oder Gewerbetreibenden, wenn dieser Sohn dessen einzige und unentbehrliche Stütze zur wirtschaftlichen Erhaltung des Besitzes, der Pachtung oder des Gewerbes ist;
3) der nächstälteste Bruder eines vor dem Feinde gebliebenen oder an den erhaltenen Wunden gestorbenen oder infolge derselben erwerbsunfähig gewordenen oder im Kriege an Krankheit gestorbenen Soldaten, sofern durch die Zurückstellung den Angehörigen des letzteren eine wesentliche Erleichterung gewährt werden kann;
4) Militärpflichtige, welchen der Besitz oder die Pachtung von Grundstücken durch Erbschaft oder Vermächtnis zugefallen, sofern ihr Lebensunterhalt auf deren Bewirtschaftung angewiesen und die wirtschaftliche Erhaltung des Besitzes oder der Pachtung auf andere Weise nicht zu ermöglichen ist;
5) Inhaber von Fabriken und anderen gewerblichen Etablissements, in welchen mehrere Arbeiter beschäftigt sind, sofern

der Betrieb ihnen erst innerhalb des dem Dienstpflichtjahre vorangehenden Jahres durch Erbschaft oder Vermächtnis zugefallen und deren wirtschaftliche Erhaltung auf andere Weise nicht möglich ist. Auf Inhaber von Handelshäusern entsprechenden Umfanges findet diese Vorschrift sinngemässe Anwendung;

6) Militärpflichtige, welche in der Vorbereitung zu einem Lebensberufe oder in der Erlernung einer Kunst oder eines Gewerbes begriffen sind und durch eine Unterbrechung bedeutenden Nachteil erleiden würden. In ausnahmsweisen Verhältnissen kann die Zurückstellung derselben bis zu einer Gesamtdauer von 4 Jahren erfolgen;

7) Militärpflichtige, welche ihren dauerden Aufenthalt im Auslande haben.

Können zwei arbeitsfähige Ernährer hülfloser Familien, erwerbsunfähiger Eltern, Grosseltern oder Geschwister nicht gleichzeitig entbehrt werden, so ist einer von ihnen zurückzustellen, bis der andere entlassen wird. Spätestens nach Ablauf des zweiten Dienstpflichtjahres soll der einstweilen Zurückgestellte eingestellt und gleichzeitig der zuerst Eingestellte entlassen werden. Diese Bestimmung findet auf Nr. 2 entsprechende Anwendung.

§ 21. Militärpflichtige, welchen die im § 20 unter 1 bis 5 aufgeführten Berücksichtigungsgründe auch im dritten Dienstpflichtjahre noch zur Seite stehen, werden der Ersatzreserve überwiesen.

Ein Berücksichtigter, der sich der Erfüllung des Zweckes entzieht, welcher seine Befreiung vom Militärdienste herbeigeführt hat, kann vor Ablauf des Jahres, in welchem er das 25. Lebensjahr vollendet, nachträglich ausgehoben werden.

§ 22. Die ausnahmsweise Zurückstellung oder Befreiung Militärpflichtiger vom Dienste im Frieden kann durch die oberste Instanz für Ersatzangelegenheiten des betreffenden Bundesstaats verfügt werden, wenn in einzelnen Fällen besondere in diesem Gesetze nicht ausdrücklich vorgesehene Billigkeitsgründe die Zurückstellung oder Befreiung rechtfertigen. Die Zurückstellung oder Befreiung ganzer Berufsklassen auf Grund der vorstehenden Bestimmung ist unzulässig.

Durch Verheiratung eines Militärpflichtigen können Ansprüche auf Zurückstellung nicht begründet werden.

§ 23. Die Ersatzreserve wird in zwei Klassen geteilt.

Die Dienstverpflichtung in der ersten Klasse dauert 5 Jahre, von dem ersten Oktober des Jahres an gerechnet, in welchem die Überweisung zur Ersatzreserve erfolgt ist. Nach Ablauf der fünf Jahre werden die Mannschaften in die zweite Klasse der Ersatzreserve versetzt.

Die Zugehörigkeit zur Ersatzreserve erlischt mit dem vollendeten 31sten Lebensjahre.

§ 24. Die erste Klasse der Ersatzreserve dient zur Ergänzung des Heeres bei Mobilmachungen und zur Bildung von Ersatz-

truppenteilen. Derselben sind alljährlich so viele Mannschaften zu überweisen, dass mit fünf Jahrgängen der Bedarf für die Mobilmachung des Heeres gedeckt wird.

§ 25. Der ersten Klasse der Ersatzreserve werden vorzugsweise diejenigen Personen überwiesen, welche zum Militärdienst tauglich befunden, aber wegen hoher Losnummer nicht zur Einstellung gelangt sind.

Der etwaige weitere Bedarf ist zu entnehmen:

a) aus der Zahl derjenigen Militärpflichtigen, deren häusliche Verhältnisse die Befreiung vom Militärdienste im Frieden zur Folge haben, aber für den Fall eines Krieges die weitere Berücksichtigung nicht gerechtfertigt erscheinen lassen;

b) aus der Zahl derjenigen Militärpflichtigen, welche wegen geringer körperlicher Fehler befreit werden;

c) aus der Zahl derjenigen Militärpflichtigen, welche wegen zeitiger Dienstunbrauchbarkeit vom Militärdienste im Frieden befreit werden, deren Kräftigung aber während der nächstfolgenden Jahre in dem Masse zu erwarten ist, dass sie voraussichtlich zum Kriegsdienste werden eingezogen werden können.

Ist ein Überschuss vorhanden, so entscheidet unter den Freigelosten die Reihenfolge der Losnummer nach Massgabe der in dieser Beziehung im § 13 getroffenen Bestimmungen, unter den übrigen Mannschaften das Lebensalter, die bessere Dienstbrauchbarkeit und Abkömmlichkeit.

§ 26. Ausser den Mannschaften, welche wegen abgelaufener Zeitdauer (§ 23, Abs. 2) in die zweite Klasse der Ersatzreserve eintreten, werden dieser alle Militärpflichtigen zugeteilt, welche der Ersatzreserve zu überweisen sind, aber als ungeeignet oder überschüssig nicht der ersten Klasse überwiesen werden.

§ 27. Die Mannschaften der zweiten Klasse der Ersatzreserve sind in Friedenszeiten von allen militärischen Verpflichtungen befreit. Bei ausbrechendem Kriege können sie im Falle ausserordentlichen Bedarfes zur Ergänzung des Heeres verwandt werden. Die Einberufung erfolgt auf Grund kaiserlicher Verordnung.

Auf Grund dieser Verordnung ist in ortsüblicher Weise bekannt zu machen, welche Altersklassen zunächst zur Einziehung gelangen. Die Mannschaften dieser Altersklassen werden dadurch verpflichtet, sich zur Stammrolle wieder anzumelden und zur Aushebung zu stellen. Vom Zeitpunkte der Bekanntmachung an unterliegen die Mannschaften der bezeichneten Altersklassen den Vorschriften über die Militärpflichtigen.

Für diejenigen Mannschaften, welche durch die Einberufung in das Verhältnis des Militärpflichtigen versetzt, aber nicht eingezogen worden sind, hört dieses Verhältnis mit der Auflösung der Ersatztruppenteile auf.

§ 28. Mannschaften der zweiten Klasse der Ersatzreserve, welche durch Konsulatsatteste nachweisen, dass sie in einem ausser-

europäischen Lande, jedoch mit Ausschluss der Küstenländer des Mittelländischen und Schwarzen Meeres, eine feste Stellung als Kaufleute, Gewerbetreibende u. s. w. erworben haben, können für die Dauer ihres Aufenthalts ausserhalb Europas von der Gestellung bei ausbrechendem Kriege befreit werden.

§ 29. Mannschaften, welche aus der Ersatzreserve erster oder zweiter Klasse zum Dienst eingezogen werden, sind bei Zurückführung des Heeres auf den Friedensfuss wieder zu entlassen. (§ 50).

§ 30. Für die Zusammensetzung der mit der Heeresergänzung zu beauftragenden Behörden und für das Verfahren vor denselben sind folgende Vorschriften massgebend:

1) Die Einrichtung der Ersatzbehörden hat sich an die in § 5 vorgeschriebene Einteilung des Reichsgebietes in Militärbezirke anzulehnen.
2) Der Landwehrbataillonsbezirk bildet entweder ungeteilt den Aushebungsbezirk oder zerfällt in mehrere Aushebungsbezirke, deren Umfang und Grösse sich nach der Beschaffenheit und Seelenzahl der entsprechenden Zivilverwaltungsbezirke bestimmt.
3) Die mit den ständigen Geschäften der Heeresergänzung betrauten Behörden sind:
   a*) für den Aushebungsbezirk die Ersatzkommission, bestehend aus dem Landwehrbezirkskommandeur und einem Verwaltungsbeamten des Bezirks, oder wo ein solcher Beamter fehlt, einem besonders zu diesem Zwecke bestellten bürgerlichen Mitgliede;
   b*) für den Infanteriebrigadebezirk die Oberersatzkommission, bestehend aus dem Infanteriebrigadekommandeur und einem höheren Verwaltungsbeamten;
   c) für den Armeekorpsbezirk der kommandierende General des Armeekorps in Gemeinschaft mit dem Chef einer Provinzial- oder Landesbehörde, sofern nicht hierfür in einzelnen Bundesstaaten besondere Behörden bestellt sind;

---

*) *Durch R.-G. v. 31. März 1885 (R.-Gbl. 1885 S. 81) erhielten a u. b folgende Fassung:*

a) für den Aushebungsbezirk die Ersatzkommission, bestehend aus einem Offizier, in der Regel dem Landwehrbezirkskommandeur, und aus einem Verwaltungsbeamten des Bezirks, oder wo ein solcher Beamter fehlt, einem besonders zu diesem Zweck bestellten bürgerlichen Mitgliede,
b) für den Infanteriebrigadebezirk die Oberersatzkommission, bestehend aus einem höheren Offizier, in der Regel dem Infanteriebrigadekommandeur, und aus einem höheren Verwaltungsbeamten.

d) für die oberste Leitung der Heeresergänzung die zuständigen Kriegsministerien in Gemeinschaft mit den obersten Zivilverwaltungsbehörden der einzelnen Bundesstaaten.

4) Zur Entscheidung
   a) über die in § 20 vorgesehenen Befreiungen und Zurückstellungen,
   b) über den nach Massgabe des § 33 eintretenden Verlust von Vergünstigungen,
   c) über den nach Massgabe der §§ 21, 51 und 55 eintretenden Verlust der Befreiung vom Militärdienst,
   d) über die Klassifikation der Reservemannschaften, der Landwehr und der Ersatzreserve 1. Klasse mit Rücksicht auf die häuslichen und gewerblichen Verhältnisse in Gemässheit der §§ 64 und 69

treten den ständigen Mitgliedern der Ersatz- und Oberersatzkommission andere Mitglieder hinzu, welche aus den Bezirkseingesessenen von Kommunal- oder Landesvertretungen gewählt oder, wo solche Vertretungen nicht vorhanden sind, von der Landesverwaltungsbehörde ernannt werden.

Es sollen hiernach bestehen:

die verstärkte Ersatzkommission neben den ständigen Mitgliedern aus höchstens noch einem Offizier und aus vier bürgerlichen Mitgliedern;

die verstärkte Oberersatzkommission neben den ständigen Mitgliedern aus einem bürgerlichen Mitgliede.

5) Die Mitglieder der Ersatzbehörden haben gleiches Stimmrecht; ihre Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Wo nur die ständigen Mitglieder an der Beschlussfassung teilnehmen, ist bei Meinungsverschiedenheit die Angelegenheit der nächst höheren Instanz zur Entscheidung vorzulegen. Für unaufschiebbare vorläufige Massregeln ist bei der Ersatzkommission die Stimme des Zivilmitgliedes, bei der Oberersatzkommission die Stimme des militärischen Mitgliedes massgebend. Desgleichen entscheidet bei der Oberersatzkommission die Stimme des militärischen Mitgliedes über die körperliche Brauchbarkeit der Militärpflichtigen und die Verteilung der ausgehobenen Mannschaften auf die verschiedenen Waffengattungen und Truppenteile.

6) Bei dem Verfahren vor den Ersatzbehörden sind die Beteiligten berechtigt, ihre Anträge durch Vorlegung von Urkunden und Stellung von Zeugen und Sachverständigen zu unterstützen.

7) Die Ersatzkommission arbeitet der Oberersatzkommission vor. Sie verfügt die nach dem Gesetze zulässigen Zurückstellungen der Militärpflichtigen. Im übrigen unterliegen ihre Beschlüsse der Revision und endgültigen Entscheidung der Oberersatzkommission.

Gegen Entscheidungen der Ersatzkommission über die

Klassifikation der Mannschaften der Reserve, der Landwehr und der Ersatzreserve 1. Klasse steht dem ständigen militärischen Mitgliede die Erhebung des Einspruches zu, in welchem Falle die endgültige Entscheidung lediglich durch die ständigen Mitglieder der Oberersatzkommission erfolgt.

8) Gegen die Entscheidungen der Oberersatzkommission steht nur den Militärpflichtigen, beziehungsweise ihren zur Reklamation berechtigten Angehörigen eine Berufung an die höheren Instanzen zu. In Aushebungbezirken, welche ihren Rekrutenanteil nicht aufzubringen vermögen, kann jedoch gegen die auf Befreiung vom Militärdienst gerichteten Entscheidungen auch seitens des ständigen militärischen Mitgliedes der Oberersatzkommission Berufung an die höhere Instanz eingelegt werden.

§ 31. Die Gemeinden oder gleichartigen Verbände haben unter Kontrolle der Ersatzbehörden Stammrollen über alle Militärpflichtigen zu führen. Die Militärpflichtigen und deren Angehörige haben die Anmeldungen zur Stammrolle nach Massgabe der gegenwärtig bestehenden Vorschriften zu bewirken.

§ 32. Die Stammrollen werden auf Grund der Zivilstandsregister und der nach § 31 zu erstattenden Meldungen geführt. Die mit Führung der Zivilstandsregister betrauten Behörden und Personen sind verpflichtet, die zur Führung der Stammrollen erforderlichen Auszüge unentgeltlich vorzulegen.

§ 33. Wer die nach Massgabe des § 31 vorgeschriebenen Meldungen zur Berichtigung von Stammrollen unterlässt, sowie Militärpflichtige, welche in den von den Ersatzbehörden abzuhaltenden Terminen nicht pünktlich erscheinen, sind, sofern sie nicht dadurch zugleich eine härtere Strafe verwirkt haben, mit Geldstrafe bis zu dreissig Mark oder Haft bis zu drei Tagen zu bestrafen.

Militärpflichtigen, welche in einem von den Ersatzbehörden abzuhaltenden Termine nicht pünktlich erschienen sind, können von den Ersatzbehörden die Vorteile der Losung entzogen werden. Ist diese Versäumnis in böslicher Absicht oder wiederholt erfolgt, so können die Ersatzbehörden sie auch des Anspruchs auf die nach §§ 19 bis 22 zulässigen Vergünstigungen verlustig erklären und als unsichere Heerespflichtige sofort in die Armee einreihen lassen. Die Dienstzeit wird alsdann erst vom nächstfolgenden Rekruteneinstellungstermine ab gerechnet.

Ist die Versäumnis durch Umstände herbeigeführt, deren Beseitigung nicht in dem Willen des betreffenden Anmeldungs- oder Gestellungspflichtigen lag (Absatz 1, 2), so treten die vorerwähnten Folgen nicht ein.

§ 34. Rekruten, welche nach ihrer Aushebung, sowie Freiwillige, welche nach definitiver Annahme bei einem Truppenteile vorläufig in die Heimat beurlaubt werden, gehören bis zu ihrer Einstellung zu den Mannschaften des Beurlaubtenstandes.

§ 35. Alle auf die Heeresergänzung bezüglichen amtlichen

Verrichtungen und Verhandlungen, mit Ausnahme der durch strafbare Handlungen bedingten, unterliegen weder einer Stempelgebühr noch einer Taxe.

§ 36. Von den Kosten des Rekrutierungsverfahrens sind nur diejenigen auf Reichsfonds zu übernehmen, welche sich unmittelbar aus der Beteiligung von Militärbehörden und Militärpersonen an demselben ergeben.

Den einzelnen Bundesstaaten bleibt die Bestimmung überlassen, von wem die übrigen Kosten zu tragen sind.

§ 37. Über die Ergebnisse des Ergänzungsgeschäftes ist dem Bundesrat und Reichstag alljährlich Mitteilung zu machen.

III. Abschnitt. Vom aktiven Heere.

§ 38. Zum aktiven Heere gehören:

A. Die Militärpersonen des Friedensstandes, und zwar
1) die Offiziere, Ärzte und Militärbeamten des Friedensstandes vom Tage ihrer Anstellung bis zum Zeitpunkte ihrer Entlassung aus dem Dienste;
2) die Kapitulanten vom Beginn bis zum Ablauf oder bis zur Aufhebung der abgeschlossenen Kapitulation;
3) die Freiwilligen und die ausgehobenen Rekruten von dem Tage, mit welchem ihre Verpflegung durch die Militärverwaltung beginnt, Einjährig-Freiwillige von dem Zeitpunkte ihrer definitiven Einstellung in einen Truppenteil an, sämtlich bis zum Ablauf des Tages ihrer Entlassung aus dem aktiven Dienste.

B. 1) Die aus dem Beurlaubtenstande (V. Abschnitt) zum Dienst einberufenen Offiziere, Ärzte, Militärbeamten und Mannschaften von dem Tage, zu welchem sie einberufen sind, bis zum Ablauf des Tages der Wiederentlassung;
2) alle in Kriegszeiten zum Heeresdienst aufgebotenen oder freiwillig eingetretenen Offiziere, Ärzte, Militärbeamten und Mannschaften, welche zu keiner der vorgenannten Kategorien gehören, von dem Tage, zu welchem sie einberufen sind, bezw. vom Zeitpunkte des freiwilligen Eintritts an bis zum Ablauf des Tages der Entlassung.

C. Die Zivilbeamten der Militärverwaltung, vom Tage ihrer Anstellung bis zum Zeitpunkte ihrer Entlassung aus dem Dienste.

§ 39. Die besondere Gerichtsbarkeit über Militärpersonen beschränkt sich auf Strafsachen und wird durch Reichsgesetz geregelt.

Den allgemeinen Gerichtsstand haben die Militärpersonen bei dem Gerichte des Garnisonortes; diejenigen jedoch, welche nur zur Erfüllung der Wehrpflicht dienen oder welche selbständig einen Wohnsitz nicht begründen können, nur bezüglich der Klagen wegen vermögensrechtlicher Ansprüche.

Es bleiben diejenigen landesgesetzlichen Vorschriften inkraft, nach welchen für Truppenteile, die nach der Mobilmachung ihre Garnison verlassen haben oder sich dauernd im Auslande aufhalten,

die Ausübung der streitigen oder freiwilligen Gerichtsbarkeit einem inländischen Gerichte oder den Auditeuren ein für allemal übertragen ist oder für den einzelnen Fall im Verordnungswege übertragen werden kann.

§ 40. Die Militärpersonen des Friedensstandes bedürfen zu ihrer Verheiratung der Genehmigung ihrer Vorgesetzten.

§ 41. Die Militärpersonen des Friedensstandes und die Zivilbeamten der Militärverwaltung können die Übernahme von Vormundschaften ablehnen und sind zu deren Übernahme nur mit Genehmigung ihrer Vorgesetzten berechtigt.

§ 42. Die landesgesetzlich für einzelne Klassen von Militärpersonen bestehenden Beschränkungen hinsichtlich der Erwerbung, Veräusserung und Belastung von Grundstücken werden aufgehoben.

§ 43. Zum Betriebe eines Gewerbes bedürfen die Militärpersonen des Friedensstandes für sich und für die in Dienstgebäuden bei ihnen wohnenden Mitglieder ihres Hausstandes der Erlaubnis ihrer Vorgesetzten, insofern nicht das Gewerbe mit der Bewirtschaftung eines ihnen gehörigen ländlichen Grundstückes verbunden ist.

§ 44. In Kriegszeiten oder während eines Belagerungszustandes können die im § 38 bezeichneten und die nach §§ 155 bis 158 des Militärstrafgesetzbuchs vom 20. Juni 1872 den Militärgesetzen unterworfenen Personen letztwillige Verordnungen unter besonders erleichterten Formen gültig errichten (privilegierte militärische letztwillige Verfügungen). Die Vorrechte der Militärpersonen in Beziehung auf diese letztwilligen Verordnungen bestehen allein darin, dass sie nach Massgabe der nachstehenden Bestimmungen den für ordentliche letztwillige Verfügungen vorgeschriebenen Förmlichkeiten nicht unterworfen sind. Es sind dabei die folgenden Bestimmungen zu beobachten:

1) Die Befugnis, in Kriegszeiten oder während eines Belagerungszustandes privilegierte militärische letztwillige Verfügungen zu errichten, beginnt für die oben bezeichneten Personen von der Zeit, wo sie entweder ihre Standquartiere oder, im Fall ihnen solche nicht angewiesen sind, ihre bisherigen Wohnorte im Dienste verlassen oder in denselben angegriffen oder belagert werden.

   Kriegsgefangene oder Geisseln haben diese Befugnis, so lange sie sich in der Gewalt des Feindes befinden.

2) Privilegierte militärische letztwillige Verfügungen sind in gültiger Form errichtet:
   a) wenn sie von dem Testator eigenhändig geschrieben und unterschrieben sind;
   b) wenn sie von dem Testator eigenhändig unterschrieben und von zwei Zeugen oder einem Auditeur oder Offizier mitunterzeichnet sind;
   c) wenn von einem Auditeur oder Offizier unter Zuziehung ier Zeugen oder noch eines Auditeurs oder Offiziers

über die mündliche Erklärung des Testators eine schriftliche Verhandlung aufgenommen und diese dem Testator vorgelesen, sowie von dem Auditeur oder Offizier und den Zeugen, bezw. von den Auditeuren oder Offizieren unterschrieben ist.

Bei verwundeten oder kranken Militärpersonen können die unter b und c erwähnten Auditeure und Offiziere durch Militärärzte oder höhere Lazaretbeamte oder Militärgeistliche vertreten werden.

3) Die sub 2 erwähnten Zeugen sind Beweiszeugen; sie brauchen nicht die Eigenschaft von Instrumentszeugen zu haben, und es kann die Aussage eines derselben für vollständig beweisend angenommen werden.

4) Die nach Vorschrift sub 2c aufgenommene Verhandlung hat inbetreff ihres Inhalts und der in ihr angegebenen Zeit der Aufnahme die Beweiskraft einer öffentlichen Urkunde.

Ist in der eigenhändig geschriebenen und unterschriebenen oder in der eigenhändig unterschriebenen letztwilligen Verfügung (2 a b) die Zeit der Errichtung angegeben, so streitet die Vermutung bis zum Beweise des Gegenteils für die Richtigkeit dieser Angabe.

Eine gleiche Vermutung streitet dafür, dass die letztwillige Verfügung während des die privilegierte Form zulassenden Ausnahmezustandes errichtet ist, wenn dieselbe während dieser Zeit oder innerhalb vierzehn Tage nach deren Aufhören einer vorgesetzten Militärbehörde zur Aufbewahrung übergeben ist oder wenn dieselbe in dem Feldnachlass des Testators aufgefunden wird.

5) Privilegierte militärische letztwillige Verfügungen verlieren ihre Gültigkeit mit dem Ablauf eines Jahres von dem Tage ab, an welchem der Truppenteil, zu dem der Testator gehört, demobil gemacht ist, oder der Testator aufgehört hat zu dem mobilen Truppenteil zu gehören oder als Kriegsgefangener oder Geissel aus der Gewalt des Feindes entlassen ist.

Der Lauf dieser Frist wird jedoch suspendiert durch anhaltende Unfähigkeit des Testators zur Errichtung einer anderweiten letztwilligen Verordnung.

Wenn der Testator innerhalb des Jahres vermisst und in dem Verfahren auf Todeserklärung oder auf Abwesenheitserklärung festgestellt wird, dass er seit jener Zeit verschollen ist, so tritt die Ungültigkeit der letztwilligen Verfügung nicht ein.

§ 45. Die durch Reichs- oder Landesgesetze vorgeschriebenen Beschränkungen der gerichtlichen Zwangsvollstreckungen gegen Militärpersonen finden auf alle Arten der Zwangsvollstreckung gegen die letzteren entsprechende Anwendung. Eine Aufhebung dieser Beschränkungen durch vorgängige Einwilligung des Schuldners ist ohne rechtliche Wirkung.

Den Anspruch auf Zahlung von Diensteinkünften, Warte-

geldern oder Pensionen können die Militärpersonen mit rechtlicher Wirkung nur insoweit abtreten, verpfänden oder sonst übertragen, als eine Beschlagnahme im Falle einer Zwangsvollstreckung zulässig gewesen wäre. Die Benachrichtigung an die auszahlende Kasse geschieht durch eine der Kasse auszuhändigende öffentliche Urkunde.

§ 46. Die Verpflichtung der Militärpersonen zur Entrichtung der Staatssteuern regelt sich nach den Landesgesetzen unter Berücksichtigung des Gesetzes wegen Beseitigung der Doppelbesteuerung vom 13. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. des norddeutschen Bundes S. 119).

Jedoch ist das Militäreinkommen der Personen des Unteroffizier- und Gemeinenstandes, sowie für den Fall einer Mobilmachung das Militäreinkommen aller Angehörigen des aktiven Heeres bei der Veranlagung bezw. Erhebung von Staatssteuern ausser betracht zu lassen. Die Feststellung eines angemessenen Steuernachlasses für die Unteroffiziere und Gemeinen des Beurlaubtenstandes und deren Familien für die Monate, in welchen jene sich im aktiven Dienste befinden, bleibt der Landesgesetzgebung überlassen.

§ 47. Zur Annahme von Ämtern in der Verwaltung und Vertretung der kirchlichen oder politischen Gemeinden und weiteren Kommunalverbände bedürfen aktive Militärpersonen der Genehmigung ihrer Dienstvorgesetzten.

§ 48. Diejenigen Begünstigungen, welche nach der Gesetzgebung der einzelnen Bundesstaaten den Hinterbliebenen von Staatsbeamten hinsichtlich der Besteuerung der aus Staatsfonds oder aus öffentlichen Versorgungskassen denselben gewährten Pensionen, Unterstützungen oder sonstigen Zuwendungen zustehen, finden auch zu gunsten der Hinterbliebenen von Militärpersonen hinsichtlich der denselben aus Reichs- oder Staatsfonds oder aus öffentlichen Versorgungskassen zufliessenden gleichartigen Bezüge Anwendung.

§ 49. Für die zum aktiven Heere gehörigen Militärpersonen, mit Ausnahme der Militärbeamten, ruht die Berechtigung zum Wählen sowohl inbetreff der Reichsvertretung als inbetreff der einzelnen Landesvertretungen. Eine Vereinigung der hiernach wahlberechtigt bleibenden Militärpersonen zu besonderen Militärwahlbezirken für die Wahl der auf indirektem Wahlrecht beruhenden Landesvertretungen darf nicht stattfinden.

Die Teilnahme an politischen Vereinen und Versammlungen ist den zum aktiven Heere gehörigen Militärpersonen untersagt.

IV. Abschnitt. Entlassung aus dem aktiven Dienste.

§ 50. Alle Soldaten welche nach erfüllter aktiver Dienstpflicht von den Fahnen entlassen werden, treten nach Massgabe der zurückgelegten Gesamtdienstzeit zur Reserve, zur Landwehr oder zum Landsturm über.

Mannschaften, welche bei Mobilmachung des Heeres oder ng von Ersatztruppenteilen aus der Ersatzreserve zum

Dienst einberufen und bei Zurückführung des Heeres auf den Friedensfuss wieder entlassen werden (§ 29), treten, wenn sie militärisch ausgebildet sind, je nach ihrem Lebensalter (§ 62) zur Reserve oder Landwehr über, anderenfalls aber in die Ersatzreserve zurück.

Mannschaften der Kavallerie, welche sich freiwillig zu einer vierjährigen aktiven Dienstzeit verpflichtet haben, dienen in der Landwehr nur drei Jahre.

Einjährig-Freiwillige, welche während ihrer Dienstzeit mit Versetzung in die zweite Klasse des Soldatenstandes bestraft werden, verlieren die Eigenschaft als Einjährig-Freiwillige und den Anspruch auf Entlassung nach einjähriger Dienstzeit.

§ 51. Volksschullehrer und Kandidaten des Volksschulamtes, welche ihre Befähigung für das Schulamt in vorschriftsmässiger Prüfung nachgewiesen haben, können nach kürzerer Einübung mit den Waffen zur Verfügung der Truppenteile beurlaubt werden.

Giebt der Beurlaubte seinen bisherigen Beruf gänzlich auf oder wird er aus dem Schulamte für immer entlassen, so kann er vor Ablauf des Jahres, in welchem er das 25. Lebensjahr vollendet, zum aktiven Dienst eingezogen werden.

§ 52. Soldaten, welche während der Erfüllung ihrer aktiven Dienstpflicht dienstunbrauchbar werden, sind zur Disposition der Ersatzbehörden zu entlassen (§ 54).

§ 53. Soldaten im aktiven Dienst können auf Ansuchen zur Verfügung der Ersatzbehörden entlassen werden, wenn einer der im § 20 Nr. 1 bis 5 bezeichneten Gründe nach ihrer Aushebung eingetreten ist.

Über die Zulässigkeit des Gesuches entscheidet nach Begutachtung der Verhältnisse durch die ständigen Mitglieder der Ersatzkommission der kommandierende General desjenigen Armeekorps, in welchem der Reklamierte seiner Dienstpflicht genügt, in Gemeinschaft mit der betreffenden (§ 30 Nr. 3c) Landes- oder Provinzialbehörde seines Heimatsbezirkes.

Die Entlassung des Reklamierten erfolgt erst zu dem nächsten allgemeinen Entlassungstermine, sofern nicht ein ungewöhnlicher Grad der Dringlichkeit die frühere Entlassung notwendig macht.

Auf Soldaten, welche sich bei mobilen Truppen im Dienst befinden, haben diese Bestimmungen in der Regel keine Anwendung.

§ 54. Die zur Disposition der Ersatzbehörden entlassenen Soldaten gehören bis zur Entscheidung über ihr ferneres Militärverhältnis zu den Mannschaften des Beurlaubtenstandes (V. Abschn.).

§ 55. Über das fernere Militärverhältnis der zu ihrer Disposition entlassenen Mannschaften entscheiden die Ersatzbehörden nach denselben Grundsätzen, wie über die noch nicht eingestellten Militärpflichtigen der entsprechenden Altersklassen.

Haben dergleichen Mannschaften jedoch bereits ein Jahr oder als Einjährig-Freiwillige neun Monate aktiv gedient, so sollen sie nicht von neuem für den aktiven Dienst ausgehoben werden

es sei denn, dass sie der Verpflichtung, deren Erfüllung ihre Entlassung aus dem Militärdienst begründete, sich entziehen und das 25. Lebensjahr noch nicht vollendet haben.

V. Abschnitt. Vom Beurlaubtenstande und der Ersatzreserve erster Klasse.

§ 56. Zum Beurlaubtenstande gehören:

1) die Offiziere, Ärzte, Beamten und Mannschaften der Reserve und Landwehr,
2) die vorläufig in die Heimat beurlaubten Rekruten und Freiwilligen (§ 34);
3) die bis zur Entscheidung über ihr ferneres Militärverhältnis zur Disposition der Ersatzbehörden entlassenen Mannschaften (§ 54);
4) die vor erfüllter aktiver Dienstpflicht zur Disposition der Truppenteile beurlaubten Mannschaften.

§ 57. Die Personen des Beurlaubtenstandes sind während der Beurlaubung den zur Ausübung der militärischen Kontrolle erforderlichen Anordnungen unterworfen. Sie haben geeignete Vorkehrungen zu treffen, dass dienstliche Befehle ihrer Vorgesetzten und namentlich Einberufungsordres ihnen jederzeit zugestellt werden können.

Im dienstlichen Verkehr mit ihren Vorgesetzten oder, wenn sie in Militäruniform erscheinen, sind sie der militärischen Disziplin unterworfen (§ 8).

Über die Ausübung der militärischen Kontrolle, die Übungen und die gegen Personen des Beurlaubtenstandes zulässigen Disziplinarstrafmittel wird ein besonderes Gesetz nähere Bestimmung treffen.

§ 58. Bei eintretender allgemeiner Mobilmachung haben alle im Auslande befindlichen Personen des Beurlaubtenstandes sich unverzüglich in das Inland zurückzubegeben, sofern sie hiervon nicht ausdrücklich dispensiert werden.

§ 59. Im Frieden können Mannschaften der Reserve und Landwehr, welche nach aussereuropäischen Ländern gehen wollen, unter Dispensation von den gewöhnlichen Dienstpflichten, jedoch unter der Bedingung der Rückkehr im Falle einer Mobilmachung, auf zwei Jahre beurlaubt werden.

Weist der Beurlaubte durch Konsulatsatteste nach, dass er sich in einem der erwähnten Länder eine feste Stellung als Kaufmann, Gewerbetreibender etc. erworben hat, so kann der Urlaub bis zur Entlassung aus dem Militärverhältnisse und unter gleichzeitiger Dispensation von der Rückkehr im Falle einer Mobilmachung verlängert werden. Auf die Küstenländer des Mittelländischen und Schwarzen Meeres findet diese Bestimmung keine Anwendung.

§ 60. Ausserdem gelten die folgenden Bestimmungen:

1) Den Offizieren und im Offizierrang stehenden Ärzten des

Beurlaubtenstandes, sowie den im § 56 unter 2 bis 4 bezeichneten Mannschaften darf -- falls sie nicht nachweisen, dass sie in einem anderen Bundesstaate die Staatsangehörigkeit erworben haben — die Entlassung aus der Staatsangehörigkeit nur mit Genehmigung der Militärbehörde erteilt werden.

2) Offiziere und im Offizierrange stehende Ärzte des Beurlaubtenstandes, welche ohne Erlaubnis auswandern, werden mit Geldstrafe bis zu dreitausend Mark oder mit Haft oder mit Gefängnis bis zu sechs Monaten bestraft.

3) Die im § 56 unter 2—4 bezeichneten Mannschaften sind den Bestimmungen im dritten Abschnitte des Militärstrafgesetzbuchs vom 20. Juni 1872 über unerlaubte Entfernung und Fahnenflucht und den Bestimmungen im vierten Abschnitte desselben Gesetzbuchs über Selbstbeschädigung und Vorschützung von Gebrechen in gleicher Weise wie die Personen des aktiven Dienststandes unterworfen.

4) Die vorläufig in die Heimat beurlaubten Rekruten und Freiwilligen bedürfen zur Verheiratung der Genehmigung der Militärbehörde.

5) Die zur Disposition der Truppenteile beurlaubten Mannschaften können bis zum Ablauf ihres dritten Dienstjahres jederzeit zur Fahne wieder einberufen werden und bedürfen bis dahin der militärischen Genehmigung zum Wechsel des Aufenthaltsortes.

§ 61. Im übrigen gelten für die Personen des Beurlaubtenstandes die allgemeinen Landesgesetze, und sind dieselben in der Wahl ihres Aufenthaltsortes im In- und Auslande, in der Ausübung ihres Gewerbes, rücksichtlich ihrer Verheiratung und ihrer sonstigen bürgerlichen Verhältnisse Beschränkungen nicht unterworfen.

§ 62. Die Mannschaften der Reserve und Landwehr werden in Jahresklassen nach ihrem Dienstalter eingeteilt.

Die Dienstzeit in der Reserve und Landwehr wird von demselben Zeitpunkte an berechnet, wie die aktive Dienstzeit, auch wenn in Erfüllung der letzteren eine Unterbrechung stattgefunden hat. Die Versetzung aus der Reserve in die Landwehr, bzw. die Entlassung aus der Landwehr erfolgt bei den Herbst-Kontrollversammlungen des betreffenden Jahres.

Mannschaften, welche infolge eigenen Verschuldens (§ 18 des Militärstrafgesetzbuchs vom 20. Juni 1872) verspätet aus dem aktiven Dienste entlassen werden, treten stets in die jüngste Jahresklasse der Reserve ein.

Die Reserve- und Landwehrpflicht derjenigen Mannschaften, welche der Ersatzreserve angehört haben (§ 50), ist so zu bemessen, als wenn sie im ersten Jahre ihres dienstpflichtigen Alters ausgehoben wären.

§ 63. Bei notwendigen Verstärkungen oder Mobilmachungen

des Heeres werden die Mannschaften des Beurlaubtenstandes nach Bedarf, jedoch in den Grenzen der bezüglichen Bestimmungen des Gesetzes, betreffend die Verpflichtung zum Kriegsdienst vom 9. November 1867, zur Fahne einberufen und zwar, soweit die militärischen Interessen es gestatten, nach den Jahresklassen, mit der jüngsten beginnend.

§ 64. Hierbei können dringende häusliche und gewerbliche Verhältnisse derart Berücksichtigung finden, dass Reservisten hinter die letzte Jahresklasse der Reserve ihrer Waffe oder Dienstkategorie, Landwehrmannschaften aber, sowie in besonders dringenden Fällen auch einzelne Reservisten hinter die letzte Jahresklasse der Landwehr ihrer Waffe oder Dienstkategorie zeitweise zurückgestellt werden.

Jedoch darf in keinem Aushebungsbezirke die Zahl der hinter den letzten Jahrgang der Reserve zurückgestellten Mannschaften zwei Prozent der Reserve, die Zahl der hinter den letzten Jahrgang der Landwehr zurückgestellten Mannschaften drei Prozent der Reserve und Landwehr übersteigen.

Auf die Dauer der Gesamtdienstzeit hat die Zurückstellung keinen Einfluss.

§ 65. Reichs-, Staats- und Kommunalbeamte, sowie Angestellte der Eisenbahnen, welche der Reserve oder Landwehr angehören, dürfen für den Fall einer Mobilmachung oder notwendigen Verstärkung des Heeres hinter den ältesten Jahrgang der Landwehr zurückgestellt werden, wenn ihre Stellen selbst vorübergehend nicht offen gelassen werden können und eine geeignete Vertretung nicht zu ermöglichen ist.

Personen des Beurlaubtenstandes und der Ersatzreserve, welche ein geistliches Amt in einer mit Korporationsrechten innerhalb des Bundesgebietes bestehenden Religionsgesellschaft bekleiden, werden zum Dienste mit der Waffe nicht herangezogen. Ausserdem findet auf dieselben die Bestimmung des ersten Absatzes dieses Paragraphen Anwendung.

§ 66. Reichs-, Staats- und Kommunalbeamte sollen durch ihre Einberufung zum Militärdienst in ihren bürgerlichen Dienstverhältnissen keinen Nachteil erleiden.

Ihre Stellen, ihr persönliches Diensteinkommen aus denselben und ihre Anciennetät, sowie alle sich daraus ergebenden Ansprüche bleiben ihnen in der Zeit der Einberufung zum Militärdienste gewahrt. Erhalten dieselben Offizierbesoldung, so kann ihnen der reine Betrag derselben auf die Zivilbesoldung angerechnet werden; denjenigen, welche einen eigenen Hausstand mit Frau oder Kind haben, beim Verlassen ihres Wohnortes jedoch nur, wenn und soweit das reine Zivileinkommen und Militärgehalt zusammen den Betrag von 3600 Mark jährlich übersteigen.

Nach denselben Grundsätzen sind pensionierte oder auf W--tegeld stehende Zivilbeamte hinsichtlich ihrer Pensionen oder

Wartegelder zu behandeln, wenn sie bei einer Mobilmachung in den Kriegsdienst eintreten.

Die näheren Bestimmungen bleiben den einzelnen Bundesregierungen überlassen.

§ 67. Mannschaften des Beurlaubtenstandes, welche sich der Kontrolle länger als ein Jahr entziehen oder eine Ordre zum Dienste ohne anerkannte Entschuldigung unbefolgt lassen, können, abgesehen von der etwa noch anderweit über sie zu verhängenden Strafe, unter Verlängerung ihrer Dienstzeit in die nächst jüngere Jahresklasse versetzt werden. Dauert die Kontrollentziehung zwei Jahre und darüber, so können sie entsprechend weiter zurückversetzt werden.

§ 68. Personen des Beurlaubtenstandes, welche nach erfolgter Auswanderung vor vollendetem 31. Lebensjahre wieder naturalisiert werden, treten in denjenigen Jahrgang, welchem sie ohne die stattgehabte Auswanderung angehört haben würden, wieder ein.

§ 69. Die Mannschaften der Ersatzreserve erster Klasse werden den nachfolgenden Bestimmungen unterworfen:

1) Wegen der Reihenfolge der Einberufung und wegen der Berücksichtigung häuslicher und gewerblicher Verhältnisse im Falle der Einberufung finden die §§ 63 und 64 auf sie entsprechende Anwendung.
2) Sie haben der Militärbehörde den Wechsel ihrer Wohnung anzuzeigen und geeignete Vorkehrungen zu treffen, dass ihnen eine etwaige Einberufungsordre jederzeit richtig zugehen kann.
3) Im Falle eines ausserordentlichen Bedürfnisses können sie auf Grund kaiserlicher Verordnung zu Kontrollversammlungen einberufen werden.
4) Bei eintretender allgemeiner Mobilmachung haben die im Auslande befindlichen Ersatzreservisten erster Klasse sich unverzüglich in das Inland zurückzubegeben; von dieser Verpflichtung können sie im entsprechenden Falle des § 59 befreit werden.
5) Bei Mobilmachungen und bei beginnender Bildung von Ersatztruppenteilen müssen sie der Einberufung sofort Folge leisten; für den Fall der Zuwiderhandlung finden die auf die Personen des Beurlaubtenstandes bezüglichen Vorschriften im dritten Abschnitte des Militärstrafgesetzbuchs vom 20. Juni 1872 auf sie Anwendung.
6) Mannschaften der Ersatzreserve erster Klasse, welche sich der ihnen auf Grund des Gesetzes auferlegten Kontrolle entziehen, werden mit Geldstrafe bis zu sechzig Mark oder Haft bis zu acht Tagen bestraft. Abgesehen von den hiernach zu verhängenden Strafen können sie unter Verlängerung ihrer Dienstpflicht in die nächst jüngere Jahresklasse versetzt werden. Dauert die Kontrollentziehung zwei Jahre und

Klassifikation der Mannschaften der Reserve, der Landwehr und der Ersatzreserve 1. Klasse steht dem ständigen militärischen Mitgliede die Erhebung des Einspruches zu, in welchem Falle die endgültige Entscheidung lediglich durch die ständigen Mitglieder der Oberersatzkommission erfolgt.

8) Gegen die Entscheidungen der Oberersatzkommission steht nur den Militärpflichtigen, beziehungsweise ihren zur Reklamation berechtigten Angehörigen eine Berufung an die höheren Instanzen zu. In Aushebungbezirken, welche ihren Rekrutenanteil nicht aufzubringen vermögen, kann jedoch gegen die auf Befreiung vom Militärdienst gerichteten Entscheidungen auch seitens des ständigen militärischen Mitgliedes der Oberersatzkommission Berufung an die höhere Instanz eingelegt werden.

§ 31. Die Gemeinden oder gleichartigen Verbände haben unter Kontrolle der Ersatzbehörden Stammrollen über alle Militärpflichtigen zu führen. Die Militärpflichtigen und deren Angehörige haben die Anmeldungen zur Stammrolle nach Massgabe der gegenwärtig bestehenden Vorschriften zu bewirken.

§ 32. Die Stammrollen werden auf Grund der Zivilstandsregister und der nach § 31 zu erstattenden Meldungen geführt. Die mit Führung der Zivilstandsregister betrauten Behörden und Personen sind verpflichtet, die zur Führung der Stammrollen erforderlichen Auszüge unentgeltlich vorzulegen.

§ 33. Wer die nach Massgabe des § 31 vorgeschriebenen Meldungen zur Berichtigung von Stammrollen unterlässt, sowie Militärpflichtige, welche in den von den Ersatzbehörden abzuhaltenden Terminen nicht pünktlich erscheinen, sind, sofern sie nicht dadurch zugleich eine härtere Strafe verwirkt haben, mit Geldstrafe bis zu dreissig Mark oder Haft bis zu drei Tagen zu bestrafen.

Militärpflichtigen, welche in einem von den Ersatzbehörden abzuhaltenden Termine nicht pünktlich erschienen sind, können von den Ersatzbehörden die Vorteile der Losung entzogen werden. Ist diese Versäumnis in böslicher Absicht oder wiederholt erfolgt, so können die Ersatzbehörden sie auch des Anspruchs auf die nach §§ 19 bis 22 zulässigen Vergünstigungen verlustig erklären und als unsichere Heerespflichtige sofort in die Armee einreihen lassen. Die Dienstzeit wird alsdann erst vom nächstfolgenden Rekruteneinstellungstermine ab gerechnet.

Ist die Versäumnis durch Umstände herbeigeführt, deren Beseitigung nicht in dem Willen des betreffenden Anmeldungs- oder Gestellungspflichtigen lag (Absatz 1, 2), so treten die vorerwähnten Folgen nicht ein.

§ 34. Rekruten, welche nach ihrer Aushebung, sowie Freiwillige, welche nach definitiver Annahme bei einem Truppenteile vorläufig in die Heimat beurlaubt werden, gehören bis zu ihrer Einstellung zu den Mannschaften des Beurlaubtenstandes.

§ 35. Alle auf die Heeresergänzung bezüglichen amtlichen

Verrichtungen und Verhandlungen, mit Ausnahme der durch strafbare Handlungen bedingten, unterliegen weder einer Stempelgebühr noch einer Taxe.

§ 36. Von den Kosten des Rekrutierungsverfahrens sind nur diejenigen auf Reichsfonds zu übernehmen, welche sich unmittelbar aus der Beteiligung von Militärbehörden und Militärpersonen an demselben ergeben.

Den einzelnen Bundesstaaten bleibt die Bestimmung überlassen, von wem die übrigen Kosten zu tragen sind.

§ 37. Über die Ergebnisse des Ergänzungsgeschäftes ist dem Bundesrat und Reichstag alljährlich Mitteilung zu machen.

III. Abschnitt. Vom aktiven Heere.

§ 38. Zum aktiven Heere gehören:

A. Die Militärpersonen des Friedensstandes, und zwar

1) die Offiziere, Ärzte und Militärbeamten des Friedensstandes vom Tage ihrer Anstellung bis zum Zeitpunkte ihrer Entlassung aus dem Dienste;
2) die Kapitulanten vom Beginn bis zum Ablauf oder bis zur Aufhebung der abgeschlossenen Kapitulation;
3) die Freiwilligen und die ausgehobenen Rekruten von dem Tage, mit welchem ihre Verpflegung durch die Militärverwaltung beginnt, Einjährig-Freiwillige von dem Zeitpunkte ihrer definitiven Einstellung in einen Truppenteil an, sämtlich bis zum Ablauf des Tages ihrer Entlassung aus dem aktiven Dienste.

B. 1) Die aus dem Beurlaubtenstande (V. Abschnitt) zum Dienst einberufenen Offiziere, Ärzte, Militärbeamten und Mannschaften von dem Tage, zu welchem sie einberufen sind, bis zum Ablauf des Tages der Wiederentlassung;
2) alle in Kriegszeiten zum Heeresdienst aufgebotenen oder freiwillig eingetretenen Offiziere, Ärzte, Militärbeamten und Mannschaften, welche zu keiner der vorgenannten Kategorien gehören, von dem Tage, zu welchem sie einberufen sind, bezw. vom Zeitpunkte des freiwilligen Eintritts an bis zum Ablauf des Tages der Entlassung.

C. Die Zivilbeamten der Militärverwaltung, vom Tage ihrer Anstellung bis zum Zeitpunkte ihrer Entlassung aus dem Dienste.

§ 39. Die besondere Gerichtsbarkeit über Militärpersonen beschränkt sich auf Strafsachen und wird durch Reichsgesetz geregelt.

Den allgemeinen Gerichtsstand haben die Militärpersonen bei dem Gerichte des Garnisonortes; diejenigen jedoch, welche nur zur Erfüllung der Wehrpflicht dienen oder welche selbständig einen Wohnsitz nicht begründen können, nur bezüglich der Klagen wegen vermögensrechtlicher Ansprüche.

Es bleiben diejenigen landesgesetzlichen Vorschriften inkraft, nach welchen für Truppenteile, die nach der Mobilmachung ihre Garnison verlassen haben oder sich dauernd im Auslande aufhalten,

Benennung mit Bestimmtheit zu ersehen ist, für welchen Teil der Druckschrift jede der benannten Personen die Redaktion besorgt.

§ 8. Verantwortliche Redakteure periodischer Druckschriften dürfen nur Personen sein, welche verfügungsfähig, im Besitze der bürgerlichen Ehrenrechte sind und im Deutschen Reiche ihren Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt haben.

§ 9. Von jeder Nummer (Heft, Stück) einer periodischen Druckschrift muss der Verleger, sobald die Austeilung oder Versendung beginnt, ein Exemplar gegen eine ihm sofort zu erteilende Bescheinigung an die Polizeibehörde des Ausgabeorts unentgeltlich abliefern.

Diese Vorschrift findet keine Anwendung auf Druckschriften, welche ausschliesslich Zwecken der Wissenschaft, der Kunst, des Gewerbes oder der Industrie dienen.

§ 10. Der verantwortliche Redakteur einer periodischen Druckschrift, welche Anzeigen aufnimmt, ist verpflichtet, die ihm von öffentlichen Behörden mitgeteilten amtlichen Bekanntmachungen auf deren Verlangen gegen Zahlung der üblichen Einrückungsgebühren in eine der beiden nächsten Nummern des Blattes aufzunehmen.

§ 11. Der verantwortliche Redakteur einer periodischen Druckschrift ist verpflichtet, eine Berichtigung der in letzterer mitgeteilten Thatsachen auf Verlangen einer beteiligten öffentlichen Behörde oder Privatperson ohne Einschaltungen oder Weglassungen aufzunehmen, sofern die Berichtigung von dem Einsender unterzeichnet ist, keinen strafbaren Inhalt hat und sich auf thatsächliche Angaben beschränkt.

Der Abdruck muss in der nach Empfang der Einsendung nächstfolgenden, für den Druck nicht bereits abgeschlossenen Nummer und zwar in demselben Teile der Druckschrift und mit derselben Schrift, wie der Abdruck des zu berichtigenden Artikels geschehen.

Die Aufnahme erfolgt kostenfrei, soweit nicht die Entgegnung den Raum der zu berichtigenden Mitteilung überschreitet; für die über dieses Mass hinausgehenden Zeilen sind die üblichen Einrückungsgebühren zu entrichten.

§ 12. Auf die von den deutschen Reichs-, Staats- und Gemeindebehörden, von dem Reichstage oder von der Landesvertretung eines deutschen Bundesstaats ausgehenden Druckschriften finden, soweit sich ihr Inhalt auf amtliche Mitteilungen beschränkt, die Vorschriften der §§ 6 bis 11 keine Anwendung.

§ 13. Die auf mechanischem oder chemischem Wege vervielfältigten periodischen Mitteilungen (lithographierte, autographierte, metallographierte, durchschriebene Korrespondenzen) unterliegen, sofern sie ausschliesslich an Redaktionen verbreitet werden, den in diesem Gesetze für periodische Druckschriften getroffenen Bestimmungen nicht.

§ 14. Ist gegen eine Nummer (Stück, Heft) einer im Aus-

lande erscheinenden periodischen Druckschrift binnen Jahresfrist zweimal eine Verurteilung auf Grund der §§ 41 und 42 des Strafgesetzbuchs erfolgt, so kann der Reichskanzler innerhalb zwei Monaten nach Eintritt der Rechtskraft des letzten Erkenntnisses das Verbot der ferneren Verbreitung dieser Druckschrift bis auf zwei Jahre durch öffentliche Bekanntmachung aussprechen.

Die in den einzelnen Bundesstaaten auf Grund der Landesgesetzgebung bisher erlassenen Verbote ausländischer periodischer Druckschriften treten ausser Wirksamkeit.

§ 15. In Zeiten der Kriegsgefahr oder des Krieges können Veröffentlichungen über Truppenbewegungen oder Verteidigungsmittel durch den Reichskanzler mittelst öffentlicher Bekanntmachung verboten werden.

§ 16. Öffentliche Aufforderungen mittelst der Presse zur Aufbringung der wegen einer strafbaren Handlung erkannten Geldstrafen und Kosten, sowie öffentliche Bescheinigungen mittelst der Presse über den Empfang der zu solchen Zwecken gezahlten Beiträge sind verboten.

Das zufolge solcher Aufforderungen Empfangene oder der Wert desselben ist der Armenkasse des Orts der Sammlung für verfallen zu erklären.

§ 17. Die Anklageschrift oder andere amtliche Schriftstücke eines Strafprozesses dürfen durch die Presse nicht eher veröffentlicht werden, als bis dieselben in öffentlicher Verhandlung kund gegeben worden sind oder das Verfahren sein Ende erreicht hat.

§ 18. Mit Geldstrafe bis zu eintausend Mark oder mit Haft oder mit Gefängnis bis zu sechs Monaten werden bestraft:

1) Zuwiderhandlungen gegen die in den §§ 14, 15, 16 und 17 enthaltenen Verbote,
2) Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen der §§ 6, 7 und 8, welche durch falsche Angaben mit Kenntnis der Unrichtigkeit begangen werden.

Dieselbe Strafe trifft den Verleger einer periodischen Druckschrift auch dann, wenn er wissentlich geschehen lässt, dass auf derselben eine Person fälschlich als Redakteur benannt wird.

§ 19. Mit Geldstrafe bis zu einhundertundfünfzig Mark oder mit Haft werden bestraft:

1) Zuwiderhandlungen gegen die §§ 6, 7 und 8, welche nicht durch § 18 Ziffer 2 getroffen sind,
2) Zuwiderhandlungen gegen den § 9,
3) Zuwiderhandlungen gegen die §§ 10 und 11.

In den Fällen der Ziffer 3 tritt die Verfolgung nur auf Antrag ein, und hat das Strafurteil zugleich die Aufnahme des eingesandten Artikels in die nächstfolgende Nummer anzuordnen. Ist die unberechtigte Verweigerung im guten Glauben geschehen, so ist unter Freisprechung von Strafe und Kosten lediglich die nachträgliche Aufnahme anzuordnen.

III. Verantwortlichkeit für die durch die Presse begangenen strafbaren Handlungen.

§ 20. Die Verantwortlichkeit für Handlungen, deren Strafbarkeit durch den Inhalt einer Druckschrift begründet wird, bestimmt sich nach den bestehenden allgemeinen Strafgesetzen.

Ist die Druckschrift eine periodische, so ist der verantwortliche Redakteur als Thäter zu bestrafen, wenn nicht durch besondere Umstände die Annahme seiner Thäterschaft ausgeschlossen wird.

§ 21. Begründet der Inhalt einer Druckschrift den Thatbestand einer strafbaren Handlung, so sind der verantwortliche Redakteur, der Verleger, der Drucker, derjenige, welcher die Druckschrift gewerbsmässig vertrieben oder sonst öffentlich verbreitet hat (Verbreiter), soweit sie nicht nach § 20 als Thäter oder Teilnehmer zu bestrafen sind, wegen Fahrlässigkeit mit Geldstrafe bis zu eintausend Mark oder mit Haft oder mit Festungshaft oder Gefängnis bis zu einem Jahre zu belegen, wenn sie nicht die Anwendung der pflichtgemässen Sorgfalt oder Umstände nachweisen, welche diese Anwendung unmöglich gemacht haben.

Die Bestrafung bleibt jedoch für jede der benannten Personen ausgeschlossen, wenn sie als den Verfasser oder den Einsender, mit dessen Einwilligung die Veröffentlichung geschehen ist, oder, wenn es sich um eine nicht periodische Druckschrift handelt, als den Herausgeber derselben oder als einen der in obiger Reihenfolge vor ihr Benannten eine Person bis zur Verkündigung des ersten Urteils nachweist, welche in dem Bereich der richterlichen Gewalt eines deutschen Bundesstaats sich befindet oder, falls sie verstorben ist, sich zur Zeit der Veröffentlichung befunden hat; hinsichtlich des Verbreiters ausländischer Druckschriften ausserdem, wenn ihm dieselben im Wege des Buchhandels zugekommen sind.

IV. Verjährung.

§ 22. Die Strafverfolgung derjenigen Verbrechen und Vergehen, welche durch die Verbreitung von Druckschriften strafbaren Inhalts begangen werden, sowie derjenigen sonstigen Vergehen, welche in diesem Gesetze mit Strafe bedroht sind, verjährt in sechs Monaten.

V. Beschlagnahme.

§ 23. Eine Beschlagnahme von Druckschriften ohne richterliche Anordnung findet nur statt:

1) wenn eine Druckschrift den Vorschriften der §§ 6 und 7 nicht entspricht oder den Vorschriften des § 14 zuwider verbreitet wird,
2) wenn durch eine Druckschrift einem auf Grund des § 15 ieses Gesetzes erlassenen Verbot zuwider gehandelt wird,
nn der Inhalt einer Druckschrift den Thatbestand einer r in den §§ 85, 95, 111, 130 oder 184 des deutschen rafgesetzbuchs mit Strafe bedrohten Handlungen begründet,

in den Fällen der §§ 111 und 130 jedoch nur dann, wenn dringende Gefahr besteht, dass bei Verzögerung der Beschlagnahme die Aufforderung oder Anreizung ein Verbrechen oder Vergehen unmittelbar zur Folge haben werde.

§ 24. Über die Bestätigung oder Aufhebung der vorläufigen Beschlagnahme hat das zuständige Gericht zu entscheiden.

Diese Entscheidung muss von der Staatsanwaltschaft binnen vierundzwanzig Stunden nach Anordnung der Beschlagnahme beantragt und von dem Gericht binnnen vierundzwanzig Stunden nach Empfang des Antrags erlassen werden.

Hat die Polizeibehörde die Beschlagnahme ohne Anordnung der Staatsanwaltschaft verfügt, so muss sie die Absendung der Verhandlungen an die letztere ohne Verzug und spätestens binnen zwölf Stunden bewirken. Die Staatsanwaltschaft hat entweder die Wiederaufhebung der Beschlagnahme mittelst einer sofort vollstreckbaren Verfügung anzuordnen oder die gerichtliche Bestätigung binnen zwölf Stunden nach Empfang der Verhandlungen zu beantragen.

Wenn nicht bis zum Ablaufe des fünften Tages nach Anordnung der Beschlagnahme der bestätigende Gerichtsbeschluss der Behörde, welche die Beschlagnahme angeordnet hat, zugegangen ist, erlischt die letztere und muss die Freigabe der einzelnen Stücke erfolgen.

§ 25. Gegen den Beschluss des Gerichts, welcher die vorläufige Beschlagnahme aufhebt, findet ein Rechtsmittel nicht statt.

§ 26. Die vom Gericht bestätigte vorläufige Beschlagnahme ist wieder aufzuheben, wenn nicht binnen zwei Wochen nach der Bestätigung die Strafverfolgung in der Hauptsache eingeleitet worden ist.

§ 27. Die Beschlagnahme von Druckschriften trifft die Exemplare nur da, wo dergleichen zum Zwecke der Verbreitung sich befinden. Sie kann sich auf die zur Vervielfältigung dienenden Platten und Formen erstrecken; bei Druckschriften im engeren Sinne hat auf Antrag des Beteiligten statt Beschlagnahme des Satzes das Ablegen des letzteren zu geschehen.

Bei der Beschlagnahme sind die dieselbe veranlassenden Stellen der Schrift unter Anführung der verletzten Gesetze zu bezeichnen. Trennbare Teile der Druckschrift (Beilagen einer Zeitung etc), welche nichts Strafbares enthalten, sind von der Beschlagnahme auszuschliessen.

§ 28. Während der Dauer der Beschlagnahme ist die Verbreitung der von derselben betroffenen Druckschrift oder der Wiederabdruck der die Beschlagnahme veranlassenden Stellen unstatthaft.

Wer mit Kenntnis der verfügten Beschlagnahme dieser Bestimmung entgegenhandelt, wird mit Geldstrafe bis fünfhundert Mark oder mit Gefängnis bis zu sechs Monaten bestraft.

§ 29. Zur Entscheidung über die durch die Presse be-

gangenen Übertretungen sind die Gerichte auch in denjenigen Bundesstaaten ausschliesslich zuständig, wo zur Zeit noch deren Aburteilung den Verwaltungsbehörden zusteht.

Soweit in einzelnen Bundesstaaten eine Mitwirkung der Staatsanwaltschaft bei den Gerichten unterster Instanz nicht vorgeschrieben ist, sind in den Fällen der ohne richterliche Anordnung erfolgten Beschlagnahme die Akten unmittelbar dem Gericht vorzulegen.

VI. Schlussbestimmungen.

§ 30. Die für Zeiten der Kriegsgefahr, des Krieges, des erklärten Kriegs- (Belagerungs-) Zustandes oder innerer Unruhen (Aufruhrs) inbezug auf die Presse bestehenden besonderen gesetzlichen Bestimmungen bleiben auch diesem Gesetze gegenüber bis auf weiteres inkraft.

Das Recht der Landesgesetzgebung, Vorschriften über das öffentliche Anschlagen, Anheften, Ausstellen, sowie die öffentliche, unentgeltliche Verteilung von Bekanntmachungen, Plakaten und Aufrufen zu erlassen, wird durch dieses Gesetz nicht berührt.

Dasselbe gilt von den Vorschriften der Landesgesetze über Abgabe von Freiexemplaren an Bibliotheken und öffentliche Sammlungen.

Vorbehaltlich der auf den Landesgesetzen beruhenden allgemeinen Gewerbesteuer findet eine besondere Besteuerung der Presse und der einzelnen Presserzeugnisse (Zeitungs- und Kalenderstempel, Abgaben von Inseraten etc.) nicht statt.

§ 31. Dieses Gesetz tritt am 1. Juli 1874 inkraft. Seine Einführung in Elsass-Lothringen bleibt einem besonderen Gesetze vorbehalten.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 7. Mai 1874.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

28. Gesetz wegen Einführung der Reichs-Münzgesetze in Elsass-Lothringen. 1874 Nov. 15.

Reichs-Gesetzblatt 1874, S. 131 f.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Die Wirksamkeit der anliegenden [*hier nicht wieder abgedruckten*] Reichsgesetze, nämlich des Gesetzes, betreffend die Ausprägung von Reichs-Goldmünzen vom 4. Dezember 1871 (Reichs-Gesetzbl. S. 404) und des Münzgesetzes vom 9. Juli 1873 (Reichs-

Gesetzbl. S. 233) wird mit den aus den folgenden Paragraphen sich ergebenden Massgaben auf Elsass-Lothringen ausgedehnt.

§ 2. Eine Einziehung von Münzen der Frankenwährung auf Rechnung des Reichs findet nicht statt.

§ 3. Der letzte Satz des Artikels 8 des Münzgesetzes vom 9. Juli 1873, welcher lautet:

„Eine Ausserkurssetzung darf erst eintreten, wenn eine Einlösungspflicht von mindestens vier Wochen festgesetzt und mindestens drei Monate vor ihrem Ablaufe durch die vorbezeichneten Blätter bekannt gemacht worden ist."

bleibt inbetreff der Münzen der Frankenwährung ausser Anwendung.

§ 4. Bei der Umrechnung von Münzen der Frankenwährung (§ 8 des Gesetzes vom 4. Dezember 1871, Artikel 14 § 2 und Artikel 17 des Münzgesetzes vom 9. Juli 1873) werden der Frank zum Werte von $0{,}_8$ Mark, die übrigen Münzen der Frankenwährung zu entsprechenden Werten nach ihrem Verhältnis zum Frank berechnet.

§ 5. Dem Artikel 15 des Münzgesetzes vom 9. Juli 1873 tritt folgende Bestimmung hinzu:

An Stelle der Reichsmünzen sind in Elsass-Lothringen folgende Münzen der Frankenwährung bis zur Ausserkurssetzung zu den daneben bezeichneten Werten bis zu den im Artikel 9 Absatz 1 bestimmten Beträgen in Zahlung zu nehmen:

a) an Stelle der Reichs-Nickel- und Kupfermünzen:
Fünfcentimenstücke zum Werte von . . . . 4 Pfenn.
Zehncentimenstücke . . . . 8 „
Zwanzigcentimenstücke . . . . 16 „

b) an Stelle der Reichs-Silbermünzen:
Fünfzigcentimenstücke zum Werte von . . . 40 Pfenn.
Einfrankstücke . . . . 80 „
Zweifrankenstücke . . . . 1 Mark 60 „

Auch die Reichs- und die Landeskassen sind nicht verpflichtet, die vorstehend bezeichneten Münzen der Frankenwährung in höheren als den im Artikel 9 Absatz 1 bestimmten Beträgen in Zahlung zu nehmen.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 15. November 1874.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

29. Gesetz über den Landsturm. 1875 Febr. 12.

Reichs-Gesetzblatt 1875, S. 63 f.; vgl. unten Nr. 43.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Der Landsturm besteht aus allen Wehrpflichtigen vom

vollendeten 17. bis zum vollendeten 42. Lebensjahre, welche weder dem Heere noch der Marine angehören.

Der Landsturm tritt nur zusammen, wenn ein feindlicher Einfall Teile des Reichsgebiets bedroht oder überzieht.

(§ 3 Alinea 2 und § 16 des Gesetzes vom 9. November 1867.)

§ 2. Das Aufgebot des Landsturms erfolgt durch kaiserliche Verordnung, in welcher zugleich der Umfang des Aufgebots bestimmt wird.

§ 3. Das Aufgebot kann sich auch auf die verfügbaren Teile der Ersatzreserve erstrecken.

Wehrpflichtige Deutsche, welche nicht zum Dienst im Heere verpflichtet sind, können als Freiwillige in den Landsturm eingestellt werden.

§ 4. Nachdem das Aufgebot ergangen ist, finden auf die von demselben betroffenen Landsturmpflichtigen die für die Landwehr geltenden Vorschriften Anwendung. Insbesondere sind die Aufgebotenen den Militärstrafgesetzen und der Disziplinarordnung unterworfen.

Dasselbe gilt von den infolge freiwilliger Meldung in die Listen des Landsturms Eingetragenen.

§ 5. Der Landsturm erhält bei Verwendung gegen den Feind militärische, auf Schussweite erkennbare Abzeichen und wird in der Regel in besonderen Abteilungen formiert.

In Fällen ausserordentlichen Bedarfs kann die Landwehr aus den Mannschaften des aufgebotenen Landsturms ergänzt werden, jedoch nur dann, wenn bereits sämtliche Jahrgänge der Landwehr und die verwendbaren Mannschaften der Ersatzreserve einberufen sind.

Die Einstellung erfolgt nach Jahresklassen, mit der jüngsten beginnend, soweit die militärischen Interessen dies gestatten.

§ 6. Wenn der Landsturm nicht aufgeboten ist, dürfen die Landsturmpflichtigen keinerlei militärischen Kontrolle oder Übung unterworfen werden.

§ 7. Die Auflösung des Landsturms wird vom Kaiser angeordnet. Mit der Auflösung der betreffenden Formationen hört das Militärverhältnis der Landsturmpflichtigen auf.

§ 8. Die zur Ausführung dieses Gesetzes erforderlichen Bestimmungen erlässt der Kaiser.

§ 9. Gegenwärtiges Gesetz kommt in Baiern nach näherer Bestimmung des Bündnisvertrages vom 23. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1871 S. 9) unter III § 5 zur Anwendung. Dasselbe findet auf die vor dem 1. Januar 1851 geborenen Elsass-Lothringer keine Anwendung (§ 2 des Gesetzes vom 23. Januar 1872).

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 12. Februar 1875.

Wilhelm.

Fürst v. Bismarck.

30. Gesetz betr. die Naturalisation von Ausländern, welche im Reichsdienste angestellt sind. 1875 Dez. 20.

Reichs-Gesetzblatt 1875, S. 324.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Ausländern, welche im Reichsdienste angestellt sind, ein Diensteinkommen aus der Reichskasse beziehen und ihren dienstlichen Wohnsitz im Auslande haben, darf von demjenigen Bundesstaate, in welchem sie die Verleihung der Staatsangehörigkeit nachsuchen, die Naturalisationsurkunde nicht versagt werden.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 20. Dezember 1875.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

31. Gerichtsverfassungsgesetz. 1877 Jan. 27.

Reichs-Gesetzblatt 1877, S. 41—76.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Erster Titel. Richteramt.

§ 1. Die richterliche Gewalt wird durch unabhängige, nur dem Gesetze unterworfene Gerichte ausgeübt.

§ 2. Die Fähigkeit zum Richteramte wird durch die Ablegung zweier Prüfungen erlangt.

Der ersten Prüfung muss ein dreijähriges Studium der Rechtswissenschaft auf einer Universität vorangehen. Von dem dreijährigen Zeitraume sind mindestens drei Halbjahre dem Studium auf einer deutschen Universität zu widmen.

Zwischen der ersten und zweiten Prüfung muss ein Zeitraum von drei Jahren liegen, welcher im Dienste bei den Gerichten und bei den Rechtsanwälten zu verwenden ist, auch znm teil bei der Staatsanwaltschaft verwendet werden kann.

In den einzelnen Bundesstaaten kann bestimmt werden, dass der für das Universitätsstudium oder für den Vorbereitungsdienst bezeichnete Zeitraum verlängert wird, oder dass ein Teil des letzteren Zeitraums, jedoch höchstens ein Jahr, im Dienste bei Verwaltungsbehörden zu verwenden ist oder verwendet werden darf.

§ 3. Wer in einem Bundesstaate die erste Prüfung bestanden

hat, kann in jedem anderen Bundesstaate zur Vorbereitung für den Justizdienst und zur zweiten Prüfung zugelassen werden.

Die in einem Bundesstaate auf die Vorbereitung verwendete Zeit kann in jedem anderen Bundesstaate angerechnet werden.

§ 4. Zum Richteramte befähigt ist ferner jeder ordentliche öffentliche Lehrer des Rechts an einer deutschen Universität.

§ 5. Wer in einem Bundesstaate die Fähigkeit zum Richteramte erlangt hat, ist, soweit dieses Gesetz keine Ausnahme bestimmt, zu jedem Richteramte innerhalb des deutschen Reichs befähigt.

§ 6. Die Ernennung der Richter erfolgt auf Lebenszeit.

§ 7. Die Richter beziehen in ihrer richterlichen Eigenschaft ein festes Gehalt mit Ausschluss von Gebühren.

§ 8. Richter können wider ihren Willen nur kraft richterlicher Entscheidung und nur aus den Gründen nnd unter den Formen, welche die Gesetze bestimmen, dauernd oder zeitweise ihres Amts enthoben oder an eine andere Stelle oder in den Ruhestand versetzt werden.

Die vorläufige Amtsenthebung, welche kraft Gesetzes eintritt, wird hierdurch nicht berührt.

Bei einer Veränderung in der Organisation der Gerichte oder ihrer Bezirke können unfreiwillige Versetzungen an ein anderes Gericht oder Entfernungen vom Amte unter Belassung des vollen Gehalts durch die Landesjustizverwaltung verfügt werden.

§ 9. Wegen vermögensrechtlicher Ansprüche der Richter aus ihrem Dienstverhältnisse, insbesondere auf Gehalt, Wartegeld oder Ruhegehalt darf der Rechtsweg nicht ausgeschlossen werden.

§ 10. Die landesgesetzlichen Bestimmungen über die Befähigung zur zeitweiligen Wahrnehmung richterlicher Geschäfte bleiben unberührt.

§ 11. Auf Handelsrichter, Schöffen und Geschworene finden die Bestimmungen der §§ 2—9 keine Anwendung.

Zweiter Titel. Gerichtsbarkeit.

§ 12. Die ordentliche streitige Gerichtsbarkeit wird durch Amtsgerichte und Landgerichte, durch Oberlandesgerichte und durch das Reichsgericht ausgeübt.

§ 13. Vor die ordentlichen Gerichte gehören alle bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten und Strafsachen, für welche nicht entweder die Zuständigkeit von Verwaltungsbehörden oder Verwaltungsgerichten begründet ist oder reichsgesetzlich besondere Gerichte bestellt oder zugelassen sind.

§ 14. Als besondere Gerichte werden zugelassen:

1) die auf Staatsverträgen ruhenden Rheinschiffahrts- und Elbzollgerichte;
2) Gerichte, welchen die Entscheidung von bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten bei der Ablösung von Gerechtigkeiten oder Reallasten, bei Separationen, Konsolidationen, Verkoppelungen,

gutsherrlich-bäuerlichen Auseinandersetzungen und dergleichen obliegt;

3) Gemeindegerichte, insoweit denselben die Entscheidung über vermögensrechtliche Ansprüche obliegt, deren Gegenstand in Geld oder Geldeswert die Summe von sechzig Mark nicht übersteigt, jedoch mit der Massgabe, dass gegen die Entscheidung der Gemeindegerichte innerhalb einer gesetzlich zu bestimmenden Frist sowohl dem Kläger wie dem Beklagten die Berufung auf den ordentlichen Rechtsweg zusteht, und dass der Gerichtsbarkeit des Gemeindegerichts als Kläger oder Beklagter nur Personen unterworfen werden dürfen, welche in der Gemeinde den Wohnsitz, eine Niederlassung oder im Sinne der §§ 18, 21 der Zivilprozessordnung den Aufenthalt haben;

4) Gewerbegerichte.

§ 15. Die Gerichte sind Staatsgerichte.

Die Privatgerichtsbarkeit ist aufgehoben; an ihre Stelle tritt die Gerichtsbarkeit desjenigen Bundesstaates, in welchem sie ausgeübt wurde. Präsentationen für Anstellungen bei den Gerichten finden nicht statt.

Die Ausübung einer geistlichen Gerichtsbarkeit in weltlichen Angelegenheiten ist ohne bürgerliche Wirkung. Dies gilt insbesondere bei Ehe- und Verlöbnissachen.

§ 16. Ausnahmegerichte sind unstatthaft. Niemand darf seinem gesetzlichen Richter entzogen werden. Die gesetzlichen Bestimmungen über Kriegsgerichte und Standrechte werden hiervon nicht berührt.

§ 17. Die Gerichte entscheiden über die Zulässigkeit des Rechtswegs.

Die Landesgesetzgebung kann jedoch die Entscheidung von Streitigkeiten zwischen den Gerichten und den Verwaltungsbehörden oder Verwaltungsgerichten über die Zulässigkeit des Rechtswegs besonderen Behörden nach Massgabe der folgenden Bestimmungen übertragen:

1) Die Mitglieder werden für die Dauer des zur Zeit ihrer Ernennung von ihnen bekleideten Amts oder, falls sie zu dieser Zeit ein Amt nicht bekleiden, auf Lebenszeit ernannt. Eine Enthebung vom Amte kann nur unter denselben Voraussetzungen wie bei den Mitgliedern des Reichsgerichts stattfinden.

2) Mindestens die Hälfte der Mitglieder muss dem Reichsgerichte oder dem obersten Landesgerichte oder einem Oberlandesgerichte angehören. Bei Entscheidungen dürfen Mitglieder nur in der gesetzlich bestimmten Anzahl mitwirken. Diese Anzahl muss eine ungerade sein und mindestens fünf betragen.

3) Das Verfahren ist gesetzlich zu regeln. Die Entscheidung erfolgt in öffentlicher Sitzung nach Ladung der Parteien.

4) Sofern die Zulässigkeit des Rechtswegs durch rechtskräftiges Urteil des Gerichts feststeht, ohne dass zuvor auf die Ent-

scheidung der besonderen Behörde angetragen war, bleibt die Entscheidung des Gerichts massgebend.

§ 18. Die inländische Gerichtsbarkeit erstreckt sich nicht auf die Chefs und Mitglieder der bei dem deutschen Reiche beglaubigten Missionen. Sind diese Personen Staatsangehörige eines der Bundesstaaten, so sind sie nur insofern von der inländischen Gerichtsbarkeit befreit, als der Staat, dem sie angehören, sich der Gerichtsbarkeit über sie begeben hat.

Die Chefs und Mitglieder der bei einem Bundesstaate beglaubigten Missionen sind der Gerichtsbarkeit dieses Staates nicht unterworfen. Dasselbe gilt von den Mitgliedern des Bundesrats, welche nicht von demjenigen Staate abgesondert sind, in dessen Gebiete der Bundesrat seinen Sitz hat.

§ 19. Auf die Familienglieder, das Geschäftspersonal der im § 18 erwähnten Personen und auf solche Bedienstete derselben, welche nicht Deutsche sind, finden die vorstehenden Bestimmungen Anwendung.

§ 20. Durch die Bestimmungen der §§ 18, 19 werden die Vorschriften über den ausschliesslichen dinglichen Gerichtsstand in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten nicht berührt.

§ 21. Die im deutschen Reiche angestellten Konsuln sind der inländischen Gerichtsbarkeit unterworfen, sofern nicht in Verträgen des deutschen Reichs mit anderen Mächten Vereinbarungen über die Befreiung der Konsuln von der inländischen Gerichtsbarkeit getroffen sind.

Dritter Titel. Amtsgerichte.

§ 22. Den Amtsgerichten stehen Einzelrichter vor.

Ist ein Amtsgericht mit mehreren Richtern besetzt, so wird einem derselben von der Landesjustizverwaltung die allgemeine Dienstaufsicht übertragen. Jeder Amtsrichter erledigt die ihm obliegenden Geschäfte als Einzelrichter.

§ 23. Die Zuständigkeit der Amtsgerichte umfasst in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten, soweit dieselben nicht ohne Rücksicht auf den Wert des Streitgegenstandes den Landgerichten zugewiesen sind:

1) Streitigkeiten über vermögensrechtliche Ansprüche, deren Gegenstand an Geld oder Geldeswert die Summe von dreihundert Mark nicht übersteigt;

2) ohne Rücksicht auf den Wert des Streitgegenstandes:

Streitigkeiten zwischen Vermietern und Mietern von Wohnungs- und anderen Räumen wegen Überlassung, Benutzung und Räumung derselben, sowie wegen Zurückhaltung der vom Mieter in die Mietsräume eingebrachten Sachen;

Streitigkeiten zwischen Dienstherrschaft und Gesinde, zwischen Arbeitgebern und Arbeitern hinsichtlich des Dienst- und Arbeitsverhältnisses, sowie die im § 108 der Gewerbeordnung bezeichneten Streitigkeiten, insofern die-

selben während der Dauer des Dienst-, Arbeits- oder Lehrverhältnisses entstehen;

Streitigkeiten zwischen Reisenden und Wirten, Fuhrleuten, Schiffern, Flössern oder Auswanderungsexpedienten in den Einschiffungshäfen, welche über Wirtszechen, Fuhrlohn, Überfahrtsgelder, Beförderung der Reisenden und ihrer Habe und über Verlust und Beschädigung der letzteren, sowie Streitigkeiten zwischen Reisenden und Handwerkern, welche aus Anlass der Reise entstanden sind;

Streitigkeiten wegen Viehmängel;

Streitigkeiten wegen Wildschadens;

Ansprüche aus einem ausserehelichen Beischlafe;

das Aufgebotsverfahren.

§ 24. Im übrigen wird die Zuständigkeit und der Geschäftskreis der Amtsgerichte durch die Vorschriften dieses Gesetzes und der Prozessordnungen bestimmt.

Vierter Titel. Schöffengerichte.

§ 25. Für die Verhandlung und Entscheidung von Strafsachen werden bei den Amtsgerichten Schöffengerichte gebildet.

§ 26. Die Schöffengerichte bestehen aus dem Amtsrichter als Vorsitzenden und zwei Schöffen.

§ 27. Die Schöffengerichte sind zuständig:

1) für alle Übertretungen;
2) für diejenigen Vergehen, welche nur mit Gefängnis von höchstens drei Monaten oder Geldstrafe von höchstens sechshundert Mark, allein oder neben Haft oder in Verbindung mit einander oder in Verbindung mit Einziehung bedroht sind, mit Ausnahme der im § 320 des Strafgesetzbuchs und der im § 74 dieses Gesetzes bezeichneten Vergehen;
3) für die nur auf Antrag zu verfolgenden Beleidigungen und Körperverletzungen, wenn die Verfolgung im Wege der Privatklage geschieht;
4) für das Vergehen des Diebstahls im Falle des § 242 des Strafgesetzbuchs, wenn der Wert des Gestohlenen fünfundzwanzig Mark nicht übersteigt;
5) für das Vergehen der Unterschlagung im Falle des § 246 des Strafgesetzbuchs, wenn der Wert des Unterschlagenen fünfundzwanzig Mark nicht übersteigt;
6) für das Vergehen des Betruges im Falle des § 263 des Strafgesetzbuchs, wenn der Schaden fünfundzwanzig Mark nicht übersteigt;
7) für das Vergehen der Sachbeschädigung im Falle des § 303 des Strafgesetzbuchs, wenn der Schaden fünfundzwanzig Mark nicht übersteigt;
8) für das Vergehen der Begünstigung und für das Vergehen der Hehlerei in den Fällen des § 258 Nr. 1 und des § 259 des Strafgesetzbuchs, wenn die Handlung, auf welche sich

die Begünstigung oder die Hehlerei bezieht, zur Zuständigkeit der Schöffengerichte gehört.

§ 28. Ist die Zuständigkeit des Schöffengerichts durch den Wert einer Sache oder den Betrag eines Schadens bedingt und stellt sich in der Hauptverhandlung heraus, dass der Wert oder Schaden mehr als fünfundzwanzig Mark beträgt, so hat das Gericht seine Unzuständigkeit nur dann auszusprechen, wenn aus anderen Gründen die Aussetzung der Verhandlung geboten erscheint.

§ 29. Vor die Schöffengerichte gehören auch diejenigen Strafsachen, deren Verhandlung und Entscheidung ihnen nach den Bestimmungen des fünften Titels von den Strafkammern der Landgerichte überwiesen wird.

§ 30. Insoweit das Gesetz nicht Ausnahmen bestimmt, üben die Schöffen während der Hauptverhandlung das Richteramt im vollen Umfange und mit gleichem Stimmrechte wie die Amtsrichter aus und nehmen auch an denjenigen, im Laufe einer Hauptverhandlung zu erlassenden Entscheidungen teil, welche in keiner Beziehung zu der Urteilsfällung stehen, und welche auch ohne vorgängige mündliche Verhandlung erlassen werden können.

Die ausserhalb der Hauptverhandlung erforderlichen Entscheidungen werden von dem Amtsrichter erlassen.

§ 31. Das Amt eines Schöffen ist ein Ehrenamt. Dasselbe kann nur von einem Deutschen versehen werden.

§ 32. Unfähig zu dem Amte eines Schöffen sind:

1) Personen, welche die Befähigung infolge strafgerichtlicher Verurteilung verloren haben;
2) Personen, gegen welche das Hauptverfahren wegen eines Verbrechens oder Vergehens eröffnet ist, das die Aberkennung der bürgerlichen Ehrenrechte oder der Fähigkeit zur Bekleidung öffentlicher Ämter zur Folge haben kann;
3) Personen, welche infolge gerichtlicher Anordnung in der Verfügung über ihr Vermögen beschränkt sind.

§ 33. Zu dem Amte eines Schöffen sollen nicht berufen werden:

1) Personen, welche zur Zeit der Aufstellung der Urliste das dreissigste Lebensjahr noch nicht vollendet haben;
2) Personen, welche zur Zeit der Aufstellung der Urliste den Wohnsitz in der Gemeinde noch nicht zwei volle Jahre haben;
3) Personen, welche für sich oder ihre Familie Armenunterstützung aus öffentlichen Mitteln empfangen oder in den drei letzten Jahren, von Aufstellung der Urliste zurückgerechnet, empfangen haben;
4) Personen, welche wegen geistiger oder körperlicher Gebrechen zu dem Amte nicht geeignet sind;
5) Dienstboten.

§ 34. Zu dem Amte eines Schöffen sollen ferner nicht berufen werden:

1) Minister;
2) Mitglieder der Senate der freien Hansestädte;

3) Reichsbeamte, welche jederzeit einstweilig in den Ruhestand versetzt werden können;
4) Staatsbeamte, welche auf Grund der Landesgesetze einstweilig in den Ruhestand versetzt werden können;
5) richterliche Beamte und Beamte der Staatsanwaltschaft;
6) gerichtliche und polizeiliche Vollstreckungsbeamte;
7) Religionsdiener;
8) Volksschullehrer;
9) dem aktiven Heere oder der aktiven Marine angehörende Militärpersonen.

Die Landesgesetze können ausser den vorbezeichneten Beamten höhere Verwaltungsbeamte bezeichnen, welche zu dem Amte eines Schöffen nicht berufen werden sollen.

§ 35. Die Berufung zum Amte eines Schöffen dürfen ablehnen:
1) Mitglieder einer deutschen gesetzgebenden Versammlung;
2) Personen, welche im letzten Geschäftsjahre die Verpflichtung eines Geschworenen oder an wenigstens fünf Sitzungstagen die Verpflichtung eines Schöffen erfüllt haben;
3) Ärzte;
4) Apotheker, welche keine Gehülfen haben;
5) Personen, welche das fünfundsechzigste Lebensjahr zur Zeit der Aufstellung der Urliste vollendet haben oder dasselbe bis zum Ablaufe des Geschäftsjahres vollenden würden;
6) Personen, welche glaubhaft machen, dass sie den mit der Ausübung des Amts verbundenen Aufwand zu tragen nicht vermögen.

§ 36. Der Vorsteher einer jeden Gemeinde oder eines landesgesetzlich der Gemeinde gleichstehenden Verbandes hat alljährlich ein Verzeichnis der in der Gemeinde wohnhaften Personen, welche zu dem Schöffenamte berufen werden können, aufzustellen (Urliste).

Die Urliste ist in der Gemeinde eine Woche lang zu jedermanns Einsicht auszulegen. Der Zeitpunkt der Auslegung ist vorher öffentlich bekannt zu machen.

§ 37. Gegen die Richtigkeit oder Vollständigkeit der Urliste kann innerhalb der einwöchigen Frist schriftlich oder zu Protokoll Einsprache erhoben werden.

§ 38. Der Gemeindevorsteher sendet die Urliste nebst den erhobenen Einsprachen und den ihm erforderlich erscheinenden Bemerkungen an den Amtsrichter des Bezirks.

Wird nach Absendung der Urliste die Berichtigung derselben erforderlich, so hat der Gemeindevorsteher hiervon dem Amtsrichter Anzeige zu machen.

§ 39. Der Amtsrichter stellt die Urlisten des Bezirks zusammen und bereitet den Beschluss über die Einsprachen gegen dieselben vor. Er hat die Beachtung der Vorschriften des § 36 Abs. 2 zu prüfen und die Abstellung etwaiger Mängel zu veranlassen.

§ 40. Bei dem Amtsgerichte tritt alljährlich ein Ausschuss zusammen.

Der Ausschuss besteht aus dem Amtsrichter als Vorsitzenden und einem von der Landesregierung zu bestimmenden Staatsverwaltungsbeamten, sowie sieben Vertrauensmännern als Beisitzern.

Die Vertrauensmänner werden aus den Einwohnern des Amtsgerichtsbezirks gewählt.

Die Wahl erfolgt nach näherer Bestimmung der Landesgesetze durch die Vertretungen der Kreise, Ämter, Gemeinden oder dergleichen Verbände; wenn solche Vertretungen nicht vorhanden sind, durch den Amtsrichter. Letzterer hat die Vertrauensmänner vornehmlich aus den Vorstehern der vorbezeichneten Verbände zu wählen.

Zur Beschlussfähigkeit des Ausschusses genügt die Anwesenheit des Vorsitzenden, der Staatsverwaltungsbeamten und dreier Vertrauensmänner. Der Ausschuss fasst seine Beschlüsse nach der absoluten Mehrheit der Stimmen. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

§ 41. Der Ausschuss entscheidet über die gegen die Urliste erhobenen Einsprachen. Die Entscheidungen sind zu Protokoll zu vermerken. Beschwerde findet nicht statt.

§ 42. Aus der berichtigten Urliste wählt der Ausschuss für das nächste Geschäftsjahr:

1) die erforderliche Zahl von Schöffen;
2) die erforderliche Zahl derjenigen Personen, welche in der von dem Ausschusse festzusetzenden Reihenfolge an die Stelle wegfallender Schöffen treten (Hülfsschöffen). Die Wahl ist auf Personen zu richten, welche am Sitze des Amtsgerichts oder in dessen nächster Umgebung wohnen.

§ 43. Die für jedes Amtsgericht erforderliche Zahl von Hauptschöffen und Hülfsschöffen wird durch die Landesjustizverwaltung bestimmt.

Die Bestimmung der Zahl der Hauptschöffen erfolgt in der Art, dass voraussichtlich jeder höchstens zu fünf ordentlichen Sitzungstagen im Jahre herangezogen wird.

§ 44. Die Namen der erwählten Hauptschöffen und Hülfsschöffen werden bei jedem Amtsgerichte in gesonderte Verzeichnisse aufgenommen (Jahreslisten).

§ 45. Die Tage der ordentlichen Sitzungen des Schöffengerichts werden für das ganze Jahr im voraus festgestellt.

Die Reihenfolge, in welcher die Hauptschöffen an den einzelnen ordentlichen Sitzungen des Jahres teilnehmen, wird durch Auslosung in öffentlicher Sitzung des Amtsgerichts bestimmt. Das Los zieht der Amtsrichter.

Über die Auslosung wird von dem Gerichtsschreiber ein Protokoll aufgenommen.

§ 46. Der Amtsrichter setzt die Schöffen von ihrer Auslosung und von den Sitzungstagen, an welchen sie in Thätigkeit

zu treten haben, unter Hinweis auf die gesetzlichen Folgen des Ausbleibens in Kenntnis.

In gleicher Weise werden die im Laufe des Geschäftsjahres einzuberufenden Schöffen benachrichtigt.

§ 47. Eine Änderung in der bestimmten Reihenfolge kann auf übereinstimmenden Antrag der beteiligten Schöffen von dem Amtsrichter bewilligt werden, sofern die in den betreffenden Sitzungen zu verhandelnden Sachen noch nicht bestimmt sind. Der Antrag und die Bewilligung sind aktenkundig zu machen.

§ 48. Wenn die Geschäfte die Anberaumung ausserordentlicher Sitzungen erforderlich machen, so werden die einzuberufenden Schöffen vor dem Sitzungstage in Gemässheit des § 45 ausgelost.

Erscheint dies wegen Dringlichkeit unthunlich, so erfolgt die Auslosung durch den Amtsrichter lediglich aus der Zahl der am Sitze des Gerichts wohnenden Hülfsschöffen. Die Umstände, welche den Amtsrichter hierzu veranlasst haben, sind aktenkundig zu machen.

§ 49. Wird zu einzelnen Sitzungen die Zuziehung anderer als der zunächst berufenen Schöffen erforderlich, so erfolgt dieselbe aus der Zahl der Hülfsschöffen nach der Reihenfolge der Jahresliste.

Würde durch die Berufung der letzteren eine Vertagung der Verhandlung oder eine erhebliche Verzögerung ihres Beginnes notwendig, so sind die nicht am Sitze des Gerichts wohnenden Hülfsschöffen zu übergehen.

§ 50. Erstreckt sich die Dauer einer Sitzung über die Zeit hinaus, für welche der Schöffe zunächst einberufen ist, so hat er bis zur Beendigung der Sitzung seine Amtsthätigkeit fortzusetzen.

§ 51. Die Beeidigung der Schöffen erfolgt bei ihrer ersten Dienstleistung in öffentlicher Sitzung. Sie gilt für die Dauer des Geschäftsjahres.

Der Vorsitzende richtet an die zu Beeidigenden die Worte:

„Sie schwören bei Gott dem Allmächtigen und Allwissenden, die Pflichten eines Schöffen getreulich zu erfüllen und Ihre Stimmen nach bestem Wissen und Gewissen abzugeben."

Die Schöffen leisten den Eid, indem jeder einzeln die Worte spricht:

„ich schwöre es, so wahr mir Gott helfe."

Der Schwörende soll bei der Eidesleistung die rechte Hand erheben.

Ist ein Schöffe Mitglied einer Religionsgesellschaft, welcher das Gesetz den Gebrauch gewisser Beteuerungsformeln an Stelle des Eides gestattet, so wird die Abgabe einer Erklärung unter der Beteuerungsformel dieser Religionsgesellschaft der Eidesleistung gleich geachtet.

Über die Beeidigung wird von dem Gerichtsschreiber ein Protokoll aufgenommen.

§ 52. Wenn die Unfähigkeit einer als Schöffe in die Jahresiste aufgenommenen Person eintritt oder bekannt wird, so ist der Name derselben von der Liste zu streichen.

Ein Schöffe, hinsichtlich dessen nach seiner Aufnahme in die Jahresliste andere Umstände eintreten oder bekannt werden, bei deren Vorhandensein eine Berufung zum Schöffenamte nicht erfolgen soll, ist zur Dienstleistung ferner nicht heranzuziehen.

Die Entscheidung erfolgt durch den Amtsrichter nach Anhörung der Staatsanwaltschaft und des beteiligten Schöffen.

Beschwerde findet nicht statt.

§ 53. Ablehnungsgründe sind nur zu berücksichtigen, wenn sie innerhalb einer Woche, nachdem der beteiligte Schöffe von seiner Einberufung in Kenntnis gesetzt worden ist, von demselben geltend gemacht werden. Fällt ihre Entstehung oder Bekanntwerdung in eine spätere Zeit, so ist die Frist erst von diesem Zeitpunkte zu berechnen.

Der Amtsrichter entscheidet über das Gesuch nach Anhörung der Staatsanwaltschaft. Beschwerde findet nicht statt.

§ 54. Der Amtsrichter kann einen Schöffen auf dessen Antrag wegen eingetretener Hinderungsgründe von der Dienstleistung an bestimmten Sitzungstagen entbinden.

Die Entbindung des Schöffen von der Dienstleistung kann davon abhängig gemacht werden, dass ein anderer für das Dienstjahr bestimmter Schöffe für ihn eintritt.

Der Antrag und die Bewilligung sind aktenkundig zu machen.

§ 55. Die Schöffen und die Vertrauensmänner des Ausschusses erhalten Vergütung der Reisekosten.

§ 56. Schöffen und Vertrauensmänner des Ausschusses, welche ohne genügende Entschuldigung zu den Sitzungen nicht rechtzeitig sich einfinden oder ihren Obliegenheiten in anderer Weise sich entziehen, sind zu einer Ordnungsstrafe von fünf bis zu eintausend Mark, sowie in die verursachten Kosten zu verurteilen.

Die Verurteilung wird durch den Amtsrichter nach Anhörung der Staatsanwaltschaft ausgesprochen. Erfolgt nachträglich genügende Entschuldigung, so kann die Verurteilung ganz oder teilweise zurückgenommen werden. Gegen die Entscheidungen findet Beschwerde von seiten des Verurteilten nach den Vorschriften der Strafprozessordnung statt.

§ 57. Bis zu welchem Tage die Urlisten aufzustellen und dem Amtsrichter einzureichen sind, der Ausschuss zu berufen und die Auslosung der Schöffen zu bewirken ist, wird durch die Landesjustizverwaltung bestimmt.

Fünfter Titel. Landgerichte.

§ 58. Die Landgerichte werden mit einem Präsidenten und der erforderlichen Anzahl von Direktoren und Mitgliedern besetzt.

§ 59. Bei den Landgerichten werden Zivil- und Strafkammern gebildet.

§ 60. Bei den Landgerichten sind Untersuchungsrichter nach Bedürfnis zu bestellen.

Die Bestellung erfolgt durch die Landesjustizverwaltung auf die Dauer eines Geschäftsjahres.

§ 61. Den Vorsitz im Plenum führt der Präsident, den Vorsitz in den Kammern führen der Präsident und die Direktoren. Vor Beginn des Geschäftsjahres bestimmt der Präsident die Kammer, welcher er sich anschliesst. Über die Verteilung des Vorsitzes in den übrigen Kammern entscheiden der Präsident und die Direktoren nach Stimmenmehrheit; im Falle der Stimmengleichheit giebt die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

§ 62. Vor Beginn des Geschäftsjahres werden auf die Dauer desselben die Geschäfte unter die Kammern derselben Art verteilt und die ständigen Mitglieder der einzelnen Kammern, sowie für den Fall ihrer Verhinderung die regelmässigen Vertreter bestimmt. Jeder Richter kann zum Mitgliede mehrerer Kammern bestimmt werden.

Die getroffene Anordnung kann im Laufe des Geschäftsjahres nur geändert werden, wenn dies wegen eingetretener Überlastung einer Kammer oder infolge Wechsels oder dauernder Verhinderung einzelner Mitglieder des Gerichts erforderlich wird.

§ 63. Die im vorstehenden Paragraphen bezeichneten Anordnungen erfolgen durch das Präsidium.

Das Präsidium wird durch den Präsidenten als Vorsitzenden, die Direktoren und das dem Dienstalter nach, bei gleichem Dienstalter das der Geburt nach älteste Mitglied gebildet. Das Präsidium entscheidet nach Stimmenmehrheit; im Falle der Stimmengleichheit giebt die Stimme des Präsidenten den Ausschlag.

§ 64. Der Präsident kann bestimmen, dass einzelne Untersuchungen von dem Untersuchungsrichter, dessen Bestellung mit dem Ablaufe des Geschäftsjahres erlischt, zu Ende geführt werden, sowie dass in einzelnen Sachen, in welchen während des Geschäftsjahres eine Verhandlung bereits stattgefunden hat, die Kammer in ihrer früheren Zusammensetzung auch nach Ablauf des Geschäftsjahres verhandle und entscheide.

§ 65. Im Falle der Verhinderung des ordentlichen Vorsitzenden führt den Vorsitz in der Kammer dasjenige Mitglied der Kammer, welches dem Dienstalter nach und bei gleichem Dienstalter der Geburt nach das älteste ist.

Der Präsident wird in seinen übrigen durch dieses Gesetz bestimmten Geschäften durch denjenigen Direktor vertreten, welcher dem Dienstalter nach und bei gleichem Dienstalter der Geburt nach der älteste ist.

§ 66. Im Falle der Verhinderung des regelmässigen Vertreters eines Mitgliedes wird ein zeitweiliger Vertreter durch den Präsidenten bestimmt.

§ 67. Die Bestimmungen der §§ 61—66 finden auf die Kammern für Handelssachen keine Anwendung.

§ 68. Innerhalb der Kammer verteilt der Vorsitzende die Geschäfte auf die Mitglieder.

§ 69. Soweit die Vertretung eines Mitgliedes nicht durch ein Mitglied desselben Gerichts möglich ist, erfolgt die Anordnung derselben auf den Antrag des Präsidiums durch die Landesjustizverwaltung.

Die Beiordnung eines nicht ständigen Richters darf, wenn sie auf eine bestimmte Zeit erfolgte, vor Ablauf dieser Zeit, wenn sie auf unbestimmte Zeit erfolgte, so lange das Bedürfnis, durch welches sie veranlasst wurde, fortdauert, nicht widerrufen werden. Ist mit der Vertretung eine Entschädigung verbunden, so ist diese für die ganze Dauer im voraus festzustellen.

Unberührt bleiben diejenigen landesgesetzlichen Bestimmungen, nach welchen richterliche Geschäfte nur von ständig angestellten Richtern wahrgenommen werden können, sowie diejenigen, welche die Vertretung durch ständig angestellte Richter regeln.

§ 70. Vor die Zivilkammern, einschliesslich der Kammern für Handelssachen, gehören alle bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten, welche nicht den Amtsgerichten zugewiesen sind.

Die Landgerichte sind ohne Rücksicht auf den Wert des Streitgegenstandes ausschliesslich zuständig:

1) für die Ansprüche, welche auf Grund des Gesetzes vom 1. Juni 1870 über die Abgaben von der Flösserei oder auf Grund des Gesetzes über die Rechtsverhältnisse der Reichsbeamten vom 31. März 1873 gegen den Reichsfiskus erhoben werden;
2) für die Ansprüche gegen Reichsbeamte wegen Überschreitung ihrer amtlichen Befugnisse oder wegen pflichtwidriger Unterlassung von Amtshandlungen.

Der Landesgesetzgebung bleibt überlassen, Ansprüche der Staatsbeamten gegen den Staat aus ihrem Dienstverhältnisse, Ansprüche gegen den Staat wegen Verfügungen der Verwaltungsbehörden, wegen Verschuldung von Staatsbeamten und wegen Aufhebung von Privilegien, Ansprüche gegen Beamte wegen Überschreitung ihrer amtlichen Befugnisse oder wegen pflichtwidriger Unterlassung von Amtshandlungen, sowie Ansprüche inbetreff öffentlicher Abgaben ohne Rücksicht auf den Wert des Streitgegenstandes den Landgerichten ausschliesslich zuzuweisen.

§ 71. Die Zivilkammern sind die Berufungs- und Beschwerdegerichte in den vor den Amtsgerichten verhandelten bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten.

§ 72. Die Strafkammern sind zuständig für diejenigen die Voruntersuchung und deren Ergebnisse betreffenden Entscheidungen, welche nach den Vorschriften der Strafprozessordnung von dem Gerichte zu erlassen sind; sie entscheiden über Beschwerden gegen Verfügungen des Untersuchungsrichters und des Amtsrichters, sowie gegen Entscheidungen der Schöffengerichte. Die Bestimmungen über die Zuständigkeit des Reichsgerichts werden hierdurch nicht berührt.

Die Strafkammern erledigen ausserdem die in der Strafprozessordnung den Landgerichten zugewiesenen Geschäfte.

§ 73. Die Strafkammern sind als erkennende Gerichte zuständig:

1) für die Vergehen, welche nicht zur Zuständigkeit der Schöffengerichte gehören;
2) für diejenigen Verbrechen, welche mit Zuchthaus von höchstens fünf Jahren, allein oder in Verbindung mit anderen Strafen bedroht sind. Diese Bestimmung findet nicht Anwendung in den Fällen der §§ 86, 100 und 106 des Strafgesetzbuchs;
3) für die Verbrechen der Personen, welche zur Zeit der That das achtzehnte Lebensjahr noch nicht vollendet hatten;
4) für das Verbrechen der Unzucht im Falle des § 176 Nr. 3 des Strafgesetzbuchs;
5) für die Verbrechen des Diebstahls in den Fällen der §§ 243 und 244 des Strafgesetzbuchs;
6) für das Verbrechen der Hehlerei in den Fällen der §§ 260 und 261 des Strafgesetzbuchs;
7) für das Verbrechen des Betruges im Falle des § 264 des Strafgesetzbuchs.

§ 74. Die Strafkammern sind als erkennende Gerichte ausschliesslich zuständig:

1) für Zuwiderhandlungen gegen das Gesetz vom 25. Oktober 1867, betreffend die Nationalität der Kauffahrteischiffe etc.;
2) für die nach Artikel 206, 249 und 249a des Gesetzes vom 11. Juni 1870, betreffend die Kommanditgesellschaften auf Aktien und die Aktiengesellschaften, strafbaren Handlungen;
3) für Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen der §§ 1, 2 und 3 des Gesetzes vom 8. Juni 1871, betreffend die Inhaberpapiere mit Prämien;
4) für die nach § 67 und § 69 des Gesetzes vom 6. Februar 1875, betreffend die Beurkundung des Personenstandes etc., strafbaren Handlungen;
5) die nach § 59 des Bankgesetzes vom 14. März 1875 strafbaren Handlungen;

§ 75. Die Strafkammer kann bei Eröffnung des Hauptverfahrens wegen der Vergehen:

1) des Widerstandes gegen die Staatsgewalt in den Fällen der §§ 113, 114, 117 Abs. 1 und des § 120 des Strafgesetzbuchs;
2) wider die öffentliche Ordnung in den Fällen des § 123 Abs. 3 und des § 137 des Strafgesetzbuchs;
3) wider die Sittlichkeit im Falle des § 183 des Strafgesetzbuchs;
4) der Beleidigung und der Körperverletzung in den Fällen der nur auf Antrag eintretenden Verfolgung;
5) der Körperverletzung im Falle des § 223a des Strafgesetzbuchs;
6) des Diebstahls im Falle des § 242 des Strafgesetzbuchs;
7) der Unterschlagung im Falle des § 246 des Strafgesetzbuchs;
8) der Begünstigung;

9) der Hehlerei in den Fällen des § 258 Nr. 1 und des § 259 des Strafgesetzbuchs;
10) des Betruges im Falle des § 263 des Strafgesetzbuchs;
11) des strafbaren Eigennutzes in den Fällen der §§ 288 und 298 des Strafgesetzbuchs;
12) der Sachbeschädigung in den Fällen der §§ 303 und 304 des Strafgesetzbuchs und
13) wegen der gemeingefährlichen Vergehen in den Fällen des § 327 Abs. 1 und des § 328 Abs. 1 des Strafgesetzbuchs; ferner
14) wegen derjenigen Vergehen, welche nur mit Gefängnisstrafe von höchstens sechs Monaten oder Geldstrafe von höchstens eintausendfünfhundert Mark, allein oder in Verbindung mit einander oder in Verbindung mit Einziehung bedroht sind, mit Ausnahme der in den §§ 128, 271, 296a, 301, 331 und 347 des Strafgesetzbuchs und der im § 74 dieses Gesetzes bezeichneten Vergehen; sowie
15) wegen solcher Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften über die Erhebung öffentlicher Abgaben und Gefälle, deren Strafe in dem mehrfachen Betrage einer hinterzogenen Abgabe oder einer anderen Leistung besteht;

auf Antrag der Staatsanwaltschaft die Verhandlung und Entscheidung dem Schöffengerichte, soweit dieses nicht schon zuständig ist, überweisen, wenn nach den Umständen des Falles anzunehmen ist, dass wegen des Vergehens auf keine andere und höhere Strafe als auf die im § 27 Nr. 2 bezeichnete und auf keine höhere Busse als sechshundert Mark zu erkennen sein werde.

Beschwerde findet nicht statt.

Hat im Falle der Nr. 15 die Verwaltungsbehörde die öffentliche Klage erhoben, so steht ihr der Antrag auf Überweisung an das Schöffengericht in gleicher Weise wie der Staatsanwaltschaft zu.

§ 76. Die Strafkammern sind als erkennende Gerichte ferner zuständig für die Verhandlung und Entscheidung über das Rechtsmittel der Berufung gegen die Urteile der Schöffengerichte.

§ 77. Die Kammern entscheiden in der Besetzung von drei Mitgliedern mit Einschluss des Vorsitzenden. Die Strafkammern sind in der Hauptverhandlung mit fünf Mitgliedern, in der Berufungsinstanz bei Übertretungen und in den Fällen der Privatklage aber mit drei Mitgliedern einschliesslich des Vorsitzenden zu besetzen.

§ 78. Durch Anordnung der Landesjustizverwaltung kann wegen grosser Entfernung des Landgerichtssitzes bei einem Amtsgerichte für den Bezirk eines oder mehrerer Amtsgerichte eine Strafkammer gebildet und derselben für diesen Bezirk die gesamte Thätigkeit der Strafkammer des Landgerichts oder ein Teil dieser Thätigkeit zugewiesen werden.

Die Besetzung einer solchen Strafkammer erfolgt aus Mitgliedern des Landgerichts oder Amtsrichtern des Bezirks, für welchen die Kammer gebildet wird. Der Vorsitzende wird ständig,

die Amtsrichter werden auf die Dauer des Geschäftsjahres durch die Landesjustizverwaltung berufen, die übrigen Mitglieder werden nach Massgabe des § 62 durch das Präsidium des Landgerichts bezeichnet.

Sechster Titel. Schwurgerichte.

§ 79. Für die Verhandlung und Entscheidung von Strafsachen treten bei den Landgerichten periodisch Schwurgerichte zusammen.

§ 80. Die Schwurgerichte sind zuständig für die Verbrechen, welche nicht zur Zuständigkeit der Strafkammern oder des Reichsgerichts gehören.

§ 81. Die Schwurgerichte bestehen aus drei richterlichen Mitgliedern mit Einschluss des Vorsitzenden und aus zwölf zur Entscheidung der Schuldfrage berufenen Geschworenen.

§ 82. Die Entscheidungen, welche nach den Vorschriften dieses Gesetzes oder der Strafprozessordnung von dem erkennenden Gerichte zu erlassen sind, erfolgen in den bei den Schwurgerichten anhängigen Sachen durch die richterlichen Mitglieder des Schwurgerichts. Werden diese Entscheidungen ausserhalb der Dauer der Sitzungsperiode erforderlich, so erfolgen sie durch die Strafkammern der Landgerichte.

§ 83. Der Vorsitzende des Schwurgerichts wird für jede Sitzungsperiode von dem Präsidenten des Oberlandesgerichts ernannt. Die Ernennung erfolgt aus der Zahl der Mitglieder des Oberlandesgerichts oder der zu dem Bezirke des Oberlandesgerichts gehörigen Landgerichte.

Der Stellvertreter des Vorsitzenden und die übrigen richterlichen Mitglieder werden von dem Präsidenten des Landgerichts aus der Zahl der Mitglieder des Landgerichts bestimmt.

So lange die Ernennung des Vorsitzenden nicht erfolgt ist, erledigt der Vorsitzende der Strafkammer des Landgerichts die in der Strafprozessordnung dem Vorsitzenden des Gerichts zugewiesenen Geschäfte.

§ 84. Das Amt eines Geschworenen ist ein Ehrenamt. Dasselbe kann nur von einem Deutschen versehen werden.

§ 85. Die Urliste für die Auswahl der Schöffen dient zugleich als Urliste für die Auswahl der Geschworenen.

Die Vorschriften der §§ 32—35 über die Berufung zum Schöffenamte finden auch auf das Geschworenenamt Anwendung.

§ 86. Die Zahl der für jedes Schwurgericht erforderlichen Geschworenen und die Verteilung dieser Zahl auf die einzelnen Amtsgerichtsbezirke wird durch die Landesjustizverwaltung bestimmt.

§ 87. Der alljährlich bei dem Amtsgerichte für die Wahl der Schöffen zusammentretende Ausschuss (§ 40) hat gleichzeitig diejenigen Personen aus der Urliste auszuwählen, welche er zu Geschworenen für das nächste Geschäftsjahr vorschlägt. Die Vor-

schläge sind nach dem dreifachen Betrage der auf den Amtsgerichtsbezirk verteilten Zahl der Geschworenen zu bemessen.

§ 88. Die Namen der zu Geschworenen vorgeschlagenen Personen werden in ein Verzeichnis aufgenommen (Vorschlagsliste).

§ 89. Die Vorschlagsliste wird nebst den Einsprachen, welche sich auf die in dieselbe aufgenommenen Personen beziehen, dem Präsidenten des Landgerichts übersendet.

Der Präsident bestimmt eine Sitzung des Landgerichts, an welcher fünf Mitglieder mit Einschluss des Präsidenten und der Direktoren teilnehmen. Das Landgericht entscheidet endgültig über die Einsprachen und wählt sodann aus der Vorschlagsliste die für das Schwurgericht bestimmte Zahl von Hauptgeschworenen und Hülfsgeschworenen.

Als Hülfsgeschworene sind solche Personen zu wählen, welche an dem Sitzungsorte des Schwurgerichts oder in dessen nächster Umgebung wohnen.

§ 90. Die Namen der Haupt- und Hülfsgeschworenen werden in gesonderte Jahreslisten aufgenommen.

§ 91. Spätestens zwei Wochen vor Beginn der Sitzungen des Schwurgerichts werden in öffentlicher Sitzung des Landgerichts, an welcher der Präsident und zwei Mitglieder teilnehmen, in Gegenwart der Staatsanwaltschaft dreissig Hauptgeschworene ausgelost. Das Los wird von dem Präsidenten gezogen.

Auf Geschworene, welche in einer früheren Sitzungsperiode desselben Geschäftsjahres ihre Verpflichtung erfüllt haben, erstreckt die Auslosung sich nur dann, wenn dies von ihnen beantragt wird.

Über die Auslosung wird von dem Gerichtsschreiber ein Protokoll aufgenommen.

§ 92. Das Landgericht übersendet das Verzeichnis der ausgelosten Hauptgeschworenen (Spruchliste) dem ernannten Vorsitzenden des Schwurgerichts.

§ 93. Die in der Spruchliste verzeichneten Geschworenen werden auf Anordnung des für das Schwurgericht ernannten Vorsitzenden zur Eröffnungssitzung des Schwurgerichts unter Hinweis auf die gesetzlichen Folgen des Ausbleibens geladen.

Zwischen der Zustellung der Ladung und der Eröffnungssitzung soll thunlichst die Frist von einer Woche, jedoch mindestens von drei Tagen liegen.

§ 94. Über die von Geschworenen geltend gemachten Ablehnungs- und Hinderungsgründe erfolgt die Entscheidung nach Anhörung der Staatsanwaltschaft durch die richterlichen Mitglieder und, so lange das Schwurgericht nicht zusammengetreten ist, durch den ernannten Vorsitzenden des Schwurgerichts. Beschwerde findet nicht statt.

An Stelle der wegfallenden Geschworenen hat der Vorsitzende, wenn es noch geschehen kann, aus der Jahresliste durch Auslosung andere Geschworene auf die Spruchliste zu bringen

und deren Ladung anzuordnen. Über die Auslosung wird von dem Gerichtsschreiber ein Protokoll aufgenommen.

§ 95. Erstreckt sich eine Sitzungsperiode des Schwurgerichts über den Endtermin des Geschäftsjahres hinaus, so bleiben die Geschworenen, welche zu derselben einberufen sind, bis zum Schlusse der Sitzungen zur Mitwirkung verpflichtet.

§ 96. Die Bestimmungen der §§ 55, 56 finden auch auf Geschworene Anwendung.

Die im § 56 bezeichneten Entscheidungen werden inbezug auf Geschworene von den richterlichen Mitgliedern des Schwurgerichts erlassen.

§ 97. Niemand soll für dasselbe Geschäftsjahr als Geschworener und als Schöffe bestimmt werden.

Ist dies dennoch geschehen, oder ist jemand für dasselbe Geschäftsjahr in mehreren Bezirken zu diesen Ämtern bestimmt worden, so hat der Einberufene dasjenige Amt zu übernehmen, zu welchem er zuerst einberufen wird.

§ 98. Die Strafkammer des Landgerichts kann bestimmen, dass einzelne Sitzungen des Schwurgerichts nicht am Sitze des Landgerichts, sondern an einem anderen Orte innerhalb des Schwurgerichtsbezirks abzuhalten seien.

In diesem Falle wird für diese Sitzungen von dem Landgerichte eine besondere Liste von Hülfsgeschworenen gebildet.

§ 99. Die Landesjustizverwaltung kann bestimmen, dass die Bezirke mehrerer Landgerichte zu einem Schwurgerichtsbezirke zusammengelegt und die Sitzungen des Schwurgerichts bei einem der Landgerichte abgehalten werden.

In diesem Falle hat das Landgericht, bei welchem die Sitzungen des Schwurgerichts abgehalten werden, und der Präsident desselben die ihnen in den §§ 82—98 zugewiesenen Geschäfte für den Umfang des Schwurgerichtsbezirks wahrzunehmen.

Die Mitglieder des Schwurgerichts mit Einschluss des Stellvertreters des Vorsitzenden können aus der Zahl der Mitglieder der im Bezirke des Schwurgerichts belegenen Landgerichte bestimmt werden.

Siebenter Titel. Kammern für Handelssachen.

§ 100. Soweit die Landesjustizverwaltung ein Bedürfnis als vorhanden annimmt, können bei den Landgerichten für deren Bezirke oder für örtlich abgegrenzte Teile derselben Kammern für Handelssachen gebildet werden.

Solche Kammern können ihren Sitz innerhalb des Landgerichtsbezirks auch an Orten haben, an welchen das Landgericht seinen Sitz nicht hat.

§ 101. Vor die Kammern für Handelssachen gehören nach Massgabe der folgenden Vorschriften diejenigen den Landgerichten in erster Instanz zugewiesenen bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten, in welchen durch die Klage ein Anspruch:

1) gegen einen Kaufmann (Art. 4 des Handelsgesetzbuchs) aus Geschäften, welche auf seiten beider Kontrahenten Handelsgeschäfte (Art. 271—276 des Handelsgesetzbuchs) sind,
2) aus einem Wechsel im Sinne der Wechselordnung,
3) aus einem der nachstehend bezeichneten Rechtsverhältnisse geltend gemacht wird:
   a) aus dem Rechtsverhältnisse zwischen den Mitgliedern einer Handelsgesellschaft, zwischen dem stillen Gesellschafter und dem Inhaber eines Handelsgewerbes, zwischen den Teilnehmern einer Vereinigung zu einzelnen Handelsgeschäften oder einer Vereinigung zum Handelsbetriebe (Art. 10 des Handelsgesetzbuchs), sowohl während des Bestehens als nach Auflösung des geschäftlichen Verhältnisses, sowie aus dem Rechtsverhältnisse zwischen den Liquidatoren oder den Vorstehern einer Handelsgesellschaft und der Gesellschaft oder den Mitgliedern der Gesellschaft;
   b) aus dem Rechtsverhältnisse, welches das Recht zum Gebrauche der Handelsfirma betrifft;
   c) aus den Rechtsverhältnissen, welche sich auf den Schutz der Marken, Muster und Modelle beziehen;
   d) aus dem Rechtsverhältnisse, welches durch die Veräusserung eines bestehenden Handelsgeschäfts zwischen den Kontrahenten entsteht;
   e) aus dem Rechtsverhältnisse zwischen dem Prokuristen, dem Handlungsbevollmächtigten oder Handlungsgehülfen und dem Eigentümer der Handelsniederlassung, sowie aus dem Rechtsverhältnisse zwischen einer dritten Person und demjenigen, welcher ihr als Prokurist oder Handlungsbevollmächtigter aus einem Handelsgeschäfte haftet (Art. 55 des Handelsgesetzbuchs);
   f) aus dem Rechtsverhältnisse, welches aus den Berufsgeschäften des Handelsmäklers im Sinne des Handelsgesetzbuchs zwischen diesem und den Parteien entsteht;
   g) aus den Rechtsverhältnissen des Seerechts, insbesondere aus denjenigen, welche auf die Rhederei, die Rechte und Pflichten des Rheders, des Korrespondentrheders und der Schiffsbesatzung, auf die Bodmerei und die Haverei, auf den Schadenersatz im Falle des Zusammenstossens von Schiffen, auf die Bergung und Hülfeleistung in Seenot und auf die Ansprüche der Schiffsgläubiger sich beziehen.

§ 102. Die Verhandlung des Rechtsstreits erfolgt vor der Kammer für Handelssachen, wenn der Kläger dies in der Klageschrift beantragt hat. Die Einlassungsfrist (§ 234 Satz 1 der Zivilprozessordnung) beträgt mindestens zwei Wochen.

In den Fällen der §§ 466, 467 der Zivilprozessordnung hat der Kläger den Antrag auf Verhandlung vor der Kammer für Handelssachen in der mündlichen Verhandlung vor dem Amtsgerichte zu stellen.

§ 103. Wird vor der Kammer für Handelssachen eine vor dieselbe nicht gehörige Klage zur Verhandlung gebracht, so ist der Rechtsstreit auf Antrag des Beklagten an die Zivilkammer zu verweisen.

Gehört die Klage oder die im Falle des § 467 der Zivilprozessordnung erhobene Widerklage als Klage nicht vor die Kammer für Handelssachen, so ist diese auch von amtswegen befugt, den Rechtsstreit an die Zivilkammer zu verweisen, so lange nicht eine Verhandlung zur Hauptsache erfolgt und auf dieselbe ein Beschluss verkündet ist. Die Verweisung von amtswegen kann nicht aus dem Grunde erfolgen, dass der Beklagte nicht Kaufmann ist.

§ 104. Wird vor der Zivilkammer eine vor die Kammer für Handelssachen gehörige Klage zur Verhandlung gebracht, so ist der Rechtsstreit auf Antrag des Beklagten an die Kammer für Handelssachen zu verweisen. Ein Beklagter, welcher nicht in das Handelsregister eingetragen ist, kann den Antrag nicht darauf stützen, dass er Kaufmann ist.

Der Antrag ist zurückzuweisen, wenn die im Falle des § 467 der Zivilprozessordnung erhobene Widerklage als Klage vor die Kammer für Handelssachen nicht gehören würde.

Zu einer Verweisung von amtswegen ist die Zivilkammer nicht befugt.

Die Zivilkammer ist zur Verwerfung des Antrags auch dann befugt, wenn der Kläger demselben zugestimmt hat.

§ 105. Wird in einem bei der Kammer für Handelssachen anhängigen Rechtsstreite die Klage in Gemässheit des § 253 der Zivilprozessordnung durch den Antrag auf Feststellung eines Rechtsverhältnisses erweitert oder eine Widerklage erhoben und gehört die erweiterte Klage oder die Widerklage als Klage nicht vor die Kammer für Handelssachen, so ist der Rechtsstreit auf Antrag des Gegners an die Zivilkammer zu verweisen.

Unter der Beschränkung des § 103 Abs. 2 ist die Kammer zu der Verweisung auch von amtswegen befugt. Diese Befugnis tritt auch dann ein, wenn durch eine Klagänderung ein Anspruch geltend gemacht wird, welcher nicht vor die Kammer für Handelssachen gehört.

§ 106. Der Antrag auf Verweisung des Rechtsstreits an eine andere Kammer ist nur vor der Verhandlung des Antragstellers zur Sache zulässig.

Über den Antrag ist vorab zu verhandeln und zu entscheiden.

§ 107. Gegen die Entscheidung über Verweisung eines Rechtsstreits an die Zivilkammer oder an die Kammer für Handelssachen findet kein Rechtsmittel statt. Erfolgt die Verweisung an eine andere Kammer, so ist diese Entscheidung für die Kammer, an welche der Rechtsstreit verwiesen wird, bindend. Der Termin zur weiteren mündlichen Verhandlung wird von amtswegen bestimmt und den Parteien bekannt gemacht.

§ 108. Bei der Kammer für Handelssachen kann ein An

den Teilnehme
-e chaften od
(Art. 10 de
Be tehen al
m e. owie
Liquidatoren o
und der Gesell
b) an dem Rech
brauche der H
c) an den Rech
der Marken, M
d) an dem Rech
eine beste
trahenten ent
e) aus dem Re
dem Handlu
und dem Er
dem Rechts
diejenigen,
bevollmächt.
des Ha
aus dem R
schäften de
wis
aus den R
aus
Pflichten
Schiffsbes
den Scha
Schiffen,
auf die A

120. Bei den Oberlandesgerichten werden Zivil- und … gebildet.

121. Die Bestimmungen der §§ 61—68 finden mit der Anwendung, dass zu dem Präsidium stets die beiden Mitglieder des Gerichts zuzuziehen sind.

122. Zu Hülfsrichtern dürfen nur ständig angestellte berufen werden.

123. Die Oberlandesgerichte sind zuständig für die Ver… und Entscheidung über die Rechtsmittel:

… Berufung gegen die Endurteile der Landgerichte in …rgerlichen Rechtsstreitigkeiten.

… Revision gegen Urteile der Strafkammern in der Be…ungsinstanz.

…r Revision gegen Urteile der Strafkammern in erster In…anz, sofern die Revision ausschliesslich auf die Verletzung …ner in den Landesgesetzen enthaltenen Rechtsnorm ge…ützt wird.

…er Beschwerde gegen Entscheidungen der Landgerichte in …ürgerlichen Rechtsstreitigkeiten.

…er Beschwerde gegen strafrichterliche Entscheidungen erster …stanz, soweit nicht die Zuständigkeit der Strafkammer be…ündet ist, und gegen Entscheidungen der Strafkammern … der Beschwerdeinstanz und Berufungsinstanz.

124. Die Senate der Oberlandesgerichte entscheiden in …etzung von fünf Mitgliedern mit Einschluss des Vorsitzenden.

Neunter Titel. Reichsgericht.

§ 125. Der Sitz des Reichsgerichts wird durch Gesetz be…

§ 126. Das Reichsgericht wird mit einem Präsidenten und …forderlichen Anzahl von Senatspräsidenten und Räten besetzt.

§ 127. Der Präsident, die Senatspräsidenten und Räte …n auf Vorschlag des Bundesrats von dem Kaiser ernannt.

Zum Mitgliede des Reichsgerichts kann nur ernannt werden, …die Fähigkeit zum Richteramte in einem Bundesstaate erlangt …das fünfunddreissigste Lebensjahr vollendet hat.

§ 128. Ist ein Mitglied zu einer Strafe wegen einer ent…nden Handlung oder zu einer Freiheitsstrafe von längerer als …ähriger Dauer rechtskräftig verurteilt, so kann dasselbe durch …arbeschluss des Rei…richts seines Amts und seines Gehalts verlustig erklärt …

Vor der Besch…ung sind das Mitglied und der Ober…chsanwalt zu hö…

§ 129. … Verbrechens oder Vergehens das …ptverfahre… ed eröffnet, so kann die vorläufige …hebung de… …em Amte nach Anhörung des Ober…chsanwalt… …schluss des Reichsgerichts ausge…ochen we…

spruch in Gemässheit des § 61 der Zivilprozessordnung nur dann geltend gemacht werden, wenn der Rechtsstreit nach den Bestimmungen des § 101 vor die Kammer für Handelssachen gehört.

§ 109. Die Kammern für Handelssachen entscheiden in der Besetzung mit einem Mitgliede des Landgerichts als Vorsitzenden und zwei Handelsrichtern.

Sämtliche Mitglieder der Kammer für Handelssachen haben gleiches Stimmrecht.

In Streitigkeiten, welche sich auf das Rechtsverhältnis zwischen Rheder oder Schiffer und Schiffsmannschaft beziehen, kann die Entscheidung durch den Vorsitzenden allein erfolgen.

§ 110. Im Falle des § 100 Abs. 2 kann ein Amtsrichter Vorsitzender der Kammer für Handelssachen sein.

§ 111. Das Amt der Handelsrichter ist ein Ehrenamt.

§ 112. Die Handelsrichter werden auf gutachtlichen Vorschlag des zur Vertretung des Handelsstandes berufenen Organs für die Dauer von drei Jahren ernannt; eine wiederholte Ernennung ist nicht ausgeschlossen.

§ 113. Zum Handelsrichter kann jeder Deutsche ernannt werden, welcher als Kaufmann oder als Vorstand einer Aktiengesellschaft in das Handelsregister eingetragen oder eingetragen gewesen ist, das dreissigste Lebensjahr vollendet hat und in dem Bezirke der Kammer für Handelssachen wohnt.

Personen, welche infolge gerichtlicher Anordnung in der Verfügung über ihr Vermögen beschränkt sind, können nicht zu Handelsrichtern ernannt werden.

§ 114. An Seeplätzen können Handelsrichter auch aus dem Kreise der Schiffahrtskundigen ernannt werden.

§ 115. Die Handelsrichter sind vor ihrem Amtsantritte auf die Erfüllung der Obliegenheiten des ihnen übertragenen Amts eidlich zu verpflichten.

§ 116. Die Handelsrichter haben während der Dauer ihres Amts in Beziehung auf dasselbe alle Rechte und Pflichten richterlicher Beamten.

§ 117. Ein Handelsrichter ist seines Amts zu entheben, wenn er eine der für die Ernennung erforderlichen Eigenschaften nachträglich verliert.

Die Enthebung erfolgt durch den ersten Zivilsenat des Oberlandesgerichts nach Anhörung des Beteiligten.

§ 118. Über Gegenstände, zu deren Beurteilung eine kaufmännische Begutachtung erfolgt, sowie über das Bestehen von Handelsgebräuchen kann die Kammer für Handelssachen auf Grund eigener Sachkunde und Wissenschaft entscheiden.

Achter Titel. Oberlandesgerichte.

§ 119. Die Oberlandesgerichte werden mit einem Präsidenten und der erforderlichen Anzahl von Senatspräsidenten und Räten besetzt.

§ 120. Bei den Oberlandesgerichten werden Zivil- und Strafsenate gebildet.

§ 121. Die Bestimmungen der §§ 61—68 finden mit der Massgabe Anwendung, dass zu dem Präsidium stets die beiden ältesten Mitglieder des Gerichts zuzuziehen sind.

§ 122. Zu Hülfsrichtern dürfen nur ständig angestellte Richter berufen werden.

§ 123. Die Oberlandesgerichte sind zuständig für die Verhandlung und Entscheidung über die Rechtsmittel:

1) der Berufung gegen die Endurteile der Landgerichte in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten,
2) der Revision gegen Urteile der Strafkammern in der Berufungsinstanz,
3) der Revision gegen Urteile der Strafkammern in erster Instanz, sofern die Revision ausschliesslich auf die Verletzung einer in den Landesgesetzen enthaltenen Rechtsnorm gestützt wird,
4) der Beschwerde gegen Entscheidungen der Landgerichte in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten,
5) der Beschwerde gegen strafrichterliche Entscheidungen erster Instanz, soweit nicht die Zuständigkeit der Strafkammer begründet ist, und gegen Entscheidungen der Strafkammern in der Beschwerdeinstanz und Berufungsinstanz.

§ 124. Die Senate der Oberlandesgerichte entscheiden in der Besetzung von fünf Mitgliedern mit Einschluss des Vorsitzenden.

Neunter Titel. Reichsgericht.

§ 125. Der Sitz des Reichsgerichts wird durch Gesetz bestimmt.

§ 126. Das Reichsgericht wird mit einem Präsidenten und der erforderlichen Anzahl von Senatspräsidenten und Räten besetzt.

§ 127. Der Präsident, die Senatspräsidenten und Räte werden auf Vorschlag des Bundesrats von dem Kaiser ernannt.

Zum Mitgliede des Reichsgerichts kann nur ernannt werden, wer die Fähigkeit zum Richteramte in einem Bundesstaate erlangt und das fünfunddreissigste Lebensjahr vollendet hat.

§ 128. Ist ein Mitglied zu einer Strafe wegen einer entehrenden Handlung oder zu einer Freiheitsstrafe von längerer als einjähriger Dauer rechtskräftig verurteilt, so kann dasselbe durch Plenarbeschluss des Reichsgerichts seines Amts und seines Gehalts für verlustig erklärt werden.

Vor der Beschlussfassung sind das Mitglied und der Ober-Reichsanwalt zu hören.

§ 129. Ist wegen eines Verbrechens oder Vergehens das Hauptverfahren gegen ein Mitglied eröffnet, so kann die vorläufige Enthebung desselben von seinem Amte nach Anhörung des Ober-Reichsanwalts durch Plenarbeschluss des Reichsgerichts ausgesprochen werden.

Wird gegen ein Mitglied die Untersuchungshaft verhängt, so tritt für die Dauer derselben die vorläufige Enthebung von rechtswegen ein.

Durch die vorläufige Enthebung wird das Recht auf den Genuss des Gehalts nicht berührt.

§ 130. Wenn ein Mitglied durch ein körperliches Gebrechen oder durch Schwäche seiner körperlichen oder geistigen Kräfte zur Erfüllung seiner Amtspflichten dauernd unfähig wird, so tritt seine Versetzung in den Ruhestand gegen Gewährung eines Ruhegehalts ein.

Das jährliche Ruhegehalt beträgt bis zur Vollendung des zehnten Dienstjahres $\frac{20}{60}$ des Gehalts; es erhöht sich mit der Vollendung eines jeden folgenden Dienstjahres und bis zur Vollendung des fünfzigsten Dienstjahres um je $\frac{1}{60}$ des Gehalts.

Bei Berechnung der Dienstzeit wird die Zeit mitgerechnet, während welcher das Mitglied sich im Dienste des Reichs oder im Staats- oder Gemeindedienste eines Bundesstaates befunden oder in einem Bundesstaate als Anwalt, Advokat, Notar, Patrimonialrichter oder als öffentlicher Lehrer des Rechts an einer deutschen Universität fungiert hat.

§ 131. Wird die Versetzung eines Mitgliedes in den Ruhestand nicht beantragt, obgleich die Voraussetzungen derselben vorliegen, so hat der Präsident die Aufforderung zu erlassen, binnen einer bestimmten Frist den Antrag zu stellen. Wird dieser Aufforderung nicht Folge geleistet, so ist die Versetzung in den Ruhestand durch Plenarbeschluss des Reichsgerichts auszusprechen.

Vor der Beschlussfassung sind das Mitglied und der Ober-Reichsanwalt zu hören.

§ 132. Bei dem Reichsgerichte werden Zivil- und Strafsenate gebildet. Die Zahl derselben bestimmt der Reichskanzler.

§ 133. Die Bestimmungen der §§ 61—68 finden mit der Massgabe Anwendung, dass zu dem Präsidium die vier ältesten Mitglieder des Gerichts zuzuziehen sind.

§ 134. Die Zuziehung von Hülfsrichtern ist unzulässig.

§ 135. In bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten ist das Reichsgericht zuständig für die Verhandlung und Entscheidung über die Rechtsmittel:

1) der Revision gegen die Endurteile der Oberlandesgerichte,
2) der Beschwerde gegen Entscheidungen der Oberlandesgerichte.

§ 136. In Strafsachen ist das Reichsgericht zuständig:

1) für die Untersuchung und Entscheidung in erster und letzter Instanz in den Fällen des Hochverrats und des Landesverrats, insofern diese Verbrechen gegen den Kaiser oder das Reich gerichtet sind,
2) für die Verhandlung und Entscheidung über die Rechtsmittel der Revision gegen Urteile der Strafkammern in erster Instanz, insoweit nicht die Zuständigkeit der Oberlandesgerichte begründet ist, und gegen Urteile der Schwurgerichte.

In Strafsachen wegen Zuwiderhandlungen gegen die Vorschriften über die Erhebung öffentlicher in die Reichskasse fliessender Abgaben und Gefälle ist das Reichsgericht auch für die Verhandlung und Entscheidung über das Rechtsmittel der Revision gegen Urteile der Strafkammern in der Berufungsinstanz zuständig, sofern die Entscheidung des Reichsgerichts von der Staatsanwaltschaft bei der Einsendung der Akten an das Revisionsgericht beantragt wird.

§ 137.* Will ein Zivilsenat in einer Rechtsfrage von einer früheren Entscheidung eines anderen Zivilsenats oder der vereinigten Zivilsenate abweichen, so hat derselbe die Verhandlung und Entscheidung der Sache vor die vereinigten Zivilsenate zu verweisen.

Die Verweisung erfolgt an die vereinigten Strafsenate, wenn ein Strafsenat in einer Rechtsfrage von einer früheren Entscheidung eines anderen Strafsenats oder der vereinigten Strafsenate abweichen will.

§ 138. Der erste Strafsenat des Reichsgerichts hat bei den im § 136 Nr. 1 bezeichneten Verbrechen diejenigen Geschäfte zu

---

* *Durch Gesetz v. 17. März 1886 (RGBl. 1886, S. 61 f.) hat § 137 folgende Fassung erhalten:*

§ 137. Will in einer Rechtsfrage ein Zivilsenat von der Entscheidung eines anderen Zivilsenats oder der vereinigten Zivilsenate, oder ein Strafsenat von der Entscheidung eines anderen Strafsenats oder der vereinigten Strafsenate abweichen, so ist über die streitige Rechtsfrage im ersteren Falle eine Entscheidung der vereinigten Zivilsenate, im letzteren Falle eine solche der vereinigten Strafsenate einzuholen.

Einer Entscheidung der Rechtsfrage durch das Plenum bedarf es, wenn ein Zivilsenat von der Entscheidung eines Strafsenats oder der vereinigten Strafsenate, oder ein Strafsenat von der Entscheidung eines Zivilsenats oder der vereinigten Zivilsenate, oder ein Senat von der früher eingeholten Entscheidung des Plenums abweichen will.

Die Entscheidung der Rechtsfrage durch die vereinigten Senate oder das Plenum ist in der zu entscheidenden Sache bindend. Sie erfolgt in allen Fällen ohne vorgängige mündliche Verhandlung.

Vor der Entscheidung der vereinigten Strafsenate oder derjenigen des Plenums, sowie in Ehe- und Entmündigungssachen ist der Ober-Reichsanwalt mit seinen schriftlichen Anträgen zu hören.

Soweit die Entscheidung der Sache eine vorgängige mündliche Verhandlung erfordert, erfolgt dieselbe durch den erkennenden Senat auf Grund einer erneuten mündlichen Verhandlung, zu welcher die Prozessbeteiligten von amtswegen unter Mitteilung der ergangenen Entscheidung der Rechtsfrage zu laden sind.

erledigen, welche im § 72 Abs. 1 der Strafkammer des Landgerichts zugewiesen sind.

Das Hauptverfahren findet vor dem vereinigten zweiten und dritten Strafsenate statt.

§ 139. Zur Fassung von Plenarentscheidungen und von Entscheidungen der vereinigten Zivil- und Strafsenate, sowie der beiden vereinigten Strafsenate ist die Teilnahme von mindestens zwei Dritteilen aller Mitglieder mit Einschluss des Vorsitzenden erforderlich.

Die Zahl der Mitglieder, welche eine entscheidende Stimme führen, muss eine ungerade sein. Ist die Zahl der anwesenden Mitglieder eine gerade, so hat derjenige Rat, welcher zuletzt ernannt ist, und bei gleichem Dienstalter derjenige, welcher der Geburt nach der jüngere ist, oder, wenn dieser Berichterstatter ist, der nächst ältere kein Stimmrecht.

§ 140. Die Senate des Reichsgerichts entscheiden in der Besetzung von sieben Mitgliedern mit Einschluss des Vorsitzenden.

§ 141. Der Geschäftsgang wird durch eine Geschäftsordnung geregelt, welche das Plenum auszuarbeiten und dem Bundesrat zur Bestätigung vorzulegen hat.

Zehnter Titel. Staatsanwaltschaft.

§ 142. Bei jedem Gerichte soll eine Staatsanwaltschaft bestehen.

§ 143. Das Amt der Staatsanwaltschaft wird ausgeübt:

1) bei dem Reichsgerichte durch einen Ober-Reichsanwalt und durch einen oder mehrere Reichsanwälte;
2) bei den Oberlandesgerichten, den Landgerichten und den Schwurgerichten durch einen oder mehrere Staatsanwälte;
3) bei den Amtsgerichten und den Schöffengerichten durch einen oder mehrere Amtsanwälte.

Die Zuständigkeit der Amtsanwälte erstreckt sich nicht auf das amtsrichterliche Verfahren zur Vorbereitung der öffentlichen Klage in denjenigen Strafsachen, welche zur Zuständigkeit anderer Gerichte als der Schöffengerichte gehören.

§ 144. Die örtliche Zuständigkeit der Beamten der Staatsanwaltschaft wird durch die örtliche Zuständigkeit des Gerichts bestimmt, für welches sie bestellt sind.

Ein unzuständiger Beamter der Staatsanwaltschaft hat sich denjenigen innerhalb seines Bezirks vorzunehmenden Amtshandlungen zu unterziehen, in Ansehung welcher Gefahr im Verzuge obwaltet.

Können die Beamten der Staatsanwaltschaft verschiedener Bundesstaaten sich nicht darüber einigen, wer von ihnen die Verfolgung zu übernehmen hat, so entscheidet der ihnen gemeinsam vorgesetzte Beamte der Staatsanwaltschaft und in Ermangelung eines solchen der Ober-Reichsanwalt.

§ 145. Besteht die Staatsanwaltschaft eines Gerichts aus mehreren Beamten, so handeln die dem ersten Beamten beigeordneten Personen als dessen Vertreter; sie sind, wenn sie für ihn

auftreten, zu allen Amtsverrichtungen desselben ohne den Nachweis eines besonderen Auftrags berechtigt.

§ 146. Die ersten Beamten der Staatsanwaltschaft bei den Oberlandesgerichten und den Landgerichten sind befugt, bei allen Gerichten ihres Bezirks die Amtsverrichtungen der Staatsanwaltschaft selbst zu übernehmen oder mit Wahrnehmung derselben einen anderen als den zunächst zuständigen Beamten zu beauftragen.

Amtsanwälte können das Amt der Staatsanwaltschaft nur bei den Amtsgerichten und den Schöffengerichten versehen.

§ 147. Die Beamten der Staatsanwaltschaft haben den dienstlichen Anweisungen ihres Vorgesetzten nachzukommen.

In denjenigen Sachen, für welche das Reichsgericht in erster und letzter Instanz zuständig ist, haben alle Beamte der Staatsanwaltschaft den Anweisungen des Ober-Reichsanwalts Folge zu leisten.

§ 148. Das Recht der Aufsicht und Leitung steht zu:

1) dem Reichskanzler hinsichtlich des Ober-Reichsanwalts und der Reichsanwälte;
2) der Landesjustizverwaltung hinsichtlich aller staatsanwaltlichen Beamten des betreffenden Bundesstaates;
3) den ersten Beamten der Staatsanwaltschaft bei den Oberlandesgerichten und den Landgerichten hinsichtlich aller Beamten der Staatsanwaltschaft ihres Bezirks.

§ 149. Der Ober-Reichsanwalt und die Reichsanwälte sind nicht richterliche Beamte.

Zu diesen Ämtern sowie den Ämtern der Staatsanwaltschaft bei den Oberlandesgerichten und den Landgerichten können nur zum Richteramte befähigte Beamte ernannt werden.

§ 150. Der Ober-Reichsanwalt und die Reichsanwälte werden auf Vorschlag des Bundesrats vom Kaiser ernannt.

Dieselben können durch kaiserliche Verfügung jederzeit mit Gewährung des gesetzlichen Wartegeldes einstweilig in den Ruhestand versetzt werden.

§ 151. Die Staatsanwaltschaft ist in ihren Amtsverrichtungen von den Gerichten unabhängig.

§ 152. Die Staatsanwälte dürfen richterliche Geschäfte nicht wahrnehmen. Auch darf ihnen eine Dienstaufsicht über die Richter nicht übertragen werden.

§ 153. Die Beamten des Polizei- und Sicherheitsdienstes sind Hülfsbeamte der Staatsanwaltschaft und sind in dieser Eigenschaft verpflichtet, den Anordnungen der Staatsanwälte bei dem Landgerichte ihres Bezirks und der diesen vorgesetzten Beamten Folge zu leisten.

Die nähere Bezeichnung derjenigen Beamtenklassen, auf welche diese Bestimmung Anwendung findet, erfolgt durch die Landesregierungen.

Elfter Titel. Gerichtsschreiber.

§ 154. Bei jedem Gerichte wird eine Gerichtsschreiberei

eingerichtet. Die Geschäftseinrichtung bei dem Reichsgerichte wird durch den Reichskanzler, bei den Landesgerichten durch die Landesjustizverwaltung bestimmt.

Zwölfter Titel. Zustellungs- und Vollstreckungsbeamte.

§ 155. Die Dienst- und Geschäftsverhältnisse der mit den Zustellungen, Ladungen und Vollstreckungen zu betrauenden Beamten (Gerichtsvollzieher) werden bei dem Reichsgerichte durch den Reichskanzler, bei den Landesgerichten durch die Landesjustizverwaltung bestimmt.

§ 156. Der Gerichtsvollzieher ist von der Ausübung seines Amts kraft Gesetzes ausgeschlossen:

I. in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten:

1) wenn er selbst Partei oder gesetzlicher Vertreter einer Partei ist oder zu einer Partei in dem Verhältnisse eines Mitberechtigten, Mitverpflichteten oder Schadensersatzpflichtigen steht;

2) wenn seine Ehefrau Partei ist, auch wenn die Ehe nicht mehr besteht;

3) wenn eine Person Partei ist, mit welcher er in gerader Linie verwandt, verschwägert oder durch Adoption verbunden, in der Seitenlinie bis zum dritten Grade verwandt oder bis zum zweiten Grade verschwägert ist, auch wenn die Ehe, durch welche die Schwägerschaft begründet ist, nicht mehr besteht;

II. in Strafsachen:

1. wenn er selbst durch die strafbare Handlung verletzt ist;

2. wenn er der Ehemann der Beschuldigten oder Verletzten ist oder gewesen ist;

3. wenn er mit dem Beschuldigten oder Verletzten in dem vorstehend unter Nr. I. 3 bezeichneten Verwandtschafts- oder Schwägerschaftsverhältnisse steht.

Dreizehnter Titel. Rechtshülfe.

§ 157. Die Gerichte haben sich in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten und in Strafsachen Rechtshülfe zu leisten.

§ 158. Das Ersuchen um Rechtshülfe ist an das Amtsgericht zu richten, in dessen Bezirke die Amtshandlung vorgenommen werden soll.

§ 159. Das Ersuchen darf nicht abgelehnt werden.

Das Ersuchen eines nicht im Instanzenzuge vorgesetzten Gerichts ist jedoch abzulehnen, wenn dem ersuchten Gerichte die örtliche Zuständigkeit mangelt oder die vorzunehmende Handlung nach dem Rechte des ersuchten Gerichts verboten ist.

§ 160. Wird das Ersuchen abgelehnt, oder wird der Vorschrift des § 159 Abs. 2 zuwider dem Ersuchen stattgegeben, so entscheidet das Oberlandesgericht, zu dessen Bezirke das ersuchte Gericht gehört. Eine Anfechtung dieser Entscheidung findet nur

statt, wenn dieselbe die Rechtshülfe für unzulässig erklärt, und das ersuchende und das ersuchte Gericht den Bezirken verschiedener Oberlandesgerichte angehören. Über die Beschwerde entscheidet das Reichsgericht.

Die Entscheidungen erfolgen auf Antrag der Beteiligten oder des ersuchenden Gerichts ohne vorgängige mündliche Verhandlung.

§ 161. Die Herbeiführung der zum Zwecke von Vollstreckungen, Ladungen und Zustellungen erforderlichen Handlungen erfolgt nach Vorschrift der Prozessordnungen ohne Rücksicht darauf, ob die Handlungen in dem Bundesstaate, welchem das Prozessgericht angehört, oder in einem anderen Bundesstaate vorzunehmen sind.

§ 162. Gerichte, Staatsanwaltschaften und Gerichtsschreiber können wegen Erteilung eines Auftrags an einen Gerichtsvollzieher die Mitwirkung des Gerichtsschreibers des Amtsgerichts in Anspruch nehmen, in dessen Bezirke der Auftrag ausgeführt werden soll. Der von dem Gerichtsschreiber beauftragte Gerichtsvollzieher gilt als unmittelbar beauftragt.

§ 163. Eine Freiheitsstrafe welche die Dauer von sechs Wochen nicht übersteigt, ist in demjenigen Bundesstaate zu vollstrecken, in welchem der Verurteilte sich befindet.

§ 164. Soll eine Freiheitsstrafe in dem Bezirke eines anderen Gerichts vollstreckt oder ein in dem Bezirke eines anderen Gerichts befindlicher Verurteilter zum Zwecke der Strafverbüssung ergriffen und abgeliefert werden, so ist die Staatsanwaltschaft bei dem Landgerichte des Bezirks um die Ausführung zu ersuchen.

§ 165. Im Falle der Rechtshülfe unter den Behörden verschiedener Bundesstaaten sind die baren Auslagen, welche durch eine Ablieferung oder Strafvollstreckung entstehen, der ersuchten Behörde von der ersuchenden zu erstatten.

Im übrigen werden Kosten der Rechtshülfe von der ersuchenden Behörde nicht erstattet.

Ist eine zahlungspflichtige Partei vorhanden, so sind die Kosten von derselben durch die ersuchende Behörde einzuziehen und der eingezogene Betrag der ersuchten Behörde zu übersenden.

Stempel-, Einregistrierungsgebühren oder andere öffentliche Abgaben, welchen die von der ersuchenden Behörde übersendeten Schriftstücke (Urkunden, Protokolle) nach dem Rechte der ersuchten Behörde unterliegen, bleiben ausser Ansatz.

§ 166. Für die Höhe der den geladenen Zeugen und Sachverständigen gebührenden Beträge sind die Bestimmungen massgebend, welche bei dem Gerichte gelten, vor welches die Ladung erfolgt.

Sind die Beträge nach dem Rechte des Aufenthaltsorts der geladenen Personen höher, so können die höheren Beträge gefordert werden.

Bei weiterer Entfernung des Aufenthaltsorts der geladenen Personen ist denselben auf Antrag ein Vorschuss zu bewilligen.

§ 167. Ein Gericht darf Amtshandlungen ausserhalb seines

Bezirks ohne Zustimmung des Amtsgerichts des Orts nur vornehmen, wenn Gefahr im Verzuge obwaltet. In diesem Falle ist dem Amtsgerichte des Orts Anzeige zu machen.

§ 168. Die Sicherheitsbeamten eines Bundesstaates sind ermächtigt, die Verfolgung eines Flüchtigen auf das Gebiet eines anderen Bundesstaates fortzusetzen und den Flüchtigen daselbst zu ergreifen.

Der Ergriffene ist unverzüglich an das nächste Gericht oder die nächste Polizeibehörde des Bundesstaates, in welchem er ergriffen wurde, abzuführen.

§ 169. Die in einem Bundesstaate bestehenden Vorschriften über die Mitteilung von Akten einer öffentlichen Behörde an ein Gericht dieses Bundesstaates kommen auch dann zur Anwendung, wenn das ersuchende Gericht einem anderen Bundesstaate angehört.

Vierzehnter Titel. Öffentlichkeit und Sitzungspolizei.

§ 170. Die Verhandlung vor dem erkennenden Gerichte einschliesslich der Verkündung der Urteile und Beschlüsse desselben erfolgt öffentlich.

§ 171. In Ehesachen ist die Öffentlichkeit auszuschliessen, wenn eine der Parteien es beantragt.

§ 172. In dem auf die Klage wegen Anfechtung oder Wiederaufhebung der Entmündigung einer Person wegen Geisteskrankheit eingeleiteten Verfahren (§§ 605, 620 der Zivilprozessordnung) ist die Öffentlichkeit während der Vernehmung des Entmündigten auszuschliessen, auch kann auf Antrag einer der Parteien die Öffentlichkeit der Verhandlung überhaupt ausgeschlossen werden.

Das Verfahren wegen Entmündigung oder Wiederaufhebung der Entmündigung (§§ 593—604, 616—619 der Zivilprozessordnung) ist öffentlich.

§ 173. In allen Sachen kann durch das Gericht für die Verhandlung oder für einen Teil derselben die Öffentlichkeit ausgeschlossen werden, wenn sie eine Gefährdung der öffentlichen Ordnung oder der Sittlichkeit besorgen lässt.

§ 174. Die Verkündung des Urteils erfolgt in jedem Falle öffentlich.

§ 175. Über die Ausschliessung der Öffentlichkeit wird in nicht öffentlicher Sitzung verhandelt.

Der Beschluss, welcher die Öffentlichkeit ausschliesst, muss öffentlich verkündet werden.

§ 176. Der Zutritt zu öffentlichen Verhandlungen kann unerwachsenen und solchen Personen versagt werden, welche sich nicht im Besitze der bürgerlichen Ehrenrechte befinden oder welche in einer der Würde des Gerichts nicht entsprechenden Weise erscheinen.

Zu nichtöffentlichen Verhandlungen kann der Zutritt einzelnen Personen von dem Vorsitzenden gestattet werden.

§ 177. Die Aufrechthaltung der Ordnung in der Sitzung liegt dem Vorsitzenden ob.

§ 178. Parteien, Beschuldigte, Zeugen, Sachverständige oder bei der Verhandlung nicht beteiligte Personen, welche den zur Aufrechthaltung der Ordnung erlassenen Befehlen nicht gehorchen, können auf Beschluss des Gerichts aus dem Sitzungszimmer entfernt, auch zur Haft abgeführt und während einer in dem Beschlusse zu bestimmenden Zeit, welche vierundzwanzig Stunden nicht übersteigen darf, festgehalten werden.

§ 179. Das Gericht kann gegen Parteien, Beschuldigte, Zeugen, Sachverständige oder bei der Verhandlung nicht beteiligte Personen, welche sich in der Sitzung einer Ungebühr schuldig machen, vorbehaltlich der strafgerichtlichen Verfolgung eine Ordnungsstrafe bis zu einhundert Mark oder bis zu drei Tagen Haft festsetzen und sofort vollstrecken lassen.

§ 180. Das Gericht kann gegen einen bei der Verhandlung beteiligten Rechtsanwalt oder Verteidiger, der sich in der Sitzung einer Ungebühr schuldig macht, vorbehaltlich der strafgerichtlichen oder disziplinaren Verfolgung eine Ordnungsstrafe bis zu einhundert Mark festsetzen.

§ 181. Die Vollstreckung der vorstehend bezeichneten Ordnungsstrafen hat der Vorsitzende unmittelbar zu veranlassen.

§ 182. Die in den §§ 177—181 bezeichneten Befugnisse stehen auch einem einzelnen Richter bei der Vornahme von Amtshandlungen ausserhalb der Sitzung zu.

§ 183. Ist in den Fällen der §§ 179, 180, 182 eine Ordnungsstrafe festgesetzt, so findet binnen der Frist von einer Woche nach der Bekanntmachung der Entscheidung Beschwerde statt, sofern die Entscheidung nicht von dem Reichsgerichte oder einem Oberlandesgerichte getroffen ist.

Die Beschwerde hat in dem Falle des § 179 keine aufschiebende Wirkung, in den Fällen des § 180 und des § 182 aufschiebende Wirkung.

Über die Beschwerde entscheidet das Oberlandesgericht.

§ 184. Ist eine Ordnungsstrafe wegen Ungebühr festgesetzt oder eine Person zur Haft abgeführt oder eine bei der Verhandlung beteiligte Person entfernt worden, so ist der Beschluss des Gerichts und dessen Veranlassung in das Protokoll aufzunehmen.

§ 185. Wird eine strafbare Handlung in der Sitzung begangen, so hat das Gericht den Thatbestand festzustellen und der zuständigen Behörde das darüber aufgenommene Protokoll mitzuteilen. In geeigneten Fällen ist die vorläufige Festnahme des Thäters zu verfügen.

Fünfzehnter Titel. Gerichtssprache.

§ 186. Die Gerichtssprache ist die deutsche.

§ 187. Wird unter Beteiligung von Personen verhandelt, welche der deutschen Sprache nicht mächtig sind, so ist ein Dolmetscher zuzuziehen. Die Führung eines Nebenprotokolls in der fremden Sprache findet nicht statt; jedoch sollen Aussagen und

Erklärungen in fremder Sprache, wenn und soweit der Richter dies mit Rücksicht auf die Wichtigkeit der Sache für erforderlich erachtet, auch in der fremden Sprache in das Protokoll oder in eine Anlage niedergeschrieben werden. In den dazu geeigneten Fällen soll dem Protokolle eine durch den Dolmetscher zu beglaubigende Übersetzung beigefügt werden.

Die Zuziehung eines Dolmetschers kann unterbleiben, wenn die beteiligten Personen sämtlich der fremden Sprache mächtig sind.

§ 188. Zur Verhandlung mit tauben oder stummen Personen ist, sofern nicht eine schriftliche Verständigung erfolgt, eine Person als Dolmetscher zuzuziehen, mit deren Hülfe die Verständigung in anderer Weise erfolgen kann.

§ 189. Ob einer Partei, welche taub ist, bei der mündlichen Verhandlung der Vortrag zu gestatten sei, bleibt dem Ermessen des Gerichts überlassen.

Dasselbe gilt in Anwaltsprozessen von einer Partei, die der deutschen Sprache nicht mächtig ist.

§ 190. Personen, welche der deutschen Sprache nicht mächtig sind, leisten Eide in der ihnen geläufigen Sprache.

§ 191. Der Dolmetscher hat einen Eid dahin zu leisten, dass er treu und gewissenhaft übertragen werde.

Ist der Dolmetscher für Übertragungen der betreffenden Art im allgemeinen beeidigt, so genügt die Berufung auf den geleisteten Eid.

§ 192. Der Dienst des Dolmetschers kann von dem Gerichtsschreiber wahrgenommen werden. Einer besonderen Beeidigung bedarf es nicht.

§ 193. Auf den Dolmetscher finden die Bestimmungen über Ausschliessung und Ablehnung der Sachverständigen entsprechende Anwendung. Die Entscheidung erfolgt durch das Gericht oder den Richter, von welchem der Dolmetscher zugezogen ist.

Sechzehnter Titel. Beratung und Abstimmung.

§ 194. Bei Entscheidungen dürfen Richter nur in der gesetzlich bestimmten Anzahl mitwirken.

Bei Verhandlungen von längerer Dauer kann der Vorsitzende die Zuziehung von Ergänzungsrichtern anordnen, welche der Verhandlung beizuwohnen und im Falle der Verhinderung eines Richters für denselben einzutreten haben.

Die vorstehenden Bestimmungen finden auch auf Schöffen und Geschworene Anwendung.

§ 195. Die Beratung und Abstimmung des Gerichts erfolgt nicht öffentlich.

Diese Vorschrift steht der Zulassung der bei dem Gerichte zu ihrer juristischen Ausbildung beschäftigten Personen nicht entgegen.

§ 196. Der Vorsitzende leitet die Beratung, stellt die Fragen und sammelt die Stimmen.

Meinungsverschiedenheiten über den Gegenstand, die Fassung

und die Reihenfolge der Fragen oder über das Ergebnis der Abstimmung entscheidet das Gericht.

§ 197. Kein Richter, Schöffe oder Geschworener darf die Abstimmung über eine Frage verweigern, weil er bei der Abstimmung über eine vorhergegangene Frage in der Minderheit geblieben ist.

§ 198. Die Entscheidungen erfolgen, soweit das Gesetz nicht ein Anderes bestimmt, nach der absoluten Mehrheit der Stimmen.

Bilden sich in Beziehung auf Summen, über welche zu entscheiden ist, mehr als zwei Meinungen, deren keine die Mehrheit für sich hat, so werden die für die grösste Summe abgegebenen Stimmen den für die zunächst geringere abgegebenen so lange hinzugerechnet, bis sich die Mehrheit ergiebt.

Bilden sich in einer Strafsache, von der Schuldfrage abgesehen, mehr als zwei Meinungen, deren keine die Mehrheit für sich hat, so werden die dem Beschuldigten nachteiligsten Stimmen den zunächst minder nachteiligen so lange hinzugerechnet, bis sich eine Mehrheit ergiebt.

§ 199. Die Reihenfolge bei der Abstimmung richtet sich nach dem Dienstalter, bei den Schöffengerichten und den Kammern für Handelssachen nach dem Lebensalter; der Jüngste stimmt zuerst, der Vorsitzende zuletzt. Wenn ein Berichterstatter ernannt ist, so giebt dieser seine Stimme zuerst ab.

Bei der Abstimmung der Geschworenen richtet sich die Reihenfolge nach der Auslosung. Der Obmann stimmt zuletzt.

§ 200. Schöffen und Geschworene sind verpflichtet über den Hergang bei der Beratung und Abstimmung Stillschweigen zu beobachten.

Siebenzehnter Titel. Gerichtsferien.

§ 201. Die Gerichtsferien beginnen am 15. Juli und endigen am 15. September.

§ 202. Während der Ferien werden nur in Feriensachen Termine abgehalten und Entscheidungen erlassen.

Feriensachen sind:

1) Strafsachen;
2) Arrestsachen und die eine einstweilige Verfügung betreffenden Sachen;
3) Mess- und Marktsachen;
4) Streitigkeiten zwischen Vermietern und Mietern von Wohnungs- und anderen Räumen wegen Überlassung, Benutzung und Räumung derselben, sowie wegen Zurückhaltung der vom Mieter in die Mietsräume eingebrachten Sachen;
5) Wechselsachen;
6) Bausachen, wenn über Fortsetzung eines angefangenen Baues gestritten wird.

Das Gericht kann auf Antrag auch andere Sachen, soweit sie besonderer Beschleunigung bedürfen, als Feriensachen be-

zeichnen. Die gleiche Befugnis hat vorbehaltlich der Entscheidung des Gerichts der Vorsitzende.

§ 203. Zur Erledigung der Feriensachen können bei den Landgerichten Ferienkammern, bei den Oberlandesgerichten und dem Reichsgerichte Feriensenate gebildet werden.

§ 204. Auf das Mahnverfahren, das Zwangsvollstreckungsverfahren und das Konkursverfahren sind die Ferien ohne Einfluss.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 27. Januar 1877.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

32. Gesetz betr. die Stellvertretung des Reichskanzlers. 1878 März 17.

Reichs-Gesetzblatt 1878, S. 7 f.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Die zur Gültigkeit der Anordnungen und Verfügungen des Kaisers erforderliche Gegenzeichnung des Reichskanzlers, sowie die sonstigen demselben durch die Verfassung und die Gesetze des Reichs übertragenen Obliegenheiten können nach Massgabe der folgenden Bestimmungen durch Stellvertreter wahrgenommen werden, welche der Kaiser auf Antrag des Reichskanzlers in Fällen der Behinderung desselben ernennt.

§ 2. Es kann ein Stellvertreter allgemein für den gesamten Umfang der Geschäfte und Obliegenheiten des Reichskanzlers ernannt werden. Auch können für diejenigen einzelnen Amtszweige, welche sich in der eigenen und unmittelbaren Verwaltung des Reichs befinden, die Vorstände der dem Reichskanzler untergeordneten obersten Reichsbehörden mit der Stellvertretung desselben im ganzen Umfang oder in einzelnen Teilen ihres Geschäftskreises beauftragt werden.

§ 3. Dem Reichskanzler ist vorbehalten, jede Amtshandlung auch während der Dauer einer Stellvertretung selbst vorzunehmen.

§ 4. Die Bestimmung des Artikel 15 der Reichsverfassung wird durch dieses Gesetz nicht berührt.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 17. März 1878.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

33. Gesetz betr. Errichtung des Reichsamts für die Verwaltung der Reichseisenbahnen. 1878 Mai 27.

Reichs-Gesetzblatt 1879, S. 193 (ausgegeben 14. Juli 1879).

Auf den Bericht vom 24. d. M. und J. will Ich nach Ihrem Antrage genehmigen, dass die Verwaltung der Reichseisenbahnen von einem besonderen Reichsamte als einer dem Reichskanzler unmittelbar unterstellten Zentralbehörde geleitet werde.

Berlin den 27. Mai 1878.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

An den Reichskanzler.

34. Gesetz gegen die gemeingefährlichen Bestrebungen der Sozialdemokratie. 1878 Okt. 21.

Reichs-Gesetzblatt 1878, S. 351—58.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Vereine, welche durch sozialdemokratische, sozialistische oder kommunistische Bestrebungen den Umsturz der bestehenden Staats- oder Gesellschaftsordnung bezwecken, sind zu verbieten.

Dasselbe gilt von Vereinen, in welchen sozialdemokratische, sozialistische oder kommunistische, auf den Umsturz der bestehenden Staats- oder Gesellschaftsordnung gerichtete Bestrebungen in einer den öffentlichen Frieden, insbesondere die Eintracht der Bevölkerungsklassen gefährdenden Weise zu Tage treten.

Den Vereinen stehen gleich Verbindungen jeder Art.

§ 2. Auf eingetragene Genossenschaften findet im Falle des § 1 Abs. 2 der § 35 des Gesetzes vom 4. Juli 1868, betreffend die privatrechtliche Stellung der Erwerbs- und Wirtschaftsgenossenschaften (Bundes-Gesetzbl. S. 415 ff.), Anwendung.

Auf eingeschriebene Hülfskassen findet im gleichen Falle der § 29 des Gesetzes über die eingeschriebenen Hülfskassen vom 7. April 1876 (Reichs-Gesetzbl. S. 125 ff.) Anwendung.

§ 3. Selbständige Kassenvereine (nicht eingeschriebene), welche nach ihren Statuten die gegenseitige Unterstützung ihrer Mitglieder bezwecken, sind im Falle des § 1 Abs. 2 zunächst nicht zu verbieten, sondern unter eine ausserordentliche staatliche Kontrolle zu stellen.

Sind mehrere selbständige Vereine der vorgedachten Art zu einem Verbande vereinigt, so kann, wenn in einem derselben die im § 1 Abs. 2 bezeichneten Bestrebungen zu Tage treten, die

Ausscheidung dieses Vereins aus dem Verbande und die Kontrolle über denselben angeordnet werden.

In gleicher Weise ist, wenn die bezeichneten Bestrebungen in einem Zweigvereine zu Tage treten, die Kontrolle auf diesen zu beschränken.

§ 4. Die mit der Kontrolle betraute Behörde ist befugt:

1) allen Sitzungen und Versammlungen des Vereins beizuwohnen,
2) Generalversammlungen einzuberufen und zu leiten,
3) die Bücher, Schriften und Kassenbestände einzusehen, sowie Auskunft über die Verhältnisse des Vereins zu erfordern,
4) die Ausführung von Beschlüssen, welche zur Förderung der im § 1 Abs. 2 bezeichneten Bestrebungen geeignet sind, zu untersagen,
5) mit der Wahrnehmung der Obliegenheiten des Vorstandes oder anderer leitender Organe des Vereins geeignete Personen zu betrauen,
6) die Kassen in Verwahrung und Verwaltung zu nehmen.

§ 5. Wird durch die Generalversammlung, durch den Vorstand oder durch ein anderes leitendes Organ des Vereins den von der Kontrollbehörde innerhalb ihrer Befugnisse erlassenen Anordnungen zuwidergehandelt oder treten in dem Vereine die im § 1 Abs. 2 bezeichneten Bestrebungen auch nach Einleitung der Kontrolle zu Tage, so kann der Verein verboten werden.

§ 6. Zuständig für das Verbot und die Anordnung der Kontrolle ist die Landespolizeibehörde. Das Verbot ausländischer Vereine steht dem Reichskanzler zu.

Das Verbot ist in allen Fällen durch den Reichsanzeiger, das von der Landespolizeibehörde erlassene Verbot überdies durch das für amtliche Bekanntmachungen der Behörde bestimmte Blatt des Ortes oder des Bezirkes bekannt zu machen.

Das Verbot ist für das ganze Bundesgebiet wirksam und umfasst alle Verzweigungen des Vereins, sowie jeden vorgeblich neuen Verein, welcher sachlich als der alte sich darstellt.

§ 7. Auf Grund des Verbots sind die Vereinskasse, sowie alle für Zwecke des Vereins bestimmte Gegenstände durch die Behörde in Beschlag zu nehmen.

Nachdem das Verbot endgültig geworden ist, hat die von der Landespolizeibehörde zu bezeichnende Verwaltungsbehörde die Abwickelung der Geschäfte des Vereins (Liquidation) geeigneten Personen zu übertragen und zu überwachen, auch die Namen der Liquidatoren bekannt zu machen.

An die Stelle des in den Gesetzen oder Statuten vorgesehenen Beschlusses der Generalversammlung tritt der Beschluss der Verwaltungsbehörde.

Das liquidierte Vereinsvermögen ist, unbeschadet der Rechtsansprüche Dritter und der Vereinsmitglieder, nach Massgabe der Vereinsstatuten, beziehungsweise der allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen zu verwenden.

Der Zeitpunkt, in welchem das Verbot endgültig wird, ist als der Zeitpunkt der Auflösung oder Schliessung des Vereins (der Kasse) anzusehen.

Gegen die Anordnungen der Behörde findet nur die Beschwerde an die Aufsichtsbehörden statt.

§ 8. Das von der Landespolizeibehörde erlassene Verbot, sowie die Anordnung der Kontrolle ist dem Vereinsvorstande, sofern ein solcher im Inlande vorhanden ist, durch schriftliche, mit Gründen versehene Verfügung bekannt zu machen. Gegen dieselbe steht dem Vereinsvorstande die Beschwerde (§ 26) zu.

Die Beschwerde ist innerhalb einer Woche nach der Zustellung der Verfügung bei der Behörde anzubringen, welche dieselbe erlassen hat.

Die Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 9. Versammlungen, in denen sozialdemokratische, sozialistische oder kommunistische, auf den Umsturz der bestehenden Staats- oder Gesellschaftsordnung gerichtete Bestrebungen zu Tage treten, sind aufzulösen.

Versammlungen, von denen durch Thatsachen die Annahme gerechtfertigt ist, dass sie zur Förderung der im ersten Absatze bezeichneten Bestrebungen bestimmt sind, sind zu verbieten.

Den Versammlungen werden öffentliche Festlichkeiten und Aufzüge gleichgestellt.

§ 10. Zuständig für das Verbot und die Auflösung ist die Polizeibehörde.

Die Beschwerde findet nur an die Aufsichtsbehörden statt.

§ 11. Druckschriften, in welchen sozialdemokratische, sozialistische oder kommunistische, auf den Umsturz der bestehenden Staats- oder Gesellschaftsordnung gerichtete Bestrebungen in einer den öffentlichen Frieden, insbesondere die Eintracht der Bevölkerungsklassen gefährdenden Weise zu Tage treten, sind zu verbieten.

Bei periodischen Druckschriften kann das Verbot sich auch auf das fernere Erscheinen erstrecken, sobald auf Grund dieses Gesetzes das Verbot einer einzelnen Nummer erfolgt.

§ 12. Zuständig für das Verbot ist die Landespolizeibehörde, bei periodischen, im Inlande erscheinenden Druckschriften die Landespolizeibehörde des Bezirks, in welchem die Druckschrift erscheint. Das Verbot der ferneren Verbreitung einer im Auslande erscheinenden periodischen Druckschrift steht dem Reichskanzler zu.

Das Verbot ist in der im § 6 Abs. 2 vorgeschriebenen Weise bekannt zu machen und ist für das ganze Bundesgebiet wirksam.

§ 13. Das von der Landespolizeibehörde erlassene Verbot einer Druckschrift ist dem Verleger oder dem Herausgeber, das Verbot einer nicht periodisch erscheinenden Druckschrift auch dem auf derselben benannten Verfasser, sofern diese Personen im Inlande vorhanden sind, durch schriftliche, mit Gründen versehene Verfügung bekannt zu machen.

Gegen die Verfügung steht dem Verleger oder dem Herausgeber, sowie dem Verfasser die Beschwerde (§ 26) zu.

Die Beschwerde ist innerhalb einer Woche nach der Zustellung der Verfügung bei der Behörde anzubringen, welche dieselbe erlassen hat.

Die Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 14. Auf Grund des Verbots sind die von demselben betroffenen Druckschriften da, wo sie sich zum Zwecke der Verbreitung vorfinden, in Beschlag zu nehmen. Die Beschlagnahme kann sich auf die zur Vervielfältigung dienenden Platten und Formen erstrecken; bei Druckschriften im engeren Sinne hat auf Antrag des Beteiligten statt Beschlagnahme des Satzes das Ablegen des letzteren zu geschehen. Die in Beschlag genommenen Druckschriften, Platten und Formen sind, nachdem das Verbot endgültig geworden ist, unbrauchbar zu machen.

Die Beschwerde findet nur an die Aufsichtsbehörden statt.

§ 15. Die Polizeibehörde ist befugt, Druckschriften der im § 11 bezeichneten Art, sowie die zu ihrer Vervielfältigung dienenden Platten und Formen schon vor Erlass eines Verbots vorläufig in Beschlag zu nehmen. Die in Beschlag genommene Druckschrift ist innerhalb vierundzwanzig Stunden der Landespolizeibehörde einzureichen. Letztere hat entweder die Wiederaufhebung der Beschlagnahme sofort anzuordnen oder innerhalb einer Woche das Verbot zu erlassen. Erfolgt das Verbot nicht innerhalb dieser Frist, so erlischt die Beschlagnahme, und müssen die einzelnen Stücke, Platten und Formen freigegeben werden.

§ 16. Das Einsammeln von Beiträgen zur Förderung von sozialdemokratischen, sozialistischen oder kommunistischen, auf den Umsturz der bestehenden Staats- oder Gesellschaftsordnung gerichteten Bestrebungen, sowie die öffentliche Aufforderung zur Leistung solcher Beiträge sind polizeilich zu verbieten. Das Verbot ist öffentlich bekannt zu machen.

Die Beschwerde findet nur an die Aufsichtsbehörden statt.

§ 17. Wer an einem verbotenen Vereine (§ 6) als Mitglied sich beteiligt oder eine Thätigkeit im Interesse eines solchen Vereins ausübt, wird mit Geldstrafe bis zu fünfhundert Mark oder mit Gefängnis bis zu drei Monaten bestraft. Eine gleiche Strafe trifft denjenigen, welcher an einer verbotenen Versammlung (§ 9) sich beteiligt oder welcher nach polizeilicher Auflösung einer Versammlung (§ 9) sich nicht sofort entfernt.

Gegen diejenigen, welche sich an dem Vereine oder an der Versammlung als Vorsteher, Leiter, Ordner, Agenten, Redner oder Kassierer beteiligen oder welche zu der Versammlung auffordern, ist auf Gefängnis von einem Monat bis zu einem Jahre zu erkennen.

§ 18. Wer für einen verbotenen Verein oder für eine verbotene Versammlung Räumlichkeiten hergiebt, wird mit Gefängnis von einem Monat bis zu einem Jahre bestraft.

§ 19. Wer eine verbotene Druckschrift (§§ 11, 12) oder

wer eine von der vorläufigen Beschlagnahme betroffene Druckschrift (§ 15) verbreitet, fortsetzt oder wieder abdruckt, wird mit Geldstrafe bis zu eintausend Mark oder mit Gefängnis bis zu sechs Monaten bestraft.

§ 20. Wer einem nach § 16 erlassenen Verbote zuwiderhandelt, wird mit Geldstrafe bis zu fünfhundert Mark oder mit Gefängnis bis zu drei Monaten bestraft. Ausserdem ist das zufolge der verbotenen Sammlung oder Aufforderung Empfangene oder der Wert desselben der Armenkasse des Orts der Sammlung für verfallen zu erklären.

§ 21. Wer ohne Kenntnis, jedoch nach erfolgter Bekanntmachung des Verbots durch den Reichsanzeiger (§§ 6, 12) eine der in den §§ 17, 18, 19 verbotenen Handlungen begeht, ist mit Geldstrafe bis zu einhundertfünfzig Mark oder mit Haft zu bestrafen.

Gleiche Strafe trifft den, welcher nach erfolgter Bekanntmachung des Verbots einem nach § 16 erlassenen Verbote zuwiderhandelt. Die Schlussbestimmung des § 20 findet Anwendung.

§ 22. Gegen Personen, welche sich die Agitation für die im § 1 Abs. 2 bezeichneten Bestrebungen zum Geschäfte machen, kann im Falle einer Verurteilung wegen Zuwiderhandlungen gegen die §§ 17 bis 20 neben der Freiheitsstrafe auf die Zulässigkeit der Einschränkung ihres Aufenthaltes erkannt werden.

Auf Grund dieses Erkenntnisses kann dem Verurteilten der Aufenthalt in bestimmten Bezirken oder Ortschaften durch die Landespolizeibehörde versagt werden, jedoch in seinem Wohnsitze nur dann, wenn er denselben nicht bereits seit sechs Monaten inne hat. Ausländer können von der Landespolizeibehörde aus dem Bundesgebiete ausgewiesen werden. Die Beschwerde findet nur an die Aufsichtsbehörden statt.

Zuwiderhandlungen werden mit Gefängnis von einem Monat bis zu einem Jahre bestraft.

§ 23. Unter den im § 22 Abs. 1 bezeichneten Voraussetzungen kann gegen Gastwirte, Schankwirte, mit Branntwein oder Spiritus Kleinhandel treibende Personen, Buchdrucker, Buchhändler, Leihbibliothekare und Inhaber von Lesekabinetten neben der Freiheitsstrafe auf Untersagung ihres Gewerbebetriebes erkannt werden.

§ 24. Personen, welche es sich zum Geschäft machen, die im § 1 Abs. 2 bezeichneten Bestrebungen zu fördern oder welche auf Grund einer Bestimmung dieses Gesetzes rechtskräftig zu einer Strafe verurteilt worden sind, kann von der Landespolizeibehörde die Befugnis zur gewerbsmässigen oder nicht gewerbsmässigen öffentlichen Verbreitung von Druckschriften, sowie die Befugnis zum Handel mit Druckschriften im Umherziehen entzogen werden.

Die Beschwerde findet nur an die Aufsichtsbehörden statt.

§ 25. Wer einem auf Grund des § 23 ergangenen Urteil oder einer auf Grund des § 24 erlassenen Verfügung zuwider-

handelt, wird mit Geldstrafe bis zu eintausend Mark oder mit Haft oder mit Gefängnis bis zu sechs Monaten bestraft.

§ 26. Zur Entscheidung der in den Fällen der §§ 8, 13 erhobenen Beschwerden wird eine Kommission gebildet. Der Bundesrat wählt vier Mitglieder aus seiner Mitte und fünf aus den Mitgliedern der höchsten Gerichte des Reichs oder der einzelnen Bundesstaaten.

Die Wahl dieser fünf Mitglieder erfolgt für die Zeit der Dauer dieses Gesetzes und für die Dauer ihres Verbleibens in richterlichem Amte.

Der Kaiser ernennt den Vorsitzenden und aus der Zahl der Mitglieder der Kommission dessen Stellvertreter.

§ 27. Die Kommission entscheidet in der Besetzung von fünf Mitgliedern, von denen mindestens drei zu den richterlichen Mitgliedern gehören müssen. Vor der Entscheidung über die Beschwerde ist den Beteiligten Gelegenheit zur mündlichen oder schriftlichen Begründung ihrer Anträge zu geben. Die Kommission ist befugt, Beweis in vollem Umfange, insbesondere durch eidliche Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen zu erheben oder mittelst Ersuchens einer Behörde des Reichs oder eines Bundesstaates erheben zu lassen. Hinsichtlich der Verpflichtung, sich als Zeuge oder Sachverständiger vernehmen zu lassen, sowie hinsichtlich der im Falle des Ungehorsams zu verhängenden Strafen kommen die Bestimmungen der am Sitze der Kommission, beziehungsweise der ersuchten Behörde geltenden bürgerlichen Prozessgesetze zur Anwendung. Die Entscheidungen erfolgen nach freiem Ermessen und sind endgültig.

Im übrigen wird der Geschäftsgang bei der Kommission durch ein von derselben zu entwerfendes Regulativ geordnet, welches der Bestätigung des Bundesrats unterliegt.

§ 28. Für Bezirke oder Ortschaften, welche durch die im § 1 Abs. 2 bezeichneten Bestrebungen mit Gefahr für die öffentliche Sicherheit bedroht sind, können von den Zentralbehörden der Bundesstaaten die folgenden Anordnungen, soweit sie nicht bereits landesgesetzlich zulässig sind, mit Genehmigung des Bundesrats für die Dauer von längstens einem Jahre getroffen werden:

1) dass Versammlungen nur mit vorgängiger Genehmigung der Polizeibehörde stattfinden dürfen; auf Versammlungen zum Zweck einer ausgeschriebenen Wahl zum Reichstag oder zur Landesvertretung erstreckt sich diese Beschränkung nicht;
2) dass die Verbreitung von Druckschriften auf öffentlichen Wegen, Strassen, Plätzen oder an anderen öffentlichen Orten nicht stattfinden darf;
3) dass Personen, von denen eine Gefährdung der öffentlichen Sicherheit oder Ordnung zu besorgen ist, der Aufenthalt in den Bezirken oder Ortschaften versagt werden kann;
4) dass der Besitz, das Tragen, die Einführung und der Verkauf von Waffen verboten, beschränkt oder an bestimmte Voraussetzungen geknüpft wird.

Über jede auf Grund der vorstehenden Bestimmungen getroffene Anordnung muss dem Reichstag sofort, beziehungsweise bei seinem nächsten Zusammentreten Rechenschaft gegeben werden.

Die getroffenen Anordnungen sind durch den Reichsanzeiger und auf die für landespolizeiliche Verfügungen vorgeschriebene Weise bekannt zu machen.

Wer diesen Anordnungen oder den auf Grund derselben erlassenen Verfügungen mit Kenntnis oder nach erfolgter öffentlicher Bekanntmachung zuwiderhandelt, wird mit Geldstrafe bis zu eintausend Mark oder mit Haft oder mit Gefängnis bis zu sechs Monaten bestraft.

§ 29. Welche Behörden in jedem Bundesstaat unter der Bezeichnung Landespolizeibehörde, Polizeibehörde zu verstehen sind, wird von der Zentralbehörde des Bundesstaates bekannt gemacht.

§ 30. Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündigung inkraft und gilt bis zum 31. März 1881*).

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Potsdam den 21. Oktober 1878.

Im allerhöchsten Auftrage Seiner Majestät des Kaisers:
Friedrich Wilhelm, Kronprinz.
Fürst v. Bismarck.

35. Gesetz betr. die Verfassung u. Verwaltung Elsass-Lothringens. 1879 Juli 4.

Reichs-Gesetzblatt 1879, S. 165—169.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Deutschen Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Der Kaiser kann landesherrliche Befugnisse, welche ihm kraft Ausübung der Staatsgewalt in Elsass-Lothringen zustehen, einem Statthalter übertragen. Der Statthalter wird vom Kaiser ernannt und abberufen. Er residiert in Strassburg.

Der Umfang der dem Statthalter zu übertragenden landesherrlichen Befugnisse wird durch kaiserliche Verordnung bestimmt.

§ 2. Auf den Statthalter gehen zugleich die durch Gesetze und Verordnungen dem Reichskanzler in elsass-lothringischen Landesangelegenheiten überwiesenen Befugnisse und Obliegenheiten, sowie die durch § 10 des Gesetzes, betreffend die Einrichtung der Verwaltung vom 30. Dezember 1871 (Gesetzbl. für Elsass-Loth-

*) Verlängert bis 30. Sept. 1886 durch Reichsgesetz v. 28. Mai 1884 (RGbl. 1884 S. 53), bis 30. Sept. 1888 durch R.-G. v. 20. April 1886 (RGbl. 1886 S. 77), bis 30. Sept. 1890 durch R.-G. v. 18. März 1888 (RGbl. 1888 S. 109).

ringen von 1872 S. 49) dem Oberpräsidenten übertragenen ausserordentlichen Gewalten über.

§ 3. Das Reichskanzleramt für Elsass-Lothringen und das Oberpräsidium in Elsass-Lothringen werden aufgelöst. Zur Wahrnehmung der von dem ersteren und dem Reichsjustizamte in der Verwaltung des Reichslandes, sowie der von dem Oberpräsidenten bisher geübten Obliegenheiten wird ein Ministerium für Elsass-Lothringen errichtet, welches in Strassburg seinen Sitz hat und an dessen Spitze ein Staatssekretär steht.

§ 4. Die Anordnungen und Verfügungen, welche der Statthalter kraft des ihm nach § 1 erteilten Auftrags trifft, bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Gegenzeichnung des Staatssekretärs, welcher dadurch die Verantwortlichkeit übernimmt.

In den im § 2 bezeichneten Angelegenheiten hat der Staatssekretär die Rechte und die Verantwortlichkeit eines Stellvertreters des Statthalters in dem Umfange, wie ein dem Reichskanzler nach Massgabe des Gesetzes vom 17. März 1878 (Reichs-Gesetzbl. S. 7) substituierter Stellvertreter sie hat. Dem Statthalter ist vorbehalten, jede in diesen Bereich fallende Amtshandlung selbst vorzunehmen.

§ 5. Das Ministerium für Elsass-Lothringen zerfällt in Abteilungen. An der Spitze der Abteilungen stehen Unterstaatssekretäre. Dem Staatssekretär kann die Leitung einer Abteilung übertragen werden. Das Nähere über die Organisation des Ministeriums wird durch kaiserliche Verordnung bestimmt.

§ 6. Der Staatssekretär, die Unterstaatssekretäre und die Räte des Ministeriums werden vom Kaiser unter Gegenzeichnung des Statthalters, die übrigen höheren Beamten des Ministeriums werden vom Statthalter, die Subaltern- und Unterbeamten vom Staatssekretär ernannt.

Auf den Staatssekretär und die Unterstaatssekretäre finden die Bestimmungen der §§ 25, 35 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der Reichsbeamten, vom 31. März 1873 (Gesetzbl. für Elsass-Lothringen S. 479) Anwendung.

Sämtliche Beamte des Ministeriums sind Landesbeamte im Sinne des die Rechtsverhältnisse der Beamten und Lehrer betreffenden Gesetzes vom 23. Dezember 1873 (Gesetzbl. für Elsass-Lothringen S. 479).

§ 7. Zur Vertretung der Vorlagen aus dem Bereiche der Landesgesetzgebung, sowie der Interessen Elsass-Lothringens bei Gegenständen der Reichsgesetzgebung können durch den Statthalter Kommissare in den Bundesrat abgeordnet werden, welche an dessen Beratungen über diese Angelegenheiten teilnehmen.

§ 8. Die in den §§ 5, 39, 52 und 68 des vorerwähnten Gesetzes vom 31. März 1873 bezeichneten Befugnisse des Bundesrats gehen bezüglich der Landesbeamten auf das Ministerium über. Auch bedarf es der Zustimmung des Bundesrats, welche in § 18 desselben Gesetzes, sowie in § 2 des die Kautionen der Beamten des Staates, der Gemeinden und der öffentlichen Anstalten be-

treffenden Gesetzes vom 15. Oktober 1873 (Gesetzbl. für Elsass-Lothringen S. 273) vorgesehen ist, fortan nicht mehr.

§ 9. Es wird ein Staatsrat eingesetzt, welcher berufen ist zur Begutachtung:

1) der Entwürfe zu Gesetzen,
2) der zur Ausführung von Gesetzen zu erlassenden allgemeinen Verordnungen,
3) anderer Angelegenheiten, welche ihm vom Statthalter überwiesen werden.

Durch die Landesgesetzgebung können dem Staatsrat auch andere, insbesondere beschliessende Funktionen übertragen werden.

§ 10. Der Staatsrat besteht unter dem Vorsitze des Statthalters aus folgenden Mitgliedern:

1) dem Staatssekretär,
2) den Unterstaatssekretären,
3) dem Präsidenten des Oberlandesgerichts und dem ersten Beamten der Staatsanwaltschaft bei diesem Gerichte,
4) acht bis zwölf Mitgliedern, welche der Kaiser ernennt.

Von den unter 4 bezeichneten Mitgliedern werden drei auf den Vorschlag des Landesausschusses ernannt, die übrigen beruft der Kaiser aus allerhöchstem Vertrauen. Die Ernennung erfolgt jedesmal auf drei Jahre.

Im Vorsitze des Staatsrats wird der Statthalter im Behinderungsfalle durch den Staatssekretär vertreten.

Die Geschäftsordnung des Staatsrats wird vom Kaiser festgestellt.

§ 11. Die Mitglieder des kaiserlichen Rats in Elsass-Lothringen (§ 8 des Gesetzes vom 30. Dezember 1871) werden bis auf weiteres in der Zahl von zehn durch kaiserliche Verordnung ernannt.

§ 12. Die Zahl der Mitglieder des Landesausschusses wird auf achtundfünfzig erhöht.

Von den Mitgliedern werden vierunddreissig nach Massgabe der in dem kaiserlichen Erlass vom 29. Oktober 1874 getroffenen Bestimmungen durch die Bezirkstage, und zwar zehn durch den Bezirkstag des Ober-Elsass, elf durch den Bezirkstag von Lothringen, dreizehn durch den Bezirkstag des Unter-Elsass gewählt. Die Wahl von Stellvertretern findet ferner nicht statt.

§ 13. Von den übrigen vierundzwanzig Mitgliedern werden je eines in den Gemeinden Strassburg, Mülhausen, Metz und Colmar, zwanzig von den zwanzig Landkreisen, in den Kreisen Mülhausen und Colmar unter Ausscheidung der gleichnamigen Stadtgemeinde, gewählt.

§ 14. Die Abgeordneten von Strassburg, Mülhausen, Metz und Colmar werden von den Gemeinderäten aus deren Mitte gewählt.

Die Wahl in den Kreisen wird derart vorgenommen, dass die Gemeinderäte aus ihren Mitgliedern, in Gemeinden mit weniger als 1000 Einwohnern einen Wahlmann, in Gemeinden mit über

1000 Einwohnern für je volle 1000 Einwohner mehr einen Wahlmann mehr wählen.

Die Wahlmänner jedes Kreises wählen den Abgeordneten desselben.

Die Wahlen der Abgeordneten werden innerhalb vier Wochen nach der Wahl der Wahlmänner vorgenommen. Wählbar zum Abgeordneten ist, wer das aktive Gemeindewahlrecht besitzt und im Bezirke seinen Wohnsitz hat.

§ 15. Die Wahlen der Wahlmänner und der Abgeordneten geschehen in geheimer Abstimmung auf drei Jahre.

Das Recht des Wahlmannes sowie der von den Gemeinderäten unmittelbar gewählten Abgeordneten erlischt mit der Mitgliedschaft im Gemeinderat.

§ 16. In Gemeinden, deren Gemeinderat suspendiert oder aufgelöst ist, ruht das Wahlrecht.

§ 17. Die näheren Bestimmungen über die Ausführung der Wahlen werden durch kaiserliche Verordnung getroffen.

§ 18. Die nach §§ 13 bis 17 gewählten Abgeordneten haben, insofern sie noch nicht vereidet sind, bei ihrem Eintritt in den Landesausschuss den gleichen Eid zu leisten, wie die Mitglieder der Bezirkstage. Die Ausübung des Mandats wird durch die Leistung des Eides bedingt.

§ 19. Der Kaiser kann den Landesausschuss vertagen oder auflösen.

Die Auflösung des Landesausschusses zieht die Auflösung der Bezirkstage nach sich.

Die Neuwahlen zu den Bezirkstagen haben in einem solchen Falle innerhalb dreier Monate, die Neuwahlen zu dem Landesausschuss innerhalb sechs Monaten nach dem Tage der Auflösungsverordnung stattzufinden.

§ 20. Die Mitglieder des Ministeriums und die zu deren Vertretung abgeordneten Beamten haben das Recht, bei den Verhandlungen des Landesausschusses sowie in dessen Abteilungen und Kommissionen gegenwärtig zu sein. Sie müssen auf ihr Verlangen jederzeit gehört werden.

§ 21. Der Landesausschuss erhält das Recht, innerhalb des Bereiches der Landesgesetzgebung Gesetze vorzuschlagen und an ihn gerichtete Petitionen dem Ministerium zu überweisen.

Im übrigen bleiben die in dem Gesetze, betreffend die Landesgesetzgebung in Elsass-Lothringen, vom 2. Mai 1877 (Reichs-Gesetzbl. S. 491), sowie die im § 8 des Gesetzes, betreffend die Einführung der Reichsverfassung in Elsass-Lothringen vom 25. Juni 1873 (ebendaselbst S. 161) getroffenen Bestimmungen in Geltung.

§ 22. Das Gesetzblatt für Elsass-Lothringen — Gesetz vom 3. Juli 1871 (Gesetzbl. für Elsass-Lothringen S. 2) — wird vom Ministerium in Strassburg herausgegeben. Die im § 2 des erwähnten Gesetzes bezeichnete vierzehntägige Frist beginnt mit dem

Ablaufe des Tages, an welchem das betreffende Stück des Gesetzblattes in Strassburg ausgegeben worden ist.

§ 23. Der Zeitpunkt, an welchem dieses Gesetz inkraft tritt, wird durch kaiserliche Verordnung bestimmt.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Bad Ems den 4. Juli 1879.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

36. Erlass betr. Errichtung des Reichsschatzamts. 1879 Juli 14.

Reichs-Gesetzblatt 1879, S. 196.

Auf Ihren Bericht vom 12. dieses Monats bestimme Ich, dass die bisher mit dem Reichskanzleramt verbundene Finanzverwaltung des Reichs fortan mit einer besonderen, dem Reichskanzler unmittelbar unterstellten Zentralbehörde unter der Benennung „Reichsschatzamt“ zu führen ist.

Bad Ems den 14. Juli 1879.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

An den Reichskanzler.

37. Erlass betr. die Benennung des Reichskanzleramts (Reichsamt des Innern). 1879 Dez. 24.

Reichs-Gesetzblatt 1879, S. 321.

Auf Ihren Bericht vom 15. Dezember d. J. bestimme Ich, dass das Reichskanzleramt fernerhin den Namen „Reichsamt des Innern“ und der Vorstand dieser Behörde den Titel „Staatssekretär des Innern“ zu führen hat.

Berlin den 24. Dezember 1879.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

An den Reichskanzler.

38. Gesetz betr. Ergänzungen und Änderungen des Reichs-Militärgesetzes [oben Nr. 26]. 1880 Mai 6.

Reichs-Gesetzblatt 1880, S. 103—107; vgl. unten Nr. 42.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Artikel I.

Das Reichsmilitärgesetz vom 2. Mai 1874 (Reichs-Gesetzbl. 1874 S. 45) wird durch nachfolgende Bestimmungen ergänzt, beziehungsweise geändert.

§ 1. In Ausführung der Artikel 57, 59 und 60 der Reichsverfassung wird die Friedenspräsenzstärke des Heeres an Mannschaften für die Zeit vom 1. April 1881 bis zum 31. März 1888 auf 427274 Mann festgestellt. Die Einjährig-Freiwilligen kommen auf die Friedenspräsenzstärke nicht in Anrechnung.

§ 2. Vom 1. April 1881 ab werden die Infanterie in 503 Bataillone, die Feldartillerie in 340 Batterien, die Fussartillerie in 31 Bataillone, die Pioniere in 19 Bataillone formiert.

§ 3. Auf diejenigen Mannschaften, welche nach Erlass dieses Gesetzes wegen hoher Losnummer oder wegen geringer körperlicher Fehler der Ersatzreserve erster Klasse überwiesen werden (§ 25 Abs. 1 und Abs. 2b des Reichsmilitärgesetzes), finden, soweit dieselben nicht auf Grund der Ordination oder der Priesterweihe dem geistlichen Stande angehören, in Ergänzung ihrer bisherigen Verpflichtungen die nachfolgenden Bestimmungen Anwendung:

1) Dieselben dürfen im Frieden zu Übungen einberufen werden. Die Zahl der zur ersten Übung und der zu wiederholten Übungen einzuberufenden Mannschaften wird durch den Reichshaushaltsetat festgesetzt. Ersatzreservisten, welche geübt haben, verbleiben während der Gesamtdauer ihrer Ersatzreservepflicht in der Ersatzreserve erster Klasse.
2) Zunächst sind die Freigelosten nach der Reihenfolge ihrer Losnummern heranzuziehen, sodann diejenigen Mannschaften, welche wegen geringer körperlicher Fehler an die Ersatzreserve erster Klasse überwiesen werden, nach Massgabe des Lebensalters und der besseren Dienstbrauchbarkeit. Die Auswahl der letzteren erfolgt bei ihrer Überweisung zur Ersatzreserve erster Klasse im Aushebungsgeschäft.
3) Diese Übungspflicht erstreckt sich auf 4 Übungen, von welchen die erste eine Dauer von 10, die zweite eine Dauer von 4 und die beiden letzten eine Dauer von je 2 Wochen nicht überschreiten sollen. Der Gestellungstag für die erste Übung ist den Übungspflichtigen bei der Überweisung zur Ersatzreserve bekannt zu machen. Erfolgt die Einberufung zu einem späteren Termin, so kommt die Zwischenzeit auf die Dauer der Übung in Anrechnung. Letztere Bestimmung findet keine Anwendung, wenn die spätere Einberufung auf Ansuchen der Übungspflichtigen, oder wenn mit dem Einvernehmen der Zivilverwaltung im Interesse der Übungspflichtigen eine Verschiebung des Termins der Einberufung erfolgt.
4) Jungen Leuten von Bildung, welche sich während ihrer Dienstzeit selbst bekleiden, ausrüsten und verpflegen und welche die gewonnenen Kenntnisse in dem vorschriftsmässigen Umfange dargelegt haben (§ 11 des Gesetzes, betreffend die

Verpflichtung zum Kriegsdienst, vom 9. November 1867), steht für die erste Übung unter denjenigen Truppenteilen die Wahl frei, welchen für das betreffende Jahr die Ausbildung von Ersatzreserven übertragen ist.

5) Die Übungspflicht erlischt, wenn die ausgewählten Mannschaften innerhalb vierwöchentlicher Frist nach dem unter 3 bezeichneten Gestellungstage zur Übung nicht einberufen sind.

Ist der Gestellungstag auf Ansuchen des Übungspflichtigen oder mit dem Einvernehmen der Zivilverwaltung im Interesse des Übungspflichtigen verschoben worden, so ist für dies Erlöschen der Übungspflicht statt des unter 3 bezeichneten der verschobene Gestellungstag massgebend.

6) Von der Übungspflicht können die Mannschaften nach Massgabe des § 59 des Reichsmilitärgesetzes befreit werden. Jede Einberufung zum Dienst im Heere zählt für eine Übung. Schiffahrttreibende Mannschaften sollen zu Übungen im Sommer nicht eingezogen werden.

7) Die Jahreszeit, in welcher die Übungen stattfinden sollen, wird zwischen Militär- und Zivilbehörden unter Berücksichtigung der bürgerlichen Interessen vereinbart.

8) Übungspflichtige Ersatzreservisten unterstehen in Bezug auf Auswanderungserlaubnis, Entlassung aus der Staatsangehörigkeit, Befolgung des Einberufungsbefehls, sowie als Angehörige des aktiven Heeres während einer Übung den für Reservisten und Wehrleute geltenden Vorschriften.

§ 4. Die Versetzung aus der Reserve in die Landwehr und die Entlassung aus der Landwehr finden, soweit die zwölfjährige Gesamtdienstzeit (Art. 59 der Reichsverfassung) zur Einführung gelangt ist, im Frieden bei den nächsten, auf Erfüllung der Dienstzeit folgenden Frühjahrskontrollversammlungen statt.

Hinsichtlich derjenigen Mannschaften, deren Dienstzeit in der Periode vom 1. April bis zum 30. September ihr Ende erreicht, bewendet es bei der Bestimmung von § 62 des Reichsmilitärgesetzes.

Artikel II.

Die §§ 10, 12, 14, 53 und 66 des Reichsmilitärgesetzes vom 2. Mai 1874 (Reichs-Gesetzbl. 1874 S. 45) erhalten die nachstehende Fassung:

§ 10. Alle Wehrpflichtigen sind, wenn sie nicht freiwillig in den Heeresdienst eintreten (§§ 10 und 11 des Gesetzes vom 9. November 1867, Bundes-Gesetzbl. S. 131), vom 1. Januar des Kalenderjahres an, in welchem sie das 20. Lebensjahr vollenden, der Aushebung unterworfen (militärpflichtig). Sie haben sich zu diesem Zwecke vor den Ersatzbehörden zu gestellen, bis über ihre Dienstverpflichtung den Bestimmungen dieses Gesetzes gemäss endgültig entschieden ist, jedoch höchstens zweimal jährlich.

Der Eintritt zum drei- oder vierjährig-freiwilligen Dienst kann Militärpflichtigen durch die Ersatzbehörden gestattet werden.

§ 12. Jeder Militärpflichtige ist, sofern er nicht die Erlaubnis zum freiwilligen Eintritt in den Heeresdienst erhalten hat, in dem Aushebungsbezirke, in welchem er seinen dauernden Aufenthaltsort oder in Ermangelung eines solchen seinen Wohnsitz hat, gestellungspflichtig. Wer innerhalb des Bundesgebiets weder einen dauernden Aufenthaltsort noch einen Wohnsitz hat, ist in dem Aushebungsbezirke seines Geburtsorts gestellungspflichtig und, wenn der Geburtsort im Auslande liegt, in demjenigen Aushebungsbezirke des Inlandes, in welchem die Eltern oder Familienhäupter ihren letzten Wohnsitz hatten.

In dem Aushebungsbezirke, in welchem die Militärpflichtigen sich zu gestellen haben, werden sie auch, unter Anrechnung auf das von demselben aufzubringende Rekrutenkontingent, zum Militärdienst herangezogen.

§ 14. Die zum einjährig-freiwilligen Dienst Berechtigten haben die Verpflichtung, sich spätestens zum 1. Oktober desjenigen Jahres, in welchem sie das 23. Lebensjahr vollenden, zum Dienstantritt zu melden. Ausnahmsweise kann ihnen über diesen Zeitpunkt hinaus Aufschub gewährt werden. Bei ausbrechendem Kriege müssen sich alle zum einjährig-freiwilligen Dienst Berechtigten, welche bereits in das militärpflichtige Alter eingetreten sind, auf öffentliche Aufforderung sofort zum Heeresdienst stellen.

Wer die rechtzeitige Meldung zum Dienstantritt versäumt, verliert die Berechtigung zum einjährig-freiwilligen Dienst; nach Befinden der Ersatzbehörde kann ihm die Berechtigung wieder verliehen werden.

Ein Gesetz wird die Vorbedingungen regeln, welche zum einjährig-freiwilligen Dienst berechtigen.

Zur Annahme Einjährig-Freiwilliger sind die Truppen der Feldartillerie und des Trains in Orten, wo ausserdem Truppen zu Fuss garnisonieren, nur insoweit verpflichtet, als die Zahl von vier Einjährig-Freiwilligen bei jeder Batterie und Kompagnie nicht überschritten wird.

§ 53. Soldaten im aktiven Dienst können auf Ansuchen zur Verfügung der Ersatzbehörden entlassen werden, wenn einer der im § 20 Nr. 1 bis 5 bezeichneten Gründe nach ihrer Aushebung eingetreten ist, oder wenn in einzelnen Fällen besondere in diesem Gesetze nicht ausdrücklich vorgesehene Billigkeitsgründe dies rechtfertigen (§ 22).

Über die Zulässigkeit des Gesuchs entscheidet nach Begutachtung der Verhältnisse durch die ständigen Mitglieder der Ersatzkommission der kommandierende General desjenigen Armeekorps, in welchem der Reklamierte seiner Dienstpflicht genügt, in Gemeinschaft mit der betreffenden (§ 30 Nr. 3c) Landes- oder Provinzialbehörde seines Heimatsbezirks, beziehungsweise das zuständige Kriegsministerium in Gemeinschaft mit der obersten Zivilverwaltungsbehörde seines Heimatsbezirks.

Die Entlassung des Reklamierten erfolgt erst zu dem nächsten

allgemeinen Entlassungstermine, sofern nicht ein ungewöhnlicher Grad der Dringlichkeit die frühere Entlassung notwendig macht.

Auf Soldaten, welche sich bei mobilen Truppen im Dienst befinden, haben diese Bestimmungen in der Regel keine Anwendung.

§ 66. Reichs-, Staats- und Kommunalbeamte sollen durch ihre Einberufung zum Militärdienst in ihren bürgerlichen Dienstverhältnissen keinen Nachteil erleiden.

Ihre Stellen, ihr persönliches Diensteinkommen aus denselben und ihre Anziennetät, sowie alle sich daraus ergebenden Ansprüche bleiben ihnen in der Zeit der Einberufung zum Militärdienst gewahrt. Erhalten dieselben Offizierbesoldung, so kann ihnen der reine Betrag derselben auf die Zivilbesoldung angerechnet werden; denjenigen, welche einen eigenen Hausstand mit Frau oder Kind haben, beim Verlassen ihres Wohnorts jedoch nur, wenn und soweit das reine Zivileinkommen und Militärgehalt zusammen den Betrag von 3600 Mark jährlich übersteigen.

Nach denselben Grundsätzen sind pensionierte oder auf Wartegeld stehende Zivilbeamte hinsichtlich ihrer Pensionen oder Wartegelder zu behandeln, wenn sie bei einer Mobilmachung in den Kriegsdienst eintreten.

Obige Vergünstigungen kommen nach ausgesprochener Mobilmachung auch denjenigen in ihren Zivilstellungen abkömmlichen Reichs- und Staatsbeamten zu gute, welche sich freiwillig in das Heer aufnehmen lassen.

Die näheren Bestimmungen bleiben den einzelnen Bundesregierungen überlassen.

Artikel III.

Die Ausführungsbestimmungen zum Artikel I §§ 3 und 4 und zum Artikel II dieses Gesetzes erlässt der Kaiser.

Artikel IV.

Gegenwärtiges Gesetz kommt in Baiern nach näherer Bestimmung des Bündnisvertrages vom 23. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1871 S. 9) unter III § 5, in Württemberg nach näherer Bestimmung der Militärkonvention vom 21./25. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1870 S. 658) zur Anwendung.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Wiesbaden den 6. Mai 1880.

Wilhelm.

Fürst v. Bismarck.

39. Gesetz betr. die Stimmzettel für öffentliche Wahlen. 1884 März 12.

Reichs-Gesetzblatt 1884, S. 17.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Stimmzettel, welche im Wege der Vervielfältigung hergestellt sind und nur die Bezeichnung der zu wählenden Personen enthalten, gelten nicht als Druckschriften im Sinne der Reichs- und der Landesgesetze.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 12. März 1884.

Wilhelm.
von Boetticher.

40. Gesetz betr. Abänderung der Mass- und Gewichtsordnung [oben Nr. 7]. 1884 Juli 11.

Reichs-Gesetzblatt 1884, S. 115—117; vgl. unten Nr. 51.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Die Artikel 1, 3, 6 und 14 der Mass- und Gewichtsordnung vom 17. August 1868 werden durch die nachstehenden ersetzt:

Art. 1. Die Grundlage des Masses und Gewichtes ist das Meter.

Das Meter ist die Einheit des Längenmasses. Aus demselben werden die Einheiten des Flächenmasses und des Körpermasses — Quadratmeter und Kubikmeter — gebildet.

Das Gewicht des in einem Würfel von einem Zehntel des Meter Seitenlänge enthaltenen destillierten Wassers im luftleeren Raum und bei der Temperatur von + 4 Grad des hundertteiligen Thermometers bildet die Einheit des Gewichtes und heisst das Kilogramm.

Art. 3. Es gelten ausser den im Artikel 1 aufgeführten Namen der Masseinheiten zur Bezeichnung von Teilen und Vielfachen derselben folgende Namen:

A. Längenmasse.

Der tausendste Teil des Meter heisst das Millimeter.

Der hundertste Teil des Meter heisst das Centimeter.
Tausend Meter heissen das Kilometer.

B. Flächenmasse.

Hundert Quadratmeter heissen das Ar.
Zehntausend Quadratmeter oder hundert Ar heissen das Hektar.

C. Körpermasse.

Der tausendste Teil des Kubikmeter heisst das Liter.
Der zehnte Teil des Kubikmeter oder hundert Liter heissen das Hektoliter.

Zulässig ist auch die Bezeichnung von Flächen oder Räumen durch die Quadrate oder Würfel des Centimeter und des Millimeter.

Art. 6. Es gelten für Teile und Vielfache der im Artikel 1 genannten Gewichtseinheit folgende Namen:
Der tausendste Teil des Kilogramm heisst das Gramm.
Der tausendste Teil des Gramm heisst das Milligramm.
Tausend Kilogramm heissen die Tonne.

Art. 14. Zur Eichung und Stempelung sind zuzulassen:

diejenigen Längenmasse, welche dem Meter oder seinen ganzen Vielfachen oder seiner Hälfte, seinem fünften oder seinem zehnten Teile entsprechen;

diejenigen Körpermasse, welche dem Kubikmeter, dem Hektoliter, dem halben Hektoliter oder den ganzen Vielfachen dieser Massgrössen oder dem Liter, seinem Zwei-, Fünf-, Zehn- oder Zwanzigfachen oder seiner Hälfte, seinem fünften, zehnten, zwanzigsten, fünfzigsten oder hundertsten Teile entsprechen;

diejenigen Gewichte, welche dem Kilogramm, dem Gramm oder dem Milligramm oder dem Zwei-, Fünf-, Zehn-, Zwanzig- oder Fünfzigfachen dieser Grössen oder der Hälfte, dem fünften oder dem zehnten Teile des Kilogramm oder des Gramm entsprechen.

Zulässig ist ferner die Eichung und Stempelung des Viertel-Hektoliter, sowie des Viertel-Liter.

§ 2. Der Bundesrat wird bestimmen, bis zu welchen Terminen Masse, Messwerkzeuge und Gewichte, welche in Gemässheit der bisherigen Vorschriften hergestellt sind, den vorstehenden Bestimmungen aber nicht entsprechen, auch ferner

a) zur Eichung und Stempelung zuzulassen,
b) zur Wiederholung der Eichung und Stempelung zuzulassen,
c) im öffentlichen Verkehr zu dulden sind.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Insel Mainau den 11. Juli 1884.

Wilhelm.
von Boetticher.

41. Gesetz betr. die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete. 1886 April 17.

Reichs-Gesetzblatt 1886, S. 75 f.; vgl. unten Nr. 44.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Die Schutzgewalt in den deutschen Schutzgebieten übt der Kaiser im Namen des Reichs aus.

§ 2. Das bürgerliche Recht, das Strafrecht, das gerichtliche Verfahren einschliesslich der Gerichtsverfassung bestimmen sich für die Schutzgebiete nach den Vorschriften des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit vom 10. Juli 1879 — Reichs-Gesetzbl. S. 197 —, welches, soweit nicht nachstehend ein Anderes vorgeschrieben ist, mit der Massgabe Anwendung findet, dass an Stelle des Konsuls der vom Reichskanzler zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigte Beamte und an Stelle des Konsulargerichts das nach Massgabe der Bestimmungen über das letztere zusammengesetzte Gericht des Schutzgebietes tritt.

Der Zeitpunkt des Inkrafttretens wird durch kaiserliche Verordnung festgesetzt.

§ 3. Durch kaiserliche Verordnung kann

1) bestimmt werden, dass in den Schutzgebieten auch andere als die im § 1 Absatz 2 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit bezeichneten Personen der Gerichtsbarkeit unterliegen;
2) dem zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten die Befugnis erteilt werden, bei Erlass polizeilicher Vorschriften (§ 4 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit) gegen die Nichtbefolgung derselben Gefängnis bis zu drei Monaten, Haft, Geldstrafe und Einziehung einzelner Gegenstände anzudrohen;
3) die Gerichtsbarkeit in den zur Zuständigkeit der Schwurgerichte gehörenden Sachen (§ 31 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit) den Gerichten der Schutzgebiete in der Weise übertragen werden, dass
   a) eine Mitwirkung der Staatsanwaltschaft stattfindet und der Staatsanwalt von dem zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten aus der Zahl der in den Schutzgebieten befindlichen kaiserlichen Beamten oder der zur Ausübung der Rechtsanwaltschaft zugelassenen Personen oder der sonstigen achtbaren Gerichtseingesessenen zu bestellen ist,
   b) soweit es die Verhältnisse gestatten, eine Voruntersuchung geführt wird, deren Regelung besonderer kaiserlicher Verordnung vorbehalten bleibt,
   c) an der Hauptverhandlung ausser dem zur Ausübung der

Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten vier Beisitzer teilzunehmen haben,

d) im übrigen die Vorschriften Anwendung finden, welche für die im § 28 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit bezeichneten Strafsachen gelten;

4) als Berufungs- und Beschwerdegericht in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten, in Konkurssachen und in den zur streitigen Gerichtsbarkeit nicht gehörenden Angelegenheiten das hanseatische Oberlandesgericht oder ein deutsches Konsulargericht, und in Rechtssachen, bei welchen Eingeborene als Beklagte oder Angeschuldigte beteiligt sind, ein Gerichtshof im Schutzgebiet bestimmt und in dem Verfahren vor dem Berufungs- oder Beschwerdegericht der Anwaltszwang ausgeschlossen werden;

5) für die Zustellungen, die Zwangsvollstreckung und das Kostenwesen einfachere Bestimmungen vorgeschrieben werden;

[6) *hinzugefügt durch R.-G. v. 1887 Juli 7 (RGbl. 1887, S. 307):* eine von den nach § 2 dieses Gesetzes massgebenden Vorschriften abweichende Regelung der Rechtsverhältnisse an unbeweglichen Sachen erfolgen.]

§ 4. Das Gesetz, betreffend die Eheschliessung und die Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599) findet für die Schutzgebiete mit der Massgabe Anwendung, dass dasselbe durch kaiserliche Verordnung auch auf andere Personen als auf Reichsangehörige ausgedehnt werden kann und an Stelle des Bundeskonsuls der von dem Reichskanzler zur Eheschliessung und zur Beurkundung des Personenstandes ermächtigte Beamte tritt.

Der Zeitpunkt des Inkrafttretens wird durch kaiserliche Verordnung bestimmt.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 17. April 1886.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

42. Gesetz betr. die Friedenspräsenzstärke des deutschen Heeres. 1887 März 11.

Reichs-Gesetzblatt 1887, S. 117 f; vgl. unten Nr. 47, 53 u. 56.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. In Ausführung der Artikel 57, 59 und 60 der Reichsverfassung wird die Friedenspräsenzstärke des Heeres an Mann-

schaften für die Zeit vom 1. April 1887 bis zum 31. März 1894 auf 468409 Mann festgestellt. Die Einjährig-Freiwilligen kommen auf die Friedenspräsenzstärke nicht in Anrechnung.

§ 2. Vom 1. April 1887 ab werden die Infanterie in 534 Bataillone, die Kavallerie in 465 Eskadrons, die Feldartillerie in 364 Batterien, die Fussartillerie in 31, die Pioniere in 19 und der Train in 18 Bataillone formiert.

§ 3. Der Artikel I § 1 und 2 des Gesetzes vom 6. Mai 1880, betreffend Ergänzungen und Änderungen des Reichsmilitärgesetzes vom 2. Mai 1874 (Reichs-Gesetzbl. 1880 S. 103), und die noch in Geltung befindlichen, auf die Zahl der Truppenteile Bezug habenden Bestimmungen des § 2 des Reichsmilitärgesetzes vom 2. Mai 1874 (Reichs-Gesetzbl. 1874 S. 45) treten mit dem 31. März 1887 ausser Kraft.

§ 4. Gegenwärtiges Gesetz kommt in Baiern nach näherer Bestimmung des Bündnisvertrages vom 23. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1871 S. 9) unter III § 5, in Württemberg nach näherer Bestimmung der Militärkonvention vom 21./25. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1870 S. 658) zur Anwendung.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 11. März 1887.

Wilhelm.
von Boetticher.

43. Gesetz betr. Änderungen der Wehrpflicht. 1888 Febr. 11.

Reichs-Gesetzblatt 1888, S. 11—21.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Artikel I.

Der erste Satz des Artikels 59 der Verfassung des deutschen Reichs vom 16. April 1871 (Bundes-Gesetzbl. 1871 Nr. 16) erhält folgende Fassung:

Jeder wehrfähige Deutsche gehört sieben Jahre lang, in der Regel vom vollendeten zwanzigsten bis zum beginnenden achtundzwanzigsten Lebensjahre, dem stehenden Heere — und zwar die ersten drei Jahre bei den Fahnen, die letzten vier Jahre in der Reserve —, die folgenden fünf Lebensjahre der Landwehr ersten Aufgebots und sodann bis zum 31. März desjenigen Kalenderjahres, in welchem das neununddreissigste Lebensjahr vollendet wird, der Landwehr zweiten Aufgebots an.

Artikel II.

Erster Abschnitt. Landwehr.

§ 1. Die Landwehr wird in zwei Aufgebote eingeteilt.

§ 2. Die Verpflichtung zum Dienst in der Landwehr ersten Aufgebots ist von fünfjähriger Dauer.

Der Eintritt in die Landwehr ersten Aufgebots erfolgt nach abgeleisteter Dienstpflicht im stehenden Heere.

Die Dienstverhältnisse der Landwehr ersten Aufgebots regeln sich nach den bisher für die Landwehr gültigen Bestimmungen.

Mannschaften der Kavallerie, welche sich freiwillig zu einer vierjährigen aktiven Dienstzeit verpflichtet haben, dienen in der Landwehr ersten Aufgebots nur drei Jahre.

§ 3. Die Verpflichtung zum Dienst in der Landwehr zweiten Aufgebots dauert bis zum 31. März desjenigen Kalenderjahres, in welchem das neununddreissigste Lebensjahr vollendet wird.

Für Dienstpflichtige, welche vor vollendetem zwanzigsten Lebensjahre in das Heer eingetreten sind, endigt die Verpflichtung am 31. März desjenigen Kalenderjahres, in welchem der Dienstpflichtige sechs Jahre der Landwehr zweiten Aufgebots angehört hat.

Der Eintritt in die Landwehr zweiten Aufgebots erfolgt

a) nach abgeleisteter Dienstpflicht in der Landwehr ersten Aufgebots,
b) für Ersatzreservisten, welche geübt haben, nach abgeleisteter Ersatzreservepflicht (vgl. § 15).

Die Dienstverhältnisse der Landwehr zweiten Aufgebots regeln sich nach den für die Landwehr ersten Aufgebots gültigen Bestimmungen, jedoch mit den im § 4 vorgesehenen Abweichungen.

§ 4. Für die zur Landwehr zweiten Aufgebots gehörigen Personen greifen folgende Vergünstigungen Platz:

1) Dieselben dürfen im Frieden zu Übungen und Kontrollversammlungen nicht herangezogen werden.
2) Die für ihre Kontrolle erforderlichen Meldungen an die zuständigen Militärbehörden können auch durch Familienangehörige erstattet werden.
3) Sie bedürfen ausser dem Falle einer besonderen Anordnung für die Zeit eines Krieges oder einer Kriegsgefahr (§ 17 des Gesetzes vom 1. Juni 1870, Bundes-Gesetzbl. S. 355, sowie § 140 Ziffer 3 des Strafgesetzbuchs für das deutsche Reich) keiner Erlaubnis zur Auswanderung, sind vielmehr nur verpflichtet, von ihrer bevorstehenden Auswanderung der zuständigen Militärbehörde Anzeige zu machen. Die Unterlassung dieser Anzeige unterliegt der im § 360 des Strafgesetzbuchs für das deutsche Reich angedrohten Strafe.
4) Weisen solche Personen durch Konsulatsatteste nach, dass sie in einem aussereuropäischen Lande eine ihren Lebensunterhalt sichernde Stellung als Kaufmann, Gewerbetreibender etc. erworben haben, so kann der ihnen erteilte Urlaub bis zur Entlassung aus dem Militärverhältnisse und unter

gleichzeitiger Entbindung von der Pflicht zur Rückkehr im Falle einer Mobilmachung verlängert werden.

§ 5. Die Versetzung aus der Landwehr ersten Aufgebots, beziehungsweise der Ersatzreserve in die Landwehr zweiten Aufgebots erfolgt im Frieden bei den nächsten auf Erfüllung der betreffenden Dienstzeit folgenden Frühjahrskontrollversammlungen. Diejenigen Mannschaften, deren Dienstzeit in der Landwehr ersten Aufgebots in der Zeit vom 1. April bis zum 30. September abläuft, treten bei den Herbstkontrollversammlungen des betreffenden Jahres zur Landwehr zweiten Aufgebots über.

Im Kriege finden Versetzungen in die Landwehr zweiten Aufgebots und Entlassungen aus derselben nicht statt.

§ 6. In Berücksichtigung dringender häuslicher und gewerblicher Verhältnisse können Mannschaften der Landwehr ersten und zweiten Aufgebots, sowie in besonders dringenden Fällen auch einzelne Reservisten für den Fall der Mobilmachung hinter die letzte Jahresklasse der Landwehr zweiten Aufgebots zurückgestellt werden, jedoch darf in keinem Aushebungsbezirke die Zahl der hinter die letzte Jahresklasse der Landwehr zweiten Aufgebots zurückgestellten Mannschaften drei Prozent der Reserve und der gesamten Landwehr übersteigen.

§ 7. 1. Zur erstmaligen Aufstellung der Listen haben sich diejenigen im Jahre 1850 oder später geborenen Personen, welche nach abgeleisteter gesetzlicher Dienstpflicht im stehenden Heere und der Landwehr, beziehungsweise als geübte Ersatzreservisten nach Ablauf der Ersatzreservepflicht bereits zum Landsturm entlassen sind, innerhalb vier Wochen nach Inkrafttreten dieses Gesetzes schriftlich oder mündlich unter Vorlage ihrer Militärpapiere, soweit diese noch vorhanden sind, im Stationsorte der betreffenden Landwehrkompanie zu melden. Bei Unterlassung der Meldung kommen die Bestimmungen des § 67 des Reichs-Militärgesetzes in Anwendung.

2. Die vorstehend festgesetzte Meldefrist wird für die davon betroffenen Personen, welche sich ausserhalb Deutschlands, beziehungsweise auf Seereisen befinden, bis zum 30. September 1888, beziehungsweise, wenn dieselben vor diesem Zeitpunkte nach Deutschland zurückkehren oder bei einem Seemannsamt des Inlandes abgemustert werden, bis vierzehn Tage nach erfolgter Rückkehr, beziehungsweise Abmusterung verlängert.

3. Diejenigen der unter 1 und 2 fallenden Personen, welche vor vollendetem zwanzigsten Lebensjahre in das Heer eingetreten sind, werden nur dann in die Landwehr zweiten Aufgebots aufgenommen, wenn der Eintritt in das Heer am 1. April 1870 oder später erfolgt ist. Ihre Zugehörigkeit zur Landwehr zweiten Aufgebots endigt mit dem nächsten 31. März nach Ablauf voller achtzehn Jahre seit ihrem Eintritt in das Heer.

Zweiter Abschnitt. Ersatzreserve.

§ 8. Die Ersatzreserve dient zur Ergänzung des Heeres bei Mobilmachungen und zur Bildung von Ersatztruppenteilen.

§ 9. Der Ersatzreserve sind alljährlich so viele Mannschaften zu überweisen, dass mit sieben Jahresklassen der erste Bedarf für die Mobilmachung des Heeres gedeckt wird.

In erster Linie sind derselben diejenigen Personen zu überweisen, welche zum Militärdienst tauglich befunden, aber als Überzählige, d. i. wegen hoher Losnummer, nicht zur Einstellung gelangt sind.

Der weitere Bedarf ist zu entnehmen:

a) aus der Zahl derjenigen tauglichen Militärpflichtigen, deren häusliche Verhältnisse die Befreiung von der Ableistung der aktiven Dienstpflicht zur Folge haben;

b) aus der Zahl derjenigen Militärpflichtigen, welche wegen geringer körperlicher Fehler von der Ableistung der aktiven Dienstpflicht befreit werden (d. h. bedingt tauglich sind);

c) aus der Zahl derjenigen Militärpflichtigen, welche wegen zeitiger Dienstuntauglichkeit von der Ableistung der aktiven Dienstpflicht befreit werden (d. h. zeitig untauglich sind), deren Kräftigung aber während der nächstfolgenden Jahre in dem Masse zu erwarten ist, dass sie den Anstrengungen des Dienstes gewachsen sind.

Die Überweisung ist in der vorstehenden Reihenfolge zu bewirken. Ist ein Überschuss vorhanden, so entscheidet unter den Freigelosten (Überzähligen) die Reihenfolge der Losnummer, unter den übrigen Militärpflichtigen die Abkömmlichkeit, das Lebensalter und die bessere Diensttauglichkeit.

§ 10. Eine Überweisung anderer als der im § 9 bezeichneten tauglichen Militärpflichtigen zur Ersatzreserve kann durch die Ersatzbehörden dritter Instanz ausnahmsweise verfügt werden, wenn besondere im Reichs-Militärgesetz vom 2. Mai 1874 nicht ausdrücklich vorgesehene Billigkeitsgründe eine Befreiung von der Ableistung der aktiven Dienstpflicht gerechtfertigt erscheinen lassen.

§ 11. Die der Ersatzreserve überwiesenen Personen gehören zu den Mannschaften des Beurlaubtenstandes und sind allen für die letzteren — insbesondere den für Reserve und Landwehr — gültigen Bestimmungen unterworfen, insoweit nicht in den nachstehenden Paragraphen besondere Festsetzungen getroffen sind.

§ 12. Die Ersatzreservisten können alljährlich einmal und zwar zu den im Frühjahre stattfindenden Kontrollversammlungen herangezogen werden.

§ 13. Die Ersatzreservisten sind im Frieden zur Ableistung von drei Übungen verpflichtet, von denen die erste zehn Wochen, die zweite sechs Wochen und die dritte vier Wochen dauert.

Die Zahl der zur ersten Übung einzuberufenden Mannschaften wird durch den Reichshaushaltsetat festgesetzt.

Die Heranziehung zur ersten Übung erfolgt in der Regel

innerhalb eines Jahres nach Überweisung zur Ersatzreserve. Den Ersatzreservisten, welche zur ersten Übung einberufen werden sollen, ist, von besonderen Ausnahmefällen abgesehen, der Gestellungstag bis zum 15. Juli des betreffenden Kalenderjahres bekannt zu machen.

Schiffahrt treibenden Mannschaften und solchen Ersatzreservisten, welche auf ihren Wunsch später oder als Nachersatz nachträglich zur ersten Übung herangezogen werden sollen, ist der Gestellungstag vierzehn Tage vor Beginn der Übung bekannt zu machen. Als Nachersatz sind die wegen hoher Losnummer der Ersatzreserve überwiesenen Mannschaften nicht heranzuziehen.

Jungen Leuten von Bildung, welche sich während ihrer Dienstzeit selbst bekleiden, ausrüsten und verpflegen und welche die gewonnenen Kenntnisse in dem vorschriftsmässigen Umfange dargelegt haben (§ 11 des Gesetzes, betreffend die Verpflichtung zum Kriegsdienste vom 9. November 1867), steht für die erste Übung unter denjenigen Truppenteilen die Wahl frei, welchen für das betreffende Jahr die Ausbildung von Ersatzreserven übertragen ist.

Der Ersatzreserve überwiesene Personen, welche auf Grund der Ordination oder der Priesterweihe dem geistlichen Stande angehören, sollen zu Übungen nicht herangezogen werden.

Tritt während Ableistung einer Übung durch eigenes Verschulden oder im eigenen Interesse der Übenden eine Unterbrechung ein, so kommt die Zeit der letzteren auf die Übungszeit nicht in Anrechnung.

§ 14. Ersatzreservisten, welche das zweiunddreissigste Lebensjahr überschritten haben, werden zu Übungen nicht mehr herangezogen. Diese Bestimmung findet jedoch keine Anwendung auf diejenigen, welche

a) infolge eigenen Verschuldens verspätet der Ersatzreserve überwiesen,
b) wegen Kontrollentziehung in jüngere Jahresklassen zurückversetzt oder
c) auf ihren Antrag von der zuletzt vorhergehenden Übung befreit worden sind.

§ 15. Die Zugehörigkeit zur Ersatzreserve (Ersatzreservepflicht) dauert zwölf Jahre und rechnet vom 1. Oktober des ersten Militärpflichtjahres ab.

Nach Ablauf der Ersatzreservepflicht treten die Ersatzreservisten, welche geübt haben, zur Landwehr zweiten Aufgebots, die übrigen Ersatzreservisten zum Landsturm ersten Aufgebots über.

Die Versetzung in die Landwehr zweiten Aufgebots, beziehungsweise die Entlassung zum Landsturm ersten Aufgebots erfolgt im Frieden bei den nächsten, nach Ablauf der Ersatzreservepflicht folgenden Frühjahrs-Kontrollversammlungen.

Mannschaften, welche durch eigenes Verschulden verspätet der Ersatzreserve überwiesen werden, treten stets in die jüngste

Jahresklasse ein. In diesem Falle, sowie in denjenigen Fällen, in welchen eine Zurückversetzung in jüngere Jahresklassen wegen Kontrollentziehung stattfindet, erfolgt die Überführung zur Landwehr zweiten Aufgebots, beziehungsweise zum Landsturm ersten Aufgebots erst zu demselben Zeitpunkte, wie die der betreffenden Jahresklasse.

§ 16. Die für die Mannschaften der Reserve und Landwehr wegen Zurückstellung hinter die letzte Jahresklasse der Reserve, beziehungsweise Landwehr getroffenen Bestimmungen finden auf die Ersatzreservisten entsprechende Anwendung. Die Zahl der auf Grund häuslicher und gewerblicher Verhältnisse hinter die letzte Jahresklasse Zurückgestellten darf in keinem Aushebungsbezirke fünf Prozent der vorhandenen Ersatzreservisten übersteigen.

§ 17. Für die Dauer einer Mobilmachung, sowie während der Zeit einer Einberufung zum Dienst findet ein Übertritt der Ersatzreservisten zur Landwehr zweiten Aufgebots, beziehungsweise zum Landsturm ersten Aufgebots nicht statt.

§ 18. Die im Falle der Mobilmachung oder Bildung von Ersatztruppenteilen zum Dienst einberufenen Ersatzreservisten sind bei der Demobilmachung, beziehungsweise bei Auflösung der Ersatztruppenteile zu entlassen.

Sind sie nicht militärisch ausgebildet, so treten sie, sofern sie das ersatzreservepflichtige Alter noch nicht überschritten haben, wieder in die Ersatzreserve zurück.

Gelangen dieselben als militärisch ausgebildet zur Entlassung, so treten sie, sofern sie sich im reservepflichtigen Alter befinden, zur Reserve, sofern sie dem landwehrpflichtigen Alter angehören, zur Landwehr über.

Die Dauer der ihnen hiernach obliegenden Reserve-, beziehungsweise Landwehrpflicht ist so zu berechnen, als wenn sie am 1. Oktober ihres ersten Militärpflichtjahres zur Einstellung zum aktiven Dienst gelangt wären.

§ 19. 1. Die bisherige Einteilung in Ersatzreserve erster und zweiter Klasse wird aufgehoben. Sämtliche bisher der zweiten Klasse zu überweisenden Mannschaften sind fortan dem ersten Aufgebot des Landsturms zuzuteilen.

2. Diejenigen Mannschaften, welche der gegenwärtig bestehenden ersten Klasse der Ersatzreserve angehören, werden vom Zeitpunkte des Inkrafttretens dieses Gesetzes ab Angehörige der Ersatzreserve, diejenigen Mannschaften, welche der gegenwärtig bestehenden zweiten Klasse der Ersatzreserve angehören, von dem gleichen Zeitpunkte ab Angehörige des Landsturms ersten Aufgebots.

3. Diejenigen Mannschaften der gegenwärtig bestehenden ersten Klasse der Ersatzreserve, welche vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes nicht übungspflichtig sind, bleiben während ihrer weiteren Zugehörigkeit zur Ersatzreserve von Übungen befreit; ihre Überweisung zum Landsturm ersten Aufgebots erfolgt zu demselben Zeitpunkte, zu welchem nach den bisher massgebenden

Bestimmungen ihre Überweisung zur zweiten Klasse der Ersatzreserve erfolgt sein würde.

Dritter Abschnitt. Seewehr- und Marine-Ersatzreserve.

§ 20. Die im ersten und zweiten Abschnitt dieses Gesetzes für die Landwehr und Ersatzreserve getroffenen Bestimmungen finden mit nachstehenden besonderen Festsetzungen auf die Seewehr und Marine-Ersatzreserve sinngemässe Anwendung.

§ 21. Seewehr. 1. Die Seewehr teilt sich in die Seewehr ersten und zweiten Aufgebots.

2. Die Zugehörigkeit zur Seewehr ersten Aufgebots und die Dienstverhältnisse während derselben regeln sich nach denjenigen Bestimmungen, welche für den aus gedienten Mannschaften bestehenden Teil der bisherigen Seewehr gültig sind.

3. Nach abgeleisteter Dienstpflicht in der Seewehr ersten Aufgebots treten die Marinedienstpflichtigen unter sinngemässer Anwendung der Festsetzungen des § 5 zur Seewehr zweiten Aufgebots über.

4. Auf die Seewehr zweiten Aufgebots finden die für die Seewehr ersten Aufgebots gültigen Bestimmungen, jedoch mit den im § 4 bezeichneten Vergünstigungen, Anwendung. Demgemäss entbindet insbesondere die vorschriftsmässige Anmusterung durch die Seemannsämter von der Abmeldung bei den zuständigen Militärbehörden. Über die erfolgte Anmusterung haben die Seemannsämter denjenigen Landwehrbezirkskommandos, von welchen jene Seewehrpflichtigen kontrolliert werden, sofort Mitteilung zu machen; dabei ist die Dauer der Anmusterung anzugeben.

§ 22. Marine-Ersatzreserve. 1. Die Marine-Ersatzreserve dient bei Mobilmachungen zur Ergänzung der Marine.

Derselben werden alle inbetracht kommenden Mannschaften der seemännischen Bevölkerung überwiesen.

2. Während ihrer Zugehörigkeit zur Marine-Ersatzreserve (Marine-Ersatzreservepflicht) können die Mannschaften alljährlich einmal — und zwar entweder zu den im Frühjahre stattfindenden Kontrollversammlungen oder, insoweit Schifferkontrollversammlungen stattfinden, zu diesen — herangezogen werden.

3. Mannschaften, welche nach Übungen als seemännisch, beziehungsweise militärisch ausgebildet zur Entlassung kommen, treten je nach ihrem Alter zur Marinereserve, beziehungsweise Seewehr ersten Aufgebots über. Die Dauer der ihnen hiernach obliegenden Marinereserve-, beziehungsweise Seewehrpflicht ist nach denselben Grundsätzen wie die der Marine-Ersatzreservepflicht zu berechnen.

Mannschaften, welche nicht seemännisch, beziehungsweise militärisch ausgebildet sind, treten nach Ablauf der Marine-Ersatzreservepflicht zum Landsturm ersten Aufgebots über.

4 a. Die bisherige Zusammensetzung der Seewehr aus ge-

dienten Mannschaften und aus den sonstigen Marinedienstpflichtigen, welche auf der Flotte nicht gedient haben, wird aufgehoben.

b. Diejenigen der gegenwärtigen Seewehr angehörigen Mannschaften, welche derselben von Hause aus überwiesen sind, werden vom Zeitpunkte des Inkrafttretens dieses Gesetzes ab Angehörige der Marine-Ersatzreserve. Dieselben können jedoch während des Kalenderjahres 1888 noch nach den bisher geltenden Bestimmungen zu Übungen herangezogen werden.

Vierter Abschnitt. Landsturm.

§ 23. Der Landsturm hat die Pflicht, im Kriegsfalle an der Verteidigung des Vaterlandes teilzunehmen; er kann in Fällen ausserordentlichen Bedarfs zur Ergänzung des Heeres und der Marine herangezogen werden.

§ 24. Der Landsturm besteht aus allen Wehrpflichtigen vom vollendeten siebzehnten bis zum vollendeten fünfundvierzigsten Lebensjahre, welche weder dem Heere noch der Marine angehören; er wird in zwei Aufgebote eingeteilt.

Zum Landsturm ersten Aufgebots gehören die Landsturmpflichtigen bis zum 31. März desjenigen Kalenderjahres, in welchem sie ihr neununddreissigstes Lebensjahr vollenden, zum Landsturm zweiten Aufgebots von dem eben bezeichneten Zeitpunkte bis zum Ablauf der Landsturmpflicht.

Personen, welche gemäss § 3 Absatz 2 vor dem im vorigen Absatz bezeichneten Zeitpunkte ihre Dienstpflicht in der Landwehr zweiten Aufgebots abgeleistet haben, treten sofort zum Landsturm zweiten Aufgebots über.

Der Landsturm zweiten Aufgebots wird in der Regel in besonderen Abteilungen formiert.

Die Militärpflicht (§ 10 des Reichs-Militärgesetzes vom 2. Mai 1874, Reichs-Gesetzbl. 1874, S. 45) wird nicht geändert.

§ 25. Der Aufruf des Landsturms erfolgt durch kaiserliche Verordnung, bei unmittelbarer Kriegsgefahr im Bedarfsfalle durch die kommandierenden Generale, die Gouverneure und Kommandanten von Festungen.

§ 26. Nachdem der Aufruf ergangen ist, finden auf die von demselben betroffenen Landsturmpflichtigen die für die Landwehr (Seewehr) geltenden Vorschriften Anwendung. Insbesondere sind die Aufgerufenen den Militärstrafgesetzen und der Disziplinarstrafordnung unterworfen.

§ 27. Der Aufruf des Landsturms ersten Aufgebots, beziehungsweise zweiten Aufgebots erfolgt nach Jahresklassen, mit den jüngsten beginnend, soweit die militärischen Interessen dies gestatten.

Dem Aufruf unterliegen nicht solche Wehrpflichtigen, welche auf Grund des § 15 des Reichs-Militärgesetzes vom 2. Mai 1874 (Reichs-Gesetzbl. 1874, S. 45) vom Militärdienst und von jeder weiteren Gestellung vor die Ersatzbehörden befreit sind.

Nach Erlass des Aufrufs bis zur Auflösung des Landsturms findet ein Übertritt vom ersten zum zweiten Aufgebot, sowie ein Ausscheiden aus dem Landsturm nicht statt.

§ 28. Die vom Aufruf betroffenen Landsturmpflichtigen, welche sich im Auslande befinden, haben in das Inland zurückzukehren, sofern sie hiervon nicht ausdrücklich befreit waren.

Landsturmpflichtige, welche durch Konsulatsatteste nachweisen, dass sie in einem aussereuropäischen Lande eine ihren Lebensunterhalt sichernde Stellung als Kaufmann, Gewerbetreibender etc. erworben haben, können für die Dauer ihres Aufenthaltes ausserhalb Europas von der Befolgung des Aufrufs entbunden werden.

§ 29. Die Bestimmungen der §§ 64, 65 und 66 des Reichs-Militärgesetzes vom 2. Mai 1874, beziehungsweise des Gesetzes vom 6. Mai 1880 finden auf die Landsturmpflichtigen mit der Massgabe sinngemässe Anwendung, dass die Zahl der infolge häuslicher oder gewerblicher Verhältnisse hinter die letzte Jahresklasse des Landsturms zurückgestellten Landsturmpflichtigen fünf Prozent des Bestandes nicht übersteigen darf.

§ 30. Wehrfähige Deutsche, welche zum Dienst im Heere oder der Marine nicht verpflichtet sind, können als Freiwillige in den Landsturm eingestellt werden. Sobald dieselben infolge ihrer Meldung in die Listen des Landsturms eingetragen sind, findet auf sie die Bestimmung im § 26 Anwendung.

§ 31. Wenn der Landsturm nicht aufgerufen ist, dürfen die Landsturmpflichtigen keinerlei militärischen Kontrolle und Übungen unterworfen werden.

§ 32. Der Landsturm ist in einer für jede militärische Verwendung geeigneten Art zu bewaffnen, auszurüsten und zu bekleiden.

§ 33. Die Auflösung des Landsturms wird vom Kaiser angeordnet.

Mit Ablauf des Tages der Entlassung hört das militärische Dienstverhältnis der Landsturmpflichtigen auf.

§ 34. 1. Personen, welche vor dem Tage des Inkrafttretens dieses Gesetzes aus dem Landsturm ausgeschieden sind, treten in denselben nicht zurück, wenn sie nach den vorstehend für den Landsturm getroffenen Bestimmungen noch landsturmpflichtig wären. Letztere finden ferner auf Angehörige von Elsass-Lothringen, welche vor dem 1. Januar 1851 geboren sind, keine Anwendung (§ 2 des Gesetzes vom 23. Januar 1872, Reichs-Gesetzbl. 1872, S. 31).

2. Diejenigen zur Zeit des Inkrafttretens dieses Gesetzes dem Landsturm angehörigen Personen, welche nicht unter § 7 fallen, treten nach Massgabe der im § 24 Absatz 2 getroffenen Bestimmung zum Landsturm ersten, beziehungsweise zweiten Aufgebots über.

3. Von den zur Zeit des Inkrafttretens dieses Gesetzes dem

Landsturm angehörigen Personen, welche unter § 7 fallen, treten diejenigen, welche vor dem 1. April 1870 in das Heer eingetreten sind, — vom Zeitpunkte des Inkrafttretens dieses Gesetzes ab, diejenigen, welche am 1. April 1870 oder später Angehörige des Heeres geworden sind, bei ihrer demnächstigen Wiederzurückführung zum Landsturm – sofort zum Landsturm zweiten Aufgebots über.

Fünfter Abschnitt. Schlussbestimmungen.

§ 35. Dieses Gesetz tritt mit dem Tage seiner Verkündigung inkraft.

Zu dem gleichen Zeitpunkte treten alle demselben entgegenstehenden Bestimmungen, insbesondere der letzte Absatz des § 3, der § 13 Nr. 7b und 8 und der § 16 des Gesetzes, betreffend die Verpflichtung zum Kriegsdienste vom 9. November 1867 (Bundes-Gesetzblatt 1867, S. 131), die §§ 23 bis 29 und § 69 des Reichs-Militärgesetzes vom 2. Mai 1874 (Reichs-Gesetzbl. 1874, S. 45), das Gesetz über den Landsturm vom 12. Februar 1875 (Reichs-Gesetzbl. 1875, S. 63), der Artikel I § 3 des Gesetzes, betreffend Ergänzungen und Änderungen des Reichs-Militärgesetzes vom 2. Mai 1874, vom 6. Mai 1880 (Reichs-Gesetzbl. 1880, S. 103), ausser kraft.

§ 36. Die Ausführungsbestimmungen zu diesem Gesetze erlässt der Kaiser.

§ 37. Gegenwärtiges Gesetz kommt in Baiern nach näherer Bestimmung des Bündnisvertrages vom 23. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1871, S. 9) unter III § 5, in Württemberg nach näherer Bestimmung der Militärkonvention vom 21./25. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1870, S. 658) zur Anwendung.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 11. Februar 1888.

Wilhelm.
Fürst v. Bismarck.

44. Gesetz wegen Abänderung des Gesetzes, betr. die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete [oben Nr. 41]. 1888 März 15.

Reichs-Gesetzblatt 1888, S. 71 - 75.

Wir Friedrich, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Artikel I.

Der § 3 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der

deutschen Schutzgebiete vom 17. April 1886 (Reichs-Gesetzbl. S. 75) mit dem in dem Gesetze vom 7. Juli 1887 (Reichs-Gesetzbl. S. 307) enthaltenen Zusatz wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

§ 3. Durch kaiserliche Verordnung kann:

1) bestimmt werden, dass in den Schutzgebieten auch andere als die im § 1 Absatz 2 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit bezeichneten Personen der Gerichtsbarkeit unterliegen;
2) eine von den nach § 2 dieses Gesetzes massgebenden Vorschriften abweichende Regelung der Rechtsverhältnisse an unbeweglichen Sachen einschliesslich des Bergwerkseigentums erfolgen;
3) in Vorschriften über Materien, welche nicht Gegenstand des Strafgesetzbuchs für das Deutsche Reich sind, Gefängnis bis zu einem Jahre, Haft, Geldstrafe und Einziehung einzelner Gegenstände angedroht werden;
4) vorgeschrieben werden, dass in Strafsachen
   a) die Mitwirkung einer Staatsanwaltschaft eintritt,
   b) eine Voruntersuchung stattfindet, deren Regelung der Verordnung vorbehalten bleibt,
   c) der § 9 Absatz 1 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit keine Anwendung findet;
5) die Bestimmung des § 232 der Strafprozessordnung mit der Massgabe erweitert werden, dass dem Gericht die Ermächtigung, den Angeklagten von der Verpflichtung zum Erscheinen in der Hauptverhandlung zu entbinden, nur für solche Fälle erteilt werden darf, in welchen nach dem Ermessen des Gerichts voraussichtlich keine andere Strafe als Freiheitsstrafe bis zu sechs Monaten oder Geldstrafe oder Einziehung, allein oder in Verbindung mit einander, zu erwarten steht;
6) angeordnet werden, dass in Strafsachen, wenn der Beschluss über die Eröffnung des Hauptverfahrens eine Handlung zum Gegenstande hat, welche zur Zuständigkeit der Schöffengerichte oder zu den in den §§ 74, 75 des Gerichtsverfassungsgesetzes bezeichneten Vergehen gehört, in der Hauptverhandlung eine Zuziehung von Beisitzern nicht erforderlich ist;
7) die Gerichtsbarkeit in den zur Ständigkeit der Schwurgerichte gehörenden Sachen den Gerichten der Schutzgebiete in der Weise übertragen werden, dass für diese Sachen, soweit nicht auf Grund der Nr. 3 etwas Anderes bestimmt wird, die Vorschriften Anwendung finden, welche für die im § 28 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit bezeichneten Strafsachen gelten;
8) an Stelle der Enthauptung eine andere, eine Schärfung nicht enthaltende Art der Vollstreckung der Todesstrafe angeordnet werden;
9) als Berufungs- und Beschwerdegericht ein Konsulargericht oder ein Gerichtshof im Schutzgebiet bestimmt und über die

Zusammensetzung des letzteren Gerichtshofes, sowie über das Verfahren in Berufungs- und Beschwerdesachen, welche vor einem dieser Gerichte zu verhandeln sind, mit der Massgabe Anordnung getroffen werden, dass das Gericht mindestens aus einem Vorsitzenden und vier Beisitzern bestehen muss;

10) für die Zustellungen, die Zwangsvollstreckung und das Kostenwesen die Anwendung einfacherer Bestimmungen vorgeschrieben werden;

11) insoweit die Kosten der Rechtspflege von einer mit einem kaiserlichen Schutzbriefe versehenen Kolonialgesellschaft zu bestreiten sind, bestimmt werden, dass die Vorschrift im § 46 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit ausser Anwendung bleibt;

12) die Verlängerung aller zur Geltendmachung von Rechten und zur Erfüllung von Pflichten gesetzlich festgestellten Fristen angeordnet werden.

Artikel II.

Hinter § 4 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete vom 17. April 1886 treten die folgenden Bestimmungen:

§ 5. Die Befugnisse, welche den deutschen Konsuln im Auslande nach anderen als den beiden im § 2 und § 4 bezeichneten Gesetzen zustehen, können durch den Reichskanzler Beamten in den Schutzgebieten übertragen werden.

§ 6. Ausländern, welche in den Schutzgebieten sich niederlassen, sowie Eingeborenen kann durch Naturalisation die Reichsangehörigkeit von dem Reichskanzler verliehen werden. Der Reichskanzler ist ermächtigt, diese Befugnis einem anderen kaiserlichen Beamten zu übertragen.

Auf die Naturalisation und das durch dieselbe begründete Verhältnis der Reichsangehörigkeit finden die Bestimmungen des Gesetzes über die Erwerbung und den Verlust der Bundes- und Staatsangehörigkeit vom 1. Juni 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 355), sowie Artikel 3 der Reichsverfassung und § 4 des Wahlgesetzes für den deutschen Reichstag vom 31. Mai 1869 (Bundes-Gesetzbl. S. 145) entsprechende Anwendung.

Im Sinne des § 21 des bezeichneten Gesetzes sowie bei Anwendung des Gesetzes wegen Beseitigung der Doppelbesteuerung vom 13. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 119) gelten die Schutzgebiete als Inland.

§ 7. Durch kaiserliche Verordnung können Eingeborene der Schutzgebiete in Beziehung auf das Recht zur Führung der Reichsflagge (Gesetz, betreffend die Nationalität der Kauffahrteischiffe und ihre Befugnis zur Führung der Bundesflagge, vom 25. Oktober 1867, Bundes-Gesetzbl. S. 35) den Reichsangehörigen gleichgestellt werden.

Die Führung der Reichsflagge infolge der Verleihung dieses

Rechts hat nicht die Wirkung, dass das betreffende Schiff als deutsches Seefahrzeug im Sinne des § 1 Absatz 1 Nr. 1 und § 2 Absatz 1 des Gesetzes, betreffend die Unfallversicherung der Seeleute und anderer bei der Seeschiffahrt beteiligter Personen, vom 13. Juli 1887 (Reichs-Gesetzbl. S. 329) gilt.

§ 8. Deutschen Kolonialgesellschaften, welche die Kolonisation der deutschen Schutzgebiete, insbesondere den Erwerb und die Verwertung von Grundbesitz, den Betrieb von Land- oder Plantagenwirtschaft, den Betrieb von Bergbau, gewerblichen Unternehmungen und Handelsgeschäften in denselben zum ausschliesslichen Gegenstand ihres Unternehmens und ihren Sitz entweder im Reichsgebiet oder in den deutschen Schutzgebieten haben, oder denen durch kaiserliche Schutzbriefe die Ausübung von Hoheitsrechten in den deutschen Schutzgebieten übertragen ist, kann auf Grund eines vom Reichskanzler genehmigten Gesellschaftsvertrages (Statuts) durch Beschluss des Bundesrats die Fähigkeit beigelegt werden, unter ihrem Namen Rechte, insbesondere Eigentum und andere dingliche Rechte an Grundstücken zu erwerben, Verbindlichkeiten einzugehen, vor Gericht zu klagen und verklagt zu werden. In solchem Falle haftet den Gläubigern für alle Verbindlichkeiten der Kolonialgesellschaft nur das Vermögen derselben.

Der Beschluss des Bundesrats und im Auszuge der Gesellschaftsvertrag sind durch den Reichsanzeiger zu veröffentlichen.

§ 9. Der Gesellschaftsvertrag hat insbesondere Bestimmungen zu enthalten:

1. über den Erwerb und den Verlust der Mitgliedschaft;
2. über die Vertretung der Gesellschaft Dritten gegenüber;
3. über die Befugnisse der die Gesellschaft leitenden und der die Leitung beaufsichtigenden Organe derselben;
4. über die Rechte und Pflichten der einzelnen Mitglieder;
5. über die Jahresrechnung und Verteilung des Gewinns;
6. über die Auflösung der Gesellschaft und die nach derselben eintretende Vermögensverteilung.

§ 10. Deutsche Kolonialgesellschaften, welche die im § 8 erwähnte Fähigkeit durch Beschluss des Bundesrats erhalten haben, unterstehen der Aufsicht des Reichskanzlers. Die einzelnen Befugnisse desselben sind in den Gesellschaftsvertrag aufzunehmen.

§ 11. Der Reichskanzler hat die zur Ausführung des Gesetzes erforderlichen Anordnungen zu erlassen.

Der Reichskanzler ist befugt, für die Schutzgebiete oder für einzelne Teile derselben polizeiliche und sonstige die Verwaltung betreffende Vorschriften zu erlassen und gegen die Nichtbefolgung derselben Gefängnis bis zu drei Monaten, Haft, Geldstrafe und Einziehung einzelner Gegenstände anzudrohen.

Die Ausübung der Befugnis zum Erlasse von Ausführungsbestimmungen (Absatz 1) und von Verordnungen der im Absatz 2 bezeichneten Art kann vom Reichskanzler der mit einem kaiserlichen Schutzbriefe für das betreffende Schutzgebiet versehenen

Kolonialgesellschaft, sowie den Beamten des Schutzgebietes übertragen werden.

Artikel III.

Das gegenwärtige Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündigung inkraft.

Der Reichskanzler wird ermächtigt, den Text des Gesetzes vom 17. April 1886 (Reichs-Gesetzbl. S. 75), wie er sich aus den in den Artikeln I und II des vorliegenden Gesetzes festgestellten Änderungen ergiebt, durch das Reichs-Gesetzblatt bekannt zu machen und dabei die im § 4 enthaltenen Worte „an Stelle des Bundeskonsuls" durch die Worte „an Stelle des Konsuls" zu ersetzen.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Charlottenburg den 15. März 1888.

Friedrich.

Fürst von Bismarck.

45. Erlass betr. die Trennung des Oberkommandos der Marine von der Verwaltung derselben. 1889 März 30.

Reichs-Gesetzblatt 1890, S. 47.

Nachdem der Reichshaushaltsetat für 1889/90 festgestellt worden ist, bestimme Ich hierdurch, Meinen unter dem 2. November v. J. Ihnen kundgegebenen Intentionen entsprechend:

1) Das Oberkommando der Marine wird vom 1. April d. J. ab von der Verwaltung derselben getrennt und von dem von Mir ernannten kommandierenden Admiral nach Meinen Anordnungen geführt. Die Pflichten und Rechte desselben entsprechen denjenigen eines kommandierenden Generals in der Armee.
2) Die Verwaltung der Marine wird unter der Verantwortlichkeit des Reichskanzlers von dem Staatssekretär des Reichs-Marineamts mit den Befugnissen einer obersten Reichsbehörde geführt.

Berlin den 30. März 1889.

Wilhelm.

Fürst v. Bismarck.

An den Reichskanzler.

46. Gesetz betr. die Wehrpflicht der Geistlichen. 1890 Febr. 8.

Reichs-Gesetzblatt 1890, S. 23.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König

von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Einziger Paragraph.

Militärpflichtige römisch-katholischer Konfession, welche sich dem Studium der Theologie widmen, werden in Friedenszeiten während der Dauer dieses Studiums bis zum 1. April des siebenten Militärjahres zurückgestellt. Haben dieselben bis zu dem vorbezeichneten Zeitpunkte die Subdiakonatsweihe empfangen, so werden diese Militärpflichtigen der Ersatzreserve überwiesen und bleiben von Übungen befreit.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben im Schloss zu Berlin den 8. Februar 1890.

Wilhelm.
von Boetticher.

47. Gesetz betr. die Friedenspräsenzstärke des deutschen Heeres. 1890 Juli 15.

Reichs-Gesetzblatt 1890, S. 140; vgl. oben Nr. 42, unten Nr. 53 und 56.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Die Friedenspräsenzstärke des deutschen Heeres wird für die Zeit vom 1. Oktober 1890 bis zum 31. März 1894 auf 486983 Mann festgestellt. Die Einjährig-Freiwilligen kommen auf die Friedenspräsenzstärke nicht in Anrechnung.

§ 2. Vom 1. Oktober 1890 ab werden die Infanterie in 538 Bataillone, die Kavallerie in 465 Eskadrons, die Feldartillerie in 434 Batterien, die Fussartillerie in 31 Bataillone, die Pioniere in 20 Bataillone, der Train in 21 Bataillone formiert.

§ 3. Die §§ 1 und 2 des Gesetzes, betreffend die Friedenspräsenzstärke des deutschen Heeres, vom 11. März 1887 (Reichs-Gesetzbl. 1887 S. 117) treten mit dem 1. Oktober 1890 ausser kraft.

§ 4. Gegenwärtiges Gesetz kommt in Baiern nach näherer Bestimmung des Bündnisvertrages vom 23. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1871 S. 9) unter III § 5, in Württemberg nach näherer Bestimmung der Militärkonvention vom 21./25. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1870 S. 658) zur Anwendung.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben an Bord M. Y. „Hohenzollern“ Nord Fiord den 15. Juli 1890.

Wilhelm.
von Caprivi.

48. Gesetz betr. die Vereinigung von Helgoland mit dem deutschen Reich. 1890 Dzbr. 15.

Reichs-Gesetzblatt 1890, S. 207 f.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Die Insel Helgoland nebst Zubehörungen tritt dem Bundesgebiete hinzu.

Das Reich erteilt seine Zustimmung dazu, dass die Insel dem preussischen Staate einverleibt wird.

§ 2. Mit dem Tage der Einverleibung in den preussischen Staat tritt die Verfassung des deutschen Reichs mit Ausnahme des Abschnitts VI über das Zoll- und Handelswesen auf der Insel in Geltung. Zu den Ausgaben des Reichs trägt Preussen für das Gebiet der Insel durch Zahlung eines Aversums nach Massgabe des Artikels 38 Absatz 3 der Reichsverfassung bei.

§ 3. Die von der Insel herstammenden Personen und ihre vor dem 11. August 1890 geborenen Kinder sind von der Wehrpflicht befreit.

§ 4. Das Wahlgesetz für den deutschen Reichstag tritt mit dem im § 2 bezeichneten Tage gleichfalls auf der Insel inkraft. Durch Beschluss des Bundesrats wird die Insel einem Wahlkreis zugeteilt.

§ 5. Durch kaiserliche Verordnung unter Zustimmung des Bundesrats wird festgestellt, inwieweit die Vorschriften in den §§ 2, 3, 4, 7, 8 des Gesetzes, betreffend die Reichskriegshäfen, vom 19. Juni 1883 (Reichs-Gesetzbl. S. 105) für die Insel und ihre Gewässer zur Anwendung gelangen.

§ 6. Für die übrigen, vor dem im § 2 bezeichneten Tage erlassenen Reichsgesetze wird der Zeitpunkt, mit welchem dieselben ganz oder teilweise inkraft treten, durch kaiserliche Verordnung unter Zustimmung des Bundesrats festgesetzt.

Insoweit die Schonung der auf der Insel bestehenden Gesetze und Gewohnheiten es erheischt, können auf den im Absatz 1 bezeichneten Wege an Stelle einzelner Vorschriften der einzuführenden Reichsgesetze Übergangsbestimmungen erlassen werden. Die Geltung solcher Bestimmungen erstreckt sich nicht über den 31. Dezember 1893.

§ 7. Dieses Gesetz tritt mit der Verkündigung inkraft.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin Schloss den 15. Dezember 1890.

Wilhelm.
von Boetticher.

49. Verordnung betr. die Rechtsverhältnisse in Deutsch-Ostafrika. 1891 Jan. 1.

Reichs-Gesetzblatt 1891, S. 1—5.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen auf Grund des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete (Reichs-Gesetzbl. 1888 S. 75), für Deutsch-Ostafrika im Anschluss an die Verordnung vom 18. November 1887 (Reichs-Gesetzbl. S. 527) im Namen des Reichs, was folgt:

§ 1. Das Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit vom 10. Juli 1879 (Reichs-Gesetzbl. S. 197) kommt in Gemässheit des § 2 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete, in den Gebieten, auf welche sich die Verordnung vom 18. November 1887 bezieht, sowie in dem seitens des Sultans von Zanzibar abgetretenen Küstengebiet samt dessen Zubehörungen und der Insel Mafia vom 1. Januar 1891 ab mit den in dieser Verordnung vorgesehenen Abänderungen zur Anwendung.

§ 2. Der Gerichtsbarkeit (§ 1 Absatz 2) unterliegen alle Personen, welche in dem Schutzgebiete wohnen oder sich aufhalten, oder bezüglich deren, hiervon abgesehen, ein Gerichtsstand innerhalb des Schutzgebietes nach den zur Geltung kommenden Gesetzen begründet ist, die Eingeborenen jedoch nur, insoweit sie nach der bisherigen Übung der Gerichtsbarkeit des Reichskommissars unterstellt waren.

§ 3. Der Gouverneur bestimmt mit Genehmigung des Reichskanzlers, wer als Eingeborener im Sinne dieser Verordnung anzusehen ist und inwieweit Eingeborene der Gerichtsbarkeit über das im § 2 bezeichnete Mass hinaus zu unterstellen sind.

§ 4. Die Sitze und Bezirke der Gerichtsbehörden erster Instanz werden von dem Reichskanzler bestimmt.

§ 5. Als Berufungs- und Beschwerdegericht wird an Stelle des Reichsgerichts (Gesetz über die Konsulargerichtsbarkeit §§ 18, 36, 43) eine Gerichtsbehörde zweiter Instanz am Sitze des Gouverneurs errichtet, welche aus dem vom Reichskanzler zur Ausübung der Gerichtsbarkeit zweiter Instanz ermächtigten Beamten als Vorsitzenden und vier Beisitzern besteht.

Auf die Beisitzer und den Gerichtsschreiber finden die Vorschriften in § 6 Absatz 2, §§ 7, 8 und 10 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit entsprechende Anwendung.

§ 6. Die Zustellungen werden ausschliesslich durch die zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten veranlasst. Dieselben haben dafür zu sorgen, dass die innerhalb des Bezirks, in welchem die Gerichtsbehörde ihren Sitz hat, zu bewirkenden Zustellungen mit der nach den vorhandenen Mitteln möglichen Sicherheit erfolgen. Sie erlassen unter der Aufsicht des Gouverneurs die hierfür erforderlichen Anordnungen und überwachen deren Befolgung.

Zustellungen in dem Verfahren erster Instanz ausserhalb des Bezirks, in welchem die Gerichtsbehörde ihren Sitz hat, erfolgen im Wege des Ersuchens.

§ 7. In bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten sind in dem Verfahren vor den Gerichtsbehörden in dem Schutzgebiete alle Entscheidungen, einschliesslich der auf Grund einer mündlichen Verhandlung ergehenden, von amtswegen zuzustellen. Diese Vorschrift findet auch auf die Zustellung der Zahlungs- und Vollstreckungsbefehle an den Schuldner, sowie der Pfändungs- und Überweisungsbeschlüsse an den Schuldner und den Drittschuldner Anwendung.

Für Beschlüsse, welche lediglich die Prozess- oder Sachleitung, einschliesslich der Bestimmung oder Änderung von Terminen betreffen, genügt die Verkündung.

Die Beglaubigung der zuzustellenden Schriftstücke kann in allen Fällen durch den Gerichtsschreiber erfolgen.

Soll durch eine Zustellung eine Frist gewahrt oder der Lauf der Verjährung oder einer Frist unterbrochen werden, so treten die Wirkungen der Zustellung bereits mit der Einreichung des zuzustellenden Schriftstücks bei der Gerichtsbehörde ein, sofern die Zustellung demnächst bewirkt wird.

Bei Bewilligung der öffentlichen Zustellung einer Ladung kann die Gerichtsbehörde anordnen, dass eine Einrückung in öffentliche Blätter nicht erforderlich sei.

Wohnt eine Partei ausserhalb des Bezirks, in welchem die Gerichtsbehörde ihren Sitz hat, so kann, falls sie nicht einen daselbst wohnhaften Prozessbevollmächtigten bestellt hat, angeordnet werden, dass sie eine daselbst wohnhafte Person zum Empfange der für sie bestimmten Schriftstücke bevollmächtige. Diese Anordnung kann ohne mündliche Verhandlung erfolgen. Der Zustellungsbevollmächtigte ist bei der nächsten gerichtlichen Verhandlung oder, wenn die Partei vorher dem Gegner einen Schriftsatz zustellen lässt, in diesem zu benennen. Geschieht dies nicht, so können alle späteren Zustellungen bis zur nachträglichen Benennung durch Anheftung an die Gerichtstafel bewirkt werden.

Der Nachweis über die erfolgte Zustellung ist zu den Gerichtsakten zu bringen.

§ 8. In dem Verfahren vor der Gerichtsbehörde zweiter Instanz nehmen in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten, in Konkurssachen und in den zur streitigen Gerichtsbarkeit nicht gehörenden Angelegenheiten die Beisitzer nur an der mündlichen Verhandlung, sowie an den im Laufe oder auf Grund derselben ergehenden Entscheidungen teil. Jedoch erfolgt die Entscheidung über das Rechtsmittel der Beschwerde unter Mitwirkung der Beisitzer, wenn die angefochtene Entscheidung unter Mitwirkung von Beisitzern ergangen ist.

In dem Verfahren zweiter Instanz ist eine Vertretung durch

Rechtsanwälte nicht geboten, und findet der § 269 der Zivilprozessordnung keine Anwendung.

Die Vorschriften in §§ 464 und 468 der Zivilprozessordnung gelten auch für das Verfahren zweiter Instanz.

§ 9. Die Zwangsvollstreckung im Schutzgebiete erfolgt ausschliesslich durch die zur Ausübung der Gerichtsbarkeit erster Instanz ermächtigten Beamten, welche unter Oberaufsicht des Gouverneurs die hierfür erforderlichen Anordnungen erlassen. Der Beibringung einer vollstreckbaren Ausfertigung bedarf es nicht, sofern dieselbe von dem Gerichtsschreiber der Gerichtsbehörde, durch welche die Zwangsvollstreckung zu erfolgen hat, zu erteilen sein würde.

Die zur Ausübung der Gerichtsbarkeit erster Instanz ermächtigten Beamten können nach Anordnung der Zwangsvollstreckung mit der Ausführung andere Personen beauftragen, welche nach ihren Anweisungen zu verfahren haben.

§ 10. Vollstreckbare Ausfertigungen dürfen von dem Gerichtsschreiber nur auf Anordnung des zur Ausübung der Gerichtsbarkeit ermächtigten Beamten erteilt werden.

§ 11. In Strafsachen findet die Hauptverhandlung ohne die Zuziehung von Beisitzern statt, wenn der Beschluss über die Eröffnung des Hauptverfahrens eine Handlung zum Gegenstande hat, welche zur Zuständigkeit der Schöffengerichte oder zu den in den §§ 74, 75 des Gerichtsverfassungsgesetzes bezeichneten Vergehen gehört.

§ 12. Der Angeklagte kann auf seinen Antrag oder von amtswegen wegen grosser Entfernung seines Aufenthaltsortes oder wegen sonstiger Hindernisse von der Verpflichtung zum Erscheinen in der Hauptverhandlung entbunden werden, wenn nach dem Ermessen der Gerichtsbehörde voraussichtlich keine andere Strafe als Freiheitsstrafe bis zu sechs Monaten oder Geldstrafe oder Einziehung allein oder in Verbindung mit einander zu erwarten steht.

§ 13. Die Gerichtsbarkeit in den zur Zuständigkeit der Schwurgerichte gehörenden Sachen wird für das Schutzgebiet den vom Reichskanzler zu bezeichnenden Gerichtsbehörden erster Instanz übertragen.

Für diese Sachen finden die Vorschriften Anwendung, welche für die im § 28 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit bezeichneten Strafsachen gelten.

§ 14. In Strafsachen findet vor der Gerichtsbehörde zweiter Instanz in Bezug auf die Zuziehung der Beisitzer die Vorschrift des § 30 des Gerichtsverfassungsgesetzes mit der oben im § 7 Absatz 1 bezeichneten Massgabe Anwendung. Den Umfang der Beweisaufnahme bestimmt das Gericht, ohne hierbei durch Anträge, Verzichte oder frühere Beschlüsse gebunden zu sein.

Die Mitwirkung einer Staatsanwaltschaft findet nicht statt. Der nicht auf freiem Fusse befindliche Angeklagte hat An-

spruch auf Anwesenheit in der Hauptverhandlung, wenn er sich am Orte des Berufungsgerichts befindet.

In den im § 13 Absatz 1 bezeichneten Sachen ist die Verteidigung auch in der Berufungsinstanz notwendig. In der Hauptverhandlung ist die Anwesenheit des Verteidigers erforderlich; der § 145 der Strafprozessordnung findet Anwendung.

Im übrigen verbleibt es bei den Vorschriften im § 40 des Gesetzes über die Konsulargerichtsbarkeit.

§ 15. Die Todesstrafe ist durch Erschiessen oder Erhängen zu vollstrecken.

Der Gouverneur bestimmt, welche der beiden Vollstreckungsarten in dem einzelnen Falle stattzufinden hat.

§ 16. In dem Verfahren vor den Gerichtsbehörden im Schutzgebiete finden das Gerichtskostengesetz und die Gebührenordnungen für Gerichtsvollzieher, für Zeugen und Sachverständige, sowie für Rechtsanwälte keine Anwendung.

Die Vorschriften, welche an Stelle der bezeichneten Gesetze zu treten haben, werden von dem Reichskanzler erlassen.

§ 17. Die nach § 2 des Gesetzes, betreffend die Rechtsverhältnisse der deutschen Schutzgebiete, für die Rechtsverhältnisse an unbeweglichen Sachen einschliesslich des Bergwerkseigentums massgebenden Vorschriften finden keine Anwendung.

Der Reichskanzler und mit dessen Genehmigung der Gouverneur sind bis auf weiteres zur Regelung dieser Verhältnisse befugt, die erforderlichen Bestimmungen zu treffen und insbesondere die Voraussetzungen für den Erwerb und die dingliche Belastung von Grundstücken durch Rechtsgeschäfte mit den Eingeborenen festzustellen.

§ 18. Das Gesetz, betreffend die Eheschliessung und die Beurkundung des Personenstandes von Reichsangehörigen im Auslande, vom 4. Mai 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 599) findet in dem Schutzgebiete vom 1. Januar 1891 ab auf Personen, welche nicht Eingeborene (§ 3) sind, Anwendung.

§ 19. Bis zur Übernahme der Verwaltung durch den Gouverneur werden die dem letzteren auf Grund dieser Verordnung zustehenden Befugnisse von dem Reichskommissar wahrgenommen.

§ 20. Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Verkündigung inkraft.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 1. Januar 1891.

Wilhelm.
von Caprivi.

50. Gesetz betr. die kaiserl. Schutztruppe in Deutsch-Ostafrika. 1891 Jan. 22.

Reichs-Gesetzblatt 1891, S. 53—57.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und Sicherheit in Deutsch-Ostafrika, insbesondere zur Bekämpfung des Sklavenhandels wird eine Schutztruppe verwendet, deren oberster Kriegsherr der Kaiser ist.

I. Bildung, Ergänzung und Rechtsverhältnisse.

§ 2. Die Schutztruppe wird gebildet:

a) aus Offizieren, Ingenieuren des Soldatenstandes, Sanitätsoffizieren, Beamten und Unteroffizieren des Reichsheeres und der kaiserlichen Marine, welche auf Grund freiwilliger Meldung der Schutztruppe zeitweise zugeteilt werden:

b) aus angeworbenen Farbigen.

§ 3. Die der Schutztruppe zugeteilten deutschen Militärpersonen und Beamten scheiden aus dem Heere und, soweit sie der kaiserlichen Marine angehören, aus dem Etat der letzteren aus. Sie gelten als ausser diesem Etat stehende, zeitweise abkommandierte Angehörige der kaiserlichen Marine.

Die der Schutztruppe zugeteilten Zivilbeamten der Militär- oder Marineverwaltung gelten als Militärbeamte.

§ 4. Die hinsichtlich des strafgerichtlichen Verfahrens gegen die der Schutztruppe zugeteilten Militärpersonen durch die besonderen Verhältnisse der Schutztruppe gebotenen Abweichungen von den Vorschriften der Militärstrafgerichtsordnung werden durch kaiserliche Verordnung bestimmt.

§ 5. Inbetreff der Versorgungsansprüche der der kaiserlichen Schutztruppe zugeteilten Militärpersonen und ihrer Angehörigen finden die Bestimmungen, welche für die aus dem Marineetat besoldeten Militärpersonen gelten, mit den nachstehenden Massgaben Anwendung.

II. Versorgung.

§ 6. Als Dienstbeschädigung ist ausser den in den §§ 3, 51 und 59 des Reichsmilitärpensionsgesetzes vom 27. Juni 1871 erwähnten Beschädigungen auch die auf die klimatischen Einflüsse während der Zugehörigkeit zur Schutztruppe zurückzuführende bleibende Störung der Gesundheit anzusehen.

Die Entscheidung darüber, ob eine mit dem Dienst in der Schutztruppe in ursächlichem Zusammenhange stehende Dienstbeschädigung vorliegt, erfolgt für diejenigen Personen des Soldatenstandes, welche in das Heer zurückgetreten sind, durch die

oberste Militärverwaltungsbehörde des Kontingents im Einvernehmen mit dem Reichskanzler (Reichs-Marine-Amt).

§ 7. Bei Bemessung der Höhe der Pension bleiben die Bezüge in der Schutztruppe ausser betracht. Hinsichtlich der Offiziere, Ingenieure des Soldatenstandes, Deckoffiziere, Sanitätsoffiziere und oberen Beamten gelten als pensionsfähiges Diensteinkommen die Gebührnisse, welche nach ihrem Dienstalter und ihrer Charge in der kaiserlichen Marine zustehen würden.

Als pensionsfähiges Diensteinkommen gilt:

für den Oberbüchsenmacher der Betrag von 2200 Mark,
für Feldwebel der Betrag von . . . . . 2000 -
für Büchsenmacher, Sergeanten, Unteroffiziere und Lazaretgehülfen der Betrag von . . 1600 -
und für das sonstige Personal der Schutztruppe der Betrag von . . . . 1200 -

jährlich.

§ 8. Die Bemessung der Pension der Personen des Soldatenstandes der Unterklassen erfolgt unbeschadet ihres Anspruchs auf Pensionserhöhung und den Zivilversorgungsschein nach den Bestimmungen des Reichsbeamtengesetzes, sofern es für sie günstiger ist.

§ 9. Jeder Offizier, Ingenieur des Soldatenstandes, Deckoffizier, Sanitätsoffizier oder obere Beamte, welcher nachweislich durch den Dienst in der Schutztruppe invalide und zur Fortsetzung des aktiven Militär- oder Seedienstes unfähig geworden ist, erhält an Stelle der im § 12 des Gesetzes vom 27. Juni 1871 vorgesehenen Pensionserhöhung eine Erhöhung der Pension, welche beträgt:

a) 1020 Mark jährlich, wenn die Pensionierung aus der Charge eines Deckoffiziers, beziehungsweise eines Lieutenants oder Hauptmanns (Kapitän-Lieutenants) II. Klasse oder, bei oberen Beamten, aus einem pensionsfähigen Diensteinkommen von weniger als 3600 Mark erfolgt,

b) 750 Mark jährlich, wenn die Pensionierung aus einer anderen militärischen Charge (§ 7) oder, bei oberen Beamten, aus einem pensionsfähigen Diensteinkommen von 3600 Mark und darüber erfolgt.

Militärpersonen der Unterklassen, welche in der vorbezeichneten Weise ganz invalide geworden sind, erhalten an Stelle der im § 71 a. a. O. vorgesehenen Zulage eine Pensionserhöhung von jährlich 300 Mark.

Für diejenigen, welche der Schutztruppe ohne Unterbrechung länger als drei Jahre angehört haben, findet für jedes weitere volle Dienstjahr eine Steigerung der Pensionserhöhung um ein Sechstel bis zur Erreichung des Doppelbetrages statt.

§ 10. Bei denjenigen aus dem Dienst der kaiserlichen Schutztruppe scheidenden Personen, welche derselben ununterbrochen mindestens zwölf volle Jahre angehört haben, ist eingetretene Dienstunfähigkeit nicht Vorbedingung des Anspruchs auf Pension.

Für den Anspruch auf die Pensionserhöhungen (§ 9) ist jedoch der Nachweis der Invalidität erforderlich.

§ 11. Die Zeit der Verwendung in Afrika wird bei der Pensionierung doppelt in Anrechnung gebracht, sofern sie mindestens sechs Monate ohne Unterbrechung gedauert hat. Seereisen ausserhalb der Ost- und Nordsee rechnen hierbei der Verwendung in Afrika gleich.

Ausgenommen von dieser Doppelrechnung ist die in solche Jahre fallende Dienstzeit, welche bereits als Kriegsjahr zu erhöhtem Ansatz kommt.

Die Doppelrechnung der Dienstjahre in der Schutztruppe hat auch für diejenigen Militärpersonen stattzufinden, welche ohne Pension aus der Schutztruppe in ihr früheres Dienstverhältnis zurücktreten und demnächst aus diesem letzteren Dienstverhältnis pensioniert werden.

§ 12. Versorgungsansprüche wegen einer in der Schutztruppe erlittenen inneren Dienstbeschädigung können nur innerhalb sechs Jahren nach dem Ausscheiden aus der Schutztruppe geltend gemacht werden.

Bei Verwundungen, äusseren Dienstbeschädigungen und der kontagiösen Augenkrankheit ist die Geltendmachung von Versorgungsansprüchen ohne Zeitbeschränkung zulässig.

Versorgungsansprüche, die nicht wegen Dienstbeschädigung erhoben werden, sind nur insoweit zulässig, als sie bis zum Ausscheiden aus der Schutztruppe erhoben sind.

§ 13. Scheiden Personen des Soldatenstandes aus der Schutztruppe mit Pension aus, so beginnt die Zahlung der letzteren mit dem Ablauf des Vierteljahres, welches auf den Monat folgt, in welchem das Ausscheiden stattgefunden hat. Bis zum Beginn der Pensionszahlung wird dem Pensionär das bisherige Gehalt belassen.

§ 14. Werden Militärpersonen nach dem Ausscheiden aus der Schutztruppe wegen einer mit dem Dienst in letzterer in ursächlichem Zusammenhange stehenden Dienstbeschädigung pensioniert, nachdem sie in den Dienst des Heeres oder der kaiserlichen Marine wieder übernommen waren, so fällt die gesamte von ihnen erdiente Pension dem ordentlichen Pensionsfonds zur Last.

§ 15. Hinterlässt eine der Schutztruppe angehörige Person des Soldatenstandes eine Witwe oder eheliche Nachkommenschaft, so gebührt den Hinterbliebenen für das auf den Sterbemonat folgende Vierteljahr noch das volle Gehalt des Verstorbenen.

§ 16. Die in den §§ 41 ff, § 56 und §§ 94 ff, des Gesetzes vom 27. Juni 1871 vorgesehenen Beihülfen stehen den Hinterbliebenen auch dann zu, wenn der Tod infolge einer militärischen Aktion oder klimatischer Einflüsse und vor Ablauf von sechs Jahren nach dem Ausscheiden aus der Schutztruppe eingetreten ist.

Die Bestimmungen dieses Paragraphen finden auf die Angehörigen solcher Militärpersonen, welche nach einer militärischen ... isst werden, gleichmässig Anwendung, wenn nach dem

Ermessen der obersten Marineverwaltungsbehörde das Ableben mit hoher Wahrscheinlichkeit anzunehmen ist.

§ 17. Oberste Verwaltungs-, beziehungsweise Reichsbehörde im Sinne der Pensionsgesetze ist für die kaiserliche Schutztruppe der Reichskanzler (Reichs-Marine-Amt).

III. Übergangsbestimmungen.

§ 18. Ausser den im § 2 lit. a bezeichneten Militärpersonen können in die Schutztruppe auch solche Deutsche übernommen werden, welche der von dem Reichskommissar für Ostafrika angeworbenen Truppe angehören. Sie erhalten hierdurch die Rechte und Pflichten der vorerwähnten Militärpersonen.

§ 19. Für die in die Schutztruppe übernommenen Personen ist der in der Truppe des Reichskommissars bereits abgeleistete Dienst im Sinne dieses Gesetzes demjenigen in der Schutztruppe gleich zu achten.

§ 20. Denjenigen aus dem Heere oder der kaiserlichen Marine zur Truppe des Reichskommissars übergetretenen Militärpersonen, welche aus dieser bereits ausgeschieden sind oder in die kaiserliche Schutztruppe nicht übernommen werden, und ihren Hinterbliebenen können Versorgungsansprüche nach Massgabe der bisherigen Bestimmungen über die Versorgung der Militärpersonen des Heeres und der kaiserlichen Marine und ihrer Hinterbliebenen vom Reichskanzler zugestanden werden.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin den 22. März 1891.

Wilhelm.
von Caprivi.

51. Gesetz betr. Abänderung der Mass- und Gewichtsordnung [oben No. 7, bzw. 9 u. 40]. 1893 April 26.

Reichs-Gesetzblatt 1893, S. 151 f.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Die Artikel 1, 2, 3 und 5 der Mass- und Gewichtsordnung erhalten nachstehende Fassung:

Artikel 1.

Das Meter und das Kilogramm sind die Grundlagen des Masses und des Gewichtes.

Das Meter ist die Einheit des Längenmasses. Es wird

dargestellt durch den bei der Temperatur des schmelzenden Eises gemessenen Abstand der Endstriche auf demjenigen Massstab, welcher von der internationalen Generalkonferenz für Mass und Gewicht als internationales Prototyp des Meter anerkannt worden und bei dem internationalen Mass- und Gewichtsbureau niedergelegt ist.

Das Kilogramm ist die Einheit des Gewichtes. Es wird dargestellt durch die Masse desjenigen Gewichtsstückes, welches durch die internationale Generalkonferenz für Mass und Gewicht als internationales Prototyp des Kilogramm anerkannt worden und bei dem internationalen Mass- und Gewichtsbureau niedergelegt ist.

Artikel 2.

Als Urmass gilt derjenige von dem Prototyp des Meter (Artikel 1 Absatz 2) abgeleitete Massstab aus Platin-Iridium, welcher durch die internationale Generalkonferenz für Mass und Gewicht dem deutschen Reich als nationales Prototyp überwiesen worden ist. Derselbe wird von der Normal-Eichungskommission aufbewahrt.

Artikel 3.

Aus dem Meter werden die Einheiten des Flächenmasses und des Körpermasses — Quadratmeter und Kubikmeter — gebildet. Für die Teile und für die Vielfachen dieser Masseinheiten gelten folgende Bezeichnungen:

A. Längenmasse.

Der tausendste Teil des Meter heisst das Millimeter.
Der hundertste Teil des Meter heisst das Centimeter.
Tausend Meter heissen das Kilometer.

B. Flächenmasse.

Hundert Quadratmeter heissen das Ar.
Zehntausend Quadratmeter oder hundert Ar heissen das Hektar.

C. Körpermasse.

Dem tausendsten Teil des Kubikmeter wird der von einem Kilogramm reinen Wassers im Zustande seiner grössten Dichtigkeit unter dem absoluten Druck einer Atmosphäre eingenommene Raum gleichgeachtet. Derselbe heisst das Liter.

Der zehnte Teil des Kubikmeter oder hundert Liter heissen das Hektoliter.

Zulässig ist die Bezeichnung von Flächen oder Räumen durch die Quadrate oder Würfel des Centimeter und des Millimeter.

Artikel 5.

Als Urgewicht gilt dasjenige von dem Prototyp des Kilogramm (Artikel 1 Absatz 3) abgeleitete Gewichtsstück aus Platin-Iridium, welches durch die internationale Generalkonferenz für Mass und

Gewicht dem deutschen Reich als nationales Prototyp überwiesen worden ist. Dasselbe wird von der Normal-Eichungskommission aufbewahrt.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Rom den 26. April 1893.

Wilhelm.
von Boetticher.

52. Gesetz betr. die Ersatzverteilung. 1893 Mai 26.

Reichs-Gesetzblatt 1893, S. 135 f.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Artikel I.

Der Artikel 53 der Reichsverfassung erhält folgende Fassung:

Artikel 53.

Die Kriegsmarine des Reichs ist eine einheitliche unter dem Oberbefehl des Kaisers. Die Organisation und Zusammensetzung derselben liegt dem Kaiser ob, welcher die Offiziere und Beamten der Marine ernennt, und für welchen dieselben nebst den Mannschaften eidlich in Pflicht zu nehmen sind.

Der Kieler Hafen und der Jadehafen sind Reichskriegshäfen.

Der zur Gründung und Erhaltung der Kriegsflotte und der damit zusammenhängenden Anstalten erforderliche Aufwand wird aus der Reichskasse bestritten.

Die gesamte seemännische Bevölkerung des Reichs, einschliesslich des Maschinenpersonals und der Schiffshandwerker, ist vom Dienste im Landheere befreit, dagegen zum Dienste in der kaiserlichen Marine verpflichtet.

Artikel II.

§ 1. Der Kaiser bestimmt für jedes Jahr die Zahl der in das Heer und in die Marine einzustellenden Rekruten.

Der Gesamtbedarf an Rekruten wird für das unter preussischer Verwaltung stehende Reichs-Militärkontingent durch das preussische Kriegsministerium, für die übrigen Reichs-Militärkontingente durch die betreffenden Kriegsministerien auf die Armeekorps-Bezirke verteilt, und zwar nach dem Verhältnis der im laufenden Jahre in diesen Bezirken vorhandenen, zur Einstellung in den aktiven Dienst

tauglichen Militärpflichtigen ausschliesslich derjenigen der seemännischen Bevölkerung.

Die Verteilung des Ersatzbedarfs für die Marine findet durch das preussische Kriegsministerium nach Massgabe der vorhandenen, zur Einstellung in den aktiven Dienst tauglichen Militärpflichtigen der seemännischen Bevölkerung statt. Beim Mangel an Ersatzmannschaften der seemännischen Bevölkerung wird der Bedarf durch Hinübergreifen auf geeignete Militärpflichtige der Landbevölkerung unter Zurechnung zu den für das Landheer aufzubringenden Rekruten gedeckt.

Vermag ein Armeekorps-Bezirk seinen Rekrutenanteil nicht aufzubringen, so wird der Ausfall auf die anderen Armeekorps-Bezirke desselben Reichs-Militärkontingents nach Massgabe der vorhandenen Überzähligen verteilt.

Die unter selbständiger Militärverwaltung stehenden Armeekorps-Bezirke können im Bedarfsfalle im Frieden zur Rekrutengestellung für Armeekorps anderer Reichs-Militärkontingente nur in dem Masse herangezogen werden, als Angehörige der betreffenden Kontingente bei ihnen in Gemässheit des § 12 des Reichs-Militärgesetzes vom 2. Mai 1874 in der Fassung des Gesetzes vom 6. Mai 1880 (Reichs-Gesetzbl. S. 103) zur Aushebung gelangen. Bezüglichen Ausgleich regeln die Kriegsministerien unter einander.

Für die Zuteilung der auszuhebenden Rekruten an die Truppen des Reichsheeres ist im übrigen das militärische Bedürfnis massgebend.

§ 2. Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündigung inkraft.

Zu demselben Zeitpunkte treten der § 9 des Gesetzes, betreffend die Verpflichtung zum Kriegsdienste, vom 9. November 1867 (Bundes-Gesetzbl. S. 131 ff.) und der § 9 des Reichs-Militärgesetzes vom 2. Mai 1874 (Reichs-Gesetzbl. S. 45 ff.) ausser kraft.

§ 3. Die Ausführungsbestimmungen zu diesem Gesetze erlässt der Kaiser.

§ 4. Gegenwärtiges Gesetz kommt in Baiern nach näherer Bestimmung des Bündnisvertrages vom 23. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1871 S. 9) unter III § 5, in Württemberg nach näherer Bestimmung der Militärkonvention vom 21./25. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1879 S. 658) zur Anwendung.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Prökelwitz den 26. Mai 1893.

Wilhelm.
von Boetticher.

53. Gesetz betr. die Friedenspräsenzstärke des deutschen Heeres. 1893. Aug. 3.

Reichs-Gesetzblatt 1893, S. 233—235. — Vgl. unten Nr. 56.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Artikel I.

§ 1. Die Friedenspräsenzstärke des deutschen Heeres an Gemeinen, Gefreiten und Obergefreiten wird für die Zeit vom 1. Oktober 1893 bis 31. März 1899 auf 479 229 Mann als Jahresdurchschnittsstärke festgestellt.

An derselben sind die Bundesstaaten mit eigener Militärverwaltung nach Massgabe der Bevölkerungsziffer beteiligt.

Die Einjährig-Freiwilligen kommen auf die Friedenspräsenzstärke nicht in Anrechnung.

Die Stellen der Unteroffiziere unterliegen in gleicher Weise wie die der Offiziere, Ärzte und Beamten der Feststellung durch den Reichshaushalts-Etat.

In offenen Unteroffizierstellen dürfen Gemeine nicht verpflegt werden.

§ 2. Vom 1. Oktober 1893 ab werden
die Infanterie in . . . 538 Bataillone und 173 Halbbataillone,
die Kavallerie in . . 465 Eskadrons,
die Feldartillerie in . . 494 Batterien,
die Fussartillerie in . . 37 Bataillone,
die Pioniere in . . . 23 Bataillone,
die Eisenbahntruppen in 7 Bataillone,
der Train in . . . . 21 Bataillone
formiert.

Artikel II.

Für die Zeit vom 1. Oktober 1893 bis zum 31. März 1899 treten bezüglich der Dienstpflicht folgende Bestimmungen inkraft:

§ 1. Während der Dauer der Dienstpflicht im stehenden Heere sind die Mannschaften der Kavallerie und der reitenden Feldartillerie die ersten drei, alle übrigen Mannschaften die ersten zwei Jahre zum ununterbrochenen Dienst bei den Fahnen verpflichtet.

Im Falle notwendiger Verstärkungen können auf Anordnung des Kaisers die nach der Bestimmung des ersten Absatzes zu entlassenden Mannschaften im aktiven Dienst zurückbehalten werden. Eine solche Zurückbehaltung zählt für eine Übung in sinngemässer Anwendung des letzten Absatzes des § 6 des Gesetzes, betreffend die Verpflichtung zum Kriegsdienst vom 9. November 1867 (Bundes-Gesetzbl. 1867, S. 131).

§ 2. Mannschaften, welche nach einer zweijährigen aktiven

Dienstzeit entlassen worden sind (§ 1), kann im ersten Jahre nach ihrer Entlassung die Erlaubnis zur Auswanderung auch in der Zeit, in welcher sie zum aktiven Dienst nicht einberufen sind, verweigert werden.

Die Bestimmung des § 60 Ziffer 3 des Reichs-Militärgesetzes vom 2. Mai 1874 (Reichs-Gesetzbl. 1874, S. 45) findet auf die nach zweijähriger aktiver Dienstzeit entlassenen Mannschaften keine Anwendung. Auch bedürfen diese Mannschaften keiner militärischen Genehmigung zum Wechsel des Aufenthalts.

§ 3. Mannschaften der Kavallerie und der reitenden Feldartillerie, welche im stehenden Heere drei Jahre aktiv gedient haben, dienen in der Landwehr ersten Aufgebots nur drei Jahre.

§ 4. Alle diesem Artikel entgegenstehenden Bestimmungen, insbesondere die bezüglichen Festsetzungen des § 6 des Gesetzes, betreffend die Verpflichtung zum Kriegsdienst vom 9. November 1867 und des § 2 des Artikels II des Gesetzes, betreffend Änderungen der Wehrpflicht vom 11. Februar 1888 (Reichs-Gesetzbl. 1888, S. 11) treten ausser kraft.

Artikel III.

Die Bestimmungen des Artikels II § 1, erster Absatz, finden für diejenigen Mannschaften, welche nach zweijährigem aktiven Dienst hiernach zur Entlassung zu kommen hätten, im ersten Jahre nach Inkrafttreten dieses Gesetzes keine Anwendung; jedoch zählt eine solche Zurückbehaltung für eine Übung, desgleichen eine etwaige Einberufung während des angeführten Zeitraumes.

Artikel IV.

Die §§ 1 und 2 des Gesetzes, betreffend die Friedenspräsenzstärke des deutschen Heeres vom 15. Juli 1890 (Reichs-Gesetzbl. 1890, S. 140) treten mit dem 1. Oktober 1893 ausser kraft.

Artikel V.

Gegenwärtiges Gesetz kommt in Baiern nach näherer Bestimmung des Bündnisvertrages vom 23. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1871, S. 9) unter III § 5, in Württemberg nach näherer Bestimmung der Militärkonvention vom 21./25. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1870, S. 658), vorbehaltlich der Vereinbarung zwischen den Militärverwaltungen Preussens und Württembergs wegen der Überführung des Fussartilleriebataillons Nr. 13 auf preussischen Etat, zur Anwendung.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben an Bord M. Y. „Hohenzollern“
Cowes den 3. August 1893.

Wilhelm.
Graf von Caprivi.

54. Gesetz betr. die Änderung des Gesetzes [oben Nr. 12] über den Unterstützungswohnsitz. 1894 März 12.

Reichs-Gesetzblatt 1894, S. 259—261.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Artikel 1.

Das Gesetz über den Unterstützungswohnsitz vom 6. Juni 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 360) wird in nachstehender Weise abgeändert:

I. Im § 10 und § 22 ist an Stelle der Worte: „nach zurückgelegtem vierundzwanzigsten Lebensjahre" zu setzen: „nach zurückgelegtem achtzehnten Lebensjahre".

II. Der § 29 erhält folgende Fassung:

Wenn Personen, welche gegen Lohn oder Gehalt in einem Dienst- oder Arbeitsverhältnis stehen, oder deren ihren Unterstützungswohnsitz teilende Angehörige, oder wenn Lehrlinge am Dienst- oder Arbeitsorte erkranken, so hat der Ortsarmenverband dieses Ortes die Verpflichtung, den Erkrankten die erforderliche Kur und Verpflegung zu gewähren.

Ein Anspruch auf Erstattung der entstehenden Kur- und Verpflegungskosten, beziehungsweise auf Übernahme des Hülfsbedürftigen gegen einen anderen Armenverband erwächst in diesen Fällen nur, wenn die Krankenpflege länger als dreizehn Wochen fortgesetzt wurde, und nur für den über diese Frist hinausgehenden Zeitraum.

Dem zur Unterstützung an sich verpflichteten Armenverbande muss spätestens sieben Tage vor Ablauf des dreizehnwöchentlichen Zeitraums Nachricht von der Erkrankung gegeben werden, widrigenfalls die Erstattung der Kosten erst von dem sieben Tage nach dem Eingange der Nachricht beginnenden Zeitraume an gefordert werden kann.

Die Bestimmungen der Absätze 2 und 3 finden keine Anwendung, wenn das Dienst- oder Arbeitsverhältnis, durch welches der Aufenthalt am Dienst- oder Arbeitsorte bedingt wurde, nach seiner Natur oder im voraus durch Vertrag auf einen Zeitraum von einer Woche oder weniger beschränkt ist.

Schwangerschaft an sich ist nicht als eine Krankheit im Sinne der vorstehenden Bestimmung anzusehen.

III. 1. Im § 30 Absatz 1 lit. b Zeile 1 ist statt der Worte: „wenn

der Unterstützte keinen Unterstützungswohnsitz hat" zu setzen: „wenn ein Unterstützungswohnsitz des Unterstützten nicht zu ermitteln ist".

2. Zwischen die Absätze 1 und 2 des § 30 ist folgender neuer Absatz einzuschieben:

„Der Beweis, dass ein Unterstützungswohnsitz des Unterstützten nicht zu ermitteln gewesen ist, gilt schon dann als erbracht, wenn der die Erstattung fordernde Armenverband dargelegt hat, dass er alle diejenigen Erhebungen vorgenommen hat, welche nach Lage der Verhältnisse als geeignet zur Ermittelung eines Unterstützungswohnsitzes anzusehen waren. Wird nach der Erstattung ein Unterstützungswohnsitz des Unterstützten nachträglich ermittelt, so ist der Armenverband, welcher die Erstattung vorgenommen hat, berechtigt, von dem Armenverbande des Unterstützungswohnsitzes für die gewährte Unterstützung und für die durch nachträgliche Ermittelungen entstandenen Kosten Ersatz zu beanspruchen."

IV. In das Gesetz wird aufgenommen:

§ 30a. Erstattungs- und Ersatzansprüche, welche auf Grund dieses Gesetzes erhoben werden, verjähren in zwei Jahren vom Ablauf desjenigen Jahres ab, in welchem der Anspruch entstanden ist.

V. In das Gesetz wird aufgenommen:

§ 32a. Soweit nach Bestimmung der Landesgesetze einzelne Zweige der öffentlichen Armenpflege den Landarmenverbänden übertragen sind, gehen auf diese die Rechte und Pflichten der Ortsarmenverbände über.

Artikel 2.

In den § 361 des Strafgesetzbuchs wird hinter Nummer 9 folgende Nummer 10 eingestellt:

„10. wer, obschon er in der Lage ist, diejenigen, zu deren Ernährung er verpflichtet ist, zu unterhalten, sich der Unterhaltungspflicht trotz der Aufforderung der zuständigen Behörde derart entzieht, dass durch Vermittelung der Behörde fremde Hülfe in Anspruch genommen werden muss;"

Ferner ist in dem letzten Absatz des § 361 des Strafgesetzbuchs (Reichs-Gesetzbl. 1876 S. 112) Zeile 2 von unten hinter „9" zu setzen: „und 10".

Artikel 3.

Dieses Gesetz tritt mit dem 1. April 1894 inkraft.

Der Reichskanzler wird ermächtigt, den Text des Gesetzes über den Unterstützungswohnsitz vom 6. Juni 1870 (Bundes-Gesetzbl. S. 360), wie er sich aus den Änderungen durch gegen-

wärtiges Gesetz ergiebt, durch das Reichs-Gesetzblatt bekannt zu machen.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Berlin im Schloss den 12. März 1894.

Wilhelm.
von Boetticher.

55. Bekanntmachung betr. die Ausführung des Gesetzes [oben Nr. 21] über den Orden der Gesellschaft Jesu. 1894 Juli 18.

Reichs-Gesetzblatt 1894, S. 503.

Auf Grund der Bestimmung im § 3 des Gesetzes, betreffend den Orden der Gesellschaft Jesu, vom 4. Juli 1872 (Reichs-Gesetzbl. S. 253) und im Hinblick auf die Bekanntmachung, betreffend die Ausführung dieses Gesetzes, vom 20. Mai 1873 (Reichs-Gesetzbl. S. 109) hat der Bundesrat beschlossen,

auszusprechen, dass das Gesetz, betreffend den Orden der Gesellschaft Jesu, vom 4. Juli 1872 (Reichs-Gesetzbl. S. 253) auf

die Kongregation der Redemptoristen (Congregatio Sacerdotum sub titulo Sanctissimi Redemptoris), sowie

die Kongregation der Priester vom heiligen Geiste (Congregatio Sancti Spiritus sub tutela immaculati cordis Beatae Virginis Mariae),

fortan keine Anwendung zu finden habe.

Berlin, den 18. Juli 1894.

Der Stellvertreter des Reichskanzlers.
von Boetticher.

56. Gesetz enthaltend Änderungen des Gesetzes [oben Nr. 53] betr. die Friedenspräsenzstärke des deutschen Heeres. 1896 Juni 28.

Reichs-Gesetzblatt 1896, S. 179 f.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc. verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Der § 2 des Artikels I des Gesetzes, betreffend die Friedenspräsenzstärke des deutschen Heeres vom 3. August 1893 (Reichs-Gesetzbl. 1893, S. 233) erhält nachstehende Fassung:

Vom 1. April 1897 ab werden

die Infanterie in . . . . . . 624 Bataillone,
die Kavallerie in . . . . . 465 Eskadrons,
die Feldartillerie in . . . . 494 Batterien,
die Fussartillerie in . . . . 37 Bataillone,
die Pioniere in . . . . . . 23 Bataillone,
die Eisenbahntruppen in . . . 7 Bataillone,
der Train in . . . . 21 Bataillone
formiert.

§ 2. Gegenwärtiges Gesetz kommt in Baiern nach näherer Bestimmung des Bündnisvertrages vom 23. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1871, S. 9) unter III § 5, in Württemberg nach näherer Bestimmung der Militärkonvention vom 21./25. November 1870 (Bundes-Gesetzbl. 1870, S. 658) zur Anwendung.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Travemünde an Bord M. Y. „Hohenzollern“ den 28. Juni 1896.

Wilhelm.
Fürst zu Hohenlohe.

57. Verordnung betr. die Rechtsverhältnisse der Landesbeamten in den Schutzgebieten. 1896 Aug. 9.

Reichs-Gesetzblatt 1896, S. 691—694.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs für die Schutzgebiete, was folgt:

Artikel 1. Das Gesetz, betreffend die Rechtsverhältnisse der Reichsbeamten vom 31. März 1873 (Reichs-Gesetzbl. S. 61) nebst dem dasselbe abändernden Gesetze vom 21. April 1886 (Reichs-Gesetzbl. S. 80), sowie das Gesetz, betreffend die Fürsorge für die Witwen und Waisen der Reichsbeamten der Zivilverwaltung vom 20. April 1881 (Reichs-Gesetzbl. S. 85) nebst dem Abänderungsgesetze vom 5. März 1888 (Reichs-Gesetzbl. S. 65) und das Gesetz, betreffend die Zurückbeförderung der Hinterbliebenen im Auslande angestellter Reichsbeamten und Personen des Soldatenstandes vom 1. April 1888 (Reichs-Gesetzbl. S. 131) finden, soweit nicht in den nachfolgenden Artikeln ein Anderes bestimmt ist, auf die Rechtsverhältnisse der Beamten, welche ihr Diensteinkommen aus den Fonds eines Schutzgebietes beziehen, mit der Massgabe entsprechende Anwendung, dass, wo in jenen Gesetzen von dem Reich, dem Reichsdienst, den Reichsfonds oder anderen Einrichtungen des Reichs die Rede ist, das betreffende Schutzgebiet und dessen entsprechende Einrichtungen zu verstehen sind.

Artikel 2. Im Falle des § 66 Absatz 1 des Gesetzes vom 31. März 1873 erfolgt die Entscheidung über die Versetzung eines Beamten in den Ruhestand durch den Kaiser.

Artikel 3. Die Befugnisse, welche nach den im Artikel 1 bezeichneten Gesetzen der obersten Reichsbehörde zustehen, werden, soweit nicht durch diese Verordnung ein Anderes bestimmt ist, durch den Reichskanzler ausgeübt.

Imgleichen erfolgen die in § 5 Absatz 1, §§ 18, 39, 52 und § 68 Absatz 2 des Gesetzes vom 31. März 1873, sowie im § 1 des Gesetzes vom 31. Mai 1887 vorgesehenen Bestimmungen und Entscheidungen ausschliesslich durch den Reichskanzler.

Die nach § 66 Absatz 2 des Gesetzes vom 31. März 1873 von dem Reichskanzler zu treffende Entscheidung ist endgültig.

Artikel 4. Die Gouverneure und Landeshauptleute sowie in Deutsch-Ostafrika der Abteilungschef für die Finanzverwaltung und der Oberrichter erhalten eine kaiserliche Bestallung. Die übrigen Beamten werden im Namen des Kaisers durch den Reichskanzler angestellt, welcher diese Befugnis, soweit es sich um mittlere und untere Beamte handelt, den Gouverneuren oder Landeshauptleuten übertragen kann.

Artikel 5. Die Vorschriften über den Urlaub der Beamten und deren Stellvertretung, über die Tagegelder und Umzugskosten, sowie über die Verpflichtung zur Teilnahme an den Kasino- und Messe-Einrichtungen werden vom Reichskanzler erlassen. Der Reichskanzler bestimmt auch, inwieweit bei längerem Urlaub, in Krankheits- und sonstigen Abwesenheitsfällen das Gehalt ganz oder zum Teil einzubehalten ist.

Artikel 6. Die in den Schutzgebieten zugebrachte Dienstzeit wird bei der Pensionierung doppelt in Anrechnung gebracht, sofern sie mindestens ein Jahr gedauert hat.

Für die von dem Beamten erworbenen Pensions- und Reliktenansprüche bleibt das Schutzgebiet nur insoweit verpflichtet, als dem Beamten nicht aus Reichs-, Staats- oder Kommunalfonds ein Diensteinkommen oder Pensions- und Reliktenansprüche in gleichem oder höherem Betrage zustehen.

Ein Beamter, welcher nicht mehr zum Tropendienst fähig ist, geht der im Dienst des Schutzgebietes erworbenen Pensions- und Reliktenansprüche verlustig, sofern er die Übernahme einer Stelle im Reichs-, Staats- oder Kommunaldienst ablehnt, deren Diensteinkommen das im Schutzgebiete zuständige persönliche pensionsberechtigende Gehalt erreicht oder übersteigt. Das Gleiche gilt, sofern er das Anerbieten, ihn unter Wahrung seines früheren Ranges und Dienstalters in den Reichs-, Staats- oder Kommunaldienst wieder aufzunehmen, ablehnt.

Artikel 7. Der Reichskanzler bestimmt, inwieweit einem in den Ruhestand oder in den einstweiligen Ruhestand versetzten Beamten die Kosten des Umzuges nach dem innerhalb des Reichs von demselben gewählten Wohnorte zu gewähren sind.

Artikel 8. Die §§ 80 bis 83 des Gesetzes vom 31. März 1873 finden auf die Beamten mit folgenden Massgaben Anwendung:

1) Die Befugnis, in Gemässheit des § 81 Nr. 1 a. a. O. Geldstrafen bis zum höchsten zulässigen Betrage zu verhängen, steht auch den Gouverneuren und Landeshauptleuten gegenüber den ihnen unterstellten Beamten zu.
2) Den Bezirksamtmännern, sowie in Ostafrika dem Chef der Finanzverwaltung und dem Zolldirektor steht die Befugnis zu, Geldstrafen bis zum Betrage von dreissig Mark gegen die ihnen unterstellten Beamten zu verhängen.
3) Gegen richterliche Beamte können Ordnungsstrafen nur vom Reichskanzler verhängt werden.

Artikel 9. Die im § 85 Absatz 2 des Gesetzes vom 31. März 1873 bezeichneten vorläufigen Massregeln können von den im vorhergehenden Artikel unter Nr. 1 und 2 genannten Beamten getroffen werden.

Die §§ 86 bis 93 und 120 bis 123 desselben Gesetzes bleiben ausser Anwendung.

Die entscheidenden Disziplinarbehörden, welche je nach Bedürfnis zusammentreten, sind in erster Instanz die Disziplinarkammer für die Schutzgebiete, in zweiter Instanz der Disziplinarhof für die Schutzgebiete, beide mit dem Sitze in Berlin.

Die Disziplinarkammer entscheidet in der Besetzung von fünf, der Disziplinarhof in der Besetzung von sieben Mitgliedern. Bei ersterer müssen der Vorsitzende und wenigstens zwei Beisitzer, bei letzterem der Vorsitzende und wenigstens drei Beisitzer in richterlicher Stellung in einem Bundesstaate sein.

Die Mitglieder der Disziplinarkammer und des Disziplinarhofes werden für die Dauer der zur Zeit ihrer Ernennung von ihnen bekleideten Reichs- oder Staatsämter vom Kaiser ernannt, sie werden für die Erfüllung der Obliegenheiten ihres Amtes verpflichtet. In gleicher Weise werden für die Disziplinarkammer zwei und für den Disziplinarhof vier stellvertretende Mitglieder ernannt.

Die Geschäftsordnung bei den Disziplinarbehörden wird durch ein Regulativ bestimmt, welches der Disziplinarhof zu entwerfen und dem Reichskanzler zur Bestätigung einzureichen hat.

Artikel 10. Die im § 127, § 128 Absatz 2, § 131 des Gesetzes vom 31. März 1873 der obersten Reichsbehörde übertragenen Befugnisse werden gegenüber den Beamten, welche eine kaiserliche Bestallung erhalten haben, vom Reichskanzler, gegenüber den Bezirksrichtern in Ostafrika vom Oberrichter, gegenüber den übrigen Beamten vom Gouverneur oder Landeshauptmann ausgeübt. Gegen die Entscheidung des Gouverneurs, Landeshauptmanns oder Oberrichters findet Beschwerde an den Reichskanzler statt. Die Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung.

Artikel 11. Diejenigen Beamten, welche eine kaiserliche Bestallung erhalten haben, können durch kaiserliche Verfügung,

die übrigen Beamten, welche eine in den Besoldungsetats aufgeführte Stelle bekleiden, durch Verfügung des Reichskanzlers jederzeit mit Gewährung des gesetzlichen Wartegeldes in den einstweiligen Ruhestand versetzt werden.

Im Falle des § 37 Satz 2 des Gesetzes vom 31. März 1873 kann eine Pension auch auf bestimmte Zeit bewilligt werden.

Artikel 12. Die Verordnungen vom 3. August 1888, betreffend die Rechtsverhältnisse der Landesbeamten in den Schutzgebieten von Kamerun und Togo, und vom 22. April 1894, betreffend die Rechtsverhältnisse der Landesbeamten in Deutsch-Ostafrika, treten ausser kraft.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegebeu Wilhelmshöhe den 9. August 1896.

Wilhelm.

Fürst zu Hohenlohe.

58. Gesetz über das Auswanderungswesen. 1897 Juni 9.

Reichs-Gesetzblatt 1897, S. 463—472.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

I. Unternehmer.

§ 1. Wer die Beförderung von Auswanderern nach ausserdeutschen Ländern betreiben will (Unternehmer), bedarf hierzu der Erlaubnis.

§ 2. Zur Erteilung oder Versagung der Erlaubnis ist der Reichskanzler unter Zustimmung des Bundesrats zuständig.

§ 3. Die Erlaubnis ist in der Regel nur zu erteilen:

a) an Reichsangehörige, welche ihre gewerbliche Niederlassung im Reichsgebiete haben;

b) an Handesgesellschaften, eingetragene Genossenschaften und juristische Personen, welche im Reichsgebiet ihren Sitz haben; an offene Handelsgesellschaften, Kommanditgesellschaften und Kommanditgesellschaften auf Aktien jedoch nur, wenn ihre persönlich haftenden Gesellschafter sämtlich Reichsangehörige sind.

§ 4. Ausländischen Personen oder Gesellschaften, sowie solchen Reichsangehörigen, welche ihre gewerbliche Niederlassung nicht im Reichsgebiete haben, darf die Erlaubnis nur erteilt werden, wenn sie

a) einen im Reichsgebiete wohnhaften Reichsangehörigen zu

ihrem Bevollmächtigten bestellen, welcher sie in den auf die Beförderung der Auswanderer bezüglichen Angelegenheiten Behörden und Privaten gegenüber rechtsverbindlich zu vertreten hat,

b) wegen der aus der Annahme und Beförderung der Auswanderer erwachsenden Rechtsstreitigkeiten dem deutschen Rechte und den deutschen Gerichten sich unterwerfen.

§ 5. Vor Erteilung der Erlaubnis hat der Nachsuchende eine Sicherheit im Mindestbetrage von fünfzigtausend Mark zu bestellen und im Falle beabsichtigter überseeischer Beförderung den Nachweis zu führen, dass er Rheder ist.

§ 6. Die Erlaubnis ist nur für bestimmte Länder, Teile von solchen oder bestimmte Orte und im Falle überseeischer Beförderung nur für bestimmte Einschiffungshäfen zu erteilen.

§ 7. Bei Erteilung der Erlaubnis an solche deutsche Gesellschaften, welche sich die Besiedelung eines von ihnen in überseeischen Ländern erworbenen Gebiets zur Aufgabe machen, ist der Reichskanzler an die Vorschriften des § 5 nicht gebunden.

Im übrigen können aus besonderen Gründen Ausnahmen von den Vorschriften des § 5 zugelassen werden.

§ 8. Die Erlaubnis berechtigt den Unternehmer zum Geschäftsbetrieb im ganzen Reichsgebiete mit der Einschränkung, dass er ausserhalb des Gemeindebezirkes seiner gewerblichen Niederlassung und des Gemeindebezirkes seiner etwaigen Zweigniederlassungen bei der Ausübung seines gesamten Geschäftsbetriebs, soweit es sich dabei nicht lediglich um die Erteilung von Auskunft auf Anfrage oder um die Veröffentlichung der Beförderungsgelegenheiten oder Beförderungsbedingungen handelt, ausschliesslich der Vermittelung seiner nach § 11 ff zugelassenen Agenten sich zu bedienen hat.

§ 9. Der Unternehmer kann seine Befugnisse zum Geschäftsbetriebe durch Stellvertreter ausüben. Die Bestellung eines solchen ist erforderlich für die Geschäftsführung in Zweigniederlassungen.

Nach dem Tode des Unternehmers sowie im Falle einer Vormundschaft oder Pflegschaft kann der Geschäftsbetrieb noch längstens sechs Monate durch Stellvertreter fortgesetzt werden.

Die Bestellung eines Stellvertreters bedarf der Genehmigung des Reichskanzlers.

§ 10. Die den Unternehmern erteilte Erlaubnis kann unter Zustimmung des Bundesrats vom Reichskanzler jederzeit beschränkt oder widerrufen werden. Die Genehmigung der Bestellung eines Stellvertreters kann vom Reichskanzler jederzeit widerrufen werden.

II. Agenten.

§ 11. Wer bei einem Betriebe der im § 1 bezeichneten Art durch Vorbereitung, Vermittelung oder Abschluss des Beförderungsvertrages gewerbsmässig mitwirken will (Agent), bedarf hierzu der Erlaubnis.

§ 12. Die Erlaubnis wird von der höheren Verwaltungsbehörde erteilt.

§ 13. Die Erlaubnis darf nur erteilt werden an Reichsangehörige, welche im Bezirke der höheren Verwaltungsbehörde (§ 12) ihre gewerbliche Niederlassung oder ihren Wohnsitz haben und von einem zugelassenen Unternehmer (§ 1) bevollmächtigt sind.

Die Erlaubnis darf auch bei Erfüllung der vorstehenden Erfordernisse nicht erteilt werden:

a) wenn Thatsachen vorliegen, welche die Unzuverlässigkeit des Nachsuchenden in Beziehung auf den beabsichtigten Geschäftsbetrieb darthun;
b) wenn einer den Verhältnissen des Verwaltungsbezirkes der zuständigen Verwaltungsbehörde entsprechenden Anzahl von Personen die Erlaubnis zum Betriebe des Geschäfts eines Auswanderungsagenten erteilt oder ausgedehnt (§ 15) worden ist.

§ 14. Vor Erteilung der Erlaubnis hat der Nachsuchende eine Sicherheit im Mindestbetrage von fünfzehnhundert Mark zu bestellen.

§ 15. Die Erlaubnis berechtigt zum Geschäftsbetrieb im Bezirke der die Erlaubnis erteilenden Behörde, wenn sie nicht auf einen Teil desselben beschränkt wird. Im Einvernehmen mit dieser Behörde kann jedoch dem Agenten die Ausdehnung seines Geschäftsbetriebs auf benachbarte Bezirke von den für letztere zuständigen höheren Verwaltungsbehörden gestattet werden.

§ 16. Für andere als den in der Erlaubnisurkunde namhaft gemachten Unternehmer sowie auf eigene Rechnung darf der Agent Geschäfte der im § 11 bezeichneten Art nicht besorgen.

§ 17. Dem Agenten ist es untersagt, seine Geschäfte in Zweigniederlassungen, durch Stellvertreter oder im Umherziehen zu betreiben.

§ 18. Die dem Agenten erteilte Erlaubnis kann jederzeit beschränkt oder widerrufen werden:

Die Erlaubnis muss widerrufen werden,

a) wenn den Erfordernissen nicht mehr genügt wird, an welche die Erteilung der Erlaubnis nach § 13 Abs. 1 gebunden ist;
b) wenn Thatsachen vorliegen, welche die Unzuverlässigkeit des Agenten in Beziehung auf den Geschäftsbetrieb darthun;
c) wenn die Sicherheit ganz oder zum Teil zur Deckung der auf ihr haftenden Ansprüche verwendet worden ist und nicht binnen vier Wochen nach ergangener Aufforderung neu bestellt oder ergänzt wird.

§ 19. Gegen die auf Grund der §§ 11 bis 15 und 18 von der höheren Verwaltungsbehörde getroffenen Verfügungen ist Beschwerde an die Aufsichtsbehörde zulässig. Die Frist zur Einlegung der Beschwerde beträgt zwei Wochen.

III. Gemeinsame Bestimmungen für Unternehmer und Agenten.

§ 20. Die von den Unternehmern und von den Agenten

bestellten Sicherheiten haften für alle anlässlich ihres Geschäftsbetriebs gegenüber den Behörden und gegenüber den Auswanderern begründeten Verbindlichkeiten sowie für Geldstrafen und Kosten.

§ 21. Der Bundesrat erlässt nähere Bestimmungen über den Geschäftsbetrieb der Unternehmer und Agenten und deren Beaufsichtigung, namentlich auch

a) über die von ihnen zu führenden Bücher, Listen, statistischen und sonstigen Nachweisungen sowie über die in Anwendung zu bringenden Vertragsformulare;
b) über die Art und Weise der Sicherheitsbestellung und die Bedingungen, welche über die Haftbarkeit sowie über die Ergänzung und die Rückgabe der Sicherheit in die Bestellungsurkunde aufzunehmen sind.

IV. Allgemeine Bestimmungen über die Beförderung von Auswanderern.

§ 22. Der Unternehmer darf Auswanderer nur befördern auf Grund eines vorher abgeschlossenen schriftlichen Vertrags.

Den Auswanderern darf nicht die Verpflichtung auferlegt werden, den Beförderungspreis oder einen Teil desselben oder ihnen geleistete Vorschüsse nach ihrer Ankunft am Bestimmungsorte zu zahlen oder zurückzuerstatten oder durch Arbeit abzuverdienen; ebensowenig dürfen sie in der Wahl ihres Aufenthaltsorts oder ihrer Beschäftigung im Bestimmungslande beschränkt werden.

§ 23. Verboten ist die Beförderung sowie der Abschluss von Verträgen über die Beförderung:

a) von Wehrpflichtigen im Alter vom vollendeten siebzehnten bis zum vollendeten fünfundzwanzigsten Lebensjahre, bevor sie eine Entlassungsurkunde (§ 14 des Gesetzes über die Erwerbung und den Verlust der Bundes- und Staatsangehörigkeit vom 1. Juni 1870) oder ein Zeugnis der Ersatzkommission darüber beigebracht haben, dass ihrer Auswanderung aus dem Grunde der Wehrpflicht kein Hindernis entgegensteht;
b) von Personen, deren Verhaftung oder Festnahme von einer Gerichts- oder Polizeibehörde angeordnet ist;
c) von Reichsangehörigen, für welche von fremden Regierungen oder von Kolonisationsgesellschaften oder ähnlichen Unternehmungen der Beförderungspreis ganz oder teilweise bezahlt wird oder Vorschüsse geleistet werden; Ausnahmen von dieser Bestimmung kann der Reichskanzler zulassen.

§ 24. Auswanderer, welche sich nicht im Besitze der nach § 23a erforderlichen Urkunde befinden oder welche zu den im § 23 unter b und c bezeichneten Personen gehören, können durch die Polizeibehörden am Verlassen des Reichsgebiets verhindert werden.

Die Polizeibehörden in den Hafenorten sind befugt, die

Unternehmer an der Einschiffung von Personen zu verhindern, deren Beförderung auf Grund dieses Gesetzes verboten ist.

V. Besondere Bestimmungen für die überseeische Auswanderung nach aussereuropäischen Ländern.

§ 25. Verträge über die überseeische Beförderung von Auswanderern müssen auf Beförderung und Verpflegung bis zur Landung im aussereuropäischen Ausschiffungshafen gerichtet sein. Sie sind auf die Weiterbeförderung und Verpflegung vom Ausschiffungshafen bis an das Auswanderungsziel zu erstrecken, insoweit dies bei der Erteilung der Erlaubnis (§ 1) zur Bedingung gemacht ist.

Soll das Schiff in einem ausserdeutschen Hafen bestiegen oder gewechselt werden, so ist dies in den Beförderungsvertrag aufzunehmen.

§ 26. Der Verkauf von Fahrscheinen an Auswanderer zur Weiterbeförderung von einem überseeischen Platze aus ist verboten.

Dieses Verbot findet jedoch keine Anwendung auf Verträge, durch welche der Unternehmer (§ 1) sich zugleich zur Weiterbeförderung vom überseeischen Ausschiffungshafen aus verpflichtet.

§ 27. Der Unternehmer ist verpflichtet, den Auswanderern an dem zu ihrer Einschiffung oder Weiterbeförderung bestimmten Orte bei jeder nicht von ihnen selbst verschuldeten Verzögerung der Beförderung von dem vertragsmässig bestimmten Abfahrtstag an ohne besondere Vergütung Unterkunft und Verpflegung zu gewähren.

§ 28. Falls die Verzögerung länger als eine Woche dauert, hat der Auswanderer, unbeschadet der ihm nach dem bürgerlichen Rechte etwa zustehenden Ansprüche auf Schadenersatz, das Recht, von dem Vertrage zurückzutreten und die Rückerstattung des gezahlten Überfahrtsgeldes zu verlangen.

§ 29. Die Rückerstattung des Überfahrtsgeldes kann auch dann verlangt werden, wenn der Auswanderer oder einer der ihn begleitenden Familienangehörigen vor Antritt der Seereise stirbt oder nachweislich durch Krankheit oder durch sonstige ausser seiner Macht liegende Zwischenfälle am Antritte der Seereise verhindert wird.

Das Gleiche gilt, wenn in Fällen des § 26 Absatz 2 die Verhinderung im überseeischen Ausschiffungshafen eintritt, rücksichtlich des den Weiterbeförderungskosten entsprechenden Teiles des Überfahrtsgeldes.

Die Hälfte des Überfahrtsgeldes kann zurückverlangt werden, wenn der Auswanderer vor Antritt der Reise vom Vertrag aus anderen Gründen zurücktritt.

§ 30. Wird das Schiff durch einen Seeunfall oder einen anderen Umstand an der Fortsetzung der Reise verhindert oder zu einer längeren Unterbrechung derselben genötigt, so ist der Unternehmer (§ 1) verpflichtet, ohne besondere Vergütung den Auswanderern angemessene Unterkunft und Verpflegung zu ge-

währen und die Beförderung derselben und ihres Gepäcks nach dem Bestimmungsorte sobald als möglich herbeizuführen.

Diese Vorschrift findet sinngemässe Anwendung auf die Weiterbeförderung vom überseeischen Ausschiffungshafen aus (§ 26 Absatz 2).

§ 31. Vereinbarungen, welche den Bestimmungen der §§ 27 bis 30 zuwiderlaufen, haben keine rechtliche Wirkung.

§ 32. Der Unternehmer kann verpflichtet werden, zur Sicherstellung der ihm aus den §§ 27 bis 30 entstehenden Verpflichtungen eine das Überfahrtsgeld um den halben Betrag übersteigende Summe zu versichern oder einen der Versicherungssumme entsprechenden Betrag zu hinterlegen.

§ 33. Der Unternehmer hat dafür Sorge zu tragen, dass das Schiff, mit welchem die Auswanderer befördert werden sollen, für die beabsichtigte Reise völlig seetüchtig, vorschriftsmässig eingerichtet, ausgerüstet und verproviantiert ist.

Die gleiche Verpflichtung trifft den Führer des Schiffes.

§ 34. Jedes Auswandererschiff unterliegt vor dem Antritte der Reise einer Untersuchung über seine Seetüchtigkeit, Einrichtung, Ausrüstung und Verproviantierung.

Die Untersuchung erfolgt durch amtliche, von den Landesregierungen bestellte Besichtiger.

§ 35. Vor Abgang des Schiffes ist der Gesundheitszustand der Auswanderer und der Schiffsbesatzung durch einen von der Auswanderungsbehörde (§ 40) zu bestimmenden Arzt zu untersuchen.

§ 36. Der Bundesrat erlässt Vorschriften über die Beschaffenheit, Einrichtung, Ausrüstung und Verproviantierung der Auswandererschiffe, über die amtliche Besichtigung und Kontrolle dieser Schiffe, ferner über die ärztliche Untersuchung der Reisenden und der Schiffsbesatzung vor der Einschiffung, über die Ausschliessung kranker Personen, über das Verfahren bei der Einschiffung und über den Schutz der Auswanderer in gesundheitlicher und sittlicher Hinsicht.

Die vom Bundesrat erlassenen Vorschriften sind durch das Reichsgesetzblatt zu veröffentlichen und dem Reichstage bei seinem nächsten Zusammentritte zur Kenntnisnahme vorzulegen.

§ 37. Als Auswandererschiffe im Sinne dieses Gesetzes gelten alle nach aussereuropäischen Häfen bestimmten Seeschiffe, mit denen, abgesehen von den Kajütspassagieren, mindestens fünfundzwanzig Reisende befördert werden sollen.

VI. Auswanderungsbehörden.

§ 38. Zur Mitwirkung bei Ausübung der dem Reichskanzler auf dem Gebiete des Auswanderungswesens zustehenden Befugnisse wird ein sachverständiger Beirat gebildet, welcher aus einem Vorsitzenden und mindestens vierzehn Mitgliedern besteht. Den Vorsitzenden ernennt der Kaiser. Die Mitglieder werden vom Bundesrate gewählt. Alle zwei Jahre findet eine Neuwahl sämtlicher

Mitglieder statt. Im übrigen wird die Organisation des Beirats durch ein vom Bundesrate zu erlassendes Regulativ und seine Thätigkeit durch eine selbstgegebene Geschäftsordnung geregelt.

§ 39. Die Anhörung des Beirats muss erfolgen vor Erteilung der Erlaubnis für solche Unternehmungen, welche die Besiedelung eines bestimmten Gebiets in überseeischen Ländern zum Gegenstande haben, sowie im Falle der Beschränkung oder des Widerrufs der einem Unternehmer erteilten Erlaubnis.

Ausserdem können auf dem Gebiete des Auswanderungswesens von dem Reichskanzler geeignete wichtigere Fragen dem Beirate zur Begutachtung vorgelegt und von letzterem Anträge an den Reichskanzler gestellt werden.

§ 40. Zur Überwachung des Auswanderungswesens und der Ausführung der darauf bezüglichen Bestimmungen sind an denjenigen Hafenplätzen, für welche Unternehmer zugelassen sind, von den Landesregierungen Auswanderungsbehörden zu bestellen.

§ 41. In den Hafenorten übt der Reichskanzler die Aufsicht über das Auswanderungswesen durch von ihm bestellte Kommissare aus.

Diese Kommissare sind befugt, den im § 34 vorgesehenen Untersuchungen beizuwohnen, auch selbständig Untersuchungen der Auswandererschiffe vorzunehmen. Sie haben die Landesbehörden auf die von ihnen wahrgenommenen Mängel und Verstösse aufmerksam zu machen und auf deren Abstellung zu dringen.

Die Führer von Auswandererschiffen sind verpflichtet, den Kommissaren auf Erfordern wahrheitsgetreue Auskunft über alle Verhältnisse des Schiffes und über dessen Reise zu erteilen, sowie jederzeit das Betreten der Schiffsräume und die Einsicht in die Schiffspapiere zu gestatten.

Im Auslande werden die Obliegenheiten der Kommissare behufs Wahrnehmung der Interessen deutscher Auswanderer von den Behörden des Reichs wahrgenommen, denen erforderlichenfalls besondere Kommissare als Hülfsbeamte beizugeben sind.

VII. Beförderung von ausserdeutschen Häfen aus.

§ 42. Durch kaiserliche Verordnung mit Zustimmung des Bundesrats können zur Regelung der Beförderung von Auswanderern und Passagieren auf deutschen Schiffen, welche von ausserdeutschen Häfen ausgehen, Vorschriften der im § 36 bezeichneten Art erlassen werden.

VIII. Strafbestimmungen.

§ 43. Unternehmer (§ 1), welche den Bestimmungen der §§ 8, 22, 23, 25, 32 und 33 Absatz 1 oder den für die Ausübung ihres Geschäftsbetriebs von den zuständigen Behörden erlassenen Vorschriften zuwiderhandeln, werden mit Geldstrafe von einhundertfünfzig bis zu sechstausend Mark oder mit Gefängnis bis zu sechs Monaten bestraft.

Sind die Zuwiderhandlungen von einem Stellvertreter (§ 9)

begangen worden, so trifft die Strafe diesen; der Unternehmer ist neben demselben strafbar, wenn die Zuwiderhandlung mit seinem Vorwissen begangen ist, oder wenn er bei der nach den Verhältnissen möglichen eigenen Beaufsichtigung des Stellvertreters es an der erforderlichen Sorgfalt hat fehlen lassen.

Die gleiche Strafe trifft Schiffsführer, welche den ihnen im § 33 Absatz 2 und im § 41 Absatz 3 auferlegten Verpflichtungen oder den auf Grund des § 36 erlassenen Vorschriften zuwiderhandeln, ohne Unterschied, ob die Zuwiderhandlung im Inland oder im Auslande begangen ist.

§ 44. Agenten, (§ 11), welche den Bestimmungen der §§ 15, 16, 17, 22 Absatz 2, 23 und 25 oder den für die Ausübung ihres Geschäftsbetriebs von den zuständigen Behörden erlassenen Vorschriften zuwiderhandeln, werden mit Geldstrafe von dreissig bis zu dreitausend Mark oder mit Gefängnis bis zu drei Monaten bestraft.

§ 45. Wer ohne die nach §§ 1 und 11 erforderliche Erlaubnis die Beförderung von Auswanderern betreibt oder bei einem solchen Betriebe gewerbsmässig mitwirkt, wird mit Gefängnis bis zu einem Jahre und mit Geldstrafe bis zu sechstausend Mark oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Die gleiche Strafe trifft denjenigen, welcher sich zum Geschäfte macht, zur Auswanderung anzuwerben.

§ 46. Wer der Vorschrift des § 26 Absatz 1 zuwiderhandelt, wird mit Geldstrafe bis zu einhundertfünfzig Mark oder mit Haft bestraft.

§ 47. Wer den auf Grund des § 42 erlassenen Vorschriften zuwiderhandelt, wird mit Geldstrafe von einhundertfünfzig bis zu sechstausend Mark oder mit Gefängnis bis zu sechs Monaten bestraft.

§ 48. Wer eine Frauensperson zu dem Zwecke, sie der gewerbsmässigen Unzucht zuzuführen, mittelst arglistiger Verschweigung dieses Zweckes zur Auswanderung verleitet, wird mit Zuchthaus bis zu fünf Jahren bestraft. Neben der Zuchthausstrafe ist der Verlust der bürgerlichen Ehrenrechte auszusprechen; auch kann zugleich auf Geldstrafe von einhundertfünfzig bis zu sechstausend Mark sowie auf Zulässigkeit von Polizeiaufsicht erkannt werden.

Dieselben Strafvorschriften finden auf denjenigen Anwendung, welcher mit Kenntnis des vom Thäter in solcher Weise verfolgten Zweckes die Auswanderung der Frauensperson vorsätzlich befördert; sind mildernde Umstände vorhanden, so tritt Gefängnisstrafe nicht unter drei Monaten ein, neben welcher auf Geldstrafe von einhundertfünfzig bis zu sechstausend Mark erkannt werden kann.

Schlussbestimmungen.

§ 49. Welche Behörden in jedem Bundesstaat unter der Bezeichnung: Aufsichtsbehörde, höhere Verwaltungsbehörde, Polizei-

behörde zu verstehen sind, wird von der Zentralbehörde des Bundesstaats bekannt gemacht.

§ 50. Dieses Gesetz tritt am 1. April 1898 inkraft. Mit dem gleichen Zeitpunkt erlöschen die auf Grund landesgesetzlicher Vorschriften erteilten Genehmigungen zur Beförderung oder zur Mitwirkung bei der Beförderung von Auswanderern.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Neues Palais den 9. Juni 1897.

Wilhelm.
Fürst zu Hohenlohe.

59. Gesetz betr. die deutsche Flotte. 1898 April 10.

Reichs-Gesetzblatt 1898, S. 165—168.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preussen etc., verordnen im Namen des Reichs nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

I. Schiffsbestand.

§ 1. 1. Der Schiffsbestand der deutschen Flotte wird, abgesehen von Torpedofahrzeugen, Schulschiffen, Spezialschiffen und Kanonenbooten, festgesetzt auf:

a) verwendungsbereit:
1 Flottenflaggschiff,
2 Geschwader zu je 8 Linienschiffen,
2 Divisionen zu je 4 Küstenpanzerschiffen,
6 grosse Kreuzer } als Aufklärungsschiffe der
16 kleine Kreuzer } heimischen Schlachtflotte,
3 grosse Kreuzer } für den Auslandsdienst;
10 kleine Kreuzer }

b) als Material-Reserve:
2 Linienschiffe,
3 grosse Kreuzer,
4 kleine Kreuzer.

2. Von den am 1. April 1898 vorhandenen und im Baue befindlichen Schiffen kommen auf diesen Sollbestand in Anrechnung:
als Linienschiffe 12,
als Küstenpanzerschiffe 8,
als grosse Kreuzer 10,
als kleine Kreuzer . . . . 23.

3. Die Bereitstellung der Mittel für die zur Erreichung des Sollbestandes (Ziffer 1) erforderlichen Neubauten unterliegt der jährlichen Festsetzung durch den Reichshaushalts-Etat mit der

Massgabe, dass die Fertigstellung des gesetzlichen Schiffsbestandes, soweit die im § 7 dafür angegebenen Mittel ausreichen, bis zum Ablaufe des Rechnungsjahrs 1903 durchgeführt werden kann.

§ 2. Die Bereitstellung der Mittel für die erforderlichen Ersatzbauten unterliegt der jährlichen Festsetzung durch den Reichshaushalts-Etat mit der Massgabe, dass in der Regel

Linienschiffe und Küstenpanzerschiffe nach 25 Jahren,
grosse Kreuzer nach 20 Jahren,
kleine Kreuzer nach 15 Jahren

ersetzt werden können.

Die Fristen laufen vom Jahre der Bewilligung der ersten Rate des zu ersetzenden Schiffes bis zur Bewilligung der ersten Rate des Ersatzschiffs.

Zu einer Verlängerung der Ersatzfrist bedarf es im Einzelfalle der Zustimmung des Bundesrats, zu einer Verkürzung derjenigen des Reichstags. Etwaige Bewilligungen von Ersatzbauten vor Ablauf der gesetzlichen Lebensdauer — höhere Gewalt, wie Untergang eines Schiffes, ausgeschlossen — sind innerhalb einer mit dem Reichstage zu vereinbarenden Frist durch Zurückstellung anderer Ersatzbauten auszugleichen.

II. Indiensthaltungen.

§ 3. Die Bereitstellung der Mittel für die Indiensthaltungen der heimischen Schlachtflotte unterliegt der jährlichen Festsetzung durch den Reichshaushalts-Etat mit der Massgabe, dass im Dienste gehalten werden können:

a) zur Bildung von aktiven Formationen:
9 Linienschiffe,
2 grosse Kreuzer,
6 kleine Kreuzer;

b) als Stammschiffe von Reserveformationen:
4 Linienschiffe,
4 Küstenpanzerschiffe,
2 grosse Kreuzer,
5 kleine Kreuzer;

c) zur Aktivierung einer Reserveformation auf die Dauer von zwei Monaten:
2 Linienschiffe oder Küstenpanzerschiffe.

III. Personalbestand.

§ 4. An Deckoffizieren, Unteroffizieren und Gemeinen der Matrosendivisionen, Werftdivisionen und Torpedoabteilungen sollen vorhanden sein:

1. eineinhalbfache Besatzungen für die im Auslande befindlichen Schiffe;
2. volle Besatzungen für
die zu aktiven Formationen der heimischen Schlachtflotte gehörigen Schiffe,

die Hälfte der Torpedofahrzeuge,
die Schulschiffe,
die Spezialschiffe;

3. Besatzungsstämme (Maschinenpersonal zwei Drittel, übriges Personal die Hälfte der vollen Besatzungen) für
die zu Reserveformationen der heimischen Schlachtflotte gehörigen Schiffe,
die zweite Hälfte der Torpedofahrzeuge;
4. der erforderliche Landbedarf;
5. ein Zuschlag von fünf Prozent vom Gesamtbedarfe.

§ 5. Die nach Massgabe dieser Grundsätze erforderlichen Etatsstärken der Matrosendivisionen, Werftdivisionen und Torpedoabteilungen unterliegen der jährlichen Festsetzung durch den Reichshaushalts-Etat.

IV. Sonstige Ausgaben.

§ 6. Alle fortdauernden und einmaligen Ausgaben des Marine-Etats, hinsichtlich deren in diesem Gesetze keine Bestimmungen getroffen sind, unterliegen der jährlichen Festsetzung durch den Reichshaushalts-Etat nach Massgabe des Bedarfs.

V. Kosten.

§ 7. Während der nächsten sechs Rechnungsjahre (1898 bis 1903) ist der Reichstag nicht verpflichtet, für sämtliche einmalige Ausgaben des Marine-Etats mehr als 408 900 000 Mark, und zwar für Schiffsbauten und Armierungen mehr als 356 700 000 Mark und für die sonstigen einmaligen Ausgaben mehr als 52 200 000 Mark, sowie für die fortdauernden Ausgaben des Marine-Etats mehr als die durchschnittliche Steigerung von 4 900 000 Mark jährlich bereit zu stellen.

Soweit sich in Gemässheit dieser Bestimmung das Gesetz bis zum Ablaufe des Rechnungsjahrs 1903 nicht durchführen lässt, wird die Ausführung bis über das Jahr 1903 hinaus verschoben.

§ 8. Soweit die Summe der fortdauernden und einmaligen Ausgaben der Marineverwaltung in einem Etatsjahre den Betrag von 117 525 494 Mark übersteigt, und die dem Reiche zufliessenden eigenen Einnahmen zur Deckung des Mehrbedarfs nicht ausreichen, darf der Mehrbedarf nicht durch Erhöhung oder Vermehrung der indirekten, den Massenverbrauch belastenden Reichssteuern gedeckt werden.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem kaiserlichen Insiegel.

Gegeben Homburg vor der Höhe den 10. April 1898.

Wilhelm.

Fürst zu Hohenlohe.



